

José PEIRATS

Les anarchistes espagnols

Révolution de 1936
et luttes de toujours



José Peirats

LES ANARCHISTES ESPAGNOLS

*Révolution de 1936
et luttes de toujours*

TRADUIT DE L'ESPAGNOL
PAR PHILIPPE CAZAL
ET AMAPOLA GRACIA

Editions REPÈRES-SILENA

Avec la collaboration de Danièle Chenal.

Titre original :
LOS ANARQUISTAS EN LA CRISIS
POLITICA ESPAÑOLA

ISBN 2-907966-00-6

© Ediciones JUCAR, Madrid, 1976.

© Philippe Cazal et Amapola Gracia, 1989, pour la traduction française.

PROLOGUE

Ce livre ne s'adresse pas à ceux qui sont à la recherche d'un langage branché, d'un discours rétro ou d'une « parole originale ». C'est un livre témoin d'expériences sociales tombées dans l'oubli et qui n'en gardent pas moins, cependant, leur caractère actuel. En Espagne, en 1936, à l'heure où certains essaient d'insuffler des nationalisations tombées du ciel, ou plutôt de l'Etat, à l'heure où ceux-là mêmes lancent des mots d'ordre de prise en charge des luttes, de la vie, surgissent, à Más de las Matas, à Alcorisa, à Granollers ou à Barcelone, du fin fond de l'Aragon et aux quatre coins de la Catalogne, des collectivisations.

Le récit des événements, de ces réalisations sociales auxquelles ont pris part Mariano, Miguel, Sebastián, Paco y Flor, Esteban, Flora, Manuel y Manuela, Sara, Jesús, Jordi, Lucia, six, sept, huit millions de personnes, a rarement été écrit par les acteurs eux-mêmes, pour la bonne raison que ces hommes et ces femmes qui ébranlèrent le monde étaient des ouvriers et des paysans qui maniaient plus facilement les outils que la plume, et qui étaient plus soucieux de faire l'histoire que de l'écrire.

Parmi eux : José Peirats Valls, né le 15 mars 1908 à Vall de Uxó (province de Castellón). Dans sa jeunesse, Peirats est partie prenante dans diverses activités culturelles de jeunes (Ateneos, écoles, bibliothèques). Ouvrier du bâtiment, il participe à des grèves et connaît des heurts avec la police.

Ce syndicaliste de toujours est aussi journaliste et écrivain depuis l'âge de 20 ans. Il écrit dans la presse ouvrière et militante (*Tierra y Libertad*) dans le quotidien barcelonais *Solidaridad Obrera* (à partir de 1934), ainsi que dans diverses revues.

Parmi ses premières œuvres littéraires, *Revivir*, une tragédie en trois actes, fut jouée en 1933 et lui valut d'entrer à la Société des Auteurs Espagnols. Il écrivit aussi plusieurs œuvres polémiques. L'un de ses livres, *Los intelectuales y la revolución*, fut saisi et détruit par les franquistes, lorsque ceux-ci occupèrent Barcelone, en 1939.

En juillet 1936, à Barcelone, Peirats participe aux combats de rue (il prend

d'assaut, à la tête d'un groupe de jeunes, la caserne del Bruch). Il passe la seconde moitié de la guerre sur le front d'Aragon et de Catalogne, jusqu'à la fin des combats, comme officier d'état-major.

1939, Peirats, comme nombre de ses concitoyens, est réfugié en France. Il découvre les camps de concentration (Ariège et Charentes) puis, en décembre 1939, il réussit à s'embarquer pour l'Amérique. Il y passera sept ans, entre la Colombie, le Venezuela, l'Équateur et Panama, avant de retourner en France à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il y connaîtra la prison (Bayonne, puis Lyon) et la résidence surveillée. Il fera aussi des incursions clandestines en Espagne : à Madrid en 1947 ; en Catalogne en 1948.

Toujours militant (secrétaire général de la C.N.T. en exil en France en 1947-1948 et 1950-1951), Peirats continue à écrire : il dirige l'hebdomadaire *C.N.T.*, collabore à diverses revues libertaires.

Spécialiste de l'histoire du mouvement libertaire espagnol, Peirats a publié plusieurs livres : *La C.N.T. en la revolución española* (3 tomes), *Estampas del exilio en América*, *Figuras del movimiento libertario español*, *Emma Goldman : anarquista de ambos mundos*, *Examen crítico-constructivo del movimiento libertario español*, *Determinismo y voluntarismo en la práctica revolucionaria*, *El pequeño diccionario del anarquismo*.

De retour en Espagne depuis la mort de Franco, José Peirats vit avec sa compagne dans son village natal de Vall de Uxó.

Dans *Les anarchistes espagnols*, Peirats fait un tour d'horizon complet de l'histoire du mouvement libertaire espagnol avant d'arriver à la période clef de 1936. En ce qui concerne cette période, il aborde les événements qu'il a observés à la fois avec l'œil critique et le recul du journaliste et avec le point de vue de l'intérieur que lui donne sa qualité de militant de premier plan.

Son analyse personnelle sur le rôle des libertaires dans la vie politique espagnole apparaît notamment lorsqu'il évoque la participation de la C.N.T. au gouvernement : Peirats défend une certaine pureté idéologique, celle qui donne leur sens aux réalisations révolutionnaires de 1936-1939 et qui en fait des exemples vivants pour d'autres réalisations à venir, ici ou ailleurs, dans un avenir proche ou lointain.

Au-delà des commémorations et contre les mythologies accumulées sur l'Espagne, ce livre ouvre des perspectives...

Amapola Gracia, Philippe Cazal.
Opoul et Montpellier, Mai 1989.

D'une édition à l'autre

L'histoire de ce livre commence lors d'un congrès de la C.N.T. en exil, en 1947 à Toulouse, où l'auteur propose que soit rédigé un témoignage sur le rôle de la C.N.T. dans la « guerre-révolution » de 1936-1939. Peirats fut désigné deux ans plus tard pour faire ce travail, qu'il mena alors à son idée : le livre n'a rien d'un travail officiel.

La première version du livre, écrite en espagnol et intitulée *La C.N.T. en la revolución española*, parut en trois tomes à Toulouse en 1951, 1952, 1953 aux Editions C.N.T. Elle fut rééditée à Paris en 1971 (Ruedo Ibérico), puis fut traduite en italien (Ed. Antistato, Milan, 1977).

La deuxième version est une synthèse des trois tomes en un seul.

Elle a d'abord été éditée en italien (Gênes, 1962).

Puis en espagnol (Buenos Aires, 1964).

En japonais (Tokyo, 1967).

En espagnol à nouveau : Ed. Júcar, Madrid, 1976, sous le titre *Los anarquistas en la crisis política española*,

et Júcar, Madrid 1977, sous le titre *Los anarquistas en la guerra civil española*.

En anglais (Detroit et Toronto, 1977).

La présente édition est la première en français et également la première traduction française d'une œuvre de José Peirats.



La géographie physique de l'Espagne.



Les fronts en mars 1937.

I

DES ORIGINES AUX PREMIERES GRANDES LUTTES

Dès la constitution de la section espagnole de la Première Internationale (1869), le mouvement ouvrier à tendance anarchiste ne cesse d'exister, publiquement ou clandestinement, sous diverses appellations : tantôt comme Fédération régionale espagnole (déclarée hors la loi en 1872, elle continue à exister secrètement jusqu'à la dissolution de l'Internationale) ; puis en tant que Fédération des travailleurs de la région espagnole (de 1881 à 1888) ; en tant que Pacte d'union et de solidarité (de 1889 à 1896) ; ou encore comme Solidarité ouvrière (de 1904 à 1909) ; et enfin en tant que Confédération nationale du travail (C.N.T.) présente jusqu'à nos jours.

A la fin du XIXe et au début du XXe siècle, le mouvement décline à cause de la clandestinité forcée et de la crise interne qu'il traverse (à savoir la scission des éléments autoritaires partisans des thèses de Karl Marx, dont le messager en Espagne est le Français Paul Lafargue) ; à cause, aussi, des rudes répressions. La plus acharnée étant celle qui a lieu contre la soi-disant société de malfaiteurs nommée « La Main Noire » (1882). Ce fameux procès commence de la façon suivante.

A la suite des persécutions contre les Internationalistes, certains noyaux se mettent à fonctionner clandestinement. En Andalousie, afin d'assurer leur propre sécurité, les éléments de l'un de ces noyaux clandestins s'organisent avec une rigueur systématique. Dès lors qu'un militant est fait prisonnier, les camarades se doivent de venir en aide à sa famille et même de le venger dans le cas où il est assassiné. Par dépit amoureux, l'un d'eux fait des révélations à la Garde civile (1).

Un jour, on retrouve ce pauvre type assassiné. Les « *caciques* (2) », propriétaires et gardes civils profitent de l'occasion pour monter un énorme

1. Institut répressif militarisé, autrefois rural, aujourd'hui également urbain.

2. Les *caciques* étaient au service des grands propriétaires fonciers, pour lesquels ils organisaient la fraude politique.

procès. Sur un mur du village de Villamartín apparaissent les empreintes d'une main : la « main noire ». Dans la montagne, sous un tas de cailloux, les gardes « découvrent » un macabre règlement de cette société « créée pour le vol et l'assassinat des représentants de l'ordre ». La répression ne se fait pas attendre. Elle est prise en charge par le chef de la Garde civile de Jerez, Tomás Pérez Monforte, et son second, Oliver. Tous les assassinats, vols ou incendies qui avaient été commis ou soi-disant commis sont déballés lors du procès. Les nombreux détenus sont rigoureusement interrogés afin de leur arracher les déclarations rédigées d'avance. La réaction se propose deux objectifs : discréditer le mouvement anarchiste et le priver de ses éléments les plus influents. Ainsi, les frères Pedro et Francisco Corvacho, Juan Ruiz (de la Commission régionale), Cristóbal Fernández, Manuel Gago, Gregorio Sánchez et Juan Galán sont condamnés à mort et exécutés. Ce qui sauve la vie à León Ortega c'est de perdre la raison : devenu fou en prison, il échappe à l'échafaud. Onze autres sont condamnés à perpétuité ; certains meurent sans pouvoir profiter de l'amnistie qui a lieu vingt ans plus tard. Cette amnistie est acquise grâce à une campagne d'agitation internationale.

A partir de 1880, un certain renouveau intellectuel a lieu dans les milieux anarchistes : parution du journal satirique *La Tramontana* créé par José Llunas (Barcelone, 1881) ; premier colloque socialiste (3) organisé par le Centre des amis de Reus (province de Tarragone) en 1885 ; parution de la revue *Acracia* (Barcelone, 1886) ; parution du journal *El Productor* (Barcelone, 1887) ; second colloque socialiste (Barcelone, 1889). A ces colloques participent les plus brillants écrivains de l'anarchisme espagnol, ainsi que le plus grand de ses penseurs : Ricardo Mella.

En 1892 a lieu la fameuse insurrection paysanne de Jerez de la Frontera. Plus de quatre mille paysans prennent d'assaut la ville au cri de « Vive l'anarchie ». « La révolte paysanne de 1892 ne fut rien d'autre qu'un acte de rêveurs. Avec des bâtons et des faucilles ils voulaient vaincre les Messieurs de Jerez qui, bien gardés, vivaient de leurs terres sans jamais les avoir vues, tandis qu'eux, les labourant, pouvaient à peine manger (4). »

L'écrivain Blasco Ibáñez commente cet épisode dans son roman *La Bodega*. L'apôtre acrate andalou Fermín Salvochea, qui est en prison à Cadix lors des événements, est considéré comme responsable du soulèvement et condamné à douze ans de baigne. Le procureur avait demandé cinquante deux ans ! Suite à ces événements, Burique, Lamela, Lebrijana et Zarzuela sont condamnés à mort et exécutés. Dix-huit autres accusés sont condamnés à de lourdes peines dont certaines à perpétuité. Ils sont amnistiés au début de ce siècle grâce aussi à une campagne internationale.

Le XIXe siècle espagnol prend congé au son bruyant des explosions de

3. Rassemblement littéraire anarchiste en temps de clandestinité.

4. Federico Urales, *Mi vida*, tome II, Barcelone, 1929-1930.

dynamite anarchiste. Le 24 septembre 1892, à Barcelone, Paulino Pallás jette une bombe sur le général Martínez Campos, un des auteurs de la Restauration. Le geste de Pallás est une riposte aux exécutions de Jerez. Pallás exécuté, un autre anarchiste, Santiago Salvador, voulant venger la mort de ce dernier, jette à son tour une bombe, le 8 novembre de la même année, sur les fauteuils d'orchestre de l'aristocratique théâtre du « Liceo » barcelonais. On compte vingt morts. La police fait une rafle dans le milieu anarchiste et, à force de tortures, certains s'accusent évidemment d'être les auteurs de l'attentat. José Codina, Mariano Cerezueta, José Bernat, Jaime Sogas, José Salvat et Manuel Archs sont condamnés à mort. Entre-temps, la police découvre le véritable auteur des explosions et, malgré l'aveu de ce dernier, toutes les exécutions sont maintenues.

Le fils d'Archs reçoit une lettre de son père, écrite peu de temps avant l'exécution, dont voici un extrait : « ... Il se peut que demain quelqu'un te dise que ton père était un criminel. Dis-lui à voix haute qu'il était innocent du crime qu'on lui imputa. Ainsi le comprendras-tu et j'espère que la fin de ton père, au lieu de t'anéantir, te stimulera et te motivera d'autant plus, afin de propager partout les principes pour lesquels j'ai donné ma vie... »

Ce même fils d'Archs sera assassiné quelques années plus tard par les bandes de « pistoleros » qui agirent impunément lors du règne des généraux Martínez Anido et Manuel Arlegui.

En juin 1896, à Barcelone, deux bombes sont jetées au beau milieu d'une procession où défile le capitaine général. On compte plusieurs victimes et le gouvernement se livre à une féroce et aveugle répression. C'est la période noire des martyrs de Montjuich. Des centaines de prisonniers amenés à pied sont entassés dans les cachots de la fatidique forteresse barcelonaise. Parmi eux, des personnages marquants du mouvement anarchiste comme Anselmo Lorenzo, Tárrida del Mármol, Teresa Claramunt, Federico Urales et José Lluñas.

Le commandant Enrique Marzo instruit le procès et le lieutenant de la Garde civile Narciso Portas se révèle être un brillant inquisiteur. C'est en exécutant ses ordres que les sbires tentent d'arracher certaines déclarations aux prisonniers. Tout en les fouettant, on les faisait courir des heures entières jusqu'à ce qu'ils s'évanouissent d'épuisement. On leur applique la torture du sommeil. Pour calmer leur soif, on leur montre de l'eau et à la place on leur propose de la morue séchée. Désespérés, ils en arrivent à boire leur propre urine. On leur tord les testicules, on leur applique des fers incandescents sur les fesses et on leur plante des coins sous les ongles. Ces séances de torture ont lieu au fin fond des cachots de la forteresse, là où n'arrive ni la lumière du jour ni l'air respirable.

À la fin septembre, les bourreaux ont déjà sélectionné leurs victimes. Cinq d'entre eux, Aschery, Más, Nogués, Molas et Alsina, sont condamnés à mort et exécutés dans les fosses du château maudit. Vingt-deux autres sont livrés au bagne avec des peines maximum, mais peuvent bénéficier d'une amnistie qui sera arrachée grâce à une pression internationale au printemps 1900. Les autres

seront expulsés du pays (5).

Lors de cet abominable procès, le climat international permet l'accueil de certains d'entre eux en Angleterre. Fernando Tàrrida del Màrmol, anarchiste et professeur de l'Athénée polytechnique de Barcelone (qui, grâce sans doute à son niveau intellectuel et à ses origines bourgeoises, avait obtenu la liberté dès la première partie de ce procès) secoue le milieu intellectuel et publie un livre émouvant dénonçant le crime en train d'être commis (6).

Bouleversé par ce récit, un anarchiste italien, Michele Angiolillo, quitte Londres et se rend en Espagne pour exécuter le président du Conseil des ministres, Cánovas del Castillo (août 1897). Arrêté, Angiolillo est exécuté le 20 du même mois. Un anarchiste espagnol, R. Sempau, tente, mais sans succès, de tuer l'inquisiteur Portas le mois suivant.

Répressions et attentats se succèdent pendant une bonne partie du début du XXe siècle. En 1898, l'Espagne perd les derniers vestiges de son empire colonial d'outre-mer. L'armée, vaincue en Amérique et en Océanie, prétend alors coloniser l'Espagne. Alphonse XIII inaugure son règne en 1902, et cajole aussitôt l'armée. L'arrogance des militaires produit des réactions des plus naturelles dans le milieu libéral. En 1905, à Barcelone, un groupe d'officiers prend d'assaut la rédaction d'un journal satirique. Le gouvernement, obligé de céder à sa pression, proclame la Loi des juridictions. Cette loi permet de sanctionner quiconque exprimera des paroles ou des écrits offensant l'armée et décréte qu'il sera jugé par la justice militaire. L'organisation ouvrière s'en prend dans des journaux et des meetings à l'extension de la loi militaire au Code civil, mais le roi continue à flirter avec l'armée.

En 1906, l'anarchiste Mateo Morral interrompt les noces royales en jetant une bombe sur le passage du couple royal. Le roi et la reine en sortent indemnes et Morral se suicide. La répression s'abat sur Francisco Ferrer, directeur de l'Ecole moderne de Barcelone, dans laquelle Mateo Morral avait exercé comme professeur. Francisco Ferrer était arrivé à Barcelone au début du siècle à la tête d'une respectable fortune qu'il avait héritée d'une sympathisante française. Révolutionnaire convaincu et ancien conspirateur, il se propose de faire la révolution sur deux fronts : au niveau social en appelant à la grève générale ; et au niveau pédagogique et culturel au travers de l'enseignement rationaliste et de la vulgarisation de la science positiviste. En 1901, il ouvre la première Ecole moderne à Barcelone avec trente élèves. Sa maison d'édition entreprend la traduction des meilleurs ouvrages de la pensée scientifique et de la philosophie moderne. Son institution apporte au niveau social ce que l'institution libre de l'enseignement a apporté au niveau universitaire. Ses collaborateurs sont Elisée Reclus, Jean Grave, Pierre Kropotkine, Carlo Malato, Anselmo Lorenzo, etc. Ce

5. D'après l'historien anarchiste Diego Abad de Santillán, l'auteur de l'attentat de la rue de Cambios Nuevos fut un Français exalté qui put, après avoir commis cet acte, émigrer en Argentine, où il mourut.

6. F. Tàrrida del Màrmol, *Les inquisiteurs d'Espagne*, Paris, 1897, 344 p.

mouvement, par son caractère profondément révolutionnaire, alarme les éléments gouvernementaux et cléricaux. Cela coûte beaucoup d'arracher Ferrer à cette première embuscade, mais la réaction cléricale et militaire ne l'oubliera pas et ne le ratra pas à la prochaine occasion.

En 1907, la fédération locale de Barcelone nommée *Solidaridad Obrera* se constitue en fédération régionale. Au mois d'octobre de cette année-là paraît l'hebdomadaire du même nom, *Solidaridad Obrera*, et il a pour rédacteurs José Prat et Anselmo Lorenzo. En janvier 1908, le gouvernement de Maura et La Cierva présente au Parlement une loi répressive contre le terrorisme. Au ministère de l'Intérieur, La Cierva se livre à tout un travail de provocation dans Barcelone. Tous les jours et un peu partout, des bombes explosent et plus particulièrement dans les locaux nationalistes catalans. Curieusement, aucune arrestation n'a lieu. Le gouvernement a ses plans pour mettre en échec tout un enthousiasme politique et social qui commence à naître en Catalogne. Un détective privé parvient à trouver la véritable origine de ces explosions, ce qui plonge la police, le préfet et le ministère de l'Intérieur dans la plus grande consternation. Un prétendu anarchiste, un pauvre type nommé Juan Rull, trouve, pour toute récompense à ses services, la potence. Le projet d'une loi répressive contre le terrorisme doit être retiré du Parlement à la suite d'une vaste campagne qu'ont lancé les républicains, les socialistes et les anarchistes.

Début juin 1909, se produisent de graves affrontements à proximité de Melilla (Maroc espagnol). La population autochtone s'oppose violemment à la construction d'un chemin de fer à vocation minière, car elle voit dans ce projet une atteinte à sa souveraineté. Une opération militaire se solde par d'importantes pertes pour les forces espagnoles (désastre du Ravin du loup). Le gouvernement a la mauvaise idée de mobiliser les réservistes qui, libérés de leurs obligations militaires, ont déjà fondé un foyer (Décret du 11 juillet). En Catalogne, où les campagnes du Maroc ont toujours été impopulaires, des manifestations spontanées ont lieu face au port, où l'on embarque les réservistes. L'organisation *Solidaridad Obrera* déclare la grève générale. Le peuple transforme ce mouvement en émeute. Des barricades se dressent ; 17 églises, 23 couvents et autres établissements religieux sont incendiés. Le gouvernement proclame la Loi martiale, et la Catalogne est isolée du reste de l'Espagne par les troupes. Une répression déchaînée s'abat sur les insurgés. Des *Juntas* de défense sont constituées par les éléments réactionnaires civils, et un juge est spécialement chargé de juger les responsables de façon urgente. La presse officielle s'en donne à cœur joie et monte une sordide campagne de diffamation antipopulaire. Très vite, Francisco Ferrer, fondateur de l'École moderne, est désigné comme bouc émissaire. On étale au grand jour ses activités révolutionnaires en France comme en Espagne ; il est montré comme un activiste et comme un ennemi de la patrie, de l'armée et de l'Église. Des témoins improvisés déclarent l'avoir vu sur les barricades, dirigeant le soulèvement. Quelques-uns de ces faux témoins passent à la caisse une fois leurs infamies accomplies et s'embarquent facilement pour

l'Amérique.

Le 31 août, Ferrer est arrêté et jugé comme meneur de l'insurrection. Une information publique est ouverte. Un appel est fait pour qui veut bien se porter témoin à charge : bien sûr, les policiers, les aristocrates et les carlistes (7) se bousculent. La publication du juge qui instruit le dossier invite de façon éhontée tous ceux qui en ont la possibilité à témoigner contre Ferrer, mais jamais ceux qui auraient pu le faire en sa faveur. Cette façon d'agir démontre qu'il n'y avait pas de preuves contre l'accusé. Le capitaine général de la garnison donne comme consigne à tous les juges militaires de rechercher dans les dossiers « tous les indices, antécédents et charges qui peuvent servir contre Ferrer et de les remettre au juge Raso Negrín ». Au même moment, tous les témoignages et preuves en faveur de l'accusé sont négligés. Le gouvernement a, au préalable, banni tous ceux qui ont eu des relations intimes avec le prisonnier et qui auraient pu apporter des éclaircissements en sa faveur. Parmi les vieux collaborateurs de Ferrer, viennent d'être exilés à Teruel Soledad Vilafranca, Cristóbal Litrán et Anselmo Lorenzo, qui demandent à être entendus par le juge, mais qui ne seront jamais reçus. Les lettres envoyées au juge dans lesquelles ils demandent de déposer se « perdent » ou se « retardent » mystérieusement. Au sujet de l'une de ces lettres « retardées » le juge Raso Negrín fait savoir que « l'affaire a déjà été citée à la séance, et comme lors de la séance ne peuvent déclarer que les témoins qui ont déjà déposé lors de l'instruction, à mon grand regret je ne peux accepter cette démarche ». L'affaire est citée à la séance du 1er octobre et néanmoins deux jours plus tard un témoin peut encore faire une déclaration contre Ferrer. A partir de là, le procès se met à avancer beaucoup plus vite. Il devenait évident que l'on voulait à tout prix fusiller Ferrer. Et pourtant, l'insurrection n'avait pas eu de chef. Ainsi dut l'admettre le préfet de l'époque, Ossorio y Gallardo. Faute d'un personnage de choix à qui faire endosser de façon spectaculaire la responsabilité des événements, on choisit Ferrer, victime toute désignée par la haine officielle et cléricale. Ferrer est une bonne proie pour la réaction. Il s'est tiré d'affaire lors du procès à propos de l'attentat contre le couple royal, et en plus d'être révolutionnaire c'est un rénovateur dangereux de l'enseignement, détesté profondément par le milieu cléricale. Celui-ci ne peut pas pardonner, en bon chrétien, les débordements populaires de ces fameux jours de juillet, où couvents et temples portaient en fumée.

Francisco Ferrer est condamné à mort, comme il était prévu, et est exécuté dans la maudite forteresse, le 13 octobre 1909. Pour limiter le mauvais effet produit par son exécution, on fusille aussi d'autres obscurs citoyens : José Miguel Baró, Antonio Malets, Eugenio del Hoyo (garde de Sécurité) et Ramón Clemente.

7. Partisans de l'ultra-réactionnaire Don Carlos María Isidro de Bourbon qui, en 1833, déchaîna la guerre civile de sept ans parce qu'en mourant son frère Ferdinand VII avait transmis la couronne à sa fille Isabelle et non pas à lui, en contradiction avec la loi salique française des Bourbons.

Le gouvernement de Maura ne survivra pas à l'indignation qui se manifeste dans toute l'Espagne et à l'étranger pendant et après le procès. Ferrer a un monument à Bruxelles. Maura voit sa carrière politique brisée par ce crime. En 1910, il est blessé par un anarchiste à Barcelone : Manuel Possá (en 1904, l'anarchiste Joaquín Miguel Artal avait déjà essayé de l'atteindre). Au début de 1911, une vaste campagne se déclenche pour la révision du procès de Ferrer.

Cette campagne trouve un écho au Parlement. A défaut de révision du procès, les interventions de poids que font les plus brillants parlementaires en tiennent lieu.

Suite à cette féroce répression, l'organisation *Solidaridad Obrera* convoque un congrès national à Barcelone. Les syndicalistes se rendent compte que l'absence d'une organisation ouvrière à un échelon national a porté un énorme préjudice à la cause des insurgés de 1909 et a facilité la monstruosité commise contre Ferrer. Une sorte de complexe de culpabilité pousse à la création d'une centrale anarcho-syndicaliste. L'Union générale des travailleurs (U.G.T.), organisation d'inspiration socialiste fondée en 1888, n'est qu'un satellite soumis au parti socialiste de Pablo Iglesias. Le parti socialiste avait été organisé entre 1879 et 1881.

Le congrès de *Solidaridad Obrera* baptisé « Congrès des Beaux-Arts » a lieu dans la capitale catalane le 30 octobre et le 1er novembre 1910. Des délégués de presque toutes les régions d'Espagne y participent. Parmi les participants les plus marquants se trouve Anselmo Lorenzo, qui avait été fondateur de la vieille Fédération régionale espagnole. Son message devait être prophétique : « Vous allez faire un pacte destiné à influencer la marche toujours en progression de l'humanité. Face à vous, le livre ouvert de l'histoire présente une page blanche ; soyez prêts à la remplir honnêtement dans l'intérêt de tous, présents et futurs. »

Le congrès de *Solidaridad Obrera* crée la Confédération nationale du travail à l'image toute crachée du syndicalisme révolutionnaire français. Le vieil Anselmo Lorenzo devait sourire en voyant se reproduire en Espagne le prototype syndicaliste de la Charte d'Amiens. Ce syndicalisme-là avait déjà été inventé par les internationalistes espagnols et exporté à la Conférence de Londres en 1870 dans un admirable rapport qui suscita étonnement et admiration dans l'assemblée. Le messenger avait été ce même Anselmo Lorenzo qui, tout jeune alors, avait été désigné comme délégué pour la première fois à un comice ouvrier international.

Le Congrès des Beaux-Arts définit le syndicalisme « comme un moyen de lutte (...) demandant pour l'instant les avantages qui permettent à la classe ouvrière de pouvoir intensifier sa lutte dans l'état actuel des choses, afin d'obtenir (...) l'émancipation intégrale de la classe ouvrière, moyennant l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie, dès que l'on considérera le syndicalisme suffisamment en nombre et en capacité intellectuelle pour mener à bien la grève générale, qui par sa propre définition doit être révolutionnaire, et fait sienne la

devise de la Première Internationale : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Par conséquent, seulement des ouvriers salariés dans des entreprises ou des industries exploitées par la bourgeoisie et l'Etat peuvent adhérer à la C.N.T. (8) ». En automne 1911, la C.N.T. tient son premier congrès ordinaire à Barcelone (9). Immédiatement après se produisent deux faits de grande importance : la grève des métallurgistes de Bilbao, qui se généralise dans toute l'Espagne, et qui provoque d'ailleurs des événements sanglants à Cullera (province de Valence). Un juge de Sueca, investi des pleins pouvoirs, s'affronte à la violence populaire. Le juge est lynché et les supposés responsables condamnés à mort. Sept peines capitales tombent (sentence du 10 janvier 1912) ; six des condamnés seront amnistiés et finalement le dernier, Juan Jover (Chato de Cuqueta), sera aussi gracié par le roi.

En octobre 1911, un juge de Barcelone déclare illégaux « l'existence et le fonctionnement de la C.N.T. ». Les centres de la Confédération avaient déjà été fermés à cause de la solidarité qu'ils avaient manifestée envers les grévistes du bassin minier de Bilbao, dirigés par le parti socialiste. La C.N.T. ne réapparaîtra plus sur la scène publique qu'à la veille de la Première Guerre mondiale (1914).

A la suite des amnisties à propos des événements tragiques de Cullera, le président du Conseil des ministres, José Canalejas, présente la démission de son gouvernement. Le roi lui renouvelle sa confiance et le gouvernement redouble de fureur antipopulaire. En septembre 1912 a lieu une grève des chemins de fer. Canalejas, prenant exemple sur le socialiste Aristide Briand, réquisitionne les grévistes en les soumettant à un statut de soldats (Loi du brassard). Mais, le 12 novembre de la même année, Canalejas tombe assassiné à la Puerta del Sol de Madrid. Son meurtrier, Manuel Pardiñas, se suicide sur le champ. Canalejas, qui avait succédé dans le gouvernement à Maura lors des événements tragiques de 1909, se refusait à réviser le procès de Ferrer. Il y a d'autres hypothèses : parmi les projets de réforme de Canalejas, il y avait la Loi dite du cadenas, qui interdisait la

8. *Congreso de constitución de la Confederación nacional del trabajo (C.N.T.)*. Edition C.N.T., Toulouse, 1959, 48 p.

9. Le fait que ce premier congrès ordinaire ait lieu au Palais des Beaux-Arts de Barcelone, dans les locaux mêmes où eut lieu le congrès constitutif, et apparemment à la même date, donne naissance à un malentendu historique. Manuel Buenacasa, dans son livre *El Movimiento obrero español, 1886-1926* (Barcelone, 1928), affirme que le congrès de constitution de la C.N.T. eut lieu en 1911. Nous avons vu qu'il a eu lieu en 1910. Par ailleurs, Buenacasa affirme que les comptes rendus du congrès de 1911 se sont perdus suite aux graves événements qui ont lieu juste après le congrès et qui débouchent sur l'interdiction de l'organisation, qui n'arrivera d'ailleurs à se reconstituer qu'en 1914. Il semble en effet que ces textes disparurent des archives de la Confédération, suite à des perquisitions et saisies policières. Ces textes ont été récemment révélés dans *Revista de Trabajo* (Madrid), en 1974. Moi-même, faute d'information en 1953, à l'époque où je commençais à me préoccuper de ce problème, j'ai pu induire en erreur d'autres auteurs espagnols et étrangers.

constitution de nouveaux ordres religieux. Cette loi produisit des remous au sein du milieu clérical. Dans tout le pays eurent lieu des processions présidées par des évêques et des dames aristocrates et bigotes (10).

Malgré sa clandestinité, la C.N.T. continue à manifester, et plus particulièrement lors d'une grève du textile dans laquelle s'impliquent 100 000 ouvriers. En 1914, la C.N.T., à nouveau légale, mène une grande campagne contre la guerre européenne. En 1915, en Galice, a lieu un congrès antimilitariste international. Malgré l'interdiction du gouvernement, le congrès a lieu, mais plusieurs participants se retrouvent en prison. Les délégués étrangers (Sébastien Faure, Malatesta) ne peuvent entrer en Espagne. En Europe, Kropotkine, Malato, Grave commencent à prendre position en appuyant favorablement la cause du camp allié. Cette position est reprise en Espagne par quelques anarchistes et syndicalistes. Parmi eux, Ricardo Mella qui, dans les colonnes du journal *Acción Libertaria*, mène la polémique face à son digne rival José Prat qui lui réplique dans *Tierra y Libertad*. Cette triste querelle rendra amers les vieux jours d'Anselmo Lorenzo, qui meurt le 30 novembre 1914.

Face à la guerre, l'Etat espagnol déclare sa neutralité, ses éléments politiques étant divisés en francophiles et germanophiles, mais aussi parce que l'Angleterre et la France préfèrent encore cette neutralité qui transforme l'Espagne en fournisseur de leurs armées. Pour la bourgeoisie, la neutralité est le paradis rêvé du négociant. Tous les fabricants décrochent des contrats avec les belligérants. Les armateurs improvisés accumulent de grandes fortunes. Les mines, quasiment abandonnées, retrouvent leur activité sans pouvoir satisfaire la demande. De nouvelles industries apparaissent et les récentes se recyclent. La Banque d'Espagne récolte de l'or.

La demande de main-d'œuvre draine à Barcelone une vague d'immigrés d'autres régions. Les exportateurs exportent même le garde-manger des Espagnols. Le prix des produits de première nécessité monte en flèche à cause de la spéculation et de la pénurie. Cette situation secrète une fermentation sociale de grande envergure. Vers le milieu de 1916, le parti socialiste adopte un programme d'agitation proche de celui de la C.N.T. Les deux mouvements déclarent la même année une grève générale contre la hausse des prix. Le syndicalisme obtient une grande audience et même devient à la mode.

Les officiers subalternes de l'armée forment leur propre syndicat : les *Juntas* de défense, qui veulent épurer l'institution du népotisme des hautes hiérarchies militaires. Les politiciens libéraux croient en une évolution des mentalités des jeunes officiers et exigent la remise en place du Parlement interdit et même une constitution fédérative de l'Etat. Un front unique de ces parlementaires se donne

10. On connaît très peu de choses sur la personnalité de Manuel Pardiñas et sur les mobiles de son geste. Canalejas étant aussi critique envers l'extrême droite qu'envers l'extrême gauche, il est difficile d'affirmer de façon certaine s'il fut victime de la Loi du brassard ou de celle du cadenas. L'assassinat évita que le vote sur cette dernière eût lieu au Parlement.

rendez-vous à Barcelone. C'est la fameuse Assemblée de parlementaires. Les représentants du gouvernement font irruption dans leur séance et obtiennent facilement la dissolution pacifique de l'assemblée. Mais la C.N.T. et l'U.G.T. établissent un pacte révolutionnaire, et le 12 août 1917 la grève générale est proclamée dans toute l'Espagne. Le masque des *Juntas* militaires de défense tombe vite. Les soldats interviennent dans les rues de Barcelone, tirant dans le tas. Au bout de sept jours, le mouvement subversif s'essouffle. Quatre leaders socialistes : Largo Caballero, Saborit, Besteiro et Anguiano sont déclarés responsables. Condamnés à la prison, ils retrouvent leur liberté l'année suivante après les élections législatives. Se référant à cette grève révolutionnaire, le leader socialiste Prieto déclare devant le nouveau Parlement : « Certes, nous avons donné des armes au peuple, mais pas de munitions. »

En juillet 1918, un important congrès régional, à Barcelone, appelle à réactualiser la structure organique des syndicats. Des « syndicats uniques » se constituent dans la C.N.T. pour éviter des dualités parmi des sections du même métier (11). En décembre de la même année, la C.N.T. organise une campagne de propagande dans toute l'Espagne. Les meilleurs orateurs parcourent les provinces les plus reculées. La plupart d'entre eux sont arrêtés et jetés soit en prison soit au fond des bateaux ancrés dans le port de Barcelone. Néanmoins, la graine est semée. De toutes parts surgissent des syndicats. La C.N.T. dépasse le million d'adhérents. Le 21 février a lieu l'une des grèves générales les plus réussies contre la très puissante compagnie *La Canadiense*. Ce mouvement est l'un des plus glorieux pour la classe ouvrière anarchiste de cette époque et marque son point culminant. C'est un mouvement unanime et organisé qui sème la panique chez la bourgeoisie et dans le gouvernement, lesquels réagirent comme à l'accoutumée. Le conflit résolu par l'action directe entre les parties concernées, les autorités militaires barcelonaises imposent la rupture des négociations et se livrent à de nombreuses arrestations de militants ouvriers. Le conflit se continue alors dans une lutte contre les autorités. La promesse avait été faite de libérer les prisonniers, et c'est sous cette condition que les grévistes avaient repris le travail. Mais certains des prisonniers demeurent en prison sous prétexte qu'ils sont inculpés. Les grévistes demandent que les poursuites soient différées. En réalité, ces inculpations ont pour seul objectif de maintenir certains détenus en prison et sauver ainsi l'honneur des autorités. Les grévistes, ne voyant pas la situation du même œil, s'obstinent, espérant une victoire complète. Cet optimisme excessif fait le jeu des provocations officielles. Ce qui avait été dans un premier temps une grande victoire se transforme par la suite en un modeste succès.

La grève de *La Canadiense* avait démarré début février 1919. Une note de la Fédération locale des syndicats de Barcelone mentionne que le conflit trouve son essence dans le licenciement de huit employés. La première réponse est la grève

11. *Mémoire du congrès tenu à Barcelone les 28, 29 et 30 juin et le 1er juillet 1918*, seconde édition, Toulouse, C.N.T., 1957, 92. p.

du zèle qui se transforme vite en grève générale en Catalogne. A *La Canadiense* travaillent des ouvriers de divers syndicats (Bois, Bâtiment, Métallurgie et Eau, Gaz-Electricité) qui font bloc dès le début. D'abord, les autorités répondent par le mépris, puis cherchent à contacter la direction ouvrière. Lorsque la compagnie est saisie par le gouvernement, les travailleurs posent comme condition préalable la libération des détenus et la réouverture des syndicats fermés. Le conflit s'envenime avec l'intervention des autorités militaires, qui veulent mobiliser les ouvriers réservistes en imposant la Loi du brassard. Cette intervention a pour seul résultat d'étendre le conflit aux services des transports urbains. Le 13 mars est prononcé *l'état de guerre*, ce qui en Espagne signifie une menace apocalyptique avec application tous azimuts du Code de justice militaire. L'organisation ouvrière continue à hausser le ton et ses mots d'ordre sont suivis avec une surprenante unanimité. Le 19 mars, on arrive à des bases d'entente avec un délégué du gouvernement. Les bases sont un triomphe complet pour la classe ouvrière contre l'entreprise et le gouvernement. Il ne manque plus que l'essentiel : convaincre les travailleurs de retourner au travail. Une imposante assemblée a lieu à la plaza de toros Las Arenas (25 000 participants). Une partie importante de l'Assemblée s'oppose à la reprise du travail avant que les prisonniers ne soient libérés. Salvador Seguí, orateur réputé pour son pouvoir de conviction, ne peut obtenir qu'un retour au travail sous condition de la libération des prisonniers. L'autorité militaire voit là l'occasion de faire des siennes. Les prisonniers qui dépendent des juges militaires sont maintenus en prison. La riposte est la grève généralisée à toute la région, enthousiaste les premiers jours, moribonde par la suite. Cette fois, les généraux sortent les canons dans la rue. Il est difficile de suivre avec clarté le dénouement à partir de ce moment (12).

La grève de *La Canadiense* donne une idée de la mobilisation, de l'organisation et de la combativité du mouvement ouvrier. La bourgeoisie et les autorités militaires réalisent que c'est pour elles une question de vie ou de mort que d'arriver à battre par tous les moyens un adversaire aussi redoutable. Face au redoutable Syndicat unique se met en place la Fédération patronale. Les hostilités éclatent immédiatement. Et commence alors le dialogue des pistolets. Qui donc a tiré le premier ?

Pour établir l'origine du « pistolerismo », il faut remonter à l'époque de la Première Guerre mondiale. Il a déjà été dit que l'industrie catalane fournissait les armées alliées. Ce qui n'empêche pas les commerçants de spéculer un maximum avec les deux belligérants. Dans son intérêt, le commandement allemand met rapidement en place ses services d'espionnage dans les centres industriels et les ports. A Barcelone, une de ces équipes fonctionne de façon très voyante. Elle est chargée d'informer les sous-marins en haute mer du trafic portuaire et de la destination des marchandises. Un certain baron de Koenig est à la tête de ce

12. Voir José Viadiu, « La huelga de La Canadiense », articles parus dans *Solidaridad Obrera*, Paris, n° 802 et les suivants, 14 août 1960.

service. Un des subordonnés du faux baron est Bravo Portillo, inspecteur de police. Le reste est grossi d'hommes sortis des bas-fonds barcelonais, armés de pistolets, dont le rôle est de terroriser les industriels et autres spéculateurs qui ravitaillent les alliés. Si l'avertissement ne suffit pas, la bande n'hésite pas à passer à la menace et au crime. Pour maquiller sa besogne, l'équipe alterne parmi ses victimes patrons et ouvriers. De cette manière, on fait croire à une lutte sociale poussée à l'extrême. Par ailleurs, les antagonismes de classe s'enveniment. Parmi le patronat, une des victimes les plus insolites est l'ingénieur Barret, gérant d'une importante usine d'obus, assassiné par la bande du baron de Koenig.

En juin 1918, *Solidaridad Obrera*, journal quotidien de la C.N.T., dirigé par Angel Pestaña, démasque avec des preuves irréfutables l'espion Bravo Portillo : plusieurs lettres de Bravo Portillo écrites de sa propre main sont publiées. L'une disait : « Délégation de la Police. District d'Atarazanas. Première section. Barcelone. Cher Royo : l'indicateur, c'est l'ami que je t'ai dit ; il a ma confiance ; il te procurera les coordonnées du "Mambrú" qui sortira le 20 à 9 heures. Je te demande de le recommander à qui tu sais. Mille fois merci. Ton ami qui t'embrasse. Bravo. » Le « Mambrú » était un bateau qui transportait du matériel pour les alliés.

Bravo Portillo est destitué et incarcéré ; plus tard, remis en liberté et réintégré dans le même corps, il jure une haine éternelle à la C.N.T. et à ses principaux militants. Dès lors, il déchaîne ses bandes de « pistoleros » contre l'organisation ouvrière.

Une fois la guerre finie, tout ce ramassis humain reste sans emploi. Un industriel barcelonais, Miró y Trepas, avec le soutien du capitaine général de la garnison, Milans del Bosch, offre ses services à la Fédération patronale. Le résultat ne tarde pas à se manifester. Une des premières victimes qui inaugure la tragique chronologie est le militant de la section des Teinturiers, Pablo Sabater, assassiné en juillet 1919. La riposte ne se fait pas attendre. Deux mois plus tard, Bravo Portillo s'écroule criblé de balles.

Comme tactique face à la grève, la Fédération patronale utilise le lock-out. Au début novembre, les ouvriers de diverses usines sont jetés à la rue ; c'est la riposte patronale à la grève de *La Canadiense*. Le lock-out se prolonge jusqu'en janvier 1920 et se solde par un humiliant échec pour la classe ouvrière.

Pour décembre, la C.N.T. prévoit son congrès national. Presque simultanément, la bourgeoisie catalane organise les funestes Syndicats libres, composés de mercenaires du milieu, recrutés par la bourgeoisie et les autorités militaires. Ces individus armés jusqu'aux dents bénéficient de la plus complète impunité. On ne tarde pas à parler de leurs forfaits, même dans les contrées les plus reculées, mais plus particulièrement en Catalogne, Levant et Aragon. Leurs mécènes, en plus de la Fédération patronale sont « l'Espagne industrielle », le « Fomento du travail national », « l'Hispano-Suiza », « Miró y Trepas » et le syndicat des Banques et de la Bourse.

Selon Farré Morego (*Los atentados sociales en España*), il y eut 1 472 attentats de 1917 à 1922. Miguel Sastre, dans *La esclavitud moderna*, les évalue à 1 012, parmi lesquels 753 ouvriers, 112 policiers, 95 patrons et 52 contremaîtres. Ramón Rucabado (*En torno al sindicalismo*) en signale 1 207 et finalement, de source officielle, José Pemartín (*Los valores históricos de la dictadura española*) déclare que de 1918 à 1923 se produisent à Barcelone 843 attentats et 1 259 dans toute l'Espagne. La source la plus importante de la C.N.T. est une brochure éditée par le Comité pour les prisonniers de Barcelone en 1923, dans laquelle sont décrits les principaux procès, sévices, assassinats, etc. de la période de 1920 à 1923. Ces faits se réfèrent surtout à Barcelone. Les chiffres concernant les militants de la C.N.T. sont de 104 morts et 33 blessés (13).

Relevons un détail. Selon des calculs militaires qui ont fait leurs preuves, dans toute bataille les blessés dépassent les morts, et même sont deux fois plus nombreux. Ici, comme on peut le constater (du côté de la C.N.T. bien sûr), il arrive tout le contraire. Ce détail est beaucoup plus éloquent qu'il ne le paraît.

13. *Ideas y tragedias*, Manresa (province de Barcelone), 1923, 80 p.

II

LA REPRESSION ET SES VICTIMES

Le congrès national de la C.N.T. eut lieu à Madrid du 10 au 18 décembre 1919. Ce fut l'un des rassemblements ouvriers les plus importants de tous les temps en Espagne, par l'ampleur et la diversité des thèmes qui y furent abordés, par la quantité et la qualité des délégués et par le nombre d'adhérents représentés. On y traita de trois questions capitales : la fusion du prolétariat espagnol (rejetée par 323 955 voix contre 169 125 et 10 192 abstentions) ; la nouvelle structure d'organisation à base de Fédérations nationales d'industrie (rejetée par 651 472 voix contre 14 008) ; la déclaration de principe communiste libertaire (adoptée à l'unanimité par acclamation).

Mais le débat le plus important porta sur l'attitude à adopter par rapport à la révolution russe. Plusieurs ébauches de débat avaient été suggérées : « Quels moyens mettre en œuvre pour venir en aide à la révolution russe et éviter le blocus (...) imposé par les Etats capitalistes ? L'adhésion (...) à la Troisième Internationale syndicaliste est-elle nécessaire ? La Confédération doit-elle adhérer à l'Internationale immédiatement ? A quelle Internationale doit-elle adhérer ? Faut-il tenir un congrès international en Espagne ? »

Le congrès adopta un certain nombre de rapports, mais l'un d'eux mérita d'être signalé : « La Confédération nationale du travail se déclare le ferme défenseur des principes fondamentaux de la Première Internationale, soutenus par Bakounine. Elle déclare qu'elle adhère, et cela provisoirement, à la Troisième Internationale, à cause de son caractère révolutionnaire, en attendant que soit organisé en Espagne le congrès international qui devra jeter les bases de la véritable Internationale des travailleurs. »

Cette déclaration couronna un débat de grande qualité auquel prirent part les délégués les plus éminents. La discussion tourna autour de la signification de la dictature du prolétariat. Voici un résumé des interventions :

Manuel Buenacasa : « Nous sommes ennemis de l'Etat, comme nous l'avons montré dans quelques-unes des motions approuvées par ce congrès, mais nous estimons que la révolution russe doit nous intéresser, ne serait-ce que parce

qu'elle a bouleversé toutes les valeurs économiques, et plus précisément parce qu'elle a donné au prolétariat le Pouvoir, les instruments de production et la terre. Mais ce qui nous intéresse aussi c'est d'empêcher que cette révolution, que ce gouvernement des soviets soient étranglés par les Etats capitalistes... »

Hilario Arlandis : « ... Parlons de la dictature du prolétariat. De nombreux camarades (...) n'acceptent pas la dictature du prolétariat de même qu'ils n'acceptent aucune sorte de dictature (...). Naturellement, en principe, nous ne devons accepter aucune violence, car toute violence est une dictature. Mais nous ne sommes pas uniquement des idéalistes (...) il nous faut accepter la violence parce qu'elle est vraiment une nécessité de la société et des conditions dans lesquelles nous vivons (...). Et la théorie de la dictature du prolétariat se justifie, non pas comme un idéal vers lequel on tend (...) mais comme une solution intermédiaire inévitable, nécessaire, fatale, une mesure contradictoire pour renverser d'un seul coup et complètement les pouvoirs des privilégiés ; et, par ailleurs, pour éduquer (...) les masses ouvrières qui ont été durant des siècles spoliées et réduites à l'ignorance la plus cruelle... »

Eleuterio Quintanilla : « Un gouvernement autoritaire s'est constitué, conformément au concept classique de la révolution. Tout mouvement révolutionnaire doit généralement se doter d'un gouvernement qui doit prendre en charge le pouvoir et, en tant que représentant des intérêts de la nouvelle révolution, organiser la société, établir le nouvel ordre des choses, et constituer le droit nouveau. Tel est le concept de la révolution classique, de la révolution marxiste. Nous, fédéralistes bakouniniens internationalistes de la première heure, en accord avec l'esprit libertaire, nous avons toujours combattu ce concept, sur le terrain de l'action de classes, parce que nous le considérons autoritaire, centraliste, castrateur (...). La dictature russe répond-elle à notre concept libertaire ? Non. La dictature russe, telle qu'elle a été pratiquée, constitue pour nous un danger sérieux. Si nous n'avons pas les moyens de la combattre, nous pouvons tout au moins ne pas l'applaudir, et c'est même notre devoir... »

Salvador Seguí : « Nous sommes partisans d'entrer dans la Troisième Internationale (...), poussés que nous sommes par la réalité, et non pas pour des raisons théoriques. Notre adhésion à la Troisième Internationale va légitimer notre conduite ultérieure : la C.N.T. sera d'autant plus crédible lorsqu'elle lancera un appel aux organisations syndicales du monde entier pour constituer l'Internationale des travailleurs véritable, unique et pure (...). Nous estimons qu'il est nécessaire d'adhérer, dans les circonstances actuelles, à la Troisième Internationale et ensuite la Confédération espagnole devra convoquer toutes les organisations syndicales du monde pour organiser définitivement la véritable Internationale des travailleurs (1)... »

Après le congrès de la C.N.T., la répression contre l'anarcho-syndicalisme

1. *Memoria del congreso de 1919*, Barcelone, 1932, 386 p.

s'accentue à Barcelone. Le lock-out patronal, au bout de dix semaines, s'est soldé par la déroute de la classe ouvrière organisée. La réaction utilise la tactique napoléonienne qui consiste à poursuivre ceux qui battent en retraite. A ce moment-là, la répression est orchestrée par le préfet, le comte de Salvatierra. La C.N.T. essaya, pour contrecarrer les effets de cette répression, d'organiser un boycott international contre le commerce extérieur espagnol. Angel Pestaña sortit d'Espagne avec cet objectif. Il était aussi chargé d'étudier la manière de pénétrer en Russie pour exécuter les résolutions adoptées par le congrès confédéral. D'autres délégués, Eusebio C. Carbó et Salvador Quemades, devaient rejoindre Pestaña en Russie avec la même mission, mais le premier fut arrêté en Italie et le second ne parvint pas à aller plus loin que Paris.

A Berlin, Pestaña, qui avait quitté Barcelone en mars 1920, eut des nouvelles du IIe congrès de la Troisième Internationale, convoqué pour juillet de la même année. Il arriva en Russie le 26 juillet avec la délégation de la C.N.T. en poche. A Moscou, il fut invité aux réunions préliminaires du congrès, que tenait le comité exécutif de l'Internationale communiste. Dans ces réunions, on travaillait au projet d'une nouvelle Internationale syndicale révolutionnaire. Mais les déclarations qui commençaient à prendre corps faisaient un éloge exalté de la dictature du prolétariat. Les organisations syndicales de caractère apolitique étaient féroce­ment attaquées. Pestaña refusa de signer le moindre document allant dans ce sens, et émit fermement la réserve suivante : « Tout ce qui concerne la conquête du pouvoir politique, la dictature du prolétariat (...) est subordonné aux résolutions que la C.N.T. pourra prendre lorsque le comité confédéral aura pris connaissance, à mon retour en Espagne, de ce qui a été décidé ici. »

Pestaña affirme que les communistes acceptèrent même de modifier le texte du document en ce qui concerne les références à la dictature du prolétariat, mais en l'absence du délégué espagnol on publia le texte primitif avec sa signature à la fin.

Quant au déroulement du congrès lui-même, Pestaña se montre très surpris par le combat qui eut lieu pour la répartition des sièges du bureau. Mais il se rendit vite compte que le bureau était le Congrès, et que ce dernier était une caricature. Le bureau rédigeait le règlement, présidait le congrès, modifiait à sa guise les propositions, changeait l'ordre du jour et présentait des propositions de sa propre initiative. Il maniait la guillotine à merveille. Qu'on en juge : Zinoviev prononça un discours d'une heure et demie bien que le tour de parole fût limité à dix minutes. Pestaña prit la parole, bien disposé à répondre à ce discours, mais il fut coupé par le bureau montre en main. Le discours de Pestaña fut lui-même réfuté par Trotski qui prononça un discours de trois longs quarts d'heure et, alors que Pestaña se disposait à repousser les attaques que Trotski lui avait adressées, le bureau déclara le débat clos. Pestaña dut également protester contre la manière de nommer les commissions. En théorie, chaque délégué pouvait faire une proposition, mais le bureau choisissait lui-même « les plus compétents ». Il fut

aussi ébahi par le fait que l'on n'établissait pas de procès-verbal des séances. Par ailleurs, on ne votait pas en fonction du nombre de délégations, mais avec une voix pour chaque délégué. Le vote proportionnel était prévu, mais n'était pas appliqué. Le parti communiste russe s'assurait ainsi une majorité confortable. Et le comble c'est que certaines résolutions n'étaient pas prises dans la salle du congrès mais dans les coulisses. C'est ainsi que fut prise la délibération suivante : « Dans les prochains congrès mondiaux de la Troisième Internationale, les organisations syndicales nationales qui y adhèrent seront représentées par les délégués du parti communiste de leur pays respectif. » La protestation contre cette décision fut tout simplement ignorée.

Pestaña abandonna la Russie le 6 septembre 1920, après un rapide échange d'impressions avec Armando Borghi (délégué de l'Unione Sindacale Italiana), qui allait retourner en Italie tout aussi déçu par cette malheureuse expérience. Mais tous deux eurent connaissance, avant de quitter Moscou, de la circulaire en vue de l'organisation de l'Internationale syndicale rouge. Si on avait l'intention, dans le futur congrès de la Troisième Internationale, de donner aux partis communistes une prédominance sur les organisations syndicales, on pouvait supposer que dans une Internationale syndicale on laisserait toute latitude aux centrales ouvrières adhérentes. Ce maudit projet d'Internationale syndicale rouge démontrait exactement le contraire. Voici ce qu'il déterminait :

- 1) Un comité spécial devra être organisé par le parti communiste dans chaque pays.
- 2) Le rôle de ce comité sera de recevoir les circulaires et les publications de l'Internationale syndicale rouge et de les distribuer à toutes les organisations syndicales.
- 3) Le comité désignera les rédacteurs des journaux professionnels et révolutionnaires auxquels il inculquera les points de vue de l'Internationale contre l'Internationale adverse.
- 4) Le comité interviendra lui-même par des articles d'orientation et de polémique.
- 5) Le comité travaillera en étroite relation avec le parti communiste, tout en étant un organe différent.
- 6) Le comité contribuera à la convocation de conférences où seront discutées des questions d'organisation internationale et il choisira les orateurs qui seront chargés de la propagande.
- 7) Le comité sera composé de préférence par des camarades communistes. Les élections seront supervisées par le parti communiste.
- 8) Dans les pays où cette méthode rencontrera des difficultés de mise en pratique, on enverra des émissaires du parti communiste dans le but de créer une organisation semblable (2).

2. Angel Pestaña : *Memoria que al Comité de la Confederación nacional del trabajo presenta de su gestión en el II Congreso de la Tercera Internacional el delegado Angel*

On peut avoir du mal à comprendre qu'une organisation libertaire comme la C.N.T., aussi riche d'expériences politiques et sociales, se soit laissée séduire, même si ce fut de courte durée, par la dictature du prolétariat et la Troisième Internationale. Il y a des faits qui peuvent expliquer ce phénomène. L'Espagne traversait elle-même une période révolutionnaire. La C.N.T. était en pleine croissance et l'affluence de nouveaux venus produisait une ébullition de courants divers. Le climat de répression continuelle contribuait à ce que l'on tombe facilement dans l'opportunisme au détriment du rigorisme doctrinaire. Mais cette atmosphère était dominée par un fait transcendantal : la grande flambée de la révolution russe et son extraordinaire impact dans l'esprit révolutionnaire espagnol. Tous les partis et toutes les organisations de gauche du monde avaient été atteints par cet impact. Le parti socialiste espagnol allait en subir les conséquences sous la forme de deux scissions. Plus dur était le blocus des puissances occidentales sur les événements de Russie, plus grand était le pouvoir hypnotique de la révolution. Par ailleurs, en 1919, l'avalanche de critiques anticommunistes ne s'était pas encore déclenchée. Le livre de Luigi Fabbri, *Dictature et révolution*, bien qu'il ait été écrit en 1919-1920, ne parut, en italien, qu'en 1921. Quant à l'édition en langue espagnole, elle fut publiée en 1923 en Argentine. L'une des premières brochures anticommunistes, *Soviet ou dictature ?*, de Rudolf Rocker, ne parut en espagnol qu'en 1920 (Argonauta, Argentine). *Le bolchevisme et l'anarchisme*, de Rocker également, écrit en 1921, vit le jour en Argentine l'année suivante. L'œuvre de Pierre Archinof, *Histoire du mouvement makhnoviste*, ne fut publiée - en allemand - qu'en 1923. La même année on pouvait lire, aux Etats-Unis, *Ma désillusion en Russie*, d'Emma Goldman. *Le mythe bolchevik*, d'Alexandre Berkman, ne fut offert au public qu'en 1925.

Il est donc évident que tous ces précieux éléments d'information faisaient défaut, au congrès de 1919, pour éclairer le jugement des délégués. De toute manière, si l'on analyse bien les résolutions du congrès de 1919, on se rend bien compte qu'elles sont très éloignées d'une adhésion inconditionnelle. La motion met en avant la fidélité de la C.N.T. aux principes de la Première Internationale « soutenus par Bakounine ». Elle souligne tout de suite après le caractère provisoire de sa décision d'adhérer. Enfin, elle la subordonne aux résultats d'un congrès, qui doit se tenir en Espagne, pour jeter les bases de la « véritable » Internationale des travailleurs. Nous sommes donc loin d'une adhésion inconditionnelle à la Troisième Internationale. Et puis il y avait autre chose : la C.N.T. se réservait la réalité révolutionnaire sur le terrain.

Les plus privilégiés quant à l'accès à des informations véridiques avaient été les anarchistes berlinois qui se trouvaient sur le passage des aller et retour en Russie, et qui purent peu à peu capter les premiers messages désespérés de la réalité. Le discrédit du mythe communiste ne commença à s'imposer qu'en 1921.

Pestaña, Madrid. Le rapport est signé de la mention suivante : « A Barcelone, en prison, novembre 1921. »

Il fut provoqué par les scandaleux événements de Kronstadt (l'écrasement de ce bastion anarchiste par les troupes de Trotski). Quelques anarchistes qui étaient allés en Russie puiser des ressources en vue de la reconstruction révolutionnaire de leur propre pays étaient déjà de retour, déçus, ou même avaient été expulsés par le nouveau despotisme. Parmi eux figuraient Alexandre Berkman, Emma Goldman et Alexandre Schapiro. Ces proscrits du paradis des prolétaires emportaient avec eux les manuscrits des livres qu'ils étaient en train d'écrire et une précieuse masse d'informations. On peut affirmer sans exagération que parmi les précurseurs qui mirent à nu le mythe rouge les anarchistes étaient présents. Cette originalité ne leur a jamais été pardonnée par leurs frères ennemis. D'autres secteurs idéologiques et d'autres personnalités séduits par ce mythe durent attendre de longues années avant de réussir à se débarrasser d'une influence aussi tenace. Les intellectuels avant-gardistes firent partie des plus vulnérables.

En ce qui concerne le mouvement syndical, Angel Pestaña et Armando Borghi furent les premiers à divulguer la vérité, en Occident, sur ce dramatique chantage. Le message de Pestaña mit longtemps à parvenir aux syndicats. Pestaña lui-même n'arriva à Barcelone que le 17 décembre 1920, et il fut immédiatement arrêté et emprisonné. Lorsqu'il apposa sa signature finale en bas de son rapport au comité national de la C.N.T., en novembre 1921, presque un an s'était écoulé. Il avait également été arrêté à son passage en Italie. La police de ce pays s'était saisie de tous les documents qui étaient en sa possession. Angel Pestaña écrivit ensuite deux livres sur la Russie. Le premier, *Setenta días en Rusia*, parut en 1924. Ce qui veut dire que lorsqu'il put être lu par les travailleurs confédéraux, la dictature de Primo de Rivera était déjà bien entamée.

Voyons maintenant ce qui s'était passé en Espagne depuis le départ de Pestaña pour la Russie. La Fédération patronale catalane sollicitait de Madrid des mesures toujours plus impitoyables pour exterminer les syndicalistes. A quelques exceptions près, tous les préfets étaient ses purs produits. La Fédération patronale avait un pied chez le capitaine général de Catalogne, et l'autre chez le gouverneur militaire. Ce dernier, Martínez Anido, était le véritable préfet. Les préfets Montañés, Amado et Bas échouèrent à cause de cette conspiration éhontée de la ploutocratie et des militaires. Le comte de Salvatierra, lorsqu'il prit possession du pouvoir, fit fermer les syndicats et fit arrêter des centaines de militants. Il proposa également au gouvernement de dissoudre la C.N.T. Ce préfet belliqueux périt dans un attentat peu de temps après la fin de son mandat. Mais Martínez Anido agit comme s'il avait été le véritable préfet. C'est sous son inspiration que se constituèrent, le 10 octobre 1919, les fameux Syndicats libres. Un collaborateur intime de ce général dit dans son livre : « (Martínez Anido) voyait avec sympathie la scission, qu'il considérait comme le prélude à l'effondrement du Syndicat unique. Il avait prévu la lutte entre les deux camps adverses ; il avait prédit qu'il y aurait inévitablement des victimes, mais quand une poignée d'ouvriers courageux osèrent affronter leurs tyrans et leurs

oppresseurs, on put alors s'attendre à ce que la victoire soit finalement pour les premiers (3). »

Le 10 août 1920, un décret du gouvernement supprimait le tribunal des jurés dans les procès pour crime de sang. Les tribunaux de droit étaient volontiers plus inflexibles, surtout vis-à-vis des prévenus appartenant à la C.N.T. Salvador Seguí avait été victime d'un attentat au début de l'année à Barcelone. Immédiatement après, le président de la Fédération patronale, M. Graupera, héros du lock-out et de la répression, fut agressé à coups de feu.

A l'aube du 9 janvier 1920 avait eu lieu à Saragosse un soulèvement militaire fomenté par les anarchistes locaux. Un groupe d'artilleurs armés, menés par l'anarchiste Angel Checa, lança le mouvement : il réussit à pénétrer dans la caserne du Carmen grâce à la complicité des soldats de garde. Ce fut le lieu d'une bataille sévère entre les rebelles et les forces fidèles à la discipline. Angel Checa fut tué dans ce combat. Le lendemain, après un conseil de guerre ultrarapide, le caporal Godoy et plusieurs soldats furent fusillés. La grève générale, décidée spontanément par le peuple, empêcha qu'aient lieu d'autres exécutions. Il y eut toutefois de sévères condamnations au bagne.

Nous avons déjà dit que le général Martínez Anido, gouverneur militaire de Barcelone, était en fait le préfet, qu'il comptait avec le soutien du capitaine général et que tous deux étaient au service de la bourgeoisie industrielle. En novembre 1920, le préfet en place, Carlos Bas, répugnait à se laisser manipuler comme une marionnette. Il alla même jusqu'à prendre la liberté d'avertir les leaders syndicalistes de ce qui se tramait contre eux. Le 20 novembre, la Fédération patronale imposa sans aucun scrupule l'homme qui prétendait pouvoir mettre un terme à l'agitation sociale en peu de temps. Un fonctionnaire de la préfecture, Francisco Madrid, rendit compte dans un livre de l'entrevue dont voici un condensé :

« Martínez Anido se présenta un jour au bureau du préfet Carlos Bas et lui dit :

- Monsieur le Préfet, les attentats continuent. Les méthodes pacifiques ne

3. J. Oller Piñol, *Martínez Anido, su vida y su obra*, Madrid, 1943. On a voulu justifier la création des Syndicats libres en la présentant comme une scission provoquée par un groupe de travailleurs rebelles à la dictature des anarchistes du syndicalisme unique. Une citation de M. García Venero (*Historia de los movimientos sindicales españoles*, Madrid, 1961), qui reprend elle-même une citation de Feliciano Baratech Alfaro (*Los Sindicatos libres en España*, 1927), donne une autre façon de voir : « La vérité, c'est que les Syndicats libres virent le jour dans les milieux traditionalistes de Barcelone (on les appelait alors « jaimistas », partisans de Don Jaime, prétendant au trône d'Espagne) et furent constitués par les ouvriers de cette famille politique, qui comptait à cette époque-là une vingtaine de centres ouvriers rien qu'à Barcelone. Ce furent les plus jeunes de ces ouvriers qui empoignèrent l'étendard de la révolte contre le monstrueux terrorisme anarchiste... » La réunion constitutive eut lieu le 10 octobre 1919 dans les locaux de l'Athénée ouvrier légitimiste (carliste lui aussi), 32, rue de Tapinería. Le bureau fut formé avec les personnes suivantes : Ramón Sales (président), José Baró (secrétaire), Salvador Framis (trésorier), Antonio Cavestany, Ruperto Lladó et José Gaya (membres).

donnent aucun résultat. La paix reviendra si vous donnez l'ordre de fusiller sans autre forme de procès quelques meneurs bien en vue.

Le général cita les noms des leaders syndicalistes Seguí, Pestaña et d'autres, et des républicains Lluís Companys et Francisco Layret, qui étaient avocats de la C.N.T. Le préfet répliqua énergiquement :

- Mon Général, je suis préfet, je ne suis pas un assassin.

- Eh bien ! abandonnez votre poste, je me chargerai de tout cela. Demain je prendrai possession de votre charge.

Quelques minutes plus tard, le ministre de l'Intérieur, auquel Carlos Bas avait rendu compte de cette entrevue, lui enjoignit l'ordre de présenter sa démission (4). »

Martínez Anido allait inaugurer sa vice-royauté fatidique. Le jour même, le 20 novembre, 64 syndicalistes furent arrêtés, transférés à bord d'un navire et déportés à l'île de Minorque où on les enferma dans la forteresse de La Mola. Il y eut un embryon de grève générale, à laquelle ce « Ponce Pilate » répondit en interdisant les syndicats. Quelques jours plus tard, l'avocat Francisco Layret, qui était en train d'essayer de négocier la libération des prisonniers, fut assassiné devant chez lui.

La C.N.T., qui avait signé un pacte avec l'U.G.T., voulut entraîner celle-ci dans la grève générale. Devant la résistance de ce partenaire, le pacte fut rompu. Martínez Anido et son compère de la Direction de la police, Miguel Arleguí (qui était lui aussi général), avaient la route ouverte. Des centaines de « Cénétistes » furent déportés d'une province à l'autre, formant sur les routes des chapelets de prisonniers attachés avec des cordes. La terreur policière inaugurait en même temps une méthode d'élimination très expéditive, dénommée « Loi de la fuite ». En pleine nuit, à des heures inhabituelles, on invitait les prisonniers à sortir de prison ou des commissariats de police, et on leur disait qu'ils étaient libres. Sur le chemin de leur domicile, les malheureux étaient abattus par des coups de feu tirés depuis quelque recoin sinistre. C'était l'œuvre des « pistoleros » du Syndicat libre.

Le 7 février 1921, le gouvernement répondait évasivement à une interpellation du député socialiste Besteiro, qui osa dénoncer la « Loi de la fuite » devant le Parlement. Le 8 mars, trois membres de la C.N.T., Luis Nicolau, Pedro Mateu et Ramón Casanellas, tuaient en plein Madrid le président du Conseil des ministres, Eduardo Dato. Nicolau et Mateu furent arrêtés (Casanellas réussit à se réfugier en Russie) ; lors de leur interrogatoire, ils déclarèrent qu'ils ne nourrissaient aucune haine personnelle envers M. Dato, mais qu'ils en voulaient au chef du gouvernement, responsable des atrocités de son subalterne Martínez Anido.

Au début de l'année 1921, l'organisation confédérale était pratiquement décapitée. Salvador Seguí et une trentaine de militants de premier ordre étaient

4. Francisco Madrid, *Las últimas 24 horas de Francisco Layret*, Buenos Aires, 1942, 78 p.

emprisonnés à La Mola. Pestaña avait été arrêté à son retour de Russie. Eusebio C. Carbó, à qui l'on avait intenté un procès à la suite de l'assassinat du comte de Salvatierra, se trouvait en prison à Valence. Le 2 mars, la police réussit à découvrir la cachette d'Evelio Boal, secrétaire général de la C.N.T.

« Boal, Feliú (Antonio Feliú était trésorier de la C.N.T.) et Domínguez, qui avaient été trouvés assassinés au matin du 17 juin 1921, ne furent pas libérés de prison et n'en sortirent pas à minuit, contrairement aux affirmations du ministre de l'Intérieur, du préfet et du chef de la police de Barcelone. Les faits qui suivent démentent ces affirmations : le 17 juin 1921, à minuit sonnant, on ouvrit les portes de trois cellules et on donna l'ordre aux prisonniers qui s'y trouvaient de s'habiller pour sortir dans la rue. L'un d'eux était Boal. Ils s'habillèrent, ramassèrent leurs affaires, descendirent au centre, passèrent par le service anthropométrique, puis se rendirent aux bureaux de la direction et enfin à la direction elle-même pour échanger leurs tickets contre l'argent correspondant et signer le reçu ; de toutes ces formalités, que doivent accomplir tous ceux qui sortent de prison, et même s'ils le faisaient en groupe, puisqu'ils sortaient ensemble, on peut déduire en toute logique qu'il était "une heure moins dix" du matin lorsqu'ils franchirent le seuil de la prison Modelo. Dans la cour de la prison, ils étaient attendus par la police, qui les conduisit au commissariat central, où ils arrivèrent à "deux heures moins vingt" du matin. Là, ils furent mis en liberté (...) mais non loin de là se trouvaient les hommes du Syndicat libre, qui surveillaient leur sortie, envoyés par la police secrète pour leur donner la mort. Les trois dignes camarades, Boal, Feliú et Domínguez, moururent criblés de balles, comme l'a appris l'opinion publique tout entière... »

Le 18 au matin, un gardien de la prison s'entretenait en ces termes avec un autre prisonnier : « Vous connaissez Enrique Boal ?... J'ai parcouru le registre et je ne trouve pas ce nom. La seule chose que j'ai trouvée, c'est un certain Evelio Boal, et j'ai été surpris de voir sur le registre la mention "remis" au lieu de "libéré", comme d'habitude. De toute évidence, il était réclamé par la Direction de la police (5). »

Dans un contexte aussi catastrophique pour l'organisation confédérale eut lieu à Barcelone une assemblée générale nationale clandestine. Elle eut des conséquences très particulières. Le comité national de la C.N.T. était aux mains d'éléments novices ou atteints par l'épidémie communiste. Andrés Nin, un jeune venu du parti socialiste, arrivé de fraîche date à la C.N.T., faisait fonction de secrétaire général. On n'avait pas encore eu connaissance du rapport de Pestaña sur la Russie. Ce rapport, rappelons-le, n'allait être rédigé qu'en novembre de la même année. L'assemblée eut lieu au cours de la deuxième quinzaine du mois d'avril. Il fallait prendre position par rapport à la convocation d'un nouveau congrès en Russie (celui de l'Internationale syndicale rouge), dont la date avait été fixée aux mois de juin-juillet. L'assemblée nomma donc une délégation, qui

5. *Ideas y tragedias*, Barcelone, 1921.

fut composée de quatre communistes : Andrés Nin lui-même, Hilario Arlandis, Joaquín Maurín et Jesús Ibáñez, lequel était un militant de la région Nord. Les groupes anarchistes de Barcelone, qui avaient peut-être été alertés de ce qui se passait en Russie, usèrent du droit d'ajouter un délégué à la commission. Ils désignèrent Gaston Leval. La délégation se scinda ouvertement à son arrivée à Moscou. Gaston Leval fit cavalier seul en face des quatre communistes inconditionnels (6).

L'un des mérites de cette délégation fut d'être intervenue, à l'initiative d'Alexandre Berkman et d'Emma Goldman, lors de la grève de la faim des anarchistes et des socialistes révolutionnaires détenus à la prison de Moscou. Le document qui établit les transactions entre les grévistes et la toute-puissante Tchéka porte la signature d'Hilario Arlandis et de Gaston Leval (7).

Presque en même temps que la C.N.T., le parti socialiste avait tenu son XIII^e congrès le 9 décembre 1919. Ce congrès extraordinaire avait été provoqué par la crise de la commission exécutive. A ce congrès, la tendance partisane de l'adhésion à la Troisième Internationale, menée par le secrétaire général Daniel Anguiano, avait été battue par un léger écart de voix. L'année suivante se produisit la scission des Jeunesses socialistes. Angel Pestaña devait écrire dans le rapport cité plus haut : « Le parti communiste n'existait pas lorsque j'ai quitté l'Espagne (mars 1920). Quand j'étais à Paris, j'ai appris que les Jeunesses socialistes s'étaient séparées du parti socialiste et qu'elles avaient constitué le parti communiste. Il a un organe de presse : *El Comunista*, qu'il vient de commencer à publier (8). »

Un nouveau congrès du parti socialiste se réunit en juin 1920. Cette fois, la tendance favorable à la Troisième Internationale battit ses adversaires, avec également un léger écart de voix. L'adhésion à la Troisième Internationale fut là aussi subordonnée à un voyage de reconnaissance en Russie de deux délégués représentant les deux tendances adverses. Daniel Anguiano et Fernando de los Ríos furent désignés comme délégués. Le premier revint en Espagne comme il en était parti, fermement installé dans ses convictions communistes ; Fernando de los Ríos allait peser d'un grand poids dans le nouveau changement d'orientation de son parti. Selon Andrés Saborit (9) : « Les conversations de Fernando de los Ríos avec le patriarche de l'anarchisme, Pierre Kropotkine, furent déterminantes pour le convaincre du fait que, bien que l'odieux tsarisme ait été détrôné, une nouvelle tyrannie de type personnel était en train de naître en Russie. Pour cette raison, ses conclusions furent catégoriquement opposées à l'adhésion à la Troisième Internationale. »

Un nouveau congrès du parti socialiste (9 avril) mit définitivement en déroute

6. Au mois d'août eut lieu à Logroño une autre assemblée générale clandestine, qui désavoua les délégués qui étaient allés en Russie au nom de la C.N.T.

7. Emma Goldman, *Living my life*, New York, 1931, p. 912.

8. Angel Pestaña ; *op. cit.*, p. 86.

9. Andrés Saborit, *Julián Besteiro*, Mexico, 1961, p. 185.

les partisans de la Troisième Internationale par un écart de voix confortable. Mais, après ce scrutin, la minorité battue se hâta de publier un manifeste (13 avril) dont le principal signataire était le futur premier secrétaire du parti communiste espagnol : Oscar Pérez Solís. C'était le signal de la scission du parti socialiste, qui allait donner naissance au parti communiste.

D'après Pierre Broué et Emile Témime : « Trois courants s'étaient réunis pour fonder le mouvement communiste en Espagne : les Jeunesses socialistes au départ, avec Andrade et Portela ; ensuite, la minorité socialiste, avec Pérez Solís, García Quejido, Anguiano et Lamóneda, et le groupe de dirigeants de la C.N.T. animé par Andrés Nin et Joaquín Maurín (10). »

Il devenait urgent pour la C.N.T. de tenir un congrès pour réviser ses positions à la lumière des derniers événements. Elle ne put se réunir, en une modeste Conférence, que grâce à une ruse, et aussi à la puissance du prolétariat de Saragosse. Cette réunion eut lieu à Saragosse même en juin 1922. L'une de ses principales tâches fut de confronter les démarches des délégués en Russie. Il y avait trois rapports : celui d'Angel Pestaña, un autre envoyé par Gaston Leval et celui qu'Hilario Arlandis fit personnellement devant l'assemblée. Ce dernier rapport fut mal accueilli et en outre l'assemblée vota une motion de censure contre le despotisme bolchevik. Par ailleurs, elle adopta un projet de résolution qui proposait le retrait de la C.N.T. de la Troisième Internationale et en même temps son entrée à l'Association internationale des travailleurs, qui venait de se réorganiser à Berlin. On nomma même les délégués qui devaient participer au congrès constitutif de cette nouvelle organisation, mais on estima, en dernier lieu, que les résolutions d'un congrès (celui de 1919) ne pouvaient être modifiées que par un autre congrès. Et on adopta donc la formule de soumettre les décisions de la conférence à un référendum des syndicats, qui auraient un mois pour se prononcer.

10. Pierre Broué et Emile Témime, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Minuit, 1961.

Le premier congrès confédéral auquel assista Nin fut, sans l'ombre d'un doute, celui de 1919. En passant en revue le compte rendu de ce congrès, on tombe sur cette intervention de Nin (p. 374) : « (...) moi, qui ai appartenu au parti socialiste jusqu'au jour où celui-ci a décidé, en congrès, de demeurer au sein de la Deuxième Internationale... » Le congrès au cours duquel le parti socialiste décida de rester dans la Deuxième Internationale eut lieu du 9 au 16 décembre 1919. Etant donné que le congrès de la C.N.T. eut lieu à la même période, du 10 au 18 décembre 1919 (Nin fit la déclaration qui précède exactement le 17 décembre), on se trouve devant le curieux problème de savoir à quel titre Nin participa au congrès confédéral. Le compte rendu nous dit seulement qu'il représentait le Syndicat des professions libérales de Barcelone. Mais, à quel moment Nin était-il entré à la C.N.T. ? A quel moment exactement avait-il démissionné du parti socialiste ? Il y a un détail qui pourrait expliquer beaucoup de choses : au congrès de la C.N.T. furent invités, en dehors des adhérents de cette organisation, les représentants de l'U.G.T., des syndicats autonomes ou indépendants et peut-être quelques individualités.

Un militant de la C.N.T. me fit réaliser par la suite qu'Andrés Nin pouvait très bien représenter le Syndicat des professions libérales (C.N.T.) tout en étant membre d'un parti politique (le parti socialiste).

Ces signes d'une nouvelle vitalité de la Confédération eurent pour conséquence de ranimer les projets funestes du terrorisme gouvernemental. Le 25 août, alors qu'il était en visite à la ville industrielle de Manresa, Angel Pestaña fut victime d'une embuscade des « pistoleros » du Syndicat libre. Le leader syndical, gravement blessé, fut hospitalisé dans cette même ville. Cet attentat sauvage allait marquer le déclin de Martínez Anido. Comme les « pistoleros », protégés par l'immunité que leur offrait le gouvernement, continuaient à monter la garde autour de l'établissement hospitalier où Pestaña luttait contre la mort, et comme ils avaient annoncé ouvertement leur intention d'achever le blessé, le député socialiste Indalecio Prieto (qui lui aussi avait été victime d'un attentat) dénonça ce comportement devant le Parlement, et le socialiste catalan Gabriel Alomar fit la même chose dans la presse madrilène. Le vice-roi de Catalogne, pour essayer de faire oublier la mauvaise presse qu'il s'était attirée, eut l'idée de simuler un attentat contre lui-même. Cette manœuvre faillit coûter la vie à plusieurs militants cénétistes, qui s'étaient laissés embobiner par le double jeu d'un traître. L'attentat monté eut lieu le 23 octobre.

Un des acteurs de ce drame, qui lui a survécu, m'a fourni les éléments que voici : A l'origine de l'attentat simulé se trouve un certain Inocencio Feced. C'était un provocateur et il allait devenir plus tard tueur à gages. Feced était ce que l'on appelait alors un « confident », c'est-à-dire un traître au service de la police. Il avait fait croire qu'il était poursuivi par la police, et c'est ainsi qu'il se fit recommander aux militants de Badalona, ville située à cinq ou six kilomètres de Barcelone. Ce fut lui qui proposa d'organiser un attentat contre Anido et Arleguí, de connivence avec ses fausses victimes.

Anido et Arleguí devaient assister à une représentation de gala au grand théâtre du Liceo. La fête devait s'achever aux premières heures du jour. A ce moment-là, la voiture officielle descendrait les Ramblas, tournerait pour suivre la promenade de Colomb en direction du palais du préfet en passant devant l'ancienne Direction de la police. L'attentat devait se produire à un endroit désert proche de la Capitainerie générale. Feced et Tejedor devaient lancer quelques bombes sur la voiture officielle. Claramonte et Pellejero tiraient sur elle à partir d'un side-car, avec lequel ils poursuivraient leurs victimes au besoin. Cinq hommes de plus devaient être embusqués à proximité pour couvrir la retraite.

Mais qui étaient ces individus ? Nous connaissons déjà Feced. Tejedor et Pellejero étaient en réalité des policiers. Feced les avait présentés comme des « camarades » fraîchement arrivés de Russie avec pour mission de supprimer ces tyrans de seconde zone. Feced se chargea de la préparation du plan et des explosifs, qui étaient en réalité des bombes remplies de sciure. Il sollicita le concours de cinq authentiques hommes d'action et il fit venir Claramonte de Valence, avec son side-car. Ces six hommes étaient les seuls terroristes authentiques.

Le jour de l'attentat, Feced, Tejedor, Pellejero et Claramonte se rendirent de leur côté à Barcelone. Les cinq autres firent ensemble le voyage en train. Ils

descendirent à neuf heures du soir à la gare de France. De là, ils devaient se rendre à un bar voisin, où Tejedor devait leur procurer les armes et les explosifs. Mais, contrairement à ce qui avait été convenu, trois hommes seulement sur les cinq se présentèrent à l'endroit prévu. Les deux autres, pris d'une méfiance de dernière minute, restèrent dans l'expectative à une certaine distance de là. A peine cinq minutes plus tard, ils virent sortir du bar pas moins de dix policiers, Feced et Tejedor en tête, qui emmenaient en otages leurs trois camarades. Les deux hommes en question purent s'échapper par miracle et ils eurent tôt fait de donner l'alarme aux militants les plus actifs de Barcelone. Les rédactions de certains journaux furent informées de l'attentat « qui allait avoir lieu ». La nouvelle parvint au gouvernement et en particulier à son chef, Sánchez Guerra, qui allait, comme nous l'avons vu, mettre un terme aux agissements des responsables de cette machination.

Toutefois, on ne put éviter la tragédie finale. A l'endroit choisi sur la promenade de Colomb pour déclencher l'attentat, Feced expliqua l'absence des membres du groupe de Badalona en disant que c'étaient des lâches. Lui-même avertit les autres que la voiture officielle arrivait. Claramonte allait mettre la moto en marche lorsque Pellejero pointa son pistolet vers lui. Claramonte fut plus rapide et il tira. Claramonte et Pellejero tombèrent morts en même temps. Tejedor avait tiré sur Claramonte au moment même où celui-ci tirait sur Pellejero.

La destitution immédiate d'Arlegui le matin même du 24, puis celle de Martínez Anido, évitèrent un massacre général de syndicalistes. Dans les premières heures de la matinée, les commissariats étaient pleins à craquer de militants qui venaient d'être arrêtés. Le but de ce plan était de justifier une extermination. L'opération « Saint Barthélemy » avait échoué de peu.

Dans l'après-midi, le chef du gouvernement, Sánchez Guerra, s'adressait au gouverneur de Barcelone en ces termes, pour le moins sévères : « D'après les informations dignes de foi qui me parviennent par diverses sources, j'estime que le général Arlegui ne peut plus, après ce qui s'est passé cette nuit (...), continuer à occuper le poste dont il avait la charge, et je vous donne l'ordre de le faire destituer aujourd'hui-même par le colonel de la Garde civile (...), et s'il vous en coûte de vous soumettre aux instructions du gouvernement, comme il ressort de vos déclarations récentes, lesquelles m'ont profondément peiné, (...), il vous suffira de remettre le commandement de la province, comme cela s'est fait en d'autres occasions, au président du tribunal... (11). »

Ainsi furent révoqués ce monstre et son lieutenant, au grand dam de la classe patronale catalane. Celle-ci, au lieu de contribuer à l'apaisement des vieilles querelles, poursuivit sa meurtrière course folle. Le 10 mars 1923, les tueurs du Syndicat libre réussissaient à abattre en plein jour, dans la rue de la Cadena, au centre de Barcelone, Salvador Seguí et Francisco Comas, qui se trouvait avec lui.

11. M. García Venero, *op. cit.*, p. 418.

C'est apparemment pour venger ce double crime que furent abattus, le 17 mai à León, l'ancien gouverneur de Biscaye, Fernando González Regueral, et le 4 juin à Saragosse, le cardinal-archevêque Juan Soldevila Romero. Francisco Ascaso, Francisco Salamero, Juliana López et José Torres Escartín furent trainés en justice à cause de ce dernier attentat. Ascaso réussit à s'enfuir à l'étranger ; les trois autres furent condamnés à de fortes peines de baigne. Escartín fut libéré à la proclamation de la République, mais il avait tellement souffert de ses années de captivité qu'on dut l'enfermer dans un asile d'aliénés. En 1939, la fin de la guerre civile le trouva dans la cellule d'un asile. Les forces d'occupation ne prirent pas son état en considération. Tout fou qu'il était, il fut fusillé.

La chute de Martínez Anido avait été le premier pas du retour à une vie constitutionnelle normale. La C.N.T. avait entamé une renaissance prometteuse. Mais la bourgeoisie redoubla d'intransigeance, dans le but de faire dégénérer les conflits sociaux en problèmes d'ordre public. C'est dans ce contexte que virent le jour les grèves des verriers, du métro et du transport routier. Cette dernière grève fit peser de lourdes menaces sur la stabilité sociale. Au milieu du remue-ménage provoqué par ces conflits, se produisit le coup d'Etat du général Primo de Rivera. Celui-ci, parti de Barcelone sous les applaudissements de la Fédération patronale catalane, se rendit d'un saut à Madrid où il se retrouva dictateur par la volonté du monarque en personne.

III

LES CONSPIRATIONS CONTRE LA DICTATURE

Lorsqu'elle prit le pouvoir en Espagne, par le coup d'Etat du général Primo de Rivera (13 septembre 1923), la dictature avança comme prétexte la nécessité de mettre fin à la corruption politique parlementaire. Dans leur manifeste séditionnel, les généraux rebelles proclamaient leur intention de « libérer l'Espagne des professionnels de la politique, des malheurs et de l'immoralité qui commencent en 1898 et qui menacent l'Espagne d'une fin proche, tragique et infamante... » « Les militaires - poursuivaient-ils - ont été le seul frein à cette situation, un frein d'ailleurs trop léger, et ils ont apporté aux lois et aux coutumes le peu d'éthique saine, les quelques miettes de morale et d'équité qu'il leur reste encore... » Et ils mettaient en évidence, avec une insolence qui ne reniait pas ses origines, que « ce mouvement est un mouvement d'hommes, et que celui qui ne saisit pas la masculinité pleinement affirmée qu'il incarne attende dans un coin sans perturber les beaux jours que nous préparons pour la patrie... »

Mais tous les chroniqueurs capables de faire preuve d'objectivité affirment unanimement que la dictature fut un complot fomenté par le roi désespéré pour faire avorter l'enquête de la commission des responsabilités du Parlement, composée de vingt et un membres, qui s'efforçait de faire le jour sur les événements du désastre d'Arnoual de 1921. Cette commission avait achevé son travail et elle devait publier ses conclusions le 20 septembre 1923. Le soulèvement militaire se produisit le 13 du même mois.

L'écrivain Blasco Ibáñez, exilé à Paris, écrivit en 1924 un pamphlet dans lequel, entre autres choses, il dit ceci des objectifs de ce mouvement :

« L'un des premiers actes des militaires triomphants fut d'envoyer un officier de confiance, avec une forte escorte, à la Chambre des députés. Dans l'une des salles du Congrès, celle où s'était réunie la Commission des vingt et un, était conservé le dossier sur "les responsabilités du désastre d'Arnoual". L'envoyé du Directoire s'en empara et personne ne sut jamais plus rien de ces documents im-

portants (1). »

Les conclusions de la commission désignaient la personne du roi comme principal responsable. Le roi, depuis son couronnement en 1902, avait fait preuve de beaucoup d'intérêt pour les uniformes et la stratégie militaire. Le Rif était un protectorat espagnol bien qu'il fit partie de la nation marocaine, et le sultan n'avait jamais réussi à faire reconnaître sa souveraineté sur ce territoire. Il était constitué de contrées pauvres que défendaient féroce­ment quelques tribus de guerriers montagnards. L'Espagne avait reçu cet os à ronger, au banquet-conférence d'Algésiras en 1906, où l'Angleterre et la France s'étaient réservé les meilleures parts lors de ces agapes colonialistes.

Dans le Rif, qui était le dernier lambeau de l'empire espagnol, les lieutenants tout frais émoulus de l'académie militaire recevaient le baptême du feu qui leur permettrait de gravir les échelons vers les grades supérieurs de l'armée. La monarchie, de moins en moins populaire depuis la restauration de 1874, voyait dans l'armée son pilier le plus solide ; l'armée, de plus en plus impopulaire à cause de cette même restauration, était attachée au monarque. Armée et monarque aspiraient à devenir deux tabous au dessus de toute critique. Dans *Alphonse XIII démasqué*, Blasco Ibáñez écrit : « Nous avons déjà dit que la monarchie adulait sans cesse l'armée, la modelant à son image, afin de s'assurer son soutien. L'armée, qui se rendait compte qu'elle était indispensable à la monarchie, exigea d'abord, par la bouche des *Juntes* (de défense) une augmentation de solde, des privilèges exorbitants, et elle finit par former, au sein de la nation, une sorte de caste à part, avec des lois spéciales qui ont rendu sa situation inattaquable et intouchable. »

En 1921, le roi et le général Silvestre, sans consulter le gouvernement ni le ministre de la Guerre, entreprirent pour leur compte une très périlleuse opération de « pacification » du Rif. Cette aventure s'acheva par un désastre sans précédent : douze mille morts et mille cinq cents prisonniers. Les Arabes mirent en pièces l'armée espagnole et arrivèrent devant les portes de Melilla, qu'ils ne prirent pas par manque de détermination. Le général Silvestre, qui avait promis au roi de lui offrir une grande victoire (2), périt lui aussi dans cette tentative. On trouva dans ses papiers des documents très compromettants pour la personne royale. Ces documents étaient la base du fameux dossier Picasso, c'est-à-dire du procès du roi par son Parlement. Comme le sort du monarque et celui de l'armée étaient intimement liés, ils manigancèrent ensemble le coup d'Etat qui éviterait le scandale. Le dogme de l'intangibilité produisit la dictature.

La dictature annula la constitution libérale, supprima le Parlement et mit hors la loi les partis politiques et les organisations qui refusèrent de se plier à ses exigences. L'U.G.T. fut la seule organisation à franchir ce pas humiliant.

1. Vicente Blasco Ibáñez, *Alphonse XIII démasqué*, p. 48.

2. Le général Silvestre s'était engagé à prendre Al Hoceima le 21 juillet 1921, jour de la fête de saint Jacques « Matamoros » et aussi date anniversaire du transfert des restes du Cid à la cathédrale de Burgos.

Reprenons, pour le dire, les dures paroles d'un politicien conservateur : « Mais le Parti (socialiste), en tant que parti, bien loin de condamner le soulèvement, le soutint en supprimant ses campagnes, en acceptant en la personne de Largo Caballero la charge de conseiller d'Etat, en interdisant, par le biais de l'organe du parti la moindre manifestation orale ou écrite de protestation violente, et enfin en donnant l'ordre à la collectivité de s'aligner sur les princes de l'Eglise et sur l'aristocratie du sang (3). »

F. Largo Caballero fut désigné conseiller d'Etat. Il essaya de justifier ce mauvais pas de la façon suivante : « Le Conseil d'Etat était constitué, depuis des temps immémoriaux, par des membres nommés par le roi ; il représentait le gouvernement, et non le pays, mais il ne se substituait jamais au Parlement. C'était une instance consultative, non démocratique, comme bien d'autres instances de la nation. La dictature ouvrit les portes du Conseil à une représentation corporative librement élue par les corporations. Cela n'est pas non plus de la démocratie pure, mais c'était un progrès par rapport à ce qui précédait ; c'était une avancée politique, et c'est pour cela que l'Union (générale des travailleurs) et le Parti (socialiste) acceptèrent d'être représentés dans cet organisme, comme ils l'étaient au Conseil du travail, à la *Junta de Aduanas y valoraciones*, au Bureau international du travail et d'autres encore (4). »

Après l'échec de la grève générale déclarée par la C.N.T. le 14 septembre et les deux congrès régionaux de la Confédération catalane tenus le 30 décembre 1923 et le 4 mai 1924, respectivement à Granollers et à Sabadell (localités proches de Barcelone), l'organisation confédérale disparaît pratiquement de la vie publique. Le 7 mai, en réponse à l'assassinat - par un groupe d'anarchistes - du bourreau de Barcelone (Rogelio Pérez Cicario), peut-être à cause des activités récentes de ce monsieur en tant qu'« exécuter de la justice », le gouvernement ordonne l'arrestation de tous les membres des comités confédéraux et anarchistes, la fermeture des syndicats et la suppression de *Solidaridad Obrera*. La C.N.T. se voit contrainte à se réfugier dans la clandestinité.

Depuis le 20 septembre 1923 s'étaient produites quelques attaques contre des établissements bancaires. Une à la Caisse d'Epargne de Tarrasa, dont deux des auteurs furent exécutés ; une autre à Manresa (Banque Padrós) ; une autre à la Fonda de Francia, en face de la préfecture de Barcelone ; et, enfin, celle réalisée contre la succursale de la Banque d'Espagne à Gijón, qui rapporta un butin de 675 000 pesetas, une fortune pour l'époque.

Buenacasa parle des résolutions des réunions de Granollers et de Sabadell dans son livre *El movimiento obrero español, 1886-1926* :

« La Confédération de Catalogne tient sa grande assemblée de Granollers le 30 décembre 1923 et l'assemblée extraordinaire de Sabadell le 4 mai 1924 (...). A l'une et à l'autre de ces deux assemblées assistèrent, outre les délégués envoyés normalement par leurs organisations respectives, des centaines de travailleurs de

3. Angel Ossorio y Gallardo, *Mismemorias*, Buenos Aires, p. 136.

4. F. Largo Caballero, *Mis recuerdos*, Mexico, 1954, p. 91-92.

Barcelone qui payèrent de leur poche tous les frais occasionnés par ces déplacements. Lors de l'assemblée de Granollers, perturbée pendant un instant par quelques malheureux, ennemis de l'anarchisme, je dus prendre la parole, mandaté par mon organisation, et déclarer en son nom que les syndicats de Catalogne étaient dans l'obligation, dans un moment aussi solennel, de ratifier les résolutions du Congrès national de Madrid, c'est-à-dire : "La Confédération est en route vers l'anarchie." Il n'y eut pas de vote à ce sujet ; les semeurs de trouble disaient que seuls les syndicats réunis en assemblée générale pouvaient prendre une telle décision (...). "Eh bien, remettons-nous-en aux syndicats." Et nous nous en remîmes à eux, et les masses, les syndicats, sans une seule exception, réunis en assemblées extraordinaires, ratifièrent unanimement les résolutions du Second Congrès national de 1919. L'assemblée de Sabadell fut encore plus énergique. Le seul des 137 délégués (...) connu pour être bolchevik n'eut pas droit à la parole par décision unanime de tous les représentants de la région. »

Le 6 novembre 1924 eut lieu une tentative d'assaut contre la caserne d'Atarazanas de Barcelone. Des groupes de militants de la C.N.T. prirent position autour de la forteresse dans l'attente de ce que les conjurés de l'intérieur leur permettent l'entrée. La synchronisation mit du temps à se mettre en place et les révoltés commencèrent à éveiller les soupçons. La police entra alors en action et, dans la poursuite de ceux qui se retiraient, il y eut un mort. Il y eut sur le champ un conseil de guerre et deux exécutions capitales, celles de Juan Montejo Aranz et de José Llacer Bertrán.

Presque simultanément eut lieu l'incursion anarchiste par Vera de Bidasoa (frontière basco-navarraise). Au cours d'un affrontement avec la Garde civile plusieurs éléments de ce corps furent tués. Trois des conspirateurs arrêtés furent condamnés à mort ; deux furent exécutés : Juan Santillán et Enrique Gil. Le troisième, Pablo Martín (5), se suicida en se jetant dans le vide du haut de la galerie de la prison. On est allé jusqu'à affirmer que ces mouvements furent suscités par des actes de provocation de « confidentes » qui obéissaient à des instructions de Martínez Anido, ministre de l'Intérieur de la dictature. A cette époque, les cachots de la sinistre forteresse de Montjuich se peuplèrent à nouveau de prisonniers syndicalistes.

L'état de guerre ne fut levé qu'en mai 1925. Et le 3 juin de cette année-là échouait un complot, sur la ligne Barcelone-Garraf, destiné à faire sauter le train de Sa Majesté. On arrêta des séparatistes catalans ; parmi eux se trouvaient deux futurs personnages célèbres de l'extrémisme politique catalan : Jaime Compte et Miguel Badía. Le premier, personnage romantique et patriote, périt au milieu des décombres d'un centre nationaliste, le 6 octobre 1934, lors du soulèvement de la Généralité, écrasé par le général Batet. Le second devint chef de la police de

5. Le véritable Pablo Martín se présenta à moi, alors que la première édition de ce livre avait déjà été publiée, et m'expliqua qu'il avait prêté son nom à celui qui mourut dans l'action de Vera de Bidasoa. Ceci est la preuve que l'incursion fut volontaire et non pas provoquée par la police espagnole.

Barcelone dans les premières étapes du gouvernement autonome. Il persécuta avec acharnement les militants de la C.N.T.-F.A.I., sans hésiter à recourir au crime. Il fut assassiné en pleine rue, en même temps que son frère, le 28 avril 1936.

Le fait le plus marquant de l'année 1926 fut une autre tentative d'attentat contre le roi Alphonse XIII. Le roi devait être reçu en grande pompe, le 14 juillet, à Paris. Quelques jours auparavant, la police française avait découvert les préparatifs d'une attaque contre la voiture qui devait transporter le monarque. Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso et Gregorio Jover furent inculpés pour cette tentative audacieuse. Ils reconnurent devant le tribunal correctionnel qu'ils avaient eu l'intention d'enlever le roi dans le but de renverser le régime dictatorial espagnol. Ils furent condamnés à des peines de prison et leur extradition fut demandée simultanément par les gouvernements argentin et espagnol. Le premier de ces gouvernements les accusait d'un hold-up contre la Banque San Martín ; le second d'avoir dévalisé la succursale de la Banque d'Espagne à Gijón. En outre, on réclamait l'extradition d'Ascaso comme assassin présumé du cardinal Soldevila. Un an plus tard, en juillet 1927, ils étaient libérés et expulsés de France. Un navire de guerre argentin qui se proposait de les cueillir pour les conduire en Argentine dut faire demi-tour (6).

On peut lire la suite de cet épisode dans un récit intéressant de Rudolf Rocker : « Ce fut uniquement grâce au grand mouvement de protestation en France, auquel participèrent activement les tendances les plus diverses, et des personnalités célèbres comme Madame Séverine et d'autres, que le gouvernement français n'accéda pas aux demandes d'extradition de l'Espagne et de l'Argentine et qu'il se contenta de les expulser. Comme la Belgique et le Luxembourg leur avaient alors refusé l'entrée, ils arrivèrent en Allemagne, d'où ils furent expulsés quelques semaines plus tard à la demande du ministre social-démocrate prussien de l'Intérieur. Une tentative pour trouver asile en Russie s'avéra infructueuse ; en effet, le gouvernement soviétique leur avait imposé des conditions qu'ils ne pouvaient absolument pas accepter à cause de leurs idées anarchistes. Dans ces conditions, leur seul recours fut de retourner sous de faux noms à Paris, où ils furent cachés par des camarades pendant quelques mois, jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail à Lyon, car ils ne voulaient pas accepter plus longtemps la solidarité de leurs amis. Mais six mois plus tard ils furent découverts par la police, condamnés à six mois de prison pour non-respect de l'ordre d'expulsion, et furent obligés de sortir de France une fois leur peine accomplie. Après un séjour incognito en Belgique, ils arrivèrent à Berlin, sans trouver d'autre voie de sortie (7). »

En cette même année 1926 eurent lieu deux autres mouvements contre la terreur dictatoriale. Le premier est celui du 24 juin, qui fut surnommé « Sanjuanada » parce qu'il se déroula le jour de la Saint-Jean. Le mouvement

6. Henri Torrès, *Accusés hors série*, Paris, 1957.

7. Rudolf Rocker, *Revolución y regresión*, Buenos Aires, 1952, p. 178.

échoua à cause de l'indécision des militaires et des centaines d'éléments politiques et syndicaux se retrouvèrent en prison. La majorité des détenus y resta de longs mois en qualité de prisonniers gouvernementaux : c'est-à-dire sans qu'intervienne contre eux aucune réclamation judiciaire ni aucun procès. Les détenus étaient remis en liberté pour être à nouveau arrêtés périodiquement ; à l'occasion des visites officielles des dignitaires du régime, ces « ramassages » étaient de routine et se prolongeaient quelquefois des années entières. La dictature ne fut pas extrêmement sanguinaire, mais elle se caractérisa par la rigidité de son système judiciaire et carcéral. L'un des premiers actes du dictateur avait été de supprimer le Jury. Les délinquants politiques et sociaux furent alors soumis soit aux conseils de guerre, soit aux tribunaux de droit.

La deuxième conspiration fut celle appelée conspiration de Prats de Molló, sur la frontière, du côté français. Environ 800 hommes, dont un bon nombre d'anarchistes, devaient traverser la frontière pour provoquer un soulèvement en Catalogne. L'échec de l'opération incomba à l'un des principaux conspirateurs, le colonel italien Ricciotti Garibaldi, descendant de l'illustre patriote du Risorgimento, qui participait à l'expédition avec cinquante de ses compatriotes antifascistes. Ricciotti joua le rôle de Judas en se vendant au provocateur Mussolini pour 600 000 liras. C'est à ce tarif de misère que le Duce payait les traîtres. L'opération ne dépassa pas la phase préliminaire. Les conjurés, qui se cachaient dans des villas et des hôtels, furent arrêtés par la police française. Le principal organisateur fut jugé. Il s'agissait du vieux colonel de l'armée espagnole, Francisco Maciá, fondateur du parti séparatiste Estat Catalá. Maciá avait quitté l'armée au début du siècle, lorsqu'il protesta contre les exactions que les militaires commirent contre le siège d'un hebdomadaire humoristique. Ses frères d'armes lui lancèrent un ultimatum : choisir entre le déshonneur et l'uniforme militaire. Il choisit de renoncer à ce dernier. Après une brève apparition au Parlement et plusieurs années d'activités séparatistes, Maciá émigra en France à l'avènement de la dictature.

En 1927, la C.N.T. n'avait pas cessé d'agir dans la clandestinité, mais à partir de cette année-là les contacts organiques s'accroissent. Dans les provinces, et particulièrement dans le Nord, subsistaient quelques journaux confédéraux ; le plus important, pour le travail de liaison qu'il dut réaliser, était *Desperta'd!*, qui était publié à Vigo et que dirigeait un militant galicien de premier rang : José Villaverde. Dans ces pages se donnaient rendez-vous les meilleures plumes de l'anarcho-syndicalisme, alternant les sévères polémiques et des travaux substantiels de théorie constructive. Juan Peiró publia alors une série de quinze articles, « Problemas del sindicalismo y el anarquismo », plus tard rassemblés dans une brochure. D'autres publications se mirent à paraître : *Acción Social Obrera*, dans la province de Gérone ; *El Productor*, à Blanes ; *Redención*, à Alcoy ; *Horizontes*, à Elda. Parmi les revues, on trouvait en premier lieu *La Revista Blanca*, une reprise de son homonyme madrilène du siècle passé. Les meilleures plumes de l'anarchisme international signaient dans cette revue : Max

Nettlau (principalement), Carlo Malato, Jean Grave, Luigi Fabbri, Palmiro de Lidia (Adrián del Valle), sous la direction et l'administration de la famille Urales. Les éditions de *La Revista Blanca* mirent en place un système de propagande et de prosélytisme inédit jusque-là : le roman, et en particulier la nouvelle. Le plus grand succès fut celui remporté par *La novela ideal*, petit volume de 32 pages, très bien reçu par les lecteurs de la classe populaire.

A Valence, avec le goût artistique des Valenciens pour ces choses-là, et pour bien d'autres choses, apparut à partir de 1925 une revue de haute volée, *Estudios* (auparavant *Generación Consciente*), consacrée à la propagande anarchiste au moyen de thèmes de régénération physique et humaine. Sous des auspices aussi solides fut réalisée une intelligente campagne de régénération par l'art, la diététique, l'éducation sexuelle et l'eugénisme. Les anarchistes individualistes avaient aussi leur revue : *Iniciales*, et il en était de même pour les végétariens et les naturistes qui balançaient entre l'hédonisme et la mystique. Ces tendances extrêmes fleurirent au sein de l'anarchisme en ces temps de bourrasque pour certains, d'hibernation pour la majorité. Les réunions clandestines se tenaient à la montagne sous couvert de randonnée sportive, de culte sincère pour le nudisme, l'air oxygéné et le bronzage au soleil. Tout cela formait un contraste pittoresque si l'on tient compte du fait que ce retour sincère à la nature était parfaitement compatible avec les plans subversifs, la chimie des explosifs, l'exercice du tir au pistolet, l'échange de journaux et de feuilles clandestines, les anathèmes contre le tabac et l'alcool.

L'une de ces excursions à l'air libre, qui eut lieu en juillet 1927 sur une plage de Valence, donna naissance à la Fédération anarchiste ibérique. Un groupe de baigneurs bronzés, s'égayant tantôt sur l'or de la plage, tantôt au milieu de l'écume de la mer latine, sous la bienveillante et chaude caresse du soleil, hommes, femmes, jeunes, vieillards et enfants confondus, les uns plongés dans leurs réflexions, les autres occupés à des amusements et des jeux, la classique « paella » frémissant à gros bouillons sous le regard distrait de l'entourage, donnait le jour à une des organisations révolutionnaires qui allait très bientôt défrayer la chronique avec ses rêves romantiques, sa virilité et son héroïsme : la F.A.I.

Depuis le 26 novembre 1926, par un décret royal, les Comités paritaires avaient été imposés dans l'organisation corporative du travail. Ils étaient ou ils représentaient l'obligatoire collaboration de classes, entre ces classes qui récemment s'étaient livrées une féroce guerre d'extermination. Ils représentaient la négation du droit de grève pour les ouvriers, le compromis soumis à la sentence de l'arbitre fonctionnaire. Ils étaient la proscription brutale de l'action directe du syndicalisme non domestiqué.

Cependant, en Catalogne, quelques organisations professionnelles assujetties à la loi corporative commencèrent à faire parler de leur rébellion. Les Cadres confédéraux (syndicats sous forme provisoire) s'étaient réorganisés à partir de 1927 dans l'intimité des sociétés ouvrières : le textile, la construction,

cette fois-ci ouvertement contre le monarque. L'un des paragraphes de la circulaire disait : « L'armée de terre et la marine, en premier lieu, me choisirent pour dictateur, les uns avec leur pleine adhésion, les autres avec leur consentement tacite ; l'armée de terre et la marine sont les premiers qui doivent déclarer, en toute conscience, si je dois continuer à l'être ou si je dois renoncer à mes pouvoirs... »

La réponse allait être telle que le roi, revêtu de légitimité, envoya le comte des Andes avec l'ordre de l'obliger à se retirer. L'auteur de ce manifeste du 13 septembre 1923, dans lequel étaient mis en avant les organes de la masculinité, se laissa amener par la main, comme un enfant, jusqu'à la frontière, pour mourir dans l'ombre peu de temps après à Paris, dans une chambre d'hôtel, le 16 mars 1930.

IV

L'OFFENSIVE ANTIDYNASTIQUE

D'intéressantes polémiques sur l'histoire de la Confédération eurent lieu, dans l'hebdomadaire *Despertad !* de Vigo, seconde époque, qui à partir d'avril 1928 remplace *El Despertar Marítimo*, ainsi que dans *Acción Social Obrera*, de San Feliú de Guixols (province de Gérone), qui reparait le 14 juillet 1928 en tant qu'organe des syndicats de la Confédération de ce canton. Il est nécessaire de s'y intéresser pour avoir une impression fiable du climat moral dans lequel évoluent les militants anarcho-sindicalistes.

Dans le premier journal en question, Angel Pestaña avait publié une série d'articles, « Situémonos » (Situons-nous), dont les thèses consistaient à définir la C.N.T. comme « contenu » et non comme « contenant ». C'est-à-dire qu'elle n'était pas l'expression de principes permanents, mais « qu'elle pouvait très bien s'adapter à toutes sortes de principes ». C'est dans *Acción Social Obrera* que Peiró qualifia cette thèse de déviationniste :

« Les congrès de la Confédération peuvent modifier tous les principes de la C.N.T., disait-il, si l'on juge cela nécessaire. Ce qu'aucun congrès ne peut faire, c'est nier les principes qui sont la base essentielle, le fondement et la raison d'être de la C.N.T. : l'antiparlementarisme et l'action directe. »

Des militants importants, tels Buenacasa et Eusebio C. Carbó, appuyèrent la remarque de Peiró. La F.A.I., de son côté, apporta sa contribution dans une déclaration (en décembre 1929) attaquant le neutralisme idéologique dans le mouvement ouvrier et défendant l'influence anarchiste au sein de la C.N.T. comme une chose acquise.

Parmi les accusations de Peiró contre Pestaña, certaines faisaient allusion aux supposées sympathies de ce dernier pour les Comités paritaires. Il lui reprochait d'avoir entaché « ses mains pécheresses » dans la propagation de ces organismes (« Vous ne voulez pas reconnaître que l'on exploite le nom de la C.N.T. et l'adjectif de militant de la Confédération pour réaliser cette déviation, et moi j'affirme que celui qui impulse la syndicalisation professionnelle et défend l'acceptation des Comités paritaires, c'est le comité de la Confédération

nationale du travail lui-même »).

En automne de cette année-là, le Comité national de la C.N.T., rendant publique sa démission, publie dans *Despertad!* une sorte de rapport dans lequel il proclame pratiquement la fin de l'organisation. Ce malheureux document suscita l'indignation de nombreux militants. Un autre document brûlant fut un manifeste de ce même comité, révélé à l'instant même où s'écroula la dictature. On avait fait remarquer à ses rédacteurs supposés (le Comité national) les contradictions suivantes :

« Nous sommes donc ceux qui, souhaitant l'égalité des droits individuels, la solidarité humaine et la plus complète liberté de l'homme, voulons remplacer le capitalisme par l'action coordonnée des syndicats et l'Etat par l'indépendance des collectivités libres sur le plan social, politique, éthique et économique, ou seulement liées par leur initiative et leur volonté. »

« Le syndicalisme espagnol n'est pas indifférent aux problèmes nationaux actuels, et doit affirmer face au pays sa détermination à intervenir avec ses propres moyens, tout en restant cohérent avec son idéologie, son sens historique et ses antécédents, dans le processus de remise en cause constitutionnelle déjà amorcé et qui doit nécessairement aboutir à une nouvelle structure politique et juridique de l'Etat espagnol. Dans celui-ci, composantes en tant qu'hommes, en tant que citoyens et en tant que classe sociale organisée, nous nous devons de cohabiter et d'utiliser ses préceptes pour agir avec la plus grande efficacité, pour le triomphe des idéaux égalitaires que nous défendons. »

Le Comité national dut reconnaître que le manifeste n'était pas spécifiquement de son cru, mais qu'il émanait d'une commission du Plenum national des comités régionaux du 16 février de cette année-là, composée des représentants des Asturies, d'Aragon, du Levant et d'un membre du comité. Le Comité national indiquait que « l'appui exprimé au pays pour que soient convoquées des assemblées constitutives était un appel à un mouvement de rue, avec les moyens qui sont propres au syndicalisme révolutionnaire. » Et il ajoutait : « Il reste clair qu'à aucun moment, ni avant ni après avoir rédigé le manifeste, on ne peut laisser entendre que la C.N.T. ait pensé un seul instant appuyer le pays sur les urnes ou soutenir un quelconque candidat... »

Le péril de la dictature écarté, lors d'un dimanche précocement printanier, a lieu le premier meeting, d'une importance nationale, organisé par la C.N.T. L'assistance est imposante. Le Nouveau Théâtre est plein à craquer ; plusieurs centaines d'ouvriers qui ne peuvent pénétrer dans l'édifice s'éparpillent en formant des groupes importants tout le long du populaire boulevard du « *Paralelo* ». Malgré la pression matérielle du délégué du gouverneur, les orateurs (Sebastián Clará, Juan Peiró et Angel Pestaña) font le procès de la répression qui s'abat sur la Confédération et réclament la réouverture des syndicats et l'étendue de l'amnistie aux prisonniers dits sociaux.

De nombreux prisonniers anarcho-syndicalistes se retrouvaient classifiés comme droits communs, par la malveillance ou l'humeur des magistrats, qui

mettaient en avant le caractère violent de leurs délits. L'amnistie proclamée le 6 février, bien qu'elle soit élargie aux prisonniers politiques et sociaux, s'appliquait difficilement aux prisonniers classifiés de droit commun par l'arbitrage des tribunaux.

Le Comité national de soutien aux prisonniers disait dans un vibrant manifeste : « Quelques prisonniers politiques ont eu énormément de mal à sortir de prison, mais il reste derrière les barreaux les prisonniers sociaux, ceux qui se sont faits prendre héroïquement lors de dures épreuves... »

Quant à la légalisation des syndicats, le ministre de l'Intérieur, le général Marzo, voulait savoir à quoi s'en tenir sur les futures orientations de la C.N.T. avant de prendre une décision. A ce sujet, il envoya à Barcelone le directeur général de la Sécurité, le général Emilio Mola, qui nous a légué, dans son livre *Lo que yo supe*, un intéressant témoignage de sa démarche :

« Le 4 avril 1930 à sept heures du soir, j'arrivai au cabinet du général Despujols (préfet de la province de Barcelone) ; je le trouvai seul, ses lunettes sur le nez, plongé dans ses papiers ; immédiatement, il m'accompagna dans une petite salle réservée dans laquelle attendait le leader du syndicalisme espagnol, Angel Pestaña. Celui-ci paraissait âgé de trente-cinq à quarante ans ; c'était un homme plutôt grand, maigre, le nez effilé, le regard méfiant et investigateur, rasé de près, les gestes gauches, l'élocution facile, quelque peu imprégnée de l'accent catalan, vêtu correctement, laissant entrevoir avec une certaine habileté sa condition de travailleur, s'efforçant de garder pendant toute la visite une attitude extrêmement correcte. Après quelques brefs instants de silence, où nous nous observions réciproquement, je pris la parole pour dire que le gouvernement avait pris la ferme résolution de ramener la vie nationale à la normalité, et qu'ainsi seraient autorisées à l'avenir les sociétés et propagandes de toutes sortes, dans la mesure où elles respecteraient les limites marquées par la loi. Or, je voulais connaître les desseins, les aspirations et les méthodes que la C.N.T. allait poursuivre, ainsi que les rapports qu'elle comptait avoir avec les autres organisations ouvrières, et si ses dirigeants persistaient toujours dans la même idéologie ou bien envisageaient de dévier vers le camp communiste. Angel Pestaña, habitué à ce genre d'interrogatoire - dans lequel la personne qui enquête n'est pas toujours de bonne foi -, se montra d'abord méfiant, au point de ne s'exprimer que par des paroles laconiques, ce qui ne pouvait ni dissiper mes doutes, ni le satisfaire ; toutefois, peu à peu, il se montra plus explicite, sans arriver à être sincère. Il en est ainsi avec les hommes combattifs qui, habitués aux activités secrètes, aux persécutions pas toujours fondées, aux trahisons constantes, doutent de tout et de tous. D'après lui, la Confédération voulait sortir de la clandestinité dans laquelle elle s'était vue forcée de vivre sous la dictature, et avait pour but d'agir publiquement au grand jour, puisque l'organisation anarcho-syndicaliste avait autant le droit de vivre que les autres organisations ; quant à ses aspirations, elles n'étaient autres que celles d'obtenir pour la classe travailleuse son dû en tant qu'élément producteur, en abolissant le capitalisme

qui représente l'exploitation féroce de l'homme par l'homme ; bien entendu, il comprenait qu'un tel problème ne pouvait se résoudre à court terme, et pour avancer peu à peu, l'action continue et la pression permanente s'imposaient, puisque les trêves dans la lutte ne sont utiles qu'à la bourgeoisie, qui en profite pour prendre de nombreuses mesures défensives et répressives ; quant aux méthodes à suivre, il n'en connaissait qu'une : l'action directe. Et ainsi, la classe laborieuse resterait libre, consciente, usant de son plein droit pour résoudre ses affaires, sans intermédiaires ni tutelles. Les Comités paritaires ne les intéressaient pas. "Ils ne nous intéressent pas, me dit-il, parce qu'ils sont contraires à notre tactique syndicale. Les Comités paritaires sont une monstruosité, ou du moins nous autres le voyons ainsi. Ils ont en plus une organisation et un fonctionnement absurdes. Les présidents, éléments extérieurs au conflit entre le capital et le travail, ne connaissent pas nos coutumes, n'ont pas intérêt à les connaître et en général se laissent mener par la représentation patronale ; les membres ouvriers, percevant un salaire, quittent l'habit de l'atelier et oublient les besoins de leurs camarades ; ils ne les défendent plus... A quoi bon d'autres explications ? La Confédération ne peut pas transiger avec ladite organisation corporative." Le leader syndicaliste évita avec une habile discrétion toute conversation sur l'U.G.T. et le Syndicat libre ; ça ne l'intéressait pas non plus. Puis il continua en me disant que ce n'était un secret pour personne si le communisme issu de la IIIe Internationale avait ses partisans parmi les adhérents de la C.N.T., mais lui, en raison de certains principes, appartenait à un courant d'opinion très différent ; il était ennemi de toute sorte de dictature de riches et de pauvres, d'intellectuels et d'analphabètes, de curés et de laïques... Par ailleurs, la C.N.T. était, en tant qu'organisation, radicalement apolitique ; ses militants pouvaient personnellement être ce qu'ils avaient envie d'être. "Je sais, ajouta-t-il, qu'il s'est dit par là, peu importe où et quand et dans quel but, qu'il existe une complicité et un compromis avec un certain secteur politique ; ceci, en plus d'être faux, est absurde ; il suffit de connaître l'histoire de la C.N.T., ses principes, sa conduite. La Confédération ne peut négocier ni avec les uns, ni avec les autres, mais il est bien évident qu'elle verra d'un meilleur œil le régime qui permettra les meilleures conditions pour réaliser son idéal. C'est tout." (1)... »

La légalisation de la C.N.T. eut lieu le 30 avril de cette même année. Nous faisons allusion aux statuts présentés par le Comité national. Chaque syndicat devait faire approuver ses statuts séparément. Mais à ce propos le gouvernement eut une politique volontairement ambiguë. Alors que dans les plus grandes villes de province était autorisée la réouverture des syndicats, dans les villes moins importantes et dans la majorité des villages, les syndicalistes se heurtaient à l'hostilité des préfets. C'était le cas en Catalogne pour les provinces de Tarragone, Lérida et même Gérone. Dans Barcelone même, il y avait un certain intérêt à entraver la régularisation du syndicat des Transports. Le marquis de

1. Extrait de *Un año de conspiración*, de Bernardo Pou et J.R. Magriñá, Barcelone, 1933. De nombreuses données citées dans ce chapitre sont tirées de ce livre.

Foronda, monarchiste endurci et ennemi acharné de la classe ouvrière organisée, était la figure centrale et le magnat de la Compagnie des tramways et autobus de Barcelone. Dans son livre cité plus haut, le général Mola fait allusion à ce problème :

« Monsieur Mariano Foronda était un monarchiste enthousiaste et un partisan convaincu du régime dictatorial, même s'il ne manquait pas de reconnaître ses erreurs. Face au nouvel état de choses, il était un tant soit peu préoccupé, car il craignait que le prétendu chemin vers la légalisation ne se transforme en une difficile course d'obstacles ; en matière politique, cela dépendrait de l'attitude qu'adopteraient certaines personnalités ; en matière sociale, du programme qu'aurait tracé les dirigeants de la C.N.T., qui à ces moments-là tentaient de constituer le syndicat du Service public urbain, étape fondamentale pour structurer le secteur des Transports. "A la seule lecture de l'appel, me dit-il, vous vous rendez compte de l'énorme importance que ceci peut avoir pour l'ordre social : ils ne vont rien faire d'autre que de préparer le front unique dans toutes les branches du transport urbain et avoir entre leurs mains la possibilité de paralyser complètement par la grève, quand ils en auront envie, les moyens de transport de la ville. En accord avec la loi de l'organisation corporative, continua-t-il, et après avoir formé des syndicats professionnels, nous avons constitué notre Comité paritaire (celui des tramways) qui fonctionne actuellement. Mais ceci, de toute évidence, ne suffit pas aux dirigeants du Syndicat unique, qui souhaitent l'union de tous pour structurer le Secteur." Foronda avait raison, mais ceci était un sujet qui incombait au préfet et même il apparut que le gouvernement dictait des consignes ; aussi, je le fis remarquer. L'organisation "par industrie" plutôt que "par métier" donnait aux organisations ouvrières une force insoupçonnée et mettait entre les mains d'une petite commission toute la vie commerciale et industrielle de la région. Ce différend et la volonté de la C.N.T. d'absorber les syndicats du port furent le cheval de bataille pendant toute la durée du gouvernement du général Berenguer, situation que j'ai retrouvée par la suite, mais alors sans information directe, quand ce fut le tour de la République (2)... »

Pendant la dictature s'était organisée la Fédération d'entités du port à partir des Comités paritaires. Ses dirigeants étaient d'anciens militants de la C.N.T. ayant évolué vers la bureaucratie. Face aux perspectives de normalisation constitutionnelle fut entreprise la réorganisation de l'ancien syndicat du Transport, qui englobait comme simples sections les tramways, les autobus, les charretiers, les chauffeurs de taxi et les dockers. Les dirigeants des sections du port, surtout attentifs aux avantages de leur situation bureaucratique, refusèrent d'intégrer le syndicat des Transports, invoquant une soi-disant volonté d'autonomie syndicale. Le préfet et le gouvernement, qui partageaient la doctrine antisyndicale du réactionnaire Foronda, appuyèrent de tout leur poids

2. Bernardo Pou et J.R. Magriñá, *op. cit.*

l'attitude de ces dissidents, et pour que cette collaboration soit plus efficace, refusèrent catégoriquement de légaliser le syndicat unique du Transport. A cette intrigue officielle fit suite une lutte fratricide aux graves conséquences. Les entités autonomes du port, dirigées par le renégat Desiderio Trillas, avaient la mainmise sur l'embauche de la main-d'œuvre portuaire, au préjudice des travailleurs occasionnels (ce qui était le sort de presque tous les travailleurs assignés aux travaux de chargement de bateaux) de la fraction cénétiste. La tension qui était envenimée par le fait de savoir les « autonomistes » complices des basses manœuvres des entreprises des Transports et du gouvernement, faisaient sortir les militants de leurs gonds, et les pistolets de leurs étuis, tant d'un bord que de l'autre. Du côté de la Confédération, la nervosité était d'autant plus justifiée si l'on tient compte de la répercussion que l'affaire avait sur la légalisation du syndicat des Transports. Au bout de nombreux mois, ce syndicat dut être légalisé, mais les plus exaltés de la Confédération ne purent jamais pardonner à Desiderio Trillas ses manipulations avec les autorités monarchiques, qui provoquèrent des victimes de part et d'autre parmi les travailleurs confrontés. Desiderio Trillas est mort assassiné lors de la vague de terreur qui secoua Barcelone, au cours des premières semaines du soulèvement militaire de juillet 1936. Lorsque la C.N.T. et la F.A.I. furent maîtresses de la Catalogne, Trillas tenta, mais sans succès, de se protéger derrière l'étendard de l'U.G.T., ce qui aggrava encore davantage son cas. Les statuts de la C.N.T. (Comité national) furent donc légalisés par le gouverneur Despujols, le 30 avril 1930. La déclaration des principes, des objectifs et des tactiques traditionnelles figurait dans les premiers articles avec quelques légères variantes :

Article premier. Sous le titre de Confédération nationale du travail se constitue en Espagne une organisation qui se propose ce qui suit :

a) Œuvrer pour développer parmi les travailleurs l'esprit d'association, leur faisant comprendre que seuls ces moyens pourront élever leur condition morale et matérielle dans la société présente et préparer le chemin pour leur complète émancipation dans la future société, grâce à la conquête des moyens de production et de consommation.

b) Pratiquer l'aide mutuelle entre les Collectivités fédérées, chaque fois que cela sera nécessaire, et ce à la demande de ces dernières, tout aussi bien en cas de grève que dans tout autre situation.

c) Elle entretiendra des relations avec tous les organismes ouvriers proches, nationaux comme internationaux, animés par la même volonté d'atteindre l'émancipation totale des travailleurs.

Article second. En vue de la réalisation de ces objectifs, la Confédération et les syndicats qui la composent lutteront le plus nettement possible sur le terrain économique et résoudront leurs divergences et conflits avec ceux qui sont directement concernés ; avec la bourgeoisie ceux à caractère économique ; et ceux à caractère social et d'ordre public avec le gouvernement et les organismes concernés, en rejetant entièrement toute ingérence politique ou religieuse.

Aussitôt, et selon cette même dynamique, les syndicats furent légalisés sans autre obstacle que ceux déjà signalés. L'ouverture des centres déclencha tout un mouvement de commissions techniques, de réunions, d'assemblées et de séances plénières. Le 17 mai eut lieu à Barcelone, au siège du Comité national, la première séance plénière régionale de cette nouvelle étape. La décision la plus importante fut celle de faire reparaître le journal *Solidaridad Obrera* comme quotidien du matin. Depuis février 1929 sortait à Barcelone l'hebdomadaire *Acción*, porte-parole de la C.N.T. Les anarchistes spécifiques avaient fait paraître *Tierra y Libertad*, dès le mois de mai. Selon une vieille tradition, dans les principales villes de province, le journal se nommait aussi *Solidaridad Obrera* et était l'organe de chaque Fédération régionale. Miracle d'une étonnante vitalité, en deux mois on obtint ce qui paraissait impossible : la réapparition de *Solidaridad Obrera* (directeur, Juan Peiró ; administrateur, Pedro Massoni ; rédacteurs, Eusebio C. Carbó, Pedro Foix, Sebastián Clará et Ramón Magre) grâce aux prêts et aux dons des individus et des syndicats. La C.N.T. d'Espagne a souvent produit ce genre de miracles. L'éditorial paru dans le premier numéro était un coup de clairon appelant au combat :

« Il vient (*Solidaridad Obrera*) réaffirmer de façon résolue les postulats du syndicalisme révolutionnaire dont l'unique finalité est le communisme anarchiste et dont l'expression la plus substantielle est la lutte ouverte contre le capitalisme et l'Etat, les moyens choisis étant l'action directe du prolétariat, l'action révolutionnaire canalisée vers une structure d'économie nouvelle, où les individus seraient libres économiquement, politiquement et socialement. Il vient aussi, comme nécessité immédiate, défendre la liberté syndicale, le droit de réunion et de grève, nié de façon scandaleuse par les gouvernants et par l'illégalité incarnée de façon très candide par les Comités paritaires, et il vient de la même manière défendre avec le courage et l'audace indispensables les libertés individuelles et collectives consignées dans le code fondamental de la nation, mais arrachées au peuple depuis que le code fut promulgué. Il vient en outre rompre cette épaisse couche de glace créée par la lâcheté, climat qui nie à l'Espagne le titre de pays civilisé pour la cataloguer en tant que pays barbare où la vie, les biens et la dignité de l'individu sont à la merci de sauvages mandarins. Il vient, résolu coûte que coûte, en finir avec ce manque de civilisation qui aujourd'hui règne dans les bagnes et les prisons espagnols, dénoncer avec courage l'immoralité érigée comme régulateur de toute la machine bureaucratique de l'Etat, dire à haute voix les outrages et les ignominies qui caractérisent les activités de certains centres officiels et soulever une ardente protestation contre tous ceux qui, pendant ces heures historiques, présentent les Espagnols comme les ressortissants d'une zone africaine des plus abruties... »

Solidaridad Obrera parut le 31 août ; le 6 juillet avait eu lieu une conférence régionale à laquelle participèrent de nombreux syndicats, des Fédérations régionales, cantonales, locales, ainsi que des cadres syndicaux ; comme on le

sait, dans certaines provinces catalanes les préfets refusaient de légaliser certains syndicats. Mais simultanément à cet intense travail de réorganisation, un problème de première importance surgit dans la rue : le changement de régime, séquelle de la honteuse dictature.

La C.N.T. était le noyau central qui cristallisait, en Catalogne et dans une grande partie de l'Espagne, les activités subversives et révolutionnaires. A Barcelone, un de ces comités subversifs regroupait autour du Comité régional de la C.N.T. quelques jeunes universitaires, des militaires tels que les capitaines Alejandro Sancho et Eduardo Medrano, et quelques techniciens. Le Comité national de la C.N.T. et le Comité péninsulaire de la F.A.I. y étaient aussi représentés. L'efficacité de ce comité secret était telle que le général Mola révèle dans son livre cité plus haut que la combinaison télégraphique secrète du ministère de l'Intérieur était connue de la C.N.T. Un télégramme codé envoyé par le préfet au ministre fut publié décodé dans *Solidaridad Obrera*. Le code fut changé, mais peu de jours après il était déjà entre les mains du comité révolutionnaire. Un message du général Mola à son collègue Despujols, donnant l'ordre d'arrêter plusieurs personnes, fut également intercepté, ce qui permit à certains de ceux qui étaient visés de s'enfuir. Parmi les personnes arrêtées, certaines, en raison de leurs responsabilités officielles, ne purent s'éclipser, tel le capitaine Sancho, ingénieur à ce moment-là au port franc. Ce dernier, emprisonné à Montjuich et durement traité, contracta une maladie qui l'envoya précocement au cimetière. Le capitaine Alejandro Sancho appartenait, avec d'autres officiers, au cercle conspirateur de Fermín Galán. Progreso Alfarache et Manuel Sirvent, secrétaire et secrétaire adjoint du C.N. de la C.N.T., tombèrent ces jours-là. C'est de leur cachette que les rédacteurs de *Solidaridad Obrera*, également visés par l'ordre gouvernemental, durent assurer la parution du journal.

Citons comme cas paradoxal la participation dans la conspiration du commandant Arturo Menéndez, qui trois ans plus tard, en tant que directeur général de la Sécurité, sera à l'origine de la répression barbare de Casas Viejas (voir chapitre VI) ; ainsi que de Ramón Franco, frère du futur « Caudillo », qui en 1936 mourra aux commandes de son appareil, en revenant de l'un de ces criminels bombardements au-dessus de Barcelone ; et aussi le général López Ochoa, à qui le peuple madrilène fera payer un jour le massacre sauvage des révolutionnaires asturiens. Ramón Franco publia dans *Solidaridad Obrera*, le 12 avril 1931, un article où l'on pouvait lire ces audacieuses incitations :

« Il faut renverser tout ce qui s'oppose au triomphe de la volonté populaire. Si un groupe de généraux tente d'établir une nouvelle dictature fasciste, traînez-les à terre ou bien lynchez-les sans autre loi que celle du lynchage. Si quelques colonels se regroupent et deviennent menaçants avec la perspective de prendre des mesures contre le peuple, brûlez-les ou bien faites-les voler en éclats dans leur propre repaire. Si un prêtre, en sa chaire, ou un évêque, transgressant ses vœux, sa discipline et sa neutralité, font campagne politique, l'usage de la

dynamite est recommandé. Si quelques invertis sous la bannière de la Légion s'avisent de piétiner les libertés publiques, écartelez-les et faites offrande au peuple de leurs immondes restes. Si des gardes civils ou des gardes de sécurité, stimulés par leurs chefs ou par leurs criminels instincts, font feu contre le peuple, que leurs fautes retombent sur leurs familles : prélevez sur celles-ci des acomptes de la Justice, qui demain sera contre eux. Si l'armée, n'obéissant pas à son devoir de service du peuple qui la paie, descend dans la rue pour lutter contre lui et pour défendre la réaction et la monarchie, eh bien ! que les soldats fils du peuple déchargent leurs armes contre leurs chefs et officiers, sans leur donner l'occasion de récidiver !... »

Ceux que nous nommerions les célèbres exilés, à savoir les Unamuno, Ortega y Gasset (Eduardo, directeur en France de *Hojas Libres*) arrivaient dans la péninsule avec un certain recul dicté par la prudence et il leur était rendu hommage par de bruyants banquets. Les exilés clandestins avaient anticipé leur retour depuis déjà des mois et travaillaient frénétiquement à leur poste de combat. L'arrivée de Francisco Maciá fut remise en cause par un ordre du gouvernement, qui exigeait son expulsion immédiate ; il fut ramené à la frontière par le chef supérieur de la police de Barcelone, Monsieur Toribio. Le 27 août, quelques secteurs politiques de gauche firent une importante réunion antidynastique à San Sebastián. Il semblerait que, pour ne pas se sentir obligés d'inviter la C.N.T., on n'invita pas non plus l'Union générale des travailleurs. Juan Peiró démentirait la participation confédérale par ces paroles :

« Lorsque les politiciens se réunirent à San Sebastián, c'était à un moment où la Confédération n'avait aucun rapport avec les éléments politiques. (...) La Confédération n'est pas intervenue dans le pacte de San Sebastián. On ne fit pas appel à la Confédération, ni à l'U.G.T. L'appel à un mouvement révolutionnaire qui devait se dérouler dans la rue étant décidé, on invita alors l'U.G.T. et la C.N.T. (...). Les politiciens auraient souhaité traiter avec une délégation extra-officielle ou officieuse. C'est alors, en voyant la manœuvre des politiciens, qui voulaient entraîner la C.N.T. dans un mouvement révolutionnaire sans avoir à s'entendre sérieusement avec elle, que nous leur avons fait savoir dans *Solidaridad Obrera* qu'ils se trompaient en nous croyant des comparses et que la révolution devrait se faire avec la Confédération ou bien qu'elle ne se ferait pas (3). »

Miguel Maura, dans *Cómo cayó Alfonso XIII* (Mexico, 1962), dit pour sa part : « Il a été dit et répété que lors du pacte de San Sebastián nous demandions et acceptions l'aide des anarchistes et de la C.N.T. Cette affirmation est entièrement fautive. Non seulement ils n'assistèrent pas à la réunion mais nous n'eûmes pas non plus de négociations, pour la bonne raison que nous n'aurions pas su à qui nous adresser... »

Il est clair que la C.N.T. n'intervint pas dans le pacte de San Sebastián. Il est

3. *Memoria del congreso extraordinario de la C.N.T. celebrado en Madrid los días 11 y 16 de junio de 1931*, p. 69-70.

moins évident que les participants de ce pacte ne négocièrent pas avec la C.N.T. ne sachant pas avec qui traiter. Dans le Mémoire de la Confédération cité plus haut, Peiró affirme : « Et alors, ils envoyèrent deux représentants du Comité de la gauche. Ils mandatèrent celui qui aujourd'hui est ministre de l'Intérieur (Miguel Maura), ainsi que le directeur général de la Sécurité (Angel Galarza)... Et comme Massoni et moi-même ne représentions personne mais que par contre il y avait un Comité national (de la C.N.T.) à Barcelone, nous fîmes en sorte de rendre possible, le jour suivant, un entretien entre les Comités national et régional et ces messieurs. »

Dans leur livre, Pou et Magriñá sont plus catégoriques. Voir p. 113 à 119, où Magriñá raconte l'entretien qu'il eut avec Maura et Galarza.

L'exclusion de la C.N.T. du pacte de San Sebastián révèle l'appréhension des dirigeants de la future République envers l'organisation. Une telle exclusion évitait tout genre de compromis par rapport à ses revendications ; ainsi les futurs gouvernants républicains se retrouvaient les mains libres pour agir contre elle dans cet avenir chargé d'hostilités mutuelles compréhensibles.

La puissance de la C.N.T. leur plaisait autant qu'elle les préoccupait. Ces conflits contre la bourgeoisie et les autorités servaient alors les intérêts antidynastiques, mais ne promettaient rien qui vaille pour le futur ordre républicain. Dans la seule Catalogne, depuis le mois d'août, il s'était produit des conflits à dimension épique, comme la grève des cantonniers de la rue d'Aragon menée par le syndicat unique du Bâtiment contre l'entreprise Fomento de Obras y Construcciones; ou bien celle de l'usine de lampes électriques ZyPhilips à Barcelone ; le conflit de l'usine de ciment Griffi à Villanueva y Geltrú ; ceux des usines La Badalonesa et Metalgraff à Badalona ; celui de l'usine de pneus Pirelli, à Manresa ; celui de la SAFA (fibres artificielles) à Blanes ; celui de La Cerámica à Hospitalet de Llobregat. Et enfin d'autres conflits moins importants aux entreprises Altos Hornos de Cataluña, Riegos y Fuerzas del Ebro à Reus, Igualada, Sabadell, Tarrasa et dans la région de Vich. C'était l'explosion naturelle produite par sept ans d'oppression dictatoriale, la libération de forces trop longtemps contenues. Tous ces conflits avaient été empoisonnés par l'intérêt des autorités à engager des batailles d'usure contre le redoutable syndicalisme. Mais celui-ci sortait chaque fois plus robuste de ses frictions avec la Garde civile et les jaunes du Syndicat libre.

Les 5 et 6 octobre eut lieu un nouveau Plenum régional des syndicats de Catalogne dont l'ordre du jour était la possibilité d'une Conférence nationale de syndicats. Cependant, il fut dit que les assemblées de syndicats étaient les seules aptes à discuter de ce programme. Les travaux du Plenum n'abordèrent que la question du journal *Solidaridad Obrera* et de son bilan financier. (Au cours de ce mois d'octobre, les représentants du Comité révolutionnaire national politique, Miguel Maura et Angel Galarza, arrivèrent à Barcelone pour sonder la C.N.T. en vue d'une grève générale « pacifique », qui serait déclenchée par les cheminots de l'U.G.T. et amplifiée par le soulèvement des militaires.

La Conférence nationale prévue par la C.N.T. dut être suspendue à cause de l'effervescence politique. Elle était prévue pour le 17 octobre, et à sa place se tint un Plenum national des comités régionaux. Au cours de celui-ci, selon Peiró, « on décida de mettre en place une entente avec les éléments politiques, dans le but de promouvoir un mouvement révolutionnaire ». Les Comités régionaux de Catalogne, du Nord, du Levant, d'Andalousie, de Castille et d'Aragon étaient représentés. La Galice envoya ses décisions par écrit. On décida de lancer un manifeste tiré à 200 000 exemplaires. Dans ce dernier était fait le procès du régime réactionnaire et une déclaration de fidélité aux principes apolitiques et libertaires de l'organisation. La C.N.T. prétendait avoir neuf mille des siens en prison.

Une grève générale eut lieu à Madrid, pour dénoncer l'extrême rigueur de la force publique ; les étudiants y participèrent depuis leurs retranchements universitaires, et elle eut tendance à se généraliser à toute l'Espagne. A Barcelone, la C.N.T. profita de l'occasion pour démontrer sa force. Il s'agissait de prouver qu'une grève générale était possible malgré l'interdiction du syndicat des Transports. Le gouverneur Despujols dut se rendre à l'évidence : son entêtement à ne pas accorder la légalisation de ce syndicat n'avait servi à rien. Le débrayage fut total, et malgré la ténacité du pouvoir au point de faire conduire les tramways par des policiers et les remplir de passagers qui eux aussi étaient des policiers déguisés en ouvriers, la ville resta automatiquement paralysée. Les étudiants et la jeunesse de la gauche révolutionnaire, très influencés par la C.N.T., se lancèrent dans le mouvement à l'unanimité. Au centre de la place de L'Université, un portrait du roi, jeté quelques instants auparavant par une fenêtre du cloître, fut brûlé. La fin de la grève fut proclamée le 20 novembre (elle avait commencé le 17), mais les ouvriers la poursuivirent jusqu'au lundi 24. Elle s'était étendue à plusieurs villes importantes de la région, et certains bateaux ancrés dans le port durent être transformés en prisons.

Début décembre, le Comité révolutionnaire national, qui s'était donné le titre de Gouvernement provisoire de la République, paraissait disposé à sortir de son apathie. Son manifeste fut signé par Alcalá Zamora, Alejandro Lerroux, Fernando de los Ríos, Manuel Azaña, Casares Quiroga, Indalecio Prieto, Miguel Maura, Marcelino Domingo, Alvaro de Albornoz, Largo Caballero, Nicolau d'Oliver et Martínez Barrio, et l'un de ses paragraphes disait :

« Le peuple est dans la rue et en marche vers la République. L'émotion de la violence culminant dans le drame d'une révolution ne nous passionne pas, mais la douleur du peuple et les angoisses du pays nous émeuvent profondément. La révolution sera toujours crime ou folie là où règnent la justice et le droit ; mais elle devient un droit et une justice là où règne la tyrannie. Sans l'assistance de l'opinion publique et la solidarité du peuple nous n'oserions ni provoquer ni diriger la révolution. Ainsi, nous sommes prêts à assumer une situation de responsabilité, de clef de voute d'un soulèvement national qui appelle tous les Espagnols. »

On n'aurait pas pu ajouter un mensonge de plus en si peu de lignes (4). Le seul rôle qu'ils réservaient aux organisations ouvrières était celui de la grève générale pacifique. Le manifeste lancé, Alcalá Zamora, Miguel Maura et d'autres, c'est-à-dire le futur président du gouvernement et le ministre de l'Intérieur se laissèrent facilement arrêter par la police. D'autres ministres, comme Prieto, se réfugièrent à l'étranger. D'autres se livrèrent spontanément aux autorités, ainsi Fernando Caballero et Fernando de los Ríos. D'autres disparurent comme si la terre les eût engloutis. L'Union générale des travailleurs ne parvint pas à déclarer la grève générale et même pas celle des cheminots, qui étaient le moteur du mouvement (5).

Finalement, fatigués par tant de contrordres et d'ajournements, les capitaines Fermín Galán et García Hernández, de la garnison de Jaca, sortirent leurs troupes dans la rue. Ils furent anéantis très facilement tout simplement par les militaires qui s'étaient engagés dans le mouvement. Galán et García Hernández furent impunément fusillés par un conseil de guerre. Les seuls à faire un geste symbolique de rébellion furent les aviateurs dont le commandant était Ramón Franco qui, après avoir survolé Madrid et lancé des manifestes sur la ville, se réfugièrent au Portugal.

En Catalogne, la grève générale n'eut pas, loin de là, la puissance qu'elle avait eu à la mi-novembre. Il semblerait que l'on eut tout misé sur un premier pas des militaires conjurés et sur la paralysie du trafic ferroviaire. Contrairement à l'U.G.T., le Comité national de la C.N.T. avait donné l'ordre de grève générale dans un manifeste du 15 décembre dans lequel on donnait les instructions suivantes :

« Le Comité national de la Confédération nationale du travail, tenant compte des décisions du Plenum national qui a eu lieu dernièrement, et dans l'assurance que les éléments organisés face à la monarchie sauront tenir leurs engagements, déclare la grève générale pour le lundi 15 décembre. La portée de ce mouvement est la suivante : on maintiendra le caractère pacifique du mouvement dans les villes où l'organisation n'émettra pas d'avis contraire. Dans les villes où l'on entamera la lutte, il faudra agir d'un commun accord avec les éléments organisés du front antidynastique, dans le but qu'une réunion des forces rende plus brève la lutte... »

Le manifeste finissait sur cette harangue :

« Travaillleurs adhérents à la Confédération nationale du travail, suivez à l'unanimité cet accord du Comité national et préparez-vous à renverser ce

4. Voir Miguel Maura, *op. cit.*, p. 99 : « J'ai déjà dit la drôle de sensation comique que j'ai eue lors de sa première lecture. Lu aujourd'hui, froidement et avec le recul du temps, cela produit presque l'hilarité. Mais reconnaissons qu'il se passe la même chose avec toutes les effronteries et tous les programmes de gouvernement nés dans des moments convulsifs de l'histoire. Depuis que le monde est monde, "une chose est promettre et une autre est donner du blé". »

5. Au sujet de la défection de l'U.G.T. lors de la grève générale de décembre 1930, voir *Mis recuerdos*, p. 107 à 119, où Largo Caballero accuse Saborit et Besteiro de sabotage.

système politique. »

La tentative de soulever diverses casernes et l'expédition dans cette même optique sur Lérida, place militaire considérée comme point stratégique en vue d'un soutien aux insurgés de Jaca, fut un projet de la C.N.T. catalane. Parmi d'autres échecs, on compte aussi l'assaut de l'aérodrome militaire du Prat de Llobregat, à cause duquel plusieurs douzaines de militants furent arrêtés et inculpés.

Le conseil de guerre contre le Comité révolutionnaire de Madrid se résuma à des condamnations à quelques mois de détention, sentence qui permit la mise en liberté provisoire. Selon la version officielle, les capitaines Galán et García Hernández auraient devancé, impatients, la date fixée pour le soulèvement. En réalité, la date souffrit un retard de plus : l'émissaire chargé de la rectification, Casares Quiroga, en arrivant à Jaca de nuit, préféra réparer ses fatigues dans un bon lit plutôt que d'accomplir instantanément sa mission urgente. Il ne fallait pas attendre autre chose de ce Comité révolutionnaire qui avait son siège social à l'Athénée de Madrid, et qui fut plus tard logé en prison, jouissant d'un service téléphonique et de pyjamas de soie.

Si le triomphe électoral du 12 avril, la honteuse désertion du roi et la remise des pouvoirs sur un plateau d'argent, le 14 avril 1931, furent possibles, c'est bien grâce au sacrifice de Galán et de García Hernández qui, loin d'être stérile, donna à la cause de la République la mystique de sang, de sacrifice et d'héroïsme qui lui faisait défaut.

Le roi, par sa maladresse en sanctionnant par la mort ces capitaines, exécuta la monarchie.

V

LA REPUBLIQUE ET SA PHTISIE GALOPANTE

Lorsque la République fut proclamée, l'Espagne entière se déclara en fête. Les nouveaux gouvernants disaient avec orgueil que la République avait été instaurée sans qu'ait été versée une seule goutte de sang. Dans le même esprit, Angel Pestaña, dans une réunion de militants qui eut lieu pendant cette période faste, déclarait à son tour que cette révolution pacifique était le signe évident de la maturité démocratique des temps nouveaux.

La grande calamité des dictatures ne réside pas seulement dans leurs atteintes au droit des citoyens et contre les personnes physiques, mais aussi dans le grand vide qu'elles laissent en disparaissant. Il faut tout improviser après la disparition du pouvoir personnel. Une grande faim physique et de liberté se réveille soudain.

Le 14 avril, les travailleurs espagnols voyaient la fin de plus de sept années pendant lesquelles ils avaient été pieds et poings liés à la merci d'un rapace, le patronat. Dans les divers secteurs d'opinion, il y avait une grande faim de liberté d'expression. Les plumes boiteuses étaient soumises depuis tant d'années à la censure préalable du gouvernement qu'elles se sentaient engourdis et qu'elles avaient besoin d'une cure d'exercice sans limitations.

Les gouvernants de la République se préoccupèrent, en bons bourgeois qu'ils étaient, de tranquilliser les forces économiques conservatrices, peut-être pour éviter les conspirations et la fuite des capitaux, ou bien parce qu'ils éprouaient une peur instinctive du peuple. Ils cherchèrent à tranquilliser les grands propriétaires et les paysans sans terre avec une réforme agraire bidon. Ils voulaient se mettre l'armée dans la poche avec des réformes anodines comme la Loi d'Azaña qui, tout en ne résolvant rien fondamentalement, blessaient des susceptibilités et suscitaient des rancœurs. Et ils se livrèrent à de stupides joutes démagogiques contre les institutions religieuses qui ravivaient leur méfiance séculaire sans parvenir en réalité à les maîtriser.

Cette politique ne donna satisfaction à personne et eut pour seule conséquence d'offenser tout le monde. Mais le plus grand faux pas du gouvernement

fut son manque d'équité dans la répression des débordements de l'extrême droite et de l'extrême gauche. On ne peut pas dire que les extrémistes de gauche furent moins prudents ni plus exubérants que ceux du bord diamétralement opposé. Mais, tandis qu'on traitait les premiers avec une rigueur extrême, parfois en tirant au canon sur les syndicats ouvriers, en massacrant à Séville, à Arnedo ou à Casas Viejas, on était d'une tiédeur suspecte avec les auteurs du début de soulèvement militaire du 10 août. La peine de mort décidée à l'encontre du chef de l'insurrection, Sanjurjo, fut commuée, et celui-ci réussit à s'échapper de sa prison, et même un gros poisson comme le contrebandier Juan March put s'enfuir de prison à bord d'une voiture.

Sans que cela enlève quoi que ce soit aux responsabilités de leurs collègues, deux hommes du premier gouvernement républicain furent franchement funestes : Miguel Maura et Largo Caballero. Le premier, qui avait des prétentions d'homme fort, s'acharna à résoudre par la force tous les conflits d'ordre public et ceux que les travailleurs créaient avec leurs grèves. Il avait défini la brutalité comme une manière prestigieuse de gouverner.

Largo Caballero, sur qui ne pesait pas la circonstance aggravante d'être le fils du fusilleur Antonio Maura, et qui était, ne serait-ce que par définition, le représentant au gouvernement de la courageuse classe ouvrière tout entière, ne seulement réalisa un travail très partial en faveur de l'organisation dont il était secrétaire (l'U.G.T.), mais encore provoqua l'organisation rivale avec une rancœur sectaire.

Le 29 juillet 1931, alors que le gouvernement avait été interpellé sur le caractère non représentatif de la droite républicaine au gouvernement, étant donné la tendance de l'orientation du pays, M. Maura, préjugant que cette intervention était une censure de sa politique répressive contre la C.N.T., répliqua vivement :

« Mon devoir est de dire ici à la C.N.T. et à la F.A.I., et aussi à vous messieurs, que la législation espagnole forme un tout, et que s'il y a en effet, en ce qui concerne leurs devoirs, une zone d'ombre dans cette législation, puisqu'ils n'acceptent pas les lois qui régissent le travail, qu'ils ne reconnaissent pas les comités paritaires, les tribunaux mixtes et, surtout, l'autorité du gouvernement, il y aura aussi, en ce qui concerne leurs droits, une zone d'ombre, et ni le droit de réunion, ni le droit d'association, ni aucune autre loi qui puisse les protéger n'existeront pour eux. Qu'ils respectent les lois du travail, qu'ils respectent toutes les lois qui régissent les relations sociales, et ils auront alors droit à vivre une relation normale avec le gouvernement. »

Cette déclaration de guerre de Miguel Maura à la C.N.T. va de pair avec une déclaration similaire du ministre du Travail, Largo Caballero, qui, peu après l'instauration de la République, promulga un décret-loi qui instituait les tribunaux mixtes, lesquels étaient la même chose que les comités paritaires de la dictature sous un autre nom (7 mai 1931). Ce décret, que les Cortes (parlement espagnol) réunies en assemblée constituante prorogèrent, mettait hors la loi la

moitié du prolétariat espagnol organisé. La moindre grève qui ignorait l'arbitrage était en infraction avec la loi, laquelle établissait que tout différend entre les travailleurs et ceux qui les exploitaient devait être préalablement arbitré. Cette obligation mise à part, cette sorte de législation tendait à la suppression du droit de grève, seule arme dont disposent les travailleurs pour leur défense.

Le 8 avril 1932, cette loi fut remplacée par une autre, qui instituait les associations professionnelles pour patrons et pour ouvriers, et qui était une attaque scandaleuse contre les syndicats industriels. Si nous considérons le fait que la C.N.T. fonctionnait sur la base de cette structure syndicale depuis 1918, on comprendra la portée de la provocation officielle. Par ces décrets, la puissante C.N.T., qui avait recensé 800 000 adhérents au congrès de juin 1932, était automatiquement mise en marge de la loi. En effet, cette organisation ne pouvait pas abandonner des principes idéologiques et d'organisation qui étaient sa raison d'être. Les lois du 7 mai et du 8 avril étaient une attaque préméditée contre l'« action directe » confédérale. Elles signifiaient l'état de guerre entre le gouvernement et la C.N.T. Dans ce conflit, la République serait la grande perdante (1). Malgré cela, la C.N.T., en dépit de la répression acharnée dont elle allait être l'objet en réplique à sa rébellion, allait contribuer à sauver la République dans deux situations critiques : le 10 août 1932 (soulèvement de Sanjurjo) et le 19 juillet 1936.

Les desseins de Maura et de Largo Caballero étaient inspirés par des raisons comparables à celles qui motivaient Mola ou Foronda en 1930 (voir chapitre IV).

Le premier affrontement entre la C.N.T. et le gouvernement se produisit le 6 juin 1931, lorsque se déclara la première grève des employés du téléphone. Ce fut une « grève de La Canadiense » en miniature. Un « test », comme on dirait de nos jours, entre deux forces qui se respectent. La Compagnie téléphonique nationale était l'un de ces monopoles honteux, rémunérés royalement, qui furent monnaie courante pendant la dictature de Primo de Rivera. Il y avait eu une grave atteinte à la règle historique officielle qui en matière de concessions laissait toujours la possibilité d'un retour en arrière. Le contrat avec la Compagnie téléphonique était à perpétuité, et Indalecio Prieto, lors d'une conférence qu'il prononça à l'Athénée de Madrid en 1930, promit, en dénonçant publiquement cette escroquerie, que le futur gouvernement de la République annulerait un contrat

1. « Parmi cet ensemble de lois, je veux seulement en signaler deux : la nouvelle loi des Associations ouvrières et celle de l'Inspection du travail. La première, mal comprise par la Confédération nationale du travail, retirait tout le droit des associations à la juridiction du ministère de l'Intérieur, des préfets et de la police, attribuant son inspection et sa surveillance au ministère du Travail, par l'intermédiaire des inspecteurs. L'innovation était très importante pour les travailleurs, et elle était déjà en vigueur dans d'autres pays. Le deuxième créait un corps d'inspecteurs recrutés sur concours, avec des salaires convenables pour les préserver de l'influence ou de la corruption, chargés de la surveillance et de l'application de la législation sociale. » Largo Caballero, *op. cit.*, p. 123-124.

qui était léonin envers l'Etat et les Espagnols.

La C.N.T., comme à tant d'autres occasions, se laissa emporter par l'enthousiasme du personnel du Syndicat national du téléphone (créé en 1918), qui comptait 7 000 adhérents, novices ou peu endurcis dans la lutte. L'autonomie presque illimitée dont jouissaient les syndicats pour déclarer des conflits à l'issue incertaine, qui posaient comme un fait accompli des problèmes de solidarité obligatoire, porta un grave préjudice au prestige de cette organisation à cause des échecs occasionnés par une telle impétuosité et une telle imprévoyance. L'inexpérience de la majorité des grévistes du téléphone, parmi lesquels le personnel féminin était nombreux, fut un sérieux inconvénient pour maintenir la lutte. La plus grande partie des opérations les plus risquées, comme les sabotages, durent reposer sur les militants des autres syndicats. Plus de 2 000 grévistes furent arrêtés au cours du conflit. Le ministre du Travail s'empressa de déclarer celui-ci illégal, comme d'usage, et celui de l'Intérieur ne tarda guère à lâcher la Garde civile. Largo Caballero, en déclarant qu'il était secrétaire de l'U.G.T. avant d'être ministre, établit clairement la belligérance de cette organisation dans le conflit. Un triomphe retentissant de la C.N.T. à ce moment-là et dans une corporation aussi stratégique, tout en augmentant son propre capital d'actions, réduisait celui de la centrale ouvrière rivale. Le secrétaire général de l'U.G.T. lui-même faisait un cas personnel de la grève, malgré son mandat de ministre. La lutte dégénéra très vite en guérilla entre les « très méritantes » forces armées et les commandos de saboteurs de la C.N.T. Dans ces conditions, le sort en était jeté. La grève mourut à bout de forces et le syndicat dut attendre le printemps 1936 pour parvenir à une réaction victorieuse qui permit la réintégration des licenciés et une revendication économique (2).

Après la réaction populaire contre les églises et les couvents provoquée par les milieux monarchistes (3), eurent lieu en cascade les grèves et les émeutes consécutives, et les méfaits de la Garde civile, à laquelle le ministre de l'Intérieur avait donné l'ordre de « tirer sans sommation ». A partir du mois de juin l'axe des événements se déplaça vers l'Andalousie. Du 18 au 25 juillet il y eut une semaine tragique à Séville avec plusieurs applications de la « loi de la fuite » dans le parc de María Luisa. Entre-temps, fut promulgué le décret de Défense de la République, qui deviendrait une loi le 21 octobre. La Constitution que les Cortes étaient en train d'élaborer était dénaturée par avance par cette loi d'exception. La droite ne vota pas cette loi car elle s'était retirée du congrès à cause du débat sur la réforme religieuse. Pour le même prétexte, Alcalá Zamora et Miguel Maura allaient démissionner du gouvernement.

2. Jacinto Toryho, *La independencia de España*, Barcelone, 1938, p. 104-113.

3. Une histoire complète des incendies sacrilèges qui engloberait tous ceux qui ont été perpétrés par l'Eglise catholique contre les mosquées et les synagogues et contre les temples chrétiens eux-mêmes, à cause des luttes intestines et des pillages lors des guerres civiles, rendrait ridicules ceux qui ont été commis par le peuple en juillet 1909, en mai 1931 et même en juillet 1936, et qui ont été tant exploités. Le feu fut une arme de prédilection de l'Eglise contre les hérétiques.

Le 21 décembre, à Castilblanco, situé dans le coin le plus inhospitalier de la province de Badajoz, quatre gardes civils qui s'étaient comportés avec brutalité furent tués. Le village tout entier avait pris part aux faits et il n'y eut pas moyen d'établir des responsabilités personnelles. Castilblanco se transforma en un nouveau Fuenteovejuna. Mais quelques jours plus tard, la Garde civile obtenait une importante revanche à Arnedo (province de Logroño) : 15 morts et une centaine de blessés. C'est ainsi que devint célèbre une phrase du directeur général de la Garde civile, le général Sanjurjo : « La Garde civile est l'âme de l'Espagne. »

Le 9 décembre 1931, les *Cortes* approuvèrent définitivement la Constitution. Le régime devait résoudre trois problèmes principaux pour faire honneur à sa parole : celui de la terre, celui de l'Eglise et celui de l'armée. Aucun des trois ne fut résolu, et si la République n'en vint pas à bout, eux par contre vinrent à bout de la République.

« La réforme agraire, quintessence de la pédanterie que les *Cortes* constituantes avalisèrent, a été une plaisanterie digne des bâtisseurs de chimères de l'Espagne du XVIII^e siècle. La réalité leur imposa une légère rectification ; mais, à l'origine, ils voulaient installer une famille paysanne tous les dix hectares de terre. En 1931, le nombre de paysans sans autre patrimoine que leurs bras s'élevait à cinq millions ; on peut en déduire que pour les installer tous il aurait fallu disposer de dix Espagnes sans pierres, entièrement tapissées de terre végétale. Et même ainsi, comme il s'agissait d'en installer seulement dix mille par an, pour les installer tous, l'histoire et la chronologie, d'un commun accord, devaient donner vie aux *Cortes* constituantes et à leur gouvernement pour une période de cinq siècles. Mais comme l'étendue de terre labourable, calculée de manière large, ne dépasse pas le tiers du territoire national, les installations ne pouvaient être menées à bout qu'en une période de quinze siècles (4). »

Depuis que Cervantes éleva au rang de premier adage national celui de « buter sur l'Eglise » on n'avait pas donné de plus grand coup de boutoir jusqu'à ce que les *Cortes* constituantes de la République abordent le problème religieux. Un premier projet tranchait de façon saine. On abolissait tous les ordres religieux et on nationalisait leurs immenses richesses immobilières, le budget du clergé et du culte devait être complètement supprimé et l'Etat espagnol et l'Eglise devaient être séparés. Mais les deux ministres conservateurs (le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur) menacèrent de provoquer la crise si ce qui devait être l'article 24 était approuvé. Les autres ministres réalisèrent la situation et les leaders des minorités du Parlement en firent de même. Azaña présenta alors un amendement qui deviendrait l'article 26 : les ordres religieux subsisteraient dans l'attente d'une loi qui réglerait leur existence. Le budget du clergé continuerait à être alimenté pendant deux ans. On abolissait les ordres religieux qui imposaient, en plus des trois vœux canoniques (chasteté, pauvreté et

4. Eduardo Barriobero y Herrán, *Un tribunal revolucionario*, cité par Toryho dans *La independencia de España*.

obéissance), « un autre vœu spécial d'obéissance à une autorité distincte de l'autorité légitime de l'Etat » (les jésuites). Pendant le « *biennat noir* », on liquida la timide réforme agraire et on rétablit les biens du clergé par un subterfuge légal éhonté : l'assimilation du personnel ecclésiastique aux employés publics.

La loi de réforme de l'armée s'orientait vers une décongestion de l'hypertrophie de généraux et d'officiers dont celle-ci souffrait. L'armée espagnole, malgré la traditionnelle neutralité de l'Espagne, était la plus développée d'Europe. Quelques régiments furent dissous et les divisions, ou capitaineries générales, furent réduites. Mais la loi de retraite concédait aux officiers qui le sollicitaient l'accession au grade immédiatement supérieur, la solde intégrale, l'usage de l'uniforme et de l'arme et un sauf-conduit pour voyager gratuitement. Ces mêmes conditions étaient également valables pour les officiers qui avaient pris leur retraite pour ne pas avoir à jurer fidélité à la République. En effet, d'après la prose officielle, « retirer du service ceux qui refusent de faire la promesse de fidélité n'a pas le caractère d'une sanction, mais revient à une rupture de l'engagement avec l'Etat ». Ceux qui prirent leur retraite avec des intentions cachées trouvèrent dans cette loi une couverture idéale pour rôder dans les casernes et pour conspirer en toute impunité. Le soulèvement militaire de 1936 est la meilleure preuve de l'inconséquence de cette loi et de l'échec de la réforme.

Le 11 juin 1931, la C.N.T. inaugurerait les travaux d'un congrès national des syndicats. Dans celui-ci, deux tendances eurent tôt fait de s'affronter : l'une qui tendait à s'acclimater à la légalité républicaine ; l'autre, qui voulait brûler les étapes de la révolution sociale. Dans la première militaient quelques figures de la vieille garde : Juan Peiró, Angel Pestaña, etc. La seconde était impulsée par Francisco Ascaso, García Oliver et Buenaventura Durruti, représentants du romantisme révolutionnaire.

A ce congrès, un débat passionné prit naissance au moment de la discussion du rapport du Comité national. L'aile extrémiste prétendait que, pendant les dernières étapes de la clandestinité, les comités supérieurs avaient passé des accords avec les éléments politiques. On faisait diverses allusions au pacte de San Sebastián.

On n'a jamais pu démontrer l'intervention de la C.N.T. dans ce pacte (17 août 1930) mais on insistait sur le fait qu'il y avait un accord pour ouvrir une trêve de paix sociale, spécialement en Catalogne, dans le but de consolider la République et de faciliter en son sein l'autonomie de la Catalogne. Cette méfiance avait été aggravée par des déclarations du leader catalaniste Lluís Companys.

Un pacte de cette nature n'était possible qu'à titre gratuit. En effet, aucun militant responsable n'aurait pu garantir raisonnablement à qui que ce soit que l'engagement serait tenu. L'autonomie dont jouissaient les syndicats pour se déclarer en grève, leur attachement farouche à la liberté d'action et l'influence inexistante des comités supérieurs sur les problèmes professionnels et de revendication économique rendent chimérique, au sein de la C.N.T., le dirigisme

d'en haut.

Ce congrès fut l'un des moins constructifs et peut-être le plus passionnel de tous. Il est certain que l'on approuva le plan de restructuration de la C.N.T. sur la base des fédérations nationales d'industrie, mais bien qu'il ait donné lieu à un débat épuisant, le plan ne fut jamais mis en pratique. Les ennemis de cette formule soutenaient obstinément que les fédérations nationales d'industrie impliqueraient une dualité de fonctions et un enlèvement dans la bureaucratie. Malgré les fédérations nationales nouvellement créées, la vieille organisation resterait en place, ce qui multiplierait les secrétariats, et les fonctions à tendance permanente produiraient un vivier de bureaucrates. Les principes idéologiques de l'organisation seraient affectés par cette saturation bureaucratique.

Leurs adversaires soutenaient qu'il fallait organiser des concentrations industrielles ouvrières face aux concentrations industrielles patronales. La réplique à ces derniers arguments était que, à l'exception des groupes industriels des services publics, la forme d'organisation du capitalisme international à l'échelon de toute une industrie ne se retrouvait pas en Espagne.

Et même si c'était le cas, ajoutait-on, « est-il possible que nous en venions à abandonner nos principes et à marcher de travers simplement parce que l'économie bourgeoise se développe de cette façon ? »

Le problème, envisagé du point de vue des principes idéologiques, sortait de son contexte. Ces principes ne pouvaient-ils pas, en effet, se concilier avec les réalités économiques ? Celles-ci étaient les suivantes : un large secteur industriel bourgeois avait adopté la structure du « trust » en partie pour contrecarrer la structure concentrée des « syndicats uniques » mise en place par la C.N.T. depuis 1918. Mais le syndicalisme « unique » était une évolution, par rapport au vieux système des sociétés de résistance ouvrières, qui n'avait pas dépassé le niveau local. Il n'y avait pas de lien direct entre deux ou un plus grand nombre de syndicats de la même industrie situés dans des localités différentes. La C.N.T. était composée de fédérations locales et cantonales et de confédérations régionales. Mais ces fédérations n'avaient aucun sens économique-professionnel. Une fédération locale de syndicats réunissait les différents types d'industrie : bois, construction, métallurgie, produits chimiques, transport, électricité et énergie... Par exemple, le représentant du syndicat de la métallurgie perdait, à cet échelon, sa qualité de mécanicien ou de fondeur comme les autres perdaient la leur. Il n'allait pas à la fédération pour discuter d'affaires communes d'ordre technique, mais de questions d'ordre social, politique ou révolutionnaire. Discuter de questions techniques aurait été absurde puisque la fédération n'était pas une somme de nombres homogènes, mais hétérogènes. On ne peut pas additionner des nombres hétérogènes. Et à plus forte raison en ce qui concerne les fédérations cantonales et les confédérations régionales dont l'hétérogénéité était corrigée et augmentée.

Le problème de la technique et les activités liées à la technique n'allait pas plus loin que le syndicat et même parfois se limitaient aux sections spécifiques

internes à ce syndicat. Le concept de métallurgie et de construction est général et, si l'on veut, abstrait ; pas celui de serrurier, fondeur, maçon, briquetier. Ceux-ci se regroupaient dans les sections syndicales.

Il s'ensuit que, en partant des syndicats jusqu'au sommet, la C.N.T. était une organisation éminemment politique (politique, en parlant bien entendu de l'antipolitique), sociale (agitation sociale) et révolutionnaire (insurrectionnelle). Les divers syndicats d'une même industrie éparpillés dans toute l'Espagne, bien que confédérés, étaient des compartiments étanches sur les plans technique, économique et professionnel.

Le système proposé consistait à fédérer nationalement chaque syndicat de la même industrie ; on peut dire que c'était un fédéralisme horizontal par rapport au vertical (politico-insurrectionnel) qui existait de vieille date et qui devait subsister. La nouvelle structure poursuivait deux objectifs : une meilleure adaptation au terrain de la lutte en vue de succès immédiats et une préparation technique, professionnelle et administrative en vue d'objectifs révolutionnaires à longue échéance.

Si le syndicalisme avait l'intention de se substituer au capitalisme dans l'organisation de la production après l'avoir renversé, la C.N.T. était obligée de prendre ses mesures par anticipation pour bien mener à terme ses responsabilités futures. Les fédérations nationales d'industrie étaient une école de préparation technique, économique et administrative pour les militants et pour les comités d'usine, futurs gestionnaires d'une économie industrielle socialisée.

Les réserves suscitées ne venaient-elles pas du fait que le projet était présenté par l'aile modérée ? Et n'y avait-il pas aussi le fait que l'Espagnol est allergique aux complications et croit les résoudre en leur tournant le dos ? Par sa psychologie, son tempérament et ses réactions, le secteur anarcho-syndicaliste est le plus espagnol d'Espagne.

Comme si le front de guerre ouvert entre la C.N.T. et le gouvernement central à partir de la grève de la Compagnie téléphonique n'avait pas suffi, un deuxième front fut inauguré entre l'organisation syndicale et la Généralité de Catalogne. L'Esquerra, le parti républicain qui allait dominer l'autonomie de la Catalogne, ne pardonnerait pas à la C.N.T. de ne pas se laisser domestiquer par elle et d'avoir maintenu un autonomisme intégral face à l'autonomisme superficiel des campagnes plébiscitaires pour le statut régional. En outre, il y avait la crise ouverte au sein de la C.N.T. depuis la fin des travaux de son dernier congrès. En août de la même année, les modérés ouvrirent le feu avec un manifeste dont on pouvait dire, en parodiant, ce que disait Danton des yeux de Julie : « Tu as de beaux yeux, mais qu'y a-t-il derrière ? »

En Catalogne, l'évolution des événements politiques fut très liée à cette crise confédérale. Il y avait eu des contacts étroits entre syndicalistes et éléments politiques pendant l'étape de conspiration antidictatoriale et antidynastique. Ces contacts furent particulièrement étroits en Catalogne, au sein des comités de conspirateurs et en prison. A la chute de la dictature et pendant le gouvernement

de transition du général Berenguer, quelques scandales se produisirent dans les milieux anarcho-syndicalistes. L'un d'eux fut la signature par des militants de premier rang, comme Juan Peiró et Pedro Foix, d'un manifeste d'« intelligence républicaine ». Peiró fut ensuite nommé directeur du quotidien *Solidaridad Obrera* et Foix responsable de l'équipe de rédaction, mais ils durent auparavant retirer leurs signatures de ce manifeste.

Voyons maintenant un peu en détail comment se présentait la crise. A l'avènement de la République, se créèrent deux courants d'interprétation des événements et de l'action à mener. Le courant dirigé par Peiró, Clará, Fornells, Massoni, Pestaña et d'autres (5), qui étaient des leaders syndicalistes par excellence, se heurta au courant mené par García Oliver, Francisco Ascaso, Federica Montseny, Buenaventura Durruti, etc., qui représentaient la tendance révolutionnaire classique. La tendance évolutionniste et la tendance révolutionnaire à tout crin s'affrontèrent avec fracas. D'une certaine façon, cela confirmait l'influence qu'exerçaient sur eux les éléments politiques de Catalogne.

Pour des raisons compréhensibles, Companys et ses amis, qui étaient prédestinés pour exercer le pouvoir dans la future région autonome, étaient intéressés par la conquête du pouvoir syndicaliste ; en effet, sans ce pouvoir, l'autre était très limité. Companys avait été avocat de la C.N.T. à l'époque héroïque de cette organisation (1919-1923), lorsque la C.N.T. était presque un Etat dans l'Etat. Il lui fallait donc à tout prix s'emparer de la C.N.T., la neutraliser, ou bien la détruire dans l'intérêt de la réussite du Statut de Catalogne.

Le manifeste des Trente (parce que ses signataires étaient au nombre de trente) avait été précédé des premières escarmouches entre les syndicalistes et l'Esquerra, le parti de Companys. Le 1er mai 1931, la C.N.T. tint un meeting très important au Palais des Beaux-Arts ; il fut suivi d'une manifestation impressionnante. La manifestation dégénéra en bataille rangée devant la Généralité, parce que la commission chargée de soumettre les conclusions avait entrepris de pénétrer dans le palais avec le drapeau rouge et noir. Une altercation avec les « mozos de escuadra », garde symbolique qui serait bientôt celle du futur président Maciá, se transforma en échange de coups de feu avec d'autres secteurs de la force publique. Il y eut des morts et des blessés des deux côtés.

La première bataille entre la C.N.T. et le gouvernement (grève de la Compagnie téléphonique) avait éclaté au mois de juin. A Barcelone, le conflit prit des proportions de guerre sociale. Bien que le Statut d'autonomie ne serait approuvé que fin 1932, l'Esquerra assumait directement et indirectement les fonctions du gouvernement. Le premier préfet de Barcelone de la République fut Lluís Companys, sur l'insistance de la C.N.T. (6).

Les principaux partisans du manifeste des « trente » furent démis de leurs

5. Pestaña, comme on le verra plus loin, continua à évoluer jusqu'aux sphères politiques.

6. Le 14 avril, jour de la proclamation de la République à Barcelone, les anar-

responsabilités dans les journaux et les comités et plus tard ceux qui ne s'étaient pas marginalisés d'eux-mêmes furent expulsés. Ce qui donna lieu à une scission qui donna naissance à un mouvement appelé d'« opposition ». Dans le Levant, le « trentisme » eut un pouvoir considérable. Ses effectifs parvinrent à dépasser ceux de la C.N.T. officielle. A Sabadell, ville voisine de Barcelone, les syndicats d'« opposition » furent hégémoniques et ils furent expulsés au moment où ils s'étaient déjà virtuellement livrés à la politique catalaniste de l'Esquerra. Plus tard, ces syndicats, qui avaient, dans cette ville, rassemblé l'ensemble des effectifs confédéraux, glissèrent vers l'U.G.T., qui en Catalogne allait être communiste pendant la guerre.

L'Esquerra n'atteignit donc pas son objectif de faire de la dissidence sa garde d'honneur. Elle échoua aussi dans sa tentative de créer une organisation ouvrière spécifiquement catalane : la Fédération ouvrière catalane (F.O.C.), qu'elle essaya d'opposer aux « Murciens », mot piquant des nationalistes catalans contre le courant anarchiste de la C.N.T.

Comme le renard dans *Le renard et les raisins*, les politiciens catalans de l'époque raillaient ceux qui constituaient les masses confédérales qu'ils ne pouvaient pas atteindre en les appelant les « Murciens » (originaires de Murcie). Les politiciens espagnols avaient la coutume d'injurier les représentants de doctrines révolutionnaires en les traitant d'« étrangers ». L'anarchisme, par exemple, ne serait rien d'autre qu'un produit d'importation (7). Les nouveaux politiciens catalans exploitaient la xénophobie la plus grossière en propageant l'idée que la C.N.T. était exclusivement composée d'affamés provenant des zones misérables du sud de l'Espagne. En tête de ces immigrants se trouvaient ceux qui venaient de la province de Murcie.

Ces méthodes tortueuses ne firent pas beaucoup avancer les desseins des dirigeants de service, mais elles aggravèrent la guerre entre la C.N.T. et la force publique maintenant catalanisée par l'entrée en vigueur du Statut autonome. Les accusations de Federica Montseny qui suivent peuvent être interprétées comme un exemple éloquent des réactions passionnelles qu'une telle situation provoquait :

« ... Enfin, les accords passés avec Maciá par les dirigeants du syndicalisme, en vue de l'approbation du futur Statut, complètent notre panorama ; une fois que la Catalogne aura son Statut, et qu'elle aura entrepris une politique sociale tolérante envers les « bons petits gars » de la C.N.T., les trentistes, mais qu'elle "serrera la vis" (phrase de Companys) à ceux de la F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique), aux fameux "extrémistes", étant qualifiés d'extrémistes tous ceux qui

chistes s'emparèrent de la préfecture, en expulsèrent Emiliano Iglesias, qui s'était lui-même nommé préfet, et installèrent à sa place Lluís Companys. Emiliano Iglesias était un acolyte de Lerroux qui avait très mauvaise presse en Catalogne à cause de son comportement funeste lors des événements révolutionnaires de 1909.

7. Voir l'essai du père Casimiro Martí, *Orígenes del anarquismo en Barcelona*, 1959.

ne sont pas disposés à ce que la Confédération soit en Catalogne ce que l'U.G.T. est à Madrid, par rapport, respectivement, aux gouvernements de la Généralité et de la République (8)... »

Plus tard entrèrent en lice, avec pour moyen d'action des contacts personnels violents, des groupes de jeunes nationalistes d'Estat Catalá (aile extrémiste séparatiste de l'Esquerra) qui avaient leurs quartiers généraux dans les centres ou « casals » du parti. Ces groupes (« escamots ») se révélèrent fascistes par leurs méthodes : enlèvements, bastonnades, assassinats, et ils bénéficiaient de la plus grande impunité. Dans les premiers jours de la guerre, ces groupes entrèrent en bloc au Parti socialiste unifié (communiste), amenant avec eux leur phobie et leurs ressentiments anti-anarchistes.

Ce climat de terrorisme officiel s'accroît avec le transfert à la Généralité des services de l'ordre public. Il y eut même alors une parodie du vice-règne de Martínez Anido et d'Arlegui, qui fut interprétée par le conseiller de la Généralité chargé de l'ordre public et le chef des services du maintien de l'ordre, respectivement José Dencás et Miguel Badía. Avec le temps, le premier s'avéra être un provocateur ; en effet, après les événements d'octobre 1934, Mussolini lui ouvrit la porte de son fief. Quant à Badía, il fut tué par des coups de pistolet à la veille du 19 juillet 1936, apparemment par des vengeurs anarchistes.

Au plan national, la création d'une force répressive, la Garde d'assaut, n'intimida pas les anarchistes. Les grèves se multipliaient, au grand désespoir du ministre de l'Intérieur. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, un bon nombre de ces grèves n'avaient pas des objectifs matériels, mais des objectifs moraux ou d'agitation. L'une des grèves les plus héroïques de cette période républicaine fut la grève de Duro-Felguera des Asturies, déclarée par la C.N.T. contre le licenciement sans indemnité ni pension de quelques ouvriers d'âge avancé. La grève affecta pratiquement toute la localité et dura neuf mois grâce à la solidarité. Les familles cénétistes de toute l'Espagne se disputaient les enfants des grévistes. Un cas similaire se produisit à Saragosse lors de la plus grande de ses grèves générales. Les autorités catalanes allèrent jusqu'à empêcher l'entrée en Catalogne d'une caravane qui transportait les enfants des grévistes. Il y eut des morts à la suite de ces incidents. En 1933 il y avait dans les prisons 9 000 membres de la C.N.T.

Miguel Maura a écrit, au sujet des boucheries que provoquait la Garde civile : « Ni son armement - le traditionnel mauser, à longue portée et d'un maniement lent -, ni l'uniforme du corps, ni sa discipline rigide ne pouvaient s'adapter aux combats de rue et au travail préventif dans les villes. Chaque fois qu'elle intervenait il était inévitable que le nombre de victimes soit élevé, étant donné son armement et sa manière de procéder. Après les trois sommations réglementaires, s'ils étaient agressés, ils devaient tirer en légitime défense et les fusils causaient inévitablement une boucherie dans les rangs des rebelles (...). Dès

8. *El luchador*, Barcelone, 19 septembre 1932.

qu'Angel Galarza fut informé de sa mission à la Direction générale de la sécurité, nous préparâmes ensemble la création du nouveau corps de police armée, auquel nous décidâmes, dès le début, de donner le nom de Garde d'assaut. Galarza se mit en contact avec le colonel de l'armée de terre Muñoz Grandes, homme capable et organisateur exceptionnel, et celui-ci accepta la mission de créer le corps que nous projetions (9). » Il faut ajouter que la Garde d'assaut fut très vite dotée d'armes longues, de mitrailleuses, bombes à main et chars blindés. Il ne lui manquait que l'artillerie lourde.

On veut justifier ce processus de rigidité gouvernementale par l'augmentation de l'agressivité anarchiste : « Pour sa part, la Confédération nationale du travail (...), composée d'éléments anarchistes et anarchisants de la masse ouvrière, ne dissimulait pas non plus sa déception par rapport au ton modéré de la révolution qu'elle avait prévu de déborder et de pousser plus loin à peine commencée. Un mois après la proclamation de la République, l'aile gauche allait démarrer ses attaques qui dureraient sans interruption notable jusqu'à la dernière heure du régime, facilitant ainsi la propagande et la préparation des forces de droite (10). »

Il n'en est pas moins vrai que depuis le début de la crise de la monarchie, les anarchistes eurent l'intuition que certaines attitudes républicaines de dernière heure n'avaient peut-être pas d'autre motivation que de sauver désespérément du bûcher que représentait la République les mêmes privilèges, les mêmes iniquités que le régime monarchique avait incarnés. Il fallait essayer à tout prix de faire en sorte que la République donne une seconde virginité à ces iniquités séculaires. En affirmant cela, la presse anarcho-syndicaliste visait, entre autres, Miguel Maura et Alcalá Zamora. Maura a dit lui-même qu'en se déclarant républicain il avait envisagé la situation de la façon suivante :

« Le problème qui se présentait à nous était le suivant : la monarchie s'était suicidée et par conséquent soit nous nous intégrions à la révolution naissante, pour défendre en son sein les principes conservateurs légitimes, soit nous laissions le champ libre, avec une exclusivité extrêmement dangereuse, aux gauches et aux organisations ouvrières. »

Pour sa part, Alcalá Zamora, dans le discours au cours duquel il quitta les habits de la monarchie, était lui aussi catégorique : « Une République viable, gouvernementale, conservatrice, avec un déplacement en conséquence vers elle des forces gouvernementales de la mésochratie et de l'intelligentsia espagnole, je la sers, je la gouverne, je la propose et je la défends. Une République convulsive, épileptique, pleine d'enthousiasme, d'idéalité, mais dépourvue de raison, je n'assume pas la responsabilité d'un Kerenski pour l'implanter dans ma patrie. »

Les anarchistes, qui aspiraient indubitablement à autre chose qu'à une République conservatrice et prétorienne, ne tardèrent pas à passer de la guérilla que constituaient les grèves au cycle des insurrections.

9. et 10. Miguel Maura, *op. cit.*, Mexico, 1962, p. 274, p. 240.

VI

LE CYCLE DES INSURRECTIONS

Le 18 janvier eut lieu un mouvement insurrectionnel dans le bassin minier de Figols (Pyrénées catalanes). Les insurgés se contentèrent de proclamer le communisme libertaire et une parfaite harmonie régna jusqu'à l'arrivée des forces répressives. Le président du gouvernement, Manuel Azaña, donna des ordres stricts au capitaine général de la région : « J'ai dit au général que je ne donnais que quinze minutes à ses troupes pour venir à bout des insurgés. »

Ecraser ce mouvement prit cinq jours aux troupes. Des centaines de prisonniers furent jetés dans des bateaux de Barcelone, transformés en prisons flottantes. C'est alors que se produisit la grève générale avec ses inévitables troubles et échanges de coups de feu. La répression s'étendit à toute la Catalogne, le Levant et l'Andalousie. Les détenus les plus réputés de ces régions furent déportés en Afrique occidentale espagnole (Río de Oro) ou sur l'île Fuerteventura de l'archipel des Canaries. Buenaventura Durruti et Francisco Ascaso faisaient partie du lot (104 déportés).

La déportation eut lieu le 10 février 1932, ce à quoi la C.N.T. riposta immédiatement par la grève générale. Dans la ville de Tarrasa les anarchistes se lancèrent à leur tour dans l'insurrection. Ils s'emparèrent de la mairie et hissèrent le drapeau rouge et noir de l'anarcho-syndicalisme. Ils installèrent leur siège dans les locaux de la Garde civile, mais, de la ville voisine, Sabadell, arrivèrent des renforts et la lutte se généralisa. Les troupes intervinrent et les derniers résistants de la mairie se rendirent. Lors du procès, des peines de quatre, six, douze et vingt ans de bagne furent prononcées.

La campagne de protestation contre les déportations suivit son cours et le 29 mai le mouvement atteignit son point culminant avec meetings, manifestations, heurts et sabotages. Les prisons étaient pleines à craquer de prisonniers, pour la plupart en détention préventive. A Barcelone, les prisonniers gouvernementaux, voyant le peu d'intérêt que suscitaient leurs protestations, mirent le feu à la prison et se mutinèrent. Peu de temps après, dans la rue, le directeur de l'établissement qui avait maté la mutinerie essaya des coups de feu. En Andalousie, le conflit

entre les paysans et la Garde civile se solda tragiquement pour les premiers.

La réaction crut son heure arrivée. Le 10 août, la rébellion se déclara à Madrid et à Séville. L'assaut contre les ministères de la Guerre et de la Communication échoua dans la capitale, alors qu'à Séville la classe ouvrière mit en fuite le général Sanjurjo, le chef militaire qui avait soulevé la garnison. Les anarchistes prirent la tête du mouvement populaire qui mit le feu à tous les centres du *caciquisme*. Un conseil de guerre exceptionnel condamna Sanjurjo à la peine capitale mais le gouvernement s'empressa de commuer la sentence.

Les insurrections anarchistes ne faisaient que commencer, encouragées par la rancœur née de chaque répression et par le climat révolutionnaire créé par les extrémistes. L'exclusion des éléments modérés augmentait la responsabilité de ceux qui étaient à l'origine de ce départ. La campagne passionnée contre ces modérés se voulait un devoir révolutionnaire. Dans la polémique qui précéda l'exclusion, la possibilité révolutionnaire se rapprochait ou s'éloignait selon que l'on militait dans un camp ou dans l'autre. Le pessimisme des uns engendrait l'optimisme des autres, un peu comme la lâcheté du fuyard met en valeur celui qui le poursuit. Pour étayer leurs accusations d'impotents, de vaincus et de traîtres, les accusateurs étaient obligés de se surpasser. Dans les grands meetings, où se rassemblaient jusqu'à cent mille personnes, on mettait le communisme libertaire à portée de tous. Ne pas croire en la possible implantation du communisme libertaire pour le jour suivant pouvait paraître suspect.

Ainsi naquit l'insurrection du 8 janvier 1933. Pour masquer cette explosion, on voulut la faire précéder d'une grève du secteur ferroviaire. Camouflage grossier, puisque la presse confédérale d'alors (plus particulièrement le journal *C.N.T.* paru ces jours-là) parlait de la révolution imminente à discrétion. La force publique - les flambants gardes d'assaut et la vieille Garde civile - était prête à toute éventualité. La révolution avait été téléphonée. La Confédération a toujours mis un point d'honneur à respecter la parole donnée en matière révolutionnaire, et cela malgré des résultats discutables.

Contre vents et marées, l'insurrection se mit en marche. Le premier obstacle sérieux fut la grève à contre-courant du secteur ferroviaire, qui, dans un certain sens, était prévisible puisque la majorité des cheminots militait au Syndicat national, qui suivait les consignes officielles. Il était probable qu'un syndicat de l'U.G.T. obéirait au ministre des Travaux publics, Indalecio Prieto.

De plus, le mouvement fut décapité presque instantanément. La police armée de Barcelone, lors d'un contrôle de routine, arrêta sans difficulté une voiture occupée par ceux qui auraient dû être les meneurs du mouvement : parmi eux, García Oliver. Des échanges de coups de feu eurent lieu devant les casernes, où allait se répéter la même histoire que d'habitude. Au lieu des troupes conjurées prêtes à rejoindre avec armes et bagages les rangs révolutionnaires, il y avait porte close et renforts de gardes. Ceux-ci, forts des consignes de fermeté qu'on leur avait données, faisaient feu avec rage sur le moindre groupe suspect. Le même scénario se déroulait sur la voie publique, où le peuple peu enthousiaste,

indifférent ou effrayé, se barricadait chez lui. Dans les quartiers et les faubourgs, il y eut de copieux échanges de coups de feu et même un geste numantin (1) du militant Joaquín Blanco, du syndicat de la Gastronomie. Des incidents se produisirent à Tarrasa, et à Sardeñola-Ripollet on déclara le communisme libertaire. Quatre assaillants trouvèrent la mort devant la caserne de La Panera (Lérida). Plusieurs villages de la province de Valence, Ribarroja, Bétera, Pedralba et Bugarra connurent le communisme libertaire. L'arrivée d'abondantes forces de l'ordre dans ces villages fit comprendre aux révolutionnaires qu'ils étaient isolés. Ne restaient plus comme alternative que la fuite, la reddition ou bien vendre cher sa peau.

Les prisons étaient bondées. Les juges retardaient leur intervention afin que les gardes aient le temps de se défouler dans leurs jeux inquisiteurs. Pour les révolutionnaires, tout s'était déroulé à la vitesse de l'éclair : hisser le drapeau rouge et noir à la mairie, proclamer le communisme libertaire, brûler sur la place les archives sur la propriété et annoncer publiquement l'abolition de la monnaie et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

En Andalousie, il y eut des tentatives plus ou moins importantes comme celles d'Arcos de la Frontera, d'Utrera, de La Rinconada, d'Alcalá de los Gazules, de Medina-Sidonia. Le summum de l'horreur se produisit à Casas Viejas.

C'était un village isolé de la province de Cadix. Le communisme libertaire y avait été proclamé sans aucune difficulté ni victime. La paix, la joie et une harmonie paradisiaque y régnaient jusqu'à l'arrivée de la force publique. Les gardes firent irruption dans le village, tirant sans retenue. Plusieurs morts jonchaient les rues. Ils rentrèrent immédiatement dans les maisons en regroupant les prisonniers. Dans leur parcours, ils arrivent devant une chaumière au toit de paille et de branches sèches. Ils y font brutalement irruption. Un coup de feu retentit et l'un des gardes fait une pirouette. Un autre coup de feu, et un autre garde tombe blessé ; ce dernier tentait de s'introduire par la basse-cour. Les autres reculent. Qui est donc dans la chaumière ? Le vieux Seis Dedos, un vieillard de soixante-dix ans, avec une flopée de fils et de petits-fils. Le premier ne veut pas se livrer. Les autres ne pourront pas s'en sortir impunément. Les gardes prennent position à distance et reçoivent du renfort. Ils mettent en branle les mitrailleuses et lancent des bombes à main. Seis Dedos ne se rend pas. Il tire peu et met dans le mille. Deux autres gardes tombent. La lutte se poursuit toute la nuit. Deux des plus petits arrivent à s'échapper, couverts dans leur fuite par quelqu'un qui s'écroulera criblé de balles. Le jour va poindre et l'on veut en finir. Les bombes à main glissent ou alors leurs explosions sont amorties par le toit en paille. Les balles se brisent contre les pierres. Quelqu'un a enfin trouvé la solution. On prend des chiffons, des poignées de coton, et l'on en fait des pelotes imbibées d'essence. Des boules rouges déchirent l'obscurité de la nuit, semblables à des aérolithes. La

1. De Numance, cité détruite en 133 av. J.C., dont les habitants préférèrent périr dans les flammes plutôt que de se rendre.

toiture crépite et se transforme en torche. Très vite les flammes enveloppent la chaumière. Les mitrailleuses sont à l'affût du gibier. Quelqu'un sort, accompagné d'une fillette, tous deux en flammes. Les engins crépitent et clouent au sol de petits foyers d'où s'échappent une odeur de chair brûlée. La mesure, tel un énorme bûcher, s'effondre avec fracas. On entend une sinistre clameur, où se mêlent douleur, colère et sarcasme. Puis vient le silence des braises. Tout est terminé.

Dans leur acharnement aveugle contre les extrémistes, les hommes du gouvernement ne se rendirent pas compte de leur propre affaiblissement et de l'alarmante montée des éléments de droite. En 1933, le temps et l'opposition conservatrice avaient œuvré ensemble pour détériorer la situation. Face au crime de Casas Viejas, la droite s'unit à la gauche. Le capitaine Rojas fut jugé et grâce à ses aveux, on jugea aussi le directeur général de la Sécurité. Celui-ci déclara qu'il avait reçu des ordres bien précis venant du ministre de l'Intérieur (Casares Quiroga), qui les avait reçus à son tour du chef du gouvernement (Azaña). Mais on n'irait pas plus loin. Les ordres venant de haut lieu avaient été : « Ni blessés, ni prisonniers : tirez au ventre. »

Le leitmotiv des gouvernants était que la C.N.T. agissait en marge de la loi. Ainsi, on fermait les locaux syndicaux et on interdisait les journaux de la Confédération. La C.N.T. avait été rejetée hors de la légalité par la loi du 8 avril 1932. Un autre refrain gouvernemental était qu'une poignée d'anarchistes de la F.A.I. avaient infiltré la C.N.T. Il est certain que ces campagnes de dénigrement envers cette organisation produisirent un effet contraire. Les travailleurs se sentaient attirés par la F.A.I., car on lui attribuait tous les actes radicaux. A cette époque-là, la F.A.I. comptait au minimum 30 000 adhérents.

Lors d'un discours, le 5 juin 1933, l'ex-ministre F. Gordón Ordás déclarait : « Il y a un mouvement, on interdit les syndicats illégaux ; le mouvement passe, les syndicats illégaux se remettent à fonctionner. Au lieu de cette doctrine qui fait preuve de bien peu d'autorité, n'aurait-il pas été plus judicieux, comme action gouvernementale, de bien étudier les deux courants très différents qui existent au sein du mouvement syndicaliste espagnol, et d'employer la manière forte pour en finir avec l'activité publique des 4 à 500 anarchistes qu'on trouve en Espagne, et qui se sont emparés de la Confédération nationale du travail et par contre, grâce aux multiples moyens dont le pouvoir dispose, de renforcer l'action de ceux du groupe dit des Trente qui, tout en étant syndicalistes, ne sont pas anarchistes et développent leur mouvement de revendication sociale et révolutionnaire de façon très distincte de celle qui prédomine aujourd'hui dans les projets de la F.A.I. ? En ce moment, ces hommes, qui viennent de quitter la C.N.T., et que l'on pourrait considérer comme les plus conservateurs dans leur démarche, mettent en place une organisation ouvrière dont nous aurions tout intérêt à ce qu'elle développe toutes ses activités dans les limites de la loi, et pour obtenir cela il n'y a qu'un seul moyen : la lutte inflexible contre toute organisation illégale (2). »

2. Discours à huis clos devant le IV^e congrès du Parti républicain radical socialiste

La droite se montrait provocatrice sur deux fronts : avec le monarchiste Martínez de Velasco et le philofasciste Gil Robles. Aucun de ces deux messieurs n'avait prêté serment à la République. Sur ce, le 9 décembre, le président de la République dissout les *Cortes* sans soulever la moindre protestation. L'opération convenait aux socialistes ; c'est du moins ce qui transparaissait dans leur propagande. Ces derniers et Lerroux ayant connu des frictions, la forte minorité lerrouxiste pratiqua l'obstruction parlementaire. La droite s'était approprié l'affaire de Casas Viejas pour amener de l'eau à son moulin. Le président de la République, fervent catholique, réglait ses comptes avec ce parlement qui avait voté l'article 26 de la Constitution. Un nouveau gouvernement fut nommé avec le décret de dissolution et il fut présidé par Martínez Barrio. Les élections furent fixées au 19 novembre. La gauche fut largement battue. On entra dans le dénommé *biennat noir*.

On a voulu expliquer ce retournement de situation par l'introduction du vote féminin. Malgré les indices d'affaiblissement signalés plus haut, il ne fait aucun doute que la défaite de la gauche a été produite par la C.N.T. Celle-ci s'était livrée à une campagne anti-électorale de grande envergure, menée tambour battant, sur le thème de Casas Viejas. Elle utilisa tous ses moyens, et ils étaient nombreux, dans un appel à une grève sans précédent : la grève électorale. Les anarchistes organisèrent des meetings en série et diffusèrent de la propagande à tour de bras. Le mot d'ordre « Ne votez pas » fut même frappé sur la monnaie courante. Deux grands journaux (*Solidaridad Obrera* de Barcelone et *C.N.T.* de Madrid) et une multitude d'hebdomadaires propagèrent la consigne dans tous les villages et hameaux d'obédience syndicaliste. A la veille des élections eut lieu sur la Plaza de Toros « Monumental » de Barcelone un meeting « monstre » avec cent mille personnes et les orateurs les plus écoutés par la classe ouvrière : Domingo Germinal, V. Orobón Fernández et Buenaventura Durruti. Le thème développé fut : « Face aux urnes, la révolution sociale ».

Une fois de plus, la C.N.T. dut être conséquente envers ses engagements. La révolution devait éclater le 8 décembre. Tout commença à Barcelone par une évasion spectaculaire de prisonniers, qui avaient creusé un tunnel donnant sur les égouts. De nombreux prisonniers, détenus en raison des événements de Tarrasa l'année précédente, purent retrouver leur liberté.

Comme en janvier de cette même année, le Comité révolutionnaire, siégeant à Saragosse, fut rapidement arrêté. Isaac Puente, médecin et théoricien réputé du communisme libertaire, membre du comité en question, fut arrêté, tout comme le Comité national de la C.N.T. Le 24 janvier de l'année suivante, un groupe important, armé au poing, prit d'assaut le tribunal concerné et s'empara du dossier d'instruction.

Le mouvement insurrectionnel eut son épiscentre en Aragon et dans la Rioja, où le communisme libertaire fut proclamé dans de nombreux villages. La même

chose se produisit à Hospitalet (province de Barcelone). A Villanueva de la Serena, le sergent Sopena et un groupe de militaires arrivèrent à point pour le soutenir. On ne peut que constater l'immobilisme des régions réprimées lors de l'insurrection antérieure : la Catalogne, le Levant et l'Andalousie. Les prisons et les bagnes englobèrent des masses d'hommes. Dans les casernes et les commissariats de police, l'inquisition, afin de ne point perdre l'habitude, mit en marche ses rouages. Les syndicats et la presse de la Confédération furent interdits une fois de plus.

La normalité rétablie, Lerroux prit en charge le gouvernement. La C.E.D.A. (Confédération espagnole des droites autonomes), qui dominait avec ce dernier le Parlement, envisageait un programme d'action en trois étapes : d'abord, laisser Lerroux gouverner seul, puis gouverner avec lui et enfin gouverner sans Lerroux. Plus de 200 députés de droite prenaient place sur les bancs du Parlement.

Au moment où les anarchistes tenaient pour achevée leur révolution, les socialistes et l'extrême droite commençaient à organiser la leur. Nous reviendrons plus loin sur les projets de l'ultra-droite.

Aussitôt, dépossédés du pouvoir, les socialistes songèrent à la révolution. A Murcie, pendant la campagne électorale, Largo Caballero, qui serait bientôt surnommé le « Lénine espagnol », avait déclaré :

« Nous n'avons jamais dit que l'on pourrait tout socialiser du jour au lendemain. Pour cela, dans nos tactiques, nous acceptons et défendons une période de transition durant laquelle la classe ouvrière, avec toutes les données du pouvoir politique entre ses mains, réalise l'œuvre de socialisation et désamorce le programme économique et social de la bourgeoisie. C'est pour cela que nous appelons la dictature du prolétariat, vers laquelle nous allons (3). »

C'était la première fois que les socialistes espagnols tenaient ce langage. La dureté de leurs propos ne parvenait pas à cacher leurs intentions. Cette prise de position faisait suite à une crise au sein de ce parti et de l'U.G.T. qui, néanmoins, fut surmontée par Largo Caballero.

Même les socialistes partisans de Caballero commencèrent à parler d'alliance syndicale. Au mois de février 1934, le journal *La Tierra*, de Madrid, organe officieux de la C.N.T., publia, dans deux numéros consécutifs, un travail minutieux du lucide militant de la Confédération V. Orobón Fernández, très argumenté du premier au dernier paragraphe. Le titre en était : « Oui à l'alliance révolutionnaire ; non à l'opportunisme de chapelle. » Cette prise de position, tout en voulant obliger les socialistes à montrer leur jeu, avait la tâche ingrate d'espérer transformer les mentalités au sein de la C.N.T. Les militants de la Confédération, exceptés les Asturiens et ceux de Castille, étaient réticents à toute idée d'alliance avec les socialistes. Les difficultés que cet article avait à surmonter étaient considérables, d'autant plus que les graves incidents avec les gouvernants du premier *biennat* étaient encore présents dans les mémoires. Ce

3. Gordón Ordás, *op. cit.*, tome II, p. 134.

détail n'échappait point à Orobón, qui écrivait :

« Je sais qu'il ne manquera pas de camarades pour faire les objections suivantes : "Mais êtes-vous si naïfs pour croire que les discours virulents des socialistes vont se traduire par une authentique combativité révolutionnaire ?" Ce à quoi nous répondrons qu'au point où en sont les choses, les ponts de la collaboration démocratique étant coupés, les socialistes n'auront pas d'autre choix que de se laisser réduire à néant comme en Allemagne ou bien de s'en tirer en luttant côte à côte avec les autres secteurs du prolétariat. D'autres diront : "Comment pourrions-nous oublier les responsabilités socialistes dans les lois et les mesures répressives dictées et appliquées lors de la triste et tragique période du social-azafisme ?" Confrontés à cette question, empreinte d'amertume et de légitimité, on peut seulement répondre que le seul opportunisme admissible est celui qui sert la cause de la révolution. L'unification du prolétariat espagnol est impérative si l'on veut vaincre la réaction. Prendre position en faveur ou contre l'alliance révolutionnaire, c'est se situer pour ou contre la révolution. »

En abordant la plate-forme sur l'alliance, Orobón en évaluait bien les difficultés :

« C'est dans l'orientation à suivre, en dehors de l'anecdote, que surgissent les écueils difficilement contournables. Largo Caballero parle de "la conquête intégrale du pouvoir public" ; les communistes veulent l'implantation de "la dictature du prolétariat" et les anarcho-sindicalistes aspirent à instaurer le communisme libertaire... Bien entendu, il faut écarter les formules "conquête du pouvoir public" et "dictature du prolétariat" car elles sont des concepts trop partiels et des énonciations insuffisantes du contenu pratique d'une révolution sociale... Puisque finalement, et cela est reconnu par leurs principaux théoriciens, communistes et socialistes aspirent aussi, comme ultime étape du développement, à un régime sans classes ni Etat, une des bases de l'alliance devra stipuler la volonté d'aller dans ce sens jusqu'aux limites du possible. C'est-à-dire qu'avec le nouvel ordre social ne devront pas se créer à la légère des structures coercitives issues du seul caprice de s'aligner sur le programme d'une tendance, mais sera mis en place ce qui sera strictement indispensable pour une orientation efficace du travail révolutionnaire... »

Pour terminer, il proposait les lignes directrices suivantes :

1) Accord sur un plan tactique indubitablement révolutionnaire qui, excluant radicalement toute politique de collaboration avec le régime bourgeois, tende à renverser ce dernier avec une promptitude limitée seulement par des exigences d'ordre stratégique.

2) Acceptation de la démocratie ouvrière révolutionnaire, c'est-à-dire de la volonté majoritaire du prolétariat, en tant que dénominateur commun et facteur décisif du nouvel ordre des choses.

3) Socialisation immédiate des moyens de production, des transports, des échanges, du logement et des finances ; réintégration des chômeurs dans le circuit productif ; orientation de l'économie afin d'intensifier le rendement et

d'élever au maximum le niveau de vie des travailleurs ; implantation d'un système de distribution rigoureusement équitable ; les produits cessent d'être des marchandises pour se convertir en biens sociaux ; le travail devient désormais une activité ouverte à tous donnant l'accès à tous les droits.

4) Les organisations municipales et industrielles, fédérées par branche d'activité et confédérées à l'échelle nationale, veilleront au maintien de l'unité dans la structure économique.

5) Les organismes exécutifs nécessaires à la direction des activités autres qu'économiques seront placés sous le contrôle du peuple qui les élira et les révoquera.

Cela coûta beaucoup à la C.N.T. et à la F.A.I. de s'habituer à l'idée de s'allier avec les socialistes. La bonne entente avec les communistes se révéla toujours impossible, ce qui leur était rendu avec la même « tendresse ». Comme il pleut toujours là où c'est mouillé, l'alliance fit son chemin aux Asturies. Déjà, lors du congrès confédéral de 1919, les délégués asturiens avaient livré une bataille épique pour la fusion entre les deux grandes centrales ouvrières majoritaires. En juin de cette même année, lors d'un plenum national, la délégation de la C.N.T. des Asturies se présenta avec un pacte unilatéral signé aussi par les adhérents U.G.T. de cette région. On la rappela à l'ordre et on lui répéta que la seule possibilité d'alliance était l'union révolutionnaire dans la rue. La délégation asturienne répliqua : « Dans les luttes sociales comme dans les autres guerres, la réussite se fait souvent grâce aux forces qui, au préalable, ont pris des initiatives et ont organisé leurs structures de combat. » De toute façon, un plenum national antérieur (février) avait rendu publiques des propositions faites à l'U.G.T. et restées sans réponse.

Le pacte unilatéral souscrit par les Asturiens établissait, parmi d'autres choses :

« Les organisations signataires de ce pacte travailleront en commun au triomphe de la révolution sociale en Espagne, instaurant un régime d'égalité économique, politique et sociale fondé sur les principes socialistes fédéralistes. » Un comité exécutif se constituerait, composé par toutes les organisations adhérentes et élaborerait « un plan d'action qui, grâce à l'effort révolutionnaire du prolétariat, assurerait le triomphe de la révolution dans ses divers aspects et la renforcerait d'après l'accord établi ». Une fois le nouveau régime établi, avec ses propres organismes « élus volontairement par la classe laborieuse », le compromis serait annulé. Et, en dernière clause : « En considérant que ce pacte constitue un accord d'organisation de la classe laborieuse pour coordonner son action contre le régime bourgeois en vue de son abolition, toute organisation qui aurait des relations avec les partis bourgeois les rompra automatiquement... » La Fédération socialiste asturienne adhéra au pacte (4).

4. Dans *El Liberal* de Bilbao, le 11 janvier 1936, parut un programme de ce

Dès les premières étapes du *biennat noir* se produisirent exactement les mêmes répressions anti-ouvrières que sous les gouvernements précédents. La seule différence était qu'à présent les adhérents socialistes devaient aussi les subir alors qu'autrefois ils les avaient engendrées. La droite profita de son influence pour amnistier les condamnés de l'insurrection du 10 août ; pour lever les sanctions économiques qui pesaient sur les propriétaires fonciers et les grands d'Espagne complices de ces événements ; pour déclencher une contre-réforme agraire ; pour rétablir les biens du clergé ; pour rétablir l'enseignement religieux et pour démolir les mairies de l'opposition et plus particulièrement après les graves événements d'octobre.

C'est à cette époque-là que l'on commença à entendre parler des exploits de la Phalange espagnole et que l'ultra-droite monarchiste s'insinua derrière Gil Robles et même face à lui.

Le 3 octobre, à la suite d'une réorganisation ministérielle, trois ministres de la C.E.D.A. entrèrent au gouvernement. C'était la seconde phase de sa tactique. Dans les Asturies et en Catalogne, l'insurrection éclata en même temps le 6 octobre. En Catalogne, le prétexte fut l'annulation par le tribunal des garanties constitutionnelles d'une loi du Parlement catalan, qui portait sur les nouveaux contrats de culture pour les métayers (rabassaires). Cette loi avait été une promesse électorale de l'Esquerra ; mais, sans songer à des motivations plus profondes, sa révocation ne pouvait impliquer un *casus belli*.

Bien que cela puisse paraître absurde, on s'est souvent demandé si les socialistes avaient bel et bien l'intention de déclencher une véritable révolution en Espagne. Dans l'affirmative, les questions continuent à pleuvoir : Pourquoi ne généralisèrent-ils pas le mouvement au niveau national ? Pourquoi se passèrent-ils de la très puissante C.N.T. au niveau national ? Une grève générale pacifique était-elle révolutionnaire ? Ce qui arriva dans les Asturies était-il prévisible ou bien fut-il un débordement des consignes ? Ce mouvement ne se proposait-il pas seulement de produire une grosse frayeur au gouvernement radical-cédiste ?

Leur silence pour seule réponse à la requête du Plenum national du 13 février démontre que, nationalement, ils ne se préoccupèrent même pas de la neutralisation de la Confédération :

* La C.N.T., fidèle à sa ligne révolutionnaire et attentive aux manifestations des organismes représentatifs de l'U.G.T., est disposée, comme toujours, à participer de toutes ses forces à tout mouvement révolutionnaire qui tend à l'affranchissement de toute, mais vraiment de toute la classe laborieuse, sans que cette manifestation, comme à l'accoutumée, implique un compromis ou un pacte avec des forces et des partis politiques. C'est pour cela que la C.N.T. demande à l'U.G.T. de faire connaître clairement et publiquement ses aspirations révolutionnaires. Mais prenez en compte qu'en parlant de révolution vous ne devez pas croire qu'il s'agit seulement d'un simple changement de pouvoir

mouvement complètement différent et pas un brin révolutionnaire. Voir la brochure de Rodolfo Llopis, *Octubre del 34*, Mexico-Paris, 1949, p. 32.

comme le 14 avril, mais qu'il est question de la suppression totale du capitalisme et de l'Etat. »

Il ne semble pas qu'il y eut une action concertée entre les stratèges socialistes et les insurgés de la Généralité. Dans *Mis recuerdos*, qui n'est certes pas une autobiographie étayée par des documents mais une série d'évocations spontanées, Largo Caballero nous donne une impression assez lamentable sur la préparation de ce mouvement qu'il appelle souvent très humblement grève. Si nous devons considérer ce livre comme profession de foi, nous devrions en conclure que les socialistes ne comptaient que sur eux-mêmes et avaient une vision infantile de ce que signifie la révolution. Le programme de ce mouvement qui, d'après Caballero, aurait été rédigé par Prieto, ne diffère pas beaucoup d'un programme électoral. L'ampleur que prit le mouvement dans les Asturies semble avoir surpris la fameuse Commission spéciale qui donna le feu vert.

La révolution commença dans le bassin minier au sifflement des sirènes. Les premiers combats eurent lieu aux alentours des casernes de la Garde civile. Vainqueurs, les mineurs marchèrent sur Oviedo, et en entrant dans la ville firent sauter à la dynamite les retranchements ennemis. Les casernes de Pelayo et Santa Clara demeurèrent impenetrables. Les mitrailleuses dressées sur les tours de la cathédrale causèrent d'immenses pertes.

A Gijón, les anarchistes investirent les quartiers. La pénurie d'armement empêchait un investissement total. C'est dans le centre industriel de La Felguera, autre fief anarchiste, que furent construits les premiers blindages pour les véhicules et du matériel de guerre, en particulier des cartouches. Dans les villages, la révolution prenait la forme que lui donnaient les éléments prédominants.

A Mieres, le Comité révolutionnaire décréta : « Tout individu qui possède des armes est prié de se faire connaître au Comité révolutionnaire. Celui qui sera pris en possession d'armes à son domicile sans en avoir fait la déclaration sera jugé sévèrement. » Le courant marxiste de la révolution n'avait d'autre souci que celui de l'obéissance et de l'autorité. Il ne produisit que des consignes draconiennes et des paroles aux résonances militaristes. Le courant libertaire, au contraire, se distinguait par ses naïvetés humanitaristes. « Camarades, nous sommes en train de créer une nouvelle société. Et à l'image du monde biologique, où la clarté se réalise avec des déchirures physiques et des douleurs morales (...). Certes oui, nous avons hâte de laisser les armes ; nous voulons que très vite la jeunesse se consacre à la création et non à la destruction (...). Chaque foyer s'approvisionnera du strict nécessaire (...). Si une famille peut se passer pendant quelques heures d'un produit, elle ne doit pas le réclamer (...). Femmes ! pour vos enfants qui profiteront d'un monde meilleur, aidez-nous dans cette entreprise (...) ! Soyez, vous aussi, dignes de l'heure présente. Travailleurs, vive la révolution ! »

Dans le même sens, le militant asturien Avelino González Mallada écrivit :

« La Felguera appartient au Conseil de Langreo, dont la capitale municipale est Sama. Les deux villes, d'égale importance, sont seulement séparées par la rivière Nalón. Elles sont reliées par deux ponts : celui des chemins de fer et celui de la route. L'insurrection triompha immédiatement dans la localité métallurgique comme dans la localité minière (...). Sama s'organisa militairement. Dictature du prolétariat, armée rouge, Comité central, discipline, autorité (...). La Felguera pencha pour le communisme libertaire : le peuple en armes, liberté d'aller et venir, respect des techniciens de la Duro-Felguera, délibération publique de tous les problèmes, abolition de l'argent, distribution rationnelle de la nourriture et des vêtements. Alors qu'à La Felguera c'était l'enthousiasme et la joie, à Sama régnait une ambiance rude de garnison. Les entrées des ponts étaient tenues par des corps de garde avec officier et tout. On ne pouvait ni entrer ni sortir sans laisser-passer, ni se promener dans les rues sans mot de passe. Toutes ces mesures étaient d'autant plus ridicules que les troupes du gouvernement étaient très loin et la bourgeoisie de Sama désarmée et anéantie (...). Les travailleurs de Sama qui n'appartenaient pas à la chapelle marxiste préféraient passer du côté de La Felguera, où l'air était plus respirable. En ces lieux se trouvaient en présence les deux courants différents du socialisme : l'autoritaire et le libertaire. Sur chaque berge du Nalón, les deux localités jumelles expérimentaient une nouvelle vie : par la dictature à Sama et par la liberté à La Felguera (5)... »

Les troupes de répression apparurent aux frontières des Asturies presque au même moment que la révolution. La rareté de l'armement et des munitions déjà commentée amena la chute de Gijón, le 10 octobre. La colonne du général Ochoa, stoppée à Grado, se dévia vers Avilés et marcha sur Oviedo. Au port de Musel, les contingents de la Légion étrangère et les troupes régulières en provenance d'Afrique débarquèrent sous la protection de l'escadre. Les foyers de combat dans la capitale avaient immobilisé les bataillons de mineurs. Le 18, avec l'ennemi aux portes d'Oviedo, Gijón perdue et les villages écrasés par l'aviation, le comité révolutionnaire appela à mettre fin au mouvement par un émouvant manifeste : « ... nous pensons qu'il est nécessaire de faire une trêve dans la lutte, en déposant les armes afin d'éviter les pires malheurs (...). Ce n'est qu'une pause sur le chemin, une parenthèse, un repos réparateur après tout ce "surmenage". Nous vous rappelons, camarades, cette phrase historique : "On peut battre le prolétariat, mais jamais on ne pourra le vaincre." Tous au travail et la lutte continue pour le triomphe ! »

La répression fut dans les Asturies d'une fureur invraisemblable : entassement des prisonniers, tabassages, coups de crosse, désarticulation des membres, coups de pieds sur les parties génitales, assassinats, exécutions collectives. A Villafria, des familles et même des quartiers entiers furent massacrés au couteau ou au fusil, sans aucune distinction entre femmes, vieillards ou enfants, par les

5. *Tiempos Nuevos*, Barcelone, 17 janvier 1935.

mercenaires maures et les légionnaires. Dans le fameux terril d'une mine de Carbayín furent enterrés une vingtaine de prisonniers qui avaient été atrocement torturés avant d'être massacrés. Dans les casernes qui avaient subi des sièges, on fusilla en masse, sans le moindre procès, sans même prévenir les hautes autorités, qui de toute manière fermaient les yeux. Lors de ces journées, Lerroux lâcha la phrase suivante : « Mon poignet ne tremblera pas lorsque je signerai des sentences de mort. » Doval, colonel de la Garde civile et chef de la répression, parodiant Thiers, dit : « Il faut extirper la semence révolutionnaire du ventre des mères. »

A Barcelone, les événements prirent une tournure tragi-comique. La C.N.T. s'y était trouvée dans une situation assez délicate. Les insurgés étaient ses pires ennemis. La veille de l'insurrection, la police de la Généralité avait emprisonné tous les anarchistes qui lui tombaient sous la main. Parmi eux, Durruti. C'est cette même police qui avait déclaré la grève générale, obligeant les ouvriers des usines à quitter leur travail. Les syndicats étaient fermés depuis très longtemps. La censure de presse avait complètement censuré le numéro du 6 octobre de *Solidaridad Obrera*.

Immédiatement, un manifeste de la C.N.T. circula : « Notre attitude, disait-il, ne peut pas être contemplative, mais fortement et profondément active face à l'état actuel des choses (...). Action du prolétariat révolutionnaire pour son propre compte, avec ses propres décisions. Revendication de nos principes libertaires sans le moindre contact avec les institutions officielles qui limitent l'action du peuple au gré de leurs convenances... »

Le manifeste donnait ensuite les consignes suivantes :

- 1) Ouverture immédiate de nos syndicats et rassemblement des travailleurs dans nos locaux.
- 2) Déclaration de nos principes antifascistes et libertaires face à tous les principes autoritaires.
- 3) Mise en place des comités de quartier, qui seront chargés de transmettre les consignes précises au fur et à mesure des événements.
- 4) Tous les syndicats de la région devront resserrer leurs liens avec ce comité, qui orientera le mouvement en coordonnant les forces en lutte.

Lorsque les militants confédéraux du syndicat du Bois voulurent ouvrir leurs locaux, qui étaient scellés, les forces publiques répliquèrent par une fusillade. La radio officielle annonçait simultanément que l'on luttait déjà contre les fascistes de la F.A.I. L'après-midi, il y eut un grand déploiement de gardes et d'*escamots* (miliciens de l'Etat Catalá, organisation fasciste catalaniste) devant les locaux de la rédaction de *Solidaridad Obrera* qui, pris d'assaut, furent fermés ; simultanément, les ateliers où se réalisait le journal connurent le même sort. A la nuit tombante commença la parade des forces publiques, renforcées par d'importants groupes de civils armés de winchesters. Une fois la nuit tombée, ces forces se regroupèrent devant la Généralité où le président Companys leur

adressa la parole. Son discours se termina par la proclamation de l'Etat catalan au sein de la République espagnole et par une offre d'asile en Catalogne pour le gouvernement provisoire.

Presque au même moment, le général Batet proclamait l'état de guerre. Cinq cents soldats dispersèrent facilement les mutins, et même les gardes d'assaut, qui se retirèrent chez eux en abandonnant leurs armes. Il suffit de quelques coups de canon à blanc, en direction des façades de la Généralité et de la mairie, pour que l'état-major se rende.

Les rares incidents sérieux eurent lieu dans la région. Les militants de la Confédération s'étaient approprié les armes qui jonchaient les rues et, ainsi armés, ils s'étaient affrontés à l'armée. La disparition par enchantement des armes abandonnées par les *escamots* lors de leur fuite en intrigua plus d'un. Pendant des mois, il y eut de minutieuses perquisitions. Certaines de ces armes, celles qui résistèrent à l'épreuve de longs mois passés sous terre, reparurent le 19 juillet 1936 entre les mains des anarchistes.

Un ensemble de facteurs contribua à la désintégration progressive du *bien-nat noir*. L'ultra-droite phalangiste et monarchiste se faisait menaçante. Des conflits éclataient entre formations phalangistes et jeunes socialistes. La droite monarchiste attaquait durement le gouvernement de coalition « pour sa mollesse dans la répression » et débordait la C.E.D.A. dont les « demi-mesures » l'offensaient. Les pistolets phalangistes réajustaient leur tir vers la tête. La gauche commençait à relever la sienne. Largo Caballero, emprisonné pour avoir été considéré comme l'animateur du mouvement d'octobre, avait été mis en liberté. Il en fut de même pour Azaña, qui à travers son livre (*Mi rebelión en Barcelona*) plaida son innocence et révisa son opinion au sujet de ces faits. Il commença alors sa série de « discours à l'air libre », écoutés par des centaines de milliers de personnes (Comillas, Mestalla, etc.).

C'est dans ces circonstances qu'éclate un des scandales les plus spectaculaires : l'affaire de *l'estraperlo*. Il s'agit d'une roulette pourvue d'un ressort qui permet de plumer à volonté les joueurs. Une requête auprès du président de la République aboutit devant les tribunaux et aux *Cortes*. Le directeur général de la Sécurité, le ministre de l'Intérieur et le chef du gouvernement lui-même sont accusés de complicité dans la mise en place de cet appareil. Ce dernier cède la présidence suite à une première crise préventive (le 20 septembre). La presse est baillonnée par la censure. Ce qui en fait est pire pour le gouvernement, la rumeur publique causant plus de tort que la plume. Cette affaire de l'« *estraperlo* » poursuit son chemin, de bouche à oreille, prenant chaque fois plus d'ampleur ; il en résultera un néologisme dans le parler. La crise a fait sauter Lerroux de la tête du gouvernement ; il finira par disparaître tout à fait du gouvernement. A ce scandale s'en ajoutera un autre : une dénonciation contre le sous-secrétaire de la présidence du cabinet de Lerroux pour une indemnisation de trois millions de pesetas à l'armateur Tayá. C'est par des chemins aussi tortueux que l'on arrivera à la crise du 9 décembre, résolue le 13 par Portela

Valladares avec le décret de dissolution du Parlement. La C.E.D.A. fut à son tour écartée du gouvernement. La dissolution fut effective le 7 janvier 1936.

La bannière de la répression d'octobre, avec ses 30 000 prisonniers, et le scandale de l'*estraperlo* feront pencher la balance électorale du côté de la gauche ; cette dernière, aidée par la loi électorale, obtiendra une écrasante majorité. Mais les résultats absolus de cette consultation révéleront à la droite déconfitée la relativité de cette défaite (6).

Passé les premiers jours de la République, elle surmontera vite son complexe d'infériorité. Le souffle chaud de la révolution la frappait en plein visage. D'autant plus qu'au début de 1934, lorsque les anarchistes mirent leur révolution en sourdine et alors que les socialistes mettaient la leur sur pied, la droite monarchiste n'était pas restée en arrière. Le 31 mars un accord fut signé à Rome entre militaires, monarchistes et traditionalistes avec Italo Balbo et Mussolini. Le fascisme italien s'engageait à apporter son appui pour renverser la République espagnole en livrant « immédiatement 20 000 fusils, 20 000 bombes à main, 200 mitrailleuses et 1 500 000 pesetas ». Ce qui laisse supposer que lorsque le bateau fantôme *Turquesa* (7) déchargea sur la côte asturienne la fameuse cargaison d'armes de contrebande, dans les montagnes de Navarre les ultra-réactionnaires s'entraînaient depuis belle lurette. L'aide de Mussolini « n'en était qu'à ses débuts et serait complétée par des cadeaux plus importants lorsque l'opportunité s'en ferait sentir (8). »

Dès la dissolution du Parlement, l'ultra-droite se livra à des provocations systématiques. Pour faire monter la tension et créer les conditions psychologiques favorables au coup d'Etat militaire ? Toutes ces provocations semblaient parfois être une répétition générale à la veille de la grande première (9).

Les rumeurs rauques en provenance des casernes firent sursauter la C.N.T. et

6. « Grâce à l'énorme déficience d'une prime abusive à la majorité dans la loi électorale, qui rendait Manuel Azaña si enthousiaste, eut lieu aux élections de 1936 le même triomphe excessif qu'en 1933, mais à l'inverse, puisque le Front populaire, ayant obtenu 4 500 000 voix contre 4 300 000 voix pour la droite, à savoir une majorité de seulement 240 000 voix, obtint 266 sièges de député, contre 153 seulement pour la droite... » (Gordón Ordás, *op. cit.*, tome II, p. 515). Carlos M. Rama donne les chiffres suivants : gauche, 4 838 449 voix ; droite, 3 996 931 voix (*Ideología, regiones y clases sociales en la España contemporánea*, Montevideo, 1958). Par ailleurs, lors de ces élections de février 1936, contrairement à celles de 1933, les anarchistes firent une campagne anti-électorale strictement symbolique (Voir José Peirats, *La C.N.T. en la revolución española*, tome I, p. 97 et p. 102.)

7. Peu avant qu'éclate la révolution dans les Asturies eut lieu un débarquement d'armes. Le bateau qui les amenait était le *Turquesa*. Les armes étaient destinées aux révolutionnaires. Mais les socialistes n'avaient pas vraiment intérêt à éclaircir cette affaire.

8. L'authenticité de ce document, découvert à Madrid au début de la guerre, fut reconnue, lors d'un discours que fit Goicoechea à San Sebastián en 1937 ; Goicoechea en avait été l'un des signataires, parmi d'autres, dont Mussolini.

9. Le 11 juillet, dans l'attente de l'insurrection militaire, un commando phalangiste

le 14 février elle lança un manifeste prophétique :

« Jour après jour, le doute se confirme ; des éléments droitiers sont disposés à provoquer un putsch militaire (...). Le Maroc semble être le foyer le plus important et l'épicentre de la conspiration. L'action insurrectionnelle est dépendante du résultat des élections. Dans l'éventualité d'un triomphe électoral de la gauche, ils mettront en pratique leur projet théorique et préventif. Sans pour cela défendre la République, nous combattons sans trêve le fascisme et nous mettrons à contribution toutes les forces pour faire échouer les bourreaux historiques du prolétariat. »

Le 18 mars, devant l'insistance de ces rumeurs, le ministre de la Guerre, le général Masquelet, s'indignait dans une note :

« Certaines rumeurs qui semblent circuler avec insistance à propos de l'état d'esprit des officiers et de l'armée sont arrivées jusqu'aux oreilles du ministre de la Guerre. Ces rumeurs-là, qui bien entendu sont fausses et dépourvues de tout bon sens, tendent sans doute à vouloir augmenter l'inquiétude publique, afin de faire naître des animosités contre la classe militaire et de détériorer, voire de détruire la discipline, base fondamentale de l'armée. »

La C.N.T. tint son congrès national extraordinaire le premier mai à Saragosse. Les décisions les plus intéressantes en furent l'évacuation du problème des scissions ; l'autocritique des récents mouvements révolutionnaires ; la programmation du communisme libertaire ; les propositions d'alliance révolutionnaire avec l'U.G.T. Les aspects les plus importants de cette dernière résolution sont les suivants :

1) L'U.G.T., en signant le pacte d'alliance révolutionnaire, reconnaît implicitement l'échec du système de collaboration politique et parlementaire. Comme conséquence logique de cette résolution, elle renoncera à tout genre de collaboration politique et parlementaire avec le régime actuel.

2) Pour que la révolution sociale soit une réalité effective, il faut détruire complètement le régime politique et social qui régule la vie du pays.

3) Le nouveau rythme de vie en commun, né de l'acte révolutionnaire, sera déterminé par le libre choix des travailleurs réunis librement.

Une fois de plus, cette invitation resta sans réponse.

Les événements se précipitaient. Le terrorisme phalangiste (la dialectique des pistolets) s'accroissait. Giménez de Asúa, Largo Caballero, Eduardo Ortega y Gasset échappèrent de justesse à ses balles. Avec cette détermination de vouloir

occupa la station de radio de Valence pour proclamer : « Ici, Radio Valence. La Phalange espagnole a pris possession de l'émetteur par la force des armes. Demain, il en sera de même dans toutes les stations d'Espagne. » Dans ces moments-là, lorsqu'on signala au Premier ministre de l'époque, Casares Quiroga, les risques d'un soulèvement, il répliqua : « Vous m'assurez donc que les militaires vont se soulever ! Eh bien, très bien messieurs, qu'ils se soulèvent. Moi, par contre, je vais me coucher... » (En espagnol, « Que se levanten » : mot à mot, qu'ils se « lèvent ») S. Cánovas Cervantes, *Proceso histórico de la revolución española*, Barcelone, 1937.

frapper à la tête, voulait-on provoquer une riposte sur un « gros poisson » de droite ? Un jour, le lieutenant des Gardes d'assaut José del Castillo fut assassiné. Trois jours plus tard, les camarades du même corps que la victime se vengèrent en tuant le leader du Bloc national de droite (Calvo Sotelo), qui s'était déclaré fasciste en plein milieu du Parlement. Était-ce l'impact psychologique qui était recherché ? L'insurrection militaire aura désormais sa bannière, son premier martyr, sa mystique.

VII

L'ESPAGNE EN FLAMMES

Le 17 juillet 1936, l'armée du Maroc se soulève. Le jour suivant, le soulèvement se propagera à travers la péninsule. Les meneurs sont les généraux Yagüe (au Maroc), Queipo de Llano (à Séville) et Mola (en Navarre). Le chef suprême était le général Sanjurjo, qui mourra au Portugal en s'écrasant avec l'avion qui le ramenait en Espagne.

Le gouvernement républicain, qui avait sous-estimé l'importance des événements, commença à se rendre à l'évidence et démissionna. Le nouveau président, Martínez Barrio, complètement débordé par la situation, au lieu d'organiser la défense, essaya de négocier avec les rebelles. Mola, chargé de traiter la question, s'opposa catégoriquement à toute tentative de réconciliation. Soit le gouvernement souffrait d'un manque total d'armement, soit il avait une peur bleue d'armer le peuple. De toute façon, le temps perdu était bien utilisé par les insurgés, d'autant plus arrogants qu'ils pressentaient maintenant la faiblesse du gouvernement. Sans moyens, la réaction populaire dut redresser la situation pour empêcher cette pauvre épave républicaine de partir à la dérive.

Les organisations et les partis commencèrent à émerger de leur surprise. Les syndicats encourageaient le peuple à agir ; les partis faisaient des déclarations de confiance au gouvernement.

La nuit du 18, le Comité national de la C.N.T. appelait sur les ondes de Radio Madrid les adhérents de la Confédération à être sur le qui-vive. A Barcelone, un groupe de militants de cette organisation prit d'assaut les armureries de plusieurs bateaux ancrés dans le port. Les armes furent déposées au syndicat de la Métallurgie, ce qui lui valut une altercation avec la force publique envoyée sur les lieux par les autorités de la Généralité en vue d'une récupération.

Le Comité régional de la C.N.T. catalane publia aussitôt un manifeste, qui appelait à la grève générale révolutionnaire dès que les troupes feraient leur apparition dans la rue.

L'explosion eut lieu au petit matin du 19 juillet. Les troupes de presque toutes les garnisons d'Espagne descendirent dans la rue, déclarant l'état de guerre et

occupant les lieux stratégiques. Pour maquiller leur soulèvement, elles acclamaient la République. Parmi les troupes, on trouvait pêle-mêle des éléments phalangistes, des éléments droitiers et des officiers de réserve.

Lors de la proclamation de la République, les militaires avaient obligatoirement juré fidélité au régime et s'étaient engagés à le défendre les armes à la main. Ceux qui contestaient cet engagement pouvaient solliciter leur retrait, tout en bénéficiant de leur salaire intégral. Selon la loi d'Azaña, cette option passive n'impliquait pas une trahison, mais une résiliation d'engagement.

Le gouvernement présidé par le docteur José Giral succéda au gouvernement capitulaire de Martínez Barrio. En fait, il n'existait pas vraiment de gouvernement. C'est le peuple qui incarnait les pouvoirs publics. Grâce à son élan, l'insurrection fut écrasée à Barcelone et à Madrid ; puis à Malaga, Valence, San Sebastián, Gijón. Les forces factieuses s'emparèrent de deux grandes zones sans liaison entre elles : la haute *meseta* castillane avec la Navarre et la Galice ; au sud, les alentours de Séville, Cordoue et Grenade. En plus du Maroc, les insurgés dominaient aussi l'archipel des Canaries et celui des Baléares, à l'exception de l'île fortifiée de Minorque.

C'est de l'archipel des Canaries que Franco arriva à bord d'un avion anglais. Par contre, le Nord, la chaîne cantabrique, des Asturies jusqu'à la frontière d'Irún, presque tout l'ancien royaume d'Aragon-Catalogne-Valence, avec Murcie et Almería, la Nouvelle Castille et l'Estrémadure restèrent aux mains du peuple. La situation de Malaga, coincée entre la montagne et la mer, était délicate. En ces premiers moments, la situation était confuse dans certaines zones d'Andalousie, et plus spécialement à Cadix et à Huelva.

Barcelone et Madrid étaient les principaux objectifs du plan insurrectionnel. L'une parce qu'elle était la capitale du gouvernement autonome de Catalogne, la tête du mouvement anarcho-syndicaliste, le premier centre industriel, un des principaux ports marchands et la première frontière commerciale avec l'Europe ; l'autre parce qu'elle était la capitale de la République, le siège officiel du gouvernement et du corps diplomatique et, pour finir, le centre géographique de la péninsule. Une rapide réalisation de ces objectifs eût été décisive pour la guerre. Barcelone et Madrid prises, le soulèvement militaire aurait pu triompher en huit jours.

A Madrid, le succès du soulèvement militaire était lié à l'entrée des colonnes rebelles en provenance de la haute Castille sous le commandement du général Mola. Il semble qu'à Barcelone les insurgés devaient tenter le « pronunciamiento classique ». Ici, l'opération était confiée à la compétence du général Goded, un des chefs les plus prestigieux de l'armée de manœuvres. Ce dernier était arrivé secrètement dans la ville en provenance de Palma de Majorque. A Madrid, le peuple dut assiéger et prendre d'assaut les casernes. A Barcelone eut lieu la traditionnelle bataille sur les barricades, où les anarchistes avaient acquis de l'expérience.

A Madrid, le peuple, qui s'attaquait aux garnisons, était aussitôt cerné par les garnisons rebelles de Tolède, Guadalajara et Alcalá de Henares. Toutes ces forces convergeaient vers la capitale en s'ajoutant aux colonnes du général Mola. Celui-ci avançait triomphalement à travers la steppe castillane vers les défilés du Guadarrama, chaîne qui protège Madrid au nord. Le miracle se produisit à temps. Le peuple madrilène, à son corps défendant, prit d'assaut la caserne de la Montaña et, simultanément, fit éclater en mille morceaux le ceinturon qui l'asphyxiait. Barcelone fut prise d'assaut par l'armée à l'aube du 19 juillet. La garnison barcelonaise était l'une des plus importantes. Les casernes se trouvaient au centre et aux alentours de la ville. Mais la réaction fut immédiate. Dans les quartiers ouvriers se dressèrent les premières barricades. Au centre de la ville, les groupes anarchistes s'avançaient au devant de l'ennemi sans lui laisser de répit. Les premières contre-attaques partirent des terrasses des maisons. Les locaux des syndicats se métamorphosèrent en fortins. Des militants des quartiers éloignés s'approchaient des lieux névralgiques pour diviser l'ennemi en plusieurs foyers. Au cœur de la ville et dans la zone du port, le conflit prit des allures épiques (sur la place de Cataluña, sur les Ramblas et sur le boulevard Paralelo). Portés par les événements, les gardes d'assaut vinrent se joindre à l'action populaire. La Garde civile, neutre au départ, suivit finalement l'exemple de ses collègues. L'ennemi fut rapidement stoppé, cloué sur ses propres points stratégiques. Les premiers à se soumettre furent les soldats, qui vinrent se joindre au peuple les armes à la main. Les derniers retranchements furent l'université, la *Telefónica* (compagnie du téléphone), les grands hôtels Ritz et Colomb, l'édifice des Postes et Télégraphes, la forteresse d'Atarazanas et les ateliers contigus de l'Artillerie. Le poste de commandement des factieux était installé à la Capitainerie générale.

Les militants ouvriers interceptèrent une colonne d'artillerie qui venait de Pueblo Nuevo et qui, traversant le secteur de la Barceloneta, se dirigeait vers la préfecture et la capitainerie. Les soldats, se voyant la cible de coups de feu, choisirent de se rallier au peuple, qui les accueillit à bras ouverts. Avec ces canons maniés par des artilleurs en herbe, on imposa la reddition au général en chef. Mais la lutte n'était pas terminée.

Les métallurgistes, animés par Buenaventura Durruti et Francisco Ascaso, assiégeaient le dernier bastion, la forteresse d'Atarazanas. Ascaso s'écroula, la tête criblée de balles, et cette perte émouvante redoubla la témérité des assiégeants. La forteresse fut prise, ainsi que ses armureries et ses poudrières. L'armée vaincue dans la rue, l'occupation des casernes fut relativement facile. La C.N.T. et la F.A.I., héros incontestables du jour (36 heures de combat incessant), rassemblèrent beaucoup de matériel de guerre. Dans la ville, des automobiles, tramways, autobus arborant les couleurs rouge et noir, pavoisaient et défilaient parmi les applaudissements d'une foule en liesse.

Des détachements armés devaient partir de Barcelone à la rescousse des autres provinces catalanes et vers la ville de Valence, où régnait une situation

confuse qui allait mettre d'ailleurs longtemps à s'éclaircir. Ici, les militaires s'étaient terrés dans les casernes et il fallut les déloger par la force des armes. Grâce à Valence, Barcelone et Madrid étaient reliées.

L'enthousiasme populaire était indescriptible. Le sursaut aussi avait été de taille. L'ennemi militaire vaincu, la colère populaire dénichait de leurs planques des complices et les jugeait sommairement. Le peuple dirigea ensuite sa colère contre le clergé régulier et séculier qui, du fin fond de ses bâtiments et temples, avait permis que l'on s'arme contre lui. Le peuple révolutionnaire prenait sa revanche contre son ennemi inné. Les règlements de comptes prenaient de l'ampleur au fur et à mesure qu'arrivaient des nouvelles sur l'épuration acharnée pratiquée, dès les premiers moments de l'insurrection, dans le camp des factieux, et qui visait les personnes civiles, des extrémistes et des modérés, des athées ou des croyants, ou les personnes qui étaient coupables d'être républicaines ou bien d'avoir voté à gauche aux élections. L'exécution était précédée d'horribles tortures, humiliations et viols.

Une fois passée la phase passionnée de la bataille, la situation ne pouvait pas être plus confuse autant d'un côté que de l'autre de la barricade. Deux armées, l'une professionnelle, l'autre spontanée, s'affrontaient. La première, avec le sérieux avantage dû à l'expérience militaire, avait prémédité et choisi son moment pour réussir son « coup ». La seconde avait tout à apprendre. Même sa haine et sa vengeance étaient atténuées par l'improvisation. La vengeance des factieux avait été froidement calculée. Tout comme avait été improvisée son héroïque réaction, le peuple dut aussi improviser les structures politiques, économiques et militaires qui avaient été désertées ou démantelées. La solidarité internationale s'improvisa aussi. L'ennemi était sûr de l'aide inconditionnelle des dictateurs de l'époque, acquise depuis belle lurette. Sans l'appui de deux Etats tout-puissants, peut-être n'eût-il pas tenté l'aventure. Si risque il y avait eu, l'entreprise eût été abandonnée aux premières anicroches.

On a pu affirmer de façon fondée qu'après la leçon populaire du 19 juillet, les factieux avaient la partie irrémédiablement perdue. Et si malgré l'évidence des faits ils persistèrent dans leur entreprise, c'est bien qu'ils attendaient, de quelque part, autre chose que des promesses. Lors de ces premières journées, des atterrissages suspects d'avions trimoteurs italiens eurent lieu en Afrique du Nord.

La première préoccupation des insurgés fut de relier leurs grands foyers dominants du nord et du sud. Ce dernier était le plus vulnérable. Queipo de Llano s'était approprié les principales villes d'Andalousie, mais il avait dû combattre durement contre les paysans des environs. Ceux-ci, désarmés ou avec des armes de fortune, pistolets et fusils de chasse, résistaient de façon acharnée. Il y eut des villages andalous dont le siège coûta des milliers de vies.

La riposte fut l'armée de choc du Maroc, qui avait d'ailleurs été à l'origine du soulèvement et qui installerait bientôt un pont militaire sur le détroit de Gibraltar. La marine républicaine aurait pu anéantir ce pont. Les deux tiers de ses unités de

guerre étaient restées fidèles à la République grâce à l'héroïsme de leurs équipages, qui s'étaient approprié les bateaux et avaient jeté les officiers à la mer.

Par tradition, les cadres de la flotte espagnole, de souche aristocratique, sont bien plus réactionnaires que leurs collègues de l'armée de terre. Le pont des factieux sur le détroit fut protégé par l'artillerie en faction sur les deux berges. Cela permit à l'armée africaine, composée de mercenaires aguerris, de la Légion étrangère et des troupes maures du protectorat de pénétrer dans la péninsule.

Ainsi fut prise l'Andalousie ; les occupants purent avancer de façon spectaculaire à travers les zones les plus désertiques, arides et dépeuplées qui constituent l'Andalousie occidentale et l'Estrémadure (Sibérie espagnole). En quelques jours, cette percée les amena aux portes de Madrid et leur permit d'établir des liens avec les factieux de la zone nord.

L'histoire détaillée de cette occupation demeure inédite. Les Maures et les légionnaires, faiblement harcelés par des paysans armés fortuitement, qui tentaient de se replier dans les vallées, les maquis et les montagnes, s'adonnèrent à une orgie de pillage, d'assassinats et de viols (sur les murs, on pouvait lire : « Vos femmes enfanteront des fascistes »). Ils avançaient en laissant derrière eux un sillage de cadavres et de ruines carbonisées.

La perte d'Irún et de San Sebastián (début septembre), de Badajoz (le 14 septembre), de Tolède (le 27) fut une conséquence de la traversée du détroit. Avec la perte d'Irún, la zone loyale du nord resta isolée de la France et condamnée à une inévitable et longue agonie.

Dès les premiers jours du soulèvement militaire, le prolétariat asturien renouvela les prouesses d'octobre 1934. Les anarchistes de La Felguera et de Gijón, ainsi que les mineurs socialistes du bassin d'Oviedo se rendirent maîtres de la capitale des Asturies. A Gijón, la caserne de Simancas fut prise d'assaut. Il semble que le contrôle d'Oviedo fut perdu à cause du rusé colonel Aranda, qui, réputé pour être un libéral et un franc-maçon, abusa de la confiance qu'il inspirait. Il fit diversion en transformant le centre de la capitale des Asturies en place forte, ce qui permit l'arrivée des renforts de Galice, qui pénétrèrent dans Oviedo fin septembre. Cette série d'échecs militaires eut une répercussion funeste sur le déroulement de la guerre et de la révolution ; cette dernière avait été entreprise par le peuple sous l'impulsion de la C.N.T.

Une fois le putsch militaire étouffé à Barcelone, la C.N.T. se retrouva, le 20 juillet, maîtresse absolue de la Catalogne. Elle aurait pu proclamer le communisme libertaire, selon les résolutions du récent congrès de Saragosse, mais l'Espagne n'était pas la Catalogne. Dans les autres régions libérées, les partis et les organisations se disputaient la suprématie. En outre, le fascisme menaçait de plus belle. Pas loin de Barcelone, dans le très proche Aragon, l'ennemi avait réussi à s'emparer des capitales des trois provinces : Huesca, Saragosse et Teruel. La prise de Teruel menaçait gravement les voies de communication terrestres entre la Catalogne et Valence.

L'urgence des opérations militaires exigeait la collaboration entre tous les secteurs politiques et syndicaux. La moindre discorde parmi ces forces ferait le jeu de l'adversaire. Même la C.N.T. dut s'incliner face à cette terrible réalité. Lors d'un entretien entre les cénétistes et le président de la Généralité, Lluís Companys, les syndicalistes furent convaincus qu'il leur serait impossible d'imposer entièrement leur projet révolutionnaire. C'est lors d'un entretien historique que furent posées les bases de la collaboration démocratique. Mais la C.N.T. ne pouvait pas encore se résigner à sa totale intégration au gouvernement autonome. Ses traditions anti-étatiques remontaient en surface, d'autant plus qu'elle sentait un rapport de force en sa faveur pour imposer une formule intermédiaire à ses collaborateurs.

C'est ainsi qu'elle exigea la création d'un organisme antifasciste en marge de la Généralité. Il fut nommé Comité central des milices antifascistes de Catalogne et siégea dans les locaux de l'École nautique, au port. Cette formule intermédiaire entre l'extrémisme révolutionnaire et la franche collaboration gouvernementale sauvait momentanément le prestige révolutionnaire, mais les vieilles structures survivantes du gouvernement autonome restaient en place et c'est à travers elles qu'allaient circuler les relations officielles avec le gouvernement central. Ce dernier ne voulait pas reconnaître, en Catalogne, d'autres pouvoirs que les pouvoirs strictement officiels. C'était un principe de solidarité entre gouvernements. Le gouvernement central s'était très mal tiré des événements militaires et révolutionnaires. Son absence de responsabilité l'avait discrédité aux yeux du peuple. Parmi les choses impardonnables, on lui reprochait surtout de ne pas avoir écrasé le complot de l'armée lorsqu'il était encore embryonnaire, et de s'être croisé les bras, donnant des ordres soporifiques aux préfets. On ne lui pardonnait pas non plus ses réticences à armer le peuple et encore moins d'avoir négocié « une paix honorable » avec les insurgés. On ne lui pardonnait pas davantage sa démagogie gratuite, son manque de riposte et son inertie.

Lors des premiers jours qui suivirent l'affolement de la première charge des factieux, le gouvernement était un fantôme qui ne donnait signe de vie que par sa propension à signer des décrets et des dispositions olympiens, tardifs et à contre-courant des événements, que personne ne prenait au sérieux. Le gouvernement était mort sans sépulture.

Mais aucun gouvernement n'accepte facilement de mourir ni n'a le courage de se suicider. Nous avons déjà signalé que la situation de la Catalogne était différente de celle des autres régions d'Espagne arrachées aux militaires. Dans le centre existait une C.N.T. jeune et vigoureuse, cernée par de vieilles élites politiques avec leurs masses plus ou moins fidèles. Ces vieilles élites, rodées à toutes les magouilles de la vieille école politique, ne pouvaient pas suivre la C.N.T. dans ses audacieux projets révolutionnaires.

Le gouvernement central contrôlait les relations diplomatiques avec l'extérieur. Les puissances internationales, sur certains points, étaient sensibles à une certaine solidarité entre Etats. La situation de l'Espagne antifasciste par

rapport au monde politique démocratique jouait en faveur du gouvernement central. Les réalisations révolutionnaires, les expropriations et les socialisations de la Catalogne et des environs crispèrent le milieu diplomatique et les intérêts économiques et financiers qu'il représentait. Pour si éloignée qu'elle soit, l'éventualité de la propagation des foyers révolutionnaires au-delà des frontières et des ports inquiétait les gouvernements qui avaient mis en place la contre-révolution préventive appelée « non-intervention ».

Celle-ci mettait sur le même plan juridique les deux gouvernements - le légal et le factieux - tout en refusant au régime légitime l'aide qui découle de la reconnaissance diplomatique et du jeu des traités de commerce (achat d'armement à l'étranger). Le gouvernement de Madrid faisait valoir avec insistance son statut de gouvernement officiel, s'appuyant sur le triomphe des élections du 16 février 1936. Cette personnalité juridique du gouvernement central étant contestée par le fait de la guerre civile, le préjudice frappait tous ceux qu'il représentait au niveau international. On en concluait que la moindre atteinte à l'autorité du gouvernement internationalement représentatif des Espagnols (sa remise en cause par un organisme révolutionnaire nouveau) suffisait pour anéantir les derniers liens diplomatiques qui unissaient la République avec le concert politique international. Les puissances internationales ne souhaitaient sûrement rien d'autre qu'un prétexte pour rompre leurs relations diplomatiques avec « l'Espagne rouge » et pouvoir rapidement reconnaître la *Junte* des factieux de Burgos.

Le gouvernement central avait pleinement conscience de son importance diplomatique et exploitait au maximum cet atout lors de ses querelles avec les organismes révolutionnaires ; il se souciait peu, sur le moment, de l'intérêt que l'on pouvait vraiment lui porter.

Ceci fit qu'à côté des organismes révolutionnaires mis en place par l'élan anarcho-sindicaliste, on retrouvait les structures traditionnelles du pouvoir politique, étatique, civil, administratif, économique et militaire. Ce qui, au premier coup d'œil, pouvait paraître comme une réussite prodigieuse de la coexistence de deux principes historiquement irréconciliables cachait un élément fatal que le cours des événements révélerait. A savoir qu'à brève échéance le pouvoir traditionnel de l'Etat récupérerait les organismes révolutionnaires créés dans l'élan révolutionnaire. Et ceci ne se déroulerait pas forcément en douceur, mais d'abord en les contrôlant, puis en les encadrant dans la légalité et finalement en les supprimant brutalement.

La tragique réalité de la guerre, l'urgente nécessité d'un appareil militaire efficace, d'un commandement unique, d'un gouvernement fort et d'une discipline collective furent des slogans qui, maniés habilement ou brutalement selon les circonstances, eurent un impact irrésistible auprès de l'Espagnol moyen. Ces clichés, ressassés avec insistance, finissaient par casser les enthousiasmes révolutionnaires, et le romantisme héroïque et généreux des premiers jours laissait place au scepticisme et à la démobilisation, surtout au fur

et à mesure que l'appareil bureaucratique croissant distillait son bourrage de crâne. Nombreux furent les leaders extrémistes de la vieille garde qui se laissèrent contaminer par cette épidémie.

L'exemple de la Catalogne permet d'étudier dans le détail le processus général des événements. Le Comité central des milices antifascistes était un organisme extra-officiel dans lequel étaient représentés tous les secteurs politiques et syndicaux, dont quelques-uns étaient de formation nouvelle, comme le Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.), formé de paracommunistes originaires des classes moyennes et de communistes orthodoxes. Ce nouveau parti, qui adhéra sur le champ à l'Internationale communiste, était la section catalane, version Moscou, du Parti communiste espagnol.

Nous avons déjà vu comment la crise du parti socialiste provoqua la création du parti communiste. García Quejido, Daniel Anguiano et Ramón Lamonedá retournèrent au bercail socialiste, tandis qu'Oscar Pérez Solís, avec le temps, « évolua » vers le catholicisme et le phalangisme. Lors de la dictature de Primo de Rivera, le parti communiste eut à souffrir davantage de ses propres scissions que du dictateur lui-même, qui d'ailleurs ne lui prêtait guère d'attention. Lors du retour à la normalité constitutionnelle, le Kremlin donna à ses activistes la consigne de conquérir la C.N.T. Cette consigne s'appuyait sur la résolution du congrès confédéral de 1919, où il était question de l'adhésion à la Troisième Internationale. Mais cette tentative se heurta à la fermeté des anarchistes. Cet échec entraîna une nouvelle consigne : la « reconstruction de la C.N.T. », dans laquelle prirent part des transfuges comme Manuel Adame, José Díaz et d'autres militants de la région andalouse. Mais cette tactique ne rencontra pas plus de succès, et fut suivie d'une troisième tentative : la constitution d'une centrale syndicale spécifiquement communiste : la C.G.T.U. (Confédération générale du travail unitaire), qui se solda par un troisième fiasco. Les communistes de la zone Catalogne-Baléares furent en désaccord avec cette consigne, et par conséquent furent expulsés. Les expulsés, Joaquín Maurín, Julián Gorkín et bien d'autres fondèrent un parti communiste indépendant baptisé Bloc ouvrier et paysan. Un petit groupe trotskiste nommé Gauche communiste rompit avec Trotski en 1934 et fusionna avec le Bloc ouvrier et paysan qui, en février 1936, se transforma en P.O.U.M. (Parti ouvrier d'unification marxiste).

En 1934, le parti socialiste opère un glissement vers la gauche qui coïncide avec celui du Komintern vers la droite. C'est l'époque de l'exaltation d'Hitler à la tête de l'Etat allemand, de la débâcle de la social-démocratie en Autriche et enfin du *biennat noir* dans l'Espagne républicaine, où les socialistes ont été expulsés du pouvoir. Largo Caballero propose le front unique et les communistes, qui ont participé à la révolution des Asturies, se précipitent dans les sections de l'U.G.T. Dès les premiers mois de la guerre civile, le P.S.U.C. rassembla ses éléments dans l'U.G.T. catalane, qui jusqu'alors était restée dans l'ombre.

Le Comité central des milices antifascistes de Catalogne avait été « légalisé »

par un décret de la Généralité qui, impuissante, se contentait de régulariser les faits accomplis. Tous les organismes issus de la révolution auraient la caution légale de la Généralité : le Comité école nouvelle unifiée, le Conseil de l'économie de Catalogne, les Comités de ravitaillement, les Patrouilles de contrôle (police milicienne), les Comités de contrôle des industries non collectivisées, les Comités d'entreprise des entreprises collectivisées et les Comités d'ouvriers et de soldats (contrôle des cadres professionnels de l'ancienne armée), etc. Le gouvernement autonome se résignait à ce rôle symbolique et strictement paternaliste en attendant des jours meilleurs, qui ne tarderaient pas à arriver.

Le Comité des milices de Catalogne était un organisme remplissant des fonctions policières et militaires. Il se proposait d'assurer l'ordre public révolutionnaire, en mettant fin aux excès des « incontrôlés » qui œuvraient pour leur propre compte, et il s'employait en particulier au recrutement de volontaires pour fournir les milices qui luttèrent sur le front d'Aragon. La première colonne de miliciens, qui sortit de Barcelone dès le mois de juillet, était composée de trois mille volontaires, dont la majorité appartenaient à la C.N.T. Cette première colonne était conduite par le prestigieux Buenaventura Durruti et avait comme conseiller technique le commandant Pérez Farrás. Elle avait pour objectif la libération de Saragosse.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les factieux s'étaient faits maîtres des capitales des trois provinces d'Aragon, d'où ils menaçaient la région entière, la Catalogne et Valence. La colonne de Durruti arriva à temps pour arrêter l'avancée de l'ennemi et le faire reculer jusqu'à ses retranchements fortifiés. Durruti entreprit alors des opérations vers Saragosse, qui était l'axe central d'un large front défendu par le cours de l'Ebre (le fleuve au débit le plus important d'Espagne). Quelquefois, son armée improvisée donnait un coup de main à d'autres colonnes, confédérales ou non, qui assiégeaient Huesca. A Valence, où s'était constitué un organisme du Front populaire dont les relations avec la *Junta* déléguée du gouvernement central n'étaient pas au beau fixe, se formèrent les colonnes qui devaient se déployer face à Teruel, capitale du bas Aragon, également assiégée. L'une d'entre elles était la *Colonne de fer*, d'inspiration anarchiste.

Ces colonnes étaient formées par des volontaires issus des partis, des syndicats et des groupes anarchistes. Les hommes de la C.N.T. et de la F.A.I. étaient les éléments les plus prompts à la lutte et ils n'hésitèrent pas à prendre les positions les plus dangereuses. A ces hommes d'action venaient se joindre leurs camarades de France, dont certains exilés dans ce pays tels les Italiens antifascistes. Parmi eux, des intellectuels comme Camillo Berneri et Fosco Falaschi, attirés en Espagne par les luttes sociales ou par le tumulte de la révolution, prêts à échanger la plume contre le fusil. Fosco Falaschi trouva la mort sur le front de Huesca ; Camillo Berneri à Barcelone, lors d'événements que nous relaterons par la suite.

La conquête de Saragosse était une obsession pour Durruti. La chute de la capitale de l'Aragon entre les mains fascistes avait été un coup dur pour la C.N.T., pour la révolution et pour la guerre. Saragosse avait été le centre de gravité de l'anarcho-syndicalisme aragonais, qui avait donné sa mesure lors de l'insurrection anarcho-syndicaliste de décembre 1933. Sur la carte de la Confédération, Saragosse reliait la Catalogne avec le Nord à travers la Rioja, c'est-à-dire avec les foyers libertaires de Guipúzcoa, de Biscaye, de la province de Santander et des Asturies.

C'est à Saragosse que s'était tenu, deux mois et demi plus tôt, le congrès national de la C.N.T. Ce congrès avait été une imposante manifestation, sans précédent dans l'histoire des assemblées ouvrières. Il avait été clôturé par un meeting aux arènes, où l'affluence avait dépassé des dizaines de milliers de travailleurs accourus de toute l'Espagne pour écouter la voix de la C.N.T. Tous les moyens de locomotion possibles avaient été utilisés : plusieurs trains spéciaux étaient arrivés, pleins à craquer d'hommes et de femmes chantant des hymnes révolutionnaires, le tout dans un fantastique déploiement de drapeaux rouge et noir. Lors de ces journées, Saragosse avait été complètement envahie par la C.N.T. et la F.A.I. L'adversaire social, quelque peu paniqué, avait bien sûr pris note de cette impressionnante démonstration.

Sur les plans stratégiques de l'ennemi, Saragosse était marquée d'une croix. La riposte fut une concentration contre-révolutionnaire et militaire qui allait des cadres de l'armée (copieusement représentée dans cette garnison) jusqu'aux fanatiques et aguerris *requetés* navarrais, qui avaient soutenu avec fierté plusieurs guerres civiles lors du siècle passé. C'est le tempérament pusillanime du préfet, bien à l'image de ceux de la Seconde République, et la fausseté du général en chef de la garnison, le vieux Cabanellas à la vénérable barbe blanche, militaire sournois qui se vantait d'être républicain et franc-maçon, qui furent déterminants dans la triste destinée de Saragosse. Ce fut sûrement pour ce résultat, bien plus que par respect à son grand âge que le général Cabanellas fut nommé président de la *Junte* factieuse de Burgos.

La colonne de Durruti brûlait les étapes vers Saragosse, avec l'espoir de pouvoir sauver de l'extermination les militants anarchistes qu'on croyait en train de lutter désespérément contre la terrible concentration ennemie. Mais celle-ci était arrivée avant et avait totalement anéanti toute possibilité de résistance. Quand Durruti arriva avec ses forces aux abords de la ville, celle-ci n'était plus qu'un cimetière hérissé de mitraillettes et de canons.

VIII

LA MAREE REVOLUTIONNAIRE

Une fois terminés les combats épisodiques de barricades, tandis que l'on se trouvait en plein processus d'épuration de l'arrière-garde et de réajustement des organismes de direction, se posa l'un des problèmes les plus cruciaux : la remise en marche de la machine économique, qui était restée en plan à la suite de la réaction populaire contre le soulèvement militaire. Le cas de la Catalogne, en raison de ses conditions spéciales et de la participation des anarchistes à l'action, permet d'étudier les événements révolutionnaires constructifs mieux que dans n'importe quelle autre région. En Catalogne, en effet, le mouvement populaire avait pris le caractère d'une révolution sociale.

Nous avons vu que la première réaction de la C.N.T. face au soulèvement fasciste avait été de déclarer la grève générale révolutionnaire. Les travailleurs avaient laissé leurs outils de travail pour empoigner le fusil. La production s'était paralysée. Mais, une fois les combats de rue terminés, les anarchistes ne pouvaient pas oublier une des prémisses révolutionnaires de leurs grands théoriciens : au lendemain de la révolution, la première mesure à prendre est de donner à manger au peuple. Un peuple révolutionnaire affamé sera toujours à la merci de n'importe quel aventurier démagogique (Pierre Kropotkine, *La conquête du pain*).

La première mesure des révolutionnaires fut donc d'organiser la distribution des produits alimentaires de première nécessité. Les premiers organismes de la révolution furent les « Comités de ravitaillement ». Ces comités virent le jour dans les quartiers. Chaque quartier était un campement. Ceux qui les défendaient ne déposaient pas les armes. La tension nerveuse était telle que les militants en avaient perdu la notion du sommeil. Ils n'avaient pas pu fermer les yeux depuis que les premières rumeurs de coup d'Etat militaire avaient commencé à se propager. Un bon nombre d'entre eux n'allaient pas regagner leur domicile avant cinq ou six jours ; quand ils rentrèrent chez eux, leurs proches commençaient à désespérer de les revoir vivants.

Les premières cantines communales furent organisées sur les barricades

mêmes. Les aliments étaient pris, sans formalités, dans les boutiques voisines. Ces actes d'expropriation étaient appelés « réquisitions ». C'est ainsi que naquirent les Comités de ravitaillement. Avant de réorganiser la production, on avait réorganisé la distribution. A Barcelone on entendait encore des coups de feu dans la rue lorsque fut créé le premier Comité de ravitaillement ; mais dans les quartiers éloignés, ils s'étaient créés simultanément. Ces comités regroupaient dans de grands entrepôts les produits des boutiques particulières. Ces mêmes boutiques continuaient à fonctionner et les Comités de ravitaillement se chargeaient de les approvisionner. Les équipes mobiles des Comités de ravitaillement parcouraient les maraîchages proches de la ville et les villages de la région, effectuant des réquisitions et réalisant des échanges. De ces comités partirent les premières mesures de distribution et de rationnement. Par exemple, certains articles, comme le lait, la viande de poulet et les œufs étaient réservés aux hôpitaux de campagne (où on soignait les blessés tombés pendant les affrontements) et autres hôpitaux. Les enfants, les personnes âgées et les femmes avaient également la priorité. Au début, on mit en pratique un système d'échange libre avec les fournisseurs : des articles industriels contre des aliments, sans référence au système habituel de prix. Les réquisitions se faisaient aussi au moyen de bons ou reçus, émis sans souci de formalisme réglementaire, que le commerçant ou fournisseur « réquisitionné » archivait avec soin, surtout à partir du moment où le gouvernement de la Généralité se porta garant de leur validation en numéraire. La Généralité s'était empressée de réquisitionner les établissements bancaires et avait bloqué les comptes courants des personnes soupçonnées ou convaincues d'avoir collaboré avec l'ennemi. Les anarchistes laissaient faire ; en effet, en ces moments d'abandon généreux à la révolution, ils n'attachaient pas d'importance à l'argent. Ils remettaient dédaigneusement aux comités antifascistes ou au gouvernement lui-même le papier-monnaie qu'ils réquisitionnaient de leur propre chef dans les églises, les couvents ou les résidences des puissants. Les billets flambaient parfois sur le même tas que les images pieuses, les titres de propriété, les actions industrielles, les bons du Trésor, etc. L'argent « réquisitionné » dans les palais épiscopaux était mis de côté en vue du commerce extérieur. Les organisations comprirent vite qu'elles avaient besoin de s'armer et elles se réservaient l'argent réquisitionné pour acquérir à l'étranger du matériel de combat, surtout lorsque la négligence du gouvernement central à ce sujet fut évidente.

Après les réquisitions vinrent les expropriations d'édifices pour loger convenablement les syndicats, qui suivirent en cela l'exemple des organismes officiels. Nous avons déjà parlé de la prise en main des banques par l'Etat. La richesse artistique était également saisie, en vue de la protéger, de la mettre en lieu sûr à l'étranger ou de l'échanger contre du matériel de guerre. Ces démarches furent presque exclusivement officielles, mais les organisations révolutionnaires intervinrent aussi, avec un grand sens des responsabilités. Il y avait peu de cas de pillage et les rares cas étaient implacablement sanctionnés par une

réaction, spontanée ou réglementée, des syndicats.

Le 28 juillet, la Fédération locale des syndicats de Barcelone, conformément à la résolution d'une assemblée qui s'était tenue la veille, considérait la grève générale comme terminée et conseillait aux travailleurs de regagner les usines et leurs services habituels. Les membres des milices armées et ceux qui étaient retenus par leurs fonctions dans les organismes révolutionnaires étaient dispensés de revenir au travail. Chaque syndicat s'empressa d'appliquer la résolution. La machine économique se remettait à fonctionner mais, cette fois, sous la gestion directe des syndicats. Le communiqué de la Fédération locale ne précisait pas de quelle manière on devait reprendre la production et signalait seulement que les industries qui n'étaient pas indispensables devaient rester paralysées et qu'il fallait donner la priorité à la fabrication de munitions, collectivisée sous l'égide du Comité central des milices antifascistes de Catalogne. Malgré l'absence de directives plus précises, les ouvriers, retournant dans leurs centres de production, les collectivisèrent avec un sens révolutionnaire aigu sur le plan économique. Cette expropriation était facilitée par le fait que nombre de propriétaires et de patrons avaient abandonné leurs établissements pour se cacher ou pour s'enfuir à la rencontre de l'ennemi. D'autres étaient en prison et beaucoup avaient été exécutés en paiement de vieilles dettes envers le prolétariat.

La collectivisation des centres de production fut un acte plutôt spontané des travailleurs de la C.N.T. Il était difficile, pour ceux qui venaient de risquer leur vie sur les barricades, de retourner dans les usines dans les mêmes conditions qu'auparavant. Dans ces usines occupées, sur lesquelles flottait le drapeau rouge et noir de la C.N.T., les travailleurs eux-mêmes et les techniciens de bonne volonté constituèrent instantanément des comités d'entreprise, qui s'efforcèrent d'assurer la production ou le fonctionnement efficace des services.

Les syndicats de la C.N.T. étaient organisés par industrie depuis 1918 et depuis 1931 on travaillait à la formation de Fédérations nationales d'industrie. Cette préparation facilita leur adaptation aux nécessités révolutionnaires. Les centres de production d'une industrie constituaient des entreprises que le syndicat respectif reliait entre elles. Chaque entreprise bourgeoise investie se transformait en une exploitation collective régie par les ouvriers et les techniciens les plus aptes, choisis par tous les travailleurs réunis en assemblées sur les lieux mêmes de production.

Les occupations des centres de production avaient précédé la consigne (des comités) de « fin de la grève générale et retour au travail ». Quant au service des transports urbains, sa collectivisation fut rendue publique le 25 juillet. Dans les services de l'eau, de l'énergie et de l'éclairage, l'occupation des centrales eut lieu le 26 (en fait, il n'y avait pas eu, entre-temps, de coupure dans l'approvisionnement de ce secteur). Les ouvriers de la métallurgie passèrent à l'action le même jour. Tout cela montre que la prise en main des centres industriels fut décidée unanimement dès que cessèrent les affrontements sur la

voie publique. Les cheminots proclamèrent leur décision de collectiviser les gares, les réseaux et les trains le 21 juillet (les gares avaient été transformées en fortins stratégiques par l'ennemi, qui s'y était retranché). Pour saisir la portée de cette date, il suffit de se rappeler que le dernier bastion des factieux (la caserne d'Atarazanas) fut pris le 20 juillet.

L'expropriation des entreprises à capital étranger présenta des inconvénients. Il fallut finalement y renoncer et on procéda au « contrôle ouvrier ». Ce contrôle s'exerçait sur les comptes courants des entreprises en question. L'entreprise contrôlée ne pouvait pas retirer son argent des banques sans l'aval du Comité de contrôle qui surveillait les opérations effectuées. On imposa à ces entreprises le renvoi de cadres qui s'étaient distingués par leurs exactions contre les ouvriers, et qui auraient pu saboter la production depuis leurs postes de responsabilité. Il y avait, dans bon nombre de ces entreprises étrangères, une participation du capital espagnol, comme dans *Sales Potásicas Españolas* et *Sociedad Española de Construcciones*. Dans ce cas, les travailleurs procédaient à l'expropriation sans autre forme de procès. Cela donna lieu à d'interminables protestations des autorités consulaires et diplomatiques.

Les industries de type monopoliste, comme la CAMPSA (filiale de trusts internationaux du pétrole), furent également réquisitionnées. De nombreux monopoles avaient été instaurés durant la dictature de Primo de Rivera. Parmi les immeubles expropriés figurait le siège du *Fomento del trabajo nacional* (ploutocratie catalane). C'est là qu'avait couvé le « pistolerismo » anti-confédéral à l'époque de Martínez Anido et de son compère Arlegui. Le syndicat de la Construction prit possession de l'édifice, ainsi que de l'édifice voisin qui était le domicile de Don Francisco Cambó, leader de la réaction patronale catalane. Le groupe d'immeubles devint la « Maison de la C.N.T.-F.A.I. », siège des Comités supérieurs de la C.N.T., la F.A.I. et les Jeunesses libertaires de Catalogne.

La collectivisation atteignit des proportions importantes dans quelques industries, qui dépassaient le cadre local. Elle s'étendit à toute la région et engloba parfois depuis les sources de matières premières jusqu'à l'industrie manufacturière. Ce genre de collectivisation était appelé « industrie socialisée ». Le syndicat du Bois de Barcelone entreprit ce type de tâche. Cette Collectivité réunissait les activités depuis l'exploitation des forêts jusqu'aux usines et aux magasins de vente. Les petits ateliers traditionnels furent regroupés pour former de grandes usines appelées « ateliers confédéraux », où l'on pouvait obtenir le maximum de rendement des machines et de la main-d'œuvre. Ce système permettait également le meilleur développement technico-professionnel.

Il y eut une socialisation du même type dans l'industrie de la panification. Comme dans toute l'Espagne, on élaborait le pain, à Barcelone, dans des centaines de petites boulangeries (*tahonas*), sortes de caves souterraines, humides et ténébreuses, qui étaient le repaire des rats et des cafards. On y travaillait de nuit. Ces antres antihygiéniques furent abandonnés et l'on intensifia

la production dans les usines à pain plus modernes, bien équipées et bien ventilées, qui furent perfectionnées ou que l'on construisit de neuf.

La collectivisation du réseau ferroviaire qui couvrait la Catalogne et l'Aragon fut elle aussi du même type. Les collectivisations d'industries ou de services étaient quelquefois réalisées conjointement par la C.N.T. et F.U.G.T. Cette dernière organisation était emportée par le courant de l'audace révolutionnaire. On maintenait les patrons expropriés sur les lieux de production, comme travailleurs ou comme techniciens, dans la mesure où ils n'avaient pas de dettes envers le prolétariat. Ils jouissaient alors des mêmes droits et des mêmes devoirs que leurs camarades de travail.

Les industries qui dépendaient du marché extérieur ou qui étaient soumises au régime des matières premières difficiles d'accès eurent de grandes difficultés. Les devises étaient la prérogative du gouvernement autonome et les traités de commerce celle du gouvernement central. La plus grande part du capital de l'industrie lourde était étrangère et le capitalisme international se solidarisait très étroitement avec les actionnaires dépossédés. Ceux-ci, ou leurs centrales situées à l'étranger, intriguaient auprès des gouvernements démocratiques, manœuvraient en sabotant ou en provoquant des embargos sur les matières et les marchandises.

Assez bien pourvue en gisements minéraux, l'Espagne n'avait pas su développer sa puissance économique-financière en vue d'acquiescer l'indépendance industrielle. L'exploitation du sous-sol elle-même était aux mains de concessionnaires étrangers. Le capital étranger s'était investi à fond dans les principales exploitations : le capital belge dans les mines des Asturies ; le capital français dans celles de Peñarroya ; le capital anglais dans celles de Riotinto. Les concessions étaient achetées à bas prix et en quelques années les investisseurs triplaient leur capital. L'Espagne tirait peu de bénéfices de sa production de minerais, extraite par de la main-d'œuvre bon marché et exportée brute par les sociétés exploitantes vers leurs pays d'origine. Les chemins de fer avaient été commandés à des entreprises étrangères, sous le règne d'Isabelle II. Mais l'Etat espagnol s'était réservé le tracé. On en comprendra la raison en sachant que l'entreprise qui le construisait indemnisait à raison de 200 000 pesetas le kilomètre les propriétaires dont les domaines devaient être traversés par le chemin de fer. Cela donna en conséquence un tracé tortueux, interminable et peu rentable.

La reine Isabelle II elle-même fit changer l'emplacement prévu pour la gare de Madrid. Ainsi, le chemin de fer passa par plusieurs des propriétés royales. Le transport par chemin de fer fut donc cher et lent. Le transport moderne par la route acheva de le ruiner.

L'industrie typiquement espagnole, comme l'industrie textile catalane, avait été montée avec des capitaux familiaux et elle était dépendante du protectionnisme douanier ; en effet, les tissus de laine de Barcelone et de Sabadell ne pouvaient pas rivaliser avec les tissus anglais.

Comme on peut s'en douter, la révolution eut immédiatement maille à partir avec les requins du commerce international. Les réclamations consulaires s'accumulaient et les navires de guerre anglais faisaient peser leur menace au large de Barcelone. La C.N.T. dut s'humilier à publier une liste de 80 sociétés étrangères intouchables. Sur cette liste on trouvait des commerces, des usines, des compagnies et même des églises anglicanes. Citons, par exemple, Riegos y Fuerzas del Ebro (*La Canadiense*), Sales Potásicas de Suria, etc. Mais les recommandations modérées des comités ne furent pas toujours respectées par les syndicats et encore moins par les militants révolutionnaires. Cette insubordination porta préjudice à la guerre, mais resta un exemple durable jamais égalé par d'autres révolutions.

Les collectivisations se développèrent spontanément lorsque l'on mit fin à la grève générale et lorsque les travailleurs regagnèrent les centres de production. Les syndicats s'en firent l'écho et étudièrent largement le phénomène dans leurs réunions et leurs assemblées. Une assemblée générale de la Fédération locale des syndicats de Barcelone, début août, essaya de canaliser le mouvement collectiviste. Au même moment, une assemblée générale des groupes anarchistes de la même ville déclarait : « L'économie bourgeoise, en pleine débâcle, et la démocratie, en déroute sur le plan politique et sur le plan social, manquent désormais de solutions propres. Et les organisations ouvrières, en particulier la C.N.T., ainsi que le mouvement anarchiste doivent se préparer à entreprendre toute une œuvre de reconstruction économique qui devra aller de la collectivisation à la socialisation des terres, des mines et des industries. »

Le contrôle ouvrier régissait les entreprises qu'il était impossible de collectiviser, pour diverses raisons. Ce contrôle consistait à surveiller étroitement les mouvements de la direction patronale, à la fois sur le plan fiscal et sur celui de l'information. Les Comités de contrôle, installés dans ces usines, à côté du personnel administratif, voulaient connaître l'état économique de l'entreprise. Ils s'assuraient de la véritable valeur des produits sur le marché ; ils s'informaient de la demande et du coût des matières premières ainsi que de toutes les transactions correspondantes. Ils enquêtaient sur les machines et leur amortissement, le montant et la valeur de la main-d'œuvre, les impôts, le passif et l'actif, ils surveillaient les fraudes vis-à-vis du fisc et avec une vigilance particulière le sabotage contre-révolutionnaire.

L'intervention du Comité de contrôle était parfois une phase préliminaire avant l'expropriation. C'est-à-dire une sorte de rodage dans la formation technico-administrative, après lequel le Comité de contrôle se transformait en comité d'entreprise collectivisée.

Ces formules d'organisation révolutionnaire de la production, de la distribution et de l'administration étaient exportées aux autres régions libérées, ou y prenaient naissance spontanément, toujours ou presque sous l'influence de l'activisme anarchiste. Leur expansion fut plus ou moins grande selon la résistance des secteurs politiques, qui allait des réserves mentales à l'opposition

la plus résolue. L'un des freins les plus pesants était l'imperméabilité du gouvernement central, hostile par principe et même par nature à l'audace révolutionnaire populaire. La proximité des fronts de combat rendait plus compliqués les processus critiques, surtout dans de grandes agglomérations comme Madrid. Là, on imposait comme une nécessité le sacrifice de la révolution à l'objectif suprême de la guerre. De toute évidence cette nécessité était plus fictive que réelle. Elle était souvent un prétexte pour empêcher la révolution d'avancer. Les manœuvres politiques et le combat suicidaire pour l'hégémonie allaient bientôt démontrer la perversité de la consigne à la mode : « Avant tout, gagner la guerre ».

Dans la zone libérée du Nord : les Asturies, la province de Santander et la Biscaye (Le Guipúzcoa et l'Alava furent perdus très tôt), les conditions plus dramatiques de la guerre, la nécessité angoissante de la défense militaire à outrance s'imposèrent avant les réalisations révolutionnaires. A Bilbao, les nationalistes basques firent sentir à chaque instant leur influence écrasante. Sur le plan politique, il y avait dans la région basque une alliance libérale-conservatrice et nationaliste-confessionnelle. Le nationalisme des Basques était peut-être plus radical que celui qui se manifestait en Catalogne. Il avait des visées séparatistes assez prononcées.

Dans les premières années de la République, les municipalités basques avaient élaboré un projet de statut d'autonomie dans lequel elles englobaient la province de Navarre. La Navarre avait été le foyer traditionnel de la monarchie absolue et le champ de bataille des guerres carlistes qui avaient ensanglanté la moitié du XIXe siècle. Les Navarrais, d'origine basco-aragonaise, qui étaient restés fidèles aux traditions absolutistes, se retirèrent irrités du mouvement d'autonomie.

En juillet 1936, le nationalisme des Basques fut déterminant dans leur attitude face à l'insurrection militaire. Celle-ci, dès le départ, ne cacha rien de ses intentions par rapport aux statuts d'autonomie, qu'elle considérait comme un déchirement de la patrie. Le rôle des Navarrais dans le soulèvement ne laissa aucun doute aux Basques sur le choix qu'il leur restait à faire. Par ailleurs, le gouvernement républicain s'était empressé de brûler les étapes de l'autonomie basque, dont les *Cortes* discutaient le statut lorsque le soulèvement militaire éclata.

L'importance que prit le parti nationaliste dans cette zone du territoire libéré arracha certes aux griffes des fascistes une partie importante du butin qu'ils convoitaient, mais s'opposa, par contre, à toute velléité révolutionnaire. Il n'y eut ici guère plus d'expropriations que celles pratiquées officiellement par le gouvernement autonome. Celles que réalisèrent les foyers extrémistes eurent une vie précaire et les avatars militaires les rendirent éphémères en Guipúzcoa.

En bons catholiques, les Basques respectèrent et firent respecter les établissements et les églises du rite catholique. Il est vrai que le clergé basque ne

partage pas l'obscurantisme qui afflige le clergé espagnol en général. Nous signalerons, comme donnée complémentaire, que la Biscaye est le deuxième pôle industriel d'Espagne et le premier centre sidéro-métallurgique de la péninsule. L'industrie lourde de Bilbao était une sorte de fief du capitalisme anglais.

Dans le monde industriel des Asturies, les réalisations révolutionnaires - sur lesquelles on possède peu de documents - semblent s'être limitées au contrôle des deux grandes centrales syndicales, C.N.T. et U.G.T. Celle-ci était, dans cette région, traditionnellement majoritaire. Dans les Comités de contrôle, les deux organisations étaient représentées de manière paritaire. La présidence était toutefois exercée par le secteur ouvrier majoritaire et en cas d'égalité des votes la voix du président réglait la question. Il fallait, pour être membre de ces comités, avoir appartenu à l'une des deux organisations avant le 19 juillet 1936. Cette responsabilité n'était pas rétribuée et il fallait la remplir après le travail ordinaire réalisé à l'usine ou à la mine. Seuls les cas d'extrême nécessité en étaient dispensés. La fonction de ces Comités de contrôle était définie dans un document signé par la C.N.T. et l'U.G.T., en janvier 1937 :

« Comités de contrôle. La C.N.T. et l'U.G.T. s'engagent à populariser parmi leurs adhérents la mission de ces Comités de contrôle, qui n'a rien à voir avec la direction ni avec le remplacement du personnel technique de direction et d'administration. Leur rôle principal est de collaborer avec la direction ; d'aider la direction en apportant toutes sortes d'initiatives et de suggestions, en surveillant le déroulement correct de la production, de donner des informations au sujet de l'organisation de celle-ci, dénonçant devant la direction les anomalies et les défauts pour les corriger et améliorer les conditions de travail et de rendement. La direction, l'administration et le personnel technique sont liés aux mêmes obligations envers les Comités de contrôle. »

En comparant cette définition de la mission de contrôle avec celle qui a été donnée antérieurement des mêmes organismes en Catalogne, on voit que l'influence socialiste était évidente chez les Asturiens.

La collectivisation fut effective, aux Asturies, dans l'industrie de la pêche, la deuxième industrie de la région. La pêche hauturière, comme la pêche côtière furent socialisées dès le début. Ce fut aussi le cas des industries dérivées, comme les conserveries et les marchés de gros et de détail. La socialisation se fit sous l'impulsion des syndicats de pêcheurs. Dans les villages de l'intérieur on créa des coopératives de distribution qui se fédérèrent dans un organisme appelé Conseil de coopération provincial, lequel approvisionnait toutes les coopératives.

Pendant les premiers mois de cette expérience, la monnaie n'était pas utilisée entre les pêcheurs. L'approvisionnement familial se faisait au moyen d'une carte de producteur et de consommateur. Les pêcheurs remettaient leur marchandise et recevaient ces cartes en échange. Un système semblable eut cours à Laredo (province de Santander), d'un commun accord entre les adhérents de la C.N.T. et ceux de l'U.G.T.

A Valence, une assemblée générale des Syndicats uniques (décembre 1936) mit au point des normes de socialisation qui comportaient une analyse de l'inefficacité absurde du système industriel petit-bourgeois. Le document disait ceci : « L'idiosyncrasie (1) de la majorité des fabricants, due au manque de préparation technico-commerciale, les a empêchés de mener leur fonction jusqu'à l'expérience ultime : le regroupement des grandes industries pour parvenir à une meilleure technique et à une exploitation plus rationnelle... Par conséquent, (...) la socialisation que nous projetons devra corriger les défauts de système et d'organisation au sein de chaque industrie... »

Voici, en résumé, ce qu'ils avaient l'intention de réaliser : « Lorsqu'on procédera à la socialisation d'une industrie, on fera en sorte d'unir tous les efforts des divers secteurs qui font partie de la branche d'industrie sur le plan général et sur celui de l'organisation ; on évitera ainsi les rivalités et les difficultés d'ordre syndical qui feraient obstacle à la bonne organisation de l'industrie socialisée. Les organismes de production et de distribution s'associeront de manière à éviter la spéculation d'éléments étrangers aux intérêts de l'industrie socialisée. »

Ce document a une grande importance dans l'évolution collectiviste. Les travailleurs se rendaient compte que la collectivisation partielle dégénérerait avec le temps en une sorte de coopérativisme bourgeois. Retranchées dans leur Collectivité respective, les entreprises retrouveraient leurs cloisonnements classiques et tomberaient fatalement dans la bureaucratie, premier pas vers une nouvelle inégalité sociale. Les Collectivités finiraient par se faire la guerre les unes aux autres, commercialement parlant, avec autant d'acharnement et de médiocrité que les anciennes entreprises bourgeoises. Il s'agissait donc de bien asseoir la base de la conception collectiviste, de l'étendre, sur le plan de l'organisation et de la solidarité, à toutes les manifestations industrielles en un tout harmonieux et désintéressé. Tel est le concept de la socialisation que les anarchistes et syndicalistes influents avaient à l'esprit à l'origine et dont l'expansion allait être entravée et étouffée par le marasme politique, étatique et militaire qui allait se produire très vite.

La question salariale fut également déterminée par la pression constante des circonstances politico-militaires. Après quelques tentatives d'abolition de la monnaie et du salariat, la tendance vers le système du salaire familial prit en général le dessus. Pour mieux expliquer ce courant, qui apparaissait simultanément en de nombreux endroits, nous transcrivons une partie du rapport d'une assemblée générale des syndicats de la région de Valence qui eut lieu au mois de novembre.

On prenait comme base l'individu en tant que consommateur « sans distinction de race, de profession ou de sexe ». On ouvrait une carte familiale sur laquelle figuraient le nombre et l'âge des membres du foyer. Le montant du salaire était fixé par les conseils économiques locaux en fonction des prix des

1. Idiosyncrasie : comportement individualiste.

articles de consommation en vigueur dans la localité. La base du salaire était définie de la manière suivante :

« La base du salaire familial sera déterminée en fonction des besoins d'un individu, qui doit être le chef de famille et, à partir de cette référence, le salaire sera augmenté de 50 % pour le premier membre de la famille âgé de plus de 16 ans et de 25 % pour chaque membre de la famille ayant moins de 16 ans. »

Le système n'était pas obligatoire pour les socialisations qui avaient supprimé la monnaie comme terme d'échange et qui utilisaient un salaire en espèces.

IX

LA TRAGÉDIE

DE L'ESPAGNE RURALE

Pour se faire une idée exacte de ce que fut la révolution du 19 juillet dans l'Espagne rurale, il faut poser le problème de l'agriculture espagnole dans ses aspects fondamentaux : géographique, historique, économique, politique et social.

L'Espagne est un pays essentiellement paysan. Plus de la moitié de ses habitants vivent, ou plutôt végètent, de l'agriculture. La fertilité du sol espagnol était proverbiale dans l'Antiquité. Les auteurs de traités classiques, comme Strabon et Columelle, en attestent. A l'époque romaine l'Espagne était le grenier de l'empire. Cette fertilité du sol espagnol semble avoir décliné avec le temps. Sous le règne des Rois Catholiques, les chroniqueurs commencèrent à se lamenter sur la sécheresse du climat. Des spécialistes contemporains (1) affirment que les nuages qui se forment sur l'Atlantique ne pénètrent plus dans la Péninsule à travers des couloirs plus ou moins précis, mais glissent au large de la côte cantabrique, en nous privant de la pluie bienfaisante.

L'aridité actuelle du sol espagnol est également due à des facteurs historiques. Le régime de la propriété, les guerres incessantes qui ont dévasté la Péninsule laissèrent sans âme qui vive de grandes étendues de la *meseta* centrale, où l'érosion a trouvé son domaine. Les sièges prolongés des villes fortifiées, les incursions punitives des deux camps en guerre, furent accompagnés de coupes d'arbres à grande échelle. L'abandon de l'agriculture à cause de la guerre produit le dépeuplement, et celui-ci les friches, qui à leur tour facilitent l'érosion.

Après la Reconquête, le fanatisme religieux et racial eut pour conséquence l'expulsion d'Espagne de grandes masses de paysans mauresques. La forme de culture, dans l'Espagne chrétienne de terre sèche, était extensive, ce qui favorisa encore plus l'érosion. La terre érodée s'appauvrit. La sécheresse s'accrut. Le système féodal de la propriété précipita la ruine de l'agriculture.

1. Ignacio Alagüe, *L'Espagne au XXe siècle*, Paris, 1960.

Sous l'empire romain l'Espagne était classée parmi les principales provinces « nourricières ». Elle était obligée d'envoyer à Rome 20 % de sa production de céréales. Les exactions envers les paysans étaient écrasantes. La réforme d'Auguste ne corrigea pas cette ignominie. Dans les champs pullulaient des essaims de fonctionnaires qui avaient pour mission de fixer les impôts aux cultivateurs selon un inventaire sommaire de la richesse patrimoniale. Ces censeurs mesuraient les champs et comptaient les arbres et les plantes, notaient les animaux, et par la même occasion les hommes. On fouettait ces derniers pour les obliger à déclarer leurs propriétés et leurs récoltes selon le désir et le calcul des censeurs. On les obligeait à déclarer des biens qu'ils ne possédaient pas et qui étaient, malgré tout, recensés aussi. Une certaine somme était imposée à chaque tête de bétail humain. Il fallait payer même pour ceux qui mouraient (2).

Les colonisateurs romains furent les premiers à constituer des *latifundia* sur le sol espagnol et ils portent la responsabilité du régime catastrophique de propriété du sol espagnol. Les fonctionnaires s'attribuaient d'immenses propriétés dans les zones qu'ils occupaient, et cette situation s'aggrava lorsque l'Espagne fut définitivement incorporée à l'empire romain.

Une tradition collective existait, depuis des temps anciens, chez les aborigènes. Le collectivisme agraire avait été la forme d'exploitation traditionnelle. Cette tradition est largement étudiée dans le livre érudit de Joaquín Costa, *El colectivismo agrario en España*. Il est difficile de résister à la tentation de citer le fragment suivant de Rafael Floranes sur la forme de travail collectif des Vaccéens, anciens habitants du nord-ouest de la Péninsule.

« Les malheurs et les joies, la bonne ou la mauvaise fortune de la terre, la récolte adverse ou favorable, la bonne ou la mauvaise année, les pertes ou l'accroissement du bétail ici ou là, de ce semis ou d'un autre, en un mot toutes les infortunes du ciel ou du sol ne chassaient personne hors de ses terres, comme c'est le cas maintenant ; elles étaient réparties entre tous et elles causaient moins de mal. La communauté tout entière supportait ces vicissitudes et s'attelait à la tâche pour se relever de ses pertes, pour assumer les charges publiques, la défense commune du territoire et les autres intérêts généraux de la communauté, car il n'y avait pas d'autres intérêts que ceux-là. Quel plaisir ce devait être de vivre à cette époque-là ! Comme aujourd'hui nous ne connaissons pas ces avantages, les gens s'emportent lorsqu'ils entendent parler de temps où la vie était jouissance et où il y avait réellement les moyens pour qu'il en soit ainsi, malgré l'opinion d'Aristote et de tant de faux politiciens qui nous trompent en prétendant que, s'il n'y avait pas de propriété ni de domaine privé, il n'y aurait pas non plus de convoitise entre les hommes ni l'enthousiasme nécessaire pour s'appliquer au travail et pour faire fructifier les biens au bénéfice des familles. N'y était-il pas, pourtant, chez nos Vaccéens (3) ? »

Les Wisigoths, envahisseurs de l'Espagne au début du Ve siècle, furent les

2. Modesto Lafuente, *Historia de España*.

3. Joaquín Costa, *El colectivismo agrario en España*, Buenos Aires, 1944.

fondeurs de la monarchie et de la noblesse espagnoles. Ils transformèrent en servage l'esclavage qu'ils avaient hérité des Romains. Il apparaît qu'au fur et à mesure qu'ils envahirent l'Espagne ils divisèrent le sol en trois parts, s'en réservant deux dans tous les cas. La part revenant aux Espagnols était soumise à de forts tributs. Les Wisigoths, pour mieux parvenir à mettre en pratique leurs plans de domination, se convertirent au catholicisme. La conversion de Reccared s'avère être un pacte d'assistance mutuelle entre l'Etat et l'Eglise. Elle rappelle la conversion à la religion de la croix de l'empereur romain Constantin. Par ce pacte, l'Eglise espagnole reçut à titre de propriété de grandes étendues de terre qui lui procurèrent d'importantes rentes. Jusque-là, signale Modesto Lafuente, les églises et les couvents avaient vécu précairement du petit commerce. Les abbés administrèrent désormais le travail des serfs au bénéfice de leurs communautés (institution du monachisme). Les moines cessèrent progressivement d'être des anachorètes perdus dans les déserts et dans les bois. Les hiérarchies du clergé régulier et séculier se changèrent en seigneurs féodaux. Le régime théocratique wisigoth était en effet de nature latifundiste.

La politique des envahisseurs arabes fut intelligente et sage avec les Espagnols qui, écrasés par la domination gothe, les reçurent comme des libérateurs. Cette politique musulmane se distinguait par sa large tolérance en matière de religion, d'usages et de coutumes, et elle laissa en particulier une forte empreinte dans l'agriculture, que les Arabes intensifièrent et perfectionnèrent, notamment dans les régions où ils s'établirent solidement pour près de huit siècles : l'Andalousie et le Levant. Dans ces régions, ils perfectionnèrent les canaux d'irrigation et ils introduisirent de nouveaux procédés de culture et de nouvelles variétés de plantes. En même temps, ils humanisèrent les systèmes de propriété de la terre. Grâce à leur exemple laborieux, les plaines du littoral méditerranéen se changèrent en verger.

Au cours de la campagne de la Reconquête, les nobles chrétiens se réservaient des étendues de terres, comme butin de guerre ou par donation des rois, en récompense de leurs exploits. Le clergé et les ordres militaires furent ceux qui en profitèrent le plus. Mais comme de toute façon le terrain reconquis restait désert et dépeuplé, les rois et parfois la noblesse elle-même se voyaient contraints, pour inciter à leur repeuplement, de concéder aux paysans de larges garanties politiques. Les *hidalgos* (les nobles) considéraient le labeur comme indigne de la pureté de leur sang. Les privilèges concédés aux vilains consistaient en des lettres de peuplement, des *fors* (chartes) et des communes libres. La colonisation intérieure (repeuplement des *no man's land* entre le monde chrétien et le monde musulman) fut l'occasion de l'éclosion municipale. Les rois s'appuyaient sur les communes pour se faire craindre de la noblesse indisciplinée. Les communes acquirent peu à peu des privilèges politiques dans l'administration locale, au moyen des *fors*, pour la conservation et même l'extension desquels elles luttaient. L'émulation s'étendit à tout le territoire de l'arrière-garde chrétienne dans la Péninsule. Les communes prenaient exemple

les unes sur les autres et les *fors* se propageaient. Parfois, ils étaient obtenus par l'action directe ; c'est-à-dire par l'action révolutionnaire. Les communes se défendirent des attaques de la couronne, des nobles, des évêques et des abbés en se fédérant entre elles et en créant leur propre milice. Avec le temps les communes parvinrent à avoir leurs représentants aux *Cortes* à côté des députés de la noblesse et du clergé. Les *Cortes* espagnoles devançant de beaucoup les institutions démocratiques anglaises. Elles fixaient les impôts et votaient les lois, et le roi ne pouvait pas monter sur le trône sans jurer le respect des *fors* devant les *Cortes* réunies en assemblée.

La décadence des *Cortes*, qui commence à la fin de la Reconquête, entraîna avec elle la décadence des communes par suite de la suppression des *fors* locaux et régionaux. Cette décadence ne fut pas automatique. Le processus d'unification politique nationale traînait derrière lui la centralisation législative, elle aussi de tradition ancienne. Les Wisigoths avaient créé un code fondamental (*Fuero Juzgo*) qui tomba dans l'oubli sous le flux de la civilisation hispano-musulmane. Ce code fut ressorti de l'ombre au XIII^e siècle par le roi castillan Alphonse X, appelé *el Sabio* (le Sage). A partir de ce moment, la jurisprudence nationale de l'Etat unitaire en formation commença à émerger à côté de la législation des *fors* et à exclure celle-ci petit à petit. Les communes étaient de plus en plus soumises à l'autorité des fonctionnaires et des sbires du roi. Avec l'apparition de l'absolutisme politique les anciennes castes refirent surface avec leurs sacrosaints privilèges au préjudice des agriculteurs et des artisans libres, qui, écrasés d'impôts, durent abandonner la terre en mainmorte.

L'usurpation des terres communales, des vacants et des bois communaux se fit dans la plus grande confusion. On a beaucoup écrit, sur un ton dithyrambique, au sujet des paysans libres de Castille au moment où le féodalisme faisait fureur en Europe. On veut faire croire que l'institution féodale n'exista pas en Castille grâce au libéralisme chrétien. Cette thèse des érudits ensoutanés ne correspond pas à la réalité. La nécessité de peupler la terre des régions dévastées par la guerre et de la faire produire était évidente, dans le camp chrétien, si l'on voulait consolider le terrain conquis. Et comme les paysans ne peuplaient ni ne travaillaient la terre par pur esprit patriotique, il fallut faire plus que des promesses. L'inexistence du féodalisme en Castille a peu de choses à voir avec la générosité des rois et avec la maturité politique de la noblesse castillane. Ce fut une opportunité qu'eut le peuple et dont il profita pour faire valoir ses droits. D'un côté et de l'autre des Pyrénées, la noblesse avait la même mentalité. Le roi, sans cesse en butte aux comtes, aux favoris en disgrâce, aux usurpateurs, aux prétendants ou aux bâtards ambitieux, avait besoin de l'appui du peuple et l'achetait, avec l'arrière-pensée de pouvoir récupérer un jour ses concessions. Lorsqu'il se vit fort, il passa à l'attaque contre les *Cortes*, contre les *fors* locaux et contre les communes. La noblesse, par contre, put continuer à jouir de ses biens, qu'elle ne fit pas produire et qu'elle ne ferait jamais produire, et ainsi la féodalité est arrivée intacte jusqu'à nos jours sans autre avatar que de changer parfois de

maines. Dans les temps modernes, le latifundiste est un monsieur qui vit à Madrid des rentes de ses domaines sans que ce qui s'y passe ne lui fasse ni chaud ni froid. En les louant pour quelques pesetas l'hectare il en tire une rente substantielle sans se casser la tête. L'encaissement des rentes est confié à un administrateur qui est en même temps l'agent politique du seigneur féodal. L'administrateur s'appuie sur les autorités locales et sur les fusils de la Garde civile.

Sur les miettes du seigneur féodal vit une population flottante, efflanquée et famélique, composée de fermiers exangues et de journaliers en chômage saisonnier la majeure partie de l'année. Cette population est l'électorat du seigneur, qui n'abandonne Madrid que pour s'adonner à ses passions favorites : la chasse dans ses réserves giboyeuses et la politique. A l'époque des élections, un siège de député le conduira au Parlement et peut-être au ministère. Les serfs n'ont pas d'autre alternative que de voter pour le seigneur ou de se voir privés des terres qu'ils ont en fermage ou de leur salaire. Ces journaliers sont les plus mal payés d'Espagne et les plus sobres. En certains endroits, ils doivent se nourrir de glands pendant la moitié de l'année, comme les cochons ; en effet, la saison du labour ne dure que quatre ou cinq mois.

On appelle *caciquisme* l'aspect politique du *latifundium*. Les administrateurs (*caciques*) organisent la victoire électorale du maître ; ils tiennent les électeurs par la faim, ou bien ils achètent leurs voix. La victoire est toujours assurée. Là où l'argent et la contrainte ne sont pas propices, on a recours au *pucherazo* (coup de force au moment du décompte des voix).

En Espagne (où l'on n'a pas connu la féodalité) subsistent les dénommés villages de « seigneurie », entièrement enclavés dans les propriétés et où les maisons, les terres et même l'église appartiennent à un propriétaire particulier. Celui-ci peut chasser ceux qui refusent de payer les augmentations constantes de la rente. Il peut chasser tous les habitants et laisser le village sans âme. Le respect de la propriété fait loi le protège. Il n'existe aucune loi qui oblige le propriétaire terrien à maintenir ses domaines constamment en production.

Le *caciquisme* a laissé une profonde trace dans la politique espagnole des XIXe et XXe siècles. La concentration réactionnaire est localisée dans les provinces de *latifundia* et dans celles qui, sans l'être, sont affectées par l'influence cléricale. Le soulèvement du 19 juillet triompha dans ces zones à forte concentration de *latifundia*, d'élevage, cléricales et militaristes. C'est dans ces zones que la démocratie politique, dans le sens le plus acceptable du terme, a toujours été faussée par la faim et par le catéchisme.

La configuration agraire fait de la Catalogne, de la région de Valence et du Pays basque des zones de petit fermage. Le fermier paie son dû en fruits ou en argent. La Galice est une région de *minifundio* (toute petite propriété) : des champs de moins d'un hectare appartiennent à trois propriétaires. En Andalousie et en Estrémadure dominent les grandes *latifundia*. Carlos M. Rama, qui a longuement étudié la relation entre les facteurs politiques et les facteurs économiques et historiques, dit qu'« il y a une Espagne de gauche formée par la

Catalogne, le Levant, l'Andalousie, l'Estrémadure, la Galice, les Asturies, le Pays basque, la province de Saragosse, le haut Aragon et la province de Madrid, et une Espagne de droite constituée par le León, la Castille, la Navarre et le bas Aragon », c'est-à-dire « la *Meseta* et le bassin intérieur de l'Ebre, contre le littoral et l'Estrémadure », ou bien « les provinces de *minifundio*, de petite propriété et de *latifundia* contre les provinces de moyenne propriété travaillée par des paysans moyens », ou encore « des salariés et de petits propriétaires qui votent à gauche contre de grands propriétaires et des propriétaires moyens qui votent à droite ». « Presque toutes les exceptions à ce schéma, ajoute Rama, trouvent leur origine dans le problème religieux et dans des circonstances historiques dont la continuité démontre, en outre, l'existence d'une crise d'unité de l'Etat (4). »

Dans l'Espagne sèche, les cultures de terre sèche sont prédominantes : les céréales et l'huile d'olive. Le *latifundium* comme le *minifundio* se dressent contre l'industrialisation de la terre. Le paradoxe était le suivant : l'Espagne, pays agricole par excellence, devait importer de l'étranger toutes sortes de produits agricoles à raison d'un grand nombre de millions de pesetas. En 1931, elle importa du blé pour plus de cent millions. L'une des autres plaies de la campagne espagnole est la dictature des grands consortiums de l'élevage.

En 1931, à l'aube de la Deuxième République, fut publié à Madrid un livre qui aspirait à toucher la sensibilité des gouvernants républicains, lesquels se trouvaient à la veille de la réforme agraire mille fois prônée (5). Ce livre signalait, d'après des chiffres officiels de 1930 (eux-mêmes tirés de statistiques du cadastre de 1928), que seulement 69 % des terres de la région de Castille et du León étaient en culture ; 54 % dans la Manche ; 51 % en Andalousie ; 50 % en Estrémadure. Des provinces comme celle de Ciudad Real avaient 984 000 hectares de terre cultivée et plus d'un million incultes.

Voyons tout cela un peu plus en détail. Toujours selon Cristóbal de Castro, il y avait alors, en Espagne, près de cinq millions de paysans. Si l'on prend l'exemple de 27 provinces sur la totalité des 49 provinces, on constate qu'il y avait dans les premières deux millions de paysans, parmi lesquels 1 444 000 étaient propriétaires. Parmi ces propriétaires, 590 000 possédaient moins d'un hectare de terre, superficie plus qu'insuffisante pour faire vivre une famille ; 527 000 possédaient entre 1 et 5 hectares, ce qui, en général, ne suffit pas non plus aux besoins d'une famille ; 142 000 propriétaires possédaient entre 5 et 10 hectares, soit suffisamment pour la subsistance d'une famille. En résumé, sur deux millions de paysans, il y en avait à peine 142 000 qui possédaient assez de terre pour pouvoir en vivre.

Mais il y avait d'autres sortes de propriétaires, notamment en Castille, en Estrémadure et en Andalousie, avec des domaines de 1 000 à 5 000 hectares. Plusieurs de ces domaines appartenaient à un même propriétaire. Il y avait des

4. Carlos M. Rama, *Ideología, regiones y clases sociales en la España contemporánea*, Montevideo, 1958.

5. Cristóbal de Castro, *Al servicio de los campesinos*, Madrid, 1931.

propriétaires qui possédaient plus de 40 000 hectares, dont la plus grande partie était improductive. Dans la province de Séville, par exemple, 49 000 hectares étaient destinés à l'élevage de taureaux de combat. Dans la province de Cordoue, 87 000 hectares étaient utilisés en réserves de chasse. C'est-à-dire qu'une grande partie de la superficie cultivable servait à approvisionner les arènes ou au divertissement des propriétaires et de leurs amis. Au même moment, les journaliers, les fermiers et les petits propriétaires mouraient de faim ou périssaient entre les mains des usuriers. Ceux qui ne se résignaient pas à mourir émigraient vers les régions industrielles ou partaient outre-mer en laissant des régions entièrement désertes.

L'économiste Elorrieta nous parle de la ruine forestière : « Moins de cinq millions d'hectares sont recouverts d'arbres. Vingt millions d'hectares, en Espagne, se trouvent dans l'état de désolation le plus absolu et sans un seul arbre. Ce chiffre révélateur de notre véritable état de misère et d'abandon explique tous les secrets de l'émigration, de la pauvreté, de l'irrégularité de nos cours d'eau et même le caractère de nos concitoyens (6). »

Quelques Espagnols cultivés essayèrent avec plus ou moins de succès de remédier à cette calamité. En particulier, au XVIII^e siècle, Campomanes, Floridablanca, Aranda, Jovellanos. On essaya alors de coloniser les zones désertiques de la Sierra Morena, y compris avec des Allemands et des Flamands. Le brain-trust du despotisme éclairé eut aussi en projet de répartir les terres. Mais il fallait les acheter ; en effet, il n'y en avait pas de disponibles. Pour trouver ces terres, on incitait les propriétaires de biens ruraux en mainmorte à les vendre. Par ailleurs, on interdit le droit d'aînesse et on empêcha le clergé d'acquérir de nouvelles propriétés. L'institution du droit d'aînesse avait été établie par les Rois Catholiques ; les ministres de Charles III et les libéraux du XIX^e siècle voulurent en finir avec elle, mais elle se perpétua et se perpétue encore.

Les lois de 1833 et 1855 donnèrent une impulsion à la *desamortización* (mise en vente des biens de mainmorte). Mendizábal fut le plus hardi de ses champions, mais les communes accusèrent à la fois son impact et celui de l'Eglise. L'Eglise réussit à faire mieux que de sauver ses privilèges et elles les mit en lieu sûr, aux bons soins d'hommes de paille ; les communes perdirent le reste de leurs terres communales, dont les habitants sans terre avaient l'usufruit.

La mise en vente des biens de mainmorte fut plutôt une opération financière de l'Etat pour couvrir ses besoins de guerre contre le carlisme. Il avait besoin d'argent et il s'en procura en vendant les biens réquisitionnés au clergé factieux. Les acheteurs furent, naturellement, ceux qui avaient de l'argent.

Toutes sortes d'aventuriers, qui n'avaient pas d'autre souci que la spéculation, se jetèrent sur les domaines en vente pour les revendre, parfois à d'autres spéculateurs. Cette opération spéculative augmenta le prix de la terre à un point tel que les paysans pauvres furent incapables de l'acquérir pour la mettre en pro-

6. Agustín Nogué Sardá, *Los problemas de la producción agrícola española*, Buenos Aires, 1943.

duction (7).

La mise en vente des biens de mainmorte échoua à cause de la rapacité de l'Etat. La propriété en mainmorte se perpétua en dépit d'autres projets de réforme agraire : celle de Besada (1907), celle d'Alba (1916) et celle de Lizárraga (1921). La réforme agraire de la Seconde République allait également échouer. Par contre, la technique favorite de l'Etat de réprimer brutalement les agitations paysannes des XIXe et XXe siècles n'échoua pas. Les échafauds de Jerez de la Frontera et le bûcher de Casas Viejas en font foi.

La République fut proclamée le 14 avril 1931. Les Cortes constituantes mirent en marche, au mois d'août, la préparation d'un projet de réforme agraire. Le projet de la commission ne fut pas adopté avant le 15 septembre de l'année suivante. Laissait-on du temps à la droite pour lui permettre de réagir ? En effet, le soulèvement du général Sanjurjo eut lieu le 10 août 1932, mais il ne parvint pas à ses fins grâce à la rapide intervention du prolétariat andalou. La frayeur tira les réformateurs de leur somnolence. Le projet envisageait de doter de parcelles les paysans sans terre ou n'en possédant pas assez. Mais les formalités d'application devaient être d'une lenteur exaspérante. D'après Carlos Rama, on prévoyait un délai de vingt à trente ans pour la mise en pratique du plan.

Felipe Aláiz voit le premier projet de la façon suivante : « En premier lieu, l'occupation des exploitations sera provisoire ; en deuxième lieu, la loi fixera la durée d'occupation ; en troisième lieu, si l'occupation s'effectue de manière définitive, les propriétaires seront indemnisés ; en quatrième lieu, l'Institut de réforme agraire, organisme officiel et de tutelle, fixera souverainement le montant des rentes, jusqu'à la plus petite ; en cinquième lieu, la bureaucratie locale aura le droit de proposer l'occupation définitive moyennant indemnisation, mais la décision appartiendra toujours à la *Junte* centrale ; en

7. Des études plus récentes sur le sujet démontrent la persistance, si ce n'est l'aggravation, du problème rural en Espagne (Voir le livre cité plus haut d'Ignacio Alagüe). Ignacio Fernández de Castro a écrit plus récemment sur ces problèmes : « Nous évaluons à trente-deux millions d'hectares la superficie agraire utile de la propriété privée, parmi lesquels environ huit millions d'hectares sont atomisés en *minifundios* et détenus en petites parcelles par le prolétariat rural, la majeure partie en fermage et en métayage. Cela signifie que les groupes privilégiés non seulement possèdent les 24 millions d'hectares qui ne constituent pas le *minifundio*, mais aussi une bonne partie des terres atomisées, en percevant dessus une rente ou la partie qui, en tant que propriétaires, leur revient sur le métayage. Dans la province de Cordoue, ajoute-t-il, une terre fertile et un peuple triste et mélancolique qui meurt de faim, un seul propriétaire, une seule famille, les ducs de Medinaceli, possède 79 000 hectares de terre. Cette classe (il fait allusion aux petits propriétaires, fermiers et métayers) supporte tout le poids du manque de rendement de ses petites propriétés par défaut de mécanisation, d'engrais, dans une économie toujours précaire. » Mais il y a aussi le cas du sous-prolétariat rural, qui n'est pas lié à la terre, « pas même par les faibles liens du contrat de travail », constitué « par quelque quatre millions et demi de personnes, se répartit dans la moitié sud de l'Espagne et ses caractéristiques les plus représentatives sont la misère et le déracinement ».

Ignacio Fernández de Castro, *La demagogia de los hechos*, Ruedo Ibérico, Paris, 1962.

sixième lieu, on préférera "les terres incultes de bonne qualité". Toutes ces gangues figurent dans le projet avec un cynisme sans pareil. On ne peut pas dire plus clairement que l'on va améliorer la terre pour que le propriétaire la vende plus cher à ceux-là mêmes qui l'ont améliorée, au bout de cinq ou six ans de culture. La consigne des écoles anti-sociales consiste à multiplier le nombre de propriétaires et c'est vers ce but que s'achemine le premier projet de réforme agraire. L'Etat intervient avec ses commères socialistes pour donner l'impression qu'il résout le problème du chômage tout en faisant en sorte que les paysans augmentent la valeur des exploitations (8). »

Ce premier projet fut retouché pour donner satisfaction aux grands propriétaires terriens auxquels on avait laissé le temps de dévoiler leurs batteries en toute impunité.

En avril 1934, à peine quelque douze mille paysans avaient reçu des terres de l'Etat. Mais la même année le gouvernement de droite de Lerroux-Gil Robles annula la réforme agraire. On restitua leurs propriétés aux grands d'Espagne, qui avaient été expropriés en représailles de leur collaboration avec Sanjurjo.

Après les élections de 1936, lorsque la gauche récupéra le pouvoir, la réforme agraire semble être appliquée avec une certaine célérité. Mais il ne faut pas oublier que le gouvernement de Front populaire s'inclinait devant une succession de faits accomplis. A partir de la fin du *biennat noir*, les paysans accentuèrent ce qu'Aláiz appelle l'« expropriation invisible » : l'invasion de domaines en mainmorte, malgré l'épouvantail de la Garde civile.

« Alors que dans les cinq années précédentes, si l'on s'en réfère aux chiffres que nous avons étudiés, seulement 200 000 hectares avaient été distribués, on distribua 712 070 hectares de mars à juillet 1936 à des paysans qui ne possédaient pas de terres (9). »

En réalité, ce sont les paysans qui réalisent leurs expropriations. Le gouvernement, dans un bon nombre de cas, ne fait qu'officialiser l'occupation. Cela veut dire que la révolution agraire commença, dans les campagnes, avant le 19 juillet 1936. A partir de cette date, les expropriations se développent sur le territoire que les militaires factieux n'ont pas pu envahir. Rama lui-même souligne que l'Institut de réforme agraire totalisait en mars 1938 (alors que la révolution était pratiquement dominée) les chiffres suivants concernant les expropriations : 2 432 202 hectares par abandon de leurs propriétaires ou à cause de leurs responsabilités politiques ; 2 008 000 hectares occupés dans l'intérêt social ; 1 252 000 hectares occupés à titre provisoire. On voit le contraste : le gouvernement républicain avait distribué légalement, en cinq ans de réforme agraire, 876 327 hectares ; la révolution, en quelques semaines, avait exproprié et en grande partie collectivisé 5 692 202 hectares par occupation directe des paysans.

8. Felipe Aláiz, *Alcance y crítica de la reforma agraria*, revue *Estudios*, Valence, 1931-1932.

9. Carlos M. Rama, *op. cit.*

La C.N.T., on le verra, fut le bras et le cerveau de cette révolution agraire, la première et la plus transcendante qui avait jamais eu lieu en Espagne et peut-être même dans le monde. Lors de son congrès de Saragosse, en mai 1936, elle avait fixé les revendications suivantes :

- a) Expropriation sans indemnisation des propriétés de plus de 50 hectares de terre.
- b) Confiscation du bétail de réserve, des outils de labour, des machines et semences qui se trouvent entre les mains des propriétaires expropriés.
- c) Révision des biens communaux et remise de ceux-ci aux syndicats de paysans pour leur mise en culture et leur exploitation sous forme collective.
- d) Remise en usufruit proportionnelle et gratuite de ces terrains et de ces biens aux syndicats de paysans pour leur exploitation directe et collective.
- e) Abolition des contributions, impôts territoriaux, dettes et charges hypothécaires qui pèsent sur les propriétés, les outils de labour et les machines qui constituent le moyen de vivre de leurs propriétaires et dont les terres sont cultivées directement par eux, sans intervention continue et sans exploitation d'autres travailleurs.
- f) Suppression de la rente en argent ou en espèces que les petits fermiers, *rabassaires*, colons, affermataires forestiers, etc., se voient actuellement obligés de verser aux grands propriétaires.
- g) Encouragement des ouvrages hydrauliques, des voies de communication, de l'élevage et des fermes avicoles, du reboisement, et création d'écoles d'agriculture et de stations œnologiques.
- h) Élimination immédiate du chômage ouvrier, réduction de la journée de travail et alignement des salaires sur le coût de la vie.
- i) Saisie directe par les syndicats de paysans des terres qui, par manque de culture, constituent un sabotage de l'économie nationale.

Les idées et les intentions du syndicalisme révolutionnaire étaient clairement formulées. Il ne manquait qu'à les faire passer dans la pratique. Pour cela, il fallait une conjoncture révolutionnaire, puisqu'on n'attendait aucun miracle du gouvernement. La conjoncture fut provoquée par le soulèvement militaire. Voyons comment elle fut mise à profit.

X

LA REVOLUTION A LA CAMPAGNE

La transformation soudaine et radicale qui se produisit dans l'Espagne rurale à partir du 19 juillet 1936 ne peut surprendre si l'on a en mémoire les antécédents que nous venons d'exposer. A la campagne, la battue populaire contre les *caciques*, les propriétaires féodaux, les agents du fisc, les usuriers, les policiers et la racaille des juristes laissa aux mains des paysans de grandes étendues de terres qu'ils recouvraient après des siècles de spoliation. Comme à la ville, la nécessité urgente de mettre en marche la production stimula la collectivisation. Le collectivisme agraire était gravé dans le subconscient des paysans. Il était, par ailleurs, le fruit naturel de plusieurs décades de propagande anarchiste.

Les écrivains espagnols ont été prolifiques sur le thème brûlant du féodalisme agraire. Malheureusement ces livres ne parvenaient pas jusqu'aux paysans, et s'ils leur parvenaient, l'analphabétisme endémique les rendait inopérants. Mais là où ne pouvaient arriver ni les livres ni les traités académiques, la presse anarchiste portait. On imagine facilement une scène proverbiale de la campagne andalouse : celle d'un groupe de paysans se réunissant dans une pièce de la ferme, à la lueur vacillante d'une lampe à huile, pour écouter la lecture de la presse ouvrière. Celui qui lisait était généralement le seul « lettré ». Une autre préoccupation des anarchistes fut de créer des écoles ou des bibliothèques rudimentaires dans les localités situées à l'écart des grands centres. Les maîtres, les écoles et les bibliothèques étaient parfois itinérants.

Il y avait un véhicule efficace de prosélytisme, l'opuscule, court ouvrage de vingt ou trente pages abordant des thèmes doctrinaux choisis dans un style simple, et qui était à la portée des intelligences auxquelles il s'adressait. L'un des opuscules les plus diffusés était *Entre campesinos*, de Malatesta (1).

Des orateurs, paysans ou non, parcouraient aussi la campagne, parlant à ces

1. José Sánchez Rosa, véritable émule de Salvochea, est un exemple autochtone de cette littérature simple et assimilable. Voici quelques titres de ses opuscules destinés à la propagande à l'intention des paysans : *El burgués y el anarquista*, *El capitalista y el trabajador*, *El obrero sindicalista y su patrono*, *En el campo*, *El guarda y el obrero*,

êtres humbles avec des mots simples sur des thèmes eux aussi compréhensibles. Cette propagande était réellement efficace, d'autant que l'illettré n'est pas nécessairement un rustre et qu'il y a partout de véritables intelligences obscurcies par l'inculture. Le syndicalisme révolutionnaire travaillait depuis longtemps à l'éducation de ces modestes fils du peuple et ses semis commençaient déjà à fleurir à la veille du 19 juillet. Par ailleurs, des expériences révolutionnaires de vie libre avaient été réalisées pendant les événements insurrectionnels des premières étapes de la République. Les expériences de communisme libertaire étaient également menées, pacifiquement, par quelques noyaux de petits propriétaires paysans, et elles étaient fondées sur un accord mutuel et libre. *La Revista Blanca* du 1er mai 1933 mettait en exergue quelques-uns de ces exemples de communauté libre qui avaient pour cadre la province de Burgos, celle de Santander, la plaine de Lérida, les campagnes de Soria, des Asturies, d'Andalousie et d'Estrémadure. Les descriptions étaient illustrées par des photos significatives. L'une de ces légendes disait : « *Villages qui vivent dans le communisme libertaire*. Le communisme libertaire est en train de se déclarer dans les villages de la campagne espagnole, sans bruit, lentement et tranquillement. La presse bourgeoise elle-même, époustoufflée, ne peut pas faire autrement que de constater les faits ; elle commente avec admiration la spontanéité de ce mouvement. Voici les bûcherons de Quintanar de la Sierra, petit village de la Montagne d'Urbión, en plein cœur de la Castille, qui travaillent en commun, se partagent les bénéfices à parts égales et consomment ensemble les biens communs ; On assiste à une scène tranquille et bucolique : les bœufs sont en train de paître tandis que les hommes abattent les arbres au milieu du bois. " Ici, il n'y a ni pauvre ni riche, déclare un paysan, ni problèmes sociaux ni ouvriers au chômage. Ici, on partage la production équitablement et tous ensemble, en travaillant, nous vivons tranquilles et heureux. " » Dans un autre entrefilet de la même revue et du même numéro on lit : « Voici des équipes d'ouvriers des villages ruraux (il s'agit d'une autre légende de photo) qui ont proclamé le communisme libertaire, se passant simplement de la municipalité, de toute autorité et de toute tutelle... » « La municipalité (dit un autre entrefilet) a été destituée et on a organisé une nouvelle vie... » Il s'agit de Cabrales et de cinq autres villages qui forment un Conseil, dans les Asturies, et qui se sont libérés de « ces obsessions des paysans que sont le paiement des contributions, des impôts, du cinquième de la récolte ». La légende ajoute que des journalistes arrivent à Cabrales pour écrire des reportages à sensation. Parmi les meneurs du mouvement se trouve le médecin du village. Une autre légende montre les paysans d'Alguaire (province de Lérida) en train de travailler, par solidarité, les terres de leurs camarades emprisonnés à la prison de Lérida après avoir été

Entre amiguitas, La idea anarquista, Las dos fuerzas : Reacción y progreso. Sánchez Rosa est aussi l'auteur d'un livre qui eut une grande diffusion en raison de son utilité pour les classes humbles. Il s'agit d'un livre de référence : *El abogado del obrero*. Cet apôtre des exploités fut tué par les occupants en juillet 1936.

impliqués dans le mouvement révolutionnaire de janvier de la même année.

Une fois la République proclamée, en même temps que la température sociale montait, la littérature d'anticipation révolutionnaire proliférait dans les milieux de la C.N.T. et de la F.A.I., parallèlement aux mouvements insurrectionnels anarchistes. Cette littérature était le fait de groupes éditeurs libertaires plus ou moins indépendants. Les ouvrages peuvent être classés dans trois catégories : des rééditions d'œuvres plus ou moins classiques d'auteurs internationaux, des œuvres nouvelles d'auteurs espagnols et de petits opuscules écrits par des militants anarcho-sindicalistes qui avaient plus d'enthousiasme que de compétence. Il faut également parler de quelques efforts collectifs sous forme de rapports élaborés par les assemblées de syndicats. Pas moins d'une centaine de rapports de ce genre servirent de base au dossier constitué par le Congrès confédéral de Saragosse de mai 1936 intitulé *Concepto del comunismo libertario* (2).

Cette obsession révolutionnaire constructive et la saturation littéraire qu'elle

2. Voici une liste très incomplète de la littérature d'anticipation révolutionnaire éditée ou rééditée entre 1930 et 1936 : Sébastien Faure, *L'anarchie* ; Pierre Kropotkine, *L'anarchie est inévitable* ; Juan Peiró, *Ideas sobre sindicalismo y anarquismo* ; Federico Urales, *El ideal de la revolución* ; Gaston Leval, *Problemas económicos de la revolución española* ; Eleuterio Quintanilla, *La tesis sindicalista* ; Diego Abad de Santillán, *La bancarrota del sistema económico y político del capitalismo* ; J. Bonet, *Al servicio del comunismo libertario* ; Alejandro Gilabert, *La C.N.T., la F.A.I. y la revolución social* ; José Maceira, *Comunismo estatal y comunismo libertario* ; Felipe Aláiz, *La expropiación invisible* ; Anonyme, *El comunismo libertario. Sus posibilidades de realización en España* ; Max Nettlau, *De la crise mondiale à l'anarchie* ; Higinio Noja Ruiz, *Hacia una nueva organización social* ; Floreal Ocaña Sánchez, *Hacia el comunismo libertario* ; Angel Pestaña, *El sindicalismo, lo que quiere y hacia dónde va* ; Horacio Prieto, *Los problemas de la revolución española* ; Ramón Segarra, *¿Qué es el comunismo libertario ?* ; Anonyme, *La sociedad del porvenir : el comunismo libertario* ; Evelio G. Fontaura, *¿Cómo es posible vivir actualmente en anarquía ?* ; W. Morris, *La société future* ; Rafael Ordóñez, *El amor en el comunismo libertario* ; Macario Royo, *Cómo implantamos el comunismo libertario en Más de las Matas* ; Felipe Aláiz, *El problema de la tierra. Reforma agraria y expropiación social* ; Ignotus (Manuel Villar), *El anarquismo en la insurrección de Asturias* ; Anonyme, *La revolución de Asturias. Cómo actuaron los anarquistas* ; Diego Abad de Santillán, *El organismo económico de la revolución. Cómo vivimos y cómo podríamos vivir* ; Gaston Leval, *Estructuración y funcionamiento de la sociedad comunista libertaria* ; Bruno Lladó, *El comunismo libertario* ; Solano Palacio, *Quince días de comunismo libertario en Asturias* ; Pierre Besnard, *Les syndicats et la révolution sociale* ; Camillo Berneri, « Los anarquistas y la pequeña propiedad agrícola » (articles de *La Revista Blanca*, 1932) ; Sébastien Faure, *Mon comunisme* ; Alfonso Martínez Rizo, 1935, *advenimiento del comunismo libertario. El comunismo libertario expuesto por un ingeniero español. La ciudad en el porvenir comunista libertario* ; Max Nettlau, « Una opinión de 1912 sobre la imposibilidad inmediata del comunismo libertario en los municipios libres » (article de *La Revista Blanca*, 1932) ; Antonio Ocaña, *El municipio libre* ; V. Orobón Fernández, *La C.N.T. y la revolución* (texte d'une conférence) ; Federico Urales, *Los municipios libres* ; Christian Cornelissen, *Le comunisme libertaire et le régime de transition* ; Silverio Valentí, *Del éxodo al paraíso. Un ensayo de comunismo libertario* ; E. Armand, *Histoire des expériences, formes de vie en commun sans Etat ni autorité* ;

entraîna orientèrent énormément le cours de la révolution populaire du mouvement anarcho-syndicaliste, comme nous allons bientôt le voir.

Le 19 juillet 1936, dans les villages où il y avait des syndicats affiliés à la C.N.T. et à l'U.G.T., se constituèrent des comités révolutionnaires ou anti-fascistes de concert avec les partis politiques. Ces organismes réalisèrent les premières saisies de terres, d'outils de travail et de produits. Au tout début les comités révolutionnaires substituèrent la corporation municipale. Plus tard, ils se transformèrent eux-mêmes en municipalité, en adoptant une représentation proportionnelle ou paritaire des forces en présence. L'organisation ou le parti majoritaire assumait la présidence ou la fonction de maire.

Les terres saisies étaient remises aux syndicats de paysans, qui organisèrent les premières Collectivités. En général, les petits propriétaires étaient respectés, dans la mesure où ils travaillaient leur exploitation avec leurs propres bras ou en famille, sans employer de main-d'œuvre salariée. A Viladecans (province de Barcelone) cinq ou six individus travaillaient au début pour le petit propriétaire.

Dans les zones traditionnelles de petite propriété et de métayage, comme la Catalogne, la terre était très divisée. Les *latifundia*, petites ou grandes, n'existaient pas. Les militants de la C.N.T. formèrent donc de nombreuses Collectivités en mettant en commun leurs propres terres, leurs animaux de labour, leur outillage, leurs volailles, leur bétail, leurs engrais, leurs semences et même leur récolte. Les terres situées trop à l'écart du centre de la Collectivité étaient échangées avec les paysans individualistes contre d'autres plus proches. D'autres avantages étaient offerts à ces derniers pour les pousser à accepter l'échange. On leur donnait parfois des terres meilleures et plus étendues que celles qu'ils cédaient en vue de faciliter le remembrement des parcelles.

Le collectiviste qui n'avait rien à apporter à la Collectivité était admis avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres. Parfois, lors de la constitution d'une Collectivité, on mettait en commun l'argent personnel. Ce fut le cas par exemple à Pobla de la Granadella (Catalogne), Lagunarrota (Aragon) et Cervera del Maestre (province de Valence).

Les petits propriétaires plus ou moins réfractaires à la collectivisation étaient appelés « individualistes ». Ils avaient beaucoup de mal à faire marcher leur exploitation ; en effet, comme ils ne pouvaient pas employer de main-d'œuvre salariée, ils rencontraient de graves difficultés à certaines époques de l'année, aux temps forts du labour ou de la cueillette des fruits. Ils ne pouvaient pas utiliser de machines agricoles, en raison de l'exiguïté de leurs parcelles, mais aussi parce qu'ils n'en possédaient pas. Dans certains villages les « individualistes » s'aidaient mutuellement, mais de toute manière leurs récoltes subissaient des dommages en qualité et en quantité. Plutôt que de rentrer à la Collectivité, ce qui pour certains représentait une capitulation, ils préféraient abandonner le village

Isaac Puente, *Finalidad de la C.N.T. : el comunismo libertario* ; E. Horizonte, « Montaje y ajuste de la nueva economía de la sociedad libre » (article d'*Estudios*).

en laissant les bêtes de labour attachées dans l'écurie (Montblanch). Ils avaient aussi des difficultés pour s'approvisionner ; en effet, les commerçants traditionnels avaient été supprimés, en certains endroits, étant considérés comme des intermédiaires inutiles et pernicieux. La municipalité, qui était chargée d'approvisionner les individualistes, le faisait avec peu de diligence. Les collectivistes, dans leur majorité, n'étaient pas rigoureux avec eux. A Monzón, la Collectivité prêtait ses machines aux individualistes et même leur fournissait certains produits de première nécessité. Certains individualistes distribuaient leur production par l'intermédiaire de la coopérative de la Collectivité, dont ils recevaient aussi, en retour, les articles dont ils avaient besoin. Certains finissaient par rentrer dans la Collectivité, comme ce fut le cas par exemple à Más de las Matas.

Dans certains villages, le comité révolutionnaire avait saisi les domaines des grands propriétaires. Une assemblée de paysans, à laquelle, en outre, tout le village participa, se chargea de la répartition de la terre aux individualistes et aux collectivistes. Ces derniers créèrent une commission qui mit au point un document dressant les grandes lignes du plan collectiviste. Lorsque la C.N.T. et l'U.G.T. divergeaient dans leurs méthodes de collectivisation, cela donnait lieu à la création de deux Collectivités distinctes dans le même village. A Cuenca, la C.N.T. et l'U.G.T. saisirent toutes les terres et décidèrent qu'en cas de rupture elles seraient partagées proportionnellement.

La surface du territoire collectivisé variait selon la densité de la population et la couleur politique des collectivistes. Par exemple, la Collectivité paysanne de Barcelone s'étendait sur près de 1 000 hectares de cultures maraîchères que les collectivistes divisèrent en plusieurs zones. La Collectivité voisine d'Hospitalet de Llobregat couvrait une superficie de 15 kilomètres carrés. A Sueca (province de Valence), les collectivistes cultivaient 3 600 « *fanegas* » (une *fanega* égale 65 ares) de rizières, 320 de cultures maraîchères, et 115 d'orangers sur ce qui avait été la propriété du marquis de Peñafiel. A Belvis del Jarama (Nouvelle Castille), ils mettaient en valeur 900 *fanegas* de terre irrigable et 1 500 de terre sèche cultivable. A Brihuega (dans la Alcarria), presque tout le territoire municipal était collectivisé.

La superficie du territoire collectivisé enregistrait parfois des variations importantes à cause de l'infortune de la guerre, de la politique réactionnaire du gouvernement et des assauts militaires des colonnes communistes. A Peñalba (Aragon), la Collectivité réunissait au début tout le village. Lorsqu'elle fut reconstruite après l'attaque des colonnes communistes (mai 1937), de nombreux petits propriétaires réclamèrent leurs terres et s'établirent dans leurs petites propriétés sous la protection des baïonnettes moscovites. A Brihuega, après la mise en déroute de l'offensive des forces italiennes (mars 1937), de nombreux petits propriétaires suivirent les envahisseurs dans leur retraite désastreuse. La région de La Alcarria était presque toute collectivisée.

Au sein des Collectivités, l'organisation du travail s'articulait autour des

groupes de travailleurs dirigés par un délégué. Les terres étaient divisées en zones de culture. A Barcelone ces divisions formaient de grandes zones autour des quartiers périphériques. Les terres collectivisées d'Hospitalet de Llobregat étaient divisées en 38 zones ; celles de Montblanch en 5 zones ; celles de Monzón (Aragon) étaient aussi divisées en lots. Les délégués des groupes travaillaient comme les autres. Après la journée de travail, ils se réunissaient avec la Commission administrative (dont ils faisaient parfois partie) pour dresser le plan de travail du lendemain. Les groupes de travailleurs se rendaient tous les matins sur le lieu de travail et là on leur donnait les recommandations techniques utiles. Il y avait toujours des volontaires de reste pour les travaux pénibles comme, par exemple, l'irrigation nocturne. Les délégués de travail et les membres de la Commission administrative étaient nommés par l'assemblée générale ; celle-ci était toujours souveraine pour toutes les questions importantes qui se posaient.

L'immense majorité des Collectivités n'avait pas d'horaire de travail déterminé. A Barcelone on travaillait même les dimanches matin. Il était courant de travailler du lever au coucher du soleil et six jours par semaine. Dans certaines localités on avait établi une journée de neuf ou dix heures, et même douze quand la main-d'œuvre manquait. Il faut préciser que les jeunes remplissaient leur devoir antifasciste sur les fronts de la guerre.

L'aptitude au travail allait de 14 à 60 ans. Les jeunes filles célibataires travaillaient dans les ateliers collectivisés qui étaient créés ou dans les succursales des coopératives de distribution. Les femmes mariées retenues par les tâches domestiques étaient dispensées de ces obligations. Mais dans les moments de nécessité elles contribuaient elles aussi à l'effort commun. Les femmes qui attendaient un bébé faisaient l'objet d'attentions particulières.

Chacun travaillait en fonction de ses capacités physiques. Les jours perdus pour cause de maladie étaient considérés comme travaillés (par exemple à Cuenca). Les hommes âgés de plus de 60 ans avaient la possibilité de prendre la retraite, mais à Graus ils s'organisaient pour se rendre utiles.

Pour les raisons que nous avons déjà évoquées, les Collectivités étaient plus ou moins riches en membres. Celle de Lérida abritait 100 familles. Celle d'Hospitalet de Llobregat 1 000 hommes et femmes. Celle de Calanda alla jusqu'à abriter 3 500 personnes (le village comptait 4 000 habitants). Más de las Matas (2 300 habitants) avait 2 000 collectivistes. A Peñalba, comme nous l'avons vu, la Collectivité englobait au départ tout le village. Après la répression stalinienne, cette Collectivité fut réduite à 500 collectivistes. Peñalba avait 1 294 habitants avant la guerre. La Collectivité de Belvis del Jarama démarra avec 75 membres ; en 1937 elle arriva à en compter 140. Celle d'Utiel (province de Valence), une des plus importantes, était composée de 600 familles. Cette Collectivité poussa très loin les pratiques communistes libertaires.

Une fois couverts les besoins économiques de la Collectivité, le reste de la production était destiné au marché extérieur où il était soit vendu soit échangé di-

rectement, ou par l'intermédiaire des organismes fédéraux qui petit à petit se mettaient en place. En Catalogne, les syndicats agricoles de l'époque bourgeoise restaient en place dans certains villages ; les petits propriétaires, fermiers ou métayers distribuaient leurs produits ou s'approvisionnaient au moyen de ces syndicats. La Collectivité de Montblanch confiait au syndicat sa production de vin et d'huile. Mais le plus courant était la création de coopératives indépendantes et d'un style nouveau. A Barcelone, la Collectivité paysanne avait ouvert des boutiques en ville, mais lorsque le Marché central des fruits et légumes (Borne) fut collectivisé, la distribution fit un pas en avant dans la zone agricole de Barcelone. En Aragon cette distribution était réalisée par l'intermédiaire de la Fédération régionale des collectivités, fondée en février 1937.

Les collectivistes s'approvisionnaient dans leurs coopératives, qui étaient de grands entrepôts, souvent aménagés dans des églises désaffectées. C'étaient des locaux idéaux pour y faire des entrepôts et on y empilaient les produits pour la consommation locale. Quant à l'approvisionnement familial il se faisait de diverses façons. A Lérida, les familles de paysans étaient pourvues d'un livret de consommation sur lequel on marquait les articles retirés du magasin collectif. Le titulaire du livret recevait chaque semaine la différence entre ce qu'il avait gagné et ce qu'il avait dépensé. A Montblanch, les articles étaient achetés avec de l'argent appartenant à la Collectivité. Dans certains villages fut implanté, dans les premiers mois, un système de distribution communiste libertaire, qui consistait à se servir librement. On retirait dans les dépôts les articles dont on avait besoin, sans autre considération. Dans d'autres endroits la distribution se faisait avec des bons, sorte de monnaie sans cours officiel. A Llombay (province de Valence), les provisions étaient distribuées à raison d'une quantité déterminée pour chaque famille. Dans le cas où l'on fixait un prix, c'est le Conseil administratif qui s'en chargeait. Dans tous les cas, lorsqu'un article se faisait rare, pour quelque raison que ce soit, on le rationnait. Les articles rationnés étaient réservés en priorité aux enfants, aux malades, aux vieillards et aux femmes enceintes. Les articles rationnés qui n'étaient pas de première nécessité étaient parfois distribués selon le système de « points » ou de « bons », qui était une sorte de tour de rôle. A Peñalba, la priorité en matière de rationnement était liée à des ordonnances médicales.

En compensation de ce qui manquait, et qu'il fallait rationner, la Collectivité fournissait à ses membres de grandes quantités d'aliments, comme les légumes et les fruits, sans aucune sorte de restriction.

Les coopératives avaient fait disparaître l'intermédiaire, le petit commerçant, le grossiste et le spéculateur. Les produits étaient ainsi moins chers pour le consommateur. Les Collectivités s'employaient à éliminer le foyer de parasites qui infestaient la campagne, et elles auraient obtenu leur disparition complète si ceux-ci n'avaient pas trouvé une protection dans la corruption des milieux officiels et des partis politiques.

La population non collectiviste bénéficiait aussi, indirectement, des coopératives ; celles-ci servaient en effet toute la population, indistinctement, et souvent à de meilleurs prix que le commerce dit libre. De nombreux petits propriétaires, nous l'avons dit, réalisaient leurs transactions par l'intermédiaire des coopératives collectivisées. Il faut ajouter qu'ils se fournissaient aussi par le même réseau. Les collectivistes, eux, utilisaient gratuitement certains services, comme le bois de chauffage, le coiffeur, le cinéma et les écoles.

Inutile de dire que les échanges de produits entre Collectivités étaient réalisés sans argent. Les opérations effectuées avec de l'argent à travers la corporation municipale étaient évaluées au moyen de barèmes ou prix officiels (Montblanch) et étaient payées en monnaie également officielle. Pour les échanges proprement dits, on n'était pas très rigoureux quant à l'évaluation des produits. En certains endroits on estimait leur valeur en fonction des prix en vigueur le 19 juillet ; ailleurs, en fonction des prix du commerce libre. Les Collectivités d'Aragon, dans leurs échanges entre elles, n'attachaient pas trop d'importance à leurs dettes ou leurs avoirs réciproques. Calanda échangeait de l'huile contre des tissus avec les usines de Barcelone. A Ademuz (province de Valence) on pratiquait indistinctement le troc et l'achat-vente.

Au début, les commerçants des villes s'opposaient systématiquement à la pratique du troc. Mais à mesure que la guerre se prolongeait et que les produits alimentaires les plus élémentaires se faisaient rares, et à mesure que la monnaie se dépréciait sensiblement, ils eurent davantage de considération pour le troc que pour le commerce.

Les Collectivités agraires élargirent leur champ d'action en développant des activités complémentaires : boulangers, coiffeurs, charpentiers, forgerons, fermiers, etc. A Vilaboi (province de Barcelone), l'installation de la ferme coûta 32 000 pesetas. Elle abritait 20 vaches laitières, 200 porcs, 27 veaux et diverses volailles. Celle d'Amposta (province de Tarragone) était évaluée à 200 000 pesetas. Celle de Graus était renommée pour son modernisme. Elle avait des douches pour les animaux et des moyens scientifiques pour le traitement des maladies du bétail. Il y avait là quelque six mille bêtes de diverses espèces.

Toutes les Collectivités étaient pourvues de bêtes de labour et de l'outillage indispensable. La plupart étaient équipées en machines agricoles. Hospitalet de Llobregat acquit des machines agricoles pour un montant de 180 000 pesetas, dont un camion. Amposta disposait de 14 tracteurs, 15 batteuses et 70 chevaux de labour et de trait. Alcolea de Cinca acheta une batteuse, un tracteur et un camion. La Collectivité d'Alcañiz réunissait neuf presses à huile, trois moulins à farine et une centrale électrique. Calanda était très bien outillée en moissonneuses, batteuses et tracteurs.

On utilisait l'épargne pour acquérir ces équipements, en vue d'intensifier la production. Le 27 mars 1938 Serós fut occupé par l'ennemi. La Collectivité avait alors très peu d'argent en caisse, mais elle disposait par contre de 1 200 brebis (pour la laine), 100 porcs, 30 vaches, 36 chevaux et mulets, d'un élevage de

volailles très important et d'une batteuse.

La Collectivité d'Hospitalet de Llobregat avait enregistré, entre septembre 1936 et août 1937, plus de cinq millions de pesetas de recettes. Les dépenses pendant la même période se chiffèrent à près de quatre millions deux cent mille pesetas. La Collectivité de Sueca publiait en mars 1938 ses chiffres de récolte : 850 550 kilos de riz ; 140 000 pesetas de marchandise dans les rayons de la coopérative et 3 300 « arrobas » (une *arroba* = 11 kilos 500) d'oranges. Cette Collectivité était formée par 225 familles.

La Collectivité de Cuenca, après avoir payé tous les frais, employait les bénéficiaires de la façon suivante : 25 % pour l'enseignement, autant en achats de machines et outillage. Les 50 % restants étaient mis à la disposition des collectivistes, si l'assemblée en décidait ainsi. La Collectivité d'Almagro publia, en 1937, le mouvement de caisse suivant : recettes, 375 576 pesetas ; dépenses, 371 243 pesetas. Celle d'Hospitalet affectait 7 000 pesetas par semaine à l'amélioration de ses installations. L'un de ses projets ambitieux était de canaliser le Llobregat pour éviter les inondations fréquentes. La Collectivité d'Amposta créa 15 écoles nouvelles, un sanatorium, un hôpital et s'employa à purifier l'eau potable de cette zone marécageuse. A Montblanch, les collectivistes arrachèrent toutes les vieilles vignes improductives. Les terres furent labourées plus profondément grâce aux tracteurs, ce qui donna des récoltes plus abondantes. Dans de nombreux villages d'Aragon, les collectivistes tracèrent de nouveaux chemins et améliorèrent les chemins existants. Ils installèrent des minoteries modernes et ils se mirent à transformer industriellement les dérivés de l'agriculture et de l'élevage. Un bon nombre de ces industries avaient été installées pour la première fois grâce à l'initiative collectiviste. Dans certains villages on construisit des bains publics (Calanda) et dans presque tous on créa des bibliothèques, des centres culturels et des écoles. A Almagro, ces centres furent installés dans d'anciennes villas bourgeoises, que les collectivistes baptisèrent de noms révolutionnaires : « Villa Kropotkine », « Villa Montseny », etc.

Le souci de la culture et de la pédagogie était une obsession et un fait sans précédent dans le monde rural espagnol. Les collectivistes d'Amposta organisèrent des cours pour les adultes peu instruits, une cantine scolaire pour les petits enfants et même une école d'Arts et Métiers. L'école de Serós était ouverte à tous les habitants, collectivistes ou non. Graus créa un groupe scolaire auquel fut donné le nom de Joaquín Costa ; celui-ci avait ainsi défini, au siècle passé, les nécessités fondamentales des Espagnols : « L'école et du pain ». (Joaquín Costa était mort à Graus le 8 février 1910 à quatre heures et quart, rageant contre la moitié du monde et surtout contre les gouvernements et les partis.) Les diverses classes créées par la Collectivité de Calanda accueillèrent 1 233 enfants qui étaient encadrés par dix professeurs. Les élèves les plus brillants étaient envoyés au lycée de Caspe (La Collectivité prenait les frais en charge). L'école de la Collectivité d'Alcorisa accueillait 600 enfants confiés à 12 professeurs. Un bon

nombre de ces écoles étaient installées dans les couvents. Celle de Granadella occupait les locaux de l'ancienne caserne de la Garde civile. Graus avait créé une imprimerie-librairie et une école d'Arts et Métiers dont les cours étaient suivis par 60 jeunes. Dans le même édifice furent installés une école des Beaux-Arts et un musée d'assez grande valeur. Dans certains villages les collectivistes ouvrirent pour la première fois une salle de cinéma. Celle de Peñalba avait pris place dans l'église. Les collectivistes de Viladecans créèrent un laboratoire d'expérimentation pour l'agriculture.

Les Collectivités n'étaient pas toujours uniquement composées de membres de la C.N.T. L'U.G.T. se montra intéressée dans une large mesure par l'expérience, sauf en Catalogne. L'U.G.T. catalane fut remise à flot, équipée et armée par le communisme pour contrebalancer l'hégémonie anarchiste. Dans le reste de l'Espagne, l'U.G.T. et la C.N.T. étaient en très bons termes ; surtout dans les premiers mois de la révolution, alors que le parti communiste n'était pas encore devenu ce que les techniques de la propagande soviétique allaient en faire. Les ugétistes de Belvis del Jarama se retirèrent de l'Institut de réforme agraire, qui leur inspirait de la méfiance, et entrèrent en relations économiques avec la Fédération régionale des paysans de Castille, de tendance confédérale. La création de nouvelles activités à la campagne, en annexe des Collectivités, permit d'employer davantage de main-d'œuvre, en particulier féminine.

La C.N.T. réalisait ses expropriations elle-même ou à partir des comités révolutionnaires. Les terres saisies de cette façon étaient remises aux sections paysannes appartenant au syndicat. Celles-ci se constituaient en Collectivités sous l'orientation des syndicats.

La C.N.T. s'efforçait de s'assurer un contrôle sur tous les plans, local, régional et national, créant des liens entre les structures économiques et syndicales parallèles pour éviter que les Collectivités tombent dans le cloisonnement et le système de *minifundio*. En effet, bien que de nature économique, les Collectivités étaient la meilleure force politique de la C.N.T. Telle fut la raison de la mise en place des fédérations cantonales et régionales, sur le plan économique comme sur le plan syndical. Dans certains villages, les expropriations se faisaient sous l'égide municipale, c'est-à-dire que les terres furent pratiquement municipalisées. La municipalité les confiait en usufruit aux Collectivités et aux individualistes. Ce fut le cas d'Amposta. Dans d'autres villages (Alcañiz, Montblanch) la municipalisation ne concernait que la propriété urbaine.

La productivité des Collectivités dépendait de leur importance, de la fertilité de la terre et de l'accès plus ou moins grand aux machines agricoles. Aux chiffres déjà cités nous pouvons ajouter qu'Amposta, zone de riziculture, récolta, en 1936, 36 000 tonnes de grain. Des Collectivités, comme celle de Granadella, se flattaient de ne pas payer d'impôts à l'Etat. Lagunarrota défia toujours les agents du fisc. Graus, au contraire, se faisait un honneur d'acquitter tous les impôts, estimant qu'il fallait contribuer aux frais du gouvernement, qui supportait le

poids financier de la guerre. Alcolea de Cinca ne s'inclina jamais non plus devant l'impôt. Toutefois, elle exaltait comme un devoir sacré la nécessité d'approvisionner directement le front d'Aragon en produits agricoles de toutes sortes. Elle avait pris le parti de remplacer le montant de l'impôt qu'elle aurait payé par des fournitures d'équipements techniques.

Pour ce qui est du salaire, les formes de rétribution varièrent en fonction du temps et d'autres circonstances. A Vilaboi, les collectivistes s'attribuèrent pour commencer un salaire de 60 centimes de peseta. Après la première récolte, le salaire hebdomadaire augmenta jusqu'à 70 et 85 pesetas. Fin 1938, il était de 150 pesetas. Pour avoir une idée exacte de ces chiffres, il faudrait tenir compte du rythme de l'inflation et de sa relation avec le coût de la vie. Hospitalet signale, avec la même imprécision, que les sommes payées chaque semaine aux collectivistes s'élevaient à 90 000 pesetas. A Alcañiz on payait 10 pesetas pour 9 heures de travail. A Cervera del Maestre, les hommes touchaient 350 pesetas par semaine, les femmes 250 et les mineurs 150. A Llombay, 5 pesetas par jour pour toute personne âgée de plus de 15 ans. A Granadella, 2 pesetas par semaine pour tous les producteurs âgés de plus de 18 ans, 1 peseta pour ceux de moins de 18 ans, la retraite pour les plus de 60 ans, et même, si nécessaire, pour les moins de 60 ans. Il ne faut pas oublier que l'on pratiquait, dans certaines Collectivités, un système communiste libertaire ou mixte, ce qui fait qu'on n'attribuait pas un véritable salaire mais une sorte d'argent de poche. D'où une différence aussi prononcée entre les diverses sortes de rémunérations. Au début du mouvement, il n'y avait aucun salaire dans beaucoup de Collectivités. Chacun produisait en fonction de ses possibilités physiques et certaines sortes de consommation seulement devaient être justifiées. Le système de cantine populaire s'était généralisé même dans les villes. Mais la tendance à une vie intime fit que le « salaire familial » devint à la mode. Un autre problème se posa : celui des célibataires sans foyer. A Lérida, les célibataires touchaient 50 pesetas, dont 25 leur étaient remises, les autres 25 revenant à la cantine collective. Les ménages sans enfants touchaient 60 pesetas et ceux qui avaient des enfants 70. A Plá de Cabra, le salaire était de 5 pesetas, plus 2 pesetas pour chaque membre de la famille. A Orriols, on passa de la « caisse commune » au salaire familial : 5 pesetas pour le mari et 3 pour la femme ; 8 pesetas pour les célibataires de plus de 15 ans ; 3 pesetas pour les moins de quinze ans. A Monzón : 9 pesetas pour un couple, plus 3,50 pesetas pour chaque enfant mineur (4 pesetas à partir de 14 ans). A San Mateo : 3 pesetas pour le chef de famille, 2 pour sa compagne, 3 pour les célibataires, 1,50 pour les moins de 16 ans. A Brihuega : 5 pesetas par ménage et 0,75 pour chaque enfant. Que l'on travaillât ou non, tous les jours étaient payés.

Dans de nombreuses Collectivités on ne payait pas avec de l'argent de l'Etat. Dans d'autres, aucune sorte d'argent ne circula durant un certain temps. De nombreuses Collectivités avaient leur propre monnaie. Et un bon nombre la remplaçaient par des bons échangeables contre des articles ou contre la monnaie

elle-même, selon les cas. A Peñalba, on prit des mesures très sévères pour éviter l'accumulation de l'argent. On obligeait d'une certaine manière les collectivistes à l'investir rapidement. Avec ou sans mesures, pour une raison ou pour une autre, l'argent fut complètement dévalorisé, disons plutôt discrédité, tout au long de cette période dramatique.

A Serós, les célibataires sans foyer mangeaient à la cantine collective et on leur assurait la lessive. Lorsqu'il y avait un mariage, la Collectivité prenait en charge les frais d'installation du nouveau foyer. A Graus, les nouveaux époux bénéficiaient d'une semaine de congé en guise de lune de miel, tout en conservant leurs avantages. La coopérative leur fournissait les meubles, la maison, etc., qu'ils remboursaient avec le temps, sans se presser. A Peñalba, tout nouveau foyer recevait un trousseau complet. A San Mateo, les célibataires émancipés de leur famille étaient pris en charge, en ce qui concerne la lessive et la cuisine, par les femmes de la Collectivité.

Le régime en vigueur à l'intérieur des Collectivités était rigoureusement démocratique. La Collectivité d'Hospitalet de Llobregat tenait son assemblée générale tous les trois mois pour étudier l'évolution générale de la production et faire face aux nouvelles nécessités. A cette occasion, le conseil d'administration présentait l'état des comptes. A Ademuz il y avait une assemblée tous les samedis. A Alcolea de Cinca, l'assemblée se réunissait chaque fois que les nécessités l'exigeaient.

Les collectivistes apportaient beaucoup d'attention aux questions médicales et sanitaires; ce service était en général gratuit. La Collectivité de Masroig payait à longueur d'année un médecin qui soignait ses membres. Ceux de la Collectivité de Granadella avaient un accord avec l'Hôpital du peuple de Barcelone. A Peñalba, le médecin, le chirurgien et le vétérinaire étaient membres à part entière de la Collectivité. Pour sa part, la Fédération des collectivités d'Aragon faisait bénéficier tous ses adhérents des services de l'Hôpital général. Dans certains endroits (Montblanch) les services médico-sanitaires étaient à la charge de la municipalité.

Au fur et à mesure que la guerre entraînait dans sa phase la plus désastreuse, la population des localités envahies par l'ennemi était évacuée vers l'arrière-garde. Les Collectivités, dont les membres faisaient preuve d'un esprit de solidarité admirable, accueillaient une grande partie de ces réfugiés. Au printemps 1938 le problème des réfugiés s'aggrava, en raison de l'effondrement du front d'Aragon. Les collectivistes aragonais partirent en masse vers la Catalogne, emportant avec eux tout ce qui était humainement possible : machines, outils, animaux, bétail. Les Collectivités catalanes qui les accueillirent furent largement récompensées. L'exode des collectivistes d'Aragon a été l'un des plus héroïques; en effet, il fut presque sans fin, jusqu'aux camps de concentration français.

La Collectivité agricole de Barcelone accueillit 600 réfugiés des zones envahies. Celle de Vilaboi une centaine de familles. Amposta (qui se retrouva sur la ligne de feu) en accueillit 162. Graus en hébergea plus de cinquante jusqu'à ce

qu'elle fut obligée de s'exiler à son tour. La Collectivité d'Utiel prit en charge quelque six cents familles évacuées des fronts du Centre.

L'approvisionnement volontaire des fronts fut un autre aspect de la solidarité collectiviste. La Collectivité d'Utiel envoya en une seule fois 1 490 litres d'huile et 300 *arrobas* de pommes de terre au front de Madrid. Elle envoya à d'autres occasions des tonnes de haricots, de blé, de riz, etc. Perales de Tajuña (il s'agit toujours de Collectivités) envoya de grandes quantités de pain, d'huile, de farine, de pommes de terre... à l'Intendance militaire ; et des œufs, du lait et de la viande à l'hôpital de l'Artillerie. Hospitalet envoya aux fronts huit wagons d'artichauts qui représentaient une valeur de 30 000 pesetas et plusieurs camions de divers produits maraîchers.

L'effort de solidarité des collectivistes s'avère beaucoup plus important si l'on tient compte du fait que les jeunes étaient dans les tranchées. La Collectivité de Barcelone payait, au début, ses propres miliciens. La petite Collectivité de Vilaboi avait sur le front 200 de ses propres membres ; Viladecans, 60 ; Amposta, 300 ; Calanda, 500.

Au début, on rentrait dans les Collectivités sans formalités. Dans certains cas, le candidat collectiviste devait remettre tous ses biens à la Collectivité : terres, outils, animaux de labour, etc. Tout ce qui avait été remis était évalué et enregistré. En cas de départ de la Collectivité, l'intéressé récupérait ce qu'il avait apporté ou sa valeur en pesetas (toujours selon les possibilités de la Collectivité à ce moment-là). Certaines Collectivités, comme celle de Granadella, prenaient aussi en charge les dettes ou les créances des individus qui y rentraient. Les seules dettes que ces Collectivités ne s'engageaient pas à payer étaient celles contractées auprès d'usuriers. Dans certains cas, lorsque l'individu se séparait de la Collectivité, il recevait tous les biens qu'il avait apportés en arrivant ou l'équivalent en pesetas, mais avec une retenue de 15 %. A Llombay, au moment de ces liquidations, on tenait compte de la différence de valeur qui avait pu intervenir en faveur ou en défaveur de l'intéressé. A Ademuz, les nouveaux collectivistes étaient obligés de faire une déclaration de tout ce qu'ils possédaient, mais le fait de le remettre à la Collectivité était volontaire. Dans d'autres Collectivités, on ne regardait pas ces choses-là. Avec ou sans biens, le candidat était admis. Dans tous les cas, l'assemblée générale décidait tant des admissions que des expulsions.

Il semble qu'il y ait eu peu de cas d'expulsion pour immoralité. Ceux qui enfreignaient les normes collectives étaient d'abord admonestés ; s'ils récidivaient, le cas était présenté à l'assemblée générale. Celle-ci seulement avait le pouvoir de décider de l'expulsion après avoir entendu accusés et accusateurs. A Cuenca, les délégués des groupes de travail n'étaient pas habilités à appliquer des sanctions. Ce qui n'allait pas était signalé au conseil d'administration. Celui-ci présentait le cas devant l'assemblée, laquelle prenait en définitive la décision. Les délégués de travail et les membres du conseil qui outrepassaient leurs attributions étaient suspendus de leurs fonctions par l'assemblée. Tout

collectiviste qui causait du tort à quelqu'un - même si celui-ci n'était pas collectiviste -, ou qui commettait quelque immoralité que ce soit, était désapprouvé. En cas de récidive, il était exclu de la Collectivité en perdant tous ses droits.

Les relations fédératives entre les collectivistes étaient de deux ordres : en tant que paysans ou en tant qu'anarchistes ils étaient affiliés au syndicat des Paysans de la C.N.T. ou à la Fédération anarchiste ibérique, dont ils recevaient les orientations syndicales ou idéologiques ; mais, en tant que collectivistes, ils adhéraient à la Fédération régionale des collectivités. Nous avons déjà dit qu'en Catalogne quelques Collectivités continuaient à être affiliées au Syndicat agricole, de type petit-bourgeois. Dans ce cas, la relation entre collectivistes se réalisait directement par l'intermédiaire du Comité régional des paysans.

La Fédération régionale des collectivités d'Aragon fut créée en février 1937 lors d'un congrès des Collectivités tenu à Caspe. 500 délégués avaient assisté à ce congrès. Le règlement voté définissait la mission de la Fédération : défendre les intérêts des collectivistes, mettre en avant les avantages de la collectivisation, dont la base était l'appui mutuel ; prendre soin des fermes expérimentales et conseiller les agriculteurs au sujet de la capacité de production des divers terrains cultivés ; préparer les jeunes sur le plan technique au moyen de cours spéciaux de formation ; constituer des équipes de techniciens en vue de développer le rendement de la production agro-pastorale ; fixer les conditions d'échange avec l'extérieur en dressant des statistiques de production et créer une Caisse rurale de résistance pour faire front aux besoins financiers. La Fédération devait également veiller à l'instruction et la culture générale de ses membres, au moyen de conférences, du cinéma, du théâtre et autres moyens d'éducation.

Pour rentrer à la Fédération des collectivités celles-ci devaient joindre à leur candidature le procès-verbal de l'assemblée générale qui avait décidé l'adhésion et s'engager à exécuter fidèlement ce qui était défini par les statuts généraux de la Fédération. Le congrès décida que les Collectivités, conformément aux règles d'autonomie, devaient aussi se fédérer par cantons et fournir à la Fédération cantonale un rapport sur leur production et leur consommation. Ces données devaient servir à la Fédération cantonale des collectivités à établir son plan statistique. La suppression de la monnaie de l'Etat au sein des Collectivités fut une des premières décisions. On créa à sa place la « carte de rationnement ». La Collectivité disposait de l'argent nécessaire à ses besoins propres. Les Collectivités devaient remettre à la Fédération une quantité d'argent, selon leurs possibilités, destinée à la Caisse de résistance régionale.

Une autre résolution du congrès admettait que l'institution municipale pouvait administrer la terre saisie. Le congrès décida par ailleurs de supprimer les limites communales des propriétés, pour simplifier la tâche générale de socialisation. Les Collectivités qui avaient un nombre de producteurs supérieur à leurs besoins devaient fournir des bras à d'autres Collectivités qui en manquaient.

Quant à l'expropriation ou à la saisie de terres, le congrès dicta comme norme que toutes les propriétés rurales et urbaines des éléments factieux devaient passer aux mains des organisations ouvrières en vue d'être collectivisées. De même pour celles qui étaient en fermage ou en métayage. Les petits propriétaires opposés à la collectivisation ne pouvaient obtenir plus de terres que celles qu'ils pouvaient travailler avec leurs propres forces. On les prévenait des inconvénients qu'ils allaient rencontrer dans la société nouvelle.

En Catalogne, la terre était extrêmement divisée par la petite propriété et le régime familial du travail ; le collectivisme s'y heurta à de sérieux obstacles. Ceux-ci augmentèrent avec l'entrée en jeu des manœuvres politiques des partis. Une importante proportion des métayers catalans évoluait sous l'influence du parti politique au gouvernement.

Le 5 septembre 1936 se tint à Barcelone un congrès régional de paysans, qui organisa le Comité de relations et se pencha avec intérêt sur les problèmes posés par la collectivisation dans la campagne catalane. Le congrès arriva à la conclusion qu'il fallait respecter les petits propriétaires qui cultivaient leurs terres avec leurs propres bras sous le régime de l'exploitation familiale. On voulait éviter, par cette concession, que les individualistes sabotent la révolution. On était confiant dans l'exemple collectiviste et dans ses avantages évidents en espérant qu'ils finiraient par venir à bout de la résistance des récalcitrants. On décida d'établir la collectivisation totale dans les cas où il n'y avait pas de risque de conflit.

La Fédération régionale des paysans ne commença à prendre des résolutions qu'en février 1937. Elle avait été créée par une Assemblée régionale de paysans qui s'était fixé les objectifs suivants : l'aide mutuelle, tout en respectant toujours les caractéristiques propres à chaque Collectivité. La Fédération devait s'inspirer d'une large vision constructive, économique et sociale, dans le commerce et dans les échanges. Elle apporterait des crédits et de l'aide aux Collectivités qui en auraient besoin, sans intérêts ni gages. Elle créerait des sanatoriums et des centres culturels gratuits pour les collectivistes. Les Collectivités devaient contribuer à financer tout cela à raison du 1 % de leur richesse productive.

Les Collectivités de la région de Valence, la province de Murcie comprise, furent les plus nombreuses et les plus parfaites du point de vue de la solidarité de leur système. Cette région est la région agricole par excellence. Contrairement à la plupart des autres régions, le mouvement anarchiste y est plus dense et plus conscient dans les villages que dans les grandes villes. La collectivisation n'y fut pas aussi spectaculaire mais elle y fut plus solide et menée avec plus de compétence. N'oublions pas que l'écrasant appareil bureaucratique et policier de l'Etat et que le gouvernement lui-même se précipitèrent sur Valence dès novembre 1936. Cette pression officielle freina énormément les efforts révolutionnaires populaires, tant dans les villes qu'à la campagne. Valence, siège provisoire du gouvernement, nage au milieu de sa plaine, la plus importante zone agricole d'Espagne.

Le gouvernement de la République avait publié, le 7 octobre 1936, un décret qui soumettait les saisies des propriétés par les syndicats à des normes juridiques draconiennes. La formidable tension révolutionnaire qui existait pendant cette période explique que l'on fit peu de cas des intentions du décret. Lorsque les ministères s'installèrent à Valence, le gouvernement commença à exercer une énorme pression législative sur le régime collectiviste. Le ministre de l'Agriculture, le communiste Uribe, s'adressant dans un discours aux petits propriétaires ennemis de la collectivisation (décembre 1936), leur affirmait que les fusils du parti communiste et du gouvernement étaient à leur disposition. A partir du ministère de l'Agriculture, les communistes mirent sur pied une Fédération paysanne flamboyante face à la Fédération des travailleurs de la terre (U.G.T.) et à la Fédération nationale des paysans (C.N.T.). L'un des leaders de cette fédération rutilante proclamait avec orgueil : « La sympathie ressentie à notre égard dans cette région de Valence est telle que, si nous le voulions, des milliers et des milliers de paysans adhéreraient à notre parti. Un bon nombre de ces paysans croient en Dieu et se frappent la poitrine dans l'intimité. Mais ils aiment notre parti comme quelque chose de sacré... »

Claridad, alors tribune de l'aile gauche du socialisme, expliquait cela en ces termes : « Le parti communiste s'efforce de récupérer, dans les villages, le pire de l'ancien Parti autonomiste, ce qui est non seulement réactionnaire, mais aussi immoral. »

La presse communiste tout entière n'avait pas manqué d'éloges pour le décret du 7 octobre, qu'elle avait salué comme la mesure révolutionnaire la plus transcendante de tous les temps. Le décret laissait en fait un certain nombre de points dans le flou. Il ne faisait rien d'autre que de prendre acte d'une petite partie des saisies déjà réalisées directement par le peuple. Il prenait seulement acte des saisies de biens ayant appartenu aux éléments factieux, mais il reconnaissait le droit de propriété à leurs héritiers. Le socialiste Zabalza commentait ainsi le décret : « Avant même qu'un seul ministre communiste passe par le gouvernement, les organisations paysannes, orientées par notre Fédération, avaient déjà confisqué *de facto* tous les biens appartenant aux rebelles... » De son côté, la C.N.T. de Madrid déclarait : « Les paysans n'ont pas besoin de décrets pour résoudre leurs problèmes vitaux ; au contraire, ils prennent les devants... en expropriant sans faire aucune distinction entre les propriétaires qui sont ou ne sont pas intervenus dans la conspiration militaire. Que les autorités sachent une fois pour toutes que le 19 juillet a détruit pour toujours le régime injuste du privilège... »

Les paysans socialistes essayèrent, en juin 1937, d'obtenir que les saisies prévues dans le décret s'étendent aux propriétaires qui avaient exercé des répressions contre les ouvriers dans de longues périodes antérieures au 19 juillet. Cette demande ne fut prise en compte ni par le ministre ni par l'Institut de réforme agraire, sur lequel celui-ci mettait le grappin. Au contraire, de nombreux propriétaires dépossédés purent récupérer leurs terres. On confortait le droit du

premier occupant et les paysans qui recevaient des terres devaient se contenter de celles de la plus mauvaise qualité. Le décret conservateur du 7 octobre visait à démoraliser les collectivistes et en même temps à stimuler l'égoïsme proverbial des paysans pour quelques misérables mottes de terre. On en incitait d'autres à récupérer les parcelles de leur ancienne propriété, qu'ils avaient apportées volontairement à la Collectivité. La C.N.T. accusait publiquement les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture de fréquenter les Collectivités avec des arrière-pensées d'intrigue et de défaitisme.

A l'approche de l'été 1937, Uribe fit prendre un virage tactique à sa politique contre-révolutionnaire. Un arrêt ministériel du mois de juin reconnaissait en quelque sorte une existence aux Collectivités et leur offrait un certain appui ; mais celles qui n'étaient pas constituées en accord avec la légalité devaient être automatiquement dissoutes dans un bref délai. Que s'était-il passé ? Tout simplement que le chaos et la démoralisation provoqués chez les paysans par la politique réactionnaire du ministre avaient mis la récolte en péril. En même temps, cet arrêt était un ultimatum adressé aux Collectivités, leur enjoignant de se mettre en conformité avec la loi en se pliant à des directives extrêmement confuses. Ce fut une déclaration d'armistice limitée « à la présente année agricole » qui devait s'achever le 31 octobre. Les Collectivités qui ne seraient pas légalisées à cette date limite resteraient automatiquement en marge de la loi et leurs terres seraient rendues à leurs anciens propriétaires.

Le Comité régional des paysans du Levant entreprit avec une extrême célérité la réorganisation et la mise en conformité avec la loi de toutes les Collectivités, avec un critère de rigueur statistique qui reflétait à la fois la capacité productrice et la capacité de consommation des centres collectivisés. Ce travail fut réalisé par la Section de conseil et de statistique. Au congrès régional des paysans de novembre 1937, cette section annonçait que 340 Collectivités étaient désormais constituées conformément à la loi et que les statuts de toutes les autres étaient en voie d'être approuvés (ce qui faisait au total 500 Collectivités, soit toutes celles qui avaient été collectivisées par la C.N.T.). La Section de conseil et de statistique assurait chaque jour quelque 50 consultations juridiques ou économiques. Ce même congrès jeta les bases d'une nouvelle organisation collectiviste qui s'appuierait sur des Fédérations cantonales, provinciales et régionales.

Le Comité national de la C.N.T. avait, en juin 1937, convoqué une Assemblée générale nationale de paysans dans le but bien établi de créer une Fédération nationale des paysans liée à l'organisation confédérale. Les statuts adoptés donnaient à la nouvelle Fédération l'objectif primordial d'articuler sur le plan national l'économie agricole de toutes les zones de culture, en englobant les Collectivités et les petits propriétaires. Les Collectivités de l'U.G.T. seraient admises dans la Fédération. Celle-ci assurerait des fonctions de conseil technique de tous ordres au moyen de ses ramifications régionales. Les petits propriétaires, les cultivateurs individuels et les Collectivités adhérentes à la

Fédération auraient leur pleine liberté d'initiative quant au développement agricole de leur zone respective, mais ils seraient subordonnés aux résolutions nationales destinées à atteindre un plus grand rendement des cultures, la transformation ou la substitution de cultures par d'autres de plus grande valeur économique et la lutte contre les sinistres agricoles.

Les cultivateurs fédérés auraient l'obligation de fournir à la Fédération nationale des données statistiques sur la production réalisée ou prévue et sur tous les aspects qui pouvaient être utiles à la coordination générale. La Fédération s'érigerait en organisme unique de distribution et d'exportation de la production, dans tous les cas où l'exportation était nécessaire.

Les cultivateurs pouvaient séparer de leur production les produits destinés à leur propre consommation, mais ils devaient se plier aux restrictions qui, à un moment donné, s'avèreraient nécessaires « pour assurer une égalité de droits entre tous les consommateurs du corps social sans distinctions ». Ce qui resterait serait remis à la Fédération, qui paierait en échange « la valeur correspondant à celle en vigueur dans la localité de production » ou la valeur déterminée par un organisme national régulateur des prix. Les cultivateurs recevraient par la même voie des fournitures pour leurs coopératives : engrais, fertilisants, machines et moyens pour une meilleure productivité des exploitations agro-pastorales, à prix coûtant, avec pour seul supplément le transport et les frais administratifs. La Fédération régionale correspondante devait superviser ces opérations. La Fédération faciliterait le transfert des paysans des zones où la terre cultivable est rare à d'autres zones demandeuses de main-d'œuvre. Elle établirait des relations avec tous les organismes économiques de la C.N.T. (ou d'autre nature) de caractère national et international. On créerait un service auxiliaire de caisses de compensation pour les encaissements, les paiements et les échanges à travers les diverses zones, nationales ou étrangères. Il y aurait un système de compensation pour les sinistres (incendies, accidents, calamités), pour la maladie, la retraite, les orphelins, la solidarité et l'aide mutuelle. Ce système concernerait également les paysans individualistes ne bénéficiant pas des avantages du régime collectiviste.

Voici à grands traits comment prirent leur essor les collectivisations dans la campagne espagnole ; malheureusement l'offensive contre-révolutionnaire directe allait bientôt commencer et bien des possibilités d'expansion du collectivisme allaient être étouffées (3). En effet, à peine rentrée la récolte de 1937, le gouvernement relança la pression anticollectiviste. Ce gouvernement, constitué en grande partie de communistes, de pro-communistes et de

3. Pour comble d'infortune, le soulèvement fasciste de juillet 1936 avait mis hors de combat la partie de l'Andalousie la plus travaillée par la propagande anarchiste, là où se déroulaient les luttes traditionnelles contre le despotisme féodal et contre la force armée. Cette infortune rendit impossible dans cette région l'expérience de la réforme agraire révolutionnaire qui eût enrichi l'héritage historique et établi des précédents fertiles pour l'avenir. Il y eut quelques réalisations dans ce sens dans le territoire andalou arraché au fascisme, mais d'autres sortes de problèmes, de type politique et militaire, minimisèrent

cryptocommunistes, lança son offensive contre le Conseil d'Aragon. Le décret de dissolution de cet organisme fut suivi de la nomination d'un gouverneur général pour cette région (Ignacio Mantecón, communiste camouflé qui n'enlèverait son masque qu'en exil) et de l'envoi de la 11e division baïonnette au canon, sous le commandement du bolchevik Enrique Lister. Une autre division communiste, la 27e, compléta l'expédition punitive anticollectiviste dans la zone de Huesca. Il y eut des centaines d'arrestations et aussi des assassinats. Les prospères Collectivités d'Aragon furent livrées au pillage de leurs anciens propriétaires, dont beaucoup étaient des fascistes dissimulés.

Il y eut cependant un nouveau changement brutal en vue de la récolte 1938, mais trop tardif cette fois. Les Collectivités se réorganisèrent, on prépara les semences, mais ce fut Franco qui récolta. Au printemps 1938, le front d'Aragon s'effondra ; ce fut le début d'une catastrophe militaire aux conséquences terribles.

La spéculation des partis politiques et l'esprit réactionnaire des milieux officiels s'employèrent à fond à mettre des bâtons dans les roues du développement collectiviste, avec des mesures législatives d'une complication extrême, parfois avec effet rétroactif, et en stimulant sans cesse la convoitise ou l'esprit de revanche parmi les éléments retardataires du monde rural. L'offensive contre les Collectivités ne se limita pas à faire obstacle à leur développement au moyen de barrières législatives, mais elle eut aussi recours à l'expédient brutal de la police en uniforme (événements de Vilanesa) et de l'armée politisée au service de la politique d'un parti.

Malgré tout cela, la révolution agraire de la C.N.T. et de l'anarchisme, même avec les imperfections qu'il faudrait décrire et avec de nombreuses erreurs, fut la seule réalisation solide et constructive, l'empreinte exemplaire et durable, dans cet épisode dramatique de l'histoire d'Espagne. De toute façon, le thème des Collectivités a été étudié très superficiellement. L'effondrement tragique de la résistance, l'angoisse qui tenaillait constamment les militants, la nécessité de multiplier les efforts, la pression des mille et un problèmes à résoudre en même temps, le climat de tension permanente devant l'évolution défavorable de la guerre, la lutte sans repos pour se protéger des manœuvres politiques, intérieures et de haute volée internationale, priva de la sérénité nécessaire pour pousser plus loin des expériences ou pour répertorier avec des détails précis les réalisations

leur portée. En outre, pour des raisons incompréhensibles pour l'historien, les expériences réalisées dans la province d'Almería, par exemple, et dans la partie restée libre des provinces de Grenade et de Cordoue ne trouvèrent pas de tribune dans la presse révolutionnaire à grand tirage et peut-être même ne parvinrent pas à être imprimées. On peut dire la même chose d'autres provinces du sud très proches des lignes de feu. Tandis qu'abondent dans la presse, en provenance de ces latitudes, des manifestes et des proclamations sur les tons de l'interpellation, du drame et même du lyrisme, les documents prosaïques de caractère constructif sont rares ou complètement absents. Serait-ce une conséquence du tempérament andalou ?

qui allèrent dans ce sens constructif de socialisation. Des trésors de documentation ont été abandonnés à la destruction des barbares victorieux, éparpillés ou cachés, livrés à la mémoire de survivants qui ont langui à l'ombre de la dictature ou qui se sont définitivement éloignés de la lutte. L'étude méthodique des collectivisations est encore à faire.

XI

DE L'ARMÉE COLONIALISTE A L'ARMÉE POPULAIRE

Jusqu'au début des Temps modernes, l'armée en Espagne ne dépendait pas exclusivement des rois et n'avait pas non plus un caractère permanent. L'armée permanente apparaît à l'époque des Rois Catholiques. Afin de dominer l'indomptable noblesse, les rois voulurent la détourner de ses biens patrimoniaux et l'amener à la cour. Les nobles y recevaient des responsabilités honorifiques de toutes sortes. Ainsi se créa l'institution de la Garde palatine, sous le nom de Corps des gentilhommes de la maison et Corps du roi (1512). Ses éléments, en nombre très réduit, étaient choisis parmi les familles les plus distinguées de Castille, d'Aragon, etc. En même temps que ce titre honorifique, les membres de la Garde palatine percevaient un salaire.

Observons la contradiction. La noblesse, indisciplinée par excellence, se retrouve intégrée dans cet embryon d'armée, qui est une structure d'ordre intérieur bien plus qu'une structure militaire. L'institution d'ordre intérieur proprement dite allait avoir une origine semblable. Les Rois Catholiques créèrent la *Santa Hermandad* pour assurer aux gens les droits que la noblesse elle-même mettait constamment en danger (bien plus que les délinquants professionnels), dans les villages, les villes et par les chemins vicinaux. Au fil du temps, l'attrait de la cour pour la noblesse produisit le fléau aujourd'hui connu sous le nom d'« absentéisme » et qui continue à exister. Les terres de la noblesse, abandonnées ou remises entre les mains d'administrateurs (*caciques*), devinrent incultes ou médiocrement cultivées. C'est le principe des *latifundia*, grandes étendues de terres sans hommes et importantes masses d'hommes sans terre.

En 1516, le cardinal Cisneros, alors régent, perfectionna cet embryon d'armée dans l'éventualité d'une guerre civile que pouvait provoquer la proclamation comme roi d'Espagne du fils de Philippe le Beau et de Jeanne Ire de Castille. Le peuple et une partie de la noblesse s'opposaient à la proclamation de Charles Ier ; ce dernier, étant né et ayant été éduqué hors d'Espagne, leur paraissait complètement étranger. De surcroît, le nouveau roi ne connaissait pas la langue espagnole. Tout au contraire, l'infant Don Fernando était né et avait

grandi en Espagne. Lorsque le roi Ferdinand le Catholique avait dû faire son testament, à la mort de Philippe le Beau (sa fille Doña Juana - Jeanne la Folle - était elle-même frappée d'incapacité), l'influence de l'empereur Maximilien d'Autriche et celle de la noblesse flamande avaient pesé sur sa volonté tout autant que ses goûts expansionnistes. Le danger de guerre civile incita le cardinal régent à suivre l'exemple des Rois Catholiques : il en résulta la création de la milice appelée *Gent d'Ordonnance*, qui fut instituée en un corps d'armée de 30 000 hommes (1).

Cette armée entra en action en 1520, quand éclata la crise entre le nouveau roi (et ses favoris flamands) et les Communautés de Castille. Immédiatement après, l'armée fut impliquée dans une série de batailles internationales entreprises par celui que l'on appelait désormais Charles Quint contre la Réforme et contre François Ier de France. Les régiments de l'empereur se composaient d'Espagnols et de mercenaires internationaux. Etre soldat en Europe ou en Amérique permettait d'échapper à la misère de la péninsule, grossie par les guerres sans cesse alimentées par de confus intérêts d'Etat et pas spécifiquement de l'Etat espagnol. Plus tard, en 1591, sous Philippe II, les troupes royales entraient dans Saragosse pour écraser les *fors* aragonais. En 1640-1646, la troupe royale écrasait aussi un soulèvement en Catalogne provoqué par l'armée elle-même qui avait abusé du droit d'hospitalité. Les *fors* régionaux meurent en Espagne, foulés par la botte militaire. Par la suite, les libertés autonomes du Pays basque, à la fin des guerres carlistes, et, plus près de nous, en 1936-1939, les libertés basques et catalanes connaîtront le même sort. L'armée espagnole était l'exécutrice des ambitions de la Maison d'Autriche, la victime de tous ses conflits internationaux, et plus particulièrement de la lutte acharnée menée contre les patriotes des Pays-Bas. Lorsqu'il s'agissait de défaites, l'Espagne payait avec des morceaux de son patrimoine national.

Au début du XIXe siècle, lorsqu'il fallut défendre son propre sol de la convoitise napoléonienne, l'armée espagnole eut un triste rôle. La longue guerre d'indépendance, commencée à Madrid le 2 mai 1808, pesa exclusivement sur le peuple espagnol et sur quelques officiers et soldats. En Amérique seulement l'armée déploya une énergie digne d'une meilleure cause. Elle s'affrontait aux légitimes aspirations à l'indépendance de ces lointaines colonies.

Un biographe du général Espartero commente le discrédit de l'ensemble des généraux lors de la guerre de notre indépendance par ces dures paroles : « Le prestige de la caste militaire sortit diminué de la guerre d'indépendance, car si l'Espagne échappa à l'invasion napoléonienne, ce fut davantage grâce à l'effort des éléments civils, de la paysannerie, qui fit preuve de sacrifices et opposa au grand Napoléon une lutte peu commune qui déconcerta et rendit toute sa science tactique et stratégique inopérante, que par l'armée organisée (2). »

Pendant les guerres carlistes, l'armée se déclara libérale ; les militaires qui

1. Rafael Altamira, *Manual de historia de España*, Buenos Aires, 1946.

2. Comte Romanones, *Espartero o el general del pueblo*, Madrid, 1954.

revenaient d'Amérique après le désastre d'Ayacucho avaient été contaminés par le libéralisme répandu à travers ce continent et rumaient leur rancœur contre l'absolutisme royal qui les avait abandonnés en bien mauvaise posture, Ferdinand VII étant occupé à poursuivre les libéraux comme de la vermine. Déjà le premier « *pronunciamiento* » (3), celui du général Riego, avait eu lieu et avait fait passer le roi félon sous les fourches caudines constitutionnelles. Par ailleurs, on mettait à l'écart et on humiliait ces généraux rapatriés marqués du sceau de la défaite en les traitant d'« *ayacuchos* ». Leur réaction libérale se comprend si l'on tient compte du fait que le prétendant Carlos María Isidro s'était soulevé en proclamant les mêmes principes absolutistes que ceux de son frère défunt, principes qui avaient poussé à la rébellion les patriotes américains et qui avaient produit la catastrophe coloniale. Le libéralisme de ces militaires manquait toutefois de conviction profonde, comme allaient le démontrer leurs chefs à partir de la paix de Vergara, en se divisant et en s'affrontant entre eux par ambition politique et en entamant la danse sans fin des *pronunciamientos*.

Riego fut le premier général à se soulever. Fait prisonnier en France par Napoléon, il avait épousé les idées libérales de la Première République française. O'Donnell, un autre général espagnol, accompagna depuis la France les troupes du duc d'Angoulême, qui envahirent l'Espagne pour secourir Ferdinand VII, lequel était aux prises avec la « tyrannie constitutionnelle ». O'Donnell, Narváez et autres généraux prirent Riego comme exemple dans des buts différents. Prim fut le dernier général libéral et un des principaux acteurs de la révolution qui, en 1868, détrôna Isabelle II.

A la mort de Prim, que l'on ne pourrait se l'haïr à personne, l'armée revint sur les mêmes pas, portant à bras le corps l'Eglise et le Trône. Les généraux Pavía et Martínez Campos furent les champions de la restauration bourbonienne : le premier enterra la Première République ; le second proclama Alphonse XII. D'autres généraux, comme Pola Vieja, Marina, Weyler, anéantirent de façon despotique les derniers vestiges de l'empire espagnol d'outre-mer. Ces derniers incameront dans la péninsule le militarisme de la nouvelle étape bourbonienne.

Cette nouvelle étape se caractérise par un patriotisme militaire acharné qui va s'amplifiant au fur et à mesure que le peuple espagnol et ses élites intellectuelles s'opposent à ce que l'Espagne soit colonisée par sa propre armée. Avec les premiers échecs de l'armée en Afrique, le conflit connu des envolées antimilitaristes populaires. Son retentissement prit un aspect politico-social dans quelques régions de la péninsule. L'armée sombre dans la plus totale impopularité, mais l'antimilitarisme se heurte à un sentimentalisme latent envers les éléments de la troupe. Le peuple fait la distinction entre les soldats, esclaves de la discipline, et les chefs présomptueux, arrogants, réactionnaires et belliqueux. Le phénomène des *pronunciamientos* va prospérer grâce à cette

3. Prise de pouvoir par les militaires.

appréhension populaire qui refuse de se battre contre ses frères en uniforme pris en « otages ». Ainsi s'explique la défaite populaire de 1909 (semaine tragique de Barcelone), l'exécution de Francisco Ferrer et autres épisodes sanglants qui suivront.

On constate à cette époque un phénomène fréquent dans les zones frontalières ou dans les ports : la désertion systématique des appelés. La vie de caserne est insupportable. La discipline militaire se veut davantage une humiliation à la dignité humaine qu'une efficacité tactique. Les guerres continues provoquées en Afrique par le moindre gradé en mal de promotion augmentent le contingent d'insoumis qui passent la frontière française ou se dirigent vers l'Amérique...

Certaines fois, des voix jeunes se font entendre dans l'armée, mais elles sont très vite étouffées par le poids des atavismes professionnels. Nous avons déjà commenté le cas des *Juntas* militaires de défense et des espoirs qu'elles inspirèrent à l'opinion libérale civile. On crut voir en elles un renouveau du militarisme libéral du siècle passé. Mais le fleuve tourmenté revenait vite dans son vieux lit. Lors de la crise révolutionnaire de 1917, les anciens et les nouveaux partis antidynastiques et régionalistes spéculèrent ou envisagèrent de façon candide une possible évolution des mentalités des jeunes officiers regroupés dans les *Juntas* de défense. Mais le miracle n'eut pas lieu. L'illusion se volatilisa très vite, se changeant en coups de feu nourris de la part des troupes contre le peuple.

Ces *Juntas*, dont la seule motivation était en fait d'ouvrir une brèche dans le tableau d'avancement monopolisé par les gradés supérieurs, révélèrent alors leur véritable nature, celle de la dictature militaire. Elles déclarèrent : « Les circonstances peuvent hélas nous imposer l'obligation sacrée d'intervenir dans la vie nationale pour imposer aux politiciens des vues et des démarches de moralité, de justice et de prévoyance qui, si elles n'étaient pas appliquées, précipiteraient l'Espagne dans la ruine et le désastre. »

La législation civile fut envahie par des mesures drastiques destinées à rendre tabou l'inviolabilité de l'armée. Celle-ci se proclamait intouchable et au-dessus de tout soupçon. Ceux qui osaient transgresser ce tabou tombaient automatiquement sous le coup des tribunaux militaires forts du droit de guerre (Loi des juridictions). L'étiquette d'antipatriotes et antiespagnols allait de pair. Les militaires « impatients » étaient légion et, méfiants envers les démarches judiciaires, ils prenaient la justice en mains ; les organes de presse de l'opposition sortaient en piteux état d'une telle situation.

La dictature du général Primo de Rivera marqua une rupture définitive avec les derniers vestiges de la légende rose militaire. Une bonne fois pour toutes, libéralisme et militarisme devinrent incompatibles. Les anarchistes redoublèrent dans les casernes leur propagande antimilitariste, qui avait pour objectif l'insubordination du soldat. Les premiers résultats se manifestèrent en 1920. Le 8 janvier de cette année-là, eut lieu une insurrection militaire à Saragosse, à la

caserne du Carmen. Angel Checa, un anarchiste, leader du mouvement, mourut lors de l'affrontement. Le caporal Godoy, impliqué dans les faits, fut fusillé.

Nous avons déjà cité aussi la tentative d'assaut de la caserne d'Atarazanas, en 1926 à Barcelone. On espérait alors la complicité de quelques militaires (illusion maintes fois répétée) qui, au dernier moment, se défilèrent. Dès lors, la C.N.T. montra une extrême prudence à conspirer avec des militaires. Dans toute action commune, on exigea comme condition première que les militaires descendent les premiers dans la rue avec les canons.

A partir de 1933, les attaques des casernes sont le premier objectif des insurrections anarcho-syndicalistes. Celle qui éclata en janvier 1933 commença d'ailleurs par un assaut (tragiquement manqué) de la caserne de La Panera, à Lérida. En décembre de cette année-là, en accord avec la C.N.T., une partie de la garnison de Villanueva de la Serena se souleva. L'organisateur de cette rébellion, le sergent Pío Sopena, mourut dans les décombres de son héroïque retranchement. Un des journaux clandestins de l'époque, *El soldado del pueblo*, était édité par la F.A.I. et diffusé au sein de la troupe.

Cette propagande portait ses fruits, surtout dans les garnisons situées dans les zones traversées par des luttes sociales. Le 19 juillet 1936, à Barcelone, les premiers heurts entre les groupes anarchistes et l'armée ne témoignèrent pas du vieux sentimentalisme face au soldat « esclave de la discipline ». La troupe et ses supérieurs hiérarchiques furent résolument assaillis, et celle-ci, devant défendre sa peau, opta pour la cause du peuple.

Le soulèvement militaire de juillet 1936 a été considéré comme un échec par les techniciens. En effet, le succès ne fut assuré que dans les VIe et VIIe régions militaires. Par contre, la Ire, la IIIe et la IVe, autrement dit les principales (Madrid, Valence et Barcelone), ne furent pas acquises par les factieux ; dans la seconde, il n'y eut pas de lutte. En Galice, l'insurrection dut se donner à fond pour pouvoir s'imposer.

La marine de guerre essuya un terrible désastre.

Cependant, la vigoureuse contre-offensive populaire ne fut pas suffisante : elle mit fin à la tradition victorieuse des *pronunciamientos*, mais ne put éviter la guerre.

Les *pronunciamientos* s'étaient toujours déroulés comme une parade militaire. Au plus, les putschistes obtenaient gain de cause moyennant une seule bataille, sans faire couler le sang. Souvent, il suffisait d'afficher un placard, portant une proclamation imprimée, sur les coins des rues ou sur les places, et par lequel était proclamé l'état de guerre. Il s'ensuivait un défilé martial d'une quelconque troupe devant quelques badauds, qui habituellement applaudissaient. Jamais un *pronunciamiento* n'avait débouché sur une guerre civile. Les guerres civiles carlistes ne furent pas provoquées par des *pronunciamientos* militaires mais par l'adhésion d'éléments militaires au *pronunciamiento* clérical.

Le putsch classique échoua, mais la guerre civile fut instaurée avec une rage

et une capacité de destruction sans précédent étant donné les moyens modernes de combat qui allaient se mettre en place. Si le putsch fut pour les militaires une honteuse débâcle, la guerre civile leur fut favorable dès le premier moment. La guerre se dressa dès le début comme un obstacle pour la révolution. Les institutions étatiques meurtries et en déconfiture trouvèrent par contre un grand soulagement et un prétexte d'envergure dialectique à opposer au romantisme révolutionnaire. Pour faire face à l'armée ennemie, on avait besoin d'une autre armée. Une armée était une chose fort sérieuse. Elle devait être disciplinée, avec une unité de commandement, encadrée militairement, obéissante aux ordres d'un gouvernement fort, centralisé, expression de toutes les forces antifascistes. Cette dialectique, inévitablement confirmée par les événements, poursuivait incontestablement un but : désarmer le peuple.

Quelques militants de la C.N.T.-F.A.I. se laissaient prendre à cette logique, et si quelquefois ils en réalisaient le double sens ils y résistaient de façon très aléatoire. Pourtant, le langage du gouvernement ne pouvait pas être plus clair. A peine remis du choc du soulèvement militaire, le ministre de l'Intérieur déclarait par voix d'affiche : « La circulation est formellement interdite aux voitures transportant des personnes armées, quelle qu'en soit la catégorie ; ordre a été donné d'arrêter et de désarmer quiconque ne justifierait pas d'une autorisation spéciale pour un service concret. »

Quatre jours après la prise de la caserne d'Atarazanas (le 24 juillet), une colonne de trois mille miliciens volontaires, dirigée par Buenaventura Durruti et assistée techniquement par le commandant Pérez Farrás (républicain catalaniste), se mit en branle vers Saragosse. A Madrid, siège du gouvernement central, à prédominance socialo-républicaine, les milices prirent le chemin de la Sierra de Guadarrama, dont les cols étaient menacés par les colonnes factieuses du général Mola. Là, la révolution et la guerre allaient prendre d'autres tournures.

Début août, le gouvernement publia un décret mobilisant les jeunes des classes 1933, 1934 et 1935. Les jeunes mobilisés devaient rejoindre les casernes et se mettre à la disposition des militaires professionnels. Nombre d'entre eux s'étaient inscrits volontairement dans les milices. D'autres étaient prêts à suivre leur exemple et le reste luttait déjà sur le front.

A Barcelone, les mobilisés s'offusquèrent en prenant connaissance du décret et la C.N.T. soutint leur attitude dès le début. Dix mille jeunes se réunirent en assemblée pour décider de se rendre au front en tant que miliciens et non en tant que soldats, et sans avoir à passer par les casernes. Ils avaient en horreur la discipline de caserne et les professionnels de la discipline qui s'étaient rebellés contre la République après lui avoir juré fidélité.

La C.N.T. publia un manifeste qui disait : « Nous ne pouvons pas défendre l'existence d'une armée régulière, uniforme et obligatoire. Cette armée doit être remplacée par les milices populaires, par le peuple en armes, seule garantie que la liberté sera défendue avec enthousiasme et que certaines conspirations ne

couveront pas dans l'ombre. »

Le 2 août, un plenum de la F.A.I. se prononçait en faveur des milices populaires et contre leur militarisation. La F.A.I. acceptait « une organisation dans l'action, indispensable dans toute guerre ». Mais le litige fut tranché par une solution intermédiaire. Le 6 août, le Comité central des milices antifascistes de Catalogne publia une note ordonnant aux mobilisés de se rendre immédiatement dans les casernes, où ils seraient à la disposition de ce comité. La C.N.T. était partie prenante dans la préparation militaire. Les casernes prirent d'autres noms, plus en accord avec les circonstances et avec la délicate tâche qu'on leur attribuait dorénavant : Bakounine, Durruti, Karl Marx, Lénine...

Le personnel technique de la vieille structure militaire, au préalable épuré par les organisations et les partis, devait se rendre aux casernes pour convenir de l'usage de ses services. Ce personnel technique était restreint et peu gradé. Cependant on avait toujours des craintes sur sa fidélité. A la suite d'un accord entre la C.N.T. et l'U.G.T. se constituèrent les Comités d'ouvriers et de soldats dans tous les centres armés.

Dans la zone centrale, où la militarisation des milices s'imposa facilement dès les premiers moments, s'inscrivant dans le projet des éléments marxistes majoritaires, la C.N.T. constitua un Comité de défense qui, lors des premières semaines du siège de la capitale de l'Espagne par les fascistes, forgea la résistance populaire comme bien peu le firent.

Lors du premier meeting tenu à Barcelone par la C.N.T.-F.A.I., le 10 août, Garça Oliver prononça un discours qui marquait une nouvelle orientation militaire. Face à l'obstination du gouvernement central à remettre en place une armée orthodoxe, il proposa la création d'une nouvelle armée : « L'armée du peuple, issue des milices, doit s'organiser en fonction d'une conception nouvelle. Nous allons organiser une école militaire révolutionnaire où nous formerons les cadres techniques, qui ne seront pas calqués sur les anciens officiers, devenant de simples techniciens qui d'ailleurs suivront les indications des officiers instructeurs ayant fait preuve de fidélité au peuple et au prolétariat. » Cette initiative de la Confédération donna naissance à l'École de guerre, où les nouveaux cadres militaires se formèrent durant la longue campagne.

Le 4 septembre, lorsque le socialiste Largo Caballero prit le pouvoir, il déclara aux correspondants de la presse étrangère : « D'abord, gagnons la guerre, et ensuite nous pourrons parler de révolution. » Le 27 septembre, le gouvernement catalan se réorganisa sous l'étiquette du Conseil de la Généralité. A ce dernier participèrent trois anarcho-sindicalistes. La déclaration politique de ce gouvernement disait : « Concentration d'un effort maximum pour la guerre, sans économiser aucun moyen qui puisse contribuer à sa fin rapide et victorieuse. Commandement unique, coordination de toutes les unités combattantes, création des milices obligatoires et renforcement de la discipline. »

Le 25 octobre à Barcelone, les organisations et partis (C.N.T., U.G.T., F.A.I. et P.S.U.C.) signaient un pacte. Le quatrième point de ce pacte établissait « un

commandement unique qui coordonne l'action de toutes les unités combattantes, la création des milices obligatoires transformées en une grande armée populaire et le renforcement de la discipline ».

La constitution du Conseil de la Généralité annulait automatiquement le Comité central des milices antifascistes de Catalogne. A cette occasion, García Oliver déclarait : « Le Comité des milices a été dissous parce que maintenant la Généralité nous représente tous. » Santillán a expliqué après la guerre les causes de ce changement d'orientation : « Nous savions qu'il n'était pas possible de triompher dans la révolution si nous ne triomphions pas dans la guerre, et à cause de la guerre nous sacrifîâmes tout, nous sacrifîâmes même la révolution, sans voir que ce sacrifice entraînerait le sacrifice des objectifs mêmes de la guerre (...). Le Comité des milices garantissait l'autonomie de la Catalogne, la légitimité de la guerre, le renouveau du rythme espagnol et de la sensibilité espagnole (...) mais on nous disait et l'on nous rabâchait que tant que nous persisterions à le maintenir, c'est-à-dire tant que nous persisterions à maintenir un pouvoir populaire, les armes n'arriveraient pas en Catalogne et l'on ne nous fournirait pas non plus de devises pour les obtenir à l'étranger, et l'on ne nous approvisionnerait pas davantage en matières premières pour les industries. Et comme perdre la guerre c'était aussi tout perdre (...) nous renonçâmes au Comité des milices pour nous intégrer au gouvernement de la Généralité dans le Conseil de défense et autres sections vitales du gouvernement autonome (4). »

Il faut préciser que, dans le premier Conseil de la Généralité, le portefeuille de la Défense fut pris en charge par un technicien : Díaz Sandino, un officier d'aviation qui s'était distingué le 19 juillet en survolant avec ses appareils la forteresse d'Atarazanas et en l'arrosant de bombes. Cependant, les assistants de ce conseiller étaient anarchistes. La C.N.T. occupa directement le département de la Défense de ce gouvernement à la suite de la première crise gouvernementale, le 13 décembre.

Nous assistions à la création d'une espèce d'armée catalane, beaucoup plus dépendante du gouvernement de la Généralité que du gouvernement central, ce qui était une entorse aux attributions signalées dans le statut d'autonomie. Ce qui prouve que la tapageuse consigne sur la « discipline » brandie tous azimuts par les politiciens catalans était bel et bien destinée à l'usage du peuple, tandis qu'eux s'en réservaient une interprétation beaucoup plus subjective pour leurs propres besoins. Quant au gouvernement central, qui promettait des armes si les milices confédérales se militarisaient, sa promesse était le plus vulgaire des chantages, car, une fois acquise cette militarisation, les unités anarchistes furent toujours les plus mal loties en matière d'armes.

Au courant du mois d'août on spécula beaucoup, dans les bureaux de propagande de la C.N.T.-F.A.I., sur une phrase de Durruti prononcée dans un discours enregistré depuis son quartier général de Bujaraloz : « Nous

4. Diego Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, Buenos Aires, 1940.

renoncerons à tout sauf à la victoire. » Les combattants anarchistes résistaient avec ténacité à la militarisation et l'on faisait feu de tout bois pour les convaincre. On voulait faire croire par cette phrase que le grand guérillero était disposé à sacrifier la révolution pour la guerre. La supposition était erronée. Une connaissance poussée du caractère de Durruti et de ses convictions révolutionnaires suffit à remettre en cause cette double affirmation. Les réalisations révolutionnaires qu'il stimula personnellement dans sa grande zone d'intervention démentent le prétendu sens de cette phrase. Durruti se rendit à Madrid à cette époque-là pour faire part au gouvernement central du besoin d'armement de ses centuries combattantes. A cette même occasion, il déclara à la presse madrilène : « Quant à ma colonne, j'en suis entièrement satisfait. Nous faisons la guerre et la révolution en même temps. Les mesures révolutionnaires ne se prennent pas seulement à Barcelone mais elles arrivent jusqu'aux lignes de feu. Chaque village que nous conquérons commence à se développer de façon révolutionnaire (...). Sur le chemin que nous avons parcouru, il n'y a que des combattants. Tout le monde travaille à la guerre et à la révolution. C'est notre force. »

« C'est notre force », Durruti voulait bien dire par là que la révolution renforçait la guerre.

Dès les premiers jours de septembre, un plenum national de comités régionaux de la C.N.T. étudia les propositions de collaboration politique au gouvernement central faites par Largo Caballero aux confédéraux. La réponse du Plenum fut une contre-proposition qui voulait transformer le gouvernement en un Conseil national de défense. Dans le même document, il était proposé : « Création de la milice de guerre avec un caractère obligatoire et un contrôle des milices par les Conseils d'ouvriers et de miliciens, constitués par des commissions mixtes formées par la C.N.T. et l'U.G.T. Commandement simplifié, circonscrit à la gestion et à la fonction de techniciens militaires. Création d'une direction militaire unique, constituant un commissariat de guerre nommé par le Conseil national de défense et avec des représentants des trois secteurs qui luttent contre le fascisme » (républicains, marxistes et anarchistes).

Le 6 novembre, le gouvernement quitte Madrid et se transfère à Valence. Il donne la charge de la défense de Madrid à une *junte* composée de tous les partis et organisations, C.N.T. et Jeunesses libertaires comprises. Le 12 décembre, le commandement des milices communiquait dans la presse qu'il considérait « d'une nécessité indispensable pour l'efficacité de notre guerre la création d'une armée régulière tenant compte du décret du gouvernement sur la militarisation des milices, et l'encadrement de tous les groupes et bataillons des milices des différentes organisations dans des unités complètes de bataillons et de brigades ». Ces unités seraient « les seules qui seraient reconnues et rémunérées » ; par contre, tous ceux qui refuseraient d'être encadrés dans ces conditions seraient « privés de rémunération et des services de l'intendance ».

Cette disposition fut ratifiée le 24 décembre par une proclamation du général Miaja, président de la *Junte* de défense, qui décrétait :

« Il est formellement interdit de circuler à l'intérieur des agglomérations avec des armes de guerre, seules peuvent le faire les forces organisées sous la direction de chefs responsables appartenant aux unités combattantes... » Les groupes armés sans mission officielle « seront considérés comme des factieux et seront soumis aux sanctions correspondantes du Code de justice militaire ».

Au sujet de ce perfide montage militariste, *Solidaridad Obrera* du 30 octobre annonça l'élaboration d'un nouveau Code de justice militaire par des éléments des organisations antifascistes. Le jour suivant, le même journal attaquait le décret de mobilisation des milices, alors rendu public, et qui faisait référence à l'application du code en vigueur « en attendant qu'un autre soit mis en place ». *Solidaridad Obrera* disait :

« Une chose est de reconnaître, comme d'ailleurs nous la reconnaissons, la nécessité de régulariser l'humeur et l'inconstance des miliciens, d'asseoir sur une base sérieuse le sens des responsabilités des combattants (...), autre chose est d'instaurer cet encadrement forcené remis en cause justement par la sédition militaire. »

Le décret de militarisation des milices produisit une vive contestation parmi les volontaires anarchistes. Les plus intransigeants abandonnèrent le front. Mais les réfractaires ayant l'âge d'appartenir à une classe restaient mobilisables, ce qui compliquait leur échappatoire. Face à la mobilisation officielle dans une de ces odieuses brigades communistes et la possibilité de rejoindre librement une division de son choix, il n'y avait pas d'hésitation. Nombre de jeunes, à la veille de leur intégration dans un bureau de recrutement, préféraient rejoindre directement au front une unité qui avait leur sympathie idéologique. Ainsi, la colonne Durruti devint, après la mort de celui-ci, la 26e division. D'autres colonnes confédérales du front d'Aragon formèrent la 25e et la 28e divisions. La colonne *Terre et Liberté* et la *Colonne de Fer* se convertirent en 153e et 82e brigades. Et ainsi de suite.

Les communistes étaient dans leur élément. Ils furent les plus obstinés dans la consigne de « militarisation », « discipline de fer », « commandement unique ». Dès les premiers jours de la guerre, ils commencèrent à s'organiser militairement sous les consignes de Moscou dans le fameux Ve Régiment. Le 31 août, ils défilaient déjà martialement devant le ministère de la Guerre, formant le Bataillon d'acier. Il était constitué de 400 hommes armés de fusils et de mitraillettes ; une fanfare et huit belles miliciennes ouvraient la marche. L'organisation militaire communiste allait connaître une évolution vertigineuse grâce à son déploiement de propagande et surtout grâce à l'armement russe qu'elle recevait en priorité. Priorité qui se transformerait en monopole.

XII

LES GRANDES ETAPES DE L'APOLITISME SYNDICALISTE

Le 4 novembre 1936, à dix heures et demie du soir, le chef du gouvernement, Largo Caballero, rendit publique une note qui faisait état de la réorganisation de son cabinet, dans lequel étaient incorporés quatre ministres membres de la C.N.T. : García Oliver, Federica Montseny, Juan Peiró et Juan López. En faisant ce pas, la C.N.T. rompait pour la première fois de sa longue histoire avec sa tradition antipolitique et d'action directe.

Avant d'analyser les conséquences de cette attitude transcendante, voyons quelles furent les grandes étapes de cette tradition révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol.

Vingt ans avant la création de l'Association internationale des travailleurs, les paysans et les ouvriers andalous et catalans manifestèrent une grande effervescence qui se traduisit par des insurrections et des grèves générales. Lorsque se produisit la révolution politique du 18 septembre 1868, Bakounine envoya en Espagne un émissaire chargé de faire connaître le programme de l'Internationale et de l'Alliance de la démocratie socialiste. Cet émissaire était Fanelli ; il noua des contacts avec les centres de la Fédération régionale espagnole de Barcelone et avec un noyau de jeunes ouvriers de Madrid. Les idées anarchistes semées par Bakounine et Fanelli s'appuyèrent sur une base réelle, celle de ces mouvements vraiment populaires qui fermentaient depuis des années ; ils étaient une réaction désespérée contre les politiciens, dont les velléités et les trahisons avaient déçu le peuple. Tous les mouvements politiques progressistes étaient freinés par l'engrenage bureaucratique de leur administration. Les conspirateurs étaient en général des fonctionnaires déçus lors du changement de gouvernement, et l'idéal de la conspiration consistait à pouvoir à nouveau têter aux mamelles du budget de l'Etat. Benito Pérez Galdós a très bien décrit, dans son œuvre *Episodios nacionales*, l'odyssée de l'employé public à la fois déchu et conspirateur.

En octobre 1868, sur une suggestion de Bakounine, les internationalistes de Genève s'adressaient en ces termes aux travailleurs espagnols : « Le doute n'est

pas permis aujourd'hui. La liberté sans l'égalité politique, et l'égalité politique sans l'égalité économique ne sont que mensonges. » La révolution de 1868, que le peuple avait rendue possible et dans laquelle il avait placé de grands espoirs eut pour conséquence un renforcement du scepticisme politique des travailleurs espagnols. Max Nettlau résume ainsi ses observations : « Le peuple a été trompé après cette révolution comme avant. Il a manqué une initiative républicaine. On a hésité entre l'insurrection et les élections, et la réaction s'est vite affirmée. Les ouvriers n'étaient pas disposés à tirer les marrons du feu pour les chefs républicains, et ils ont été amenés à saluer l'Internationale comme la véritable expression de leurs espérances et de leurs intérêts (1). »

Étant donné le climat social qui était en train de naître en Espagne, l'appel de l'Internationale était voué à rencontrer une grande résonance. Ce qu'il y avait de plus expressif dans le message était la fameuse phrase : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Anselmo Lorenzo, qui était la personnalité la plus forte du noyau espagnol, l'interprétait de cette façon : « Que l'on prenne acte de la naissance du prolétariat militant qui vient au monde pour substituer ce malheureux tiers état désormais incapable de faire le bien, opposé au progrès, et qui, d'après la phrase historique de Sieyès, devait répondre à toutes les espérances (2). »

Proudhon avait déjà dit que « le prolétariat venait ramasser l'étendard du progrès jeté dans la boue par la bourgeoisie ». La cause des exploités avait servi de prétexte cynique à toutes sortes d'affairistes politiques. Les exploités avaient maintenant l'intention de s'émanciper par leurs propres moyens sans perdre de vue que la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme n'était pas seulement un acte d'émancipation de classe, mais « la fusion de toutes les classes au bénéfice universel de l'Humanité » (Anselmo Lorenzo). Au cours de l'une des premières réunions publiques du noyau internationaliste, Anselmo Lorenzo lui-même s'exprima ainsi :

« Nous ne venons pas vous parler de République, comme, semble-t-il, vous l'attendiez ; il y a beaucoup de monde qui s'occupe de cela avec une éloquence supérieure à la nôtre, et avec l'enthousiasme de ceux qui travaillent pour leur propre compte. »

Dans le premier manifeste du même noyau (24 décembre 1869) on lit cette phrase : « Ici, nous sommes tous des travailleurs. Ici, nous attendons tout des travailleurs. Si vous nous rejoignez, vous accomplissez un devoir ; si vous restez indifférents, sachez que vous vous suicidez. »

Le noyau internationaliste de Barcelone travaillait en parallèle avec celui de Madrid, mais il était installé au Centre républicain fédéral. Ses membres étaient issus du mouvement fédéraliste mené par le grand politicien, écrivain et philosophe Pi y Margall, qui avait été le premier traducteur de Proudhon en

1. Max Nettlau, *Bakunin, la Internacional y la Alianza en España*, Buenos Aires, 1925.

2. Anselmo Lorenzo, *El proletariado militante*, Barcelone, 1923.

espagnol. Ce noyau s'était constitué en mai 1869 et il maintenait des contacts directs avec Bakounine. Il ne rompit avec la tradition électoraliste du centre politique qui l'abritait qu'à la fin de l'année 1869. Les noyaux barcelonais et madrilène suivirent des itinéraires parallèles jusqu'à ce que le contact physique fut établi, en juin 1870, au premier congrès de l'Internationale espagnole, qui eut lieu à Barcelone.

A ce congrès, on prit une position nette vis-à-vis de la politique : « Toute participation de la classe ouvrière à la politique gouvernementale de la classe moyenne ne peut avoir d'autre résultat que la consolidation de l'ordre des choses existant, ce qui paralyserait inévitablement l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat (...). Cette Fédération est la véritable représentation du monde du travail et elle doit se mouvoir en dehors des gouvernements politiques. »

La guerre franco-prussienne éclata en juillet 1870 et le 18 mars 1871 se produisirent à Paris les graves événements qui déterminèrent la proclamation de la Commune. Karl Marx profita de la situation critique dans laquelle se trouvaient les internationalistes français pour réaliser son coup d'Etat au Conseil fédéral de Londres. Marx profita, lors de la conférence provoquée dans cette ville, de l'absence de certains internationalistes, qui étaient en train de subir, en France, la répression bestiale de Thiers, pour imposer une ligne politique à l'Internationale. Anselmo Lorenzo représenta l'Espagne à cette conférence. Ses propres mots traduisent son impression déplorable : « A cette conférence, la seule chose qui se soit affirmée, avec un esprit purement ouvrier et vraiment émancipateur, a été le Mémoire sur l'organisation rédigé par la conférence de Valence, que j'ai eu l'honneur de représenter (...). Je me suis trouvé seul, dans mes sentiments et dans mes pensées, j'ai estimé, peut-être avec un soupçon d'orgueil, que j'étais le seul internationaliste présent à cette conférence, et je me suis senti incapable de faire quoi que ce soit d'utile, et bien que j'aie dit quelque chose pour exprimer ma désillusion, on m'entendit comme on entend tomber la pluie et cela ne produisit aucune sensation ni aucun effet. »

La conférence de Londres eut lieu du 17 au 23 septembre 1871. Marx, en accueillant Anselmo Lorenzo, l'embrassa sur le front. Ce devait être le baiser de Judas. Quelques mois plus tard (à Noël de cette même année), il envoya son gendre Lafargue en Espagne (3), avec pour mission d'introduire son influence dans les milieux bakouninistes et de fonder un parti politique électoraliste. Lafargue rendit d'abord visite à Pi y Margall et lui exposa ses projets. Pi lui répondit que les ouvriers espagnols ne voulaient même pas entendre parler de leur propre parti. A la suite de ce refus, l'agent de Marx se mit en contact avec le Conseil fédéral espagnol auquel il proposa ouvertement la constitution d'un parti

3. En réalité, Lafargue dut sortir de France, fuyant la répression de Thiers, avec son épouse Laura Marx. Une fois à Madrid, il s'employa, en accord avec Engels, à alimenter la scission de la Fédération régionale espagnole et à essayer d'amener de l'eau au moulin marxiste. Engels était alors le second de Marx au Conseil général de l'Internationale. Lafargue était né à Cuba, de père français, et il parlait parfaitement l'espagnol.

ouvrier. D'après Max Nettlau, tous, « absolument tous » ses membres repoussèrent ce programme car ils le considéraient « contraire aux idées de l'Association internationale des travailleurs ». Lafargue eut alors recours à deux armes supplémentaires : l'adulation et la calomnie.

Au moyen de la première, il se fit quelques amis ; avec la seconde, il accusa les membres espagnols de l'Alliance de la démocratie socialiste d'avoir des menées conspiratrices au sein de l'Internationale. L'intrigant et ses amis furent expulsés, et se constituèrent en nouvelle Fédération madrilène, qui fut reconnue en août 1872 par le Conseil fédéral de Londres. Le complot scissionniste fut réduit à sa plus simple expression. Les travailleurs espagnols tournèrent le dos à l'intrigue politique de Marx, Engels et Lafargue. Max Nettlau résume les faits par ces quelques mots : « Tel fut le résultat de l'intrigue déjouée par l'immense majorité des internationalistes espagnols qui ne voulaient ni parti ouvrier ni tutelle d'Engels et de Lafargue. »

L'Internationale se scinda lors du congrès de La Haye en septembre 1872. Ce fut un congrès préfabriqué, au cours duquel Marx réussit à faire approuver par la majorité, elle aussi fabriquée, une résolution politique qui avait déjà été approuvée par la conférence de Londres et dont le premier paragraphe dit ceci : « Dans la lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut pas agir en tant que classe, mais en se constituant lui-même en parti politique opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. »

L'Espagne fut représentée à La Haye par quatre délégués, qui se retirèrent du congrès en même temps que les délégués italiens, suisses, belges et hollandais et qu'une partie des délégations française, anglaise et des Etats-Unis. Tous ces pays se réunirent en congrès anti-autoritaire à Saint-Imier, le même mois. Lors de ce congrès, ils déclarèrent :

« La destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat. Toute organisation d'un pouvoir politique présumé provisoire et révolutionnaire pour parvenir à cette destruction ne pourrait être qu'un leurre supplémentaire et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements qui existent à l'heure actuelle... »

En décembre 1872, les délégués espagnols rendirent compte de leur participation au congrès de La Haye au cours d'un autre congrès qui se réunit à Cordoue. Ce congrès approuva leurs démarches sans aucune hésitation.

La Première République espagnole fut proclamée par les *Cortes* le 11 février 1873. Le Conseil fédéral, dont le siège était à Alcoy (province d'Alicante), déclare dans une circulaire du 24 février :

« Nous avons appris avec satisfaction le changement mentionné ; non pas à cause des garanties qu'il pourrait donner à la classe ouvrière, qui a toujours été pressurée et bafouée dans toutes les organisations bourgeoises, mais parce que la République est désormais le dernier rempart de la bourgeoisie, la dernière tranchée de ceux qui exploitent le fruit de notre travail, et une désillusion totale

pour tous ceux de nos frères qui ont tout espéré et qui espèrent tout des gouvernements, sans comprendre que leur émancipation politique, religieuse et économique doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

En effet, la République se rendit vite impopulaire, car la bourgeoisie républicaine ne pouvait pas tolérer que les délices du nouveau régime parviennent jusqu'aux foyers des travailleurs. Ceux-ci profitèrent de l'occasion pour organiser de nombreuses grèves avec des revendications morales et économiques. Les ministres républicains, se faisant l'écho de la mentalité bornée de leurs coreligionnaires du patronat, répondirent brutalement par la force publique.

Des heurts eurent lieu un peu partout entre la Garde civile et les travailleurs. Les événements les plus graves se produisirent à Alcoy, où était le siège du Conseil fédéral, et où les provocations du maire et des policiers entraînèrent la réplique vigoureuse des ouvriers. Il y eut des morts des deux côtés. Le Conseil fédéral publia un manifeste pour démentir les calomnies officieuses :

« Ces travailleurs qu'aujourd'hui vous calomniez sont les mêmes que ceux que vous adulez il y a quelque temps et que vous incitez à la rébellion, quand celle-ci pouvait améliorer votre position personnelle. Ces travailleurs que vous appelez vandales et assassins sont les mêmes que ceux à qui vous prôniez le droit à l'insurrection en réponse aux attaques envers les droits individuels ; vous ne pensiez pas alors qu'un jour vous seriez vous-mêmes les réactionnaires... »

Les connaissances des travailleurs sur la diversité de la zoologie politique s'enrichirent avec l'expérience républicaine. La restauration de la monarchie, en janvier 1874, allait ajouter une expérience supplémentaire. Le bénéfice du pouvoir allait alternativement aux deux grands partis. C'était le « tour de rôle politique » entre conservateurs et républicains. Quand un parti était repus, il laissait l'autre manger. L'opposition républicaine ou carliste était théorique et parfois décorative, c'est-à-dire consentie pour donner plus d'attrait au spectacle parlementaire. Un écrivain français nous dresse le tableau en quelques lignes : « Le tour de rôle politique en arriva à être accompagné d'une alternance de la sinécure administrative. La fonction publique finit par ne plus être un office, mais un bénéfice. Le peuple compara la politique à une côtelette dont chaque face doit à son tour être sur le feu (4). »

Au début du siècle se produisit une importante fermentation catalaniste. Pour la freiner, le ministre Segismundo Moret, un monarchiste libéral, envoya à Barcelone un aventurier et grand orateur appelé Alejandro Lerroux. Celui-ci fonda un certain parti radical, flanqué de groupes de choc baptisés « Jeunes Barbares ». La démagogie de Lerroux était révolutionnaire, d'une extrême violence et anticléricale. Il dit, dans un meeting électoral, qu'il demandait pour la dernière fois aux travailleurs de voter avant de les amener sur les barricades. Il avait une célèbre phrase anticléricale : « Il faut lever le voile aux novices et les

4. Pierre Vilar, *Histoire d'Espagne*, Paris, 1960.

élever au rang de mères. » La farce du lerrouxisme dura jusqu'en 1909. Le mouvement révolutionnaire de Barcelone trouva alors l'« empereur du *Paralelo* » (c'est ainsi que se faisait appeler ce monsieur) hors d'Espagne. Cette « semaine tragique » fut suivie de la « semaine comique » (1917) interprétée par les politiciens de gauche qui jouèrent la farce intitulée « assemblée parlementaire ».

Le souvenir de la semaine tragique, de la trahison lerrouxiste et autres bouffonneries catalanistes et républicaines était encore frais lors de la constitution, en 1910, de la Confédération nationale du travail. Le parti catalaniste (Ligue régionaliste) avait incité à la délation des révolutionnaires de 1909 à partir de son journal *La veu de Catalunya*. Le syndicalisme révolutionnaire inaugurerait une étape glorieuse. L'une des résolutions du congrès de fondation de la C.N.T. disait : « Le congrès déclare que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Pour cette raison, il déclare : que les syndicats qui adhèrent à la Fédération nationale ne peuvent être constitués que par les ouvriers qui conquièrent leur salaire dans les entreprises ou dans les industries exploitées par la bourgeoisie et par l'Etat. »

Il n'y eut pas d'autre congrès national avant celui de 1911. Mais le congrès régional de Catalogne de juin-juillet 1918 est d'une extrême importance. Le projet de statuts qui y fut adopté déclare que la C.N.T. luttera « toujours sur le terrain économique le plus pur, c'est-à-dire dans l'action directe (...) se débarrassant entièrement de toute ingérence politique ou religieuse ». Une autre résolution de ce même congrès dit ceci : « Dans les luttes entre le capital et le travail, les syndicats qui adhèrent à la Confédération sont tenus d'utiliser de préférence le système de l'action directe, à moins que des circonstances de véritable force majeure, entièrement justifiées, n'exigent l'emploi d'autres formules d'action. » Ces résolutions étaient complétées par les suivantes : « Les organismes qui ne constituent pas un regroupement professionnel ou de métier en vue de la résistance au capital ne doivent pas intervenir directement dans les affaires qui reviennent aux syndicats. (...) Les politiciens professionnels ne peuvent jamais représenter les organisations ouvrières et celles-ci doivent faire en sorte de ne pas avoir leur siège dans un centre politique. »

La déclaration qui suit fut adoptée sans discussion par le congrès national de 1919 : « L'union du prolétariat organisé doit se faire à partir de l'action directe révolutionnaire, en rejetant les systèmes archaïques qui ont été employés par le passé. » Le congrès national de 1931, pour sa part, fut encore plus catégorique au sujet des relations des milieux ouvriers avec la politique. L'un des délégués (Juan Peiró) s'exprima ainsi : « Il est un principe bien établi au sein de la Confédération nationale : tout individu appartenant à un parti politique qui a prétendu représenter ce parti ne peut être militant de la Confédération, ne peut avoir de responsabilité de direction ni de représentation. Il s'agit d'une résolution du congrès du théâtre de la Comedia (congrès de 1919). Ceci a également été voté au Plenum national de 1922 à Saragosse. On avait décidé, lors de ce plenum, qu'il

n'était pas nécessaire que l'individu en question ait été candidat (qu'il s'agisse des élections des conseillers municipaux, des députés provinciaux ou aux Cortes) mais qu'il suffisait qu'il soit militant d'un parti politique pour ne pas pouvoir prétendre à un poste de représentativité au sein de la Confédération. »

Le congrès de 1931 ratifia cette résolution et fixa des mesures d'exclusion pour les récidivistes.

Le moindre doute au sujet du comportement des camarades ou des syndicats provoquait des réactions tumultueuses. Le congrès de 1919 reprocha durement à l'organisation barcelonaise d'avoir répondu à une invitation du maire à faire partie d'une commission mixte de patrons et d'ouvriers sous la présidence ou l'arbitrage du premier magistrat municipal. Au congrès de 1931, on demanda des comptes rigoureux à des comités et à des individus qui avaient conspiré avec des politiques et des militaires sous la dictature de Primo de Rivera. L'organisation de Catalogne destitua son secrétaire général, Francisco Ascaso, parce qu'il avait déclaré la fin de la grève aux micros d'une radio officielle (octobre 1934).

La C.N.T., à cause de son profond enracinement populaire et de ses potentialités, inspira toujours la convoitise des cupides politiques de gauche qui tentèrent en vain de la conquérir pour mener à bien leurs desseins électoraux. La convoitise se changea en obsession. Comme ils ne purent réaliser leurs désirs, ils se mirent à spéculer sur certaines déclarations et sur certains actes auxquels ils donnaient une signification politique qu'ils n'avaient pas. C'était la perche toujours tendue aux simples d'esprit. Le Plenum de Saragosse de 1922 avait élaboré un rapport qui contenait les considérations superflues que voici : « ... pour la même raison que nous nous disons antipolitiques, la Confédération ne doit se désintéresser d'aucun des problèmes qui se présentent dans la vie nationale (...), l'interprétation que l'on donne à la politique est arbitraire, car celle-ci ne doit ni ne peut être interprétée uniquement comme l'art de gouverner les peuples. »

Cette affirmation fut suffisante pour que la presse politique célèbre l'événement du siècle : l'entrée de la C.N.T. dans les joutes parlementaires. Pour se donner ce plaisir, il avait fallu qu'elle dénature des mots qui, bien qu'inopportuns, ne pouvaient pas prêter à confusion. *Solidaridad Obrera*, celle de Valence, que dirigeait Eusebio C. Carbó, répondit le 21 juin, en rattrapant comme elle le put la gaffe des rapporteurs :

« Qui ignore que nous voulons intervenir dans la vie publique ? Qui ignore que nous y sommes toujours intervenus ? ... Oui, nous voulons intervenir. Nous intervenons. Mais, avec nos moyens et sur notre terrain. Avec nos organisations. Avec notre presse. Sans intermédiaire. Sans délégués. Sans représentants... Non. Nous n'irons pas au Conseil municipal, à la Députation provinciale, au Parlement. La Confédération est incapable de cette apostasie infamante, de ce fourvoiement honteux (5)... »

5. Cette citation est reprise dans le livre de Manuel Buenacasa (*op. cit.*).

Comme ils ne parvenaient pas à entraîner en bloc l'organisation confédérale jusqu'à l'hémicycle parlementaire, les politiciens de gauche se mirent à entreprendre les individus les plus significatifs par la flatterie. Cette méthode ne leur procura pas non plus le résultat escompté. Ou alors, les résultats furent insignifiants. Ils ne parvinrent à faire fléchir que des individus médiocres, sans influence dans les syndicats, ou déjà sur le déclin. Le dépit leur fit oublier le respect que l'on doit aux morts, surtout à ceux qui ont su mourir en hommes, sans reculer devant le danger. C'est ainsi que purent avoir lieu les spéculations *post mortem* au sujet de Salvador Seguí.

Salvador Seguí fut l'un des militants les plus marquants de l'étape confédérale qui précéda la dictature de Primo de Rivera. Son influence sur les adhérents de la C.N.T. fut immense, mais elle ne fut pas aliénante. L'éducation sociale du militant confédéral le rend peu propice à se laisser aliéner. Dans les organisations de masse, ce sont habituellement les leaders qui sont les jouets de l'organisation. Seguí dut employer toutes ses ressources pour ne pas se laisser vampiriser par la multitude et par certains groupes suicidaires pendant son discours le plus gigantesque, prononcé dans une arène de Barcelone, lors de la crise de *La Canadiense*, en 1919.

Il n'y eut jamais, à la Confédération, de chefs et encore moins de personnalités incontestées. Celle de Salvador Seguí fut hautement contestable, mais il faut dire en son honneur que jamais des motifs sérieux ne permirent de mettre en doute la rectitude de sa conduite syndicaliste révolutionnaire. Mais après la mort de Seguí (abattu comme l'on sait en pleine rue par des assassins à la solde du gouvernement), certains plumitifs dépourvus de scrupules et même des cénétistes tout aussi inconséquents s'adonnèrent à des spéculations de mauvais goût. Selon certains d'entre eux, Salvador Seguí aurait, à la veille de sa mort, donné son consentement à une candidature politique menée par Layret, Companys et Eugenio d'Ors. On a même « eu connaissance », après la mort de Seguí et de Layret, pas avant, du nom du parti politique qu'ils allaient constituer.

Angel Pestaña est peut-être le seul militant confédéral de grande influence qui ait succombé à la tentation politique. Il était issu, comme la majorité des hommes de la C.N.T., d'une humble famille prolétaire. Les convictions de Pestaña commencèrent à fléchir lorsque se mit en route le cycle démocratique qui amena la République. Ces époques de transition sont les plus dangereuses car elles mettent à l'épreuve la trempe des hommes. A l'époque des conspirations, on prête peu d'attention à la qualité des compagnons de route. Une aspiration commune fait que les hommes des différents partis et organisations coïncident dans un même effort : renverser la dictature. Les personnes les plus hétérogènes subissent les mêmes persécutions et se retrouvent dans la même prison. Des courants de sympathie se créent entre d'anciens antagonistes. Les hommes, face à face, se découvrant au-delà de l'abstraction parfois métaphysique des programmes et des conventions, finissent par se comprendre. Mais la dictature

tombe et chacun retourne à sa place. Les uns vont recevoir la récompense de leurs sacrifices, la palme de la victoire ; les autres poursuivent leur dur chemin comme des pénitents, la croix sur l'épaule. La perspective de devenir des personnages honorables (y compris vis-à-vis de ceux qui les traitaient de bandits) et d'accéder aux postes de commandement et aux sinécures, est tentante pour ceux qui vont à nouveau être confrontés à la vie obscure et fatigante, à l'activité clandestine, remplie de sacrifices et de dangers, et avare, très avare, en compensations matérielles, qu'elles soient immédiates ou à long terme.

Pestaña avait été d'une ténacité inouïe. Il démontra à plusieurs occasions son stoïcisme et même son mépris de la mort. Il sentit dans sa propre chair la brûlure des pistolets. Il souffrit infiniment de la prison et des déportations. Il accusa publiquement Bravo Portillo, policier et espion de l'Allemagne, en pleine guerre, au moment où faire cela revenait à lancer un défi à la mort. Pestaña, un homme froid et d'acier, calme et taciturne (le « Chevalier à la triste figure », comme l'appelait Salvador Seguf), fut un antagoniste de celui-ci depuis la gauche extrémiste.

Les convictions de Pestaña commencent à fléchir pendant la clandestinité prérépublicaine. Peiró le malmène. Plus tard, tous les deux font partie de l'aile modérée proscrite. Pestaña s'en détache pour créer le parti syndicaliste fin 1932. L'entreprise est, d'avance, un échec. Il ne pourra pas profiter de la planche de salut du Front populaire avant les élections de 1936. Il sera alors député. La C.N.T., y compris ses camarades de faction, l'ont laissé s'engager seul dans son aventure sénile. Le 19 juillet, pendant les combats de rue de Barcelone, il est fait prisonnier des factieux par hasard. Les guérilleros de la C.N.T.-F.A.I. le libèrent. Qui va alors vers l'autre ? Pestaña vers la C.N.T. ou la C.N.T. vers Pestaña ? Il ré-intégrera cette organisation en tant que simple adhérent, mais dans les rares sessions du Parlement il sera le député officieux de la C.N.T. Il y a une ironie plus profonde encore. Angel Pestaña, le renégat, n'est qu'un humble député, une sorte d'avocat sans plaidoiries. La C.N.T., qui l'avait expulsé de son sein parce qu'il faisait de la politique, a des ministres au gouvernement.

Pestaña cessa d'exister, au sein de la C.N.T., le 11 décembre 1937. A cette date, celle-ci avait été jetée hors du gouvernement, de tous les gouvernements. Voyons de plus près le déroulement de cette transfiguration.



XIII

LA COLLABORATION MINISTERIELLE DE LA C.N.T.

Dans le chapitre précédent, nous avons essayé de retracer la trajectoire antipolitique de l'anarcho-syndicalisme espagnol tout au long de ses grandes étapes historiques. Nous avons pu constater qu'il se distingue des autres mouvements politiques ou syndicaux de la péninsule par son inspiration philosophique anarchiste et par un scepticisme désespéré vis-à-vis des solutions classiques de type électoral ou gouvernemental. Mais, bien qu'elle ait été indiscutablement influencée par les principes anarchistes, la C.N.T. doit à sa seule attitude antipolitique tout ce qu'elle a représenté en tant que mouvement de masses. Les courants de pensée philosophiques, à cause de l'effort d'analyse que leur assimilation exige de leurs adeptes, ne peuvent vraiment se développer qu'au sein de cercles réduits, culturellement préparés. L'influence philosophique à elle seule n'aurait jamais produit un mouvement de masses. Il fallait une raison de plus, à la portée de la compréhension des travailleurs, pour que la mystique populaire se mette en marche.

Cette raison assimilable, pratique et, si l'on veut, prosaïque, a été offerte gratuitement, à toutes les époques de notre histoire moderne, par l'immoralité congénitale (sauf exceptions) des partis politiques et de leurs membres les plus représentatifs, en particulier chez les démocrates et les libéraux. Il n'a pas été nécessaire d'avoir recours aux exagérations de la propagande pour arriver à la conclusion que l'émancipation de la classe exploitée dépendait uniquement de ses propres efforts. La tactique de l'« action directe », qui est formulée et réaffirmée dans tous les congrès du mouvement ouvrier libertaire, est la conséquence logique de cette constatation.

Le peuple espagnol a une autre vertu : c'est la propension des ouvriers à constituer des organisations, en obéissant à une impulsion naturelle ou instinctive, et ce malgré l'individualisme espagnol pourtant indéniable et très enraciné. Cette propension trouve son origine dans les corporations du Moyen Age et dans les révoltes spontanées et inorganisées des paysans.

Les corporations et les ligues professionnelles ont une longue histoire

jalonnée parfois de luttes héroïques, comme par exemple l'épopée des « *Germanías* » à Valence et aux Baléares au début du règne de Charles Ier. Les insurrections paysannes, pour leur part, ont pour origine l'injustice endémique du féodalisme agraire et elles furent réprimées aussi implacablement tout au long du XIXe siècle.

En résumé, on peut affirmer que l'attitude antipolitique, l'allergie envers les partis politiques et les faux rédempteurs réformistes est le moteur, l'énergie principale du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol. Et lorsqu'on se penche sur les lettres de noblesse contestables de ces partis politiques et de la majorité des hommes qui les représentent, on comprend que la position antipolitique, antiélectorale et antiréformiste de la C.N.T. n'a pas eu besoin d'être inventée.

Nous pourrions donc en déduire sans être téméraires que le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol, s'il n'avait eu cette attitude aussi vive et de présence permanente, n'aurait jamais atteint le degré de popularité que nous connaissons tous. Qui plus est, sans cette popularité il est à peu près sûr que l'anarchisme espagnol se serait limité à un courant idéologique élitiste, à une école philosophique, sans influence sur les grandes masses de travailleurs de l'industrie et de la terre et, par conséquent, sans emprise sur les événements politiques, sociaux et révolutionnaires du pays.

On pourra trouver un certain nombre de points faibles à l'anarcho-syndicalisme espagnol : le manque de structuration, la rareté de « cerveaux » pour diriger son propre flux d'énergies, l'absence de la vivacité mentale qui permet de doser convenablement cette pléthore d'énergies, et une propension excessive à l'exubérance téméraire qui en découle, souvent jusqu'à l'aveuglement, l'impuissance à maîtriser ou à contrôler les événements qu'il a lui-mêmes déchainés. Son potentiel de vitalité lui a permis de surmonter avec un minimum de pertes les dures répressions qu'il a attirées contre lui-même.

Mais, malgré d'aussi graves défauts, l'anarcho-syndicalisme déploya des efforts considérables pour tirer de grandes masses de travailleurs de leur indifférence ou de l'abrutissement quotidien et pour les soustraire à l'influence du petit monde politique des *caciques*. Le mouvement anarcho-syndicaliste a fait surgir de leur vie morne une nouvelle classe de combattants. Il les a arrachés aux antrès du vice, de la superstition religieuse et de la démagogie politique. Cette évolution intellectuelle indéniable (l'attrait de l'anarchisme militant pour les bibliothèques, les publications, les écoles et les athénées est réputé) est l'œuvre de l'organisation ouvrière elle-même. Elle n'est pas due aux élites intellectuelles qui se sont bornées à faire leur révolution dans les amphithéâtres et dans la littérature. On peut reprendre, au sujet de ces élites, ce que disait Ossorio Gallardo en parlant des réformateurs politiques (Cánovas, Maura, Romanones, Dato, Canalejas), « qui se situèrent toujours dans le domaine des problèmes politiques et parvinrent à peine à appréhender les problèmes sociaux ».

Le mouvement pédagogique populaire de Ferrer Guardia, qui fut inséparable de l'entreprise créatrice anarcho-syndicaliste, fut calomnié par des phares du

monde intellectuel tels que Miguel de Unamuno. D'autres firent pire, exploitant à des fins électorales le destin tragique du fondateur de l'École moderne.

Cette tradition si belle et si féconde de l'anarcho-syndicalisme espagnol fut donc brusquement interrompue en septembre 1936, précisément au moment où l'on en récoltait les fruits. Le choc avec une « réalité nouvelle » très discutable, même si elle se produisit dans des circonstances extrêmement dramatiques, fut suffisant pour que ce qui était la raison d'être d'un mouvement historique s'effondre.

Comment une crise idéologique aussi galopante avait-elle été possible ? Certains critiques invoquent le manque de prévision révolutionnaire face à certains faits circonstanciels incontournables : « Mais ni Fabbri ni les propagandistes libertaires de cette époque ne se posèrent le problème de la révolution en référence à une situation de guerre civile contre un ennemi de type fasciste militariste, ni dans un pays où les idées anarchistes atteignaient de grandes masses prolétaires comme dans le cas de l'Espagne (1). »

Cette affirmation est inexacte. La littérature anarchiste n'a pas manqué d'aborder les multiples facettes du problème révolutionnaire à partir des grandes révolutions du monde moderne, et en particulier de la révolution russe de 1917. Mais ce qui se passe, c'est que toutes les analyses, même si elles s'appuient sur des faits concrets et précis du passé, sont toujours malmenées par l'épreuve des faits concrets du présent, que ceux-ci soient ou non la répétition de ceux-là.

Les problèmes posés par la révolution russe revinrent au goût du jour avec les événements de Cuba, qui virent se former les camps des « pro » et des « anti », y compris au sein des anarchistes eux-mêmes. Il y eut des anarchistes - peu toutefois - qui perdaient tous leurs moyens devant un clin d'œil malicieux de l'U.R.S.S. L'impact direct et brutal de la réalité s'impose toujours à la spéculation philosophique, même si celle-ci a essayé de prévoir et d'analyser certains faits concrets.

À partir des années 30, la littérature anarchiste, espagnole en particulier, est très riche en anticipation révolutionnaire constructive. Si certains aspects ne furent pas résolus sur le papier de façon satisfaisante, ce fut par incapacité analytique ou parce qu'ils n'eurent aucune solution humaine. La résistance la plus héroïque qui soit est toujours sans issue face à l'assaut d'une force supérieure. Il manqua peut-être la hardiesse, l'aplomb et la sérénité nécessaires pour rejeter la solution la plus facile en apparence devant cette force supérieure écrasante. Mais, répétons-le, toutes les anticipations, toutes les prévisions qui s'appuient sur la spéculation pure, y compris sur l'expérience acquise par la souffrance des autres, s'effacent devant la force irrésistible des événements en présence, et spécialement lorsque notre propre existence individuelle et collective dépend de l'alternative qu'ils imposent.

Devant le danger de mort, ce qui réagit en l'homme, et par extension dans les

1. Carlos M. Rama, *La crisis española del siglo XX*.

organisations, c'est avant tout l'instinct de conservation. Et pourtant, l'option que nous fait prendre notre instinct n'est pas infaillible. Souvent, les réactions de l'instinct de conservation sont les plus opposées à la conservation elle-même. Mais ces réactions s'expliquent, même si elles ne se justifient pas, par leur souci de conservation.

Il faut distinguer plusieurs aspects dans le virage tactique qu'effectuèrent la C.N.T. et la F.A.I. (La F.A.I. fit partie, pendant presque toute la période de la révolution, du même mouvement psychologique que la C.N.T.). Tout d'abord, ce virage fut une réaction en grande partie instinctive ou humaine. Les comités et autres « apostats » mettaient les choses sur le dos de « l'imprévision », mais pour justifier après coup un cas de conscience. On peut déceler ce remords caché dans les autocritiques constantes des dirigeants cénétistes et faïstes, malgré leur ton parfois arrogant et même agressif.

Le rapport du Comité national de la C.N.T. au congrès de l'A.I.T., tenu à Paris en décembre 1937, est un document de ce genre, typique et très intéressant (2). D'après ce rapport, le 19 juillet 1936, la C.N.T. était le maître absolu de la Catalogne. Mais sa force n'était pas aussi considérable dans le Levant et elle était très inférieure dans le Centre, où le gouvernement central et les partis politiques classiques régnaient en maîtres. La situation du Nord était encore une énigme. Pourtant, toujours selon ce document, la C.N.T. aurait pu déclencher une insurrection « avec un succès probable ». Mais une telle aventure impliquait de mener la lutte sur trois fronts : le front fasciste, celui des gouvernements et celui du capitalisme extérieur. Etant donné les complications qu'aurait entraînées cette aventure, il n'y avait pas d'autre solution que de collaborer avec les autres secteurs. La collaboration antifasciste amenait fatalement avec elle la collaboration au sein du gouvernement.

C'est ainsi que le document présente les choses. Et il poursuit : « Dans les faits, dans tous les villages et dans toutes les capitales de province, la C.N.T. faisait partie des organismes officiels, des Comités du front populaire, des Comités de milices antifascistes, tenant lieu de véritable gouvernement dans les anciennes municipalités et députations provinciales, dans les tribunaux, dans l'administration des prisons, dans les commissariats de police (...). En clair, la C.N.T. s'était débordée elle-même (...). Nous étions entièrement impliqués dans l'action politique sans l'avoir décidé, sans réflexion préalable, sans en avoir calculé les conséquences, sans seulement les avoir pressenties (...). Il ne restait plus qu'à se compromettre publiquement dans la gestion gouvernementale... »

Cette dialectique officielle n'est pas très convaincante quand elle parle de dilemme fatal entre « révolution anarchiste » et « collaboration gouvernementale ». Elle ne l'est pas non plus lorsqu'elle affirme que la collaboration antifasciste entraînait fatalement la collaboration gouvernementale. Il est encore

2. *Informe de la delegación de la C.N.T. al congreso extraordinario de la A.I.T. y resoluciones del mismo*, Barcelone, 1937.

moins évident que la collaboration de la C.N.T. et de la F.A.I. aux organismes révolutionnaires populaires nouvellement créés ou transformés sous l'action populaire impliquait automatiquement une collaboration officielle. Ces organismes se transformèrent en organismes officiels ou laissèrent la place aux organismes politiques traditionnels au fur et à mesure que le fatalisme « gouvernementaliste » faisait du chemin dans l'esprit des dirigeants de la C.N.T.-F.A.I.

Pour certains de ces hommes, les plus influents, il n'y avait pas d'autre issue que la dictature anarchiste, et celle-ci revenait à un suicide.

Le rapport du Comité national poursuit ainsi : « Le Levant était sans défense et hésitant, avec les garnisons en rébellion à l'intérieur des casernes ; nos forces étaient minoritaires à Madrid ; l'Andalousie se trouvait dans une situation confuse, avec des groupes de travailleurs armés de fusils de chasse et de faux qui luttèrent dans les montagnes ; le Nord restait une inconnue et le reste de l'Espagne était supposé être entre les mains des fascistes. L'ennemi était en Aragon, aux portes mêmes de la Catalogne (...). D'autre part, la nervosité des représentations consulaires étrangères se traduit par la présence devant nos ports d'un grand nombre de navires de guerre... »

Ajoutons pour notre part que la perte de Saragosse, sur le chemin de la Rioja et du Nord, et la perte prévisible de l'Andalousie signifiaient que la moitié des effectifs de la Confédération étaient hors de combat.

Le rapport évoque ensuite les complications qui entamaient le pouvoir révolutionnaire de la C.N.T. : « Dans le Sud nos camarades, armés de fusils de chasse, résistaient courageusement, mais perdaient du terrain ; ils furent ensuite armés de fusils, de mitrailleuses et d'artillerie que nous leur envoyâmes de Catalogne, ce qui affaiblit la puissance révolutionnaire de celle-ci ; le Levant se décida enfin à attaquer les casernes, mais il nous fallut pour cela envoyer à nos camarades des fusils et des mitrailleuses (...) ; nous dûmes également envoyer des forces et du matériel à Madrid et aux fronts du Centre, détruits par l'aviation italo-allemande... » Le front d'Aragon lui-même, où se trouvaient 30 000 miliciens, manqua presque totalement de munitions : « Nous aurions eu besoin de six millions de cartouches par jour et nous finîmes par ne plus en avoir une seule (...). Les gouvernements démocrates bourgeois nous empêchaient d'acheter et de recevoir du matériel de guerre... »

La C.N.T.-F.A.I. dominait le Comité central de milices antifascistes de Catalogne qui assumait l'organisation et la direction de la guerre sur tout le front d'Aragon ; ce front était autonome par rapport à l'état-major central et au ministère de la Guerre de Madrid. Le rapport poursuit :

« On nous invitait enfin à enlever tout caractère agressif à la révolution en dissolvant le Comité central de milices antifascistes. On nous fit valoir l'opportunité de reconstituer le gouvernement de la Généralité de Catalogne, avec comme président Companys, un libéral bourgeois, qui donnerait la sensation à l'étranger d'une réorientation de la révolution vers des voies moins

radicales (...). Nous étions une puissance si remarquablement organisée, nous jouissions du pouvoir politique, militaire et économique en Catalogne d'une manière si absolue que, si nous l'avions voulu, il nous aurait suffi de lever le petit doigt pour instaurer un régime totalitaire anarchiste. Mais nous savions que la révolution, entre nos seules mains, avait épuisé toute sa capacité de résistance, et que nous, anarchistes, n'avions pas reçu de l'extérieur d'appuis efficaces et ne pouvions pas espérer en recevoir... »

Ceci est une allusion à l'attentisme du prolétariat international vis-à-vis de la révolution espagnole et aussi au dilettantisme des secteurs anarchistes de l'extérieur.

Le gouvernement central commençait alors à sortir ses griffes, prêt à étrangler les positions révolutionnaires dans une étreinte étouffante.

« Nos colonnes, poursuit le rapport, étaient les plus nombreuses et les plus combattives ; pourtant, c'étaient celles que le gouvernement négligeait le plus, et déjà on rentrait sur le terrain des intrigues et des persécutions contre nos camarades (...). Depuis le pouvoir, on contrarie sans cesse le travail d'expropriation et de reconstruction de la C.N.T. Nous manquions d'une base réelle pour la politique de reconstruction sociale : l'or. On refusait systématiquement l'argent, les marchandises et les armes à la Catalogne. Il se passait la même chose pour le Levant, et en général pour tous les secteurs de l'arrière-garde où la C.N.T. était dominante (...). Marxistes et républicains se confondirent en un seul bloc et, comme ils disposaient de l'argent et des armes, ils entreprirent une politique de favoritisme envers leurs partisans, se distribuant entre eux les vivres, l'armement, les postes de direction, les éléments d'information et de transport (...). La Catalogne dut organiser son commerce extérieur en entrant en concurrence à l'étranger avec le reste du pays, tant pour nourrir ses citoyens que pour répondre aux demandes du front d'Aragon (...). Le gouvernement, profitant de notre souci de ne pas compromettre l'unité antifasciste et de ne pas provoquer une interruption des relations officielles avec l'extérieur, abusait de cette situation diplomatique privilégiée et nous sabotait avec acharnement sur tous les terrains... »

Telle était l'explication officielle du pourquoi de l'intervention du Mouvement libertaire espagnol dans les responsabilités gouvernementales. Etudions maintenant le comment de cette intervention.

Nous passerons très vite sur la soi-disant tentative de coup d'Etat attribuée à la C.N.T.-F.A.I. (août 1936), à laquelle ni le document que nous sommes en train d'étudier ni bien d'autres documents officiels, plus ou moins confidentiels, ne font allusion.

Tout commence par un livre publié en France par l'ancienne députée républicaine Clara Campoamor. D'autres auteurs s'appuient sur cette version. C'est le cas de Rabasseire, Koltsov et Carlos M. Rama lui-même, qui dit que le mystère sera éclairci lorsque seront publiées les mémoires inédites de Largo Caballero.

D'après Campoamor, au moment de la perte de Badajoz (14 août 1936), la C.N.T. et l'U.G.T. se préparaient à renverser le gouvernement du Dr Giral pour mettre en place une *Junte* révolutionnaire à coloration nettement prolétaire.

Les républicains devaient en être exclus. La *Junte* devait être présidée par Largo Caballero. Il est dit que le plan échoua parce que le président de la République, Azaña, menaçait de démissionner. Par ailleurs, l'ambassadeur soviétique Rosenberg dissuada les conjurés en leur laissant entrevoir les fâcheuses conséquences internationales d'un coup d'Etat qui enlèverait à la République le peu de légalité qui lui restait.

Que cette conspiration ait existé ou non, ce qui est certain c'est que l'une des aspirations de la C.N.T. était que les organes du pouvoir, de quelque nature qu'ils soient, devaient avoir un caractère révolutionnaire prolétaire. Cette aspiration apparaît clairement dans les éditoriaux de la presse libertaire de l'époque, qui font indéniablement preuve d'esprit jacobin. L'affaire aboutit finalement à un gouvernement présidé par Largo Caballero, parrainé par les Soviétiques qui, depuis longtemps, l'avaient baptisé le « Lénine espagnol ».

Le communisme ne disposait pas encore de personnages à lui de premier plan et peut-être n'en disposa-t-il jamais. Largo Caballero, pour sa part, s'était fait le porte-parole de la « révolution prolétarienne » depuis la crise interne du parti socialiste en 1933 (3). Les Soviétiques utilisèrent comme une arme leur promesse d'aider la République sur les plans diplomatique et militaire, face à l'insolite « non-intervention » des puissances démocratiques occidentales. Cette aide militaire de l'Union soviétique fit céder le président Azaña et ses amis républicains. Le 4 septembre 1936, Azaña donnait l'accolade au nouveau gouvernement avec six ministres socialistes.

Selon une déclaration qu'il fit le 2 octobre devant les *Cortes*, le chef du gouvernement avait entrepris lui-même des démarches pour que « le secteur du prolétariat enraciné dans le pays soit représenté au gouvernement. Au début, l'offre fut acceptée, mais ensuite des organismes supérieurs la repoussèrent ».

Dans une autre déclaration faite au *Daily Express*, reproduite dans la presse espagnole du 30 octobre, Largo Caballero dit : « Lors de la formation du gouvernement, il y a deux mois, nous avons demandé à la C.N.T. d'y collaborer, car nous voulions que toutes les forces qui luttent contre l'ennemi commun soient directement représentées au gouvernement. »

La C.N.T. déclina cette fois-là sa participation aux responsabilités ministérielles, soit parce qu'elle n'était pas préparée, soit parce que des réticences des militants de base se manifestèrent en son sein. Il fallait peut-être vaincre certaines résistances et certaines hésitations. Les plenums de Comités régionaux tenus le 15 et le 28 septembre à Madrid se chargèrent de les vaincre. Le premier de ces plenums élaborait un plan de reconstruction de l'Etat « en un organisme national habilité à assumer les fonctions de direction sur le plan défensif et de

3. Il est de notoriété publique que Largo Caballero se gava pour la première fois de catéchisme léniniste lorsqu'il fut emprisonné à la suite des événements d'octobre.

consolidation sur le plan politique et économique ». Cet organisme ne serait pas appelé « gouvernement », mais Conseil national de défense. Les ministres seraient appelés « délégués » et représenteraient des tendances politiques doctrinales (marxistes, cénétistes et républicains) et non pas des partis, et les ministères seraient transformés en « départements ». L'armée se changerait en « milice de guerre », la police armée en « milice populaire » et les officiers en « techniciens militaires ». Largo Caballero restait président du Conseil et Manuel Azaña président de la République. Le programme économique préconisait la socialisation des banques et des biens de l'Eglise, des propriétaires terriens, de la grande industrie et du négoce. Les moyens de production et d'échange socialisés seraient placés sous le contrôle des syndicats, et la libre expérimentation économique révolutionnaire populaire serait rendue officielle et serait mise en harmonie avec « le fonctionnement normal de l'économie ».

Le plenum du 15 septembre décida de soumettre ce projet à l'U.G.T., en lui proposant en même temps d'en faire un programme d'alliance syndicale.

Une certaine audace économique mise à part, il est évident que le Conseil de défense n'était au fond qu'un gouvernement sous un autre nom.

Cette évidence fut le prétexte saisi par Largo Caballero pour repousser cette proposition, en tant que secrétaire général de l'U.G.T. Le plan cénétiste avait du mal à dissimuler un esprit de capitulation à court terme, et cela ne pouvait pas échapper au chef du gouvernement et secrétaire de l'U.G.T. C'est pour cela qu'il fut repoussé.

Les anarcho-syndicalistes avaient pour point fort les pouvoirs autonomes de Catalogne et d'Aragon et la configuration fédéraliste que la zone républicaine était en train de prendre. Outre l'autonomie de la Catalogne, alors plus large que jamais, il y avait un Etat autonome de fait dans la partie libérée de l'Aragon. Dans le Levant le Comité exécutif populaire avait barré la route à la *Junte* déléguée du gouvernement central.

Le 2 octobre, les *Cortes* concédèrent l'autonomie au Pays basque. A la mi-octobre, le premier Conseil d'Aragon, exclusivement anarchiste, fut constitué à Fraga. La *Junte* de défense de Madrid et le Conseil régional des Asturies furent formés en décembre.

Cette épidémie fédéraliste, qui n'avait jamais été aussi vaste et aussi nettement populaire dans l'histoire moderne de l'Espagne, aurait représenté un triomphe pour la C.N.T. si elle avait réussi à cristalliser en un sol bloc la montée du courant autonomiste. Mais le spectre de la révolution qu'incarnait la C.N.T. effrayait les nationalistes bourgeois et butait sur le centralisme congénital des socialistes et des communistes. Il y a un paradoxe difficile à comprendre : c'est que les autonomistes bourgeois aient préféré comme compagnons de route les absolutistes communistes. Ce fut le cas du gouvernement nationaliste et catholique basque et ce fut également le cas du cryptoséparatisme catalan. L'habileté de manœuvre des communistes eut à tout moment l'avantage sur l'opportuniste maladroit des anarchistes fraîchement convertis aux manigances

politiques. Par ailleurs, certaines de ces formes d'autonomie se consolidèrent trop tard en autonomies de droit. Qui plus est, le négoce de la guerre ne favorisait pas la thèse de décentralisation du pouvoir. On était en présence d'une saturation militariste, la plus opposée à toute forme politique de liberté.

Une fois écoulé le délai de dix jours prévu pour pouvoir évaluer les résultats de la campagne en faveur du Conseil national de défense, le Plenum national de comités régionaux de la C.N.T. se réunit à nouveau à Madrid, au milieu du lourd climat de guerre qui secouait profondément la capitale. Le Plenum rédigea un long manifeste dans lequel il se lamentait de l'incompréhension et de l'irresponsabilité des autres organisations syndicales et politiques, qui avaient méprisé le projet confédéral : « Ceux qui, ayant la possibilité de faciliter la création de l'organisme national de Défense, ne le font pas, prennent une énorme responsabilité devant l'histoire et face à leur conscience. »

Un état d'esprit de capitulation transpirait à travers chaque ligne du manifeste : « L'exclusion de la direction de la lutte d'un mouvement ayant l'envergure et la représentativité de la C.N.T. revient à amoindrir la portée de cette même direction. » On lançait, pour sauver la face, un ultime appel à la sensibilité révolutionnaire de l'U.G.T. : « La C.N.T., prévoyant clairement cette situation, proposa, lors de son congrès de Saragosse, l'Alliance révolutionnaire. Elle renouvelle aujourd'hui ses efforts dans ce sens et elle estime que si la C.N.T. et l'U.G.T. ne s'entendent pas la révolution partira à la dérive... »

Le document contient également une menace inoffensive : « Si ce que la C.N.T. ne veut pas faire dans un esprit de revendication intégrale de ses postulats d'autres le font avec une attitude sectaire plutôt que de synthèse nationale, la C.N.T. décline publiquement et avec solennité toute la responsabilité des échecs qui pourront survenir et, fidèle à sa tradition et à ses postulats, elle continuera à apporter toutes ses forces aux nécessités actuelles, sans marchandages, de tout cœur, car la lutte contre le fascisme passe avant tout. »

Ce paragraphe est une retraite en désordre. La retraite s'accroît lorsque le même document annonce la constitution du Conseil de la Généralité (lire gouvernement de Catalogne) avec la participation cénétiste, ce Conseil ayant été formé dans l'intervalle des deux plenums de Comités régionaux. Constituer le Conseil de la Généralité pour faire pression sur la volonté de Largo Caballero apparaissait d'une ingénuité digne d'un morceau d'anthologie. Cela produisit ce que l'on pouvait attendre : le résultat tout à fait inverse. Il était encore plus ingénu de faire passer pour « conseil » ce qui était purement et simplement un « gouvernement ». « Ce n'est pas un gouvernement qui a été constitué, claironnait le comité catalan de la C.N.T., mais un nouvel organisme propre aux circonstances que nous traversons, et il s'appelle Conseil de la Généralité. »

Ce jeu de mot ne pouvait tromper personne. Pour aggraver la situation, certains anarchistes, déjà au bord du Rubicon, pleins d'effervescence, criaient sur tous les toits : « Dire que la C.N.T. et les anarchistes ne sont pas des politiciens et qu'ils veulent l'être à présent, parce qu'ils réclament une participation à

l'entreprise gouvernementale, c'est comme si l'on disait que nous, les libertaires, nous devons jouer le rôle que les salariés jouent dans la société bourgeoise (4)... »

Il est clair que la C.N.T. voulait seulement changer le nom du gouvernement avant d'y entrer, avec toutes les conséquences que cela entraînait. Les politiciens catalans ne virent pas d'inconvénient à donner cette petite satisfaction à la C.N.T., convaincus qu'ils étaient que cette attitude amènerait à court terme de l'eau à leur moulin. Largo Caballero, s'appuyant sur les mêmes raisons, choisit d'attendre que le fruit soit mûr pour le cueillir. Il ne se donna pas la peine de transiger.

Le rapport au congrès de l'A.I.T. révèle que la participation confédérale au gouvernement avait été décidée d'avance (depuis le 28 septembre). Si la reddition n'eut lieu que le 4 novembre (deux mois exactement après la formation du gouvernement de Caballero), ce fut à cause d'un marchandage sur le nombre de ministères que la C.N.T. réclamait et qu'on lui refusait : « Nous ne relaterons pas maintenant, poursuit le rapport au congrès de l'A.I.T., la multitude d'embûches dont les hautes sphères politiques parsemèrent le chemin de nos aspirations légitimes. Elles furent bien évidentes quand il s'agit de traiter d'une représentation proportionnelle au gouvernement. »

La C.N.T. réclamait six ministères, autant que les socialistes en détenaient, et elle dut se contenter de quatre : la Justice, la Santé, l'Industrie et le Commerce. En réalité, ils ne représentaient que deux ministères. L'Industrie et le Commerce avaient de tout temps constitué un même ministère. La Santé ne fut jamais un ministère mais une Direction générale de la santé. Et pourtant, les socialistes continuèrent à accaparer six des principaux ministères : la Guerre, Marine et Aviation, les Affaires étrangères, les Finances, le Travail et l'Intérieur, en plus du Premier ministre. Le gouvernement fut élargi avec trois ministres sans portefeuille afin que le nombre de représentants républicains soit lui aussi de six. Les communistes conservèrent les ministères de l'Agriculture et de l'Instruction publique qu'ils avaient déjà.

La décision d'intervenir dans le gouvernement de Catalogne - toujours si l'on se réfère au rapport du Comité national au congrès de l'A.I.T. - fut prise par « un plenum régional des Comités locaux et cantonaux de Catalogne qui eut lieu au mois d'août ». L'intervention au gouvernement central fut décidée par un plenum national de Comités régionaux : « Le Plenum national des comités régionaux, qui s'était réuni à Madrid le 28 septembre 1936, informé des démarches réalisées par le Comité national de la C.N.T. en vue d'obtenir la formation du Conseil national de défense, vu les difficultés rencontrées dans ces démarches et devant la nécessité urgente d'intervenir directement dans la direction de la guerre, de la politique et de l'économie, dans le but d'éviter le sabotage continu dont notre organisation, nos Collectivités et nos colonnes militaires étaient l'objet, votait

4. Federico Urales, dans *Solidaridad Obrera* de ces jours-là.

largement son soutien au Comité national afin que, devant l'impossibilité de constituer le Conseil national de défense, décidé au plenum du 15 septembre, il puisse obtenir l'intervention de la C.N.T. au gouvernement. »

Dans le même rapport au congrès de l'A.I.T., le Comité national renouvelle ses protestations au sujet de son fonctionnement fédéraliste : « Certains camarades de l'extérieur se sont fait l'écho de certaines rumeurs selon lesquelles les principes fédéralistes ont été abandonnés à la C.N.T. Ces critiques ajoutent que ce sont les comités qui agissent pour leur propre compte et de leur propre initiative, imposant leurs décisions à la base. Il est indispensable de démentir sérieusement de telles contrevérités. »

Il fait ensuite remarquer que, du 19 juillet 1936 au 26 novembre 1937, ont été tenus en Espagne 17 Plenums nationaux de comités régionaux ainsi que « des dizaines de Plenums de comités locaux et cantonaux dans chaque région (...) et plusieurs Congrès régionaux de syndicats ». En outre, « l'actuel Comité national, en place depuis novembre 1936, a remis à l'organisation 110 circulaires adressées aux syndicats et, du 4 octobre au 17 novembre, 14 circulaires adressées aux Fédérations locales et aux Comités cantonaux ».

Il ajoute que, du 18 mai au 21 octobre 1937, « 21 numéros du *Bulletin d'information* ont été remis », et 15 numéros du *Bulletin d'orientation interne* entre le 8 juin et le 7 novembre. « Et dernièrement 3 numéros d'un bulletin, dans lequel sont résumées les activités du Comité national, ont été adressés aux syndicats. »

Quant aux plenums, le rapport prévient que « dans une étape comme celle que nous traversons, où nous sommes entourés d'adversaires politiques et d'ennemis embusqués, face à un déluge d'adhésions à l'Organisation au sujet desquelles il n'a pas été possible d'effectuer une enquête poussée pour connaître exactement la pensée et tous les antécédents des nouveaux venus, il faut comprendre avec quelle facilité l'adversaire et l'ennemi connaissent immédiatement les résolutions, à peine adoptées, lorsque les problèmes sont discutés dans les réunions de militants ».

Le rapport poursuit un peu plus loin : « Il ne peut échapper à aucun de vous que les problèmes qui demandent à être étudiés dans une situation comme celle que l'Espagne traverse sont parfois tellement compliqués et délicats qu'ils ne devraient être connus que des vieux militants d'avant le 19 juillet. »

Il est ensuite expliqué comment sont préparés les Plenums nationaux de comités régionaux : « Le Comité national les convoque par circulaire, en joignant l'ordre du jour correspondant et le rapport. Les Comités régionaux transmettent la circulaire aux Fédérations locales et cantonales ou aux syndicats, en fonction du caractère plus ou moins délicat de l'ordre du jour. Ils convoquent de larges réunions de militants dans lesquelles on discute de l'ordre du jour et on adopte des résolutions qui sont ensuite défendues dans les Plenums régionaux de comités locaux et cantonaux, dont les décisions sont enfin défendues par les délégations des Comités régionaux dans leurs plenums nationaux. De cette

façon, en partant toujours du principe de l'anarcho-syndicalisme de la loi de la majorité, les résolutions sont adoptées à partir de la discussion et de l'intervention des militants dans tous les problèmes. »

Personne n'est mieux documenté qu'un espion. Pour tout bon connaisseur des mécanismes confédéraux classiques cette explication détaillée ne démontre qu'une chose : que dans la C.N.T. de cette époque-là le fonctionnement fédéraliste avait été complètement supprimé. Cet excès de circulaires envoyées par le Comité national aux syndicats démontre que celui-ci s'était érigé en machine à donner des consignes. Il est anormal qu'un comité supérieur se mette directement en relation avec une telle fréquence avec les organismes de base et qu'il utilise les comités intermédiaires comme des boîtes aux lettres. Les relations normales doivent s'effectuer entre les comités supérieurs et l'échelon immédiatement en dessous, c'est-à-dire les comités intermédiaires. On peut dire la même chose de l'excès de plenums nationaux, surtout quand ils ne trouvent pas leur origine dans la véritable base de l'organisation : l'assemblée des adhérents. Le Comité national convoque ces plenums par une circulaire comportant l'ordre du jour. Si cela veut dire que le Comité national établissait lui-même l'ordre du jour, nous dirons que cette pratique est antifédéraliste. La règle est que l'ordre du jour soit établi en fonction des suggestions des syndicats. Mais cela n'est pas le plus grave. Le Comité national reconnaît que ses circulaires sont envoyées « aux Fédérations locales et cantonales ou aux syndicats, en fonction du caractère plus ou moins délicat de l'ordre du jour ». Cela veut dire que si l'ordre du jour est « délicat » la circulaire ne parvient pas au syndicat. Par conséquent, les affaires « délicates » qui se posaient à l'organisation étaient traitées par les comités moyennant la collaboration de « larges réunions de militants » de la vieille garde. Bref : une organisation au sein de laquelle seuls les militants émettent leur avis et décident est une organisation de militants, d'élites ou, si l'on préfère, une organisation où seules les minorités décident. Parler ici du « principe de l'anarcho-syndicalisme de la loi de la majorité » est une véritable plaisanterie, et c'est une plaisanterie que de parler de « larges réunions de militants appartenant au groupe de vieux militants d'avant le 19 juillet ». Cela signifie que tous les militants d'avant le 19 juillet n'étaient pas habilités à donner leur avis sur certains problèmes, mais que seulement les « vieux militants » d'avant le 19 juillet, c'est-à-dire les élus parmi les élus, pouvaient le faire. Est-il nécessaire de dire ici que le conseiller de l'Economie du premier gouvernement de la Généralité, qui représentait la C.N.T., Juan P. Fábregas, était un illustre inconnu y compris pour de nombreux vieux militants d'avant le 19 juillet ? Cela veut dire que la qualité de vieux militant n'était pas de rigueur pour intervenir dans les « délibérations délicates ». Par ailleurs, les colonnes confédérales qui luttèrent sur les fronts regorgeaient de ces « vieux militants » qui n'intervenaient en aucune façon dans les problèmes politiques. Au contraire, dans les comités subalternes de l'organisation, abondaient, pour des raisons très naturelles, les militants d'après le 19 juillet. Il n'est donc pas hasardeux d'affirmer que les

décisions essentielles de l'organisation étaient adoptées par les comités et exceptionnellement par la base. D'où l'abondance de Plenums de comités locaux, cantonaux et nationaux.

On peut dire raisonnablement que les nécessités du moment exigeaient une souplesse de mouvement dans le mécanisme de l'organisation et qu'il était nécessaire de prendre les précautions pertinentes pour éviter certaines infiltrations impertinentes. De là à dire que ces nécessités impliquaient que l'on laisse de côté le vieux fédéralisme, il y a un monde.

Mais on ne peut pas taxer de « rumeurs » et de « contrevérités » certaines critiques ; on ne peut pas affirmer que la C.N.T. « continue à être une organisation au fonctionnement fédéraliste » et tout de suite après démontrer tout le contraire par ses propres déclarations. Le grand péché de la délégation espagnole qui assista en 1937 au congrès de l'A.I.T. (elle était constituée de José Xena, David Antona, Horacio M. Prieto et du secrétaire général Mariano R. Vázquez) n'est pas seulement d'avoir mis en avant l'impuissance de la C.N.T. à surmonter une avalanche de problèmes et de situations difficiles ou même impossibles à résoudre sans faire d'entorse aux principes, mais aussi d'avoir bafoué ces principes par manque de capacité et de fermeté suffisantes pour les sauvegarder, et pour ne pas en avoir eu la possibilité matérielle. Un autre de ses grands péchés est d'avoir prétendu accommoder les statuts de l'A.I.T. à la trajectoire d'une C.N.T. *new look*, en étalant sur la table du scrutin son million et demi d'adhérents (5).

Il y a, dans le rapport que nous analysons, des aveux d'impuissance émouvants par leur sincérité profonde. Nous comprenons tous parfaitement qu'il y eut, dans les faits qui déterminèrent cette étape de collaboration, un enchaînement de situations qui, les unes entraînant les autres, firent que la C.N.T. se retrouva moralement et matériellement impuissante devant un dilemme dramatique. Je pense que ce cheminement se retrouve dans toutes les grandes révolutions de l'histoire. Le principe révolutionnaire lui-même sortirait dans un piteux état d'une analyse profonde de son développement.

Nous avons déjà dit que la réaction psychologique que nous sommes en train d'étudier fut au fond profondément humaine en raison de la catégorie des obstacles qui s'interposèrent. Avec le recul de toutes ces années passées, je pense que nous qui fûmes sans cesse opposés à la thèse gouvernementaliste n'aurions pas pu apporter aux problèmes qui se posèrent d'autre solution de rechange que le geste stoïque ou numantin. Je pense même qu'il y eut une complicité inavouée chez de nombreux militants ennemis de la collaboration, qui donnaient libre cours à leur courroux, en même temps qu'ils laissaient faire. Et pourtant, ils étaient eux aussi sincères à leur manière ; sincères dans leur impuissance. Ils ne

5. Ce dernier péché fut consommé par une autre délégation de la C.N.T. au congrès suivant de l'A.I.T. qui, sous sa pression, dut modifier certains aspects de ses statuts. Par la suite, au premier congrès de l'A.I.T. après la Seconde Guerre mondiale, la tâche statutaire fut gommée sur les instances de la C.N.T. elle-même, qui avait alors repris ses esprits.

pouvaient offrir aucune solution qui puisse sauver à la fois toutes ces choses précieuses : le triomphe de la guerre contre le fascisme, la marche en avant de la révolution, la fidélité totale aux idées et la conservation de leur propre vie. Et, faute de pouvoir réaliser des prodiges ou d'avoir des dons surnaturels, ces hommes se consolait en s'agrippant à l'étendard des principes.

Il y avait parmi ces hommes des individus - étaient-ils quelques-uns, étaient-ils plus nombreux ? - dont on ne peut traiter à la légère l'abnégation, le stoïcisme ou le numantisme. Pour eux, la seule solution consistait à marquer le présent d'une trace indélébile sans compromettre le futur de l'organisation. Les expériences révolutionnaires de type constructif, comme les Collectivités, les créations artistiques et culturelles, les exemples de vie libre et solidaire, sont le genre de traces indélébiles capables de survivre à la contre-révolution la plus féroce. Ne pas compromettre le futur en agissant positivement, cela signifie se maintenir en dehors du tourbillon des intrigues, éviter la complicité contre-révolutionnaire au sein des gouvernements, préserver l'organisation que l'on aime et ses militants du vertige de la vanité gouvernementale ou de la situation de nouveaux riches, éviter la contagion d'un petit monde de bas appétits, en conservant en point de mire ce lendemain éternel comme l'espace et comme le temps, où nous serons tous jugés sur nos œuvres et non sur l'éclat de notre capacité rhétorique.

Dans une révolution il faut distinguer deux choses : l'œuvre constructive du point de vue moral et économique, la cohérence dans l'intégralité incorruptible ; et le destin de la révolution elle-même en tant que phénomène anecdotique. On ne peut pas toujours maîtriser comme il le faudrait le destin d'une révolution politique qui a, semble-t-il, ses propres lois de levant et de couchant, d'aurore, de zénith et de crépuscule. Mais nous pouvons faire en sorte que les vestiges constructifs demeurent vivants au milieu des cendres de la révolution manquée. Cette survivance de vestiges permanents est peut-être la seule révolution réelle et positive.

Malheur à la révolution qui, pour sauver sa finalité suprême, se dévore elle-même ! Malheur à la révolution qui attend le triomphe final pour se réaliser !

Malgré tous les inconvénients et les maladroites, la révolution espagnole réussit à se réaliser elle-même. L'œuvre révolutionnaire des collectivisations sera sa trace indélébile dans l'espace et dans le temps.

Le reste passera à la postérité comme un mauvais rêve. L'oubli enveloppera aussi ceux qui, poursuivis par la nostalgie de jaquettes ministérielles très amples et d'uniformes militaires tout aussi fugitifs, rêvent encore, au bout de près de cinquante ans, d'un parti politique libertaire impossible, parce que le mouvement libertaire espagnol a des racines historiques, psychologiques et populaires profondes dont le déracinement signifierait la mort.

XIV

L'ESSOR DU PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL

Une des principales causes du spectaculaire essor du Parti communiste espagnol pendant la guerre civile fut la décision du gouvernement soviétique d'appuyer militairement le gouvernement républicain.

Lorsque le soulèvement militaire éclata, malgré ses tapageuses campagnes, le P.C.E. n'avait pas de racines parmi les masses ouvrières et paysannes. Ses cadres manquaient de militants de valeur. On évalue à 30 000 les adhérents qui venaient grossir ses rangs. Un syndicat de la C.N.T. (comme celui du Bâtiment ou celui de la Métallurgie à Barcelone) dépassait à lui tout seul la barre des 30 000 adhérents.

On connaît aujourd'hui avec précision les raisons secrètes qui poussèrent l'U.R.S.S. à venir en aide militairement au gouvernement républicain espagnol. Ces raisons n'étaient ni sentimentales ni d'ordre idéologique, mais bel et bien diplomatiques et stratégiques. Après la Seconde Guerre mondiale, les chancelleries des puissances victorieuses ont publié d'importants documents qui révèlent les véritables mobiles de la « non-intervention » et de l'intervention sournoise. Trois grandes puissances (l'Angleterre, l'Allemagne et l'U.R.S.S.) développèrent en Espagne les grandes lignes de leur politique extérieure.

Avant même que se pose le problème de l'Espagne, l'équilibre européen dépendait de l'attitude de l'Allemagne. L'Italie et la France symbolisaient le fascisme et l'antifascisme. Mais ces deux pays s'appuyaient respectivement sur la politique extérieure de l'Allemagne et de l'Angleterre. Le Front populaire français était jusqu'à un certain point une concession à la politique extérieure de l'Union soviétique, qui avait lancé la consigne de former des fronts populaires antifascistes lors du VII^e congrès de l'Internationale communiste.

Mais la politique classique française dépendait de la stratégie du monde occidental, dont la Grande-Bretagne avait pris la tête. On peut donc affirmer que « la raison d'Etat de la France » était au-dessus de « la raison du gouvernement français ». D'où le Comité de non-intervention proposé par le président du Conseil Léon Blum et patronné par le *Foreign Office*.

Pour une meilleure compréhension de ces puissantes « raisons d'Etat », il faudrait remonter à la post-guerre de 1918, lorsque la Russie apparut sur la scène politique internationale avec sa terrible physionomie révolutionnaire. L'Angleterre et la France tentèrent alors d'écraser la révolution russe avec des interventions plus ou moins directes et avec le blocus connu sous le nom de « cordon sanitaire ». La conséquence fut d'encourager le nouvel Etat russe à développer le germe de ses tendances totalitaires. Sur le moment, l'Union soviétique répliqua à cette intervention et au blocus en exportant sa révolution en Occident.

L'agitation communiste en Occident et la révolution russe développèrent en Europe d'autres mouvements révolutionnaires, ce qui donna naissance au phénomène fasciste, nourri aussi de l'impact du revanchard traité de Versailles.

Le fascisme inaugura son règne en s'attaquant implacablement aux partis et aux organisations de gauche. La réaction fasciste fut saluée avec joie par le capitalisme occidental et aussi par de vastes secteurs des classes moyennes, préoccupés alors par les agitations ouvrières et révolutionnaires qui avaient lieu dans certains pays et plus particulièrement en Espagne et en France. Lorsque le fascisme n'était pas soutenu par le capitalisme démocratique et ses banquiers, il était bien vu par les gouvernements, qui voyaient en lui un contrepoison et un barrage à l'expansion communiste. Le fascisme écrasait en même temps les racines de la civilisation libérale et démocratique, mais les Etats démocratiques ne s'embarrassaient pas de ces scrupules romantiques, car ils étaient animés par le but suprême d'écraser du même coup la révolution et un Etat tout-puissant dont la croissance les inquiétait. Lorsque plus tard le fascisme commença à développer ses propres thèmes nationalistes et d'agression contre l'ordre de Versailles, les gouvernements occidentaux continuèrent à voir en lui un bélier anticommuniste et contre-révolutionnaire.

Le tournant se produisit en 1933 avec la proclamation d'Adolf Hitler comme chef du IIIe Reich allemand. Le fascisme commença alors sa grande offensive sur deux fronts : contre la révolution communiste et contre les démocraties « pourries » responsables du « partage de Versailles » et propriétaires du monde colonial. Les démocraties occidentales auraient pu alors étouffer dans l'œuf cet ennemi nouveau, mais cela supposait supprimer un obstacle de poids à l'expansion communiste ; elles devenaient alors victimes de leur propre jeu. Dès lors, elles tentèrent de repousser vers les frontières de l'est la puissance militaire de l'Allemagne, qui se proclamait toujours féroce anticommuniste ; cette puissance prit de l'essor avec l'occupation de la Rhénanie par les nazis, avec le rétablissement du service militaire obligatoire et aussi avec le réarmement.

Simultanément, les stratèges du Kremlin en étaient arrivés aux mêmes conclusions, quoique dans un sens diamétralement opposé. Toute la diplomatie secrète de l'U.R.S.S. travaillait à détourner des frontières russes la menace militaire allemande, la poussant à son tour vers les frontières occidentales. Celui

des deux qui arriverait à ses fins assisterait en spectateur à une guerre de l'extermination de l'autre avec l'Allemagne, et à la fin de cette guerre en sortirait vainqueur sans presque avoir dû essuyer un coup de feu. La Seconde Guerre mondiale a démontré que les uns et les autres avaient sous-estimé la possibilité de l'Allemagne d'avoir sa propre carte à jouer (1).

Au moment de la crise espagnole, l'Union soviétique tentait depuis de longues années de briser son isolement diplomatique. Le premier pas dans ce sens fut son intégration dans la Société des Nations en 1934 et l'adoption de la politique de Front populaire par le VII^e congrès du Komintern en 1935. Pour faciliter la formation de « fronts populaires » dans tous les pays démocratiques, le communisme dut renoncer à sa démagogie révolutionnaire et faire des concessions aux courants libéraux et petits-bourgeois. Ce virage est intéressant pour comprendre la position initiale du communisme lors des premières étapes de la guerre civile espagnole.

Lorsqu'éclata le soulèvement militaire en Espagne, vu la tension du climat international, les principales puissances européennes virent dans cet événement l'étincelle qui risquait de déclencher une réaction en chaîne à l'échelle mondiale. Cette étincelle s'étant produite en Occident, et deux puissances fascistes étant intervenues dès les premiers moments, les gouvernements démocratiques, sous la tutelle de l'Angleterre, redoublèrent de prudence. Pour la même raison géographique les dirigeants soviétiques virent avec satisfaction le fait que la redoutable étincelle s'allume loin de leurs frontières. A partir de ce moment ils décidèrent d'exploiter le conflit en jouant sur deux tableaux : obtenir des pactes militaires effectifs qui arracheraient la Russie à son affligeant isolement ; ou, à défaut, empoisonner le conflit de façon à y laisser s'empêtrer les armées fascistes et démocratiques. Une des directives de Staline à ses agents en Espagne fut de leur recommander de « se tenir hors de portée de l'artillerie ».

Sous le leadership de l'Angleterre, les gouvernements occidentaux furent disposés à faire des concessions à l'expansionnisme allemand au détriment des pays de l'Est. Ainsi eurent lieu les crises d'Autriche et de Tchécoslovaquie, qui s'achevèrent par la satisfaction des appétits du III^e Reich. De leur côté, l'Italie et l'Allemagne, tout aussi convaincues de la proximité d'une Seconde Guerre mondiale, essayèrent de tirer profit du conflit espagnol pour miner l'arrière-garde de la redoutable armée française, développer les bases navales en Méditerranée et s'assurer certaines matières premières stratégiques produites par le sous-sol espagnol.

La guerre déclenchée en Espagne en juillet 1936 se transforma très vite en une course contre la montre entre les puissances fascistes et le gouvernement de l'U.R.S.S. Les premières souhaitaient liquider le conflit dès qu'elles auraient

1. Burnett Bolloten, *The grand camouflaged*, Londres, 1961, p.95 à 103. Depuis cette date ont été publiés des livres mieux documentés, ayant recours à de nouveaux éléments. Citons par exemple, dans l'œuvre d'Helena Sana, *La Internacional Comunista, 1919-1945*, éd. Zero, Algorta, 1972, les chapitres faisant référence à la guerre d'Espagne.

expérimenté leurs nouvelles armes de combat et qu'elles auraient entraîné leurs pilotes, artilleurs et conducteurs de chars ; la Russie désirait voir le conflit dégénérer en guerre continentale, dont elle resterait en marge, regardant les autres Etats se détruire.

Ainsi s'explique son aide militaire dosée parcimonieusement au gouvernement espagnol légitime. Mais cette aide, comme nous le verrons, n'était pas inconditionnelle. Pour arriver à leurs fins, les Russes avaient tout intérêt à contrôler les opérations militaires, chose qui s'avérait impossible sans le contrôle du gouvernement et sans mettre fin à la suprématie des forces révolutionnaires qui maintenaient ce dernier dans l'impuissance. Il fallait mettre sur pied un dispositif fort qui obéirait aveuglément aux consignes du Kremlin. Il fallait renforcer le Parti communiste espagnol qui, face aux grosses formations politiques et syndicales, socialistes et anarcho-syndicalistes, faisait figure de parent pauvre.

Pour faire naître du néant un parti communiste fort, il fallait profiter de toutes les opportunités et exploiter toutes les lacunes de la situation confuse sur le plan politique, économique et militaire. C'est une importante équipe de spécialistes très compétents dans l'intrigue politique qui, déguisés en conseillers et techniciens, furent chargés de cette mission par l'état-major du Komintern. Parmi les techniciens et conseillers on trouvait de nombreux agents du N.K. V.D. L'établissement des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et l'Espagne en août 1936 facilita l'opération.

L'aide italienne aux factieux, négociée bien avant le soulèvement militaire, s'appliqua dès les premiers jours de la guerre civile, et elle fut suivie de près par celle d'Hitler. Les premiers chars d'assaut et avions russes arrivèrent en Espagne au mois d'octobre.

L'intrigue communiste se démena tant qu'elle put pour exploiter toutes les chances et malchances qui se produisaient dans la zone républicaine : le déroulement chaotique des opérations militaires ; le manque de préparation militaire des milices ouvrières et leur indiscipline ; le pouvoir des comités révolutionnaires qui réduisait celui du gouvernement ; le mécontentement de la petite bourgeoisie et des petits paysans propriétaires face aux collectivisations ; l'humiliation des politiciens face au socialisme de gauche et à l'irrésistible influence de la C.N.T. ; le renvoi expéditif de la bureaucratie et des fonctionnaires de l'Etat balayés de leurs sièges par la révolution ; le besoin de mettre fin à la révolution pour que les gouvernements partisans de la non-intervention lèvent le siège de la République ; la crise interne qui dévastait le parti socialiste, etc.

Le Parti communiste espagnol avait échoué, dans la décade qui commence en 1931, dans ses diverses tentatives de récupérer la C.N.T. soit par des assauts frontaux soit en utilisant la tactique habituelle du cheval de Troie. A partir de 1934, après la révolution asturienne, les communistes changèrent de front et s'infiltrèrent dans les rangs de l'U.G.T. En 1935-1936, au vu de la prise de

position révolutionnaire de Largo Caballero, ils commencèrent à miner les Jeunesses socialistes qui suivaient pieusement les directives du leader socialiste. Avec la complicité d'un autre chef socialiste, Alvarez del Vayo, dévoué secrètement à Moscou, quelques jeunes socialistes furent invités à visiter la Mecque du prolétariat. Ils revinrent de cette excursion convertis à la nouvelle foi. Immédiatement fut lancée la consigne d'une fusion entre les jeunes communistes et socialistes. Largo Caballero, qui affichait à l'époque un discours soviétisant, laissait faire, espérant que les Jeunesses socialistes, plus nombreuses et bien organisées, absorberaient tôt ou tard les Jeunesses communistes. Le premier accord, en mars 1936, établissait que les jeunes communistes s'intégreraient aux Jeunesses socialistes, jusqu'à ce qu'un futur congrès mette en place des bases pour la fusion des deux mouvements. Ce congrès n'eut jamais lieu. Les jeunes socialistes communistes, qui occupaient alors les postes clefs de l'amalgame socialo-communiste, firent leur maximum pour que ce congrès ne se tînt pas. Ces jeunes qui jouaient le double jeu (le plus marquant d'entre eux étant Santiago Carrillo, fils spirituel de Largo Caballero et fils charnel de Wenceslao Carrillo, vieux socialiste caballériste) ne tardèrent pas à rentrer en douce au parti communiste. La nouvelle organisation de jeunes se nommait Jeunesses socialistes unifiées (J.S.U.). Dès les premiers mois de guerre, la J.S.U. fut l'un des instruments les plus efficaces du Parti communiste espagnol.

A la veille de la guerre civile, le Parti socialiste espagnol était divisé en trois factions qui se combattaient. Largo Caballero dominait la faction majoritaire, qui contrôlait l'U.G.T. et les Jeunesses socialistes ; Indalecio Prieto dominait la Commission exécutive du parti socialiste ; et la tendance minoritaire était représentée par le groupe du socialiste orthodoxe Julián Besteiro. Le motif de la querelle était la position de Largo Caballero, qui voulait rompre avec la traditionnelle collaboration entretenue avec les partis bourgeois et qui parlait de révolution sociale et de dictature du prolétariat.

On a soutenu, de façon fondée, que Largo Caballero agissait en raison de la crainte que produisait sur lui le développement de la C.N.T. dans la région du Centre, dominée traditionnellement par le socialisme. A la veille de la guerre civile, il y eut de longues négociations entre le socialisme de gauche et les communistes pour fondre les deux partis en un grand parti unique du prolétariat. Largo Caballero cherchait aussi, chez les communistes, un appui tactique face aux autres tendances modérées du socialisme.

Un autre cheval de bataille du communisme fut la création, lors des premiers mois de guerre civile, du Parti socialiste unifié de Catalogne, face à la toute-puissante C.N.T. catalane. Ce furent la section catalane du Parti communiste espagnol, l'Union socialiste de Catalogne, le Parti socialiste espagnol et le Parti prolétarien catalan qui formèrent ce nouveau parti. Le Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.) rejoignit très vite l'Internationale communiste.

Pour consolider ces importantes positions, les communistes s'affichèrent comme de fervents partisans de Largo Caballero et exaltèrent le prestige du

leader de l'U.G.T. contre ses rivaux du parti socialiste.

Il fallait renforcer le parti communiste et son rejeton le P.S.U.C. et miner en même temps les solides bases de l'anarcho-syndicalisme en Catalogne et dans l'Espagne entière. Les agents de Moscou commencèrent à appliquer avec un double sens le mot d'ordre politique du VII^e congrès de l'Internationale communiste : Front populaire vis-à-vis de l'extérieur et concessions à la petite bourgeoisie pour entraver la transformation économique révolutionnaire qui se déroulait en Espagne. La nouvelle consigne exigeait du parti communiste non pas de lutter en Espagne pour la révolution sociale mais pour une république démocratique et parlementaire. Au dire de sa propagande, la révolution qui se produisait en Espagne équivalait à celle qui avait eu lieu en France le siècle passé. C'est ainsi qu'il comptait dévaloriser l'œuvre révolutionnaire sociale et économique de l'anarcho-syndicalisme et récupérer en même temps la petite bourgeoisie citadine et les petits propriétaires touchés par les expropriations et les collectivisations. Il donnait l'illusion de vouloir aussi apaiser la bourgeoisie internationale et obtenir son aide militaire en faveur de la République : en fait, il appliquait la consigne démocratique du VII^e congrès du Komintern, à savoir la formation de fronts populaires apportant un appui tactique à la politique extérieure de l'U.R.S.S. Cette même consigne permettrait au parti communiste de se frayer un chemin parmi les éléments des partis républicains espagnols favorables à l'ordre et parmi les milieux bureaucratiques, intellectuels et militaires mis au rancart par le raz de marée révolutionnaire.

Ces consignes, lancées à grand bruit au moyen d'un appareil scientifique de propagande et d'agitation, avaient un fort impact sur la petite bourgeoisie et les petits propriétaires, attachés à leurs traditions et routines ancestrales. A leurs yeux, le parti communiste exigeait le respect de la propriété privée. La consigne d'obéissance au gouvernement qui avait vu le jour lors de la victoire électorale du Front populaire séduisait les politiciens républicains dépassés par les événements. Les partisans de l'ordre voyaient dans l'offensive contre les comités et les milices le rétablissement de tous les droits de l'Etat et le retour à la jouissance de leurs privilèges, voire même rectifiés et renforcés. Même les grands propriétaires fonciers expropriés, remplis d'espoir, commencèrent à redresser la tête. Pour bon nombre de révolutionnaires sincères et convaincus, c'était le prix à payer en échange de l'aide militaire d'une grande puissance, le seul espoir de contenir l'avancée continue des armées franquistes et le seul moyen pratique et réaliste pour obtenir la victoire. Le résultat de cette manœuvre fut une inflation sans précédents dans les rangs du parti communiste qui, vers la fin de 1936, prétendait contrôler plus d'un million d'adhérents. Parmi ceux qui formaient cette marée d'adhérents, peu étaient communistes, mais l'important c'est qu'ils s'adaptaient parfaitement aux consignes des communistes.

La pièce maîtresse de cette grande manœuvre contre-révolutionnaire fut la formation d'un gouvernement fort et amplement représentatif. Les gouvernements qui s'étaient succédé depuis le jour du soulèvement militaire man-

quaient de prestige. Largo Caballero était l'homme tout indiqué pour être à la tête de ce gouvernement fort. Les communistes furent les premiers à exalter le prestige du vieux leader socialiste. Ce gouvernement aurait une mission très importante : désarmer les comités populaires de leur pouvoir révolutionnaire. La C.N.T. fut sollicitée pour faire partie de ce gouvernement afin de la compromettre dans la besogne contre-révolutionnaire. Un des autres mobiles de cette offre fut de lui faire partager la responsabilité du transfert du gouvernement à Valence. On craignait alors que, le gouvernement étant absent de Madrid, la C.N.T. ne s'empare de la capitale de la République. Le transfert du gouvernement était une mesure profondément impopulaire. En effet, la population madrilène interpréta ce transfert comme une désertion et comme un acte de lâcheté.

Les ministres anarcho-syndicalistes justifèrent leur participation au gouvernement par la nécessité de défendre les conquêtes révolutionnaires en leur donnant une caution légale. L'histoire allait se répéter une fois de plus. Les conquérants de l'Etat seraient conquis par l'Etat. Les ministres anarcho-syndicalistes ne tardèrent pas à s'approprier la dialectique officielle : « Ou bien c'est le gouvernement qui est de trop, ou bien ce sont les comités », déclara le ministre cénétiste Juan Peiró lors d'une de ses premières apparitions publiques. Des décrets dissolvant les comités révolutionnaires et les remplaçant par des conseils municipaux et provinciaux furent promulgués avec l'accord des ministres anarchistes. Avec leur approbation on réinstaura les préfets. Avec leur consentement on commença à désarmer le peuple et à réprimer les éléments révolutionnaires.

Une fois le gouvernement reconstruit avec la participation de tous les partis politiques et organisations syndicales, l'étape suivante se proposait de remettre sur pied, pièce par pièce, l'appareil d'Etat. L'Etat est une institution qui s'appuie sur les forces répressives. La première mesure pour la reconstitution du nouvel Etat fut l'organisation de la police. A peine le gouvernement de Largo Caballero avait-il vu le jour qu'était paru, le 20 septembre, un des premiers décrets sur l'organisation des Milices de vigilance de l'arrière-garde. Ce décret chargeait le ministre de l'Intérieur d'organiser un corps policier à caractère transitoire avec tous les miliciens des organisations et des partis qui remplissaient des fonctions de vigilance et d'enquête pour le compte de ces partis et de ces organisations.

Le rôle assigné au nouvel organisme policier provisoire était de collaborer avec les différents corps de police qui, réduits à leur plus simple expression par le peuple, ou parce que la plus grande partie de leurs éléments avaient préféré passer avec armes et bagages à l'ennemi, manquaient d'autorité pour mener à bien leurs fonctions. Le même décret signalait très sévèrement : « Tous ceux qui, n'appartenant pas aux milices créées par ce décret, tenteront de remplir des fonctions propres à ces milices seront considérés comme factieux. »

Le caractère provisoire des Milices de vigilance de l'arrière-garde prouve que le gouvernement se proposait de réaliser très vite quelque chose de plus consistant. Un second décret, publié le 28 décembre, créait un Conseil national

de sécurité avec des ramifications ou des succursales dans toutes les provinces, à l'exception des régions jouissant d'un régime autonome (Pays basque et Catalogne). Là, en effet, le problème de l'ordre public échappait à la juridiction du gouvernement central et avait été résolu par le même procédé (dans le cas du Pays basque) ou était en voie de l'être (en Catalogne). Le décret établissait un Corps de sécurité unique et déclarait : « Le Corps de sécurité sera le seul habilité aux fonctions de maintien de l'ordre public et de vigilance. » On déclarait dissous les anciens corps de la Garde nationale républicaine (ex Garde civile), de la Sécurité, les Gardes d'assaut, les Recherches et aussi les Milices de vigilance de l'arrière-garde, créées par le décret du 20 septembre. Tous les individus appartenant à ces corps pouvaient solliciter leur intégration dans le nouveau corps dans un délai de quinze jours. Le Conseil national de sécurité était présidé par le ministre de l'Intérieur en personne, plus deux conseillers de l'U.G.T., deux de la C.N.T., un pour chaque parti politique, et par des représentants des chefs du personnel des diverses unités armées.

On ne fait pas allusion, dans ce décret, au corps des carabiniers qui, en Espagne, avant la guerre civile, avait pour seule mission le contrôle des frontières, des ports et des côtes afin de réprimer le trafic de contrebande. Ce corps était composé, avant la guerre civile, de 15 600 individus en uniforme et armés, et dépendait du ministère des Finances. Le ministre Juan Negrín, en prenant en charge ce ministère en septembre 1936, se proposa de transformer ce service de douaniers en une armée policière. En avril 1937, seulement dans la zone républicaine, ce corps de carabiniers compta jusqu'à 40 000 hommes équipés à la perfection en matériel de guerre ultra-moderne.

L'armée était l'un des autres piliers de la reconstruction de l'Etat. De la même façon que les membres des milices populaires de l'arrière-garde avaient été traités d'« incontrôlables », les miliciens des fronts furent taxés d'indisciplinés par une bruyante campagne de discrédit.

Il faut reconnaître qu'à partir de l'instant où la lutte révolutionnaire locale se transforma en action de guerre avec ses unités militaires déployées sur de grands fronts, les milices révolutionnaires eurent beaucoup de mal à barrer la route à l'armée ennemie qui, elle, était encadrée militairement, entraînée, disciplinée et orientée par des techniciens professionnels très qualifiés. On y trouvait des unités de choc très aguerries, comme la fameuse Légion, le contingent maure et les « *réquêtes* » navarrais. De plus, l'armée franquiste fut soutenue dès les premiers instants par des avions de transport et des bombardiers modernes de l'armée italienne, alors que les avions russes, qui commencèrent à arriver en Espagne en octobre, n'entrèrent en action sur les fronts du Centre qu'au mois de novembre.

Les rares techniciens militaires qui demeurèrent aux côtés de la République n'avaient pas la confiance des combattants, méfiants par expérience. En outre, il est vrai que certains de ces officiers profitaient de la première occasion pour passer dans le camp adverse. On a appris plus tard que certains de ces militaires

venus des anciennes structures, montrés comme des héros lors de la défense de Madrid, avaient appartenu à l'Union militaire espagnole, qui fut l'organisme du soulèvement militaire. On peut citer parmi tant d'autres le général Miaja, de qui la propagande communiste fit un héros légendaire. De même, le général Rojo, qui, à la fin de la guerre, était devenu chef de l'Etat-Major central. Tous deux eurent la carte du parti communiste.

Bien que l'on ne puisse pas nier des cas lamentables d'indiscipline dans les milices, en général on ne peut pas leur reprocher d'avoir été irresponsables et lâches. Un complexe d'infériorité se développa parmi elles en voyant que la guerre se prolongeait plus que prévu et au fur et à mesure qu'elles comparaient la déficience de leur armement avec l'excellente qualité de l'armement ennemi. L'indiscipline était le résultat de la prise de conscience de leur infériorité. Les cas d'irresponsabilité étaient largement compensés par la témérité dont elles faisaient souvent preuve. La politique unilatérale du gouvernement, qui abandonnait à leur triste sort les colonnes qui ne se soumettaient pas à la « discipline politique », amenuisait aussi le moral du milicien. Lorsque commença à arriver le matériel soviétique, les communistes n'eurent pas besoin d'inventer le favoritisme en politique militaire. Ce qui prouve que le gouvernement était le moins discipliné.

En ce qui concerne les milices anarchistes, il faut reconnaître que la guerre sur un champ de bataille classique et avec des fronts compacts n'était pas le terrain de lutte qui leur convenait le mieux. La forme de lutte préférée du peuple espagnol est la « guérilla » et les anarchistes, courant 1938, pensèrent opter pour cette tactique traditionnelle. Mais il était trop tard. Il faut signaler que dans tous les mouvements insurrectionnels anarchistes en Espagne depuis 1931 la tactique de la guérilla ne fut jamais employée. La lutte avait lieu dans les villages et les villes et quand elle était écrasée dans la rue l'insurrection anarchiste s'avérait terminée. Peut-être cela est-il dû au fait que les forces anarchistes, à l'exception de l'Andalousie, se retrouvaient concentrées dans les grandes villes et les gros villages.

Lorsque l'Etat se reconstruisit, en septembre 1936, les anarchistes arrivèrent en retard partout. Ils avaient de terribles problèmes de conscience à vaincre, et l'« évolution » imposée par les circonstances fut très éprouvante lorsqu'il fut question de renforcer les réseaux policiers et militaires de l'Etat. Les débats furent orageux et dramatiques. Quand finalement ils se résignèrent à la militarisation d'une colonne milicienne, tant ceux qui avaient décidé d'y rester que ceux qui préféraient l'abandonner se séparaient les larmes dans les yeux.

Au contraire, les communistes n'avaient aucun problème de conscience. Ils formèrent spontanément le premier contingent militaire discipliné dès les premières semaines du mouvement : le Ve régiment qui, en vertu du matériel russe qui lui était destiné exclusivement, se transforma très vite en Ve corps d'armée.

Les communistes étaient toujours les premiers dans tous les corps armés et

institutions officielles, alors que les anarchistes arrivaient les derniers pour les raisons que nous avons évoquées. Les communistes purent ainsi envahir le Corps de sécurité (dans lequel ils introduisirent la G.P.U.), la nouvelle Armée populaire (dans laquelle ils placèrent les « techniciens » russes) et le Corps du commissariat (au sein duquel ils installèrent leur propre appareil de prosélytisme). Une fois bien placés dans tous les lieux stratégiques de l'Etat, ils rendirent la vie impossible à tous ceux qui, bureaucrates ou militaires, insensibles aux flatteries et aux sinécures, refusaient de devenir leur instrument. Faisant du chantage grâce à l'aide militaire soviétique (qui était le cheval de Troie pour l'importation du Komintern, de la G.P.U. et des Brigades internationales), ils purent monter un état-major privé à l'intérieur de l'état-major militaire de la République. Un Etat étranger à l'intérieur de l'Etat espagnol.

XV

LE PROLOGUE DU GRAND DRAME

Début 1937, le nouvel Etat était désormais en condition de livrer bataille aux forces de la révolution. Sa consigne avait été jusque-là : « Avant de s'occuper de la révolution, il faut gagner la guerre ». La consigne était maintenant : « Avant de gagner la guerre, il faut écraser la révolution ». Un leader du Parti socialiste unifié de Catalogne avait déclaré : « Avant de prendre Saragosse, il faut prendre Barcelone ». Il faut dire que ces consignes rencontraient beaucoup d'audience au sein des partis républicains, de l'aile droite du parti socialiste et des secteurs économiques de la classe moyenne, y compris les petits commerçants et les petits propriétaires.

La révolution était représentée par la C.N.T.-F.A.I., l'aile gauche du socialisme et le Parti ouvrier d'unification marxiste. La contre-révolution regroupait le parti communiste et ses filiales, les partis républicains nationaux et régionaux et la fraction socialiste de droite menée par Indalecio Prieto. Il y avait dans tous ces courants des nuances et des contrastes fondamentaux, mais ils étaient unis contre le bloc adverse par des impératifs de circonstance. Les communistes et les anarchistes ouvrirent leurs hostilités le 3 mai 1937.

Certains ont vu dans ces événements une vaste manœuvre pour renverser le président du gouvernement et ministre de la Guerre, Francisco Largo Caballero. La manœuvre avait un objectif autrement important : elle visait la révolution elle-même et les forces qui la représentaient. Si l'objectif avait été Valence, pourquoi les faits se produisirent-ils en Catalogne ? En réalité, Barcelone était le fief de la C.N.T.-F.A.I. qui était elle-même la tête de la révolution. L'anarcho-syndicalisme contrôlait le gouvernement de la Généralité, il influait puissamment sur l'économie (syndicats et Collectivités) et sur le destin de la guerre (industries de guerre et colonnes armées sur les fronts).

Largo Caballero crut lui aussi que l'offensive communiste le visait personnellement. Il écrit, dans son livre *Mis recuerdos* : « Les ministres communistes profitèrent de cet incident (l'incident du mois de mai) pour déclencher la crise du gouvernement qu'ils préparaient depuis longtemps. »

La lutte pour la conquête de l'Etat devint systématique à partir d'août-septembre 1936 : c'est à ce moment-là que Marcel Rosenberg prit possession de l'ambassade d'U.R.S.S. et Antonov Ovsenko du Consulat général. L'ambassadeur s'efforçait d'imposer la politique russe au gouvernement central ; le consul général faisait la même chose vis-à-vis du gouvernement de la Généralité. Le premier par l'intermédiaire du parti communiste ; le second par l'intermédiaire du P.S.U.C. Les deux opérations étaient menées de concert. L'isolement diplomatique du gouvernement de la République et l'aide militaire soviétique facilitaient cette double opération. L'aide soviétique n'était pas désintéressée. Depuis décembre 1936 l'or de la Banque d'Espagne avait été transféré à Moscou par mesure de sécurité et en garantie des opérations commerciales entre les deux Etats.

L'hostilité contre Largo Caballero commença lorsque celui-ci opposa des résistances aux ingérences politiques et militaires de l'ambassadeur soviétique. En outre, le leader socialiste repoussa la proposition de faire du parti socialiste et du parti communiste un parti unique du prolétariat qui s'appellerait Parti socialiste unifié espagnol.

En décembre 1936 Staline adressa une lettre personnelle à Caballero, se permettant de lui donner des conseils d'ordre politique. Les principaux conseils étaient de protéger la petite bourgeoisie et de mettre un terme à la révolution. Cela sous prétexte de rassurer les puissances démocratiques de la non-intervention. Staline écrivit à nouveau à Caballero en février 1937, lui proposant ouvertement la constitution du Parti unique du prolétariat. La réponse à la première lettre avait été à la fois courtoise et évasive. La deuxième réponse fut un refus sec. Le Parti communiste espagnol ouvrit le feu immédiatement.

Depuis l'expérience de la fusion des jeunesses marxistes et celle de la formation en Catalogne du Parti socialiste unifié, Largo Caballero savait à quoi s'en tenir. Les communistes saisirent la première occasion pour renverser le monument qu'ils avaient eux-mêmes élevé. Largo Caballero, le « Lénine espagnol », disparut sous l'impact des batteries de l'Agit-Prop. Caballero dit dans son livre : « Les photographies disparurent de partout. Eux-mêmes se complaisaient à mettre en pièces l'idole qu'ils avaient créée. »

L'occasion ne tarda pas à se présenter. Le 8 février 1937 Malaga tomba aux mains de l'ennemi. Les communistes se lancèrent immédiatement dans une campagne tapageuse pour spéculer sur l'émotion produite par ce désastre militaire. Ils choisirent comme victime de cette campagne le général Asensio, bras droit de Largo Caballero au ministère de la Guerre. Asensio avait refusé d'accepter la carte du parti communiste, à la différence des colonels Miaja, Rojo, Pozas et autres. La campagne contre Asensio avait pour objectif de tirer vengeance du mépris de celui-ci par rapport au P.C. et de miner le prestige du chef du gouvernement et ministre de la Guerre.

Cette campagne de dénigrement était accompagnée d'autres manœuvres destinées à isoler Caballero de son propre parti. Les ennemis personnels de

Caballero au sein du parti socialiste et de l'U.G.T. se prêtaient à cette campagne. Le 24 février 1937, les amis de Caballero rendirent publique une protestation contre l'arrestation de plusieurs militants socialistes sans intervention de la police officielle. A la mi-avril, les journaux confédéraux de Madrid dénoncèrent une série d'assassinats de paysans commis « par des individus peu recommandables qui ont la carte du P.C. ». Un peu plus tôt, dans la deuxième quinzaine de mars, avaient eu lieu des affrontements entre les paysans de Vilanesa (province de Valence) et la force publique. Ces événements eurent pour origine une protestation des collectivistes contre la politique commerciale et fiscale du gouvernement. La police abusa de ses fonctions et se lança à l'assaut des centres ouvriers et des Collectivités, qu'elle détruisit. Les paysans firent preuve d'une résistance pleine de bravoure. Dans cette même période un anarchiste qui commandait des milices sur le front de Grenade, Francisco Maroto, fut arrêté et jugé.

Il avait été accusé de complicité avec l'ennemi par le préfet d'Almería, Gabriel Morón, un moscovite fourbe qui se faisait passer pour un républicain. Maroto avait réalisé des incursions en territoire ennemi et s'était introduit à plusieurs reprises dans la ville de Grenade, occupée par les rebelles dès les premiers jours du soulèvement militaire. Les moscovites prenaient prétexte de ces incursions pour l'accuser de haute trahison. Le Comité national de la C.N.T. prit la défense de Maroto, déclarant dans un document rendu public : « Si Maroto est entré dans Grenade, c'est parce qu'il a été plus audacieux que Morón, "le héros d'Almería"... » A l'issue du procès, Maroto fut condamné à mort. Mais la sentence fut commuée. En 1939, à la fin de la guerre, Maroto fut fusillé par les vainqueurs.

Le 20 avril, à Madrid, l'abcès qui minait la santé de la *Junte* de défense fut crevé. La *Junte* avait été constituée par tous les partis et organisations en novembre 1936, lorsque le gouvernement avait abandonné la capitale de l'Espagne. Le parti communiste se livra en son sein à sa politique d'intrigue et de prosélytisme sans scrupules. Le conseiller de l'Ordre public de cette *junte* était José Cazorla, un ancien jeune socialiste, alors communiste des J.S.U., comme Santiago Carrillo et d'autres. Cazorla fit arrêter un jeune homme qui s'avéra être le neveu du secrétaire adjoint de la Justice, Mario Sánchez Roca. On resta sans nouvelles de lui pendant soixante-dix jours. Le cénétiste Melchor Rodríguez, délégué spécial des prisons, réussit à découvrir le lieu où il était séquestré. C'était une « *tchéka* » du parti communiste installée dans la rue Fernández de la Hoz. Ce scandale amena d'autres découvertes. On disait que Cazorla faisait du trafic sur le dos des détenus pour recueillir de l'argent pour le Parti. Le gouvernement profita de ces graves dénonciations pour dissoudre la *Junte* de défense, le 23 avril, installant à Madrid un conseil municipal.

Le scandale des *tchékas* ne faisait que commencer. A la même époque fut rendue publique une dénonciation qui signalait l'existence d'une autre *tchéka* à Murcie. *Castilla Libre*, quotidien de la C.N.T., publia l'article suivant :

« Nous ne nous sommes pas opposés et nous ne nous opposerons pas à ce que l'on fusille un fasciste quel qu'il soit. Mais nous nous opposerons toujours à ce que l'on torture qui que ce soit avant de rendre à son égard la justice exemplaire dont le peuple a besoin et qu'il réclame. Mais il se trouve qu'à Murcie on ne torturait pas que les fascistes. Les individus appartenant à des organisations révolutionnaires et à des partis du Front populaire ont été sadiquement torturés dans le fameux cachot clandestin de Murcie. Et même un camarade de la C.N.T. (...) a été horriblement torturé : on lui a arraché les yeux avant de faire disparaître son pauvre corps martyrisé. »

La presse du parti socialiste s'unit à la campagne de protestation, car de nombreux militants socialistes avaient été torturés à Murcie.

En réponse à la dissolution de la *Junte* de défense de Madrid, la campagne contre Largo Caballero redoubla d'intensité. Celui-ci répliqua en prenant des dispositions pour soustraire le corps des commissaires au prosélytisme du P.C. Largo Caballero écrit dans son livre : « Je publiai une autre disposition qui annulait toutes les nominations de commissaires réalisées sans ma signature... L'un des responsables était Alvarez del Vayo, membre du parti socialiste, ministre des Affaires étrangères et commissaire général, qui s'était jusque-là conduit envers moi en ami inconditionnel. Il se disait socialiste mais il était inconditionnellement au service du parti communiste... Je fis comparaître Alvarez del Vayo ; je le réprimandai pour sa conduite et à cause des nominations qu'il avait faites sans m'en informer et sans ma signature ; il avait effectué plus de deux cents nominations en faveur des communistes... »

Dès lors, les agitateurs commencèrent à chercher un successeur au président du gouvernement. L'ancien général Walter Krivitsky a révélé ce qui suit dans son livre *Agent de Staline* : « A ce moment-là, Caballero était considéré universellement comme le favori du Kremlin, mais Stachevski avait déjà choisi Negrín pour lui succéder parce qu'il n'avait pas favorisé l'activité de la Guépéou, laquelle, sous la direction d'Orlov, avait entrepris en Espagne, comme en Russie, une grande épuration de tous les dissidents, les indépendants et les antistaliniciens, que le parti qualifiait en bloc de "trotskistes" (page 128). »

Le processus contre-révolutionnaire suivait une évolution parallèle à celle du processus politique. Les représentations nationales de la C.N.T. et de l'U.G.T. avaient signé, le 26 novembre 1936, les bases préparatoires d'un futur pacte d'unité entre les deux centrales syndicales. Le parti communiste accusa le coup et fit courir le bruit que les syndicats tramaient une conjuration contre les partis politiques et directement contre le P.C. Les partis républicains mordirent à l'hameçon. L'aile droite du parti socialiste activa ses négociations en vue du Parti unique du prolétariat.

La première crise au sein du gouvernement catalan fut provoquée dans la foulée. En Catalogne, la manœuvre était dirigée par le consul général de l'U.R.S.S. en personne. Une note publiée par ce Consulat accusait *La Batalla*, journal du P.O.U.M., de « presse vendue au fascisme international ». Cette note,

qui abusait effrontément des prérogatives consulaires, contenait en substance tout le programme de diffamations qui s'exerça par la suite contre le Parti ouvrier d'unification marxiste. La note parut le 27 novembre, et le 13 décembre eut lieu la crise du gouvernement de la Généralité.

Le P.S.U.C. mettait comme condition, pour résoudre la crise, l'élimination politique du P.O.U.M. C'était le premier pas vers l'élimination physique de ses dirigeants et aussi la première attaque à découvert contre la C.N.T. et la F.A.I. Sur le plan international, l'épuration « antitrotskiste » battait son plein au sein des partis communistes ; cette persécution avait été inaugurée en 1934 par l'« assassinat » de Kirov.

L'hostilité stalinienne contre le P.O.U.M. relevait non seulement d'un problème d'exclusivité politique, mais aussi d'hégémonie syndicale. Le P.O.U.M. avait une grande influence sur l'U.G.T. catalane, qu'il avait animée bien avant la création du P.S.U.C. Après le 19 juillet 1936, l'U.G.T. catalane fut sortie de son anonymat par tous les partis qui se trouvaient face à la C.N.T. Tous les éléments de la petite bourgeoisie, en particulier, vinrent alors grossir les rangs de l'U.G.T. Les staliniens avaient intérêt à se débarrasser d'un rival redouté au sein des syndicats ugétistes. L'élimination politique du P.O.U.M. était donc urgente. C'est dans ce but que fut provoquée la crise de la Généralité.

La crise trouva une issue le 15 décembre : un « gouvernement sans partis politiques » fut formé, incluant l'U.G.T., la C.N.T., l'Union des rabassaires et la Gauche républicaine de Catalogne, celle-ci au titre de représentant de la petite bourgeoisie. Les personnes changèrent à peine. Les deux personnages qui avaient déclenché la crise, Comorera et Valdés, représentaient le P.S.U.C. dans le gouvernement précédent et ils représentaient maintenant l'U.G.T. Il s'agissait des mêmes chiens, avec des colliers différents. Le P.O.U.M., par conséquent, fut éliminé.

Dans le nouveau gouvernement, il y eut une autre répartition des départements ou des postes de conseillers. Celui de l'Approvisionnement passa des mains du cénétiste Domenech à celles du communiste Comorera (secrétaire général du P.S.U.C.), lequel s'empressa de déclencher une campagne de dénigrement de son prédécesseur. On intensifia en même temps le rationnement des principaux articles alimentaires, et principalement du pain. On attribua cette pénurie au manque de farine « à la suite de la négligence du conseiller antérieur » et au chaos qui régnait dans l'industrie de la panification « à cause de la collectivisation totale de ce service ». La vérité, c'était que l'on dissimulait d'importants stocks de denrées dans le but de susciter la protestation de la population civile. Quand cette protestation se produisait, des agents communistes camouflés faisaient courir le bruit que la C.N.T. était responsable de la pénurie de pain, ce qui entraînait des manifestations anticonfédérales téléguidées.

Le 20 janvier 1937, un nouveau navire soviétique était arrivé dans le port de Barcelone, avec pour chargement officiel 901 tonnes de blé, 882 tonnes de sucre

et 568 tonnes de beurre. Les gens de la rue plaisaient beaucoup au sujet de cette dernière denrée ; en effet, on consomme très peu de beurre sur le versant méditerranéen de l'Espagne. On supposait que le prétendu « beurre » n'était rien d'autre que des canons et des avions. Et, même si les milieux officiels assuraient que le dit beurre était d'authentique lait de vache, personne ne le croyait. Les responsables officiels subalternes eux-mêmes finirent par croire que les Russes, pour tromper le contrôle de la non-intervention, avaient dissimulé la vraie nature du matériel de guerre qu'ils envoyaient en Espagne. En vérité, le matériel de guerre russe n'était jamais déchargé à Barcelone, mais à Alicante ou à Carthagène, loin du lieu d'opération des colonnes anarchistes. Le gouvernement russe, avec ces chargements de vivres, contribuait en fait à faire monter les actions du nouveau conseiller de l'Approvisionnement du gouvernement catalan.

Une autre mesure du nouveau gouvernement de la Généralité fut la réorganisation des services de police. Le 24 décembre, le conseiller de la Sécurité intérieure, Artemio Ayguadé, un communiste qui se faisait passer pour républicain, nommait comme nouveau commissaire général de la police Eusebio Rodríguez Salas, membre du P.S.U.C. Le nouveau commissaire s'empressa d'organiser une campagne tapageuse contre les « éléments incontrôlés » qui, disait-il, réalisaient des perquisitions et des exécutions pour leur propre compte. L'une de ses campagnes à scandale fut dirigée contre les prétendus « cimetières clandestins », qui n'étaient rien d'autre que les lieux où avaient été enterrés les éléments factieux fusillés pendant les premiers mois de la révolution. Ce genre d'exécutions s'était produit dans tout le territoire républicain et tous les partis et organisations y avaient pris part directement ou indirectement, les communistes les premiers. Ceux-ci avaient maintenant intérêt à faire porter toute la responsabilité par leurs rivaux politiques. Pour mieux impressionner la galerie internationale, Rodríguez Salas faisait déterrer les cadavres et organisait des manifestations de deuil en présence des veuves et autres parents des fusillés. Les radios factieuses commentaient avec délectation les campagnes macabres du nouveau commissaire de police, en particulier Radio Séville, dont le speaker était le général Queipo de Llano en personne. Ces manœuvres étaient, elles aussi, dirigées contre la C.N.T.-F.A.I.

L'U.G.T. catalane, pilotée par le P.S.U.C., tint, le 23 janvier, un « congrès » de petits propriétaires. Ce congrès fut plutôt une réunion de propagande contre les Collectivités menée par des orateurs communistes non paysans.

Ces machinations troubles portèrent vite leurs fruits parmi les petits propriétaires ennemis de la collectivisation. Ceux-ci provoquèrent une émeute, à La Fatarella, un petit village de la province de Tarragone. Ils furent durement réprimés par les Patrouilles de contrôle, une espèce de garde mobile qui avait été formée par tous les partis et organisations en août 1936. L'opération punitive des Patrouilles causa une trentaine de morts parmi les émeutiers, et quelques morts et blessés appartenant aux forces répressives, auxquelles s'étaient joints des Gardes

d'assaut de la Généralité de Catalogne. La responsabilité était donc collective ; mais les dirigeants du P.S.U.C. essayèrent de la mettre entièrement sur le dos de la C.N.T. et du P.O.U.M.

La tension entre les deux secteurs rivaux allait croissant, et quelques affrontements isolés se produisirent dans les rues de Barcelone, lorsque les forces en uniforme de Rodríguez Salas voulurent désarmer tout civil trouvé en possession d'une arme. Dans cette atmosphère lourde eurent lieu début mars deux événements très significatifs. D'abord, le conseiller de la Sécurité intérieure prit plusieurs décrets, apparemment de sa seule initiative, décidant ceci : dissolution du Conseil de la sécurité intérieure, formé par des représentants de tous les secteurs antifascistes ; dissolution des Conseils d'ouvriers et de soldats, chargés d'assurer les rangs des anciens officiers de l'armée ; dissolution des Patrouilles de contrôle ; interdiction aux gardes, officiers et chefs de la police d'appartenir à des organisations ou des partis politiques, sous peine d'expulsion, etc. Ces décrets parurent le 4 mars et leur publication produisit une nouvelle crise du gouvernement de la Généralité.

L'autre fait significatif fut la subtilisation de 12 tanks qui disparurent des entrepôts des industries de guerre de Barcelone. Les auteurs de ce détournement furent découverts et il s'avéra qu'il s'agissait de hauts responsables militaires de la caserne *Vorochilof*, contrôlée par le P.S.U.C. La manœuvre échoua. *Solidaridad Obrera* du 7 mars écrivait à ce sujet : « Si ces tanks n'ont pas été dérobés pour les amener au front, dans quel but une opération aussi brillante a-t-elle été menée ? Nous décelons dans cette attitude une ébauche de tentative dictatoriale, contre laquelle, comme tout le monde le sait, nous nous soulèverions immédiatement. »

La nouvelle crise du gouvernement de la Généralité éclata le 26 mars. La C.N.T. exigeait, pour parvenir à une solution, une répartition strictement proportionnelle des responsabilités politiques. Par ailleurs, elle demandait l'annulation des décrets d'Ordre public en question. Une note de la F.A.I. déclarait : « On ne doit pas servir, à partir de la fonction de conseiller de l'Approvisionnement, les intérêts des partis mais ceux du peuple tout entier. Et à partir de la Sécurité intérieure, on ne doit pas essayer de dénaturer la révolution en marche. »

La crise se prolongea pendant un mois et durant cette période se produisirent des situations de dangereuse tension. Le 30 mars, le Comité régional de la C.N.T. donnait des instructions à ses militants, à ses fédérations et à ses syndicats, leur recommandant d'être vigilants et en contact permanent.

Une autre cause de la crise fut la campagne des communistes contre le conseiller de la Défense de la Généralité, le cénétiste Francisco Isgleas. On le rendait responsable de l'absence d'opérations militaires offensives sur le front d'Aragon. J'ai déjà dit que les armes et plus encore les munitions manquaient sur le front d'Aragon. Malgré cela, des leaders de premier plan du parti communiste traitaient publiquement les miliciens anarchistes de lâches.

Loin de rectifier leurs diffamations, ils les étendirent aux industries de guerre de Catalogne, qui précisément avaient été créées pour protéger les miliciens d'Aragon contre l'oubli, parfois intentionnel, dont ils faisaient l'objet de la part du gouvernement central. Barcelone était, avec Bilbao, le premier centre métallurgique d'Espagne. Les industries de guerre furent mises en place pour faire face aux nécessités de la guerre. Leurs produits étaient destinés à tous les fronts de la République. Les travailleurs et les techniciens de la C.N.T. mirent dans cette aventure tout leur talent et toute leur compétence professionnelle. Il s'agissait, en effet, d'une réalisation des syndicats de la C.N.T.

Au cours d'un congrès organisé à Madrid, début avril, par les jeunes communistes, les orateurs partirent à l'attaque contre le front d'Aragon, argumentant que s'il était paralysé c'était parce qu'il était formé à 75 % d'anarchistes. Le secrétaire général de la J.S.U. lui-même déclara gratuitement qu'il y avait en Catalogne des usines de guerre somptueusement installées, qui ne servaient qu'à fabriquer des munitions pour les pistolets. D'autres orateurs ajoutèrent que dans les usines de guerre catalanes on fabriquait des appareils ménagers au lieu de fabriquer des mitrailleuses et des fusils. Cette propagande était amplifiée par les quotidiens *Mundo Obrero* (Valence) et *Treball* (Barcelone), organes officiels du P.C. et du P.S.U.C.

La crise du gouvernement de la Généralité, nous l'avons dit, dura exactement un mois. Elle fut résolue le 26 avril par la constitution d'un nouveau gouvernement avec les mêmes personnages que le précédent. Les décrets d'Ordre public restèrent en suspens. Mais les incidents ne faisaient que commencer.

Le 25 avril se produisit, à Molins de Llobregat, localité proche de Barcelone, un mystérieux assassinat. A un carrefour, des inconnus tirèrent sur une automobile à bord de laquelle se trouvait un militant du P.S.U.C., Roldán Cortada, qui fut tué. Cet attentat servit de prétexte à l'arrestation de plusieurs anarchistes du canton du bas Llobregat.

Pour pouvoir apprécier les circonstances mystérieuses de ces faits, il faut d'abord tenir compte de ce qui suit :

1) Le canton du bas Llobregat était le plus dense en militants anarchistes de toute la Catalogne. Lors des mouvements révolutionnaires du 8 janvier et du 8 décembre 1933, le communisme libertaire avait été proclamé à Hospitalet de Llobregat, qui était le siège du Comité cantonal.

2) Les anarchistes du canton du bas Llobregat s'étaient toujours distingués par leur extrémisme révolutionnaire. Les milieux conservateurs de Barcelone taxaient d'anticatalans les travailleurs de cette contrée parce qu'elle recevait l'afflux d'émigrants économiques provenant de toutes les régions d'Espagne, en particulier de Murcie. Les politiciens catalans donnaient aux anarchistes d'Hospitalet de Llobregat le sobriquet de « Murciens » (« étrangers » originaires de Murcie, région espagnole bien sûr).

3) Après le 19 juillet 1936 se développa dans le canton du bas Llobregat un

important mouvement collectiviste, qui fit preuve d'un caractère socialiste très avancé (voir plus haut le chapitre X).

4) Lorsque débuta l'étape de la collaboration de la C.N.T. au gouvernement, les militants du bas Llobregat, fidèles à leur extrémisme anarchiste, se constituèrent en mouvement d'opposition à la participation de la C.N.T.-F.A.I. aux gouvernements, et à la militarisation des milices. A Hospitalet de Llobregat était publié le journal *Ideas*, qui s'opposait, par ses critiques, au déviationnisme libertaire.

5) Les assassins de Roldán Cortada ne purent être trouvés, malgré les recherches actives de la police. Pourtant, on arrêta Luis Cano, conseiller de la Défense du conseil municipal d'Hospitalet de Llobregat, et il passa en jugement en compagnie d'autres militants anarchistes. Le tribunal compétent ne put retenir contre Cano ni contre ses compagnons aucune charge prouvant leur culpabilité dans l'assassinat ; le juge se contenta de déclarer : « Compte tenu de l'instruction menée dans le cadre de la procédure que nous pourrions appeler principale, ni ledit Cano ni les six prévenus qui ont été remis en liberté n'ont eu la moindre intervention directe ou indirecte dans l'assassinat de Cortada. » Cano fut seulement jugé « pour exercer des fonctions réservées au conseiller de la Sécurité intérieure ».

6) Voyons maintenant qui était Roldán Cortada. Il avait été autrefois militant de la C.N.T. Il s'était réfugié en France, comme tant d'autres militants, durant la dictature de Primo de Rivera. De France il passa en Suisse, peut-être expulsé de ce premier pays comme bien d'autres camarades appartenant à des organisations qui s'employaient à conspirer contre la dictature espagnole à partir du pays voisin. A la veille de la chute de la dictature, Roldán Cortada rentra en Espagne, avec d'autres émigrés, pour activer la lutte clandestine contre le régime militaire. Pendant les premières années de la République, Cortada fut très actif au sein du syndicat du Bâtiment de Barcelone, et en 1931, lorsque se produisit la scission au sein de la Confédération, il fut l'un des signataires du manifeste dissident appelé des Trente. Finalement, après le soulèvement militaire du 19 juillet, Roldán Cortada rentra au P.S.U.C., se distinguant par ses attaques envers ses anciens compagnons.

A partir de ces éléments de jugement, nous pourrions risquer l'hypothèse suivante : Roldán Cortada a pu être assassiné par les éléments staliniens eux-mêmes pour créer une situation explosive au préjudice de la C.N.T. Le lieu choisi pour l'attentat - un foyer extrémiste confédéral - rendrait évidents les mobiles politiques de l'assassinat. A plus forte raison du fait que Roldán Cortada était un transfuge qui, en passant dans les rangs communistes, avait trahi les secrets de son ancienne organisation.

La thèse contraire est difficile à défendre. Le juge qui mena l'instruction ne put retenir aucune preuve de la participation des anarchistes à l'attentat. Par ailleurs, on relève, dans l'histoire de la C.N.T., peu de cas de représailles contre les

transfuges. Les seules représailles visèrent, au cours des premières semaines de la révolution, les pistoleros du Syndicat libre qui, de 1919 à 1923, à la solde du préfet, avaient assassiné de nombreux cénétistes (comme Salvador Seguí, Evelio Boal, José Comas, Francisco Layret, avocat de la C.N.T., et d'autres). Les principales victimes de ces représailles furent Ramón Sales et Inocencio Feded, avec lesquels nous avons déjà fait connaissance.

Mais le seul fait d'être passé au parti adverse n'entraîna jamais de représailles. Quelques chefs communistes étaient d'anciens anarchistes. Citons-en quelques-uns.

Joaquín Maurín et Andrés Nin avaient été les fondateurs du parti communiste en Catalogne, bien qu'ils se séparèrent plus tard de la ligne orthodoxe. Ramón Casanellas s'était réfugié en Russie après sa participation à l'attentat qui causa la mort du président du Conseil des ministres Eduardo Dato. A son retour en Espagne, en 1931, il était devenu un chef communiste et il réalisa impunément des campagnes insidieuses contre l'organisation confédérale. Un autre grand transfuge fut Rafael Vidiella, qui, en 1922, avait été rédacteur de *Solidaridad Obrera* et qui fut l'un des principaux fondateurs du P.S.U.C. Manuel Adame fut un autre dirigeant du Parti communiste espagnol originaire de la C.N.T. Lors de la proclamation de la République, il provoqua la scission de la C.N.T. en Andalousie et dans d'autres provinces. José Díaz lui-même, le secrétaire général du Parti communiste espagnol pendant la guerre civile, sortait des rangs confédéraux andalous.

Il est démontré qu'il n'y eut jamais de représailles contre ceux qui, après avoir été militants de la Confédération, changeaient de credo politique. Les violentes luttes qui opposèrent les anarchistes et les communistes, en particulier à Séville, à Malaga, à Cordoue, à Grenade, etc. avaient comme objectif l'hégémonie de la direction, que les uns attaquaient et que les autres défendaient ; ce furent des luttes entre groupes rivaux, qui n'eurent jamais le caractère de représailles contre des transfuges.

L'assassinat de Roldán Cortada fut exploité par le P.S.U.C. qui le présenta comme une vengeance politique, dans l'intention d'augmenter le climat d'hostilité déjà créé contre la C.N.T. et en vue de la grande provocation qui ne tarderait pas à se produire. Lors des funérailles de Cortada, le P.S.U.C. organisa une manifestation imposante à laquelle se « joignirent » des forces militaires et de police qui défilèrent sur un ton provocateur dans les rues principales de Barcelone, pendant plusieurs heures, criant des consignes menaçantes envers les anarchistes. Cortada fut le Calvo Sotelo, le martyr originel de la croisade communiste.

Ces menaces ne tardèrent pas à se réaliser. Deux jours après l'attentat de Molins de Llobregat, des éléments staliniens mêlés à des troupes de carabiniers du gouvernement central occupèrent la frontière avec la France ; un affrontement eut lieu avec les milices de la C.N.T. qui, depuis le 19 juillet 1936, se chargeaient d'assurer le contrôle à cet endroit. Trois militants de la C.N.T. furent tués dans

une embuscade, près de Puigcerdá. L'agitation s'étendit à tout ce secteur frontalier, avec l'arrivée de renforts confédéraux de Lérida, d'Aragon et de la Seo de Urgell. Les agresseurs restèrent bloqués pendant quelques jours. L'incident fut apaisé par l'intervention des comités cénétistes de Barcelone, qui aboutit à la remise de la place de Puigcerdá aux forces du gouvernement central.

Puis vint le 1er mai, date traditionnellement célébrée en Espagne en souvenir des martyrs de Chicago (Haymarket, 1886). L'atmosphère était survoltée à un point tel qu'elle dégénéra, à l'approche de la date anniversaire, en ambiance de fraternité révolutionnaire. Le gouvernement central, prenant prétexte du drame qui se déroulait sur les fronts et de la nécessité d'intensifier la production de guerre, déclara cette journée « jour de travail ». En Catalogne, les forces de l'ordre « travaillèrent » beaucoup, ennuyant les citoyens par des fouilles dans la rue et autres perquisitions. Les membres de la C.N.T. étaient désarmés et arrêtés. La carte confédérale et autres signes distinctifs étaient détruits sous les yeux de leurs propriétaires qui, en outre, étaient l'objet d'insultes grossières.

Le 2 mai, *Solidaridad Obrera* lançait cet avertissement :

« Le prolétariat en armes est la garantie de la révolution. Tenter de désarmer le peuple, c'est se placer de l'autre côté de la barricade. Tout conseiller ou tout commissaire que l'on soit, on ne peut pas dicter l'ordre de désarmer les travailleurs qui luttent contre le fascisme avec plus de générosité et plus d'héroïsme que tous les politiciens de l'arrière-garde, dont personne n'ignore l'impuissance. Travailleurs, que personne ne se laisse désarmer sous aucun prétexte ! Voici notre consigne. »

C'était le prologue du grand drame.



XVI

LES EVENEMENTS DE MAI

C'est le 2 mai vers trois heures de l'après-midi que commencèrent les tragiques événements de mai. Les gardes d'assaut du Commissariat de l'ordre public attaquèrent par surprise le bâtiment de la Compagnie téléphonique, situé au cœur de la ville (place de Catalogne). La Compagnie téléphonique, filiale américaine, avait été collectivisée par la C.N.T. et l'U.G.T. en accord avec le décret en vigueur sur les collectivisations, et dans le comité d'entreprise siégeait un représentant du gouvernement de la Généralité. Les travailleurs s'opposèrent à l'entrée des forces vers les étages supérieurs et donnèrent l'alarme à toute l'organisation confédérale. L'ordre d'investir les lieux venait du conseiller à la Sécurité intérieure (Artemio Ayguadé), qui avait pris cette grave décision sans consulter ses compagnons du cabinet.

Dès le jour suivant, la lutte descendit dans les rues. Les protagonistes s'étaient divisés en deux clans. Aux côtés de la force publique se trouvaient le P.S.U.C., l'U.G.T. et aussi les extrémistes catalanistes d'Estat Catalá. Les défenseurs de la révolution étaient la C.N.T., la F.A.I., les Jeunesses libertaires et le Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.). La réaction des militants libertaires de base avait été spontanée. Les comités supérieurs de la C.N.T.-F.A.I. furent dès le début partisans de l'apaisement. Lors de leurs négociations, ils tentèrent de démontrer l'abus de pouvoir du conseiller à la Sécurité intérieure et réclamèrent sa démission. L'attitude hésitante du président Companys et le manque d'objectivité des partis politiques rendirent difficiles les négociations.

Dès le début des hostilités, les forces populaires s'étaient rendues maîtres des quartiers périphériques ; les forces gouvernementales maîtrisaient les points stratégiques situés au centre de la ville, autour des centres officiels, des casernes de police et des sièges des partis. A certains endroits, les syndicats C.N.T. furent assiégés par la police. Les révolutionnaires purent déloger les forces publiques des pavillons de l'Exposition et de quelques salles de cinéma transformées en fortins.

Des armes de toutes sortes, automatiques et autres, firent leur apparition dans

cette lutte : fusils, mitrailleuses et bombes à main. Quelques voitures blindées étaient juste là pour servir de liaison. Autant d'un côté que de l'autre, certains foyers étaient restés isolés. La maison C.N.T.-F.A.I. était cernée par les forces du Commissariat central, situé à proximité. Les comités supérieurs de la C.N.T.-F.A.I., partisans de la négociation dès le début, ne participèrent pas à la lutte. Du côté révolutionnaire, les opérations étaient dirigées par les Comités de défense de quartiers, organismes de vieille tradition révolutionnaire et qui avaient joué un rôle important le 19 juillet 1936.

La lutte fut particulièrement intense dans le vieux quartier de la ville, lieu de concentration des gouvernementaux, où les rues tortueuses facilitaient la lutte et les barricades. Bloqués dans les centres officiels, les représentants politiques et syndicaux des deux camps négociaient un armistice avec plus ou moins de sincérité et de conviction. Chacun freinait les négociations qui étaient en train d'arriver à terme, avec l'espoir que ses forces maîtriseraient l'adversaire. Les consignes de cessez-le-feu constamment lancées par la C.N.T. portaient préjudice à l'offensive des forces populaires. Ces consignes étaient diffusées par la radio de la C.N.T.-F.A.I. qui, lors de son émission du 4 mai, proclamait :

« Nous ne sommes pas responsables de ce qui arrive. Nous n'attaquons personne, nous nous défendons. Ouvriers de la C.N.T. et de l'U.G.T., rappelez-vous bien le chemin parcouru, les morts couverts de sang dans la rue, sur les barricades ! Déposez les armes, embrassez-vous comme des frères ! Nous vaincrons si nous nous unissons ; nous perdrons si nous nous battons entre nous. Pensez-y, nous vous tendons les bras sans armes. Faites-en de même et tout s'en tiendra là. Faisons régner l'harmonie entre nous. Guerre à mort au fascisme ! »

Les leaders politiques tenaient le même discours aux micros officiels ; mais les paroles étaient une chose, et les faits...

Dès que le gouvernement central eut vent des événements, il prit des mesures de rigueur pour étouffer le soi-disant « soulèvement » de Catalogne. Les ministres de la C.N.T. se proposèrent comme médiateurs, et c'est dans ce but que García Oliver et Federica Montseny se rendirent à Barcelone. Des délégations de la Commission exécutive de l'U.G.T. et du Comité national de la C.N.T. se déplacèrent avec le même objectif. Ces personnes prirent la parole sur les ondes afin de calmer les esprits :

« Camarades, s'exclama García Oliver dans son allocution, pour l'unité antifasciste, pour l'unité prolétaire, pour tous ceux qui sont tombés dans la lutte, ne faites pas le jeu des provocations... »

Parmi les combattants libertaires, le bruit courait que les orateurs qui s'exprimaient en ces termes étaient séquestrés par les communistes et étaient obligés de lire des textes qui leur étaient dictés. Par rapport à cette rumeur, García Oliver dit ce qui suit :

« Comme je le pense je vous le dis. Vous me comprenez, vous me connaissez suffisamment pour savoir qu'en ce moment j'agis seulement par ma volonté (...); personne n'arriverait à m'arracher des paroles que je ne ressentirais pas... »

La rumeur sur les soi-disant otages s'étendit au point que les militants de la Confédération, qui contrôlaient la forteresse de Montjuich, dirigèrent leurs canons vers les bâtiments de la Généralité. Mais sans jamais les utiliser.

Les négociations entamées le 4 mai ne débouchèrent sur aucun résultat. Le président Companys exigeait comme condition préalable la suprématie de la force publique dans la rue. Ce qui intensifia le conflit. Le gouvernement de la Généralité démissionna en bloc le 5 mai. La C.N.T. exigeait qu'Artemio Ayguadé, responsable selon elle des troubles, démissionne du gouvernement. Une trêve eut lieu, mais elle fut mise à profit par les gouvernements pour cerner les locaux des Jeunesses libertaires et du syndicat de la Santé.

L'après-midi du 5 mai, le Comité régional de la C.N.T. proposa un cessez-le-feu, demandant à chaque combattant de maintenir ses positions. La formule fut acceptée, mais les gouvernements n'arrêtèrent pas leurs tirs. Ce même Comité régional dut interrompre une réunion pour défendre son propre local attaqué furieusement par les gardes d'assaut.

La politique confédérale de retour au calme produisit un fort mécontentement parmi les combattants du syndicat. La méfiance grandissant, surgit un courant radical qui s'appela « Los Amigos de Durruti ». Le journal de ce groupe (*El Amigo del Pueblo*) s'exprimait dans un langage révolutionnaire jacobin :

« Une *Junte* révolutionnaire s'est constituée à Barcelone. Tous les éléments responsables de la tentative subversive qui œuvrent sous la protection du gouvernement doivent être passés par les armes. Le P.O.U.M. doit être admis dans la *Junte* révolutionnaire parce qu'il s'est mis du côté des travailleurs. »

Les dirigeants de la C.N.T. désavouèrent immédiatement ce groupe, qui n'eut jamais l'importance que certains chroniqueurs étrangers ont bien voulu lui donner. Les raisons du peu d'influence des « Amigos de Durruti » furent peut-être le peu de relief des militants qui en faisaient partie, l'intervention du P.O.U.M. en leur sein et la saveur marxiste de certaines de leurs consignes.

Le 5 mai, les Comités locaux de la C.N.T. et de l'U.G.T. se mirent enfin d'accord pour s'adresser à la radio à tous les travailleurs, les pressant de rejoindre leurs lieux de travail dans les ateliers et les usines, en leur disant ceci :

« Les tragiques événements qui ont eu lieu dans notre ville pendant les dernières 48 heures ont empêché que la totalité des ouvriers de Barcelone se rendent à leur travail. Le conflit qui a motivé cette situation anormale et préjudiciable à la cause du prolétariat a été résolu de façon satisfaisante par les représentants des partis et des organisations antifascistes réunis au Palais de la Généralité. Par conséquent, les Fédérations locales de la C.N.T. et de l'U.G.T. se sont mises d'accord pour s'adresser à tous leurs adhérents en leur donnant l'ordre de reprendre immédiatement leurs tâches habituelles... »

Les forces policières profitèrent une fois de plus de la confusion qu'occasionna cette note pour conquérir de nouvelles positions. Au même moment, le gouvernement central avait adopté deux mesures importantes : le

contrôle direct de l'ordre public, que la Généralité détenait jusque-là en vertu de son Statut d'autonomie, et l'envoi sur Barcelone de forces expéditionnaires venues du front du Jarama. Le ministre de la Marine en personne avait dépêché sur les lieux plusieurs unités de la flotte de guerre. Des bateaux de guerre français et anglais s'apprêtaient à prendre position face au port barcelonais.

Pendant ce temps, les négociations avaient abouti sur la constitution d'un gouvernement restreint composé d'Antonio Sesé (U.G.T.), Valerio Más (C.N.T.), J. Pons (Rabassaires) et Martí Faced (Gauche républicaine de Catalogne). Mais un événement imprévu vint envenimer les choses. Antonio Sesé mourut en traversant un lieu où se déroulaient des escarmouches alors qu'il se rendait en voiture à la Généralité pour prendre en charge sa fonction de conseiller. Presque simultanément et dans des conditions semblables, fut tué Domingo Ascaso, le frère du fameux combattant, et la voiture officielle du ministre de la Santé, Federica Montseny, essuya des coups de feu en provenance d'une barricade gouvernementale. Dans sa voiture étaient présents son secrétaire, Baruta, qui fut blessé, et le secrétaire général de la C.N.T., Mariano R. Vázquez, qui en sortit miraculeusement sain et sauf. Mais les gouvernements et leurs alliés politiques, sans trop chercher à comprendre, accusèrent la C.N.T. et la rendirent responsable de la mort de Sesé. Les accusés rétorquèrent qu'ils pouvaient démontrer que les coups de feu en question étaient partis d'une barricade gouvernementale du Paseo de Gracia.

Les hostilités reprirent. Des forces militaires communistes (de la caserne Karl-Marx) attaquèrent furieusement la gare de France, défendue par les cheminots de la C.N.T. L'intervention militaire s'effectua sans tenir compte des consignes de neutralité données à l'armée par le conseiller de la Généralité chargé de la Défense, le cénétiste Francisco Igleas. Le gouvernement central profita de l'occasion pour retrouver ses vieilles prérogatives. Le général Pozas s'installa à la tête de la Capitainerie générale, mettant fin automatiquement à l'existence du conseiller de la Défense.

Le 6 mai, les Comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. s'adressaient au « prolétariat international » dans un manifeste qui disait :

« Nous avons rejeté toute idée dictatoriale. Nous avons donné la même proportion dans les fonctions publiques aux minorités (...) et nous n'avons pas imposé des réalisations en accord avec nos postulats... Nous avons suffisamment de preuves pour dire que les incidents du 3 mai sont l'œuvre de provocateurs politiques... Le 2 mai, deux jours après l'assassinat du maire anarchiste de Puigcerdá et de ses trois compagnons, a eu lieu l'assaut de la Compagnie téléphonique. Tous les ouvriers de Barcelone ont considéré cet assaut comme une des plus grandes provocations... Immédiatement, la police assiégea les établissements et à partir de là se dressèrent des barricades et les ouvriers prirent les armes (...). Les négociations échouaient ; plus la C.N.T. et la F.A.I. cédaient et plus certains provocateurs se montraient agressifs (...). La centrale de l'organisation anarcho-syndicaliste de Catalogne a été cernée et

assiégée. Les aspirants à la dictature tentent d'écraser par les armes l'organisation des ouvriers catalans, forte d'un demi-siècle d'histoire. Voici le véritable enjeu de ces événements... »

Aux dernières heures de cette journée, la C.N.T.-F.A.I. fit de nouvelles propositions : les protagonistes devaient abandonner les barricades et libérer les otages. Mais jusqu'à 4 heures 45 du petit matin suivant on n'obtint aucune satisfaction. Les gouvernementaux voulaient de toute évidence gagner du temps dans l'espoir de voir arriver les forces expéditionnaires du gouvernement central. Une fois l'accord acquis, les libertaires s'adressèrent à la radio à « tous les travailleurs », leur disant :

« Les deux représentations politiques et syndicales étant parvenues à un accord, les comités responsables vous feront savoir les consignes opportunes afin de rétablir complètement la normalité. »

Ce communiqué faisait appel une fois de plus à « la sérénité contre les provocations ». Malgré cela, de nouvelles escarmouches eurent lieu pendant la matinée. De part et d'autre, il n'y avait pas d'entente possible pour l'abandon simultané des barricades. Il semble que le premier pas fut fait par les confédéraux, non pas pour donner l'exemple mais par dégoût et en raison d'un certain abattement face à ce qu'ils considéraient comme un faux pas révolutionnaire suicidaire. La population civile commença à envahir les rues, retournant à ses tâches quotidiennes, tout d'abord pour respirer un bol d'air frais, et puis pour renouveler l'approvisionnement domestique rendu précaire par sept jours de lutte.

Par ailleurs, les forces expéditionnaires s'approchaient de Barcelone sans rencontrer d'obstacles sur leur chemin. Elles pénétrèrent dans la ville le 7 mai en fin d'après-midi. La caravane était formée de 120 camions avec 5 000 gardes d'appartenance politique hétérogène, malgré une dominante d'éléments communistes. La C.N.T. croyait, ou faisait semblant de croire au caractère pacifique de ces forces. Elle déclarait dans un dernier manifeste :

« Les tragiques incidents qui ont mis Barcelone en deuil étant terminés, et afin que tout le monde sache à quoi s'en tenir, le Comité régional de la C.N.T. et la Fédération locale des syndicats manifestent leur volonté unanime de collaborer avec la plus grande efficacité et la plus grande loyauté au maintien de l'ordre public en Catalogne... Nous nous réjouissons de renouveler notre concours au gouvernement de la Généralité et au nouveau délégué à l'Ordre public envoyé par le Gouvernement central, le lieutenant-colonel Torres. Nous avons pu constater l'excellente disposition avec laquelle celui-ci vient en Catalogne pour remplir une si délicate mission... »

Le lieutenant-colonel Emilio Torres Iglesias, qui était arrivé à Barcelone en avion et avait pris possession de la direction de l'Ordre public (et non de la Délégation de l'ordre public), jouissait d'une grande sympathie dans les milieux anarcho-sindicalistes, pour avoir été commandant de la colonne *Terre et Liberté* sur le front de Madrid. Comme garantie, la C.N.T. avait choisi ce vieil

ami en tant que chef des forces expéditionnaires, pour se faire obéir de ses propres compagnons et pour leur épargner des représailles. Mais le repli de la C.N.T., qui entraîna avec elle son vulnérable allié le P.O.U.M., fut interprété comme une faiblesse par ses ennemis politiques et les stimula. Les staliniens, bien accrochés dès le début au char de l'Etat, tentèrent de transformer l'expédition d'ordre public en expédition punitive. Ce qu'ils obtinrent en grande partie.

Le passage des expéditionnaires à travers les villages de Catalogne produisit une mobilisation de tous les éléments gouvernementaux (policiers, militaires et civils) contre les forces de la révolution. Les militants de la C.N.T.-F.A.I., qui avaient dominé à Tortosa, ville frontalière de la Catalogne avec le reste de l'Espagne, le soulèvement communiste, reçurent l'ordre de leur propre Comité national de n'opposer aucun obstacle au passage des forces expéditionnaires en direction de Barcelone. Lorsque ces forces entrèrent dans Tortosa, les éléments politiques de l'U.G.T. sortirent de leurs cachettes et occupèrent les centres officiels et les nœuds de communication. Immédiatement, ils se consacrèrent à enfermer leurs adversaires, dont les locaux avaient été au préalable pris d'assaut. Les Collectivités agraires furent aussi envahies. La répression s'étendit aux villages situés aux alentours de Tortosa. Certains détenus furent transférés à Tarragone et plus tard leurs cadavres furent découverts mêlés à ceux d'autres cénétistes.

A Tarragone, les événements de mai avaient connu le même caractère qu'à Barcelone. La force publique, après avoir occupé le central de la Compagnie téléphonique, attaqua, en tirant abondamment, les locaux de la C.N.T. et des Jeunesses libertaires. Les assiégés se défendirent vaillamment mais les forces de police comptaient localement avec de puissants alliés militaires, tels un bataillon de défense des côtes et la garnison d'une base aérienne proche. Les libertaires furent invités à remettre leurs armes sous la garantie qu'il n'y aurait pas de représailles contre eux. Mais une fois désarmés, ils furent déclarés prisonniers. Nombre de ces détenus furent assassinés et l'on retrouva leurs cadavres dans les environs de la ville.

Des événements semblables eurent lieu dans le nord de la Catalogne. Cette région avait une tradition réactionnaire nourrie par l'influence historique du carlisme. Les usines de tissage avaient apporté de la main-d'œuvre de la capitale et avec elle les germes du syndicalisme révolutionnaire. Mais le cléricalisme conservait des racines centenaires parmi la paysannerie, les petits propriétaires et les classes moyennes. C'est parmi ces éléments retardataires que les politiciens contre-révolutionnaires recrutèrent pour mener à bien la grande croisade contre la suprématie anarchiste.

Dans la composante contre-révolutionnaire, on trouvait les extrémistes d'Etat Catalá, qui de tout temps s'étaient battus pour séparer politiquement la Catalogne de l'Espagne. La C.N.T. avait toujours été, de par ses principes internationalistes, un sérieux obstacle, tant pour les furieux démagogues du séparatisme que pour les simples autonomistes tout aussi autoritaires. La haine

de ces éléments pour la C.N.T. ne fit que croître lorsqu'ils la virent maîtresse de la rue à partir du 19 juillet. De nombreux catalanistes furent inspirés par le stalinisme ; n'oublions pas que parmi les partis qui formèrent le P.S.U.C. on trouvait le Parti prolétaire catalan. En décembre 1936, les extrémistes partisans du séparatisme avaient organisé un complot qui devait aboutir à la séparation de la Catalogne, et cela avec l'aide de puissances démocratiques ou fascistes. Suite à cette révélation, le commissaire à l'Ordre public de l'époque, un catalaniste nommé Reverter, fut fusillé. D'autres accusés s'enfuirent à l'étranger. Parmi eux le président du Parlement catalan, Juan Casanovas.

Tout ceci contribua peut-être à l'intervention pleine de rage des éléments d'Estat Catalá, lors des événements de mai, aux côtés des staliniciens et contre la C.N.T.-F.A.I., si détestée.

Selon des estimations officielles, les sanglants événements avaient fait, rien qu'à Barcelone, 500 morts et 100 blessés. Plus que le 19 juillet 1936.

Une des conditions de l'armistice du 7 mai fut l'engagement de libérer, de part et d'autre, tous les prisonniers. Du côté du gouvernement il y avait deux sortes de prisonniers. Ceux qui étaient dans les prisons officielles et ceux qui avaient été enfermés dans les prisons secrètes de la G.P.U. stalinienne. Parmi ces derniers, nombreux furent assassinés après avoir souffert le martyre. Les prisonniers officiels étaient des militants de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M. et étaient détenus dans les mêmes agglomérations que les prisonniers fascistes. Certains furent inculpés du délit de rébellion militaire ; d'autres moisirent en prison au titre de prisonniers gouvernementaux.

Jusqu'au 11 mai, il n'y eut pas de nouvelles des disparus. C'est à cette époque-là qu'une mystérieuse ambulance abandonna les cadavres complètement défigurés de 12 jeunes libertaires dans un cimetière de la proche localité de Sardañola-Ripollet. Il est probable que parmi eux se trouvait le cadavre d'Alfredo Martínez, membre du Comité régional des jeunesses libertaires, qui ne fut jamais vraiment identifié. *Solidaridad Obrera* écrivait son indignation :

« Trois jours de chasse à l'homme, systématique et terrible. Pour en témoigner, ces cadavres affreusement mutilés de 12 militants de la C.N.T. de San Andrés (quartier de la banlieue de Barcelone) arrachés à leurs foyers et emportés par une ambulance au cimetière de Sardañola. En témoignent aussi les 5 hommes de la ronde d'Eroles, également assassinés. En témoignent encore les 15 militants de la C.N.T. trouvés morts dans les environs de Tarragone et d'autres encore, découverts en divers lieux de Catalogne. Et le corps sans vie de Camillo Berneri est là lui aussi pour en témoigner... »

Camillo Berneri fut assassiné dans la nuit du 5 au 6 mai avec un autre compatriote anarchiste nommé Barbieri. Berneri était un des symboles les plus marquants de l'anarchisme international. C'était l'écrivain libertaire le mieux informé et ayant la plus vaste culture. Exilé en France à cause de la dictature de Mussolini, il fut attiré en 1936 par la révolution espagnole. Il lutta sur le front de Huesca en simple milicien. Plus tard, il se fixa à Barcelone, où il publia le journal

Guerra di classe. A sa mort, il laissa une œuvre fort documentée sur l'intervention du fascisme italien en Espagne : *Mussolini a la conquista de las Baleares*. *Solidaridad Obrera* expliqua en ces termes sa mort et sa disparition et celles de son compagnon Barbieri :

« Mercredi à six heures de l'après-midi, se présentèrent à la maison douze hommes... Ils firent sortir les camarades Berneri et Barbieri en leur déclarant qu'ils étaient en état d'arrestation. Barbieri voulut savoir la cause de cette arrestation. "Il semble que vous soyez des contre-révolutionnaires", leur dit-on. Berneri s'indigna. Vingt ans de militantisme anarchiste lui donnaient droit à cette indignation... Dans le courant de la matinée du 6 mai, la police (...) assura à la compagne de Barbieri que les deux détenus seraient libérés le jour même à 12 heures. C'est ce même jour que la famille des deux disparus apprit, d'après une fiche de l'Hôpital Clinique, que les deux corps criblés de balles avaient été ramassés par la Croix-Rouge dans les alentours de la Généralité dans la nuit du 5 au 6 mai... »

Dès le début des hostilités, les comités supérieurs de la C.N.T. avaient opté pour le retour au calme, s'efforçant de croire qu'après l'armistice la normalité serait rétablie sans vaincus ni vainqueurs. Mais le gouvernement central, requis pour rétablir l'ordre, ne pouvait s'y prendre que d'une manière : désarmer tout élément étranger aux forces gouvernementales. Et en Catalogne, le seul élément qui soit officiellement étranger aux forces gouvernementales était bel et bien l'élément révolutionnaire. Et c'est sur lui que s'abattirent les foudres de la répression. Les autres éléments civils combattants étaient protégés d'avance par l'appui qu'ils avaient apporté à l'ordre officiel.

Le 13 mai fut publié un arrêté du ministre de l'Intérieur : tout individu ou organisation n'appartenant pas aux forces armées ou à un autre corps armé quelconque de l'Etat qui serait trouvé en possession d'armes, d'explosifs, de gaz lacrymogènes ou asphyxiants, d'engins de guerre, de voitures blindées, etc., serait sanctionné pour « adhésion à la rébellion » par les peines prévues au Code de justice militaire. Le même jour, un autre ordre du même ministre fut proclamé :

« Article premier. - A partir de la date de cet arrêté ministériel (...) tous les citoyens, partis politiques ou syndicaux, comités, conseils municipaux et autres sortes d'associations ou organismes possédant des armes disposent d'un délai de 72 heures pour les remettre à Valence à la Direction générale de la sécurité ; à Barcelone, au local où est installée la Délégation d'ordre public du gouvernement central ; et dans les autres régions, dans les locaux désignés par le préfet ou le délégué national... »

Une fois ce délai de 72 heures expiré, des perquisitions auraient lieu dans les locaux signalés. Dans le cas où des armes seraient découvertes dans les conditions citées, toutes les personnes impliquées seraient en état d'arrestation et remises dans les délais signalés par la loi aux autorités judiciaires compétentes. Cet arrêté ministériel annulait les permis de port d'arme qui avaient été délivrés

par les responsables des syndicats et des partis à leurs militants.

Ces mesures de désarmement se traduisirent sur le champ par des fouilles sur la voie publique et des perquisitions aux domiciles sociaux des libertaires. Certaines perquisitions, de par leur déploiement martial, prenaient des allures d'assauts. Le plus spectaculaire eut lieu contre le local baptisé *Los Escolapios*, qui avait été le siège du Comité de défense central de Barcelone. Lors de cette opération, les forces gouvernementales mobilisèrent des canons et des tanks. Cependant, les occupants du local le défendirent sans relâche pendant plusieurs heures pour pouvoir évacuer des armes et détruire des documents compromettants.

La crise du gouvernement de la Généralité s'achevait sur la transformation du gouvernement en un Conseil exécutif restreint : Valerio Más pour la C.N.T., Rafael Vidiella pour l'U.G.T. et un représentant de la Gauche républicaine de Catalogne. *La Gaceta* ratifia la nomination de José Echeverría Novoa comme délégué à l'Ordre public et celle d'Emilio Torres Iglesias comme chef suprême de la police. Comme on le voit, l'homme de confiance de la C.N.T., Torres, était devenu un simple subordonné. Mais les choses iraient plus loin. Début juin, Emilio Torres Iglesias fut remplacé à son poste par un communiste sectaire : Ricardo Burillo. Echeverría Novoa fut aussi remplacé, d'après la F.A.I. parce qu'« il ne respectait pas, semble-t-il, les consignes de persécution de notre mouvement ». Les nouveaux responsables s'empressèrent d'appliquer l'ancienne loi sur les réunions, qui exigeait qu'une autorisation soit sollicitée d'avance pour toute manifestation publique ou pour toute réunion, lesquelles devaient se tenir en présence d'un représentant de l'autorité. En même temps, on avertissait que seraient interdites toutes les réunions publiques qui ne « favoriseraient pas l'ordre public ».

Un manifeste de la F.A.I. dénonçait le fait que les prisons étaient pleines à craquer d'antifascistes en situation de prisonniers gouvernementaux, alors que circulaient librement dans la ville « des éléments dangereux, réquêtés et fascistes ». Les protestations platoniques s'avéraient inefficaces. Le vieil écrivain, historien et géographe Gonzalo de Reparaz, collaborateur assidu de la presse libertaire, était détenu et inculqué pour avoir critiqué le gouvernement sur sa politique de guerre. Du 9 au 15 juin, deux nouveaux coups furent portés aux acquis révolutionnaires. Les célèbres Patrouilles de contrôle furent dissoutes ainsi que les Comités ouvriers de contrôle des forces armées. C'est-à-dire que les décrets d'Ordre public du 4 mars précédent entrèrent en vigueur. Par ailleurs, les émetteurs radio des partis et des organisations furent investis par le gouvernement. Sur le moment, le seul émetteur supprimé fut celui de Radio C.N.T.-F.A.I.

Les thèses sur les motivations cachées des événements de mai foisonnent. Le Comité national de la C.N.T., dans un document très confus, qui de plus fut mutilé par la censure, accusait les extrémistes catalanistes d'avoir manigancé le complot des journées de mai en accord avec les puissances démocratiques et

fascistes. A cet effet, les activités d'un bon nombre d'exilés catalans à Paris, Biarritz et Rome étaient mises en relation avec les bateaux de guerre étrangers qui jetèrent l'ancre face au port de Barcelone pendant le déroulement des troubles.

Une autre thèse fut répandue par l'ambassadeur d'Hitler à Salamanque, auquel Franco avait déclaré que treize de ses agents éparpillés dans Barcelone avaient provoqué les journées sanglantes.

Dès les premiers moments, les communistes espagnols traitèrent le P.O.U.M. de provocateur et d'agent principal de la « rébellion ». « Les factieux de Catalogne qui dressèrent des barricades contre le gouvernement légitime doivent être punis implacablement », cria à tue-tête le secrétaire général du P.C., José Díaz.

Dans son livre *Agent de Staline*, Walter Krivitski souligne ce qui suit, parmi une série de révélations des plus intéressantes :

« Ces informations laissaient entendre que l'O.G.P.U. conspirait pour écraser les éléments irréductibles de Barcelone afin d'imposer l'autorité de Staline... La réalité était qu'en Catalogne la grande majorité des ouvriers étaient résolument antistaliniens. Staline savait qu'un conflit était inévitable, mais il savait aussi que les forces de l'opposition étaient divisées et pouvaient être écrasées par une action rapide et énergique. L'O.G.P.U. jeta de l'huile sur le feu et dressa les uns contre les autres syndicalistes, anarchistes et socialistes. Après cinq jours de boucherie (...) la Catalogne devint le tripot où se jouait la destinée de Largo Caballero (1). »

Et enfin certains avancent qu'il n'y eut jamais de provocation préméditée à propos de certains faits bien précis et que simplement l'inévitable se produisit. L'atmosphère explosive qui régnait était à la merci de n'importe quelle étincelle. Mais certains avaient conscience de cet état de choses et au lieu de modérer leur langage et leurs actes, ils leur laissaient libre cours, précipitant ainsi les événements.

1. Walter Krivitski, *Agent de Staline*, p. 134-139.

XVII

LA NOUVELLE INQUISITION

IBERIQUE

La crise catalane ayant été en principe résolue, le parti communiste persista dans sa campagne de calomnies et d'incitation à la répression. Son secrétaire général, José Díaz, vociférait : « Tous les partis et organisations du Front populaire doivent condamner publiquement le soulèvement criminel de Catalogne. Ceux qui ne le feront pas ne sont pas dignes d'être représentés au gouvernement. »

Le quotidien *C.N.T.*, de Madrid, répondant à des allusions, répliquait : « Que veut le parti communiste? Qu'une crise éclate pour que la C.N.T. ne participe plus au gouvernement ? »

Le 15 mai, au cours d'un Conseil des ministres, les deux représentants communistes provoquèrent la crise de gouvernement. Largo Caballero fait allusion, dans son livre *Mis Memorias*, à ce Conseil des ministres et à l'attitude des communistes :

« Ils proposèrent alors la dissolution de la C.N.T. et du P.O.U.M. ... Je dis que le respect de la loi ne le permettait pas... ; que tant que je serais président du gouvernement cela ne se ferait pas... ; que si les tribunaux établissaient qu'un délit avait été commis (...) ils le feraient eux-mêmes, mais pas le gouvernement. »

Selon la version donnée à l'auteur par Federica Montseny, les deux ministres communistes, devant l'attitude du président du Conseil, abandonnèrent la réunion. Caballero, sans se troubler, dit : « Le Conseil des ministres continue. » C'est alors que se produisit quelque chose d'inouï. Prieto, Negrín, Alvarez del Vayo (socialistes priétistes), Giral et Irujo (républicains) abandonnèrent la salle à leur tour. Caballero dit alors : « Devant cette situation, la crise est ouverte. »

De nombreuses années ont passé après la fin de la guerre civile sans que Prieto ait essayé de justifier sa conduite d'alors. En 1946, au cours d'un discours qu'il prononça à Mexico, il dit qu'il n'avait rien fait d'autre que de conseiller à Caballero de soumettre le problème politique à l'appréciation du président de la République. La vérité c'est que priétistes et communistes agirent d'un commun

accord. Pour tenter de résoudre la crise, Caballero, fort de la confiance du président de la République, essaya de former un nouveau gouvernement ; mais communistes et priétistes y firent obstacle. Caballero démissionna et le nouveau cabinet fut formé par Negrín qui en avait exclu la C.N.T. Indalecio Prieto reçut le ministère de la Guerre, qu'il convoitait tant ; ce ministère devenait le ministère de la Défense nationale, réunissant les armées de terre, de l'air et la marine. Les deux ministres communistes continuèrent dans le nouveau gouvernement.

La C.N.T., fidèle à la politique de Largo Caballero, déclarait le 18 mai : « Le gouvernement Negrín ayant été constitué sans notre participation, logiques avec nous-mêmes, nous ne lui apporterons aucune collaboration. »

En vérité, la C.N.T. avait été expulsée du gouvernement, tout comme l'U.G.T., représentée par Caballero. La conjoncture ne pouvait pas être plus favorable pour donner une nouvelle impulsion à l'alliance entre les deux centrales syndicales. L'attitude communiste présentait cet avantage.

La position révolutionnaire de la C.N.T. avait entraîné l'abandon du Front populaire électoral en faveur du Front antifasciste. Le Front populaire n'englobait que les partis politiques ; le Front antifasciste regroupait les partis politiques et les organisations syndicales. Les communistes, désireux de faire disparaître la C.N.T. de la circulation, menaient campagne depuis longtemps en faveur du retour au Front populaire. Le prétexte qu'ils avançaient était de donner au gouvernement une meilleure image de légalité vis-à-vis de l'extérieur. La légalité républicaine s'appuyait sur les élections du 16 février 1936, qui avaient amené le triomphe du Front populaire.

Le 23 mai, eut lieu à Valence un Plenum national des comités régionaux de la C.N.T., qui prit acte de la crise politique qui venait de se produire. On décida, lors de cette réunion, de « ne pas collaborer, directement ou indirectement, avec le gouvernement », que l'on accusait de rechercher un armistice honteux avec l'ennemi. Ces consignes devaient être divulguées aux combattants des fronts et aux corps armés de l'arrière-garde. On rechercherait une meilleure collaboration avec l'U.G.T. pour organiser l'opposition. Par ailleurs, il fallait éviter les provocations qui tenteraient d'amener la C.N.T. à une lutte désespérée dans la rue. Enfin, le congrès recommandait de tenir prêtes et en bonne place « toutes les disponibilités combattives » de l'Organisation.

Mais cette position anticollaborationniste fut très vite rectifiée, avant même la fin du mois de mai, peut-être parce que l'U.G.T. n'était pas disposée à affronter cette situation par la violence. Au plenum du 23 mai, on avait décidé que si l'U.G.T. « faisait marche arrière » le Comité national de la C.N.T. convoquerait immédiatement un autre Plenum national de comités régionaux « pour fixer la position de notre Mouvement ». Ce plenum décida donc d'accepter la collaboration politique « dans des conditions dignes et de juste proportionnalité ». Il élaborait par ailleurs un programme minimum de gouvernement à soumettre au gouvernement lui-même et aux partis et organisations. Ce programme proposait une large réorganisation des activités politiques,

économiques et militaires sur le principe d'une plus grande intervention des organisations syndicales et d'une répartition des charges publiques plus conforme à une représentation proportionnelle. La C.N.T. entreprit en même temps une intense campagne de meetings pour demander ouvertement sa participation au pouvoir.

Mais les événements suivaient un autre cours. Au moment de réorganiser le gouvernement de la Généralité, qui fonctionnait de manière provisoire depuis les événements sanglants du mois de mai, les catalanistes et les communistes complotèrent avec succès pour expulser la C.N.T. de ce gouvernement.

La répression policière redoublait contre les syndicats, les conseils municipaux et les Collectivités. La C.N.T. et la F.A.I. protestèrent énergiquement dans une circulaire du 11 juin : « Ces derniers temps, les persécutions, les attaques contre les Collectivités et l'expulsion de nos représentants des conseils municipaux se sont accentuées. »

A partir du 27 mai eurent lieu à Valence quatre réunions publiques au cours desquelles les quatre anciens ministres de la C.N.T. prirent la parole. Il s'agissait pour eux d'exposer au peuple les projets qu'ils avaient élaborés au sein du gouvernement et les obstacles qu'ils avaient rencontrés pour les mettre en pratique. La conclusion la plus importante de ces réunions fut la reconnaissance, de leur part, du fait qu'on ne peut réaliser, à partir du gouvernement, quelque œuvre révolutionnaire que ce soit. « Nous étions deux, au sein du gouvernement, à représenter une tendance révolutionnaire et unitaire sur le plan économique (...), et ceux qui défendaient et qui défendent toujours le *statu quo* économique du capitalisme (...) étaient majoritaires ; et, en plus d'être majoritaires, ils avaient le parti pris de ne rien résoudre... », déclara Juan López, ancien ministre du Commerce.

Juan Peiró, lorsqu'il prit possession du ministère de l'Industrie, essaya d'élaborer un décret de collectivisation de toutes les industries. Largo Caballero l'y fit renoncer, lui faisant remarquer que l'Angleterre, la France et la Belgique retireraient leur reconnaissance diplomatique au gouvernement républicain. Peiró changea de programme et prépara un décret sur l'expropriation et la saisie des industries par le gouvernement. Le Conseil des ministres combattit ce projet et lui apporta des modifications. Du Conseil des ministres, le projet fut transmis à une commission ministérielle qui le réduisit à l'état de squelette. Mais il n'était pas arrivé au bout de son calvaire. Pour pouvoir mettre le décret en pratique, il fallait de l'argent, c'est-à-dire un crédit qui devait être attribué par le ministre des Finances. Celui-ci marchanda comme un usurier, et concéda en fin de compte une somme insignifiante. Pour que cette somme soit versée, les deux ministres devaient se mettre d'accord pour fixer certaines normes. Mais il n'y avait pas moyen d'arriver à fixer une réunion. Le ministre des Finances était toujours occupé. Enfin, la Banque industrielle intervint, réduisant encore la somme accordée et se faisant payer en outre de forts intérêts, ce qui amoindrit encore plus le crédit. Finalement, la crise du 15 mai eut lieu sans que le ministre de l'Industrie

ait pu mettre en pratique un décret éminemment conservateur. Le premier acte du nouveau gouvernement fut d'annuler purement et simplement le décret.

Les deux grandes centrales syndicales, qui avaient été jetées hors du gouvernement, pouvaient, en s'unissant, rendre la vie impossible à n'importe quel gouvernement. Mais si la C.N.T. conservait toutes ses forces intactes, l'U.G.T. était déchirée par les mêmes divergences que celles qui avaient divisé le parti socialiste. Largo Caballero ne pouvait plus compter sur les Jeunesses socialistes, qui avaient été englouties par les communistes de la J.S.U. Son contrôle sur la Commission exécutive de l'U.G.T. n'impliquait pas la maîtrise totale de cette organisation. Tout membre du parti socialiste est en même temps membre de l'U.G.T. Et nous savons que le parti socialiste était divisé en trois factions. En outre, les communistes, appliquant la tactique prosélytiste apprise dans les écoles des cadres, s'étaient introduits en masse dans les rangs de l'U.G.T. Largo Caballero et son noyau d'inconditionnels s'étaient retranchés dans la Commission exécutive et dans l'ossature des sections provinciales. Mais ces sections étaient infiltrées par des minorités agissantes qui comptaient sur le soutien inconditionnel des ministres socialistes. Les masses de travailleurs qui, incontestablement, sympathisaient avec Largo Caballero, étaient désorientées par la propagande prosélytiste et amenées à emprunter une autre direction.

La Commission exécutive de l'U.G.T. ne se décida à signer de nouvelles bases d'alliance avec le Comité national de la C.N.T. que le 29 juillet. La clause la plus importante était la formation d'un Comité de liaison chargé d'« étudier tous les problèmes que la réalité nous pose ». Chaque organisation serait chargée de son côté d'exécuter les décisions qui devaient être prises. Ce timide pas vers l'unité syndicale venait un peu tard ; d'autre part, il semblait devoir provoquer plus de peur que de mal. L'impact de cette peur parmi les communistes et les socialistes priétistes ne pouvait pas être plus funeste pour Largo Caballero. Ceux-ci, en effet, face à la menace d'un front unique C.N.T.-U.G.T., réagirent en décidant de prendre d'assaut le dernier bastion du leader rebelle. Au mois d'octobre, les communistes et les priétistes, aidés par le gouvernement et avec la collaboration de la police, réussirent à s'emparer de tous les journaux caballéristes et à isoler complètement la Commission exécutive officielle. Largo Caballero fut démis de toutes ses charges au parti socialiste et à l'U.G.T., début 1938. Les Commissions exécutives du parti socialiste et de l'U.G.T. passèrent entre les mains des éléments procommunistes.

Lors de l'installation du gouvernement Negrín, le nouveau ministre de la Justice, M. Irujo, un catholique basque, avait déclaré que la cause populaire était souillée de sang. « L'arrière-garde républicaine, dit-il, a été le cadre de nombreux assassinats. Les bordures des routes, les murs des cimetières, les prisons et autres lieux se sont remplis de cadavres. Des hommes qui incarnaient la répression et des chevaliers de l'idéal ont succombé ensemble et leurs cadavres entremêlés forment un monstrueux charnier. Des femmes, des prêtres, des ouvriers, des commerçants, des intellectuels, des membres des professions libérales et des

parias de la société sont tombés, victimes de la "promenade", nom sous lequel le langage populaire cache le terme plus approprié et plus authentique d'"assassinat"... J'élève ma voix pour m'opposer au système et affirmer que la "promenade" est finie. Défendre et juger les citoyens est l'apanage de l'Etat, et celui-ci ne remplirait pas son devoir s'il ne réagissait pas avec toute la force qui est en son pouvoir contre ceux qui essaient de s'approprier la justice, quels que soient leur nom et leur couleur. Une époque vient de s'écouler pendant laquelle le gouvernement ne tenait pas les rênes du pouvoir. Il était impuissant à s'opposer aux désordres sociaux. Cette époque est révolue... »

Malgré cette dernière affirmation de M. Irujo, le crime n'avait jamais atteint des limites aussi extrêmes que celles qu'il atteignit à partir du 15 mai 1937. C'est-à-dire à partir du moment où le gouvernement commença « à tenir les rênes du pouvoir ». A partir de ce moment-là furent commis les crimes les plus horribles de notre histoire politique. Les cachots de la G.P.U. se multiplièrent comme autant d'enfers de Dante. Le seul assassinat d'Andrés Nin, en raison des circonstances ignominieuses dans lesquelles il se produisit, aurait dû suffire à provoquer la démission fulgurante du très catholique ministre de la Justice. Et pourtant, M. Irujo ne démissionna pas. Il attendit encore plus d'un an pour démissionner, et il ne le fit pas par scrupule humanitaire ni à cause d'un malaise religieux, mais en raison d'une divergence de type politique avec ses camarades de gouvernement.

Voyons maintenant comment M. Irujo, à qui cette tâche avait été confiée, « défendit et jugea les citoyens ». Il amena à son terme la réforme des Tribunaux populaires, les purgeant de toute influence révolutionnaire. En conséquence, les prisons se remplirent de prisonniers antifascistes. C'est du ministre de la Justice que partit la consigne de déterrer les cadavres de ceux qui avaient été exécutés pendant les journées révolutionnaires de juillet et août 1936, à la suite de quoi les autorités communistes organisèrent des défilés macabres avec des dames habillées de deuil, les veuves de ceux qui avaient été victimes de leurs propres convictions réactionnaires, de la passion révolutionnaire ou de l'erreur. Les organisateurs de ces réjouissances macabres s'étaient distingués plus que quiconque dans ces « orgies incontrôlées ».

Le 2 juillet se tint à Tarragone le Conseil de guerre contre les survivants des massacres commis par les communistes dans cette même ville lors des événements de mai. En mai, trente-six militants de la C.N.T. avaient été assassinés à Tarragone par les communistes du P.S.U.C. Ce n'étaient pas les assassins qui passaient en Conseil de guerre, mais les camarades des victimes qui avaient échappé à la mort par miracle. Le comble des paradoxes, c'est que ces rescapés étaient accusés de « crimes révolutionnaires ». L'absurdité de cette situation était tellement évidente que les accusés ne purent pas être condamnés. L'un des meilleurs avocats espagnols de tous les temps, Eduardo Barriobero, réussit à réduire à néant les arguments fallacieux de l'accusation.

La répression contre le P.O.U.M., que Largo Caballero n'avait pas consentie,

fut autorisée par M. Negrín : les prisonniers furent soumis au Tribunal de l'espionnage et de haute trahison créé pour juger les détenus fascistes. Les experts de la G.P.U. soviétique mirent au point une machination infâme pour justifier ces arrestations. La police espagnole avait saisi un plan de Madrid en arrêtant les membres d'un réseau de la Cinquième Colonne madrilène. Au dos de ce plan millimétré figurait une inscription dédiée à Franco et que l'on prétendait avoir été écrite de la main de Nin.

L'ordre d'arrêter les militants du P.O.U.M. parti du Comité central du parti communiste, qui obéissait aux ordres d'Orlov, de Geroe et autres redoutables personnages de la G.P.U. Le directeur général de la Sécurité, Ortega, un communiste enragé, transmit l'ordre par télétype au délégué de l'Ordre public de Catalogne, Burillo, communiste lui aussi, qui se chargea de l'arrestation. Certains prisonniers furent conduits à Valence. Mais Nin disparut sans laisser de traces.

L'ordre de traduire les prisonniers en justice ne fut donné que lorsque la disparition de Nin commença à inquiéter des entités et des personnalités espagnoles et étrangères. Ce fut le ministre de la Justice, M. Irujo, qui rendit public officiellement le jugement prochain des dirigeants du P.O.U.M. en même temps que du groupe de phalangistes.

Le 28 juin 1937, le Comité national de la C.N.T. déclarait notamment, dans un long document adressé au président de la République, au président du Parlement, au président du Conseil des ministres, aux ministres de la Justice et de l'Intérieur et aux comités centraux de tous les partis et organisations :

« Le décret du ministère de la Justice, qui établit les tribunaux spéciaux (...) à huis clos et avec une organisation implacable (...) s'avère être une concession de plus au parti communiste qui, en Espagne comme en Russie, s'est fixé pour objectif d'éliminer le parti appelé d'Unification marxiste. Et nous estimons que l'opinion libérale espagnole ne peut pas accepter cela. Les Soviétiques n'ont qu'à résoudre leurs problèmes, en U.R.S.S., comme ils peuvent ou comme les circonstances leur conseillent de le faire. Il n'est pas possible de transplanter en Espagne la même lutte, en poursuivant avec acharnement et de façon criminelle (...) un parti d'opposition ou un secteur dissident d'une idéologie ou d'une politique. »

Le 21 juillet, dans un discours prononcé à Barcelone, Federica Montseny lança les accusations suivantes :

« On vient de nous apprendre que les cadavres de Nin et de deux de ses camarades ont été trouvés à Madrid. Cette nouvelle n'a pas encore été confirmée, mais tant que le gouvernement ne la démentira pas, en nous disant où est Nin, nous sommes obligés de croire qu'elle est exacte. On ne peut pas impunément, en faisant fi de la volonté, de la dignité d'un peuple, prendre une poignée d'hommes, les accuser de quelque chose qui n'a pas été démontré, les enfermer dans une maison privée (...), les faire sortir en pleine nuit et les assassiner... La C.N.T. et la F.A.I. ont le droit de poser ce dilemme au peuple espagnol : l'Espagne est un

peuple qui a démontré qu'il savait mourir pour la liberté. Ni Rome, ni Berlin, ni Moscou ! »

Il n'y eut pas d'explication officielle de la disparition de Nin jusqu'au 4 août. Le ministre de la Justice se contentait de déclarer que Nin avait été arrêté avec d'autres dirigeants du P.O.U.M., lesquels avaient été mis à la disposition du Tribunal de l'espionnage et de haute trahison. Nin avait disparu de la prison dans laquelle il avait été enfermé, « toutes les démarches entreprises jusqu'à ce jour par la police pour retrouver le détenu et son garde ayant été infructueuses ».

Les agents soviétiques avaient séquestré Nin pour lui arracher des aveux compromettants au sujet du plan millimétré trouvé aux mains des agents phalangistes. Ils étaient experts dans la technique de briser les volontés. Orlov se chargea de l'opération. Il commença par le procédé dit « sec » dans le jargon policier soviétique. Ce procédé consiste à annihiler l'énergie mentale du détenu. Nin résista héroïquement à cette terrible épreuve. Les inquisiteurs, exaspérés, décidèrent de changer de tactique. Ce fut alors la torture physique. Nin résista une fois encore jusqu'au bout, mais il fut réduit à l'état de loque sanguinolente. Les bourreaux durent s'avouer impuissants. Maintenant, ils ne pouvaient ni faire parler Nin ni le livrer à la justice ordinaire. L'état désastreux dans lequel se trouvait le prisonnier aurait tout révélé. Si Nin avait continué à vivre, la machination monstrueuse serait apparue au grand jour. Il n'y avait pas d'autre solution que de le faire disparaître. Mais il fallait justifier cette disparition de manière concordante avec la thèse de l'accusation. L'explication donnée fut la suivante : Nin avait été libéré de sa prison par un commando de la Gestapo allemande, après que ses gardiens eurent été désarmés et attachés. Un portefeuille contenant des documents hitlériens avait été trouvé sur le sol de sa cellule.

Le cadavre ne fut jamais retrouvé. Lors du procès, en octobre 1938, l'accusation d'espionnage dut être abandonnée. L'inscription au dos du plan millimétré de Madrid fut déclarée fausse. Les experts en graphologie affirmèrent que l'écriture n'était pas celle de Nin. Toutefois, il fallait condamner, et le reste des accusés fut condamné à de fortes peines de séparation de la communauté sociale.

Ces agissements éhontés provoquèrent une vive indignation dans les milieux intellectuels de l'étranger. Une commission rencontra le gouvernement et les représentants de certains partis et organisations. Mais les journaux communistes entreprirent une grossière campagne contre les membres de cette commission. Dans son édition du 27 août, *Mundo Obrero*, l'organe officiel du Parti communiste espagnol, puisait dans le meilleur de son répertoire :

« Les trotskistes de l'étranger qui, comme ceux d'Espagne, travaillent sous les ordres de la Gestapo, ont constitué à Paris un certain Comité de défense des révolutionnaires antifascistes, qui a eu l'audace de s'adresser aux journaux et aux organisations antifascistes d'Espagne en leur demandant d'appuyer leurs obscurs desseins qui consistent à vouloir entraver l'action de la justice populaire espa-

gnole. »

Le 15 août, après la scandaleuse disparition de Nin, fut rendu public un décret créant le Service d'investigation militaire (S.I.M.). La portée de ce décret échappa à la majorité des Espagnols, et peut-être même au ministre de la Défense nationale lui-même, qui l'avait promulgué. En temps de guerre, la mise en place d'un service de contre-espionnage est naturelle et courante.

On était loin de soupçonner qu'un organisme destiné à contrecarrer les activités d'espionnage de l'ennemi pourrait se changer en un instrument puissant aux mains d'un parti contre les partis adverses. Ce fut le cas du S.I.M., qui, de service secret de l'état-major, se transforma très vite en succursale de la G.P.U. soviétique.

Le nouveau service fut créé à l'instigation des agents russes. Les prisons particulières que l'on avait utilisées avaient donné lieu à des scandales retentissants. Avec la création du S.I.M., ces mêmes procédés entraient dans la catégorie des procédés officiels. La nature secrète de ce service, la large autonomie d'action dont il jouissait, les fonds abondants dont il disposait, se prêtaient merveilleusement aux ambitions des « tchékistes ».

Une fois le S.I.M. créé, les communistes s'empressèrent de le prendre d'assaut, tout comme ils avaient pris d'assaut le Conseil national de sécurité, puis, après la dissolution de celui-ci, la Direction nationale de la sécurité, à la tête de laquelle ils avaient placé le communiste Ortega. Ortega avait fait séquestrer Nin, à l'insu du gouvernement, bien que celui-ci le couvrit par la suite.

La direction du S.I.M. fut occupée tour à tour par Díaz Baza, Urribarri et Garcés. Ce service bénéficiait d'une dotation annuelle de 22 millions de pesetas. Rien qu'à Madrid, le S.I.M. comptait 6 000 agents. Ces agents avaient droit à une prime de 30 % sur le produit des saisies de bijoux qu'ils réalisaient. Cela donna lieu à de spectaculaires évasions de capitaux. En avril 1938, Urribarri s'enfuit à l'étranger en emportant plusieurs millions de pesetas de bijoux volés au cours des perquisitions.

Peu après sa création, le S.I.M. étendait son réseau policier dans les petites et les grandes unités de l'armée (compagnies, bataillons, brigades, corps d'armée, etc.), et à l'intérieur des partis et organisations, où il surveillait étroitement les activités de leurs militants. Les départements officiels eux-mêmes étaient rongés par le S.I.M.

Sur le front de la guerre, les agents du S.I.M., placés à tous les échelons de la hiérarchie militaire, avaient autant d'autorité, sinon plus, que les commissaires et les chefs. Les nominations de ces agents étaient faites de façon mystérieuse. Un soldat de la dernière relève mobilisée pouvait, du jour au lendemain, se changer en agent du S.I.M. d'un bataillon ou d'une brigade, dans lesquels il avait autant ou davantage de prérogatives que le capitaine ou le commandant.

A l'arrière-garde, les agents du S.I.M. se faisaient craindre même de la police. Derrière un agent connu du S.I.M. il y avait, pour le surveiller, un autre agent, inconnu celui-là. A l'origine, le ministre de la Défense nationale était le seul

habilité à nommer les agents ou à les destituer ; mais un règlement mis en vigueur postérieurement, en septembre 1938, attribua ce privilège au chef suprême du S.I.M.

Le S.I.M. réalisa quelques opérations efficaces à l'encontre des activités des phalangistes embusqués (Cinquième Colonne), mais il arrivait trop souvent que des opérations divulguées pompeusement par la presse comme étant d'actualité correspondaient en fait à des opérations qui avaient été réalisées antérieurement et qui avaient déjà été exploitées.

La tactique terroriste la plus inhumaine était tout le secret des succès du S.I.M. Mais ce système de torture était également appliqué aux antifascistes non communistes. Des agents doubles infiltrés dans le S.I.M. réussirent à faire avorter d'importantes opérations.

Ces agents épiaient les décisions confidentielles que prenaient les partis et les organisations. Sur le front de la guerre, les soldats ou les officiers qui s'étaient distingués par leur héroïsme ou par leur capacité militaire payaient cher le fait d'avoir refusé la carte du parti communiste. Les agents du S.I.M. pratiquaient ce genre de prosélytisme violent. Ils utilisaient également le chantage comme une arme politique. Ils enquêtaient sur la vie privée de l'adversaire politique. S'ils parvenaient à découvrir quelque faiblesse morale, ils obligeaient celui qu'ils avaient pris en défaut à acheter leur silence. Le prix de la discrétion était la réciprocité des services.

Les cachots du S.I.M. étaient des prisons dissimulées parfois dans de riches demeures entourées de grilles et peuplées de jardins. Le peuple espagnol appelait « *tchékas* » toutes sortes de prisons secrètes. Dans les premiers temps, les *tchékas* du S.I.M. étaient obscures, installées dans de vieilles maisons et dans des couvents. On y pratiquait le style de tortures le plus classique et le plus brutal : des volées de coups de nerf de bœuf en caoutchouc suivies de douches glacées, des simulacres d'exécution et autres tortures douloureuses et sanglantes. Les « conseillers russes » modernisèrent ces vieilles techniques. Les nouvelles cellules étaient de dimensions plus réduites, peintes avec des couleurs très vives et pavées d'arêtes de briques très saillantes. Les détenus devaient rester continuellement debout sous un puissant éclairage rouge ou vert. D'autres cellules étaient d'étroits sépulcres au sol dénivélé, en pente. Se tenir debout exigeait une tension complète des nerfs et des muscles. Dans d'autres cellules régnait une obscurité absolue et on entendait des sons métalliques qui faisaient vibrer le cerveau.

Les interrogatoires se déroulaient dans des salons décorés presque avec art. Les sbires posaient des questions posément ou en rafales, avec douceur, avec autorité ou de manière sarcastique, alternativement, pendant la même séance, selon l'effet qu'ils souhaitaient obtenir. Des contrastes aussi étudiés démolissaient la victime moralement et physiquement. Les récalcitrants étaient enfermés dans la « chambre froide » ou dans la « caisse des bruits », ou attachés à la « chaise électrique ». La première était une cellule de deux mètres de haut et de

forme arrondie. Là, le prisonnier trempait dans l'eau glacée pendant des heures et des heures, jusqu'à ce qu'il finisse par accepter de déclarer ce que l'on voulait. « La caisse des bruits » était une sorte d'armoire dans laquelle on entendait un vacarme terrifiant de sonneries et de cloches. La « chaise électrique » différait de celle utilisée dans les pénitenciers nord-américains par le fait qu'elle ne tuait pas physiquement.

Ces supplices n'ont rien d'original, quand on connaît ceux employés par la Gestapo allemande, par le N.K.V.D. en U.R.S.S., et de tout temps par le camp adverse. Mais ils représentaient alors, il faut l'avouer, une innovation peu courante dans les techniques de répression policière.

Pour en finir avec ce récit pénible et honteux, il faut ajouter que le S.I.M. avait ses propres camps de concentration. Ou, plus exactement, que les camps de travail créés par García Oliver, le ministre anarchiste de la Justice, pour permettre aux prisonniers fascistes et de droit commun de se racheter (on n'avait pas prévu alors d'autre sorte de population pénale) tombèrent fatalement entre les mains du S.I.M. Dans ces camps, le régime pénitentiaire était d'une extrême brutalité. La nourriture rare et infecte. Le travail, plus que forcé, épuisant. Les internés ne pouvaient pas recevoir de visiteurs de l'extérieur. Pour éviter les évasions, ou pour éviter que celles qui avaient eu lieu se renouvellent, on mettait les prisonniers par groupes de cinq. Si l'un d'entre eux s'évadait, la responsabilité retombait sur les quatre restants, qui étaient fusillés. De cette façon, le prisonnier était le meilleur gardien du prisonnier. Ces représailles s'appliquaient à tous les prisonniers sans distinction d'appartenance politique, qu'ils soient fascistes, membres du P.O.U.M. ou de la C.N.T. Les fascistes et les antifascistes étaient mélangés dans ces camps. Pour le S.I.M., tous les prisonniers étaient fascistes.

XVIII

LA FEDERATION ANARCHISTE

IBERIQUE

Un plenum péninsulaire de la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.) de grande importance eut lieu du 4 au 7 juillet 1937 à Valence. Cela faisait dix ans exactement que la F.A.I. avait été créée, lors d'un plenum péninsulaire qui se déroula aussi à Valence, les 24 et 25 juillet 1927. Il est paradoxal de constater que la F.A.I. fut créée alors pour préserver l'intégrité idéologique de la C.N.T., tandis que le plenum de 1937 la poussait sur la piste glissante de la politique.

Avant d'aller plus avant, voyons les principales étapes de l'évolution de l'anarchisme espagnol organisé.

L'existence parallèle de deux organisations, d'origine commune, ayant les mêmes affinités, l'une syndicale l'autre anarchiste, remonte aux temps de la Première Internationale des travailleurs. Giuseppe Fanelli, fraîchement arrivé à Madrid en 1868 avec l'importante mission dont l'avait chargé Bakounine, amenait avec lui les statuts de l'Internationale et le programme de l'Alliance de la démocratie socialiste (organisation secrète fondée par Bakounine lui-même).

Dans le programme de l'Alliance on trouvait les idées révolutionnaires de Bakounine : l'abolition des classes ; l'égalité complète tant économique que sociale ; l'abolition de la propriété individuelle et de l'héritage ; le droit pour chacun de produire selon ses moyens ; la propriété collective de la terre et des outils de travail par les associations de producteurs ; le droit pour tous à l'instruction, à l'éducation et à la culture générale ; le refus de toute sorte d'Etat et de toute action révolutionnaire qui n'aurait pas comme finalité immédiate l'émancipation des travailleurs ; la transformation des Etats politiques et autoritaires en simples services publics aux fonctions purement administratives.

L'Alliance se déclarait prête à agir au sein de l'organisation ouvrière contre tout éventuel déviationnisme antirévolutionnaire.

En Catalogne, l'Alliance devança l'Internationale, à laquelle elle prépara le terrain. A Barcelone existait une tradition ouvriériste marquée par le parti fédéral. Avant de rentrer en Italie, Fanelli put prendre contact à Barcelone avec

un groupe de jeunes dynamiques du Centre fédéral des sociétés ouvrières, fondé en octobre 1868, à la suite de la révolution politique. Le journal du Centre, *La Federaci6n*, fondé l'année suivante en août, déclarait dans son premier numéro que la République fédérale était le mode de gouvernement qui convenait le mieux aux travailleurs. Cependant, en fin d'année, les membres du Centre fédéral de Barcelone obtinrent l'annulation d'un accord en vigueur qui appelait les adhérents à la participation politique électorale. Progressivement, les mêmes partisans de l'alliance réussirent à transformer le Centre fédéral en centre de l'Internationale, ce qui fut fait définitivement en février 1870. Ce même noyau se chargea des travaux préparatoires pour le premier congrès de la Fédération régionale espagnole, qui débuta à Barcelone le 19 juin 1870.

En 1927, la dictature du général Primo de Rivera était en pleine décadence. Les exilés commençaient à revenir discrètement pour se consacrer au travail subversif et de réorganisation. Parmi les exilés, on comptait bon nombre d'anarchistes portugais, victimes eux aussi d'une dictature dans leur pays. Cette circonstance redonna du punch à la décadente Fédération nationale des groupes anarchistes et lui donna une dimension péninsulaire. L'initiative partit des groupes de Catalogne et de la Fédération des groupes anarchistes de langue espagnole dont le siège était à Marseille. Le Portugal intervint avec deux délégués à la conférence qui eut lieu sur la plage d'El Saler (Valence). Les accords les plus importants furent, d'abord, la création de la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.) unissant dans une même famille anarchistes espagnols et portugais ; puis le renforcement de l'intervention des anarchistes dans la C.N.T. grâce à des liens entre les organisations.

Il semble que le premier Comité péninsulaire se soit installé à Séville. Les délégués portugais refusèrent, émus, le choix que la conférence avait fait en leur faveur. Mais, malgré cette noble intention de vouloir rassembler les libertaires portugais et espagnols au-delà des frontières artificielles, la F.A.I. continuerait à être une organisation essentiellement espagnole. Qui plus est, vu la spécificité des Espagnols, plus qu'une tribune idéologique, elle deviendrait une organisation révolutionnaire.

La F.A.I. publiait plusieurs journaux soumis à la loi sur la presse et bon nombre d'orateurs se manifestaient publiquement comme ses représentants. Toutefois, elle s'était toujours développée, en tant qu'organisation, en marge de la loi sur les associations. Elle était par conséquent une organisation clandestine sans pour cela être secrète comme l'étaient les loges maçonniques et les « ventes » des *carbonari* du siècle précédent.

La F.A.I. était très influente auprès des syndicats de la C.N.T., auxquels appartenaient pratiquement tous ses adhérents. Elle participait aussi aux comités, d'autant qu'elle se faisait un devoir d'orienter la C.N.T. à partir des postes à responsabilité. Une de ses plus grandes préoccupations était de surveiller de près les tentatives de déviationnisme des leaders non faïstes de la Confédération. Ce que la F.A.I. entendait par déviationnisme n'était pas tant une

défaillance philosophique qu'une hésitation dans la ligne antipolitique.

L'intervention systématique des anarchistes dans les syndicats représentait une évolution très significative, si nous tenons compte des positions un tant soit peu individualistes des libertaires pendant les deux siècles précédents. Plus près de nous, une fois que furent dissipés les remous idéologiques occasionnés par la révolution russe, les libertaires se décidèrent à rompre avec leur appréhension bien ancrée envers « la tyrannie des masses » et modérèrent leur antipathie pour les prosaïques problèmes économique-syndicaux. Lors de l'essor des luttes sociales (1916-1923), l'anarchisme paya un lourd tribut au syndicalisme.

L'influence de la F.A.I. sur la C.N.T. ne fut pas sans contrepartie. Elle influençait les syndicats, mais les syndicats avaient sur elle un grand pouvoir. Parler de dictature anarchiste eût été paradoxal. Jamais l'anarchisme ne perdit autant de son ancestrale pureté que lors de ces longues périodes où il se croyait prédestiné pour diriger l'avenir de l'organisation anarcho-syndicaliste. Alors qu'en fait il était dirigé par elle. La C.N.T., organisation essentiellement révolutionnaire, transformait les anarchistes à son image, leur donnant un terrain d'intervention, des masses et l'occasion de s'improviser en leaders. L'organisation syndicale fournissait la F.A.I. en militants, ces derniers lui amenant leurs préoccupations permanentes, syndicales et révolutionnaires. Au bout du compte, c'est la Confédération qui tirait bénéfice de cette situation. Cette attitude empêcha l'anarchisme d'être un pôle d'attraction pour les classes moyennes. A moins qu'il ne soit inévitable, en Espagne, que l'anarchisme tire sa substance de la classe ouvrière.

Les grandes figures militantes de l'époque héroïque (1916-1923) sont bien plus syndicalistes qu'anarchistes. En 1922, José Prat qui, avec Ricardo Mella, fut un des meilleurs théoriciens anarchistes espagnols, déplore que : « Les revues *Ciencia Social*, *Revista Blanca* et *Natura* disparurent précocement, à cause de difficultés d'argent et par manque de dynamisme. Un quotidien anarchiste, doté d'une équipe de rédaction compétente et d'une conscience élevée, n'a pas encore vu le jour en Espagne. *El Productor* a échoué à Barcelone il y a de nombreuses années ; plus récemment, *Tierra y Libertad* a échoué à Madrid. Il aura fallu que ce soit le "bourgeois" F. Sampedro qui crée une bibliothèque avec des livres d'auteurs anarchistes. Le milieu anarchiste ne peut produire plus, malgré le fait que les individualités qui le composent se targuent d'être à l'avant-garde (1). »

Ses limites en tant que mouvement culturel et intellectuel entraînèrent la F.A.I. dans le tourbillon de l'organisation syndicaliste. Et, excessivement sensible à la flatterie, elle renonça à être le cerveau et le moteur de la C.N.T. pour

1. A Barcelone, dès les premiers jours de la révolution, la F.A.I. essaya de transformer en quotidien son hebdomadaire *Tierra y Libertad*. Mais l'opération échoua faute d'enthousiasme. A Valence parut pendant toute la période de la guerre le journal anarchiste *Nosotros*, financé par les miliciens de la *Colonne de fer*, avec des fonds venus d'expropriations révolutionnaires effectuées le 19 juillet.

devenir sa poigne. Son implication dans les comités syndicaux l'empêcha d'assumer des projets de plus grande envergure. Sa brillante feuille de service, son sacrifice et son abnégation dans la lutte épisodique n'arrivèrent pas à dissiper le mauvais effet de ses nombreuses erreurs psychologiques.

Pendant le congrès confédéral de 1919, les éléments du Comité national, constitués en groupe anarchiste, provoquèrent un scandale en ayant recours à des pressions et des menaces aussi déplacées qu'inutiles. En 1929, le Comité péninsulaire de la F.A.I. intervint dans une polémique animée par José Peiró, Eusebio Carbó et Manuel Buenacasa contre le déviationniste Pestaña. Les plus hautes instances de la F.A.I. disaient alors :

« Il est fantaisiste de croire à la neutralité du mouvement ouvrier et à son indépendance syndicale, sur le plan de l'orientation idéologique et de la propagande subversive (...) surtout quand tout son résultat moral et sociologique est le produit de la minorité la plus agissante en son sein... C'est à partir de là que se fait sentir la nécessité pour la C.N.T., si vraiment elle désire que son action soit transcendante, (...) de chercher un lien avec l'organisme qui coïncide avec ses procédés tactiques et qui concorde avec ses principes, sans que pour cela, nous le répétons, elle ne perde sa propre indépendance. Tout au contraire, si la C.N.T. n'accepte pas la proposition formulée par ce secrétariat, il est fort possible qu'elle ait à subir le risque d'un dangereux déviationnisme (...) à moins que, par l'action permanente des anarchistes, elle se définisse ouvertement libertaire... »

Le « lien » qui était sollicité devint plus tard « aliénation » par l'introduction de représentants officiels de la F.A.I. dans les comités supérieurs de la C.N.T. et dans d'autres organismes mixtes : les comités de soutien aux prisonniers, les comités révolutionnaires, etc. Pour les mêmes raisons, la F.A.I. était invitée d'honneur dans tous les congrès et plenums de l'organisation confédérale, mais à titre informatif seulement. Elle n'avait pas de voix délibérative ni de pouvoir de décision.

Mais si l'invitation d'honneur était considérée comme un devoir et la bienveillance comme un droit acquis, cette erreur psychologique entraînait une réaction en chaîne aux conséquences insoupçonnées. Lors du congrès confédéral de 1931, il se produisit une de ces réactions en chaîne aux graves conséquences. Les représentants de la C.N.T. (le Comité national) avaient commis l'indélicatesse de ne pas convoquer la F.A.I. selon l'usage et l'habitude. La F.A.I. se présenta au congrès sans y être invitée et, pour envenimer encore plus la situation, elle voulut intervenir d'une façon délibérative. Il en résulta un formidable esclandre.

Les choses s'envenimèrent après le congrès, chacun se justifiant, et il s'ensuivit une profonde crise. Ce fut la scission de 1931, en grande partie provoquée par la crise idéologique que traversait une poignée de bons militants syndicaux, une sorte de malaise qui était né au contact des politiciens et des militaires pendant l'époque des conspirations. Mais il serait injuste de réduire le

problème à cette seule contagion.

Du côté scissionniste, il y eut aussi une réaction contre un courant révolutionnaire considéré comme démagogique. Dans un manifeste séditieux, trente militants syndicalistes exprimèrent ainsi leur propre critère révolutionnaire :

« Ce dernier exige que la préparation (révolutionnaire) ne soit pas seulement l'œuvre d'éléments agressifs, offensifs mais qu'elle soit aussi l'œuvre d'éléments faisant preuve de qualités morales, qui aujourd'hui sont les plus forts, les plus destructeurs, les plus difficiles à vaincre. La révolution ne fait pas exclusivement confiance à l'audace des minorités plus ou moins agissantes, mais au contraire elle souhaite un mouvement mobilisant le peuple en masse, la classe laborieuse cheminant vers sa libération définitive... Face à la conception chaotique et incohérente de la révolution partagée par ces premiers éléments (la F.A.I. et sa vaste mouvance) s'élève la conception méthodique, prévoyante et cohérente des seconds (les signataires du manifeste séditieux). Ne jouons pas à la guéguerre, à la bagarre, à la révolution ; cela ne ferait que reculer la véritable révolution (2)... »

Une F.A.I. « moteur et cerveau » de la C.N.T. aurait évité facilement les fâcheuses conséquences de ce conflit. Une F.A.I. « poigne » de la C.N.T. était forcément à la fois juge et partie. Lors de la polémique houleuse mais en rien constructive qui suivit, les syndicats dissidents firent leur cheval de bataille de la « dictature de la F.A.I. » ; et cette dernière les accusait à tout va de « traîtres ».

L'intervention de l'organisation anarchiste dans la C.N.T., mouvement qui avait un grand nombre de militants, contribua beaucoup à sauvegarder le contenu révolutionnaire de ce mouvement. Mais le paternalisme provoqua des rancœurs qui se transformèrent en d'irréductibles affrontements, lesquels se soldèrent par un gaspillage des meilleures énergies.

Ce n'était pas la première fois que l'anarchiste, tout compte fait humain et homme de passion, apparaissait inférieur à son œuvre. L'Alliance de la démocratie socialiste, qui fit tant pour l'enracinement de l'Internationale en Espagne, sombra dans la même erreur paternaliste. Un homme aussi peu disposé à la défendre que Paul Lafargue dut reconnaître que : « L'Alliance était composée d'hommes qui (...), privilégiant les intérêts de l'Internationale, ne voyaient dans l'Alliance autre chose qu'un moyen de rassembler et d'organiser les éléments les plus dynamiques de la classe laborieuse, pour affronter au moment voulu les répressions, pour sauvegarder le feu sacré et pouvoir reconstruire l'Internationale aussi rapidement que le permettraient les circonstances (3)... »

Cependant, l'un de ses plus fervents adhérents, Anselmo Lorenzo, nous fait connaître l'autre revers de la médaille : « Il aurait été beaucoup plus judicieux que

2. *Manifeste des Trente*, ainsi appelé pour avoir été signé par 30 militants connus.

3. Max Nettlau, *Miguel Bakounine. La Internacional y la Alianza en España*.

l'Alliance se propose un projet d'éducation et d'instruction orienté vers des accords et des solutions résultant de volontés conscientes plutôt que d'arracher ces accords et ces solutions par surprise... L'œuvre destructrice de l'Alliance fut beaucoup plus rapide que son œuvre constructive. Autrefois, il était nécessaire d'être à l'écoute de tous les problèmes de l'organisation, d'avoir préparé les solutions en réunion secrète et de travailler au sein des sections, fédérations, commissions, comités, conseils périodiques, congrès et conférences pour obtenir les accords souhaités. Par la suite, il a suffi d'invoquer une calomnie sur un individu ou sur une entité et de laisser agir la rumeur pour produire l'hostilité nécessaire et pour obtenir le but souhaité (4). »

Dès les premiers jours de la révolution de juillet, la C.N.T. et la F.A.I. apparurent étroitement liées. Leurs sigles « C.N.T.-F.A.I. » ne faisaient plus qu'un. En Catalogne, les véhicules qui osaient circuler sans ce sigle s'exposaient à la fureur des gardes des barricades. Le quartier général de l'anarcho-syndicalisme barcelonais était la « Maison de la C.N.T.-F.A.I. ». Dans ces lieux étaient installés les « Bureaux d'information et de propagande C.N.T.-F.A.I. », la « Radio C.N.T.-F.A.I. » et l'« Ecole des militants C.N.T.-F.A.I. » ; on y éditait en plusieurs langues le *Bulletin C.N.T.-F.A.I.*

Le président de la Généralité, Lluís Companys, à la suite de la reddition de la forteresse d'Atarazanas, convoqua dans son cabinet la C.N.T. et la F.A.I. pour envisager la régularisation politique de la Catalogne. Les deux organisations optèrent à cette occasion pour la collaboration avec les autres secteurs politiques, c'est-à-dire qu'elles renoncèrent d'un commun accord à « leur révolution totalitaire ». Des orateurs de la C.N.T. et de la F.A.I. participèrent au premier meeting public, qui eut lieu le 10 août. La F.A.I., aux côtés de la C.N.T., prenait part à tous les organismes qui se constituaient : conseils d'économie, tribunaux populaires, conseils municipaux, comités de milices, etc. La F.A.I. et la C.N.T. signèrent le premier pacte fait en Catalogne avec l'U.G.T. et le P.S.U.C. communistes. Et bien que cela n'apparût pas officiellement, la F.A.I. était représentée dans les gouvernements central et autonome par Federica Montseny (membre du Comité péninsulaire) et par Antonio García Birlán. La F.A.I. et les Jeunesses libertaires participèrent au Conseil régional des Asturies formé dans cette région juste après le soulèvement militaire.

Le « lien » entre la C.N.T. et la F.A.I. n'avait jamais été aussi intense. Le 12 septembre eut lieu à Barcelone un Plenum régional de fédérations syndicales et anarchistes. Le 8 octobre, des syndicats de la C.N.T. et des groupes de la F.A.I. se réunirent en congrès pour aborder des problèmes pédagogiques et culturels. La F.A.I., sans doute contre son souhait, n'intégra pas le Conseil de défense de Madrid, mais par contre participa au Conseil municipal madrilène instauré par décret lorsque le premier fut dissous.

Un Plenum national des comités régionaux de la C.N.T. dans lequel intervint

4. Anselmo Lorenzo, *El proletariado militante*, tome II, p. 291.

le Comité péninsulaire de la F.A.I. et qui eut lieu après la chute du gouvernement de Largo Caballero décida l'accord suivant :

1) Que les Fédérations régionales soient libres de constituer ou non les Comités de liaison proposés par la Catalogne, dans la mesure où les comités des trois organisations, C.N.T., F.A.I. et Jeunesses libertaires évoluent toujours d'un commun accord.

2) D'accepter le plan d'organisation du Service d'information et de coordination qu'a présenté le Comité national (de la C.N.T.) et auquel participent les trois organisations.

Il faut voir dans cet accord le préambule de ce que devint par la suite le Mouvement libertaire espagnol, symbiose des trois organisations au point de n'en devenir plus qu'une seule, aspiration obstinée du C.N. de la C.N.T. pour centraliser entre ses mains toute l'expression libertaire ibérique, mais qui n'obtint jamais une totale approbation.

Le 14 juin 1937 eut lieu à Barcelone un autre plenum mixte pour étudier la question politique de Catalogne. Il s'y créa (en accord avec ce qui avait été convenu au plenum cité plus haut) un organisme de liaison nommé Conseil aux affaires politiques, composé de deux délégués de la C.N.T., un de la F.A.I., un des Jeunesses libertaires et un de la Fédération paysanne.

Le nouveau ministre de la Justice, Irujo, en réorganisant les tribunaux populaires, décida d'en expulser la F.A.I. Selon l'avis du ministre, la F.A.I. était une organisation clandestine en marge de la loi, et par conséquent inexistante. En vertu de ce même principe d'illégalité, la F.A.I. pourrait être expulsée de toutes les structures du Front antifasciste. La C.N.T. et la F.A.I. réclamaient à cette époque une représentativité proportionnelle à leurs forces dans les organismes politiques, économiques, militaires et autres. Si la F.A.I. était exclue de toute représentation, la C.N.T. se retrouvait dans un rapport de forces inférieur face aux autres forces politiques qui intervenaient doublement (communistes et socialistes ayant leur double dans l'U.G.T.). La solution à ce problème était de transformer la F.A.I. en une entité réelle, en la mettant en règle avec la loi.

L'analyse des documents de l'organisation permet de suivre l'évolution de la F.A.I. au gré des événements depuis le 19 juillet. Immédiatement après l'écrasement du complot militaire, le Comité péninsulaire se réorganisa avec le renfort de militants remarquables. La circulaire n° 1, non datée, disait que la F.A.I. avait tout fait pour lier étroitement le mouvement anarchiste à la C.N.T., « ne faisant plus qu'un seul front » et unissant « dans un seul sigle les lettres représentatives du mouvement confédéral avec celles de l'organisation spécifique ». La circulaire disait encore que la F.A.I. avait tenté d'influencer la C.N.T. « dans des prises de position très importantes et qui impliquaient des changements de conduite ». Et elle ajoutait : « Nous avons partagé des responsabilités dans de nouveaux organismes, créés à la suite des impératifs du remous révolutionnaire... »

Dans la circulaire n° 3, le Comité péninsulaire justifie sa participation dans les structures officielles, attribuant son attitude à « des impératifs de circonstance (...) pour n'avoir pas pu réaliser nos idéaux d'une façon rapide et complète, pour avoir dû accepter la collaboration avec d'autres secteurs (afin de gagner la guerre)..., parce que la longueur de cette guerre a contribué au maintien (...) de la collaboration entre des partis politiques antagoniques et parce que le moral du peuple le voulait ainsi, nous avons été partisans de la participation dans des organismes de type officiel... »

Il continue en affirmant que la F.A.I. se résigne à la disparition de la fonction révolutionnaire qu'elle avait toujours décernée au syndicat, et qu'elle attribue cette fonction révolutionnaire « aux organismes populaires que nous nous sommes vus obligés de favoriser (...), auxquels nous avons contribué et dans lesquels nous avons participé en tant que partie prenante du bloc antifasciste ».

Gardons présent à l'esprit qu'à cette époque la C.N.T. et la F.A.I. (cette dernière par personne interposée) intervenaient dans le gouvernement de la Généralité et étaient disposées à intervenir dans le gouvernement central.

Par ailleurs, il est dit dans cette circulaire que la F.A.I. doit occuper le vide laissé par les syndicats, à cause des circonstances :

« Les syndicats, transformés en organismes hybrides au point de vue politique, vu les circonstances citées plus haut, ne peuvent donner à leurs activités que la dimension corporative qui leur est attribuée. Et il faut alors un moteur dynamisant la quantité d'énergie fabuleuse nécessaire pour les mouvoir dans cette orientation. Ce moteur ne peut être autre que l'organisation spécifique (F.A.I.). »

Pour mener à bien cette mission, la F.A.I. disait qu'elle avait besoin de rénover sa propre structure vieillie, d'élargir sa base, d'amener à elle un grand nombre de militants : « Nous devons rechercher les compagnons compétents qui vivent dans l'anonymat... L'organisation syndicale (la C.N.T.) peut être le réservoir intarissable de militants... »

Faisons ici quelques constatations. D'abord, il semble que ce ne soit pas volontairement que la F.A.I. « fit un seul front et joignit son sigle à celui de la C.N.T. » Il semble qu'elle ait été emportée par cette dernière dès les premiers moments de la révolution. La suprématie du Comité national de la C.N.T. sur le Comité péninsulaire de la F.A.I. s'explique par la disproportion des capacités d'intervention de chacune et par le fait que tous les militants de la F.A.I. appartenaient à la C.N.T., alors que réciproquement seulement une minorité des militants de la Confédération adhérait à l'organisation spécifique. En termes peut-être assez crus, on pourrait dire que la F.A.I. végétait au profit de la C.N.T. et que, consciente de cet état de dépendance, elle luttait pour renverser la situation. Et c'est de cela qu'il est question lorsqu'on parle « d'élargir la base ». Elargir la base signifie grossir les rangs clairsemés de la F.A.I. grâce à « l'intarissable réservoir confédéral ». Les anarchistes n'étant jamais apparus par génération

spontanée, il fallait bel et bien les fabriquer.

Transformer la F.A.I. en une organisation de masse, en un grand contenant, sans se soucier de son contenu, en un genre de guide de la C.N.T., en ce « moteur fabuleux qui devait mouvoir les syndicats », en somme en un parti politique à l'image du parti socialiste par rapport à l'U.G.T., tels étaient les projets ébauchés dans cette circulaire du 25 octobre 1936. Le pas décisif fut franchi lors du plenum péninsulaire de juillet 1937.

Dans un important document adopté par ce plenum, la F.A.I. faisait une déclaration de principes, dictée par les circonstances : « Sans renoncer à ses aspirations finales (la F.A.I. se propose) d'impulser la révolution à partir de tous les organes populaires..., les tendances naturelles de l'individu et les exigences de la vie sociale conduisent l'humanité vers une société libre, sans classes ni intérêts qui entravent son épanouissement... »

Cette division entre les aspirations finales et les exigences du moment est mieux développée dans le paragraphe suivant :

« Avec la création des nouveaux intérêts collectifs, les anarchistes ont modifié leurs rapports avec le milieu environnant. Nous qui, hier encore, combattons sans trêve l'expression inhumaine d'un état d'injustice et de tyrannie, nous retrouvons dans un nouvel état de choses, côte à côte avec les nouvelles institutions surgies de la révolution et qui sont l'expression du plus profond désir des masses. Nous combattons pour la disparition totale des vestiges bourgeois qui subsistent encore et nous renforcerons tous les organismes allant dans ce sens. Cependant, nous considérons que, face à nos réserves du passé, il est un devoir pour tout anarchiste d'intervenir au sein de toutes les institutions publiques dans la mesure où elles soutiennent et impulsent le nouvel état de choses. »

Ce que la F.A.I. entend par « institutions publiques » reste mal défini, mais cela se devine si l'on tient compte du fait qu'en juillet 1937 toutes les institutions de ce genre étaient peu à peu entrées dans l'orbite de l'Etat.

La définition anarchiste de l'Etat avait aussi perdu de sa rigueur par rapport aux définitions antérieures au 19 juillet. Le 15 septembre 1933, *Tierra y Libertad*, organe officiel de la F.A.I., avait proclamé : « Tous les gouvernements sont détestables et notre mission est de les détruire. » A la fin du siècle dernier, l'Alliance de la démocratie socialiste, mère des anarchistes espagnols, avançait ce point de vue sur l'Etat : « Ennemie de tout despotisme (l'Alliance) ne reconnaît aucune forme d'Etat... »

En opposition à ces affirmations catégoriques, le plenum péninsulaire de 1937, en proclamant son aversion du gouvernement, faisait seulement allusion à sa forme totalitaire. Par ailleurs, il renonçait à la mise en place intégrale (« totalitaire », selon l'expression en vogue) des idéaux libertaires : « ... La F.A.I. déclare que notre révolution ne peut être l'expression d'aucun credo totalitaire, mais le produit de tous les secteurs populaires ayant une influence dans la vie politique et sociale. En tant qu'anarchistes, nous sommes ennemis des dictatures,

qu'elles soient d'une caste ou d'un parti ; nous sommes ennemis de toute forme totalitaire de gouvernement et nous croyons que l'avenir de notre peuple sera le résultat de l'action concertée de tous les secteurs qui souhaitent une société sans privilèges de classe, dans laquelle les organismes du travail, de l'administration et de la convivialité seront le facteur essentiel pour donner à l'Espagne, grâce à des formes fédérales, l'orientation qui viendra satisfaire ses diverses régions. »

Après ces retouches aux principes et aux finalités, la F.A.I. était prête à accueillir les masses :

« Tout travailleur manuel ou intellectuel qui acceptera intégralement les lignes générales citées et qui sera disposé à participer à leur réalisation, tout en respectant les accords pris à cet effet par l'organisation dans ses commissions, pourra appartenir à la F.A.I. (...) Toute personne qui sollicitera son adhésion à la F.A.I. devra envoyer sa demande au Groupement local (...). Toutefois, celle-ci devra être parrainée par deux adhérents effectifs. Pour chaque cas aura lieu une enquête, suite à laquelle l'assemblée générale statuera sur cette adhésion. Les admissions pourront être définitives ou sous condition. Pourront être adhérents avec leurs pleins droits les adhérents actuels de la F.A.I. tout comme les militants des organisations syndicales et culturelles proches de l'anarchisme et faisant preuve d'une présence militante au 1er janvier 1936. Les adhérents sous condition ne pourront avoir des responsabilités et l'usage d'une quelconque représentativité que six mois après leur adhésion... »

Finalement, la F.A.I. se donnait un mode d'organisation opportun. Le « groupe d'affinité », organisme de base traditionnel composé de 5 à 10 individus, devenait pratiquement caduc. La nouvelle cellule de base était alors le « groupement » avec plusieurs centaines d'adhérents. Dans les villes, il y aurait un groupement dans chaque quartier. Les groupements constitueraient des fédérations locales, provinciales et régionales.

Le document dont nous parlons provoqua une violente réaction dans les plenums locaux et régionaux de Catalogne. Au Plenum régional qui eut lieu début août, après une session orageuse, plusieurs délégations quittèrent les lieux aux cris de « Vive l'anarchie ! ». Ceux qui quittèrent le plenum en opposition avec la suppression des « groupes d'affinité » obtinrent satisfaction. Ceux qui considéraient que la F.A.I. avait renoncé à ses vieux principes antiétatiques et s'était érigée en un parti politique de plus persistèrent dans leur révolte. Parmi ces divers groupes, on trouvait le groupe « *Ideas* » ainsi que « *Les Irréductibles* » d'Hospitalet de Llobregat.

L'évolution de la F.A.I. continua au fur et à mesure que s'annonçait la fin de la guerre. D'une part, une petite minorité opéra un saut brutal vers la droite (tendance Horacio M. Prieto) et aboutit à la création du parti libertaire, d'autre part, un rôle d'orthodoxie tardive secoua la majorité. Nous en parlerons en temps voulu.

XIX

LE CONSEIL D'ARAGON

Le 15 septembre 1936 avait eu lieu à Madrid un Plenum national de comités régionaux de la C.N.T. (Voir plus haut). Ce plenum prit la décision de proposer à tous les secteurs politiques et syndicaux du Front antifasciste la formation de Conseils régionaux de défense fédérés en un Conseil national de défense qui assurerait les fonctions du gouvernement central.

Ce plenum se réunit à nouveau le 28 septembre, à l'issue d'une intense campagne de propagande verbale et écrite, pour constater le résultat négatif de cette initiative. Le 27, le gouvernement autonome de Catalogne était réorganisé sous le nom de Conseil de la Généralité, et à la mi-octobre était officiellement constitué à Fraga (province de Huesca) le Conseil d'Aragon, composé intégralement de militants anarchistes : Joaquín Ascaso, Adolfo Ballano, José Mavilla, Miguel Jiménez, Francisco Ponzán, José Alberola, Adolfo Aznar et Miguel Chueca. Nous savons que la partie libérée de l'Aragon était, dans sa majeure partie, occupée par les milices de la C.N.T.-F.A.I., sous la protection desquelles le Conseil était en train de naître de la même manière qu'avaient surgi les Collectivités agricoles.

Le Conseil d'Aragon apparaissait comme un fait accompli imposé au gouvernement central que présidait Largo Caballero. Celui-ci, s'il ne s'opposait pas au Conseil, ne lui donnait pas non plus sa reconnaissance officielle. Les communistes, toutefois, ouvrirent immédiatement le feu, de toutes leurs batteries, contre le Conseil, le taxant de « cantonaliste » et de « factieux ». Le Conseil d'Aragon se sentait appuyé par la grande majorité des paysans aragonais qui étaient en train de réaliser une expérience audacieuse, tant économique que sociale, sous la protection des colonnes militaires anarchistes.

Le Conseil d'Aragon, dans une proclamation, faisait allusion aux milices communistes des deux tendances (P.S.U.C. et P.O.U.M.), et aussi républicaines, se lamentant de leurs exactions. Le Conseil essayait de justifier son existence en mettant en évidence la conduite de ces secteurs politiques.

« On destitue des comités créés par l'élection populaire ; on désarme des

hommes qui donnent leur vie pour la révolution ; on menace de fusiller, d'emprisonner et de torturer ; et comme corollaire les auteurs de ces agressions imposent de nouveaux comités créés sur mesure en fonction de leur credo politique...

Des réquisitions de vivres, de bétail et d'objets de toutes sortes sont effectuées dans toute la région, frénétiquement et sans aucun contrôle, de telle sorte qu'elles entraîneront, par leur absurdité, la ruine de toute la région... L'Aragon a besoin, en ce moment, de semer et il n'a ni les grains, ni les engrais, ni les machines nécessaires. Et pourtant, on trouve tout cela dans d'autres régions ; mais pour l'acquérir il faut de l'argent ou des denrées échangeables, et l'un et l'autre faisant défaut on envisage de noires perspectives, non seulement pour le peuple aragonais, mais aussi pour tous les Espagnols qui luttent pour une société meilleure... »

Début novembre, Joaquín Ascaso, président du Conseil d'Aragon, se rendit à Madrid en quête d'une reconnaissance officielle. Cette demande est exposée dans un long document divulgué simultanément par la presse, document qui expose les nécessités politiques auxquelles obéit la création du Conseil :

« Les circonstances exceptionnelles que traverse la région aragonaise ont fait sentir la nécessité urgente de constituer un organisme de direction des activités sociales, économiques et politiques de ce secteur du territoire national... l'inexistence de la préfecture, de la députation provinciale et de tous les organismes qui régissent les activités des trois provinces aragonaises, et l'occupation d'une partie de cette région par des colonnes militaires qui ne sont pas toutes soumises à une discipline (...) ont créé une situation chaotique qui menace d'entraîner la ruine économique de ce territoire... la création d'un organisme qui viendrait relever, dans un premier temps, toutes les fonctions publiques abandonnées s'est avérée nécessaire... la création de cet organisme a aujourd'hui le plein assentiment du peuple libéral d'Aragon... »

Prenant les devants sur les réserves du gouvernement, le document déclarait son intention d'offrir une participation au Conseil aux autres secteurs politiques d'Aragon, qui étaient inexistants, improvisés ou peu brillants jusque-là et dont l'intervention dans les événements révolutionnaires de tous ordres avait été plus que discrète :

« Et ce Conseil, au sein duquel tous les secteurs sociaux et politiques doivent être représentés (...), souhaite obtenir l'aval du gouvernement de la République afin d'agir avec la plus grande autorité. »

Après avoir exprimé « l'identification absolue du Conseil avec le gouvernement de la République et sa ferme intention de faire appliquer toutes les décisions qui émanent de celui-ci », le document évoque la portée de la nouvelle structure du Conseil, qui sera composé de conseillers représentant tous les partis et organisations syndicales « désignés proportionnellement aux effectifs dont ils disposent dans cette région... »

Le Conseil d'Aragon aura les compétences suivantes :

« 1) Les fonctions qui reviennent aux préfets et aux Députations provinciales.

2) Celles qui lui seront déléguées par le gouvernement central.

3) Celles qui seront imposées par les circonstances anormales que traverse la région. »

En termes concrets, le Conseil d'Aragon réunissait les fonctions suivantes : ordre public, reconstruction économique de l'industrie et de l'agriculture, aide au commandement militaire en vue d'une plus grande efficacité des opérations de guerre.

La reconnaissance officielle du Conseil d'Aragon ne fut obtenue que le 17 décembre, à l'issue de démarches longues et laborieuses. Dans la nouvelle organisation, les libertaires se réservaient sept postes, celui du président inclus. La gauche républicaine, l'U.G.T. et le parti communiste obtinrent deux postes chacun. Le parti syndicaliste, un poste. Par la suite, le délégué syndicaliste s'avéra être un libertaire de plus ; la gauche républicaine et l'U.G.T. se transformèrent en agents camouflés du communisme.

La reconnaissance officielle du Conseil d'Aragon fut une concession à court terme. La marée contre-révolutionnaire ne pouvait pas tolérer cet état de choses. Cette marée était impulsée par les communistes et elle avait pris origine dans l'épilogue malheureux des événements de mai.

Fin juillet, les journaux communistes démarrèrent une opération politique de grand style. Ils commencèrent par dénoncer des projets d'attentats terroristes de la part d'anarchistes. La C.N.T. affirmait alors : « Si cette accusation n'est pas prouvée, l'anathème sans appel de traître retombera sur le diffamateur. » Détail symptomatique : à quelques jours de là, le président du tribunal de Barcelone sortit indemne d'un attentat.

L'orchestration communiste choisit alors un autre thème : la défense de l'Union soviétique, que Federica Montseny avait attaquée au cours du meeting commémoratif du 19 juillet tenu à l'Olympia de Barcelone (« La révolution russe poursuit sa route, dépassant la période du gouvernement de Kerenski ; le peuple détruit la tyrannie des tsars, mais créa la tyrannie de Staline. Puis vint le temps des exécutions... »).

Solidaridad Obrera du 4 août répliquait aux vestales moscovites :

« Notre reconnaissance envers l'U.R.S.S. pour l'appui qu'elle apporte à l'Espagne est infinie. Mais cela ne veut pas dire que ceux qui en Espagne représentent le parti qui détient le pouvoir en Russie peuvent se permettre de faire n'importe quoi en prenant prétexte de ce que l'U.R.S.S. a fait en faveur de l'Espagne. Si une telle chose arrivait, l'U.R.S.S. perdrait aussi le droit à notre reconnaissance. Car on est reconnaissant envers ce que l'on reçoit, ce qui est donné avec générosité, mais pas envers ce qui est vendu ou acheté. »

Alors que la controverse semblait terminée, une autre attaque se produisit sur un autre flanc. Le 8, lors d'un meeting tenu à Valence, le chef du P.S.U.C., Juan Comorera, attaqua sans aucune mesure les anarchistes de Catalogne :

« Le prolétariat était influencé par l'anarchisme et par les partis de gauche. Avec la réunion des quatre partis marxistes de Catalogne, la situation commença à changer et on lutta contre la domination presque absolue de l'anarchisme et contre l'influence des partis de gauche. Aujourd'hui, nous sommes sortis vainqueurs et nous en avons fini avec les provocations et avec les fascistes... Nous avons vaincu les difficultés et nous avons éliminé ceux qui sont courageux sur la route mais lâches sur les fronts... »

On pourra voir, d'après les événements que nous allons relater, que toutes ces campagnes n'étaient rien d'autre qu'une préparation d'artillerie en vue d'opérations qui auraient de profondes conséquences politiques. La cible de l'offensive était le Conseil d'Aragon. Les communistes croyaient avoir écrasé le foyer anarchiste de Catalogne. Ils se préparaient maintenant à éteindre le foyer libertaire d'Aragon.

Le 19 juillet 1937, dans son discours commémoratif, le président d'Aragon multiplia les présages de la pire espèce. Ce discours était appelé à devenir une sorte de chant du cygne : « ... il serait lamentable que quelqu'un prétende jouer avec le Conseil d'Aragon, car on l'obligerait à sortir ses griffes de fer et ses dents d'acier. »

Le président fit ensuite le bilan des réalisations d'une année de gestion : la spéculation et l'usure avaient été supprimées ; une multitude de chemins et de routes avaient été construits avec l'aide désintéressée des miliciens ; des lignes de transport et de voyageurs avaient été inaugurées ; des lignes téléphoniques tendues ; la construction d'un tronçon de voie ferrée avait démarré, alors que ce projet était resté en sommeil pendant seize ans ; les municipalités avaient assumé leur véritable fonction souveraine ; les Collectivités aragonaises étaient, malgré leurs déficiences, la merveille de la révolution...

« L'heure est venue, disait-il, de prendre en compte les défauts, les erreurs, et d'envisager des rectifications qui les embellissent. Le fait de les combattre dans les meetings et dans la presse, dans l'intention d'attirer à soi des adeptes mécontents, montre clairement les dispositions morales et la fermeté idéologique de ceux qui se conduisent ainsi. »

L'orateur, avec une insistance particulière, signala dans son discours le pacte signé par les représentants de toutes les forces politiques et syndicales d'Aragon, dont l'une des clauses disait :

« Le Conseil fera respecter la volonté des paysans de travailler la terre individuellement ou collectivement, afin d'éviter le mécontentement qui a peut-être été provoqué par les rapides transformations des premiers moments. Mais bien que le Conseil d'Aragon soit le défenseur de la petite propriété, il devra veiller à ce que soient préservées les décisions des deux syndicats - U.G.T. et C.N.T. - pour éviter que l'on puisse revenir au système méprisable d'avant le 19 juillet. »

Une autre clause du pacte faisait référence à l'ordre public à l'arrière-garde et à l'effort de collaboration à la guerre :

« Le Conseil d'Aragon, qui doit être un collaborateur enthousiaste du gouvernement légitime de la République, intensifiera la production à l'arrière-garde, mobilisera tous les recours de la région afin que la guerre se déroule le mieux possible, encouragera l'esprit antifasciste des masses (...), développera une épuration intense des zones libérées, en imposant un ordre implacable et en poursuivant les fascistes embusqués, les défaitistes spéculateurs... »

Début août s'était réuni à Barbastro le « Front populaire d'Aragon », formé par le parti communiste, l'U.G.T. et la gauche républicaine, déjà ralliés à la consigne soviétique. Les participants à cette assemblée déclarèrent d'un commun accord que « la politique du Conseil d'Aragon fait fausse route et s'oppose aux intérêts de l'économie de la région. » Ils décidèrent donc de proposer au gouvernement de nommer un « gouverneur fédéral » qui exerce une véritable autorité.

Le 2 août, en réplique à l'assemblée de Barbastro, la C.N.T. célébra un plenum régional à Alcañiz. Voici un passage très significatif de sa déclaration finale :

« En Aragon la C.N.T., consciente et sûre de sa responsabilité, dit : de la même façon qu'elle souhaite que le front antifasciste ne soit pas mis à mal à cause d'appétits politiques, et que les décisions d'un pacte dont l'encre est encore fraîche ne soient pas trahies, elle n'est pas non plus disposée, et elle l'affirme sans aucune jactance, à se laisser ravir les conquêtes qu'elle a obtenues sur les plans politique, social et économique. »

Le 7 août eut lieu un meeting, également à Alcañiz. Federica Montseny prit la parole, et dans son discours - le dernier d'une série qu'elle avait prononcée dans diverses localités d'Aragon - elle s'efforça d'atténuer l'impact de la campagne communiste contre le Conseil. Malgré tout, l'oratrice nota que le Front populaire était né tardivement et avec difficulté, et opposé au Front antifasciste.

Le premier avait été créé en février 1936 avec des visées électoralistes, par les partis politiques exclusivement ; le second, né sur les barricades du 19 juillet, regroupait tous les secteurs politiques et syndicaux. La résurrection du Front populaire était une manœuvre des communistes pour éliminer la C.N.T. des postes de direction. En Aragon, la reconstruction du Front populaire avait pour but la destruction du Conseil.

Les choses étant ainsi, le grand coup de tonnerre se produisit le 11 août. Un décret du gouvernement, constitué de deux articles et d'un court préambule, proclamait la dissolution du Conseil d'Aragon et la destitution de son président et des conseillers. Le préambule parlait de crise d'autorité en Aragon et de la nécessité impérieuse de concentrer l'autorité de l'Etat. Dans la foulée, fut nommé un gouverneur général en la personne du cryptocommuniste Ignacio Mantecón, qui figurait dans le défunt Conseil sous l'étiquette républicaine. Mantecón fut fidèle à la politique communiste pendant toute la guerre sans abandonner son déguisement de républicain. Il mit bas le masque en exil.

La dissolution du Conseil d'Aragon se produisit alors que le Front populaire s'était engagé à le défendre. Mais avant de publier le décret de dissolution, le

ministre de la Défense, Prieto, avait envoyé vers Caspe la 11^e division, commandée par le fameux chef communiste Lfster. Ces forces installèrent le gouverneur général sous la protection de leurs baïonnettes. Mais leur tâche ne s'arrêta pas là. Les Collectivités paysannes furent militairement assaillies. Les terres et les outils des collectivistes furent remis aux anciens propriétaires expropriés. Plus de 600 militants de la C.N.T. furent arrêtés ; il y eut parmi eux des morts et des blessés ; et plus d'un millier durent émigrer vers d'autres régions ou chercher refuge dans les tranchées amies.

Les petits propriétaires se partagèrent les terres, les semences et les récoltes, protégés par les soldats et la police. Les Collectivités créées sur un accord mutuel entre petits propriétaires, qui s'étaient contentés de réunir les terres de leurs propriétés, furent également détruites. La 27^e division (P.S.U.C.) et la 30^e division (séparatistes catalans) suivirent l'exemple de la 11^e dans leurs zones d'influence respectives. Les divisions anarchistes, les 25^e, 26^e et 28^e, reçurent l'ordre des comités supérieurs de la C.N.T.-F.A.I. de ne pas abandonner le front. Les nouveaux Vandales assaillirent aussi les locaux des organisations libertaires.

L'une des tactiques favorites des communistes est d'allier la diffamation à l'attaque en traître. *Frente Rojo*, organe communiste de Valence, dans son édition du 12 août, applaudissait la répression avec un langage émaillé de basses calomnies :

« ... les destinées de l'Aragon loyal étaient dirigées capricieusement par un de ces gouvernements de pacotille incontrôlés... Le malaise de la population antifasciste se révéla dans toute son ampleur lors de la dernière réunion du Front populaire aragonais. Les représentants du peuple constatèrent le règne mesquin de l'injustice et la protestation étouffée des masses populaires... Les paysans aragonais, le peuple de cette région loyale, respirant comme lorsque l'on sort de prison, vibrent, en se réveillant après ce cauchemar... Il y a un exemple bien clair et bien triste de ce que représentait le Conseil d'Aragon dissous : l'inculpation de son président. Il est inculpé de contrebande de bijoux... »

La preuve de cette calomnie c'est que Joaquín Ascaso, arrêté avec les conseillers anarchistes, fut remis en liberté au bout d'un mois environ, une telle accusation n'ayant pu être retenue contre lui.

Les forces militaires communistes envahirent l'arrière-garde de l'Aragon en conquérants. Faisant irruption dans un local de la C.N.T. de Caspe, ils détruisirent un portrait de Durruti au milieu de rires et d'exclamations grossières. Le quotidien *Nuevo Aragón*, organe officiel du Conseil, fut supprimé et *El Día*, journal communiste, parut à sa place. Envahissant Alcañiz, ils firent prisonniers les membres du Comité régional de la C.N.T. Pendant plusieurs jours on ignora où ils étaient détenus. Le Comité national confédéral intervint énergiquement auprès du gouvernement, et grâce à sa médiation il n'y eut pas d'exécution.

Parmi les membres du Comité régional emprisonnés, certains s'étaient évadés de la zone factieuse au cours des premiers mois de la guerre. Les juges

militaires (inutile de dire qu'ils étaient communistes) les accusèrent avec beaucoup d'insistance de maintenir des relations avec l'ennemi. Finalement, il fallut bien les remettre en liberté.

Sous le régime d'occupation militaire, les conseils municipaux furent dissous et remplacés par des comités de gestion, comme au bon vieux temps du *biennat noir*, après la révolution d'octobre 1934. Les nouveaux conseillers étaient des communistes orthodoxes ou des alliés occasionnels. Les conseillers cénétistes avaient été arrêtés, leurs domiciles assaillis, leurs habitations dévalisées, y compris de leur linge personnel ; dans les locaux de la C.N.T., les machines à écrire et les archives de l'organisation étaient très convoitées.

Occupons-nous maintenant des exactions commises par les autres forces contre-révolutionnaires, la 27^e et la 30^e divisions, dans leurs zones respectives. Des forces de la 27^e division entrèrent dans Esplús en tirant sur les paysans qui travaillaient les jardins. Ils pratiquèrent plusieurs arrestations. Ces mêmes forces prirent d'assaut le village d'Alcolea de Cinca. Elles arrêtèrent les membres du conseil municipal et s'emparèrent d'une grande partie des vivres destinés à approvisionner le village. Après s'être installées dans les locaux de la C.N.T.-F.A.I., elles hissèrent le drapeau soviétique au balcon.

A Barbastro, des forces de police et des civils communistes assaillirent la maison confédérale, en prirent possession et pratiquèrent soixante-dix arrestations.

Des forces catalanistes de la 30^e division pénétrèrent à Angüés, envahirent le siège de la C.N.T. et commirent des destructions et des spoliations. Quatre conseillers de la municipalité, de tendance anarchiste, furent arrêtés. Des soldats de la 28^e division, stationnés dans cette localité, repoussèrent les agresseurs qui, dans leur retraite, emportèrent tout ce qu'ils purent, y compris des volailles (1).

Le 14 août, l'opération contre-révolutionnaire terminée, *Frente Rojo* donnait à ce drame l'épilogue suivant :

« Le gouvernement du Front populaire a fait une entrée vraiment triomphale en Aragon. Les paysans l'ont salué avec effervescence et pleins d'espoir. L'Aragon commence à respirer... Une époque odieuse et tragique vient de s'achever. Sous le règne du défunt Conseil d'Aragon (...), ni les citoyens ni la propriété ne pouvaient compter sur la moindre garantie. L'arbitrage et l'arbitraire d'une poignée de nouveaux autocrates avaient été élevés au rang de système de gouvernement. Et ce système s'était imposé par la terreur... L'Aragon est un arsenal gigantesque. Le gouvernement a trouvé de gigantesques arsenaux

1. Ce qui est exposé ci-dessus n'est qu'un pâle reflet de la réalité. Quelques jours après ces faits, j'eus l'occasion de dialoguer avec l'un des soldats qui, sous les ordres de Líster, étaient intervenus lors des événements. « Notre Brigade, disait celui-ci, vient de libérer des griffes du fascisme une trentaine de villages et de villes. » Étonné de voir que l'armée populaire avait réalisé des avancées aussi fantastiques, je demandai des détails au héros, m'apercevant alors qu'Alcañiz et Caspe figuraient parmi les places conquises au fascisme.

d'armes et de munitions, des dépôts de milliers de bombes et de centaines de mitrailleuses du dernier modèle. Des canons et des tanks. Et tout ce matériel était réservé, non pas précisément pour combattre sur les fronts, mais comme étant la propriété de ceux qui voulurent faire de l'Aragon un bastion pour les luttes contre le gouvernement de la République. La meilleure preuve en est que les meilleures tranchées d'Aragon n'étaient pas orientées vers celles du traître Cabanellas (2) mais vers le côté opposé... Quant aux Collectivités (...) nous dirons qu'il n'y a pas un seul paysan aragonais qui n'ait été forcé à y rentrer. Celui qui s'y refusait subissait dans sa chair et dans sa petite propriété la sanction terroriste. Des milliers de paysans ont émigré de la région, préférant désertier que de supporter les mille mesures opprimantes que le Conseil imposa (3)... »

Cet article injurieux s'achevait sur une phrase significative : « Bientôt, le front de l'Est servira d'exemple au glorieux front du Centre et ce ne sera pas une petite victoire pour le gouvernement. »

Inutile de dire que les communistes, qui détiennent sous toutes les latitudes le record imbattable du cynisme et de la médisance, ne purent jamais prouver les énormes contrevérités qu'ils divulguaient délibérément. Les journaux de la C.N.T. les mettaient constamment au défi de présenter des preuves de ces fantastiques arsenaux trouvés à l'arrière-garde aragonaise. Mais les calomnieurs répondaient toujours par l'évasive et en prenant la tangente.

Contre toutes les apparences, la guerre ne s'était pas encore terminée victorieusement pour les armes républicaines ; le moment de se partager la peau de Fours n'était pas encore arrivé. Contre toutes les apparences, répétons-le, le sort de la résistance dans le Nord se jouait précisément pendant ce temps-là. Bilbao avait été perdue pour la République le 19 juin. Santander tomba à son tour le 25 août et Gijón allait tomber le 20 octobre, toute la zone cantabrique loyale à la République étant ainsi liquidée. Les armées de Franco, libérées de ce cauchemar qui les avait tenues en échec 16 mois durant, allaient très vite être en mesure de concentrer leurs puissantes forces face à la Méditerranée, disposées à choisir le point faible où allait être frappé le coup définitif.

Pour appuyer la critique situation militaire du Nord, le commandement républicain monta des opérations au succès très discutables. Celle de Brunete (du 6 au 28 juillet) coûta à l'armée populaire environ 25 000 hommes sans aucun résultat pratique. Le jour même où l'on perdait Santander fut lancée une autre offensive au sud de l'Ebre (secteur de Belchite), appuyée par une autre dans le secteur de Huesca. L'objectif était Saragosse. Bien que leur ressentiment fût à vif,

2. Le général Miguel Cabanellas, capitaine général de la garnison de Saragosse au moment du soulèvement militaire, puis chef de la *Junta* factieuse de Burgos.

3. A cette époque en Russie, on collectivisait à feu et à sang, sous la direction de Staline, grand patron des rédacteurs de *Frente Rojo*, et non seulement les non-collectivistes ne pouvaient pas échapper mais en outre des populations entières de paysans rebelles étaient déportées en Sibérie. L'unique différence entre les deux sortes de Collectivités était que celles de Russie ignoraient la liberté, parce qu'elles étaient un engrenage de l'Etat.

après les faits contre-révolutionnaires que nous avons racontés, les forces confédérales, sollicitées dans l'opération, supportèrent courageusement le poids de la bataille. Les divisions confédérales qui participèrent à cette bataille furent les suivantes : au sud de l'Ebre, la 25e division et la 153e brigade, qui se distinguèrent dans la prise de Belchite ; au nord du front, la 28e division, qui avança en longeant la rivière Gállego ; au centre, la 26e division devait avancer en profondeur à partir du moment où l'ennemi, attaqué sur ses flancs, ébaucherait un repli. Mais l'offensive principale par le sud de l'Ebre fut arrêtée à quelques kilomètres de Saragosse. La 28e division, dont la situation était défavorable, dut revenir à ses positions de départ.

Les commentateurs ne se sont pas mis d'accord sur le caractère militaire ou politique de ces offensives. L'offensive sur Brunete a été unanimement qualifiée d'absurde. Depuis longtemps, l'état-major de Largo Caballero avait projeté de briser le front ennemi en Estrémadure. Les conseillers russes firent échouer ce projet et montèrent l'offensive de Brunete. L'opération de Saragosse, à un endroit où les renforts ennemis avaient la plus grande facilité pour se regrouper, n'était pas moins absurde. Il est possible que ce front ait été choisi pour contrebalancer le pouvoir des milices anarchistes, accusées d'inactivité volontaire, et pour en finir avec leur influence à l'arrière-garde aragonaise. Le prétexte de l'opération allait faciliter deux choses : le transfert sur le front d'Aragon d'abondantes forces communistes et la destruction des Collectivités révolutionnaires. Le fait que les communistes étaient dans le secret de l'opération militaire est démontré par l'article de *Frente Rojo* que nous avons cité. Il disait dans son dernier paragraphe : « Bientôt, le front de l'Est servira d'exemple au glorieux front du Centre et ce ne sera pas une petite victoire pour le gouvernement. »

Les déclarations de la presse communiste militent en faveur de la thèse de la manœuvre politique. Celle-ci proclamait en effet que l'avancée victorieuse par le sud de l'Ebre était due à la disparition du Conseil d'Aragon et au fait que les « arsenaux clandestins » d'armes cachés à l'arrière-garde avaient été utilisés sur le front. La vérité, c'est que pour la première fois les miliciens libertaires d'Aragon avaient reçu l'armement et l'appui tactique nécessaires, qu'ils réclamaient sans succès depuis les premiers mois de la guerre. Et ils avaient su si bien utiliser ce matériel de guerre que, alors qu'une grande partie de la 11e division se contentait de remplir des fonctions de police au service du gouverneur Mantecón, la 25e division et la 153e brigade attaquaient de front la forteresse de Belchite et poursuivaient leur avance au-delà.

Líster se chargea de faire en sorte que les honneurs de cette opération ne reviennent pas à ces forces, et, les escamotant, les attribua à ses propres subordonnés. Au moment critique de l'offensive, Líster envoya un télégramme au général Miaja, qui fut en même temps publié dans toute la presse :

« Au moment historique où notre glorieuse armée avance sur l'Aragon, portant ainsi un coup à la brutale offensive de l'envahisseur dans le Nord, j'envoie un salut affectueux au nom de tous les combattants de la 11e division, qui a mis au

combat autant d'ardeur et d'enthousiasme qu'elle l'avait fait sur le front de Madrid. »

La C.N.T. aragonaise fut autorisée à tenir, du 6 au 11 septembre, un Plenum régional de syndicats. Il eut lieu à Caspe, à l'ombre des baïonnettes de la 11^e division. Là, on adopta une motion qui réclamait : la liberté des prisonniers ne faisant pas l'objet d'une inculpation ; le déroulement rapide des procès ; l'arrêt des persécutions ; la réouverture des syndicats ; que soit facilitée la réorganisation des Collectivités et que les conseils municipaux soient reconstitués.

Ce plenum réunit 200 délégués, en majorité des collectivistes. C'était pratiquement un plenum de collectivités, comme le démontre cette autre motion :

« Considérant que nos relations, tant sur le plan syndical que sur le plan économique, doivent tendre à se simplifier, nous pensons qu'il conviendrait que, auprès du Comité régional de la C.N.T., fonctionne une commission (...) de relations collectivistes, qui assumerait des fonctions identiques à celles de l'actuel Comité régional de collectivités. »

Cinq cents délégués avaient participé, en février 1937, au premier Congrès de collectivités d'Aragon (il y avait alors 450 Collectivités enregistrées dans la région) : cela donne une idée de l'ampleur de la répression.

De toute manière, les Collectivités recommencèrent à prendre un essor considérable. Mais elles se développèrent avec davantage de difficultés et les collectivistes étaient moins nombreux. La Collectivité de Peñalba, qui au début de la révolution réunissait le village tout entier (1 500 habitants), fut réduite à 500 collectivistes. Il n'y a pas de données complètes sur les répercussions de la répression sur cette seconde étape de la collectivisation, mais les chiffres de participants aux deux congrès de Caspe (500 et 200, respectivement) peuvent servir de comparaison. Il est très possible que, dans cette seconde étape, la collectivisation ait reflété plus fidèlement la sincérité de convictions des collectivistes. Ceux-ci avaient été soumis à une rude épreuve, et ceux qui furent capables d'y résister étaient des collectivistes à même de supporter toutes les adversités. Ce serait toutefois un jugement superficiel que de qualifier d'anticollectivistes tous ceux qui abandonnèrent la collectivisation dans cette deuxième étape. La peur, la contrainte, l'insécurité de l'avenir pesèrent d'un grand poids dans la décision d'un important secteur de la paysannerie aragonaise.

Quant à la bienveillance du gouvernement, qui avait permis le regroupement des collectivistes, elle n'a rien de surprenant. La politique agraire du ministre Vicente Uribe (membre du Comité central du parti communiste) s'était toujours distinguée par une série de brusques revirements. Il suffit d'observer le ton de ses décrets et de ses arrêtés pour le constater. L'esprit du décret du 7 octobre 1936 était fondamentalement anticollectiviste. Ce décret fut atténué par un arrêté paru pendant l'été 1937, destiné à remédier au chaos produit par le décret. Il fallait sauver la récolte à tout prix. L'arrêté était un délai donné aux collectivistes pour qu'ils légalisent leurs entreprises conformément à des normes légales, aussi

compliquées que vexatoires. Les Collectivités qui ne seraient pas en règle le 31 octobre suivant seraient dissoutes et leurs terres remises à leurs anciens propriétaires.

Mais une fois la récolte de 1937 sauvée, ce qui était le véritable but de l'arrêté, eurent lieu la répression en Aragon et la destruction de ses Collectivités. La danse macabre des communistes et des propriétaires réactionnaires amena avec elle la ruine de l'agriculture aragonaise. Les collectivistes qui n'étaient pas en prison étaient poursuivis ou bien ils s'étaient réfugiés dans d'autres régions ou avaient cherché une protection au sein des divisions confédérales. C'est dans ces conditions qu'arriva l'heure de la préparation de la récolte suivante. Les petits propriétaires triomphants ne pouvaient pas travailler avec leurs propres bras les domaines sur lesquels ils s'étaient installés. Les paysans dépossédés, collectivistes intransigeants, refusaient de travailler sous le régime de la propriété et à plus forte raison de louer leurs bras contre un salaire.

Devant une situation aussi délicate, soupesant les répercussions économiques, le gouvernement, soucieux d'assurer les labours d'automne en vue de l'année agricole à venir, n'eut pas d'autre recours que de transiger à nouveau. Les Collectivités furent de nouveau autorisées. Les prisonniers furent mis en liberté. La collectivisation se remit en marche. On prépara les nouveaux semis. Mais, cette fois, ce fut Franco qui fit la récolte. Au printemps 1938, tout l'Aragon et une partie de la Catalogne et de la province de Valence étaient envahis par les armées fascistes.

On ne peut pas jouer impunément à démoraliser un front et son arrière-garde. La phrase de *Frente Rojo* (« Bientôt le front de l'Est servira d'exemple au glorieux front du Centre ») prenait des proportions de sarcasme. Effectivement, l'effondrement du front de l'Est allait annuler en quelques mois la gloire de tous les fronts.

XX

LA FEDERATION IBERIQUE DES JEUNESSES LIBERTAIRES

Les caractéristiques sociales de la capitale de l'Espagne, centre bureaucratique de l'Etat, de la noblesse décadente, du *caciquisme* politique, de la petite bourgeoisie patronne d'une industrie rudimentaire, avaient favorisé pendant de nombreuses années la tactique modérée du parti socialiste et de l'Union générale des travailleurs, au détriment de l'anarchisme, malgré les efforts constants de ce dernier pour retrouver l'hégémonie qu'il avait eue à l'époque de la première Internationale. Dans les dernières années du siècle passé et au début de ce siècle, l'anarchisme lutta avec opiniâtreté pour affirmer sa présence, en particulier au moyen de la propagande de presse. On peut constater l'apparition à Madrid de *La Revista Social* (1881-1884), *La Anarquía*, (1882-1885 et 1890-1893), *Tierra y Libertad* (bimensuel en 1888 et quotidien en 1896), *La Revista Blanca* (1898), *El Libertario* (1909), entre autres journaux et revues.

A partir de la chute de la dictature de Primo de Rivera, le syndicalisme libertaire commença à s'ouvrir progressivement un passage dans cette chasse gardée du socialisme politique. Depuis ses humbles origines (1872), le parti fondé par Pablo Iglesias bénéficiait d'une certaine stabilité en raison de sa tactique temporisatrice. Il n'avait abandonné cette tradition modérée qu'à deux occasions (1917 et 1934). En revanche, le parti socialiste subit un certain discrédit dans les années qui suivirent le coup d'Etat militaire de 1923.

La collaboration socialiste au premier gouvernement républicain (1931-1933), la gestion controversée de Largo Caballero au ministère du Travail, les répressions anti-ouvrières de ce cabinet (en particulier contre la C.N.T.) n'affaiblirent pas le potentiel anarcho-syndicaliste dans l'ensemble des provinces espagnoles, de même qu'elles ne l'empêchèrent pas de gagner de l'influence en Nouvelle Castille et à Madrid, au détriment de l'Union générale des travailleurs.

Mais l'installation de la C.N.T. dans la capitale de l'Espagne ne fut pas sans conséquences. Les militants confédéraux du Centre s'étaient déjà distingués par

leur psychologie propre, qui s'affirma et prit du relief lorsque les groupes d'opposition abandonnèrent la Maison du peuple pour se transformer en syndicats, dont certains (comme le Bâtiment) pouvaient se permettre de traiter avec leurs rivaux d'égal à égal et même les dépassaient en nombre et en dynamisme. Il faut dire que les sociétés de résistance de l'U.G.T. faisaient figure de structures anachroniques à côté des syndicats de branche et d'industrie de la Confédération nationale du travail, structurés en fonction de méthodes plus modernes. Par ailleurs, une fois passées les mascarades électorales et une fois évanouies les promesses des rédempteurs politiques, la triste réalité des faits donnait raison à la devise syndicaliste révolutionnaire. « L'action directe », avec tous ses inconvénients, prenait l'avantage sur sa rivale « l'action politique ». Les conquêtes de la seconde n'auraient pas lieu sans l'intervention préalable de la première.

Le militant confédéral de la région centrale ne se contenta pas de grandir, mais il apporta aussi sa petite pierre à l'édifice commun. Il avait hérité du meilleur du mouvement qu'il venait de quitter et déjà il faisait sienne l'expérience du nouveau courant. Ces militants se distinguaient par leur sérieux hautain, incapable d'humour et de lyrisme, par une ténacité et un dynamisme austères, sans exaltation, par leur vision réaliste des problèmes, qui ignorait, et parfois méprisait, les subtilités doctrinaires.

Ce sang nouveau fit bon ménage avec les Castellans de la génération des vétérans, dotés eux aussi de qualités très particulières. Citons les membres du groupe « Les égaux », avec Mauro Bajatierra à leur tête ; ainsi que Feliciano Benito, Cipriano Mera, Pedro Falomir, etc.

Entre ces deux générations se distingue un militant de grande envergure, jeune, intelligent, très cultivé, anarcho-syndicaliste, c'est-à-dire idéaliste pratique, écrivain de talent et brillant orateur, originaire de Vieille Castille (de Valladolid) et internationaliste (il passa une grande partie de la période de la dictature à Berlin, secondant Rodolf Rocker à l'A.I.T., et fut en contact très étroit avec Max Nettlau ; il fut donc disciple des deux), propagandiste et homme d'organisation, excellent théoricien et polémiste redoutable, pourfendeur de tribuns communistes. Voici une évocation de V. Orobón Fernández : un de ces phénomènes de courte durée, mais aux effets intenses, une vie brève, mais féconde (Il était né avec le siècle ; il mourut de maladie, encore jeune, au printemps 1936).

Rodolf Rocker, dans son autobiographie, consacre quelques passages à Orobón :

« Quelque temps plus tard, arriva à Berlin un autre camarade espagnol, qui vécut quelques années avec nous : Valeriano Orobón Fernández. Orobón était né à Valladolid en 1901 ; il était donc un peu plus jeune que Santillán et, comme lui, était très doué, avec d'excellentes qualités intellectuelles, qui malheureusement ne purent atteindre leur plein développement car une mort prématurée mit fin à sa vie. Orobón occupa un poste à l'école Berlitz de Berlin, comme professeur

d'espagnol, et à ses heures libres il écrivait beaucoup pour nos journaux espagnols où il effectuait des travaux de traduction. Il possédait surtout d'excellentes connaissances linguistiques et il apprit l'allemand en un laps de temps étonnamment court. Orobón connut le mouvement libertaire lorsqu'il était jeune étudiant. Son père appartenait au parti socialiste, ce qui ne l'empêcha pas de confier Valeriano et son frère Pedro à une école libertaire de Valladolid, dont les méthodes d'enseignement se situaient approximativement dans la même mouvance que celles de l'École moderne fondée par Francisco Ferrer à Barcelone. Dans ces circonstances, il était tout à fait naturel que les deux frères fussent ensuite plus impressionnés par le mouvement anarchiste du pays, fortement développé, que par les conceptions socialistes modérées du père. En effet, Orobón fut attiré très tôt par le mouvement libertaire, auquel il consacra le meilleur de son énergie jusqu'à sa mort... Il se rendit à Vienne, en 1927, pour quelque temps, et je lui avais donné une recommandation enthousiaste pour Nettlau. Celui-ci m'écrivit peu après : "Le brillant Espagnol que vous m'avez envoyé est un individu capable et excellent. Il a le sens de l'histoire et il comprend la *continuity of history*. Cela le préserve d'exagérations qui ne conduisent qu'à des sophismes. Car, en fin de compte, la croyance dans la toute-puissance de la révolution, qui prétend briser d'un seul coup tous les liens avec le passé et créer à partir du néant quelque chose de nouveau, n'est qu'une croyance messianique. Les jacobins et Napoléon croyaient réellement dans cette possibilité, mais les anarchistes devraient être les derniers à partager cette présentation fantastique." Pour se perfectionner dans la langue anglaise, il accepta pour un an un emploi à l'école Berlitz de Londres, mais lorsqu'arriva l'hiver avec ses brumes denses, il dut abandonner précipitamment l'Angleterre et il retourna à Berlin. Il souffrait déjà des poumons et sa situation avait empiré... Malgré cela, la majeure partie d'entre nous ignorait tout ce qui lui arrivait, car il ne se plaignait jamais... »

A la proclamation de la République, Orobón rentra en Espagne et s'installa à Madrid. Là, il fit à lui tout seul une grande partie du travail de prosélytisme, commençant à attirer à la C.N.T., comme sympathisants, comme militants ou comme oiseaux de passage, un groupe d'intellectuels. Parmi ceux qui restèrent figurent des journalistes et des écrivains, jeunes en majorité, tels que Cánovas Cervantes (directeur du quotidien *La Tierra*), J. García Pradas, Eduardo de Guzmán et, pendant quelque temps, Ramón J. Sender.

C'était l'époque de l'hymne « Aux barricades ! », du drapeau rouge et noir, du Groupement des femmes libres, des Jeunesses libertaires, de l'Alliance révolutionnaire, de la révolution communiste libertaire, qui étaient autant de préoccupations ou de réalisations de la nouvelle génération militante du Centre.

Orobón publia dans *La Tierra* un article fameux, après les répressions de 1933 et après la défaite électorale des gauches, à l'époque où Caballero faisait ses premières armes de « Lénine espagnol ». Dans cet article, Orobón défendait, avec fougue et intelligence, l'Alliance révolutionnaire :

« La répression qui est en train de décimer la C.N.T. est une anticipation honteuse du fascisme spécifique, et une démonstration éloquente de la façon dont les "moyens termes" et les pondérations théoriques de la démocratie bourgeoise se changent facilement en excès. A l'heure de la lutte, les "démocrates" oublient leur appartenance politique et se regroupent en fonction de leur origine de classe. Que cet exemple soit instructif pour les camarades qui, faisant référence à des purismes friables, se retranchent dans leur théorie de "nosaltres sols". Pour vaincre l'ennemi qui est en train de prendre position face au prolétariat, il faut absolument constituer un bloc inébranlable des forces ouvrières. La faction qui tournera le dos à cette nécessité se retrouvera toute seule et aura une grave responsabilité devant elle-même et devant l'Histoire. Car, plutôt que la défaite, que l'isolement entraînerait inévitablement, mieux vaut mille fois une victoire prolétaire partielle qui, sans être le patrimoine exclusif d'aucune tendance, réalise momentanément les aspirations minimales communes à tous les éléments qui participent au pacte ; aspirations minimales qui commencent par la destruction du capitalisme et la socialisation des moyens de production... »

Cet article est l'un des documents les plus transcendants de cette époque-là. La jeune C.N.T. du Centre fit unanimement sienne cette thèse. Les anarcho-syndicalistes asturiens la mirent en pratique en octobre 1934.

Quant aux Jeunesses libertaires, qui avaient été exportées dans toutes les régions d'Espagne, elles tinrent leur premier congrès national à Madrid, en 1932. Les principales résolutions en furent les suivantes : se constituer en organisation péninsulaire (comme l'avait fait la F.A.I.) et adopter la dénomination de Fédération ibérique des jeunesses libertaires. Voici un extrait de la déclaration de principes votée par le congrès :

« ... Pour atteindre ces objectifs, ce regroupement luttera contre la propriété, contre le principe d'autorité, contre l'Etat, la politique et la religion... Contre la propriété, parce qu'elle est une injustice inhumaine... Contre le principe d'autorité, parce qu'il suppose l'affaiblissement de la personnalité humaine... Contre l'Etat, parce qu'il restreint le libre épanouissement et le développement normal des activités éthiques (...) et parce qu'il défend la propriété au moyen des corps armés, de la police et de la magistrature... Parce qu'il entretient l'armée et la marine de guerre... Contre la politique, parce qu'elle présuppose l'annulation de l'individualité par l'abandon de sa propre volonté entre les mains d'une volonté étrangère (...) et parce qu'elle est le système qui permet de légitimer les intérêts de la propriété et les lois pour le respect et la défense de l'Etat... Contre les religions, parce qu'elles portent atteinte à la libre pensée de l'homme, en créant une hiérarchie morale qui le prédispose à admettre sans protester n'importe quelle tyrannie et parce qu'elles pervertissent les relations sociales par la terreur et le fanatisme, négateur de la raison et du progrès scientifique... »

Comme la F.A.I. à partir de 1927, la F.I.J.L. ne parvint jamais à devenir une véritable fédération péninsulaire, dans la mesure où elle ne réussit pas à rallier les

jeunes libertaires lusitaniens, pas plus que la F.A.I. n'avait réussi à représenter réellement la Fédération anarchiste portugaise. Les deux organisations, dites péninsulaires, furent en fait nettement espagnoles et révolutionnaires.

Deux tendances se manifestèrent au sein des Jeunesses libertaires presque dès leur naissance. Chez les jeunes libertaires de Catalogne prédominait la notion d'opposition à une fédération nationale. Ces jeunes concevaient les Jeunesses comme des filiales des syndicats et des fédérations anarchistes. Ils estimaient que leur mission se limitait à des tâches culturelles et de propagande, de recrutement et d'autoformation réalisant ainsi ce que les groupes et les syndicats, absorbés par le fracas de la lutte économique et révolutionnaire, ne pouvaient pas assumer.

Dans les milieux anarchistes et confédéraux eux-mêmes, l'idée d'une fédération nationale de jeunes, avec une personnalité indépendante, non seulement était considérée comme un danger déviationniste, mais en outre ravivait une vieille polémique sur les inconvénients qu'il y avait à séparer les militants en vieux et jeunes, polémique qui opposait réellement les représentants de la vieille et de la jeune génération, avec leur méfiance et leur impétuosité respectives.

Cela mis à part, les deux tendances des Jeunesses campaient sur leurs positions. Les jeunes Catalans traitaient leurs frères du Centre d'« organisationnistes » et de « centralistes », se voyant traiter, dans un juste retour des choses, de « catalanistes » et de « séparatistes ». Cette divergence s'accrut après le 19 juillet.

La F.I.J.L. adopta, dès les premiers mois de la révolution, dans presque toutes les régions de la zone libérée, la position collaborationniste, suivant l'exemple des organisations libertaires aînées. Elle était à la remorque des décisions de la C.N.T. et de la F.A.I.

A proprement parler, les Jeunesses libertaires s'étaient retrouvées sans leurs éléments les plus actifs. Les comités avaient tendance à se limiter aux militants les plus indispensables. L'immense majorité des adhérents avait été emportée par l'ardeur du combat, s'enrôlant dans les milices qui couvraient les fronts.

Les cadres militants auxquels nous nous référons plus haut, réduits au strict minimum, étaient exempts de leurs devoirs militaires. Dans les premiers mois de la guerre, l'exemption, lorsqu'elle était nécessaire, était prononcée directement par les comités confédéraux ; plus tard, elle devint le privilège des autorités et elle était octroyée sur proposition des comités politiques et syndicaux. Ce problème des exemptés créa dans tous les organismes de l'arrière-garde une classe bureaucratique, qui tendait à se transformer en caste.

Toutefois, au cours de ces premiers mois de la guerre, l'enrôlement dans les milices n'était pas de rigueur, et il était volontaire. Le gouvernement mobilisait continuellement par décret, mais ces mesures avaient des effets très relatifs. Les centres officiels de recrutement étaient peu fréquentés. Ceux qui ressentaient le devoir de partir au front exerçaient une forte pression morale sur les indécis et sur ceux qui manquaient d'enthousiasme, ce qui donna d'excellents résultats tant que

dura la virginité révolutionnaire. De toute façon, jeunes et hommes mûrs préféraient s'enrôler dans les bataillons de volontaires organisés par le comité de leur sympathie.

Cette émigration de jeunes vers les fronts favorisa la mainmise des organisations aînées sur les comités de jeunes de l'arrière-garde. On comprend donc que la F.I.J.L. soit intervenue en tant qu'organisation dans de nombreuses combinaisons du front antifasciste, occupant des responsabilités administratives et gouvernementales. Cette ligne collaborationniste conduisit à une série de contacts avec d'autres organisations de jeunes, et à une participation intense à ce mouvement fertile en pactes d'unités sous le lointain contrôle des Jeunesses socialistes unifiées.

Mais il est juste de dire que si la F.I.J.L. n'opposa qu'une faible résistance à la psychose circonstancialiste qui étouffait la C.N.T. et la F.A.I., il n'en est pas moins certain qu'elle sut, comme ses sœurs aînées, rester hors d'atteinte de la contagion stalinienne. La volonté tenace des J.S.U. (qui étaient elles-mêmes l'exemple le plus visible de contagion stalinienne) de former un grand bloc des Jeunesses qu'elles pensaient dominer par la suite en utilisant la technique d'absorption des alliés, se heurtait à la résistance non moins tenace de la F.I.J.L. Dans leurs relations et leurs pactes avec les jeunes communistes, les jeunes libertaires surent nager sans boire la tasse ; ils marchaient au bord de l'abîme sans faire le faux pas qui les aurait fait irrémédiablement dégringoler au fond.

Essayons d'ordonner ces faits le plus chronologiquement possible. L'état des relations entre les jeunes libertaires de Catalogne et leurs frères du reste de l'Espagne ressort de l'une des motions du congrès tenu par les premiers à Barcelone le 1er novembre 1936. Dans ce congrès fut mise à la discussion « la proposition faite aux Jeunesses libertaires de Catalogne par le Plenum national des comités régionaux, en vue de leur entrée à la F.I.J.L. »

La réponse fut celle-ci : « Sur proposition de la F.I.J.L., le congrès décide à l'unanimité son entrée dans cette organisation, moyennant la reconnaissance de la pleine autonomie de la Fédération régionale catalane, dans le but de poursuivre ses relations avec la F.A.I. »

Cette adhésion sous conditions est la marque d'une fidélité à outrance des jeunes libertaires de Catalogne à leur ligne de conduite classique. Ils continuaient à se considérer comme une filiale de la Fédération anarchiste ibérique. Pour comble de paradoxe, la F.A.I. répondait de la pire manière qui soit à cette fidélité amoureuse de ses jeunes aiglons, en les menaçant, en les pressant, en les sommant de suivre la tortueuse « ligne générale du mouvement ». Déçus dans leur fidélité, les jeunes libertaires de Catalogne s'adonnèrent donc au culte d'une autre fidélité qu'ils estimaient supérieure : la défense à outrance de ce qu'ils appelaient, dans des termes qui allaient faire fortune, « les principes et les tactiques consubstantiels et permanents », en opposition au « circonstancialisme », un autre de leurs termes qui fit aussi fortune et qui faisait référence à la théorie courante selon laquelle « des circonstances imprévues et impérieuses »

avaient imposé le « sacrifice circonstanciel des principes ».

C'est au cours de ce congrès du 1er novembre que furent mises en relief de profondes divergences entre la majorité des délégations et les membres du Comité régional. La proposition de la F.I.J.L. contenait en filigrane le point de vue du Comité. La réponse à cette proposition exprimait la volonté de la majorité du congrès. Le premier était docile aux orientations générales du mouvement ; la seconde se cramponnait à un classicisme doctrinaire intransigeant. Il y avait donc un certain divorce entre le Comité régional et ceux qu'il représentait ; entre les Jeunesses libertaires de Catalogne et les comités confédéraux et anarchistes de la même région ; entre ces mêmes jeunes libertaires et ceux du reste de l'Espagne.

Bien qu'il fût latent, le conflit passa inaperçu jusqu'à la fin de l'année 1936. La majorité des jeunes se trouvaient sur les fronts et ne se préoccupaient que de la guerre. Le conflit commença à revenir à la surface au fur et à mesure que les déceptions politiques s'accumulaient, et aussi parce que l'appel à la discipline de la part des comités supérieurs se fit de plus en plus insistant. Tant que ces problèmes ne se posèrent pas, les comités de l'arrière-garde firent un large usage de leurs attributions.

La signature d'un pacte, le 17 novembre, entre les Comités des jeunes libertaires de Catalogne et ceux des Jeunesses socialistes unifiées de la même région n'est donc pas surprenante. Ce pacte était une sorte de suite à celui qu'avaient signé en août la C.N.T. et la F.A.I. avec l'U.G.T. et le P.S.U.C.

Le contenu du pacte des Jeunesses, tout autant que celui des organisations aînées, était assez spectaculaire :

« Etant donné que les moments que nous traversons nécessitent la plus grande coordination de tous les efforts (...) un Comité de liaison est constitué (...) dans l'objectif d'établir immédiatement une étroite cohésion entre les deux organisations, indispensable pour gagner la guerre rapidement, tout en réalisant en même temps la transformation sociale... Ce Comité de liaison est par ailleurs le premier pas en vue de l'étroite collaboration de toute la jeunesse antifasciste et révolutionnaire, dont la base pourra être élargie lorsque les deux parties le jugeront opportun... »

Le discours est complété par les consignes liées à la situation du moment : représentation de toutes les tendances antifascistes à la direction politique et économique, en fonction des forces qu'elles représentent ; mobilisation générale et rapide pour gagner la guerre ; préparation technico-militaire des jeunes combattants ; discipline militaire, mais sans caporalisme ; création d'une véritable économie de guerre ; nettoyage des fronts et de l'arrière-garde de la présence fasciste, etc.

Le document était signé, pour le Comité régional des jeunes libertaires, par Alfredo Martínez, Fidel Miró et Juan Bautista Aso.

Les relations entre libertaires et stalinien étaient déjà assez tendues en ce mois de novembre. Les négociations et les engagements commençaient à

manquer de sincérité. Ils se réduisaient avant tout à des manœuvres de diversion ou de propagande. De toute manière, la rupture ne tarda pas à se produire.

En mars 1937, le Comité régional des jeunesses de Catalogne organisa un grand meeting en plein air, sur la grande Place de Catalogne. L'objectif était de manifester le mécontentement qui faisait suite à la perte de Malaga. L'auditoire s'élevait à cinquante mille personnes. Divers jeunes orateurs, du front et de l'arrière-garde, prirent la parole. Les Jeunesses socialistes unifiées refusèrent de participer au rassemblement sous prétexte de la présence des représentants de la Jeunesse communiste ibérique (Jeunesses du P.O.U.M.).

Tout ce qui avait un rapport avec le trotskisme - et tout communiste non orthodoxe était trotskiste - commençait à tomber sous le coup de la violente excommunication stalinienne. Les J.S.U. exigeaient que les jeunes rivaux soient expulsés de la tribune. L'irritation des jeunes libertaires devant des prétentions aussi abusives provoqua la crise du pacte conclu récemment.

Le cours des choses n'allait pas mieux sur le plan national. En février 1937, la F.I.J.L. avait tenu un Plenum national de comités régionaux à Valence. Signalons un détail curieux ; on rendit public, à cette occasion, le nombre d'adhérents de chaque Comité régional : Andalousie, 7 400 ; Estrémadure, 1 907 ; Levant, 8 200 ; Centre, 18 469 ; Aragon, 12 089 ; et Catalogne, 34 156. Les jeunes libertaires de la zone libérée du Nord ne purent assister au plenum, à cause de la guerre.

L'aspect le plus important de ce plenum fut la proposition d'un Front de la jeunesse révolutionnaire à toutes les organisations de jeunesse antifascistes. Le programme de ce F.J.R. fut élaboré ; il contenait notamment cette déclaration :

« Nous considérons qu'il n'est pas possible de créer le Front de la jeunesse révolutionnaire sans reconnaître la transformation sociale et économique dont a bénéficié le peuple espagnol depuis le 19 juillet ; par conséquent, tous les organismes qui se rallieront à ce front doivent s'engager à accompagner cette transformation sociale... Gagner la guerre, faire la révolution, telle est la mission du Front de la jeunesse révolutionnaire... »

Ce paragraphe était un défi à la trouble politique unitaire des Jeunesses staliniennes. Lors de la conférence nationale des J.S.U., qui avait eu lieu environ un mois plus tôt, Santiago Carrillo, qui en était le secrétaire général, avait fait cette déclaration :

« Nous luttons pour la République démocratique et nous n'avons pas honte de le dire... Oui, camarades, nous luttons pour une République démocratique ; plus précisément, pour une République démocratique et parlementaire. Il ne s'agit pas d'un stratagème pour tromper l'opinion démocratique espagnole ni pour tromper l'opinion démocratique mondiale. Nous luttons sincèrement pour une République démocratique car nous savons que si nous commettons l'erreur de lutter en ce moment - et y compris pendant de nombreux mois après la victoire - pour la révolution socialiste, nous contribuerions à la victoire du fascisme... »

Début avril, les jeunes staliniens organisèrent en grande pompe à Madrid un Congrès de la jeunesse. Ils y invitèrent toutes les organisations de jeunesse de n'importe quelle tendance : libertaires, républicaines, et même catholiques, ce qui était une audace sans précédent. Deux jeunes libertaires qui assistaient au congrès demandèrent la parole. Et lorsque le premier d'entre eux se leva pour parler, les techniciens de la propagande firent en sorte que tout le congrès, comme mû par un ressort, se lève et applaudisse. En même temps, une fanfare interprétait solennellement l'hymne anarchiste.

Le jeune libertaire ne se laissa pas impressionner par cette pluie de fleurs factices, et, sans préambule, commença son discours :

« ... Ma déclaration vient diverger presque entièrement de tout ce qui a été dit ici. Le mot "révolution" vous fait peur. Un éminent militant des J.S.U. disait hier qu'il fallait que quelques hommes se déplacent pour organiser la jeunesse de Catalogne... Nous demandons une alliance des jeunes sur une base solide, que l'on n'a pas voulu aborder dans ce congrès, et que l'on a laissée de côté ; une base d'alliance pour aujourd'hui et pour demain ; mais nous ne voyons pas la possibilité de parvenir à un accord... Il faut tout sacrifier, comme nous l'avons fait nous-mêmes avec nos principes les plus vénérables. Au nom de la Jeunesse libertaire, je dois vous dire que le rapport des J.S.U. est totalement vide de contenu social et nous leur lançons le défi de présenter des bases solides... »

Le congrès ne s'était pas encore remis de la déception produite par ce discours lorsque l'autre jeune libertaire monta à son tour à la tribune. Tout aussi imperturbable, il commença à dire :

« Je suis venu à ce congrès en pensant y trouver quelque chose de nouveau... Les J.S.U. ont organisé à Valence un congrès dans lequel elles ont évoqué à leur manière la situation de la jeunesse espagnole. Nous aussi, jeunes libertaires, sommes allés à Valence et nous y avons apporté une position ferme et claire, avec un authentique contenu révolutionnaire... Les jeunes libertaires veulent une révolution qui ait une éthique sociale. Les jeunes des J.S.U. ont amené à ce congrès les mêmes bases qu'ils avaient approuvées à Valence. Ces Jeunesses ont dit qu'il fallait réunir en faveur de l'Alliance les combattants qui luttent pour le gouvernement légitime, "et à leurs côtés, même les catholiques". Et moi, je demande : comment les J.S.U. peuvent-elles en arriver à s'unir avec les catholiques, alors que ceux-ci ont toujours utilisé la religion pour satisfaire leurs aspirations personnelles ?... Il a été dit ici qu'on luttait pour la République démocratique et parlementaire. D'accord s'il s'agit d'une République au sens où l'entendait Platon ; démocratique, si la démocratie veut dire le gouvernement du peuple par le peuple. Parlementaire, en aucune manière. Nous ne pouvons pas être d'accord avec le parlementarisme. Ce sont les syndicats qui doivent contrôler la politique et l'économie de l'Espagne... »

Les divergences entre les Jeunesses libertaires de Catalogne et le comité péninsulaire de la F.I.J.L. s'accrochèrent après les événements sanglants de mai 1937. Au cours de ces événements les communistes avaient assassiné et

terriblement mutilé douze jeunes libertaires qu'ils retenaient prisonniers. Les cadavres furent abandonnés dans un cimetière. Parmi ces malheureux se trouvait Alfredo Martínez, membre du Comité régional et secrétaire du Front de la jeunesse révolutionnaire de Catalogne.

Le 15 mai se tint à Barcelone un congrès régional extraordinaire en vue de déterminer la future orientation des J.L. et de nommer un nouveau Comité régional. Les séances de l'assemblée furent houleuses mais il en ressortit clairement qu'une majorité écrasante de l'organisation réclamait le retour aux traditions libertaires. Cette tendance classique prit en main le nouveau Comité régional. Pour dissiper toute ambiguïté, on élabora une motion qui fixait la nouvelle orientation, et qui faisait l'éloge du « concept permanent de nos idées » et condamnait « l'apostasie circonstancialiste ».

Cette insubordination préoccupait beaucoup les dignitaires de la C.N.T.-F.A.I., qui eurent recours, pour soumettre les rebelles, à tous les moyens, y compris à des moyens peu orthodoxes et ne faisant pas appel à la persuasion. La F.A.I. s'apprêtait à franchir officiellement le Rubicon. Dans les luttes internes des jeunes, la C.N.T. et la F.A.I., et en particulier la seconde, étaient parties prenantes. La C.N.T. n'était pas en reste. Face à *Ruta*, organe du nouveau Comité régional, et l'un des rares journaux anarchistes d'opposition au circonstancialisme, *Solidaridad Obrera* inaugura, le 17 juin, une rubrique spéciale « Jeunesse révolutionnaire », qu'elle confia à la fraction minoritaire des Jeunesses qui venait d'être mise en déroute au congrès.

Dans les hautes sphères de la C.N.T.-F.A.I., on craignait que la rébellion des jeunes libertaires ne s'étende aux groupes anarchistes (ce qui se produisit à partir du mois de juillet) et aux syndicats ; de la Catalogne aux autres provinces. Le comité péninsulaire de la F.I.J.L. exigeait des jeunes insurgés une soumission complète, faisant référence à des engagements envers l'organisation, que ceux-ci n'avaient jamais pris. Les Plenums nationaux de comités régionaux se succédaient à un rythme vertigineux dans le but apparent de faire plier la résistance de ceux que l'on commença à appeler « peaux rouges ».

Le problème de l'unité des Jeunesses était le motif principal des tensions. En vertu de sa nouvelle orientation, le Comité régional de Catalogne avait déclaré nuls tous les pactes plus ou moins caducs signés par le comité précédent, y compris ceux qui furent conclus sous l'égide du Front de la jeunesse révolutionnaire. L'un d'eux concernait la Jeunesse communiste ibérique (filiale du P.O.U.M.). Les jeunes libertaires de Catalogne avaient pressenti que le F.J.R. était condamné à mort à court terme par ceux-là mêmes qui lui avaient donné la vie. Le Front de la jeunesse révolutionnaire, comme nous l'avons vu, fut créé par un plenum national de comités régionaux de la F.I.J.L. en février 1937, face à l'Alliance des jeunes antifascistes qui était manipulée par les J.S.U.

Il y avait effectivement deux blocs sur le terrain de l'unité des jeunes. Celui créé par les J.S.U. lors de leur conférence de janvier, avec des républicains et des catholiques, et celui que la F.I.J.L. avait fondé un mois plus tard et dont faisaient

partie les Jeunesses du P.O.U.M. Le premier traversait une crise assez sérieuse. Quelques membres des anciennes Jeunesses socialistes dévouées à Largo Caballero commençaient à se rendre compte du guet-apens dans lequel ils étaient tombés grâce au double jeu de Santiago Carrillo et compagnie et ils commençaient à manifester leur désaccord. Les sections asturienne et valencienne des J.S.U. se déclaraient en rébellion. La crise avait son origine dans les interventions des jeunes libertaires comme celles que nous avons décrites.

Devant ce danger, l'état-major des J.S.U. brûla les étapes en vue d'un pacte d'unité des jeunes qui soit suffisamment habile pour que la F.I.J.L. morde à l'hameçon. Il fallait esquivier les points de friction, autrement dit marchander une profession de foi « révolutionnaire » de l'Alliance contre l'élimination du P.O.U.M. Les leaders du bloc libertaire se montraient en même temps intraitables avec les « Jeunesses catholiques ».

Malgré tout, les contacts se poursuivaient. Et c'est peut-être ce qui rendait méfiants les jeunes Catalans. En fin de compte, le 10 août, le comité péninsulaire de la F.I.J.L. publiait un long manifeste, qui exposait la rupture des négociations en vue de l'Alliance :

« Nous nous étions refusés, à d'autres occasions, à participer à un organisme dans lequel s'agglutinent toutes les Jeunesses antifascistes révolutionnaires, tant qu'il excluerait un certain secteur, plus ou moins nombreux, de nos Jeunesses (...) alors qu'en même temps on prétendait accepter l'entrée d'organismes de jeunesse à caractère religieux... Notre rapport et celui de l'Union fédérale des étudiants hispaniques ayant été présentés, nous acceptâmes, à la suite de longs débats, que ce soit ce dernier rapport qui serve de base de discussion. Il y a une chose sur laquelle nous n'avons pas voulu et nous ne pouvons pas transiger, parce que nous ne pourrions le faire sans perdre notre dignité, notre honneur et notre sens humaniste (...) c'est d'accepter tel quel le cinquième point des bases de discussion présentées par l'U.F.E.H., qui dit ceci : "Et désigner les trotskistes comme agents du fascisme, ennemis de l'unité du peuple et de la jeunesse antifasciste, et organisateurs du centre d'espionnage récemment découvert par la police..." »

Il n'est pas besoin de faire un gros effort pour comprendre que l'Union fédérale des étudiants hispaniques en question n'était rien d'autre qu'une succursale mal déguisée des J.S.U. fabriquée pour l'occasion. Ce mimétisme est monnaie courante dans la stratégie stalinienne. Cela mis à part, on comprenait aussi facilement que l'accord ne tarderait pas à se produire. Ce ne serait pas la première fois que les libertaires se débarrassaient du « trotskisme » en cédant à des « réalités suprêmes ». Dans les faits, les jeunes du P.O.U.M. avaient déjà été sacrifiés. Il s'agissait seulement d'éviter l'affront.

C'est ainsi que les deux organisations réunirent leurs troupes, le 10 septembre, au sein de l'Alliance des jeunes antifascistes (A.J.A.), dont la déclaration de principes débutait ainsi :

« L'Alliance des jeunes antifascistes, reconnaissant la transformation politi-

que, sociale et économique réalisée dans notre pays depuis le 19 juillet de l'année écoulée, s'engage à consolider les conquêtes révolutionnaires.

Par conséquent, les organisations de jeunes travailleront constamment à l'alliance des organisations syndicales C.N.T. et U.G.T. en vue de gagner la guerre et de développer la révolution. De la même manière, elles verront avec sympathie l'unification des forces politiques correspondantes, dans le même objectif.

Les Jeunesses membres de l'Alliance se déclarent favorables à ce que toutes les organisations politiques et sociales de notre peuple, engagées dans le cadre antifasciste, soient représentées à la direction de celui-ci, en fonction de leurs forces et de leur influence, après avoir au préalable élaboré un programme commun pour faciliter notre triomphe sur le fascisme. »

« La transformation politique » réalisée étant un contrepois énorme à la « transformation sociale et économique », les jeunes communistes, en proclamant tout cela, ne faisaient aucune concession révolutionnaire. Rendre possible l'alliance C.N.T.-U.G.T. au moment où cette dernière organisation était sur le point de tomber entre les mains du parti communiste n'était pas non plus une concession. (La stalinisation de l'U.G.T. fut consommée fin 1937). Finalement, ouvrir la porte du gouvernement à la C.N.T. - tel était le secret du dernier paragraphe - était un engagement un peu vague, et qui dépendrait de l'humeur du moment de la décision.

La C.N.T. voulait gouverner à tout prix. Elle avait vaillamment suivi Largo Caballero dans sa disgrâce, et maintenant elle le regrettait. Tous les documents de cette période portent la marque de la soif de gouverner de la C.N.T. Il y eut même un accord avec le parti communiste, que celui-ci trahit perfidement. Le P.C. avait alors en mains les clefs de saint Pierre et c'est à lui que la C.N.T. mendiait quelques miettes de pouvoir.

Un journal contrôlé par la tendance proche de Caballero commentait avec compassion cette fureur lamentable : « Nous ne nous sommes pas trompés lorsque, à la vue du document du Bureau politique du parti communiste, nous avons dit que personne ne devait s'y fier et qu'il ne voulait rien d'autre que faire de la C.N.T. son jouet. »

La C.N.T. hésitait alors entre deux cartes. D'un côté, elle avait renouvelé récemment des bases d'unité avec l'U.G.T., laquelle n'était pas encore dominée par les communistes. Mais à présent, voyant cette mainmise proche, elle était aux prises avec l'envie irrésistible de passer dans le camp du vainqueur. Le P.C. voyait loin et jouait sur du velours. D'un côté il faisait obstacle au pacte C.N.T.-U.G.T. ; de l'autre, il prenait le contrôle de l'U.G.T. en s'y infiltrant. Il se jouait de la C.N.T., tantôt lui donnant des raisons d'espérer, tantôt la trompant perfidement. L'entrée de la F.I.J.L. à l'A.J.A. ne peut être comprise que si l'on tient compte de ces faits et de la tutelle qui pesait sur elle.

Il faut de toute façon dire haut et fort que l'A.J.A., qui vécut jusqu'à la fin de la guerre en Catalogne, engloba les jeunes libertaires mais ne put jamais les

absorber et les digérer comme l'avaient fait les J.S.U. avec les jeunes socialistes.

Une fois signés les principes que nous venons de commenter, le programme de l'A.J.A. prévoyait une campagne de meetings dans le but de propager la bonne nouvelle dans toutes les grandes villes de la zone loyale. L'A.J.A., qui était présidée par un libertaire, s'adressa immédiatement au comité régional des J.L. de Catalogne, lui demandant d'organiser un rassemblement. La réponse fut négative. Comme il n'y avait pas en Catalogne de succursale de l'A.J.A., il n'y avait pas lieu d'appliquer l'accord. L'intervention du comité péninsulaire de la F.I.J.L. n'eut pas davantage de résultat. Les comités supérieurs de la C.N.T.-F.A.I. se cassèrent eux aussi le nez devant l'attitude ferme de ces jeunes. En fin de compte, ils décidèrent de passer outre à leur volonté. Et c'est ainsi que le meeting fut annoncé dans la rubrique jeunes de *Solidaridad Obrera* directement par le C.P. de la F.I.J.L. Le comité régional des J.L. répliqua dans un autre journal par un communiqué dans lequel on prévenait énergiquement que si cette atteinte à l'autonomie d'une organisation régionale se produisait, les jeunes militants saboteraient le rassemblement, en recourant à la violence si besoin était. Devant cette attitude ferme, on ne parla plus de l'affaire. Le Comité péninsulaire fit marche arrière.

Les J.L. de Catalogne tinrent, à partir du 10 octobre, un congrès régional extraordinaire. Ce congrès était un défi aux affirmations selon lesquelles l'orientation « insensée » des Jeunesses était le résultat de la « dictature de son Comité régional ». A l'ordre du jour figuraient des sujets aussi significatifs que les suivants : « Discussion du rapport envoyé par un groupe de militants contre le Comité régional ; les J.L. doivent-elles continuer en tant que section de culture et de propagande de la F.A.I. ? ; position des J.L. de Catalogne par rapport à l'Alliance des jeunes antifascistes ; désignation d'un nouveau Comité régional, (...) »

Voyons rapidement les résultats de ce congrès : La gestion du Comité régional fut approuvée par une majorité écrasante qui impressionna le comité de la F.I.J.L. lui-même, lequel avait été expressément invité à assister aux délibérations. Les membres du Comité régional, dans leur majorité, furent reconduits dans leurs responsabilités.

Cette démonstration de cohésion dans la défense de principes chers se répéta spectaculairement quelques mois plus tard, au cours du IIe congrès de la F.I.J.L., à Valence, du 6 au 13 février 1938.

La Catalogne y eut la délégation la plus nombreuse, et à ses côtés les délégations de sept brigades de combattants, venues du front d'Aragon, formèrent un bloc compact. Deux tendances, l'une centraliste, l'autre autonomiste, s'affrontèrent dès le début du congrès. Celui-ci dut se prononcer sur une motion et sur un vote particulier. La première parlait de subordination aux intérêts suprêmes qui s'appuient sur de rudes réalités ; le second défendait le principe d'autonomie fondé sur le pacte libre. Les autonomistes furent vaincus.

Mais les jeunes rebelles ne se soumirent jamais. Ils perdirent quelques positions mais ils restèrent fermes, dans une défense élastique, sans rien céder sur l'essentiel.

XXI

LE PACTE C.N.T.-U.G.T.

Le 20 octobre 1937, l'ennemi, ayant pris Gijón et les Asturies, considéra comme terminée sa campagne du Nord. Immédiatement, il commença le transfert de ses opérations armées vers le Centre, déterminé à frapper Madrid d'un grand coup. L'état-major républicain, estimant qu'il avait intérêt à le devancer, déclencha précipitamment une offensive désespérée sur Teruel. Celle-ci commença le 15 décembre et, le 29, la place de Teruel étant restée à l'arrière-garde mais sans avoir été prise complètement, la contre-offensive ennemie commença. Celle-ci, récupérant la place, administra une sévère défaite à l'armée populaire et occupa un important territoire dans la zone de la Sierra Palomera. Les pertes énormes du côté républicain furent produites beaucoup plus par le froid que par les balles. Dans l'opération, 40 000 hommes s'affrontèrent aux 10 000 qui défendaient la ville. Les Confédéraux participèrent activement à cette opération avec la 25^e division et deux brigades de la 28^e division.

Le choix de ce lieu stratégique par l'état-major républicain lui-même attira l'ennemi, qui échafauda rapidement son offensive de printemps. Ce dernier songea à exploiter l'affaiblissement de son adversaire provoqué par les dures pertes endurées par les miliciens. Teruel fut la première d'une série de batailles d'usure.

Le 9 mars 1938 commença la nouvelle offensive, dont le principal objectif semble avoir été la mer Méditerranée. La percée s'organisa à partir de Saragosse à l'abri de la rive droite de l'Ebre. Le succès peut-être inespéré de cette opération ouvrit l'appétit aux factieux ; d'autant plus que l'opération secondaire entreprise dans le secteur de Huesca était allée au-delà des objectifs prévus. Dans le but de désorganiser complètement les unités républicaines, ils traversèrent avec beaucoup de facilité l'Ebre au niveau de Pina. La poussée fut écrasante par le nord et l'ouest de la Catalogne. L'opération principale poursuivit son avancée irrésistible vers le Maestrazgo (1) et la mer. En peu de jours fut envahie presque la

1. Le Maestrazgo est une région montagneuse située entre Teruel et Castellón.

moitié de la zone restée fidèle à la République en territoire catalan, dans le reste de l'Aragon et une bonne partie de la région de Valence. En terre catalane, la percée se stabilisa d'elle-même à cause de l'éloignement des bases, mais aussi par la crainte de la France qui, en alerte, mobilisait des troupes vers la frontière ; peut-être aussi les factieux croyaient-ils trouver en Catalogne une plus grande résistance. Le front catalan s'immobilisa le long d'une ligne tracée par les confluent des rivières Noguera Pallaresa, Segre, Cinca et Ebre.

A Barcelone, où le gouvernement de la République avait son siège officiel depuis novembre 1937, les répercussions de la débâcle militaire furent énormes. Les rumeurs ne faisaient qu'accroître la gravité de la situation. Les soldats qui, enfuis du front, arrivaient dans la ville, augmentaient d'autant plus la démoralisation. Par ailleurs, l'aviation ennemie bombardait sans répit la population civile. Les ouvriers terrorisés abandonnaient les usines. Les plus importantes agglomérations de la région étaient systématiquement les cibles des avions, qui décollaient de la base de l'île de Majorque, et des salves des bateaux de guerre qui s'approchaient impunément des côtes. Durant cette nouvelle semaine tragique, on comptabilisa plus de mille morts et un grand nombre de blessés parmi la population civile.

Face à la gravité des faits, la trêve politique s'imposa et les rancœurs partisans furent mises en sourdine. Partis et organisations oublièrent momentanément leurs querelles et lancèrent de pathétiques appels à la sérénité. On reprochait avec fermeté la lâcheté des déserteurs des fronts et celle des dirigeants politiques des villes occupées par l'ennemi, que l'on menaçait de sévères sanctions. L'un de ces documents signés par l'U.G.T. et la C.N.T. disait : « Les noms des ouvriers et des ouvrières concernés par les sanctions citées seront communiqués aux organismes de Guerre et de Fortification. »

La débâcle de l'Aragon eut la vertu de pousser les représentants de la C.N.T. et de l'U.G.T. à signer des bases d'unité nationale. Les démarches pour cette unité avaient vu le jour au mois de janvier mais étaient restées au point mort. Fin 1937, la faction de l'U.G.T. représentée par Largo Caballero avait été anéantie de façon expéditive. Rapportons très succinctement cet épisode honteux.

La fraction du parti socialiste qui fut autrefois partisane de Prieto et qui l'était maintenant de Negrín, maîtresse de la Commission exécutive du parti bien avant la guerre, commença à déployer son offensive à Valence à travers le Groupement local. La première victime fut la Provinciale valencienne, le 26 juillet 1937. Les mêmes usurpateurs, avec à leur tête le socialiste Molina Conejero, qui était préfet de Valence, soutenus par les gardes d'assaut cédés par le ministre de l'Intérieur Julián Zugazagoitia, prirent d'assaut le journal *Adelante* (autre bastion de Largo Caballero), qui était autrefois dirigé par Carlos Baraibar et serait désormais dirigé par Cruz Salido (2).

2. Pendant l'occupation allemande de la France, Julián Zugazagoitia et Cruz Salido furent remis à Franco, qui donna l'ordre de les fusiller. L'ex-ministre cénétiste Juan Peiró et l'ex-président de la Généralité Lluís Companys connurent le même triste sort.

Le 29, l'U.G.T. assiégée et la C.N.T. signèrent provisoirement des bases d'unité (en attente du prochain congrès de l'U.G.T.). Le même jour, les adversaires de Largo Caballero lui ravirent deux autres journaux : *Claridad* (qui avait été son meilleur retronchement face à *El Socialista*) et *Las Noticias*, journal téléguidé depuis Barcelone. Caballero déclara qu'il allait dénoncer publiquement ses ennemis dans une série de discours.

Le 19 août, *La Correspondencia de Valencia* (« *La Corres* »), dernier journal officieux qui restait à Caballero, dénonce la fusion du parti socialiste de Jaén avec le parti communiste de cette même ville. Le nouveau parti s'appellera Parti socialiste unifié. Mais la fusion est désavouée par Ramón González Peña, président de la Commission exécutive socialiste.

Les usurpateurs font des pressions sur Largo Caballero, qui reste implanté dans la commission exécutive de l'U.G.T., afin qu'il convoque les représentants des Fédérations nationales. Celui-ci dit qu'il le fera, mais, s'appuyant sur les statuts, il refuse de reconnaître celles qui doivent plus de deux trimestres de cotisations. Les Fédérations retardataires le sont par complicité avec les usurpateurs.

Le 1er octobre, ces mêmes usurpateurs tentent de prendre d'assaut le siège de la Commission exécutive. Ils trouvent porte close et décident de se réunir en Plenum national dans l'escalier même, où ils se proclameront Commission exécutive dissidente. Celle-ci sera surnommée Commission exécutive « de l'escalier ».

Le 2 a lieu une tentative d'occupation de *La Corres*. Celle-ci échoue et le gouvernement suspend le journal (3). Le gouvernement lui-même donne la consigne à la Banque d'Espagne de ne pas payer les chèques au nom de l'authentique commission exécutive, bien que la signature soit légalement enregistrée. L'argent est remis à la Commission exécutive apocryphe. Au cours de cette même journée du 2, a lieu à Valence une grandiose manifestation populaire en soutien à Largo Caballero.

Le 7, les partis socialiste et communiste, par l'intermédiaire de leur Comité de liaison, affirment ouvertement la scission de l'U.G.T. Ce Comité de liaison invite la C.N.T. à mener conjointement des actions publiques. La C.N.T. accepte à condition que soit d'abord élaboré un programme commun de tous les partis et toutes les organisations du Front antifasciste.

Le 19, acclamé et écouté par une foule insoupçonnée, Largo Caballero fait un grand discours au cinéma Pardiñas de Madrid, où il dénonce toutes les péripéties que lui ont fait subir les communistes et leurs collaborateurs socialistes à partir du moment où il a refusé de jouer le jeu de la Russie au gouvernement. Il disait ainsi :

« Savez-vous pourquoi cette campagne s'est faite ? Et bien, elle s'est faite parce que Largo Caballero n'a pas voulu être l'agent d'éléments qui se trouvent

3. *La Correspondencia de Valencia* fut saisie définitivement par l'U.G.T. partisane de Negrín le 30 novembre 1937.

dans notre pays, et qu'il a voulu défendre la souveraineté nationale dans les domaines militaire, public, politique et social. Et quand certains éléments réalisèrent, certes bien tardivement, que Largo Caballero ne pouvait pas être un de leurs agents, et bien alors commença une campagne de diffamation à mon encontre. J'affirme ici même que juste avant que ne débute cette campagne on m'a offert tout ce que l'on peut offrir à un homme qui aurait des ambitions et des prétentions ; j'aurais pu être le chef du Parti socialiste unifié ; j'aurais pu être l'homme politique de l'Espagne ; les appuis ne m'auraient pas manqué de la part de ceux qui me faisaient ces propositions ; mais à condition de faire la politique qu'ils me dicteraient. Et je répondis qu'il n'en était pas question. »

Caballero envisageait de faire campagne sur ce ton à travers tout le pays, mais le gouvernement ne le lui permit pas. Le ministre de l'Intérieur, Julián Zugazagoitia, son vieux coreligionnaire du parti socialiste, alla même jusqu'à l'immobiliser en faisant appel à ses gardes d'assaut.

Finalement, le 3 janvier 1938, eut lieu un plenum élargi des deux factions de l'U.G.T., présidé par Léon Jouhaux, qui assumait le rôle de médiateur. Dans *Mis Recuerdos*, Largo Caballero écrit :

« Ce fut Jouhaux qui se chargea d'accomoder la sauce. Cet ami était alors, en France, plongé dans une phase politique de temporisation avec les communistes (...) et c'est avec ce critère qu'il arriva en Espagne. Il tint plusieurs conférences, se rangeant presque toujours du côté de ceux de "l'escalier". Lors d'une de ces réunions fut décidée la constitution d'une commission présidée par le représentant de la Fédération syndicale afin d'étudier une solution et de la proposer. Sur une proposition de Jouhaux, on se limita à la constitution d'un comité mixte composé d'éléments des deux tendances... Pascual Tomás nous révéla qu'il avait subi des pressions de la part de Jouhaux qui l'avait prié d'être bref, car cette même nuit il devait repartir en France. Lorsqu'on désigna ceux qui auraient dû constituer la moitié du comité mixte, je fus élu, mais je refusai d'accepter. Ainsi, ils me dépossédaient d'une responsabilité que le Congrès national m'avait confiée à l'unanimité. »

C'est avec cette Commission exécutive que la C.N.T. signa son pacte. La pression des armées de Franco rendit cet accord possible. Lors d'une réunion de la Commission exécutive, début février, un programme d'action fut approuvé ; il serait soumis à l'organisation confédérale. Les propositions seraient défendues par les délégués Amaro del Rosal, César Lombardía et Edmundo Domínguez. A la mi-février se tint la première réunion. La C.N.T. était représentée par Mariano R. Vázquez, Horacio M. Prieto et Federica Montseny. Mais les débats ne commencèrent à devenir fructueux qu'avec la terrible offensive ennemie du 9 mars. La C.N.T. présenta ses contre-propositions le 13 février.

Faisons une étude comparative des bases de l'U.G.T., des contre-propositions de la C.N.T. et de ce qui fut définitivement approuvé par les deux organisations le 18 mars 1938. Pour simplifier les choses, nous résumerons les propositions et les clauses ainsi :

Aspect militaire

- L'U.G.T. propose la création d'une armée puissante imprégnée d'un état d'esprit antifasciste, afin d'écraser Franco et les envahisseurs étrangers. Les syndicats doivent appuyer intensément le gouvernement et lui procurer toutes les facilités et les soutiens pour atteindre cet objectif.

- La C.N.T. élargit ce critère dans le sens de renforcer l'armée en vue des contingences belligères extérieures.

- Les deux se mettent d'accord pour réunir les deux points de vue.

Commissariat

- Le Comité de liaison qui se créera travaillera à ce que les syndicats appuient le travail du Commissariat à la guerre. (U.G.T.)

- La C.N.T. ajoute qu'à l'intérieur du Commissariat les forces antifascistes doivent être équitablement représentées, contre toute tendance monopoliste.

- Conclusion. Le critère cénétiste est accepté en substance par les deux.

Industries de guerre

- Les deux organisations syndicales coopéreront avec le gouvernement pour mettre rapidement sur pied une puissante industrie de guerre. Elles auront comme responsabilité la vigilance contre le sabotage et la réadaptation des industries de paix aux nécessités de la guerre. Formation immédiate de Conseils nationaux d'industrie avec une participation syndicale. Ces conseils auront comme fonction : la planification de la production, des prix, des salaires, des besoins, de l'importation et de l'exportation de produits, toujours en accord avec les directives du gouvernement. Ces conseils dépendront d'un Conseil supérieur d'économie créé par le gouvernement. (U.G.T.)

- Création d'un sous-secrétariat aux Industries de la guerre et d'un Conseil national des Industries de même nature, avec une représentation du gouvernement et des organisations syndicales. Ce conseil assumera de façon absolue la direction technique et administrative des industries de guerre. (C.N.T.)

- Conclusion. La première proposition de l'U.G.T., sur la nécessité de créer une puissante industrie de guerre et sur les responsabilités attribuées aux travailleurs, est acceptée. Le sous-secrétariat à l'Armement, déjà existant, assumera la direction unique en accord avec le Conseil aux industries de guerre, dans lequel interviendront les syndicats. Centralisation de toutes les matières premières.

Nationalisation

- Nationalisation des industries de base. Centralisation par le gouvernement des industries nationalisées. Ces dernières seront dirigées par des techniciens nommés par le ministère concerné, tout en considérant l'avis des travailleurs. Centralisation bancaire en vue d'une nationalisation des banques. (U.G.T.)

- Rapide nationalisation des industries de base liées à la production du

matériel de guerre. A savoir : mines, chemins de fer, industrie lourde, banques, téléphone, télégraphe et navigation au long cours. (C.N.T.)

- Conclusion. Le point de vue cénétiste est adopté. Le gouvernement évaluera la nécessité de la nationalisation. Les industries nationalisées doivent se décentraliser.

Banques

- Le gouvernement doit tendre vers une centralisation qui préparera le terrain à la nationalisation des banques. (U.G.T.)

- Pendant les démarches de la nationalisation des banques, l'Etat doit assurer de façon impartiale les crédits aux Collectivités. Reconnaissance par l'Etat de la Banque syndicale ibérique (décidée par un plenum national économique de la C.N.T. tenu le 15 janvier 1938). (C.N.T.)

- Conclusion. Il n'y a pas de mention spéciale pour la nationalisation des banques et encore moins pour la Banque syndicale ibérique. L'Etat aidera les Collectivités qui seront reconnues d'utilité économique dans la mesure où elles s'inscriront dans le cadre de la législation.

Municipalisation

- Tous les biens mobiliers et immobiliers des propriétaires fascistes sont déclarés propriété de l'Etat. Les municipalités auront la jouissance des propriétés urbaines selon les lois édictées par le gouvernement. (U.G.T.)

- Municipalisation générale de l'habitat, à l'exception des édifices déclarés propriété nationale et de ceux de peu de valeur ; des services publics ordinaires et urbains et de ceux qui sont considérés d'intérêt général, à condition qu'aucun intérêt ne soit lésé ; de la Santé et de l'Aide sociale, en tenant compte à la fois des intérêts de la municipalité et de ceux de l'Etat. (C.N.T.)

- Conclusion. Municipalisation de tous les services urbains qui, de par leur importance et leur nature, l'exigent. La municipalité jouira de l'usufruit de la propriété immobilière, propriété de l'Etat (propriétés urbaines, exceptées celles de peu de valeur), dans le cadre des lois qui seront promulguées par le gouvernement.

Economie

- Création par le gouvernement d'un Conseil supérieur d'économie pour planifier la production. (U.G.T.)

- Formation d'un Conseil national de l'économie au sein de l'Etat, composé par des représentants de ce dernier et des organisations syndicales. Il dirigera la production, la distribution, le crédit, les formes de rétribution, le commerce en général, l'inspection du travail, la planification. Il fournira aux techniciens des Collectivités comme à ceux de l'Etat les moyens nécessaires. Il ouvrira des écoles de formation professionnelle et technique avec des subventions de l'Etat. (C.N.T.)

- Conclusion. Création d'un Conseil supérieur de l'économie, à l'intérieur de l'Etat, avec une participation syndicale, qui aura pour tâche de préparer le plan économique national et d'assurer, plus particulièrement dans les industries nationalisées, la production, la distribution, le crédit, les prix et les besoins, l'exportation et l'importation, la rétribution, le commerce et l'inspection du travail. Le gouvernement légifèrera dans le domaine de l'économie en accord avec ce conseil. Quant à la préparation professionnelle, indépendamment de ce qu'entreprendra l'Etat, les syndicats, grâce à des cours spéciaux et des subventions accordées par l'Etat, contribueront à élever le niveau professionnel, technique et culturel des ouvriers.

Agriculture

- Nationalisation et industrialisation de la terre, qui sera donnée en usufruit aux paysans ; ceux-ci l'exploiteront individuellement ou collectivement. Intensification des cultures de manière à utiliser le moindre lopin de terre exploitable. Amélioration du niveau de vie des travailleurs de la terre par la valorisation de leurs produits. Le gouvernement fournira aux paysans des machines, des semences, des engrais et des crédits par le biais de la Banque de crédit agricole. Promotion de fermes expérimentales et d'écoles agricoles en vue de la préparation de techniciens et d'administrateurs. (U.G.T.)

- Le sol et le sous-sol sont propriété de la nation. La terre sera remise en usufruit de préférence aux syndicats de la C.N.T. et de l'U.G.T. Le gouvernement favorisera les Collectivités agricoles des deux organisations, leur facilitant des crédits (par l'intermédiaire de la Banque de crédit agricole tant que les banques ne seront pas nationalisées), des aides techniques, des centres de formation et d'expérimentation. Industrialisation progressive de l'agriculture et rationalisation des cultures par le Conseil national de l'économie. Les deux organisations syndicales et l'Etat seront représentés dans tous les organismes qui se constitueront en relation avec la reconstruction agricole. (C.N.T.)

- Conclusion. Nationalisation rapide de la terre. Celle-ci sera remise en usufruit, de préférence aux Collectivités et aux coopératives agricoles C.N.T.-U.G.T. Les deux organisations défendront tous les acquis des paysans et s'efforceront d'intensifier la production agraire. Réglementation des cultures de telle sorte que l'exploitation individuelle ne soit pas un obstacle à l'exploitation collective. Valorisation des produits de la terre afin d'améliorer le niveau de vie des paysans. Industrialisation progressive de l'agriculture et rationalisation des cultures.

Collectivisations

- Reconnaissance du mouvement collectiviste et coopératif agricole. Respect de la petite propriété paysanne directement exploitée. La terre possédée en usufruit par un exploitant individuel devra se limiter aux possibilités de l'exploitation familiale. Développement de la formation de coopératives

agricoles (une par localité) et légalisation immédiate des Collectivités existantes. Regroupement des coopératives en fédérations régionales ou provinciales et intégration dans le mouvement coopératif national et international. (U.G.T.)

- Reconnaissance, développement et légalisation du système collectiviste dans les industries, dans le monde rural, dans le commerce et dans tous les secteurs non nationalisés de l'économie. Droit pour les Collectivités de s'organiser entre elles en créant leur propre économie en accord avec les prescriptions officielles et fiscales. Développement des coopératives de consommation face à la spéculation du petit commerce bourgeois. Liberté aux deux organisations pour promouvoir les coopératives selon leur propre conception. Revoir les lois actuelles sur la coopération. (C.N.T.)

- Conclusion. Légalisation des Collectivités. Déterminer lesquelles peuvent continuer à exister. Nécessité de légiférer sur leurs normes de constitution et de fonctionnement. Contrôle de l'Etat sur ces Collectivités. Celles qui ne s'aligneront pas sur la législation devront disparaître. Celles qui respecteront la législation et qui seront reconnues d'utilité économique seront aidées par l'Etat. La législation sur les Collectivités sera proposée par le Conseil supérieur de l'économie. Etablir de fortes coopératives de consommation au détail, ainsi que des coopératives de production assujetties à une législation très restrictive. Aide de l'Etat aux Collectivités agricoles existantes, en priorité à celles de la C.N.T. et de l'U.G.T., ainsi qu'à celles que constitueront volontairement les travailleurs de la terre en accord avec la loi. Le gouvernement fournira, aux Collectivités C.N.T.-U.G.T. de préférence, des machines, semences, engrais et crédits grâce à la Banque de crédit agricole. Création de fermes agricoles et d'écoles expérimentales pour la formation de techniciens, mécaniciens et administrateurs des Collectivités et coopératives. La volonté des paysans préférant l'exploitation individuelle sera respectée. La petite propriété agricole, légalement acquise par un cultivateur et exploitée sans intermédiaires, sera respectée.

Salaires

- Création d'un salaire minimum en rapport avec le coût de la vie, mais en tenant compte des catégories professionnelles et du rendement de chacun. Dans les industries sera appliqué le principe « A plus grande et meilleure production, meilleure rétribution », et cela sans considération de sexe ni d'âge. (U.G.T.)

- Réajustement des salaires. Rétribution en accord avec le minimum indispensable pour satisfaire les besoins. Création d'une Commission nationale mixte des salaires et de contrôle ouvrier dépendant du Conseil national de l'économie, laquelle réglera la rétribution professionnelle dans chaque industrie et dans chaque localité en accord avec les statistiques et étudiera des formules de compensation familiale. (C.N.T.)

- Conclusion. La formule proposée par l'U.G.T. est adoptée, de même que la création d'une Commission nationale des salaires et des prix, avec des

représentants des centrales syndicales. Le gouvernement envisagera des formules de compensation familiale par le biais des lois.

Contrôle ouvrier

- Le gouvernement doit promulguer une loi sur le Contrôle ouvrier qui fixera les attributions et les obligations des ouvriers. Il devra assumer : le contrôle de la production par les ouvriers et la surveillance de leur rendement, une intervention dans l'administration et dans les bénéfices, dans les conditions de travail et dans la défense de la législation sociale. Les Comités de contrôle seront élus démocratiquement au suffrage direct par les travailleurs dans les usines et les ateliers. (U.G.T.)

- Législation sur un contrôle ouvrier dans les entreprises qui ne sont pas directement gérées par les travailleurs. (C.N.T.)

- Conclusion. La formule proposée par l'U.G.T. est adoptée.

Législation sociale

- Maintien des acquis obtenus par le prolétariat. Revoir la législation en vigueur en y intégrant ces acquis et en éliminant les préceptes en opposition avec les revendications déjà obtenues. (U.G.T.)

- Reconnaissance des conquêtes de la révolution. Supprimer de cette législation tout ce qui peut produire un recul social. Législation sur le Contrôle ouvrier, sur les Assurances contre les Accidents et sur la Prévoyance sociale (maladie et vieillesse), création d'un Conseil national mixte de l'enseignement, dépendant de l'Etat, avec la participation des deux syndicats, en vue de la rééducation du peuple basée sur des méthodes rationnelles en harmonie avec le progrès scientifique et moral que la révolution annonce. Législation spéciale pour les entreprises étrangères établies en Espagne, dans l'intention de récupérer les biens nationaux. Révision de toute la législation civile, pénale et commerciale.

Dans tous les organismes à caractère syndical, étatique et mixte qui se constitueront avec diverses finalités, la C.N.T. et l'U.G.T. devront être représentées proportionnellement à leurs forces. (C.N.T.)

- Conclusion. Introduire dans la législation sociale en vigueur les acquis du prolétariat et en supprimer tout ce qui va à l'encontre de ces acquis. Législation sur les Assurances contre les Accidents et sur la Prévoyance sociale. Révision de toute la législation civile, pénale, commerciale, etc. Récupération de la richesse nationale pour une plus ample liberté du pays. Politique d'aide de la part de la C.N.T. et de l'U.G.T. sur tous les aspects en vue de gagner la guerre rapidement. Dans tous les organismes représentatifs à caractère syndical et officiel qui se créeront pour les différents problèmes concertés à la base, l'U.G.T. et la C.N.T. interviendront proportionnellement aux forces qu'elles représentent dans les lieux concernés.

Aspect politique

- La C.N.T. s'engage à défendre, maintenant et toujours, un régime social basé sur une vraie démocratie et à combattre tout projet totalitaire, que ce soit celui d'une classe ou celui d'un parti. Inaugurer une nouvelle période constituante qui tienne compte des aspirations populaires à une république socialiste, démocratique et fédérée. La C.N.T. s'engage à rendre effective la participation du prolétariat à la gestion de l'Etat espagnol sans en exclure les forces non prolétaires, mais en tenant compte de la représentation proportionnelle qui leur correspond. La C.N.T. rejoint la constitution immédiate du Front populaire antifasciste et la réorganisation du gouvernement, avec dans chacun d'eux une représentation de chaque parti et de chaque organisation en fonction de son importance numérique.

- Les deux organisations s'engagent à garantir au peuple, et plus particulièrement aux travailleurs, le droit, après la guerre, de se donner la forme de gouvernement qui, dans le cadre d'une vraie démocratie, corresponde au sacrifice réalisé. Les deux organisations examineront dans les plus brefs délais le problème de leur incorporation au Front populaire. L'U.G.T. déclare qu'elle ne fera pas obstacle à l'incorporation de la C.N.T. aux fonctions gouvernementales.

Après cette comparaison entre bases et contre-propositions, voyons maintenant quelques résultats. On constate d'abord qu'en matière militaire la C.N.T. vient se joindre au projet de création d'une armée puissante, dépendante de l'Etat, et enrichit les attributions propres ou internes de cette armée par des attributions externes d'inspiration militariste, sans autre garantie pour le peuple que les attributions limitées du Commissariat devenu aussi propriété de l'Etat.

Par rapport à la production de guerre, la C.N.T. accepte la simple participation des organisations syndicales au sein d'un Conseil dépendant de l'Etat, ou de sa succursale, le secrétariat à l'Armement. On conçoit mal que le sous-secrétariat assume la direction « unique » tout en travaillant « en accord » avec les conseils cités plus haut.

Dans le thème suivant, la C.N.T. accepte spontanément la nationalisation des industries de base et le fait qu'elle soit laissée aux seuls critères de l'Etat. On continue à placer l'Etat au sommet de la pyramide sociale. La même chose se produit avec la nationalisation des banques, enrichie par la C.N.T. d'une banque de plus, la Banque syndicale ibérique.

Au sujet des municipalisations, la C.N.T. renonce définitivement à sa conception classique sur les municipalités libres, qu'elle avait parrainée en inscrivant le communisme libertaire comme la principale de ses finalités. Le communisme libertaire signifie toujours ceci : un régime social qui ait pour principe la commune libre, autonome et fédérée, conception absolument op-

posée au centralisme de l'Etat et à la coexistence avec cet Etat. La meilleure illustration en est le rapport approuvé par le dernier congrès de la C.N.T. qui eut lieu en mai 1936 à Saragosse et qui traite du « Concept confédéral du communisme libertaire » (4). Avec le pacte C.N.T.-U.G.T., la municipalité continue à avoir un statut de simple administrateur des propriétés immobilières de l'Etat militariste, centraliste et usurier.

La preuve la plus flagrante de l'esprit résolument centraliste du pacte apparaît dans l'annexe sur l'économie. C'est un Conseil supérieur de l'économie « à l'intérieur de l'Etat » qui, composé par les représentants de ce dernier et ceux des organisations syndicales, monopolisera tout.

L'Etat, maître de l'armée, de l'industrie, des municipalités et de l'économie tout entière, sera aussi le maître de la terre nationalisée. Et les paysans seront ses simples fermiers. L'activité usurière étatique persiste grâce à ses banques de crédit nationalisées.

D'un commun accord, la C.N.T. et l'U.G.T. réservent à l'Etat (sur proposition du Conseil supérieur de l'économie) le droit de légiférer sur les Collectivités ainsi que l'étrange faculté de s'en rendre maître et de déterminer leur avenir. Seulement celles qui respecteront la législation seront aidées par l'Etat.

Les deux organisations acceptent la subsistance du salariat et l'immorale échelle des salaires par catégories. Ainsi que le principe stakhanoviste « A plus grande et meilleure production, meilleure rétribution », sans considération de sexe ni d'âge.

Les Comités de contrôle seront élus démocratiquement par les travailleurs ; mais le gouvernement, moyennant une loi, fixera les attributions des contrôleurs, qui seront à leur tour contrôlés par celui qu'ils ont pour tâche de contrôler.

Les deux parties signataires se proposent d'incorporer dans la législation sociale en vigueur les acquis réalisés par le prolétariat et d'en soustraire tous les aspects conservateurs. Mais, comme très peu de choses ont changé fondamentalement, le travail d'addition et de soustraction sera vite réglé.

Et pour finir, voyons les aspects politiques médiats et immédiats. Pour ce qui est des premiers, la C.N.T. fait des promesses illimitées. Elle commence par réduire son irréductible incompatibilité avec l'Etat à une simple expression de mode de gouvernement. Elle réprouve seulement avec ténacité la forme étatique totalitaire et oublie la leçon selon laquelle tout gouvernement porte dans ses bagages la matraque totalitaire. La C.N.T. opte pour « une véritable démocratie sociale », c'est-à-dire pour une « République socialiste démocratique et fédérale », hiéroglyphe qu'éclaire peut-être le projet d'ouvrir « une nouvelle période constituante » ; ce qui implique de participer ouvertement aux joutes électorales, abdication pure et simple de son passé apolitique. Et si toutefois le moindre doute persistait, la C.N.T. s'engage à atteler le prolétariat au char de l'Etat espagnol.

Enfin, la C.N.T. tient ferme à sa revendication politique immédiate, à savoir

4. José Peirats, *La C.N.T. en la revolución española*, tome I, p. 120.

sa participation dans le gouvernement actuel et dans ceux qui seront constitués à l'avenir, s'appuyant sur l'U.G.T., sur l'opportunité du pacte et faisant crédit à son futur corps électoral (5).

Les phrases élogieuses que prononça un socialiste vétérinaire comme Luis Araquistáin à propos de ce pacte furent sa meilleure épitaphe :

« Le parti socialiste s'est radicalisé, comme le montre le projet de réforme du vieux programme adopté en mars 1936 par le Groupement socialiste madrilène. L'U.G.T. s'est également radicalisée, tant au niveau politique que syndical, ses sections syndicales adhérant dans leur majorité au socialisme révolutionnaire et acceptant le rôle révolutionnaire que Marx et Lénine attribuent aux syndicats pendant la période de transition du capitalisme au socialisme. La C.N.T. s'est socialisée en reconnaissant la nécessité de l'Etat en tant que moyen de lutte et de renforcement des conquêtes révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Quelle joie pour un socialiste de lire le programme de nationalisation, de municipalisation et de collectivisation proposé par la C.N.T. ! On croit lire des articles empruntés à notre programme socialiste et, surtout, au projet de réforme cité plus haut du Groupement de Madrid. Bakounine et Marx se donneraient une accolade sur ce document de la C.N.T. »

5. Il apparaît évident que le but recherché par la C.N.T. dans ce pacte était de rendre possible sa participation au gouvernement. Observons aussi à ce propos le revirement discret de l'U.G.T.

XXII

LA CRISE DU MOUVEMENT LIBERTAIRE

Nous avons pu constater le long de ce récit la grande dépendance de la F.A.I. vis-à-vis de la C.N.T. dès qu'éclatèrent les événements révolutionnaires du 19 juillet 1936. Cependant, les choses allaient changer. Une crise latente couvait au sein du mouvement libertaire depuis les événements sanglants de mai 1937. Les incessants « appels au calme » lancés alors par les comités supérieurs offensèrent profondément les militants révolutionnaires qui étaient disposés à aller jusqu'au bout dans la lutte d'extermination contre les incorrigibles adversaires et leurs alliés. L'« appel au calme » était non seulement une bouffée d'air pour cet adversaire, mais il lui donnait aussi la possibilité de renverser l'équilibre des forces et de se développer après avoir découvert la faille des organisations libertaires. Cette faille était l'incapacité de résistance des éléments officiels de la C.N.T.-F.A.I. En provoquant ces tristes événements, les provocateurs expérimentaient le degré d'impunité de leurs futures offensives contre-révolutionnaires. La réaction des militants anarchistes venait du pressentiment que l'influence de leur mouvement subissait un déclin vertigineux. En effet, après le mois de mai 1937, on assiste à une régression systématique des positions anarchistes héroïquement acquises le 19 juillet.

Cependant, on espéra un certain temps que la guerre serait gagnée par les milices populaires. Mais, avec la débâcle d'Aragon, au printemps 1938, le futur se profila sous leurs yeux avec toute sa tragique réalité. De timides réactions se produisirent même parmi les plus optimistes. L'habitude de censurer les écrits et les discours sur la moindre atteinte au moral en vue de la victoire persistait lorsque de graves coups furent portés, comme la perte complète du Nord, la reconquête de Teruel par l'ennemi et la débâcle d'Aragon, suivie par les alarmantes invasions de la Catalogne et de la région valencienne. Ceux qui avaient tant transigé avec leurs convictions anarchistes au nom de la lutte commune contre le fascisme commençaient à se demander si de nouveaux sacrifices valaient la peine d'être faits.

Au fur et à mesure que l'échec de la guerre devenait une certitude, des

controverses orageuses éclataient parmi l'élite militante. Deux tendances se désinaient. Celle du Comité national de la C.N.T., qui avait tout sacrifié à la guerre et qui maintenant, peut-être pour échapper à la torture du doute, était à la recherche d'un optimisme nécessaire soumis au bourrage de crâne de Negrín, préconisait une résistance à outrance. Le C.N., dans sa circulaire n° 12 du 10 mai 1938, disait : « Clouons le bec aux défaitistes, aux pessimistes, à tous ceux qui ne veulent pas entendre raison et profitent de prétextes et de détails pour parler d'échecs révolutionnaires, d'effondrements, de trahisons et de liquidations. »

Cette accusation était destinée au C.P. de la F.A.I., à travers lequel un certain noyau de militants, plus particulièrement originaires de Catalogne, voulait à tout prix sauver le prestige de l'anarchisme. Voyons le processus de cette opposition.

À la suite des accords sur les bases d'unité avec l'U.G.T., le C.N. intensifia sa campagne de revendications politiques avec l'appui de l'organisation anarchiste. La circulaire n° 7 du C.P. de la F.A.I. du 1er avril réclamait : « l'intégration de la C.N.T. et de la F.A.I. au Front populaire national » et « l'immédiate participation de la C.N.T. à la gestion gouvernementale ». La seconde de ces demandes fut satisfaite par le Dr Negrín le 8 avril. Le gouvernement fut restructuré et il y eut un ministre C.N.T. Il est fort possible que le gouvernement ait été restructuré afin d'en expulser Indalecio Prieto, un autre pessimiste qui n'arrêtait pas de prédire la fin catastrophique de l'armée républicaine (Prieto n'était pas moins que ministre de la Défense). Par ailleurs, la politique de résistance et de faux optimisme était la base de la dictature de Negrín et des communistes (1).

Bien que le communiste Jesús Hernández abandonnât lui aussi le gouvernement pour connaître une grande destinée au Commissariat général, les communistes et les socialistes continuaient à être les maîtres du gouvernement depuis les principaux ministères. La façon dont avait été désigné le représentant de la C.N.T. ne pouvait pas être plus humiliante. Negrín avait demandé à la C.N.T. trois noms parmi lesquels il choisirait lui-même le ministre. Les noms proposés furent ceux de García Oliver, Horacio M. Prieto et Segundo Blanco. C'est ce dernier qui fut choisi. La F.A.I. prit acte de cet affront.

À partir de l'effondrement du front d'Aragon, l'appellation « Mouvement libertaire » commença à prendre de l'essor et à englober dans un ensemble les trois branches : la C.N.T., la F.A.I. et la F.I.J.L. Bien que le C.N. de la C.N.T. essayât toujours de regrouper entre ses mains les deux autres organisations sœurs, le mouvement libertaire naquit plutôt dans la région catalane, pendant les semaines tragiques du désastre aragonais. Cependant, il n'est pas moins sûr que tous les comités nationaux des partis et des organisations avaient suivi le gouvernement quand ce dernier se transféra à Barcelone en novembre 1937. Le C.N. de la C.N.T. en fit de même.

1. Les sources documentaires que nous utiliserons dans les pages qui suivent sont une série de rapports inédits appartenant aux archives de la C.N.T. et de la F.A.I. et qui survécurent à la catastrophe ; il m'a été possible de consulter une de ces copies.

Le 2 avril 1938, à la veille de la séparation de la Catalogne du reste de la zone républicaine, eut lieu à Barcelone un plenum régional extraordinaire de syndicats, groupes anarchistes, jeunesses libertaires et militants. García Oliver fit un compte rendu pathétique de la catastrophique situation militaire, à la suite duquel se constitua un organisme exceptionnel nommé Comité exécutif du mouvement libertaire de Catalogne. Ses attributions étaient : intensifier la guerre jusqu'à la victoire finale ; accepter la militarisation avec toutes ses conséquences ; intervention contre les déserteurs et les fuyitifs ; et aussi contre les perturbateurs et les saboteurs ; favoriser seulement les camarades prisonniers dont l'innocence serait prouvée ; participation de la C.N.T. aux gouvernements de la République et de la Généralité ; participation également à tous les organismes politiques et administratifs du pays. Ce Comité exécutif, « en accord avec les comités du mouvement », était habilité à expulser les individus, les groupes, les syndicats, les fédérations ou les comités « qui ne respecteraient pas les résolutions générales du mouvement et qui, par leurs agissements, lui porteraient tort », qu'ils se trouvent au front ou à l'arrière-garde.

Nous verrons plus loin que la formule du Mouvement libertaire fut rapidement adoptée dans la zone Centre-Sud. En octobre aurait lieu le premier Plenum national de comités régionaux du mouvement libertaire, et en France, après la défaite, le Conseil général du mouvement libertaire ferait son apparition comme un ensemble compact et homogène.

Le mouvement libertaire, pendant la période de sa formation, permettait à chaque branche de s'exprimer de façon indépendante. Une certaine résistance à se laisser diluer sous un dénominateur commun s'affirmait. Mais le plus étonnant c'est que ce fut dans cette ambiance de centralisation des organisations que commencèrent précisément à se manifester avec davantage d'insistance les tendances ainsi qu'une divergence aiguë entre le C.N. de la C.N.T. et le C.P. de la F.A.I.

La F.A.I. avait été acceptée au sein du Front populaire national. Mais, au début du mois de mai 1938, le gouvernement fit une déclaration publique sur ses intentions par rapport à la guerre. Le document avait été présenté à un Conseil des ministres par le Dr Negrín lui-même. Sous prétexte que sa publication était urgente, ce dernier ne voulut pas le soumettre aux représentants du Front populaire. Ces mêmes jours, le parlement anglais se réunissait et on tentait de donner des armes à l'opposition. De plus, l'Angleterre et la France étaient en train de négocier avec l'Italie la reconnaissance de la conquête de l'Abyssinie (ancien nom de l'Éthiopie) en échange, disait-on, du retrait de ses volontaires d'Espagne.

La déclaration comportait un programme en 13 points : indépendance et intégrité du territoire national (tout en conservant les zones du protectorat d'Afrique) ; nouvelle structure constitutionnelle de la République déterminée par un plébiscite qui aurait lieu dès que la guerre s'achèverait ; garantie pour les libertés régionales sans mettre en cause l'unité espagnole ; respect des droits des

citoyens et de la propriété individuelle ; promotion de la petite propriété et respect des intérêts des étrangers qui n'auraient pas collaboré avec le fascisme ; liberté de culte ; profonde réforme agraire pour la liquidation de la propriété semi-féodale ; démocratie paysanne qui rendrait le paysan maître de la terre qu'il travaille ; législation sociale avancée ; l'armée au service de la nation ; abandon de la guerre comme politique nationale ; aspiration de l'Espagne au rang de puissance méditerranéenne ; développement de la défense nationale ; large amnistie pour tous les Espagnols disposés à collaborer à l'essor de l'Espagne ; garantie aux vaincus qu'aucune vengeance ne serait exercée contre eux.

Le C.P. de la F.A.I. prit immédiatement position contre la déclaration. Dans sa circulaire du 3 mai, il en dénonçait le contenu comme « un retour au régime en vigueur avant le 19 juillet ». Et d'ajouter :

« Il s'agit de faire des avances au capitalisme franco-britannique pour obtenir ce tournant tant souhaité des gouvernants présents qui sans aucun doute répond bien à leurs désirs cachés depuis longtemps de balayer toute transformation révolutionnaire en Espagne. »

La circulaire s'achevait en reprochant à la C.N.T. une certaine responsabilité dans cette note, alors que la F.A.I., « libre de tous ces compromis, doit et peut continuer à représenter les aspirations et les désirs révolutionnaires de l'anarchisme ».

Dans la circulaire suivante, le C.P. revenait à la charge :

« Le plus significatif dans ce document, ce sont les non-dits. On n'y trouve pas la moindre allusion au 19 juillet, aux forces contre-révolutionnaires qui se soulevèrent et prirent les armes contre le peuple et qui furent écrasées radicalement sur la voie publique ; on n'y trouve pas davantage la moindre garantie pour les conquêtes de la classe ouvrière et paysanne... Par contre, l'Etat s'engage à garantir la propriété, l'initiative individuelle, la liberté de culte, à favoriser l'essor de la petite propriété, à indemniser le capital étranger, etc. »

Le Comité national de la C.N.T. assumait la lourde tâche de défendre le gouvernement. Sa circulaire n° 12 analysait point par point le programme de Negrín pour réfuter « les affirmations négatives des défaitistes ».

Elle avançait : « Au plenum de septembre 1937... on se mit d'accord pour s'approprier et défendre la thèse de la consultation électorale sous les auspices d'une "République socialiste et fédérale". Dans les propositions que nous présentâmes à l'U.G.T. et qui avaient été acceptées par le Plenum national des comités régionaux, nous avions intégré un texte annexe qui exprimait l'accord de septembre. La déclaration du gouvernement (...) parle de République populaire, ce qui ne s'oppose pas à notre thèse... Il est inévitable, dans une déclaration de programme, de faire constater notre respect des cultes, lorsque nous savons l'importance qu'ils jouent, surtout en Angleterre et aux Etats-Unis. Dans ces deux pays, ne pas se mettre à dos l'opinion catholique a une énorme importance... Nous ne pouvons pas ignorer (...) que ni l'Angleterre, ni la France, ni les Etats-Unis, ni aucune démocratie ne peuvent se socialiser et voir d'un bon œil, encore

bien moins aider au triomphe d'un régime basé sur les collectivisations, la socialisation, et plus encore la nationalisation gérée par les ouvriers, en raison de tous les précédents que cela peut créer... »

Le Comité national réitérait dans sa circulaire que la majorité des points de la déclaration de Negrín n'avaient qu'une importance de façade. Malgré tout, la guerre des circulaires entre les deux comités aboutirait à un face à face. Le 10 mai, le C.N. invita le C.P. à assister à une réunion :

« Etant donné les dernières circulaires remises par le Comité péninsulaire de la F.A.I. à ses Comités régionaux, le Comité national se voit dans l'obligation de poser le problème de l'orientation des militants. Il est impossible de continuer à vouloir l'affrontement d'un comité avec d'autres, les uns prétendant être plus révolutionnaires et plus conséquents que les autres, parce que cela entraînerait des divisions dangereuses pour l'intégrité du mouvement libertaire... »

La lettre s'achevait en invitant le C.P. à une réunion avec les autres représentants du mouvement libertaire. La réunion eut lieu le jour suivant, et vu l'animosité qui régnait entre les deux antagonistes, la F.I.J.L. se vit obligée de jouer le rôle d'élément modérateur. Finalement, on arriva à l'accord suivant : afin d'éviter la rupture de l'unité du mouvement libertaire, il était nécessaire que les comités s'abstiennent d'informer leurs propres adhérents des conflits où apparaissaient des attaques réciproques. La solution était d'essayer de résoudre ces questions en privé, par le biais de réunions d'ensemble afin qu'il en ressorte une ligne d'action homogène. La section politique du C.N., composée d'éléments des trois tendances, fut chargée d'établir la marche à suivre pour les comités respectifs.

Malgré cet accord, la F.A.I. déclarait dans un rapport être déterminée à « ne pas accepter un contrôle sur nos activités et nos positions, car notre organisation est la seule habilitée à nous dire ce qui convient ou pas dans l'attitude du Comité péninsulaire ». La condition de sa participation à la Section politique du comité national était que celle-ci soit « une organisation vraiment efficace ».

Un nouvel incident éclata lorsque le Front populaire national appuya publiquement les 13 points du Dr Negrín. La F.A.I. se déclara en rupture, et dans la circulaire n° 23 elle exposait ses raisons : « Exiger de nous une adhésion inconditionnelle à cette déclaration alors que nous n'avons même pas été consultés lors de son élaboration et de sa diffusion par le gouvernement nous semble être trop exiger... Tolérer cette déclaration sans protester publiquement est déjà beaucoup pour nous. »

Néanmoins, pour sauvegarder sa responsabilité, elle soumit sa décision aux Comités régionaux, en leur donnant un délai de trois jours pour faire connaître leur réponse par télégramme. La Catalogne le fit en termes plutôt vagues. Les autres Comités régionaux divergeaient les uns des autres. Au cours d'une réunion d'ensemble en présence de la section politique du C.N., une décision fut prise.

Un rapport du C.P. du 27 mai fait allusion à cette réunion, dans laquelle on

trancha l'incident :

« Nous nous présentâmes à la réunion en question et nous constatâmes que toutes les délégations représentées estimaient que le C.P. de la F.A.I. ne devait pas refuser son adhésion à la note du Front populaire national qui soutenait les treize points... Mais face à l'insistance des délégations représentées, sans partager leurs opinions et en sauvegardant la responsabilité de la F.A.I. sur tout ce qui avait été exprimé, tout en nous réservant le droit de revoir le problème lorsque cela serait opportun, nous déclarâmes que nous accepterions la note... »

Cette note fut publiée le 19 mai. Son dernier paragraphe disait :

« Les structures liées au Front populaire possèdent avec cette note du gouvernement une excellente matière d'orientation et de travail. L'activité des antifascistes espagnols doit permettre de faire entendre et pratiquer une telle ligne de conduite. C'est à cela que les invite avec grand intérêt le Comité national. »

L'orage était passé, mais ce ne serait pas le dernier. Le 11 août, une crise du gouvernement se produisit. Les ministres qui représentaient les régions autonomes (le Basque Manuel Irujo et le Catalan Jaime Aiguadé) se retirèrent du cabinet suite à des décrets sur la prise de contrôle des industries et la militarisation des ports qui lésaient les régions autonomes. Ces décrets portaient davantage atteinte aux intérêts des travailleurs, mais le C.N. de la C.N.T. laissa passer ces mesures sans broncher. Par ailleurs, les mesures centralisatrices en question étaient incluses dans le pacte avec l'U.G.T.

La F.A.I. se fit entendre à nouveau : « Les décrets approuvés par le Conseil des ministres représentent une atteinte aux libertés et aux droits du peuple espagnol... La F.A.I. appelle tous les partis et toutes les organisations à manifester leur désapprobation de la politique que ces décrets mettent en place... »

Le pacte C.N.T.-U.G.T. permettait la saisie des industries de guerre par le secrétariat à l'Armement du gouvernement central et aussi la centralisation des matières premières ; la nationalisation des transports, des chemins de fer, de la navigation au long cours, de l'industrie lourde et des banques. En échange de cette extension du pouvoir gouvernemental, on prévoyait un contrôle des organismes syndicaux qui était en fait une mystification. Ceux qui étaient habilités au contrôle subissaient à leur tour le contrôle. Avant de songer à mettre sur pied l'organisation du contrôle, le gouvernement avait pratiqué ses saisies de manière incontrôlée.

Cette offensive centraliste du gouvernement fut contrariée par les travailleurs, plus particulièrement en Catalogne, où ils avaient créé les industries de guerre dès les premiers mois de la guerre, lorsque le gouvernement ne pensait qu'à reconstruire l'appareil bureaucratique de l'Etat et à réorganiser la police. Après les saisies par le gouvernement des usines de guerre (l'immense majorité des usines produisaient pour la guerre), les travailleurs de bonne foi se rendirent vite compte de la pluie de bureaucrates qui leur était tombée dessus. Le pire était

leur incompétence technique et administrative, quand ils ne cherchaient pas à faire du prosélytisme. Certains des soi-disant techniciens étaient des Soviétiques qui faisaient davantage preuve de zèle à s'approprier les secrets de production de guerre que de compétence. Le favoritisme partisan avait promu cette nouvelle caste bureaucratique.

La crise interne du mouvement libertaire éclata dans l'intimité de l'organisation pendant la seconde quinzaine du mois d'octobre. Du 16 au 30 octobre eut lieu à Barcelone le premier Plenum national de comités régionaux du mouvement libertaire. Celui-ci se proposa de faire le bilan de son action depuis le 19 juillet 1936, de décider des orientations à suivre à l'avenir et de voir la façon de pouvoir coordonner étroitement les activités des trois organisations qui le composaient.

Dans ce plenum (qui fut sans aucun doute la plus grande confrontation dans le cadre de l'organisation depuis le dernier congrès de la C.N.T.), les tensions contenues qui s'étaient polarisées au sein du C.N. de la C.N.T. et du C.P. de la F.A.I. furent évacuées. Le premier ne voulait pas démordre du fatalisme circonstancialiste le plus absolu et ne manqua pas l'occasion pour mépriser « le fardeau idéologique qui freinait la C.N.T. dans sa marche vers l'hégémonie » ; le second fit une autocritique poussée sur les défaillances du mouvement et suggéra une certaine tendance à la rectification. Les deux clans adverses se firent de très durs reproches et d'implacables accusations.

Le secrétaire général de la C.N.T. déclara dans une de ses interventions :

« Il est nécessaire de balayer nos bagages littéraires et philosophiques qui sont un handicap pour pouvoir nous situer et obtenir l'hégémonie. L'actuelle fragilité du mouvement trouve son origine dans les scrupules qu'éprouvèrent dès le début les camarades envers la militarisation. Les Collectivités auraient dû accepter la tutelle officielle ; elles auraient bénéficié des crédits financiers du gouvernement. » Il critiqua la gestion de García Oliver en tant que ministre et celle du président du Conseil d'Aragon, Joaquín Ascaso, le qualifiant de Don Quichotte. Il qualifia de pacte de « non-agression » celui que signa la C.N.T. avec Largo Caballero, tout en exaltant les mérites du pacte C.N.T.-U.G.T. du 18 mars de cette année-là qui, toujours selon l'orateur, eut la vertu de contenir l'avancée de l'ennemi. Il discernait les mêmes vertus miraculeuses à la réintégration de la C.N.T. au sein du gouvernement et du Front populaire national. Il exalta le personnage du Dr Negrín et affirma qu'il n'existait pas un seul homme qui aurait pu le remplacer avantageusement. D'après l'orateur, le gouvernement de Negrín s'était opposé avec succès aux communistes.

La plus grande partie de ce discours fut consacrée à une attaque contre le Comité péninsulaire de la F.A.I., dont un des documents fut qualifié de ridicule et accusé d'avoir commis un délit de haute trahison (2). Il accusa aussi la F.A.I.

2. Le document de la F.A.I. auquel il est fait allusion met en évidence des erreurs militaires et combat l'influence communiste dans l'armée, celle des techniciens russes dans les états-majors et les abus scandaleux du S.I.M.

de basse manœuvre avec Azaña dans l'intention de liquider la guerre (3).

Le Comité péninsulaire rétorqua aussi sec :

« Il est nécessaire d'affronter ceux qui méprisent nos principes. Ceux qui ne possèdent pas d'idéaux ne doivent pas être à la tête de notre mouvement. Le "bagage doctrinaire" et la "littérature poussiéreuse" auxquels il est fait allusion ne peuvent être dédaignés par les anarchistes qui sont encore fiers de l'être. Si quelqu'un méprise nos doctrines, qu'il s'éloigne de notre compagnie. Cette tendance à vouloir tout justifier est néfaste et nous amène vers des positions peu reluisantes... Nous sommes optimistes car nous avons confiance en ce que nous avons créé ; il faut surmonter les faiblesses actuelles en ne permettant pas à ceux qui ne croient plus à l'organisation, par ignorance ou par reniement, d'être à la tête de notre mouvement. Il est indispensable de dire la vérité aux nôtres. Tromper les militants est une trahison. Pour ceux qui, en plus de se dire des hommes, se disent anarchistes, il est un devoir d'avoir profondément enraciné en soi le concept de responsabilité. Nous ne pouvons pas justifier les erreurs du présent par celles du passé. Si nous en avons commis, nous nous devons de ne pas les oublier afin de ne pas les reproduire... Certes, nous sommes partisans du pacte C.N.T.-U.G.T. mais avec toutefois un minimum de garanties d'authenticité révolutionnaire qui, pour l'instant, n'apparaissent pas. Nous ne lui reconnaissons pas la vertu d'avoir freiné la chute du front de l'Est. Les camarades qui, par leur héroïsme, s'employèrent à contenir l'ennemi ne méritent pas un tel manque d'égards. Notre entrée dans le Front populaire n'a rien résolu non plus. Elle a été due à une suggestion des communistes. Notre entrée au gouvernement ne fut pas davantage couronnée de succès ; ce fut l'étape finale d'une période passée à mendier le pouvoir. Celui-ci ne se demande pas ; ou bien on le prend parce qu'on en a la force, ou alors il nous est remis par convenance... Pour notre mouvement, l'éthique n'est pas un produit de luxe, mais une dimension indispensable qui nous différencie des autres secteurs... Il faut retrouver notre force immense en s'investissant au sein de notre organisation et considérer l'action gouvernementale comme une chose circonstancielle, ce qu'elle est en fait réellement. Nous ne devons pas oublier un seul moment nos objectifs révolutionnaires. Le mouvement libertaire doit se ressaisir. C'est à celui-ci, ici réuni, qu'il revient de montrer des solutions. Pour notre part, nous sommes un comité d'une organisation anarchiste et nous savons jusqu'où va notre mission. Nous nous devons de rendre compte à nos militants et il ne nous appartient pas de

3. La F.A.I., convaincue que de hautes personnalités partageaient son point de vue sur la nécessité de se débarrasser de Negrín, mit sur pied un entretien avec le président Azaña pour sonder son état d'esprit. A. García Birlán, qui prépara l'entretien, confia à l'auteur : « Nous eûmes entièrement l'initiative (la F.A.I.) : Federica Montseny, Santillán et moi-même allâmes lui dire sans détour ce que nous pensions de Negrín et de lui-même, et je l'invitai à se débarrasser du dictateur mais il était déjà envahi par la crainte. » Araquistáin a écrit plus tard qu'Azaña avait tenté de destituer Negrín, mais celui-ci avait répliqué : « Vous ne pouvez pas me destituer, et si vous essayez, je résisterai à la tête d'un mouvement de masse, appuyé par l'armée, qui est avec moi. »

donner des ordres. »

Une autre originalité du plenum fut l'apparition, entre le courant fataliste du C.N. et la réaction sporadique du C.P., d'une troisième position bien plus décidée à jeter par dessus bord les « bagages philosophiques ». Elle était représentée par le militant de choix Horacio M. Prieto, qui avait la réputation d'être l'éminence grise du secrétariat général de la C.N.T. A en juger par ses exposés, Horacio M. Prieto était arrivé à tirer toutes les conclusions logiques du rapport de la F.A.I., approuvé dans son Plenum national des comités régionaux de juillet 1937. Sa thèse consistait, dans ses grandes lignes, à convertir la F.A.I. en parti politique de la C.N.T. La F.A.I. assumerait toute la responsabilité d'un franc réajustement des tactiques et des principes (4).

« L'organisation syndicale, écrivait Prieto dans une étude polémique publiée à l'époque, ne peut avoir aucune autre ligne que celle de l'intervention directe et, si l'on veut, auxiliaire, en tant que corporation de classe avec des intérêts et des aspirations unilatéraux. Vouloir faire de la C.N.T. une structure politico-syndicale provoquerait inconsciemment sa perte, si l'on met la politique à part. De deux choses l'une. Si la C.N.T. affiche la représentation politique du mouvement libertaire, la F.A.I. est de trop. Si le mouvement veut dissocier ce qui est politique de ce qui est intérêt de classe, c'est à la F.A.I. que revient la tâche de prendre en charge l'orientation politique (5)... »

Après les débats orageux vint le retour au calme avec le travail de lecture des rapports par les délégués. La discussion du premier point de l'ordre du jour avait pris douze séances. La gestion du Comité national fut appuyée par toutes les délégations de la C.N.T. et des Jeunesses libertaires à l'exception de la C.N.T.-F.A.I. et de la F.I.J.L. de Catalogne. L'hérésie d'Horacio M. Prieto fut rejetée par ces dernières délégations, ainsi que par celles de la F.A.I. d'Andalousie et du Levant. Certains délégués non cités dans la documentation consultée se manifestèrent en faveur de cette thèse.

Il semble qu'en général les délégations des Jeunesses souffrirent d'un manque de personnalité. La F.I.J.L. du Levant appuya à fond le Comité national. Il en fut de même pour la F.A.I. du Nord (Horacio M. Prieto), qui tomba d'accord avec le secrétaire de la C.N.T. face aux délégations de Catalogne, que certains délégués accusaient de catalanisme. A la fin de la dernière séance, Mariano R. Vázquez déclara qu'il y avait incompatibilité entre le C.N. et le Comité péninsulaire. Mais le plenum n'aborda pas la question fondamentale. Le secrétaire général de la C.N.T. en personne avait proposé que l'on attribue à chaque organisation sa mission spécifique. Le plenum rejeta cette proposition à deux reprises. Enfin, pendant la 21^e séance, le plenum fit un reproche sévère au comité régional de la F.I.J.L. catalane pour le travail critique et indiscipliné de son journal *Ruta*. On décida d'apporter une solution à ce cas dans un des

4. Les interventions citées textuellement sont tirées du carnet de note d'un délégué présent à ce plenum.

5. Revue *Timón*, Barcelone, septembre 1938.

rapports.

Le rapport sur l'analyse des activités concluait que « l'intervention directe dans les organismes directeurs de la vie politique, économique et militaire (...) a été motivée par notre sens poussé des responsabilités et par la nécessité de coopérer dans la lutte contre le fascisme (...) pour faciliter la victoire (...), ce qui n'a pas été un changement de tactique mais une ouverture circonstancielle et intelligente des méthodes d'action qui, il faut le reconnaître, firent face à une situation anormale dans la vie des villages... »

Une pittoresque affirmation de principes se dégagea : « Le mouvement libertaire, intervenant exceptionnellement dans la politique, déclare que le pouvoir politique, l'Etat, sera toujours l'antithèse de l'anarchie et que sa participation au pouvoir exigée par les circonstances a eu pour objectif de s'opposer au maximum, depuis les instances mêmes du pouvoir et en tous lieux, à l'étouffement de la révolution... »

L'existence de plusieurs tendances fut reconnue, bien que l'on atténuât en même temps leur importance : « Le mouvement libertaire, dans l'itinéraire qu'il a parcouru depuis le 19 juillet jusqu'à nos jours, constate en son sein ces deux dernières années des différences d'interprétation qu'il considère comme des conséquences des préoccupations qui consistent à vouloir surmonter les conditions de lutte du peuple espagnol (...). Toutefois, ces différences, grâce à ce plenum, sont jugées comme surmontées puisque des accords unanimes sont adoptés (6). »

A la question : « Devons-nous, poussés par les circonstances, continuer à intervenir politiquement ? », le plenum répondit : « Il en sera ainsi tant que les plenums nationaux des trois courants du mouvement libertaire (...) le jugeront nécessaire... »

A la question : « La participation au sein du gouvernement doit-elle continuer à être assumée par la C.N.T. ? », la réponse fut : « Tant que ne seront pas franchies de nouvelles étapes d'évolution politique susceptibles d'obliger le mouvement libertaire à les juger comme telles au cours de ses plenums ordinaires, nous considérons que c'est à la C.N.T. de représenter le mouvement libertaire dans le cadre du gouvernement. » Cela voulait dire que « La C.N.T., en intervenant dans le gouvernement, représente le mouvement libertaire dans son ensemble, ce qui n'empêche pas que les autres branches puissent intervenir également si cela s'avère nécessaire pour que le mouvement libertaire ait en politique la représentation proportionnelle qui lui revient par rapport aux secteurs marxistes et républicains (7). »

6. Le plenum avait décidé que les accords seraient adoptés à l'unanimité. Dans le cas où cela semblerait impossible, on proposerait un référendum à la base de l'organisation.

7. Les partis étaient représentés dans le gouvernement dans les proportions suivantes : 4 socialistes communistes, 4 républicains, 2 républicains autonomistes, 1 communiste et 1 représentant de la C.N.T. Le parti communiste eut un nouveau poste après la crise du

Il y eut donc trois positions bien marquées :

1) La première considérait qu'en cas de nécessité toutes les branches du mouvement libertaire devaient intervenir en politique (soutenue par la majorité).

2) Celle d'Horacio M. Prieto, d'après laquelle la F.A.I., devenu le parti politique de la C.N.T., devait représenter le mouvement libertaire dans le gouvernement.

3) Et une tendance minoritaire, représentée par les Jeunesses libertaires de Catalogne, qui était pour renoncer à toute participation gouvernementale (8).

Comme nous pouvons le voir, le rapport permettait à toutes les branches du mouvement libertaire de participer directement en politique si cela s'avérait nécessaire. L'adoption de ce dernier point provoqua de vives protestations de la part de la F.A.I. et de la F.I.J.L. de Catalogne (9).

Cela prouve bien que les accords ne furent pas pris à l'unanimité. Si un accord était pris à la majorité, la minorité lui était sacrifiée pour qu'il ne soit pas dit qu'il y avait eu discordance. Ce critère semble plutôt être inspiré des procédés électoraux des partis communistes que des pratiques anarchistes traditionnelles.

Comme marche à suivre dans un futur immédiat, il fut établi que la propagande serait rigoureusement coordonnée : « La propagande verbale et écrite du mouvement libertaire doit être unifiée, coordonnée et responsabilisée du mieux possible, donnant une large place au débat et à la critique noble et mesurée... La calomnie et la diffamation, la critique mesquine et la bassesse, si elles deviennent des pratiques courantes, seront sanctionnées ; de même, si elles sont le fait d'un camarade, d'un comité ou d'un organisme, ces sanctions pourront aller jusqu'à l'expulsion. Quand un quelconque camarade ou comité se manifestera en portant préjudice aux intérêts du mouvement, il sera rappelé à l'ordre par les organismes respectifs et, les arguments de la personne ou de la structure mise en cause étant entendus, des dispositions seront prises (10). »

Voici d'autres aspects du plan des activités futures : revendication de la représentation proportionnelle d'après les forces en présence lorsqu'il s'agira

mois d'août ; il fut occupé par José Moix (P.S.U.C.), qui prit la place du républicain catalan Jaime Aiguadé. Un autre républicain autonomiste (Tomás Bilbao) remplaça Manuel Irujo, démissionnaire.

8. Au cours d'une séance, la F.I.J.L. de Catalogne avait affirmé : « Prétendre s'introduire dans l'État pour le détruire, c'est comme si, pour abolir la prostitution, nous pussions nos femmes et nos sœurs dans les bordels. »

9. José Xena, représentant la F.A.I. de Catalogne, provoqua un incident en s'opposant à ce qu'apparaisse dans le rapport que la F.A.I. pouvait intervenir en politique. Il quitta les lieux ; il y fut rappelé, et bien qu'il continuât à protester, il obtint en tout et pour tout que sa protestation apparaisse dans le rapport.

10. Ce dernier paragraphe fut expressément introduit dans le rapport pour sanctionner l'indiscipline des jeunes du journal *Ruta* et pour les cas semblables qui pourraient se produire.

d'assumer des responsabilités publiques ; les camarades qui occuperont ces postes, qu'ils soient politiques ou militaires, devront respecter à la lettre les consignes des comités ; les camarades qui n'auront pas la confiance de leur organisation régionale respective ne pourront pas solliciter des responsabilités dans les Comités nationaux du mouvement ; les militants exclus de la C.N.T. ne pourront pas être admis à la F.A.I. ou aux Jeunesses libertaires, et vice versa.

C'est ainsi que fut créé un Comité national de liaison du mouvement libertaire, qui « aura un caractère d'auxiliaire politique à tous les points de vue, unissant les divers critères qui seront soutenus par les Comités nationaux respectifs (...) après avoir été décidés dans chaque organisation en assemblée régulière. Toutefois, on respectera intégralement les accords souverains pris au cours du présent plenum... »

Malgré « l'unanimité » avec laquelle furent pris les accords, l'antagonisme des tendances qui couvait au sein du Mouvement libertaire persista. Le plenum fut une tentative désespérée de rassemblement des trois organisations libertaires à travers des accords draconiens, la création d'organes solides de coordination, la mise au point d'une ligne unique pour tous, la volonté de réprimer sévèrement toute discordance, et la démonstration à tous et à chacun que l'opportunisme voulu par les circonstances ne venait pas en contradiction avec les principes anarchistes.

Cependant, si l'on tient compte de certains accords du plenum, où le mouvement libertaire se propose de réformer le parlement, la structure du gouvernement, les ambassades, la jurisprudence, le corps constitutionnel de l'Etat, des réformes qui portaient plus sur la forme que sur le fond, on voit que cet opportunisme de circonstance devenait chaque fois plus constant. Ce qui prouve que la manie d'ergoter n'avait pas été perdue. Cette nouvelle structure constitutionnelle, qui n'allait pas au-delà d'un simple programme républicain libéral, avait été pompeusement baptisée République démocratique fédérale.

Le fond du problème était bien plus important que ce qui transparaît des résumés des débats. L'antagonisme C.N.-C.P. était en relation avec les tragiques perspectives de la guerre et la politique de résistance du Dr Negrín.

Dans son livre *Por qué perdimos la guerra* (p. 181), Diego Abad de Santillán (du C.P. de la F.A.I.) avance cette audacieuse insinuation : « Et nos divergences ont grandi au fur et à mesure que nous constatons que la C.N.T. suivait la ligne de conduite tracée par le parti communiste. »

Bien que, dans les documents que j'utilise pour ce récit, il y ait une note sur la 23e séance qui dit : « Le plus intéressant de cette séance a été la lutte soutenue entre le comité péninsulaire de la F.A.I. et le comité national de la C.N.T. par rapport au parti communiste, attaqué crûment par le premier et défendu par le second », je ne crois pas à une influence directe du parti communiste sur le C.N. de la C.N.T. Mais l'influence de la politique de résistance à outrance du Dr Negrín agit de façon évidente sur le comité en question ou plutôt sur son secrétaire général, Mariano R. Vázquez. Les coups d'éclat auxquels se livrèrent

récioproquement au cours du plenum les deux comités rivaux ne peuvent laisser personne dans le doute. Cependant, ce qui n'était qu'élucubration d'aventurier politique de la part du chef du gouvernement fut par contre une conviction honnêtement ressentie chez le secrétaire de la C.N.T. Ce dernier croyait sincèrement en quelque chose de très populaire ces jours-là : la nécessité de prolonger la résistance avec l'espoir de pouvoir enchaîner la guerre civile avec le conflit international dont on parlait tant à ce moment-là.

Le Comité péninsulaire était sceptique sur ce point. Il croyait peut-être que tant que durerait la guerre civile espagnole, dont les puissances militaires intervenantes tiraient tant de leçons, chacune à sa manière, il n'y aurait pas de danger que le conflit se généralise. Cette thèse était renforcée par les faits suivants : c'est en 1938 qu'eurent lieu sans conséquences les « *casus belli* » d'Autriche et de Tchécoslovaquie. Contre la thèse de la résistance à outrance, et craignant surtout un effondrement soudain des forces républicaines, la F.A.I. s'orientait vers une paix négociée avec les bons offices à nouveau répétés de la Grande-Bretagne.

Les batailles d'usure qui se livrèrent ces jours-là sur l'Ebre et la Segre allaient vite ramener tous les faux optimistes à la réalité.

XXIII

LES COMMUNISTES ET LES LIBERTAIRES PENDANT LA GUERRE

Il est indéniable que l'ennemi possédait un armement plus important et plus efficace, de plus grandes capacités techniques, tactiques et stratégiques, une unité de commandement sans faille, surtout à partir de l'automne 1936, date à laquelle Franco fut consacré *caudillo* par une réunion de généraux. Mais ces éléments n'expliquent pas de façon satisfaisante la série noire de catastrophes militaires qui s'abattirent sur la République à partir de 1938. A cette époque-là, personne ne faisait la guerre pour son propre compte dans la zone républicaine mis à part le parti communiste et ceux qui fixaient sa ligne de conduite.

Pour comprendre cette série de catastrophes, il faut tenir compte de l'effondrement du moral des combattants les plus aguerris. Il est significatif qu'au moment du désastre militaire d'Aragon de nombreux soldats et officiers appartenant à toutes les idéologies, se retirant, arrivèrent à Barcelone. Certains furent arrêtés près de la frontière. La 43^e division, commandée par les communistes, gagna la France par le Val d'Aran. Ces officiers crurent peut-être que la catastrophe était définitive. Comme le front se stabilisa le long de la Segre et de l'Ebre, la 43^e division retourna en Catalogne par la France. Ce qui avait été une retraite honteuse fut transformé (par le Bureau politique du parti communiste) en un glorieux fait d'armes. En passant la frontière française, cette division dut remettre tout son armement aux autorités du pays voisin.

Le découragement avait même atteint les combattants volontaires, qui étaient sur le front depuis les premiers jours de la guerre. Le 25 août 1938, le commissaire du Groupe d'armées de Catalogne, Gil Roldán, informait son organisation (la C.N.T.) des nombreuses désertions qui se produisaient sur les fronts. Nombre de ces soldats qui désertaient étaient des vétérans qui s'étaient battus vaillamment à toutes les occasions. Les désertions ne se produisaient pas en direction de l'ennemi, mais en direction de l'arrière-garde républicaine, et elles étaient dues en majorité au mécontentement. C'est-à-dire à la rareté de la nourriture, au manque de vêtements et en particulier de chaussures (de nombreux soldats se protégeaient les pieds avec des morceaux de sacs), au retard dans le

paiement des soldes, aux nouvelles qui apprenaient que les familles étaient dans le besoin à l'arrière-garde, à l'irrégularité du service postal (à cause de la censure, lente et maladroite).

Il y avait une autre sorte de déserteurs : ceux qui ne pouvaient pas supporter la discipline instaurée dans les brigades communistes, qui ne faisait preuve d'aucun discernement et était même sanguinaire. Ces déserteurs, pour la plupart, se contentaient de changer de brigade. S'ils étaient libertaires, leur désertion consistait à se réfugier dans les brigades confédérales.

A présent, on ne supportait plus stoïquement les difficultés comme on l'avait fait dans les premiers mois de la guerre. La lutte avait alors un caractère pur et romantique. La bureaucratie militaire n'avait pas encore fait son apparition. On ne voyait pas encore les uniformes fringants des armées de l'arrière-garde : police d'assaut et carabiniers (Negrín disposait d'une armée pour son usage personnel, les carabiniers, les « cent mille fils de Negrín » comme le peuple les avait baptisés). La nouvelle caste militaire était en train d'hériter de tous les défauts de la vieille armée. Sa conception de la discipline dépassait les limites du grotesque (1). Les écoles de guerre pour la formation des officiers, ainsi que les écoles de commissaires étaient le monopole du parti communiste.

La population civile souffrait de faim, et cette situation de misère affectait profondément les combattants. Surtout si l'on considère qu'il y avait dans les villes des familles privilégiées, appartenant à la nouvelle caste : celle des militaires de la nouvelle génération et des leaders politiques et syndicaux. Les droits des Collectivités étaient constamment bafoués sous n'importe quel prétexte. S'il fallait réquisitionner des moyens de transport pour approvisionner l'arrière-garde et les fronts, les premiers camions réquisitionnés étaient ceux des Collectivités agraires. Les produits agricoles des Collectivités dépossédées de leurs moyens de distribution pourrissaient dans les entrepôts. Ce qui aggravait la pénurie d'aliments parmi la population civile. Comme conséquence de cette pénurie apparurent l'accaparement et la spéculation, autrement dit le marché noir.

Toutefois, la plus grande cause de démoralisation des combattants fut le prosélytisme politique qui était pratiqué dans l'armée. On promulga à plusieurs reprises des décrets pour y mettre un terme, mais ils restèrent toujours sans résultat. Nombre d'opérations militaires avaient été conçues avec des visées politiques et elles se soldèrent par des résultats catastrophiques. Les combattants

1. Au cours de la bataille du Levant (été 1938), à la suite d'un repli précipité, des pièces d'artillerie furent abandonnées. Le chef militaire qui en avait la responsabilité, sans vérifier, ordonna à un groupe de soldats de faire sauter ces pièces. Mais les soldats qui allaient exécuter l'ordre, lorsqu'ils virent que l'ennemi n'avancait pas encore, au lieu de détruire les canons, les traînèrent jusqu'à leurs propres lignes. Les pièces avaient été sauvées, mais on avait désobéi aux ordres. Alors, le chef qui avait commis l'erreur de méconnaître la situation de l'ennemi faillit faire fusiller ces soldats pleins d'abnégation et qui étaient tout autant dotés d'esprit d'initiative qu'ignorants des absurdités de la discipline.

anarchistes protestaient, ayant l'impression d'être utilisés comme chair à canon. Leur inquiétude provenait de ce qu'on les écartait délibérément des corps d'armée ou des divisions dont ils avaient toujours fait partie. La 25e division avait été intégrée dans l'Armée d'opérations à l'occasion de l'offensive sur Teruel. Les 153e et 121e brigades, qui avaient été séparées de leurs divisions respectives, se trouvaient dans une situation semblable. Le but véritable était d'éparpiller les unités confédérales. Eparpillées, elles seraient facilement contrôlées et maîtrisées. L'intégrité des grandes unités anarchistes gênait les velléités hégémoniques du parti communiste.

En 1938 le parti communiste avait réussi à contrôler 80 % des postes de commandement de l'armée (rapport du comité péninsulaire de la F.A.I. au Plenum national de comités régionaux du mouvement libertaire, d'octobre 1938). Voyons quelle était, à l'automne 1938, la répartition des postes de commandement dans l'armée républicaine d'un point de vue politique.

Le rapport de la F.A.I. (section militaire) au plenum d'octobre fournit des données très intéressantes. Il aborde la situation générale de l'armée et celle des grandes unités, secteurs, armes, services, inspections, états-majors et conseils de guerre (D'après Mariano R. Vázquez, la divulgation de ce rapport représente un délit de haute trahison.)

Selon ce rapport, le Conseil supérieur de la guerre, dont faisaient théoriquement partie des représentants de tous les partis politiques et organisations syndicales, et qui devait se réunir périodiquement pour étudier les grands problèmes militaires, ne se réunissait presque jamais. Le chef du gouvernement, qui avait l'obligation de le convoquer, se passait presque complètement de lui, sauf à l'occasion des grandes catastrophes.

L'Etat-Major central était dirigé par le général Vicente Rojo, et les chefs de ses sections les plus importantes (le Personnel et l'Information) étaient Diaz Tendero et Manuel Estrada. Tous trois étaient membres du parti communiste. Les officiers subalternes appartenaient également en majorité au Parti.

Le sous-secrétaire de l'Armée de terre était un communiste éminent, Antonio Cerdón. Il avait sous ses ordres le cabinet d'information et de contrôle, qui possédait la liste de tous les officiers avec leur origine syndicale ou politique. Les combattants des fronts étaient prioritaires pour accéder à certaines spécialités (aviation, tanks, etc.) et pour présenter les écoles de guerre. Les convocations paraissaient dans le *Journal officiel de l'armée*. Mais, avant que les convocations ne soient publiées, les brigades communistes étaient alertées par le Parti pour qu'elles puissent préparer leurs candidats.

Habituellement le *Journal officiel* arrivait en retard au front ; par conséquent, les combattants non communistes présentaient toujours leur candidature en retard. Cette manœuvre était l'œuvre d'Antonio Cerdón. A partir du sous-secrétariat de l'Armée de terre, étaient également décidées les promotions et les nominations de nouveaux officiers pour les corps d'armée vacants.

On comprendra facilement que les combattants communistes faisaient une

carrière militaire brillante. Pendant le mois de mai 1938, on enregistra, par exemple, dans la 27^e division (l'ancienne division Karl-Marx) 1 280 avancements (caporaux, sergents, lieutenants, capitaines, commandants et commissaires de tous les grades). Les nouveaux promus étaient destinés à occuper des postes vacants dans d'autres divisions, brigades et bataillons dans lesquels, en raison de la tendance politique de leurs membres, on n'obtenait pas aussi facilement de l'avancement. De cette façon, les communistes gagnaient de nouvelles positions dans les unités anarchistes, socialistes, républicaines ou neutres. Le rapport de la F.A.I. dit : « Nous pouvons affirmer sans peur de nous tromper que, sur 7 000 combattants de tous les grades qui ont obtenu de l'avancement depuis le mois de mai, 5 500 sont membres du parti communiste. »

La même politique prosélytiste s'appliquait aux destitutions. Après la retraite désastreuse du printemps 1938, le chef de la 24^e division, le cénétiste Miguel Yoldi, fut destitué. Yoldi n'était pas plus responsable que les autres chefs en retraite. Cependant, les divisions de certains de ces chefs furent réorganisées avec tous les honneurs, et eux-mêmes eurent de l'avancement. La 24^e division fut également réorganisée, mais sous un autre commandement. La 153^e brigade (l'ancienne colonne *Terre et Liberté*, constituée d'anarchistes à l'époque du siège de Madrid) faisait partie de la 24^e division. On imposa à cette brigade un commandement communiste. Le commandant communiste Trueba, qui avait échoué spectaculairement lors de l'offensive républicaine de septembre 1937, fut récompensé en recevant le commandement d'une autre division ; celle-ci subit en mai 1938 un nouvel échec, qui ne porta pas davantage préjudice à ce commandant.

Le sous-secrétariat de l'Armée de terre contrôlait également la Direction générale des transports, et il monopolisait les avancements de son personnel avec le même critère de parti. Le rapport de la F.A.I. disait, au sujet des Bataillons de transport : « Sur les dix-neuf existants, dix ou douze sont aux mains du parti communiste, et un ou deux aux mains de la tendance libertaire, bien que les 80 ou 90 % du personnel compétent appartiennent à la C.N.T. »

La même chose se passait avec l'Artillerie et l'Intendance. L'Intendance s'était transformée en foyer de corruption. Etant donné la pénurie d'articles alimentaires à l'arrière-garde, on spéculait avec la faim des soldats qui mouraient dans les tranchées. La majeure partie des postes directeurs des Inspections générales étaient entre les mains de républicains ou de socialistes ; mais les postes de commandement subalternes étaient détenus par des communistes. C'était particulièrement le cas des Services sanitaires de guerre. Nous avons déjà longuement parlé du Service d'investigation militaire (S.I.M.), dans lequel fut intégrée la G.P.U. soviétique, pour contrôler le Parti communiste espagnol lui-même et pour éliminer ses adversaires politiques. L'Armée de l'air et les corps spécialisés (aviation, tanks et blindés) étaient la chasse gardée du Parti ou étaient placés sous le monopole direct des techniciens russes.

Dans la deuxième moitié de 1938 deux Groupements d'armées existaient : l'un pour la Catalogne (séparée du reste du territoire républicain) et l'autre dans la zone Centre-Sud. Le Groupement de Catalogne était commandé par le général Hernández Sarabia, qui obéissait aux consignes communistes. Ce groupement comprenait les armées de l'Est et de l'Ebre. L'armée de l'Est était commandée par le colonel Perea, qui n'était pas communiste, et qui était en bons termes avec la C.N.T. L'armée de l'Ebre était commandée par le lieutenant-colonel Modesto, l'un des chefs communistes qui avait eu la plus rapide ascension dans sa carrière militaire. Il avait été l'un des fondateurs du fameux Ve régiment (2), qui fut ensuite le Ve corps d'armée. Modesto céda à Lister (un autre militaire chanceux) le commandement du Ve corps pour être promu chef de l'Armée autonome de l'Ebre avec le grade de colonel.

L'armée de l'Est était composée de trois corps d'armée ; l'un commandé par l'anarchiste Gregorio Jover ; les deux autres par les communistes Francisco Galán et José del Barrio. Sur les neuf divisions et les vingt-sept brigades de cette armée, les anarchistes commandaient une division et cinq brigades. Les autres étaient sous commandement communiste ou autre.

Les trois corps d'armée de l'armée de l'Ebre étaient commandés par les communistes Lister, Vega et Tagueña, tous trois lieutenants-colonels. Dans cette armée le commandement communiste était plus accentué dans les divisions et les brigades. Deux brigades seulement avaient un commandant anarchiste. Les autres un commandement communiste ou d'une autre tendance.

En septembre 1938 il y avait en Catalogne un corps d'armée en formation, le XXIVe, dont la C.N.T. commandait une division et deux brigades. Cependant, cette énumération comparative ne donne pas une idée réelle de l'importance de l'anarchisme sur les fronts de Catalogne. L'image exacte est la suivante : 60 % des combattants étaient membres ou sympathisants du mouvement libertaire.

Le Groupement d'armées de la zone Centre-Sud était composé de quatre armées : les armées du Levant, du Centre, d'Andalousie et d'Estrémadure. Le groupement était sous les ordres du général Miaja, membre du parti communiste.

Le colonel Menéndez, soumis lui aussi aux consignes communistes, commandait l'armée du Levant. Parmi les six corps d'armée de son secteur, deux étaient commandés par des sympathisants libertaires. Treize divisions sur vingt et treize brigades sur cinquante-cinq avaient un commandant libertaire. Les autres commandants étaient communistes ou d'une autre tendance.

Dans l'armée du Centre (commandée par Segismundo Casado, un colonel de carrière qui n'avait pas voulu monter en grade et qui maintenait de bonnes relations avec le mouvement libertaire), il y avait quatre corps d'armée, dont un seul était commandé par un anarchiste (Cipriano Mera). Une division sur douze et trois brigades sur quarante-cinq avaient un commandant anarchiste. Les autres

2. Voir le chapitre XIV.

commandants étaient en majorité des communistes. (Ces données sont incomplètes. Les libertaires contrôlaient peut-être d'autres commandements de brigades et de divisions).

Le colonel Moriones, qui n'avait pas d'autre tendance politique que d'être anticommuniste, commandait l'armée d'Andalousie. Cette armée était un fief du Parti. Les communistes contrôlaient la direction des deux corps d'armée. Les libertaires avaient le commandement d'une brigade et d'une division.

L'armée d'Estrémadure était sous le commandement du colonel socialiste communiste Pradas. Trois des onze divisions et neuf des trente et une brigades avaient un commandement anarchiste.

Le bilan est le suivant :

<u>Unités</u>	<u>Libertaires</u>	<u>Communistes et autres</u>
Groupements d'armée..... 2	0	2
Armées..... 6	2 sympathisants, 1 neutre	3
Corps d'armée.... 21	2 libertaires, 4 sympathisants	15
Divisions..... 70	9 libertaires	61
Brigades.....196	33 libertaires	163

Il est difficile de préciser quelles étaient toutes les grandes unités commandées par des communistes ; ceux-ci en effet se cachaient parfois sous la dénomination de socialistes et de républicains. Comme nous le savons, il y avait des socialistes et des républicains communistes ou qui obéissaient aux consignes du parti communiste. Il est également difficile de préciser la proportion d'officiers appartenant à l'une ou l'autre des tendances dans les petites unités (bataillons, compagnies, sections) étant donné le mouvement constant de personnel qui était la conséquence des mutations ou des mises hors de combat (pertes de guerre).

Il faut également évoquer le cas des Unités de services et administratives, au front ou à l'arrière-garde. Par exemple, il y avait sur tout le territoire républicain dix-neuf Centres de recrutement, d'instruction et de mobilisation (C.R.I.M.). Un seul, le 18e, était contrôlé par les libertaires. Les autres étaient dirigés par des communistes ou des professionnels plus ou moins communistes. Quant aux Bataillons d'arrière-garde (pour le contrôle des centres de communication stratégiques et la protection des plages et des côtes), il n'y en avait aucun sous commandement libertaire. Il y avait entre vingt et vingt-trois bataillons. Il était également rare que le commandant militaire des localités et villes importantes de l'arrière-garde soit anarchiste.

Le corps des commissaires était l'un des principaux fiefs du Parti. Osorio y

Tafall (pro-communiste) était le commissaire général de l'armée. Jesús Hernández quitta son poste de ministre pour prendre les fonctions de commissaire général de la zone Centre-Sud. Il appartenait au Bureau politique du Parti. Le commissaire général de la zone catalane était un libertaire : Gil Roldán. Mais comme le gouvernement était installé en Catalogne, le véritable commissaire était Enrique Castro, qui était secrétaire général du Commissariat, c'est-à-dire le second d'Osorio Tafall. Castro appartenait lui aussi au Politburo du P.C. En somme, la représentation libertaire au Commissariat n'était pas supérieure à ce qu'elle était dans les postes de commandement de l'armée. Sur les vingt et un corps, les libertaires avaient quatre commissariats.

Tel était le résultat du prosélytisme politique appuyé sur le chantage de l'aide soviétique. Cette maladie parvint à miner la santé physique et morale de l'armée. En effet, le prosélytisme ne se limitait pas à la propagande sectaire et à des marques de vanité, mais il s'accompagnait de manœuvres obscures, d'intrigues et d'assassinats :

Voici l'essentiel d'un rapport d'un commissaire de brigade, Pedro Puig, républicain catalaniste :

« Le parti communiste et le Parti socialiste unifié contrôlent actuellement 50 % des chefs, officiers et commissaires. Ils ont leurs propres organisations à l'intérieur de l'armée : les Clubs d'éducation des jeunes socialistes unifiés, qui évoluent publiquement, les cellules dans les compagnies et les "troïkas" dans les bataillons, qui agissent en secret. Les clubs poursuivent le simple objectif de rassembler la jeunesse antifasciste pour constituer un instrument au service du chef et du commissaire de chaque unité. Ils font en sorte de faire adhérer quelques soldats de tendance républicaine et anarchiste, et ils en proposent même certains pour la direction, mais ils s'assurent toujours la majorité. Ils sont un centre de réception et de distribution de la propagande communiste (dans de nombreuses unités ils n'ont pas pu se constituer à cause de l'opposition du chef ou du commissaire). L'autre organisation, l'organisation secrète, a des objectifs plus larges... Chaque cellule de compagnie a son secrétaire, qui est exempt de service. De même pour chaque "troïka" de bataillon... Elles transmettent des communiqués chaque jour ou chaque semaine. Elles tiennent des réunions, dont un compte rendu est dressé. C'est là que sont établies les listes de ceux qui doivent aller étudier dans les écoles de guerre, et c'est là aussi que sont désignés ceux qui doivent être "supprimés"... Ce sont également ces cellules qui ont instauré le procédé d'envoyer des télégrammes d'adhésion au gouvernement, en s'attribuant la représentation des unités militaires, chaque fois que se produit une situation difficile pour celui-ci... »

Voici un extrait du rapport d'une « troïka » communiste à la Commission politique et militaire du parti communiste :

« ... Sur ce front, il y a un sous-commissaire général, Gil Roldán, de la C.N.T., et un commissaire de division, Tomás Sanz, également de la C.N.T. Un autre commissaire, Peregrín Gurrea, un socialiste, de la 58e brigade, a d'excel-

lentes relations avec eux... J'étais déjà proche de l'état-major avant la création officielle du Commissariat... La C.N.T. cherchait soit à avoir un commissaire, soit à empêcher qu'il y en ait un de communiste... Pour cette raison, dans l'affaire Fríjola (3), Sanz et Gurrea furent étrangement unanimes pour rejeter la faute sur le colonel et sur moi-même, insinuant qu'il était bizarre "qu'il passe à l'ennemi alors qu'il semblait militer dans un certain parti" (le parti communiste), ce qui est faux. Profitant de cela, ils proposèrent Gurrea comme commissaire du secteur, mais il ne fut pas accepté. Alors, pour empêcher que ce soit un communiste, le sous-commissaire Gil Roldán envoya provisoirement Tomás Sanz (...) qui dit qu'il sera certainement prochainement nommé à titre définitif... Le secteur d'Ademuz est une proie enviable par la C.N.T. Entre autres raisons parce qu'il est riche en fruits et en bétail qu'ils veulent pour que leurs coopératives (4) n'échouent pas. A l'heure actuelle, l'Intendance est à nous. Ce qui suppose le transport gratuit pour nos coopératives de par ici (en mettant à profit des voyages nécessaires, on peut justifier la dépense d'essence)... Il reste toujours quelques milliers de pesetas qui peuvent aider nos organisations... Ce travail et celui du camarade Montesinos, qui est chargé du travail du parti dans la zone de guerre, ont fait que, malgré l'énorme retard politique de ce secteur, nous pénétrons peu à peu dans ces petits villages. Avec un commissaire de la F.A.I. dans ce village, ils essaieront de tout détruire et le comité cantonal de la C.N.T. aura à nouveau de l'influence... N'oubliez pas qu'il faut faire aboutir notre proposition de changement de commandants qui est déjà à l'Etat-Major central... Avec des commandants à nous, nous pouvons transformer rapidement le secteur... »

En juillet 1938, le commissaire de la 26e division, Ricardo Rionda, fut destitué et arrêté pour avoir refusé de diffuser parmi la troupe un bulletin édité par le Commissariat du XIe corps d'armée, qui était commandé par le fameux communiste Francisco Galán. Il y avait dans le bulletin plusieurs articles consacrés aux « traîtres trotskistes ». Ils faisaient allusion aux soldats de la 29e division (5), qui avait été dissoute et dont les effectifs avaient été intégrés dans la 26e division. Le commissaire Rionda avait également protesté au sujet de l'interdiction de projeter le film *Les trois lanciers du Bengale*, interprété par Gary Cooper, artiste qui avait déclaré sa sympathie pour la cause du peuple espagnol, et il protestait d'autre part parce qu'on exigeait de lui qu'il diffuse le livre *Espionaje en España*, un livre antitrotskiste, écrit intentionnellement pour appuyer la répression contre le P.O.U.M.

Le 25 mars, le Comité national de la C.N.T. s'adressait au ministre de la

3. Chef d'état-major qui était passé à l'ennemi.

4. Collectivités.

5. La 29e division avait été dissoute à la suite des événements de mai 1937, après avoir été accusée d'avoir abandonné le front avec l'intention d'atteindre Barcelone. Ces faits sont assez confus. S'il est vrai que des éléments de la 29e division abandonnèrent le front dans cette intention, il est inexact que le front soit resté vraiment abandonné. Par ailleurs, des forces de la 28e division (anarchiste) avaient réalisé la même opération. Il faut signaler, toutefois, que toutes ces forces n'allèrent pas plus loin que Barbastro.

Défense pour dénoncer le compte rendu d'une réunion de militaires communistes au cours de laquelle ceux-ci avaient discuté non pas de la meilleure manière de mettre en déroute l'armée de Franco, mais d'éliminer les combattants du mouvement libertaire. La réunion avait eu lieu à Torralba de Aragón en mars 1938. En voici le compte rendu :

« La séance commence à 10 heures du matin par une intervention du délégué de la division, qui donne des consignes en tout genre pour toutes sortes de luttes et qui insiste sur la nécessité impérieuse pour tous de travailler intensément, d'effectuer une propagande plus efficace et de mener à tout prix cette propagande dans les tranchées elle-même... Ensuite, le délégué de Barbastro se présente, s'adressant par un salut à tous les camarades qui se trouvent présents, il se rallie à la déclaration de celui qui l'a précédé. Le sergent Martín Galdós prend alors la parole, pour dire ceci :

"Ma mission s'accomplit petit à petit. Les nouveaux militants adhèrent avec beaucoup de passivité, mais j'obtiendrai d'eux ce que je voudrai. Les cartes que j'ai reçues sont déjà distribuées. J'en ai besoin d'autres, en assez grand nombre ; la propagande que je développe exige une plus grande rapidité dans la confection et la remise des cartes. Ceci dit, mon travail ne peut pas s'effectuer avec l'intensité qui serait nécessaire car le commissaire du bataillon n'admet pas la politique de parti. Je ne connais pas son organisation ; il parle toujours, dans ses discours et ses meetings éclair, en des termes antifascistes et au nom du gouvernement populaire républicain. Je pense qu'il est absolument nécessaire pour la bonne marche de ce 565^e bataillon qu'il soit relevé ou éliminé, car avec lui le Parti ne pourra obtenir aucun résultat dans ce bataillon."

Le commandant Menéndez prend la parole :

"Camarades : En tant que nouvel arrivé dans cette brigade, je ne peux pas vous dire grand chose. Avant tout, je salue toutes les personnes présentes, et je vous assure qu'en ce qui me concerne je ferai l'impossible pour exécuter et faire exécuter les consignes de notre parti. En même temps, il y aura à tout moment des facilités pour la propagande dans l'unité que je commande. Pour ce qui est du 565^e bataillon, je peux vous dire que les consignes ne peuvent pas y être exécutées à l'heure actuelle. Il y a trop d'organisations, trop d'éléments anticommunistes. Le commissaire ne peut pas continuer un jour de plus, il faut l'éliminer. Nous ne pouvons pas tolérer un commissaire de la sorte parce qu'il constitue une entrave à notre travail. Pour ce qui est du commandant qui m'a relevé, ce Carrillo, il faut le muter. C'est un incapable. Il porte des galons, mais il ne les mérite pas. Simplement, inutile d'en dire davantage : il est de la C.N.T."

Le commandant Menéndez achève son tour de parole en sollicitant, pour régler ces choses-là, l'action directe. L'adjoint au chef de la troisième compagnie du 565^e bataillon déclare ensuite :

"Ma compagnie va bien. On travaille beaucoup. Politiquement on ne peut rien faire. J'ai dans la compagnie un commissaire dont je ne peux rien tirer. C'est

un incapable. Il passe sa vie à dormir. Par contre, on peut dire que le commissaire du bataillon en fait assez. Il bouge beaucoup, encore qu'il ait toujours deux hommes armés de fusils qui le suivent. Avec le besoin de fusils qu'il y a sur le front ! Je pense qu'il sera un très grand obstacle à la réalisation de nos consignes ; pour cette raison, et pour donner davantage de vigueur à notre propagande, sa relève s'impose."

Le lieutenant José Peris prend la parole :

"Vu ce qui a été dit par les camarades, il me reste peu à dire. Ma compagnie travaille beaucoup. Le chef de la brigade lui-même, lors de sa dernière visite, m'a félicité en m'offrant un poste de radio. Je ne peux pas dire grand chose au sujet du commissaire du bataillon. La ligne du bataillon est très étendue. Il vient souvent, fait des discours, toujours d'une teneur antifasciste et avec des directives du gouvernement. En sorte qu'il ne fait pas de politique de parti. Ce qui fait que la réunion doit décider."

La parole revient ensuite à A. Merino, chef d'état-major, qui fait un résumé de ce qui a été dit et ajoute des détails dont il a eu connaissance. Tout le monde s'engage à appliquer le nouveau plan et la trajectoire à suivre, qu'il résume ainsi :

"Premièrement : nécessité absolue d'intensifier la propagande. Deuxièmement : recherche de nouveaux militants. Troisièmement : création immédiate de troupes dans les compagnies. Quatrièmement : information très rapide sur le comportement des officiers et commissaires qui ne sont pas proches du Parti. Cinquièmement : étude immédiate de la manière de les déplacer, de les relever ou de les éliminer. Sixièmement : tenue plus fréquente de réunions. Septièmement : intensification du travail de mise en cause de la confiance dans les officiers et les commissaires qui ne sont pas proches du Parti."

Avant de mettre un terme à la réunion, il prend à nouveau le parti de la formule de l'élimination :

"Tout ce que vous dites est très bien, mais je crois que j'ai parlé assez clairement. Celui qui gêne, au cours d'une visite aux tranchées... une balle se perd et il la trouve. Sinon, vous l'amenez aux lignes de barbelés, quatre coups de feu, un rapport de désertion à l'ennemi et nous ferons en sorte que l'affaire ne remonte pas."

A nouveau, avant de sortir, ils jurent de réaliser l'action d'ensemble qui a été fixée. Le délégué de la division ajoute que le lendemain ou le surlendemain aura lieu une autre réunion à laquelle assistera le chef de la division.

A la sortie, le commissaire de la brigade et celui du 568^e échangèrent des impressions sur ce qui avait été évoqué, bien que celui de la brigade n'ait pas cru devoir y prendre part. »

Le compte rendu s'achève sur la mention suivante : Guillermo García (paraphé). Poste de commandement, 17 mars 1938.

Voyons maintenant quelques faits concrets tirés également de divers documents des archives de la C.N.T. et de la F.A.I. Le 11 octobre 1938 furent

fusillés sur le front, sans procès, le capitaine et le commissaire d'une compagnie, accusés d'avoir perdu une position au cours d'une bataille. Le commissaire faisait partie de la C.N.T. et il s'appelait Joaquín Rubio.

Felipe Mingo et Antonio García, respectivement membres de la C.N.T. et de l'U.G.T., furent fusillés sur le front du Centre, après avoir été accusés d'avoir fait une escapade à l'arrière-garde sans en avoir la permission. On punissait habituellement ces cas mineurs d'indiscipline par quelques semaines de travail forcé dans une compagnie disciplinaire.

Le 25 mai 1938, deux jeunes libertaires récemment mobilisés s'absentèrent d'une base d'instruction militaire de Catalogne. Ils furent fusillés trois jours après leur arrestation.

Début 1937, dans un village du Centre proche du front, des soldats furent fusillés après avoir protesté au sujet de la punition humiliante infligée à deux camarades du même bataillon, qui étaient accusés d'une brève escapade à l'arrière-garde (Ces délits étaient tellement inoffensifs que leurs auteurs n'étaient pas considérés comme des déserteurs. On les appelait « touristes »).

Le chef de la 79^e brigade, Miguel Arcas, un anarchiste connu, fut condamné à mort par une « troïka ». Pour dissimuler le crime, on devait assassiner en même temps le commissaire de la brigade, qui était communiste. Celui-ci découvrit la manœuvre, et, comme il était intéressé dans l'affaire, prévint le chef du danger commun.

Un bataillon confédéral de la 70^e brigade fut secouru alors qu'il se trouvait en grand danger face à l'ennemi. Le capitaine des troupes de renfort, un certain Francisco Montes, tira dès son arrivée sur le commissaire du bataillon confédéral, qui était de dos, en train d'encourager ses soldats. Le commissaire mourut sur le coup.

Juan Hervás et Jaime Trepát avaient appartenu à la 29^e division, qui fut dissoute. Lorsqu'eut lieu la répression contre les éléments du P.O.U.M., Juan Hervás et Jaime Trepát entrèrent à la 141^e brigade, qui était sous les ordres du communiste Eduardo Barceló. Ils furent affectés à une compagnie de transmissions, dont le commissaire était un anarchiste nommé José Meca.

Il y avait de sérieux tiraillements entre le commissaire Meca et le chef de la brigade. Alors que toute sorte de presse communiste arrivait en toute impunité, le journal de l'organisation catalane *Solidaridad Obrera* était intercepté et brûlé.

Il était naturel que Meca, Hervás et Trepát, qui étaient mal vus, le premier parce qu'il était anarchiste, les deux autres parce qu'ils étaient trotskistes, deviennent amis.

Au cours de la réunion de la « troïka » on décida d'éliminer physiquement les membres de la C.N.T. et du P.O.U.M. Le 15 ou le 16 mars 1938, alors que les trois hommes se trouvaient en première ligne, ils furent appelés à se présenter au poste de commandement de la brigade, qui se trouvait à plusieurs kilomètres à l'arrière-garde. On leur indiqua par téléphone le chemin qu'ils devaient suivre pour arriver

le plus tôt possible au rendez-vous : un chemin accidenté, peu fréquenté. Meca, Hervás et Trepas n'eurent pas confiance et décidèrent de prendre des précautions. Ils formèrent deux groupes, les deux premiers allant devant. A mi-chemin Trepas, qui fermait la marche à une bonne distance, entendit des tirs de pistolet mitrailleur. Et, craignant le pire, il poursuivit son chemin en s'écartant de l'itinéraire fixé. Lorsqu'il arriva au poste de commandement, le chef Barceló fut très surpris de le voir. Et, sans explications, il ordonna que Trepas soit conduit dans un bataillon disciplinaire. Le lendemain, une dépêche de la brigade disait : « Le commissaire des Transmissions Meca et le soldat Juan Hervás ont disparu. On suppose qu'ils sont passés à l'ennemi ou qu'ils ont déserté le front. » Un jour plus tard, une autre dépêche annonçait : « Le soldat Jaime Trepas a disparu. On suppose qu'il est passé à l'ennemi ou qu'il a déserté le front. »

Le rapport du comité péninsulaire de la F.A.I. au Plenum du mouvement libertaire dit dans l'un de ses paragraphes : « Nos camarades ont l'impression qu'on se soucie peu de leur sort, qu'on laisse libre cours à la politique néfaste du parti communiste. Il ne s'agit pas de quelques cas mais de milliers de camarades qui avouent qu'ils ont plus peur d'être assassinés par les adversaires qu'ils ont à leur côté que d'être tués dans le combat contre les ennemis d'en face. »

Les libertaires avaient maintenu intactes les Jeunesses libertaires sur le front de l'Est. Nous avons vu que les représentants des 26e et 28e divisions avaient assisté comme délégués au second congrès de la F.I.J.L., à Valence. Plus tard, par discrétion, les Jeunesses libertaires du front de l'Est prirent le nom de Groupes culturels Durruti.

Le 17 octobre 1938 les groupes culturels de la 26e division s'adressaient en termes très énergiques au comité national de la C.N.T. :

« Le cas de la 153e brigade est le plus proche de nous... Le despotisme des officiers, constitués par les pires éléments, l'activité éhontée des communistes ont atteint (...) un seuil intolérable. C'est une question de vie ou de mort pour nombre de nos camarades, militants actifs de notre mouvement... Les dernières nouvelles (...) ne peuvent pas être plus graves... Les camarades de la 153e brigade sont prêts à vendre chèrement leur vie... La cause des camarades de la 153e brigade est notre cause, la cause des libertaires de la 26e division, et nous avertissons que notre patience risque d'arriver à bout, s'il advenait à nos frères de la 153e brigade ce que tout le monde (...) a intérêt à prévoir et à éviter... »

La colonne anarchiste *Terre et Liberté* avait été formée en Catalogne à l'automne 1936 et s'était empressée d'aller participer à la défense de Madrid. Lorsque se produisit la militarisation, ceux qui décidèrent de se militariser transformèrent la colonne en 153e brigade. En septembre 1937, la brigade prit part à l'offensive qui aboutit à la prise de Belchite et amena les forces républicaines à une portée de canon de Saragosse. Lors du désastre d'Aragon, au printemps 1938, elle subit le même sort que la 24e division, qui avait été privée de ses officiers. Elle fut ensuite rattachée à d'autres divisions, sous commandement communiste, et tomba finalement dans l'orbite de la 30e division. Le poste de

chef de brigade et la majorité des postes d'officiers tombèrent aux mains des communistes à la suite d'une série de manœuvres honteuses. Les chefs et les officiers soupçonnés d'être anarchistes étaient destitués, mis en disponibilité ou mutés dans d'autres unités, sur des fronts écartés. Sous divers prétextes, les commandants Teresa et Leal avaient été suspendus de leurs fonctions. Ce dernier avait été le héros de la délicate opération à travers la Segre, qui avait été menée en août 1938 en appui de l'offensive républicaine dans le secteur de l'Ebre.

Au mois d'octobre, tout l'état-major de la brigade avait été destitué au bénéfice d'un autre état-major nommé par le général Sarabia. Certains des officiers destitués furent affectés aux unités qui livraient la féroce bataille de l'Ebre.

Finalement, ce qui était inévitable arriva. Un beau jour, le nouveau commissaire de brigade fut trouvé assassiné. S'agissait-il d'une provocation pour justifier de nouvelles représailles ? Était-ce réellement un acte désespéré des anarchistes ? Si nous retenons cette seconde hypothèse, nous devons convenir que les justiciers commirent une erreur de calcul ; en effet, le commissaire assassiné ne semblait pas avoir de contentieux avec eux.

Ce qui est indiscutable, c'est que l'assassinat déclencha une nouvelle répression dans laquelle intervinrent même les inquisiteurs du S.I.M. Ainsi fut définitivement conquise au communisme la 153^e brigade.

Il faut supposer que les libertaires ne furent jamais disposés à s'offrir en victimes résignées. En mai 1938, les forces de la 26^e division achevaient, à l'écart du front, leur période de réorganisation et d'entraînement à la veille d'une importante opération offensive. Un jour, une partie de ces forces reçut l'ordre de se mettre en formation sur une vaste esplanade. Un nouveau chef d'état-major allait lui être présenté. Il avait été nommé par le XI^e corps d'armée et il brûlait de passer en revue ce ramassis d'anarchistes indisciplinés. Le capitaine Navarrete, outre qu'il était un communiste enragé, avait été garde d'assaut à l'époque pas très lointaine des grèves et insurrections anarchistes. Il conservait donc intactes son aversion et sa haine envers ces abominables révoltés qui avaient donné tant de fil à retordre aux gardiens de l'ordre.

La parade se réduisit à un discours insultant dans lequel il prit à partie l'aspect négligé des soldats, officiers et chefs. Il promit à tous, sur un ton hautain et grossier, d'employer des moyens draconiens pour les mettre au pli. Cette allocution sans aucune retenue fut sur le point de provoquer une émeute parmi ces combattants vétérans, qui ne tardèrent pas à voir dans les manières effrontées du capitaine Navarrete la marque de l'ennemi politique.

Quelques jours plus tard, le canon tonnait et l'opération offensive commençait. Elle s'étendait des abords de Lérida jusqu'aux premiers contreforts des Pyrénées catalanes. La 26^e division avait été encadrée par d'importantes forces commandées par de prestigieux communistes, tels que Líster et Del Barrio. Mais ceux-ci non seulement n'avancèrent pas d'un pouce mais encore subirent de sérieux revers. Les combattants anarchistes furent les seuls à percer le

front ennemi, à reconquérir deux villages, à faire près d'un millier de prisonniers et à s'emparer d'un important butin qui comprenait des centaines de fusils, de mitrailleuses et de mortiers.

Le capitaine Navarrete, qui n'en croyait pas ses yeux, prétendait expliquer ce miracle par son habileté à avoir transformé ces lâches indisciplinés en héros. Et bien qu'il essayât de gagner les bonnes grâces de ses troupes il n'y eut pas de réconciliation possible. Une nuit, alors qu'il dormait tranquillement dans sa *chavola* (6), sur les verts lauriers de la victoire, il s'envola sous l'effet d'une bombe. Le capitaine Navarrete dut être évacué, grièvement blessé, sans pouvoir savourer sa victoire.

6. Espèce de cabane enterrée qui sert au combattant d'abri contre les éléments et pour se reposer pendant la nuit.

XXIV

LE DERNIER BASTION

La déroute finale de la Catalogne met fin à une série de manœuvres militaires de l'état-major républicain, plus désastreuses les unes que les autres. L'armée franquiste, depuis qu'elle avait atteint les faubourgs de Madrid en novembre 1936 et qu'elle avait été stoppée là, avait mené trois offensives principales pour encercler complètement la capitale : une par le nord, pour couper la retraite aux miliciens madrilènes qui défendaient les cols de la chaîne du Guadarrama ; une autre par le sud-est, pour couper les communications entre Madrid et Valence ; une autre par le nord-est, qui établissait une liaison avec l'offensive précédente, et qui aurait permis d'achever l'encercllement de Madrid. Cette dernière offensive donna lieu à la fameuse bataille de Guadalajara, qui fut menée par d'importants contingents italiens, avec un luxe impressionnant de matériel de guerre, et qui s'acheva sur une déroute humiliante pour ces forces (mars 1937).

Après la déroute de Guadalajara, les factieux décidèrent de mettre fin à la guerre du Nord avant de lancer une nouvelle offensive contre Madrid. La résistance républicaine du Nord prit fin en octobre 1937. Immédiatement après la chute du bastion asturien, le haut commandement franquiste déplaça ses forces aguerries du nord pour les disposer devant Guadalajara. Toutefois, cette offensive ne put être menée à bien car les républicains avaient démarré la leur contre Teruel. L'offensive républicaine sauva peut-être Madrid, mais elle eut le malheur d'attirer l'armée de manœuvres franquiste vers l'un des points stratégiques les plus sensibles de la République. Il s'agissait du couloir de la côte entre Castellón et Sagunto, menacé depuis juillet 1936 par l'avancée de Teruel.

Si l'on voulait dévier l'attaque ennemie qui menaçait Madrid, pourquoi avait-on choisi Teruel, qui était relativement proche du lieu où l'ennemi avait lancé son offensive, au lieu d'attaquer en Estrémadure ? En Estrémadure, la situation était inverse : les positions républicaines, situées à faible distance de la frontière portugaise, menaçaient les communications entre les zones factieuses du Nord et du Sud.

La bataille de Teruel eut donc un résultat logique étant donné le déséquilibre des forces en faveur des factieux. Ce fut une bataille d'usure dans laquelle celui qui avait le moins perdu le plus. Une fois remis de leur surprise (le haut commandement factieux fut surpris précisément par l'absurdité de la manœuvre républicaine), les factieux purent se porter rapidement au secours du front menacé ; ils n'eurent qu'à dévier les réserves qu'ils avaient préparées tout près de là. En fin de compte, Teruel fut récupérée et les forces républicaines furent repoussées au-delà de leurs positions initiales.

Après la pause qui suivit obligatoirement la bataille, les factieux pressentirent certainement, et avec raison, une concentration des forces républicaines pour protéger les accès à la mer par ce secteur. Ils mirent alors pied en quelques semaines leur offensive écrasante de Saragosse vers la mer, en suivant la rive droite de l'Ebre, l'accompagnant d'une autre offensive de l'autre côté du fleuve en direction de Lérida, elle-même appuyée par une avancée générale de tout le front de Huesca. Au cours de la première semaine d'avril, les troupes franquistes atteignirent la mer par Viñaroz puis obliquèrent en direction de Valence, en suivant l'étroite plaine située entre la montagne et la Méditerranée. En Catalogne, l'avancée fut paralysée sur une ligne qui, partant des Pyrénées catalanes, suivait le cours de la Noguera Pallaresa, de la Segre, de la Cinca et de l'Ebre (1).

Le haut commandement franquiste tournait une fois de plus le dos à la Catalogne, après avoir choisi cette région pour y établir les meilleures défenses de ses récentes conquêtes. Il se préoccupait à nouveau de la conquête du Centre. Mais l'état-major républicain, tout aussi obstiné, allait bientôt le faire changer d'avis.

Fin juin, l'état-major républicain établit ainsi son nouveau plan d'opérations :

- 1) Résistance dans le Levant (défense de Valence).
- 2) Offensive sur l'Ebre.
- 3) Attaque en Estrémadure. L'opération d'Estrémadure était renvoyée à plus tard. Mais elle n'eut même pas lieu. Les franquistes attaquèrent eux-mêmes en Estrémadure le 19 juillet, occupant mille kilomètres carrés de territoire et vingt-quatre villages, les meilleurs de cette région.

Enfermé dans son obstination d'attirer le cœur de la guerre sur la Catalogne, le commandement républicain entama la bataille de l'Ebre à la date prévue. Ce fut la plus grande bataille de la guerre civile espagnole. Dans les deux camps il y eut une débauche de matériel et d'hommes. Les pertes furent très élevées. On les estima officiellement à 70 000 hommes du côté républicain. C'étaient toutes les réserves dont disposait la zone catalane. Franco le devina certainement et se décida à en finir une fois pour toutes avec ce front. On avait sauvé Valence, mais on allait perdre la Catalogne ; c'est-à-dire la guerre. La bataille de l'Ebre s'acheva

1. Il est possible que l'attitude du gouvernement français, qui, à ce moment-là, avait mobilisé des troupes et les avait dirigées vers les Pyrénées, signifiant par là à Franco qu'il ne tolérerait pas ses forces à la frontière du Roussillon, ait amené, davantage que n'a pu le faire la résistance républicaine, la paralysie de l'offensive sur la Catalogne.

le 15 novembre. Le 23 décembre, l'offensive générale franquiste se mettait en marche irrésistiblement. Barcelone tomba le 26 janvier, affamée, démoralisée, résignée à la déroute. Le 10 février, les troupes franquistes plantaient leur drapeau victorieux sur le dernier maillon de la chaîne pyrénéenne. Les troupes républicaines qui n'avaient pas péri ou n'étaient pas tombées aux mains des franquistes entrèrent en France, mêlées à la foule de la population civile. Pour toute récompense à leurs rêves de liberté et à leurs sacrifices pour la cause antifasciste internationale, quelque 500 000 êtres humains se retrouvèrent dans des camps de concentration.

Les stratèges militaires de café, qui ont tant ironisé sur l'indiscipline et l'incapacité militaire des milices populaires dans les premiers temps de la guerre, ont à leur disposition une documentation précieuse sur les absurdités tactiques et stratégiques commises à partir du moment où les combattants furent encadrés militairement sous le commandement unique d'états-majors et de règlements d'une grande sévérité. Les opérations qui aboutirent à la séparation en deux de la zone républicaine proche de la Méditerranée, et plus tard à la défaite de la Catalogne, furent l'œuvre du haut commandement républicain. Celui-ci mit sur pied des batailles offensives d'usure, qui n'usaient que ses soldats, et qui, en fin de compte, faisaient le jeu de l'ennemi.

Au moment de l'offensive générale contre la Catalogne, le déséquilibre en matériel et en hommes était évident. Les défenseurs non seulement manquaient de réserves, mais en outre la majeure partie de leurs unités combattantes étaient incomplètes. Il y avait des brigades réduites à des bataillons et des divisions réduites à des brigades, et il en était ainsi à tous les échelons. Le haut commandement républicain fut incapable d'entrevoir cet élément fondamental : si l'on facilitait l'isolement de la zone centrale par la perte de la Catalogne, cela revenait à précipiter la fin de la guerre. Parce que la Catalogne était la zone industrielle de la République où étaient installées la majorité des usines de guerre et où se trouvait la main-d'œuvre spécialisée. Parce que la Catalogne possédait le premier port d'Espagne, et parce qu'elle était en outre la dernière frontière terrestre de la République avec la France et l'Europe.

Il reste à savoir si tant d'erreurs furent commises par incapacité militaire ou en vertu des desseins secrets d'une grande puissance « amie » qui, en 1938, voulait se débarrasser le plus tôt possible du conflit espagnol ; cela pour des raisons stratégiques plus générales et très spécifiques de cette grande puissance. Nous voulons parler de l'Union soviétique et de sa politique d'ouvertures à l'Allemagne qui culminerait dans le pacte germano-soviétique d'août 1939.

Venons-en maintenant à la zone Centre-Sud. Du 20 au 23 janvier 1939 eut lieu à Valence un Plenum national de comités régionaux du mouvement libertaire. En raison de la situation militaire ni les organisations syndicales et anarchistes de Catalogne ni leurs Comités national et péninsulaire ne purent être présents. Le plenum se préoccupa des conséquences du décret de mobilisation générale que le gouvernement avait promulgué. Si ce décret était mis en pratique

intégralement, les organisations et les partis n'auraient plus qu'à fermer leurs portes, par manque de militants. C'est pourquoi on soupçonnait ce décret de cacher une manœuvre politique contre ces partis et organisations. Les soupçons s'appuyaient sur l'impossibilité d'une mobilisation générale : seulement les 30 ou les 50 % des effectifs mobilisés pourraient disposer d'armement. Le décret affectait également toutes les activités économiques, appelées à être placées sous contrôle militaire. Les conquêtes révolutionnaires étaient donc menacées.

La riposte des anarchistes et des cénétistes au décret de mobilisation générale était de demander qu'un certain nombre de militants de tous les organismes soient dispensés de la mobilisation, selon le principe appliqué depuis le début de la campagne. Dans un plenum de la F.A.I., le 19 janvier, un délégué s'exprima ainsi : « Les décrets ont une arrière-pensée politique et un caractère néfaste pour l'organisation et pour le pays en général... Le Centre s'opposera résolument à la désarticulation du mouvement, et si le gouvernement n'accepte pas d'exempter un nombre suffisant de militants, nous appliquerons nous-mêmes cette exemption en dépit des ordres officiels. »

Mais cette position n'était pas partagée par les autres secteurs politiques. L'U.G.T. était partisane de la mobilisation générale. Les membres des comités pouvaient être mobilisés dans les postes qu'ils occupaient. Dans un autre plenum, du 20 au 23 janvier, on déclara que la C.N.T. (comité national) avait accepté intégralement les décrets, tandis que le comité péninsulaire de la F.A.I. les avait repoussés. Il y avait même des rumeurs sur la rupture des relations entre ces deux comités.

Apparemment, le secrétariat à l'Armement, qui contrôlait les industries de guerre, mobilisait toutes les industries sans distinctions. Dans le plenum dont nous parlions, le délégué du Centre affirma que les industries étaient paralysées à 55 % à cause de la mobilisation. Dans les usines, les représentants du gouvernement menaçaient toujours les travailleurs avec le Code de justice militaire à la main. Le même délégué dit : « Tant que l'on ne nous garantira pas qu'il y a assez d'armes pour tous, nous ferons pression pour l'annulation de la mobilisation... »

Evidemment, cette tendance ne faisait pas l'unanimité au sein du mouvement libertaire. Par exemple, le délégué de la C.N.T. du Levant pensait que le refus de la mobilisation faciliterait la mainmise des marxistes sur les postes de commandement militaire. La même chose s'était produite en 1936 lorsque le Mouvement s'opposait à la militarisation des milices. « Ce que nous devons faire, disait le délégué, c'est nous mettre à la tête de la mobilisation, car je ne crois pas qu'il s'agisse d'une manœuvre politique. »

Une commission avait rencontré le général Miaja, chef du groupe d'armées de la zone Centre-Sud, qui s'était déclaré disposé à mobiliser 50 % des travailleurs. Au début de la séance du 23 janvier, on apprit que l'état de guerre avait été déclaré dans tout le pays. Bien que cela puisse paraître choquant, la République, qui était en guerre contre les factieux depuis près de trente-deux

mois, n'avait pas encore déclaré l'état de guerre, acte qui entraîne la soumission à l'autorité militaire des activités politiques et civiles. Les factieux, au contraire, avaient commencé leur soulèvement en déclarant l'état de guerre.

Par ailleurs, les divergences entre les libertaires opposaient principalement les sous-comités de la C.N.T. et de la F.A.I. Les cénétistes étaient relativement fidèles aux déclarations du secrétaire général de la C.N.T. devant le Plenum national du mouvement libertaire d'octobre 1938. On reprochait à celui-ci de ne pas avoir mis en pratique les décisions de ce plenum, en particulier celles qui concernaient la création du Comité de liaison du mouvement libertaire. Sur proposition de la F.A.I. ce comité de liaison fut constitué le 30 janvier. Enfin, on décida de faire en sorte que certains militaires soient déplacés de leurs hautes responsabilités. Par exemple, on proposait de nommer le général Miaja inspecteur général de l'armée, afin de l'éloigner des fonctions de Chef suprême de l'armée, qui lui avaient été attribuées par Negrín pendant les événements tragiques de Catalogne. Le colonel Segismundo Casado, en qui la C.N.T.-F.A.I. avait pleine confiance, serait proposé comme chef du groupe d'armées. On mettrait en place un Conseil supérieur de la guerre, comprenant les partis et les organisations ouvrières, et qui aurait une mission de contrôle.

Le 1er février, les secrétaires des trois branches du mouvement libertaire adressèrent une lettre très significative au général Miaja : « ... L'autorité militaire actuellement chargée des fonctions gouvernementales ne peut mener à bien cette tâche sans la collaboration de toutes les organisations antifascistes, dont la personnalité et le poids ne peuvent être méprisés ni ignorés sans prendre le risque de nuire à la cause de l'antifascisme... Dans ce sens, nous avons considéré qu'il était de notre devoir de vous suggérer d'établir un contact permanent et large avec les représentations nationales autorisées des organisations antifascistes de la zone Centre-Sud... »

Les libertaires donnèrent, le 3 février, l'information selon laquelle Miaja leur avait promis personnellement que dans un proche avenir il allait créer un organisme national regroupant toute l'opinion antifasciste. Les généraux Menéndez et Matallana avaient été contactés par les libertaires afin qu'ils fassent pression sur Miaja dans ce sens. La C.N.T., moins exigeante sur ce genre de choses, confondant parfois ses désirs avec la réalité, se faisait l'écho de rumeurs et de fausses informations selon lesquelles les Etats-Unis étaient sur le point d'abandonner leur politique de neutralité ou, plus naïvement, comme quoi d'importants chargements d'armes d'origine nord-américaine étaient sur le point d'arriver dans la zone du Centre.

Les 10 et 11 février eut lieu un nouveau Plenum de comités régionaux du mouvement libertaire. On y apprit que près de 35 000 demandes d'exemption militaire avaient été présentées dans le groupe d'armées. En outre, le général Miaja avait refusé tout contrôle de la part des organisations et partis, ne voulant pas démordre de la position selon laquelle lui seul représentait le gouvernement et disant qu'il n'était pas disposé à partager l'autorité politique et militaire avec

qui que ce soit. Il ajouta même qu'il ne remettrait même pas son commandement à Negrín lui-même si celui-ci ne venait pas accompagné du président de la République. « Il faut faire remarquer à Miaja, dit un délégué, que l'on ne peut pas jouer avec les 150 000 fusils libertaires. » Mais on mit en évidence le fait que les autres organisations et partis ne suivaient pas le mouvement libertaire dans sa décision ferme.

Une commission d'information, qui avait été envoyée en Catalogne, et qui ne put en fait atterrir qu'à Toulouse, dit, entre autres choses : « La conséquence de la progression des fascistes en direction de Barcelone est un effondrement du moral au sein des organisations et des partis, et même au sein du gouvernement ; il en résulte que l'on considère que tout est perdu et que l'on ne s'occupe pas d'organiser une résistance efficace, qui n'aurait pas suffi à retourner la situation mais qui aurait permis une retraite plus ordonnée et avec moins de pertes en hommes et en matériel. »

Au cours de la deuxième session de ce plenum on signala la présence dans la zone du gouvernement qui, selon un délégué, était en train de négocier la liquidation de la guerre. La Section de défense de la région du Centre répliqua en ces termes au sous-comité national de la C.N.T. qui niait la possibilité d'un coup d'Etat communiste : « La nomination de Miaja au grade de général en chef est très significative ; celui-ci n'a pas tardé à donner des ordres douteux. » Le plenum décida de rendre visite au chef du gouvernement, Negrín, pour lui présenter « les choses avec le réalisme que les circonstances imposaient ».

Le Comité de liaison du mouvement libertaire sollicita à nouveau cette entrevue avec Negrín. Devant une réponse négative, on lui envoya une lettre énergique. Negrín répondit en acceptant, mais à condition qu'une autre lettre, « plus correcte », lui soit envoyée. Ceci ayant été fait, les délégués furent reçus par le président du gouvernement. Celui-ci, prévoyant les attaques dont il allait être l'objet, fut assez astucieux pour attaquer le premier. Tout de suite, il récusait le représentant de la F.A.I., Grunfeld, qui était argentin, estimant qu'il n'était pas habilité à traiter des problèmes internes à l'Espagne. Grunfeld répliqua en disant qu'il n'agissait pas en son nom personnel mais au nom de ceux qu'il représentait. Negrín fit marche arrière lorsque la délégation menaçait de se retirer. Mais il avait atteint son objectif. Les délégués authentiquement espagnols ne trouvèrent pas, semble-t-il, l'énergie suffisante pour dialoguer d'égal à égal. Negrín n'avait pas eu autant de scrupules pour traiter des affaires privées de la République avec d'autres étrangers, et pour partager avec eux les secrets de l'Etat : par exemple, avec les Russes.

Le secrétaire de la Défense du mouvement libertaire, dans sa circulaire du 14 février, qui informait l'organisation de la perte de la Catalogne, faisait part de ses impressions à la suite de l'entrevue avec Negrín : « Au cours de cette conversation, Negrín laissa entrevoir la possibilité de récupérer le matériel évacué de la zone catalane, qui est important et bon, et par ailleurs il exprima l'espoir que la résistance prolongée dans notre zone produise un affaiblissement

du fascisme international... Devant l'absence de concret dans ces déclarations, notre Mouvement a décidé d'être extrêmement vigilant vis-à-vis des contingences politiques qui pourront être observées à partir de maintenant. »

Le 15, au cours de la réunion de toute l'Organisation du Centre avec les représentations nationales, on apprit l'arrivée du ministre de la C.N.T., Segundo Blanco, qui était porteur d'instructions signées par les secrétaires du comité national de la C.N.T. et du comité péninsulaire de la F.A.I., exilés en France. Ce document disait qu'Azaña et Negrín s'étaient mis d'accord pour liquider la guerre ; que le gouvernement mexicain s'était engagé à accueillir 30 000 familles « sélectionnées » parmi les plus compromises. Il encourageait à s'employer avant tout à sauver les militants. Il estimait que le gouvernement devait faire son possible pour que se dirigent vers la zone Centre tous les bateaux étrangers nécessaires pour mener à bien l'évacuation. Il fallait exiger de participer à la commission gouvernementale chargée de ce travail. Cette commission devait garder à l'esprit l'idée de sauver les militants, qui étaient les personnes les plus compromises. On ferait l'impossible pour affréter un bateau exclusivement pour évacuer « nos militants ». En attendant que l'on parvienne à envoyer une délégation directe à la zone Centre-Sud, la plus haute « autorité de l'organisation » devait être exercée par les sous-comités. On conseillait un travail uniforme de la C.N.T., de la F.A.I. et de la F.I.J.L., sous l'égide du mouvement libertaire, en évitant le double jeu.

Le 16 eut lieu à Madrid une réunion du Comité de liaison du mouvement libertaire, qui fut peut-être le prolongement de la réunion précédente. On convoqua à cette réunion le lieutenant-colonel Cipriano Mera, qui était accusé d'avoir eu des « prises de position de sa propre initiative » et de se laisser influencer par « un autre élément qui, bien qu'il s'agisse de Casado, n'est pas l'organisation ». Mera se défendit énergiquement : il se considérait comme un militant discipliné et il jugeait inexacte sa prétendue subordination au chef de l'armée du Centre. Il attaqua à son tour : « Les comités doivent tenir compte de la responsabilité qu'ils prennent ; leur échec, dans toute situation révolutionnaire, se paie par le peloton d'exécution. »

On répliqua à Mera que l'Organisation devait agir de manière compacte et coordonnée. Certaines démarches étaient en cours et on ne pouvait pas prendre d'autres décisions. Il fallait épuiser toutes les ressources. Le moindre faux pas pouvait provoquer un désastre, dont la responsabilité serait rejetée sur l'anarchisme par tous ses ennemis. Il n'y avait pas d'autre solution que de supporter Negrín ou tout autre gouvernement, tout en le contrôlant étroitement. On comptait sur l'appui de Mera.

Celui-ci insista sur le fait que les comités ne méritaient pas selon lui qu'on leur fasse confiance. Il cita comme exemple le comportement de certains délégués au cours de l'entrevue avec le chef du gouvernement. « Cette commission était porteuse de décisions concrètes de l'Organisation. Il s'agissait de parler d'égal à égal avec Negrín. Tout au contraire, Negrín reproche à un camarade d'être

étranger et la commission s'incline lâchement. Les hommes et les organisations devront répondre de leurs actes devant l'histoire. »

Mera se retira de la réunion et le sous-comité continua ses délibérations : « D'autre part, dit le procès-verbal de la réunion, il est décidé de signifier à Negrín, par l'intermédiaire de Blanco, que l'on ne permettra en aucune manière que les chefs et commissaires arrivés de France soient placés à quelque poste que ce soit. Il est décidé en outre de demander à la Commission de la défense du Comité régional du Centre de rencontrer le colonel Casado pour lui communiquer directement notre position, et pour empêcher que ni Modesto, ni Lister, ni aucun autre communiste n'accède à quelque charge que ce soit dans l'armée. »

Le 22, dans une réunion du comité péninsulaire de la F.A.I. (il s'appelait maintenant ainsi à la suite d'une transmission de pouvoirs de la part de celui qui était resté immobilisé en France), on posa le problème de « la position négri-niste », et du « complexe d'infériorité dont font preuve quelques camarades du Mouvement dans leurs démarches officielles, et parmi eux le secrétaire du sous-comité national de la C.N.T. lui-même ». Face à « la nullité de Segundo Blanco comme ministre et comme défenseur des intérêts du Mouvement, il fallait adopter des solutions définitives ».

Le 25 février, à la réunion du Comité national de liaison du mouvement libertaire, la F.A.I. passa à l'attaque : « Le président du gouvernement trompe notre ministre et celui-ci nous trompe. Il faut en finir avec cette situation. Le parti communiste est en train de placer ses pions. Nous sommes perdus si nous attendons, pour agir, que les faits aient été consommés. Avec ce gouvernement, il est impossible de faire une paix honorable. Il n'y a pas d'autre remède que de former un autre gouvernement ou une *Junta* de défense qui mérite des garanties (2). »

Dans une autre réunion du Comité de liaison, le 26 février à Madrid, la F.A.I. continua à accuser la C.N.T. de mener des négociations privées auprès du gouvernement par l'intermédiaire de Segundo Blanco. Les participants à cette réunion décidèrent de proposer au Front populaire (de tous les partis et organisations) la formation d'un Conseil supérieur de la guerre sur la base du Front populaire, et la nomination du colonel Casado comme chef de l'état-major central.

Sur la demande de la C.N.T., les trois comités nationaux du mouvement libertaire se réunirent début mars. On ne parlait plus alors de sous-comités. Le comité national de la C.N.T. ouvrit le feu en attaquant le Comité national de liaison du mouvement libertaire, l'accusant d'entraver la nécessaire célérité des décisions. Il proposa qu'un seul comité, celui de la Confédération, aidé par les deux autres, prenne en charge les responsabilités exécutives. « Le comité national de la C.N.T., répliqua le C.P. de la F.I.J.L., doit dire clairement ce qu'il

2. C'est l'origine probable du Conseil national de défense qui allait être créé le 4 mars 1939.

cache derrière sa proposition, c'est-à-dire rien d'autre que le désir de monopoliser la direction de tout le mouvement libertaire. » La F.A.I., pour sa part, accusait la C.N.T. de s'être déclarée en rébellion : « En ce moment le Comité national veut que nous nous fassions les complices de la non-exécution des décisions de l'Organisation et il se déclare factieux envers ces décisions... »

Le 3 mars eut lieu une autre réunion à laquelle assista le ministre Segundo Blanco. Celui-ci dressa un bilan assez contradictoire de la situation. Il rendit compte de la démission du président Azaña et du refus de son successeur, Martínez Barrio, président des *Cortes*, de rentrer en Espagne. Il confirma que la France et l'Angleterre avaient reconnu Franco. « Quant à la situation militaire, ajouta-t-il, aucune personne de bon sens ne peut songer à la possibilité d'une victoire définitive. » Il dit que la crainte d'une manœuvre communiste n'était pas fondée. Il fallait donc éviter toute précipitation. Des démarches étaient en cours pour organiser l'évacuation des militants des organisations et des partis. Des instructions avaient été données aux préfets pour la délivrance des passeports.

Dans le débat qui fit suite à ce rapport on parla du discours que le chef du gouvernement devait prononcer, et on décida de fixer des limites à ce discours en lui enlevant toute forme personnelle et démagogique. On en vint à parler de la situation militaire et à ce sujet la F.A.I. proposa la mise en pratique du plan de sécurité prévu par le Mouvement. C'est-à-dire : réorganisation de l'Etat-Major central sous les ordres du colonel Segismundo Casado ; création du Conseil supérieur de la guerre ; réorganisation du Commissariat ; remplacement du commissaire général Jesús Hernández et d'Antonio Cerdón, sous-secrétaire de l'armée de terre.

Negrín et ses ministres étaient arrivés à la zone Centre-Sud accompagnés de l'état-major communiste formé de Líster, Modesto, La Pasionaria, Tagueña, Francisco Galán, Valentín González et d'autres. L'état-major militaire était resté à Toulouse. Quelles étaient les intentions de Negrín ? Quels projets avaient les communistes ? Negrín était peut-être sincère lorsqu'il se disait disposé à poursuivre la résistance pour arracher une paix honorable à l'ennemi. Il l'était peut-être aussi en croyant à l'imminence d'un conflit international. Mais tout cela n'exclut pas la possible présence chez Negrín d'une vanité consistant à remplir une page glorieuse sans trop se risquer personnellement. Negrín était l'antithèse du romantique. Sa gloire ne pouvait pas être un suicide romantique à la tête de son peuple. En prévision de tout contretemps malheureux sa retraite était bien couverte.

Le Kremlin, qui depuis longtemps avait abandonné la République sur le plan militaire, savait mieux que quiconque que les jours de la résistance étaient comptés. On savait à Moscou que la victoire inévitable de Franco ouvrirait un abîme dans l'histoire de l'Espagne. Il s'agissait, peut-être, de sauver le futur prestige du communisme espagnol, alors si mal en point, au moyen d'une résistance finale sous le signe de la faucille et du marteau. Une résistance jusqu'au dernier pouce de terrain, jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière

cartouche. Cela représenterait non seulement une propagande de grande portée dans la situation internationale présente mais encore cela laisserait dans le futur une marque indélébile.

Pour mener à bien leurs desseins respectifs Negrín et ses communistes devaient contrôler étroitement le pouvoir politique et militaire. Les communistes, en particulier, devaient éliminer tous leurs adversaires politiques. Pour eux, le premier pas de l'élimination est la calomnie. Au moment le plus critique du désastre militaire de Catalogne, le parti communiste avait lancé une série de calomnies contre tous ses adversaires, en particulier contre Largo Caballero, qu'il traitait de lâche, de traître et d'assassin. En arrivant dans la zone Centre-Sud, *Mundo Obrero* poursuivit cette campagne répugnante contre « les responsables de la perte de la Catalogne », malgré la censure. Après l'interdiction de ce journal, la campagne se poursuivit au moyen de manifestes (3).

A son arrivée dans la zone Centre-Sud, Negrín avait eu une entrevue prolongée avec le colonel Casado. Le chef de l'armée du Centre informa le président du gouvernement que l'état général du secteur de Madrid était désespéré. A Madrid on manquait même de lait pour les enfants. Les rares industries de guerre manquaient d'énergie. Il manquait des matières premières et des moyens de transport. Si l'ennemi réussissait à couper les communications avec Valence la population serait obligée de se rendre immédiatement. Les combattants manquaient de vêtements et étaient affamés. Ils étaient moralement abattus. La perte de la Catalogne les avait énormément affectés. On disposait de peu de réserves, inexpérimentées et mal armées. L'ennemi avait concentré près de Madrid une force estimée à trente-deux divisions avec une grande quantité d'artillerie et de tanks.

A tous ces arguments Negrín répondit qu'il disposait de 600 avions, 500 pièces d'artillerie et 10 000 mitrailleuses..., mais en France. Il dit la même chose aux membres du Front populaire et aux chefs des autres armées, de l'aviation et de la flotte. Il comptait, disait-il, sur l'armée de Catalogne (désarmée, jetée dans les camps de concentration de France). Mais la majorité des chefs lui firent part très sérieusement de la nécessité d'entreprendre des négociations de paix (4).

Negrín s'aperçut au ton de la réplique que la terre se dérobaît sous ses pieds. A partir de cet instant, il crut nécessaire d'activer les préparatifs d'un coup d'Etat, peut-être déjà prévu, qu'il déguiserait sous le prétexte de réorganiser les

3. L'effondrement du front de Catalogne avait commencé dans un secteur commandé par les communistes.

4. Le 27 février, le gouvernement anglais déclarait au Parlement son intention de reconnaître le gouvernement de Franco, en s'appuyant sur l'occupation de la Catalogne et sur le fait que les centres industriels les plus importants étaient aux mains du général factieux. « J'ai appris, disait le Premier ministre anglais au Parlement, que le gouvernement français allait annoncer lui aussi une décision semblable. Le gouvernement de Sa Majesté a accueilli avec satisfaction la déclaration publique du général Franco faisant part de sa détermination et de celle de son gouvernement d'assurer l'indépendance de l'Espagne et d'agir uniquement contre ceux sur qui pèsent des actes criminels. »

commandements. Le général Matallana serait nommé chef de l'état-major central. Le colonel Modesto, qui recevrait le grade de général, remplacerait le colonel Casado à la tête de l'armée du Centre. Le lieutenant-colonel Galán serait installé à Carthagène comme chef de la base navale.

Fin février, la fine fleur des militants libertaires de la région du Centre se réunit pour créer un Comité régional de défense composé des départements suivants : militaire, statistique, police politique, propagande, orientation économique, transport et autres. Quelques jours plus tard, les mêmes libertaires affirmaient au colonel Casado la nécessité de créer un Conseil national de défense face au gouvernement de monsieur Negrín. Le soulèvement était en marche. Casado se chargerait de regrouper les éléments militaires proches.

Simultanément, Negrín déclencha sa propre offensive. Il commença par inviter Casado à Valence, lui indiquant de remettre, pendant son absence, le commandement de son armée au colonel Ortega (communiste). Mais Casado, qui se doutait de quelque chose, remit le commandement à son chef d'état-major. Lorsqu'il l'apprit, Negrín montra sa contrariété. Sa manœuvre avait échoué. Casado, toutefois, profita du voyage pour contacter tous les chefs d'armée proches, avec lesquels il se mit d'accord.

De retour à Madrid il échangea ses impressions avec le chef anarchiste du IV^e corps d'armée, Cipriano Mera, qui était son plus proche collaborateur. Ces activités suspectes vinrent bientôt aux oreilles de Negrín, qui convoqua à nouveau le colonel Casado. Celui-ci comprit cette fois qu'il allait être arrêté, et prévint de ses soupçons Miaja et Matallana, qui avaient eux aussi été appelés par le président du gouvernement. Le même jour furent publiées la promotion au grade de général de Modesto et la nomination de Vega, Taguëña et Galán comme chefs militaires d'Alicante, Murcie et Carthagène. L'envoi de Galán à Carthagène était dû au fait que Negrín avait appris que l'amiral Buiza et plusieurs commandants et commissaires conspiraient avec Casado. Cette nomination ne pouvait pas avoir de conséquences plus dures : l'escadre se déclara en rébellion, ce qui provoqua une confusion dont la *Cinquième Colonne* profita pour se rendre maîtresse de quelques forts. Le soulèvement fut finalement dominé mais l'escadre, par mesure de précaution, était sortie en haute mer. Une fois là, le gouvernement français lui suggéra par radio de se réfugier dans la base tunisienne de Bizerte. L'escadre serait livrée à Franco immédiatement après la guerre par le gouvernement français lui-même qui, en l'amenant dans ses ports, voulait rompre en sa faveur l'équilibre naval de la Méditerranée. Cette fausse manœuvre fut un véritable désastre pour l'évacuation générale.

Negrín pressait Casado de se rendre à sa résidence. Casado comprit que s'il ne se soulevait pas immédiatement il n'aurait pas d'autre remède que de se constituer prisonnier des communistes. En conséquence, le 4 mars, aux premières heures de la nuit, les conspirateurs s'installèrent dans la cave de l'édifice le plus solide de Madrid (l'ancien ministère des Finances). A 23 heures 30, arriva une brigade anarchiste qui se plaça aux points stratégiques. A 24 heures exactement, après

que le speaker de Radio España eut lu le communiqué de guerre, les membres du Conseil de défense s'approchèrent du micro pour lire leur proclamation :

« ... En tant que révolutionnaires, en tant que prolétaires, en tant qu'Espagnols et en tant qu'antifascistes, nous ne pouvons pas continuer à accepter passivement l'imprévoyance, l'incapacité et le manque d'organisation, l'absurde léthargie de monsieur Negrín... Plusieurs semaines ont passé depuis que la guerre s'est terminée en Catalogne après la désertion générale... Pendant que le peuple sacrifiait des centaines de milliers de ses meilleurs fils, les hommes qui exigeaient la résistance désertaient leurs postes... Cela ne peut plus continuer... Nous ne pouvons pas accepter que tandis que le peuple se prépare à une résistance à mort ses dirigeants s'appêtent à faire un vol confortable... C'est pour éviter tout cela (...) qu'a été formé le Conseil national de défense afin de ramasser le pouvoir que le gouvernement du docteur Negrín a jeté dans le ruisseau... Constitutionnellement, le gouvernement du docteur Negrín n'a aucune base légale... Nous proclamons que nous ne désertons pas et que nous ne tolérerons pas la désertion... Nous promettons que personne n'abandonnera l'Espagne avant que tous ceux qui le désirent puissent en sortir... Le docteur Negrín a dit : "Nous nous sauverons tous ou nous périrons tous." Le Conseil national de défense s'est donné pour tâche de changer ces mots en réalité... Pour cette raison nous vous demandons votre aide ; nous serons intraitables avec ceux qui essaieront d'éviter d'accomplir leur devoir (5). »

Le Conseil fut composé de la manière suivante : président, le général Miaja (qui venait d'apprendre les événements par la radio) ; Défense, le colonel Casado ; Affaires étrangères, Julián Besteiro (tous trois n'appartenaient à aucun parti politique) ; Intérieur, Wenceslao Carrillo (parti socialiste) ; Finances et Agriculture, González Marín (C.N.T.) ; Justice, M. Sanandrés (républicain) ; Instruction publique, José del Río (républicain) ; Communications et Travaux publics, Eduardo Val (C.N.T.) ; Travail, Antonio Pérez (U.G.T.).

Negrín apprit lui aussi par la radio la proclamation du Conseil de défense. Il téléphona immédiatement à Casado, d'abord en le menaçant, ensuite avec un ton mielleux et hypocrite. Casado répliqua qu'il lui donnait trois heures pour remettre en liberté le général Matallana, faute de quoi il ferait fusiller tous les membres du gouvernement. Matallana fut immédiatement libéré. Peu de temps après, le gouvernement et sa cour prenaient place dans des avions et abandonnaient l'Espagne. Les chefs communistes espagnols et les restes du Komintern partirent avec autant de précipitation (Negrín et ses communistes s'étaient installés dans un village de la province d'Alicante, près de ce port important et de la base navale de Carthagène. C'était ce que l'on appelait la position Yuste, entourée de terrains d'aviation et gardée militairement par des forces amies).

Une fois le Conseil de défense proclamé, le colonel Casado sonda les

5. J. García Pradas, *La traición de Stalin. Cómo terminó la guerra de España*, New York, 1939.

intentions des lieutenants-colonels Barceló, Bueno et du colonel Ortega, respectivement chefs des Ier, IIe et IIIe corps d'armée. Le premier se déclara inconditionnellement aux ordres du Conseil de défense ; le second répondit vaguement ; le troisième demanda du temps pour réfléchir. Casado en tira la conclusion qu'il ne pouvait disposer que du IVe corps d'armée commandé par l'anarchiste Cipriano Mera. Effectivement, Barceló fut le premier à entreprendre la contre-attaque (6). Dans la région du Levant, où trois des corps d'armée étaient également sous commandement communiste, une colonne de blindés qui tentait d'atteindre Valence fut interceptée. Là, la situation fut vite normalisée. En Estrémadure et en Andalousie la contre-attaque fut également dominée.

La bataille se réduisit donc à la région du Centre. Au matin du 5 mars, une division du Ier corps pénétra dans Madrid avec des tanks et de l'artillerie. Dans le secteur de Guadalajara les ennemis du Conseil se rendirent maîtres de cette ville et de Torrejón de Ardoz. Le 7, la lutte était sévère. Les troupes de Barceló occupèrent le centre de la capitale et encerclèrent les membres du Conseil. Casado n'eut pas d'autre recours que de demander des renforts à Cipriano Mera. Celui-ci envoya à Madrid sa 14e division, formée en majeure partie d'anarchistes. Ces forces, après avoir écrasé les soulèvements de Guadalajara et Torrejón, entrèrent dans Madrid et tombèrent sur l'arrière-garde communiste, faisant des milliers de prisonniers. Dans le centre de la capitale la lutte continuait à faire rage. La situation ne changea pas jusqu'au 10. Ce jour-là, le quartier général du IIIe corps se rendit. Ortega s'offrit pour parlementer avec Barceló et Bueno au sujet de leur reddition. Ceux-ci acceptèrent à condition que leur vie soit respectée. Ils demandaient en outre que leur presse soit autorisée et qu'un conseiller du Parti soit admis au Conseil. Cette dernière condition ne fut pas acceptée. On respecterait la vie de ceux qui n'avaient pas commis de crimes. En conséquence, le lieutenant-colonel Barceló et son commissaire Conesa furent fusillés pour avoir donné la mort en représailles à plusieurs chefs militaires partisans de Casado qu'ils avaient faits prisonniers. Une fois liquidée la dernière offensive communiste, l'étape suivante consistait à négocier la paix.

Le 7 mars, la C.N.T., la F.A.I. et la F.I.J.L. fusionnèrent leurs comités supérieurs respectifs dans un Comité national du mouvement libertaire. Les nécessités les plus importantes étaient la liquidation de la guerre avec une paix honorable, les relations avec le Conseil de défense et des mesures à prendre vis-à-vis du parti communiste. Ce dernier problème fut ajourné jusqu'à la fin des combats de rue. « Nous avons des raisons, disait Juan López, secrétaire du nouveau Comité national, pour éliminer les communistes et aussi les républicains et les socialistes, qui ont été la cause de nos échecs. Mais nous ne voulons exterminer aucun parti. Le parti communiste doit faire partie du Front populaire, prêter sa collaboration au Conseil mais sans intervenir au pouvoir. »

6. Segismundo Casado, *The last days of Madrid*, Londres, 1939.

Au cas où les négociations de paix ne donneraient pas de résultat, il faudrait prendre les mesures suivantes : évacuer les militants, sauver les valeurs du Mouvement et laisser en place une organisation clandestine. Mais les combats de rue durèrent sept jours pendant lesquels il fut impossible de s'occuper d'autres négociations. Celles-ci commencèrent pour la première fois le 12 mars par l'intermédiaire d'agents franquistes qui se manifestèrent spontanément à cet objet.

Le comité national du M.L. se réunit à nouveau le 16 pour étudier une certaine négociation de paix « qui, si elle aboutit, nous oblige à étudier les moyens d'évacuer nos valeurs morales et matérielles ». Il n'y avait pas de temps à perdre. Si une paix dans des conditions honorables n'était pas obtenue, il fallait organiser une résistance désespérée. Les conseillers Val et Marín assistèrent à cette réunion. Selon eux, le Conseil avait envoyé à l'extérieur une délégation pour préparer l'évacuation. Tous les journaux communistes avaient été suspendus. Un délai de six jours avait été donné aux dirigeants du P.C. pour qu'ils définissent leur attitude. S'ils ne le faisaient pas de façon satisfaisante, ils recevraient leur passeport pour pouvoir sortir d'Espagne. Le S.I.M. avait été réorganisé et on avait décidé la mutation du lieutenant-colonel Mera à l'armée d'Estrémadure. Le conseiller González Marín avait été chargé par le Conseil d'envoyer des commissions à Paris, Londres et Mexico (ces commissions furent nommées par le mouvement libertaire le jour suivant). On décida que les éléments des comités de la C.N.T. et de la F.A.I. qui se trouvaient en France ne seraient pas utilisés pour effectuer ces démarches. Ils devaient retourner à la zone Centre-Sud, en même temps qu'un grand nombre de militants, le plus rapidement possible.

Le 17, les communistes avaient diffusé parmi les combattants un manifeste qui disait : « ... La répression contre le parti communiste continue. La *Junta* de défense a entamé des conversations avec notre Comité central. Le Parti a proposé les conditions suivantes : établissement de l'unité ; liberté immédiate pour le Parti ; libération de nos prisonniers et retour à leurs anciens postes ; paix digne et honorable qui assure l'indépendance de l'Espagne. Si la *Junta* n'accepte pas ces conditions, le Parti luttera contre elle avec toutes les conséquences que cela peut entraîner. »

Le manifeste se terminait ainsi : « Préparez-vous à tout, à empêcher qu'on capitule et qu'on livre le peuple, et en premier lieu les communistes... Démontez toutes les calomnies contre le Parti. Faites comprendre que la constitution de la *Junta* est une manœuvre du capitalisme international pour liquider les conquêtes du peuple, le soumettre à l'esclavage et liquider les communistes, ses meilleurs défenseurs... Nous obtiendrons la paix digne et honorable par l'unité et en étant prêts à résister... »

Depuis le 13, le Conseil de défense connaissait les conditions de reddition qu'avait fixées le général Franco. Elles ne pouvaient pas être plus dures. La seule condition de paix était la reddition inconditionnelle. Le *caudillo* serait généreux avec ceux qui avaient été trompés et ceux qui n'avaient pas commis de crimes. Ils

pourraient, s'ils le souhaitaient, émigrer à l'étranger. Ceux qui iraient en prison seraient libérés dès qu'ils auraient payé pour leurs délits. On refusait tout engagement signé.

Le Conseil de défense comprit parfaitement la portée de cette note. Il n'y avait pas d'autre solution qu'une résistance par étapes en vue de l'évacuation avec les moyens du bord. Toutefois, pour gagner du temps, on demanderait de discuter du mémorandum de Franco. On ne reçut une réponse positive que le 19 et le 23 deux officiers républicains arrivaient à Burgos prêts à négocier.

Le 22, le comité national du M.L. adressait un long manifeste à tous ses militants et aux travailleurs en général. Il récusait les accusations portées par le manifeste communiste et s'opposait aux « déclarations précipitées d'enthousiasme totalitaire » des faux antifascistes. « Ceux qui ont des velléités profascistes, disait le manifeste, ne peuvent continuer en liberté. Ceux qui, par leurs mots, leurs gestes et leur conduite, prétendent affaiblir le moral de nos combattants ou la sécurité de notre arrière-garde doivent être jugés et condamnés (...) avec toute la rigueur qu'imposent les lois de la guerre... (Le mouvement libertaire) a le courage moral de déclarer publiquement la nécessité d'une paix qui évite de nouveaux bains de sang, (qui ne sera pas) le sauve-qui-peut (mais) une situation honorable qui permettra à tous ceux qui le voudront de sortir d'Espagne et qui protégera ceux qui resteront contre les tentatives de repréailles... »

Le même jour, en accord avec le Conseil, le comité national du M.L. décidait que deux camarades partiraient immédiatement pour la France, accompagnés par le colonel Romero, pour régler des affaires en rapport avec l'approvisionnement. L'excursion en Amérique était pour le moment supprimée. Dans une autre réunion du M.L., qui eut lieu deux jours plus tard, les conseillers libertaires donnèrent un compte rendu des négociations de paix effectuées à Burgos. Les envoyés du Conseil n'avaient pu discuter aucune des conditions. Les franquistes s'étaient contentés de leur remettre un document de reddition inconditionnelle beaucoup plus dur que le premier. Ils n'acceptaient pas de s'engager par écrit et n'offraient aucune garantie si ce n'est celle, très vague, que le *caudillo* était animé des meilleures intentions.

Dans cette même réunion, les conseillers libertaires donnèrent des détails précis sur le mémorandum de Franco. Il se résumait à une série d'ordres de reddition. Le 25, l'aviation républicaine devait se diriger vers certains aérodromes qui étaient indiqués (dans le document) pour se livrer, en signe de reddition symbolique. « Il leur a été répondu, ajoutèrent les auteurs du compte rendu, que nous n'admettrions pas de nous rendre sans l'existence d'un document écrit... L'ennemi confirme les concessions, qu'il faisait déjà le 28 février, de respecter toutes les vies, à l'exception de ceux qu'il considère comme des délinquants de droit commun... »

L'après-midi même, les conseillers anarchistes devaient donner des instructions concrètes à la réunion que le Conseil devait tenir. Les participants à la

réunion décidèrent de transmettre au Conseil la position suivante : « Exiger des autorités franquistes qu'elles signent un document, un pacte ou un engagement stipulant les conditions dans lesquelles la paix devra être établie en accord avec l'esprit des propositions initiales que nous avons présentées. A défaut de cette garantie, il faudra rompre les négociations et se préparer à une défense acharnée de nos intérêts, notre vie, notre liberté. »

Une autre réunion eut lieu le 26, à la demande des conseillers anarchistes. Les émissaires républicains étaient à nouveau allés à Burgos avec des contre-propositions. Au début de la réunion, Franco demanda par téléphone si la reddition de l'aviation républicaine prévue pour la veille avait eu lieu. Et devant la réponse négative, sans se préoccuper des raisons techniques qui avaient rendu impossible cette reddition symbolique, il ordonna la brusque rupture des négociations.

En dépit de l'opposition des représentants libertaires, le Conseil décida la reddition symbolique de l'aviation. Ce qui fut communiqué par radiotélégraphie à Burgos. La réponse fut que l'offensive générale s'était mise en marche le matin même et qu'il ne restait plus qu'à hisser le drapeau blanc. Ce même jour, le Comité national du mouvement libertaire proposait la retraite par étapes vers la côte : « Nous ne devons pas oublier que nous serons attaqués de toutes parts par les éléments factieux embusqués à l'arrière-garde. » On apprit en même temps que l'offensive ennemie avait facilement brisé le front d'Andalousie.

Le comité national du M.L. tint une autre réunion le 27. Les conseillers libertaires dirent que l'ennemi avançait sur le front andalou sans pratiquement rencontrer de résistance. Au sein du Conseil de défense, un débat s'était engagé au sujet d'un document diffusé à la radio qui parlait d'évacuation. « Le document rendu public est dangereux parce qu'il porte atteinte au moral, affirmait-on à la réunion. La consigne d'évacuation prétend éviter les fuites par panique collective, mais sans y parvenir. Après son avancée victorieuse il serait stérile d'envoyer une nouvelle note au camp ennemi. La politique du Conseil part sur une mauvaise voie. Nous ne pourrions nous adresser à eux pour négocier qu'après une résistance acharnée. »

Le fait de délivrer des passeports avait brisé l'esprit de résistance. On signala des cas de fuite hystérique même parmi les libertaires. « Les désertions se multiplient sur tous les fronts, disait le conseiller Marín. Des avions s'envolent chaque jour, avec des chefs à bord, en particulier des communistes. Les gens ne veulent pas se battre. L'ennemi attaque et la troupe ne réagit pas. Nous avons essayé de retenir ceux qui fuient, sans y parvenir. Si nous ne sommes pas disposés à faire une nouvelle Numance, sauvons nos militants. Faisons le compte de ceux qu'il faut sauver. Concentrons nos forces dans un port et organisons la résistance de ce point... »

Cette réunion prit une décision concrète : la création d'une *Junta* d'évacuation. Mais la séance continua l'après-midi. On annonça alors que le Conseil avait commencé à former des *Juntas* d'évacuation dans chaque armée.

Les militants compromis du Centre, qui étaient les plus menacés, partiraient les premiers. Il y avait apparemment quatre navires de fort tonnage ancrés dans le port de Valence. On rassemblerait la plus grande quantité possible de devises pour les remettre aux évacués. On estimait ceux-ci à 40 000. Chaque *Junte* d'évacuation recevrait la quantité d'argent qui lui correspondait. Là où l'ennemi attaquerait, on céderait du terrain lentement, tout en évacuant les personnes. A Valence on délivrerait les passeports définitifs, mais seulement aux personnes compromises, pas aux membres de leur famille ou à leurs amis.

L'évacuation des éléments compromis de Madrid commença le 28. Le matin suivant, toutes les armées de la République étaient pratiquement dissoutes. Les soldats abandonnèrent les tranchées en petits groupes pour fraterniser avec ceux du camp ennemi. La fraternisation était parfois célébrée par des chansons et des danses. C'était la paix simple et généreuse du soldat. La paix des états-majors et des hauts responsables militaires et politiques serait bien autre chose.

A Valence, qui était pleine à craquer de militants de tous les partis et organisations, civils et militaires de toutes les villes et de tous les fronts, on forma une *Junte* d'évacuation plus symbolique qu'efficace. Le 29, on envoya des messages à tous les dirigeants des Etats démocratiques pour leur demander des visas et des moyens d'évacuation. Ceux qui étaient offerts par certains consulats étaient réservés à certaines personnalités triées sur le volet. Les possibilités d'évacuation, dans ces conditions, ne pouvaient pas être plus incertaines. A Valence même, la *Cinquième Colonne* se montrait ostensiblement et prenait déjà position dans les édifices et les postes officiels. La transmission des pouvoirs se faisait avec une certaine cordialité. Ce qui prouve que sans la hargne venimeuse des hautes autorités factieuses, militaires et ecclésiastiques, phalangistes et carlistes, le seul fait de la paix aurait désarmé la haine.

Alicante était le port le plus éloigné des fronts de guerre. Pour cette raison, et parce qu'on assurait qu'il y avait là des navires à l'ancre, ou parce que l'on concédait un certain crédit aux promesses verbales du général Franco, la plupart de ceux qui devaient être évacués se dirigèrent vers ce port. On avait aussi confiance dans la sensibilité internationale. Un cortège de plusieurs centaines de véhicules, précédé d'un détachement militaire, se dirigea vers ce port de salut qui allait bientôt se transformer en souricière. Bien peu de ces désespérés, de ceux qui les avaient précédés ou de ceux qui allaient arriver peu à peu réussiraient à quitter l'Espagne. Les rares bateaux qui attendaient à l'ancre se trouvaient à la limite des eaux territoriales. Ils attendaient inutilement la protection des escadres française ou anglaise pour pouvoir s'approcher des quais protégés par un pavillon respecté. On disait que le gouvernement de Negrín possédait encore, en France, 150 000 tonnes de transports maritimes sous contrat garanti jusqu'au mois de mai à venir. Mais on sut par la suite que les armateurs préférèrent au dernier moment transférer leur contrat au gouvernement du général Franco. Les affaires étaient les affaires. Une grande partie de la presse française n'avait pas encore abandonné le thème selon lequel les Espagnols qui cherchaient refuge en France

étaient des assassins de droit commun plus que des réfugiés politiques. Le gouvernement français laissait passer les heures sans rien faire sous le prétexte (*sic*) que le ministre de l'Intérieur n'avait pas autorisé le débarquement des évacués en France. Les navires, nous l'avons dit, attendaient au large d'Alicante depuis le 29 mars. A Gandia, les navires de guerre anglais et français consentirent tout juste à prendre à leur bord les membres du Conseil de défense et, c'est un comble ! ils embarquèrent en même temps 169 fascistes italiens qu'ils laissèrent à Palma de Majorque.

Le 4 avril, des troupes motorisées italiennes commandées par le général Gambara entrèrent dans le port d'Alicante. Le firent-elles de leur propre initiative ? Voulaien-elles se réserver la dernière victoire sur ceux qui les avaient vaincues, deux ans plus tôt, à Guadalajara ? Le général Franco voulut-il faire porter aux Italiens la responsabilité de cette manœuvre cruelle et honteuse afin d'atténuer sa propre responsabilité devant l'histoire ?

Plus de 4 000 antifascistes authentiques furent faits prisonniers dans le port d'Alicante. Pour la majorité d'entre eux, la justice du général Franco signifiait la mort. Un grand nombre choisirent le suicide. Franco avait affirmé qu'il possédait un million de fiches de républicains convaincus d'actes criminels. Ceux qui se suicidaient ne le faisaient pas par crainte de la justice de Franco mais pour cracher leur honte à la face d'un monde appelé civilisé et démocratique qui assistait froidement au plus grand crime politique de l'histoire politique contemporaine. Les militants faits prisonniers, mêlés à la masse des prisonniers de tous les villages et de toutes les villes, furent entassés dans les prisons, dans les arènes et dans les camps de concentration improvisés. Là les attendait un triage minutieux réalisé par les phalangistes qui avaient à leurs côtés des dénonciateurs féroces. Les prisonniers « marqués » étaient séparés du groupe et roués de coups. A chaque instant, on contraignait les prisonniers à s'aligner en formant des rangées. Des corbeaux avides de charogne passaient les rangées en revue pour en tirer à coups de pieds et de poings la victime qu'ils avaient choisie. La victime était le secrétaire du syndicat, le responsable de la collectivité, le maire, le conseiller, le député. L'indicateur était le patron exproprié de son domaine ou de son usine, le frère, le fils ou le père d'un fusillé. Ceux qui avaient été choisis tombaient sous le pouvoir de ceux qui les avaient demandés comme les animaux d'une étrange foire aux bestiaux. Les passages à tabac ne dispensaient pas du Conseil de guerre ni du peloton d'exécution. Un grand nombre de ces malheureux s'acheminaient vers le supplice final réduits à l'état de loques humaines. Ces règlements de comptes inqualifiables étaient plus atroces, plus sauvages et plus sanglants envers les prisonniers originaires des zones rurales. La masse anonyme des prisonniers de guerre, celle qui ne méritait pas les honneurs du peloton d'exécution ni la dure sentence du bagne, tomba dans un esclavage qui n'avait d'égal que celui des temps les plus reculés. Elle constitua les bataillons de travailleurs forcés jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Et sous la menace constante du fouet, du revolver et de la mitraillette, elle reconstruisit les

ponts, elle ouvrit des routes, elle éleva des églises et des mausolées pharaoniques.

Pendant plusieurs décennies un tiers de la population espagnole allait expier son grand crime par la perte de la liberté, derrière les murs des prisons et des bagnes, par la douleur de son corps et de ses os broyés dans les antres de la police, par la mort devant les clôtures des cimetières, par la faim, par l'humiliation. Son grand crime, c'était d'avoir été le premier peuple à donner une réplique vigoureuse au fascisme international. Cette réplique au choléra du XXe siècle, le peuple espagnol l'avait donnée tout seul et contre le monde entier.

XXV

EPILOGUE *

Enfant de la lâcheté et du machiavélisme des puissances internationales, le régime franquiste persiste toujours par l'opération et la grâce de cette même lâcheté et de ce même machiavélisme. Franco doit sa victoire à la non-intervention appliquée en sens unique. Et c'est toujours au nom de ce même principe qu'il doit son maintien au pouvoir. Pendant la guerre civile, les grandes puissances démocratiques justifiaient leur apparente neutralité par la crainte de provoquer une guerre internationale. Afin de ne pas gêner Franco, les puissances démocratiques en question se retrancheront, après la fin de la guerre, derrière le principe de non-intervention dans les affaires internes d'un pays souverain.

En fait, la non-intervention de 1936-1939 fut produite par la haine et l'effroi inspirés par la révolution que le peuple espagnol avait menée en riposte au soulèvement militaire fasciste. Cette non-intervention, qui se prolongea au-delà de la Seconde Guerre mondiale, répondait au même sentiment antirévolutionnaire. Les puissances capitalistes, conscientes du fait que le vide créé fatalement par toute dictature (le vide est d'autant plus profond que la dictature est implacable et durable) doit être comblé par les eaux torrentielles qui reviendront dans leur lit, s'efforcent désespérément de retarder l'inévitable dénouement.

Dans quel but ? En attente d'une lente démocratisation du franquisme ? Convaincues qu'avec le temps les acteurs du grand drame de 1936-1939 pourront pêle-mêle dans leurs tombes, ainsi que leurs préjugés, leurs complexes et leurs haines ? De la même façon que la victoire de Franco en 1939, au lieu d'éviter le conflit international, le précipita, les années et les décades ne parviennent pas à libéraliser le régime phalangiste, ni à dissiper les haines. Au fur et à mesure que l'on remet à plus tard sa chute, le régime de Franco redonne vigueur à ces mêmes préjugés, complexes et haines. L'axe de la propagande de la dictature franquiste consiste à ne pas laisser s'éteindre les haines. La presse mercenaire reçoit la consigne de matraquer constamment les lecteurs avec les

* José Peirats a écrit cet épilogue lors de la première édition de ce livre, en 1964.

crimes horribles commis pendant la terreur rouge.

En remettant constamment à plus tard le problème espagnol, les démocraties reconnaissent implicitement, au bout d'un quart de siècle, l'échec de leur thérapie. Elles ressentent aujourd'hui le même effroi à l'idée d'une possible crise galopante du franquisme. N'importe quelle solution pacifique souhaitable est écartée face à l'attente dissimulée derrière les visages énigmatiques de millions d'Espagnols. Les arbitres de l'ordre occidental craignent, aujourd'hui autant qu'hier et plus encore demain, la rupture de l'infamale ceinture franquiste.

L'évolution ultérieure du problème, à partir de la fin militaire de la guerre civile espagnole, pourrait être décomposée en plusieurs phases :

1) Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Espagne fut une permanente orgie meurtrière. Il n'existe pas de données exactes sur le nombre de vies humaines immolées par la répression. Celle-ci fut particulièrement sanglante dans les villages. Les soldats démobilisés et les centaines de milliers de personnes déplacées reçurent l'ordre de rejoindre leur lieu d'origine ou leur domicile d'avant-guerre. Ainsi, leurs activités avant et pendant le conflit purent être mieux connues et mieux contrôlées. Les équipes chargées de l'épuration tirèrent un grand profit de cette mesure, surtout dans les villages, où la vie du voisin ne comporte aucun mystère.

2) Après l'époque de terreur absolue, vient une transition modérée produite par la fin de la guerre internationale. L'Italie et l'Allemagne vaincues, les franquistes se sentent pris de frayeur. Mussolini et Hitler avaient été leurs parrains. Les ports espagnols avaient été le meilleur refuge et les meilleures bases de ravitaillement pour les sous-marins allemands.

C'est à partir des côtes et des bateaux espagnols en haute mer que s'effectuait l'espionnage le plus efficace pour les puissances de l'Axe. L'armée franquiste et la Légion avaient combattu sous les ordres d'Hitler avec le nom de *División Azul*. On s'attendait donc à un règlement de comptes immédiat. Les serres relâchaient leur proie. Les prisonniers politiques avaient droit à certains égards. Les organisations révolutionnaires recommençaient à sortir de l'ombre. La C.N.T. galvanisait ce moment de résurrection. Les syndicats se réorganisaient clandestinement. Les ouvriers mettaient à jour leurs cotisations. Même la bourgeoisie faisait preuve de générosité en contribuant à soulager la situation des prisonniers. Les franquistes les plus connus commençaient à faire leurs valises ou bien plaçaient leurs capitaux à l'étranger. On attendait d'un moment à l'autre l'application du pacte de l'Atlantique Nord et de la déclaration de Yalta. Les réfugiés en exil bougent. La C.N.T. comptabilise plus de 30 000 adhérents en France et possède plusieurs journaux. Le mouvement libertaire est également organisé en Angleterre, en Afrique du Nord et en Amérique. Les premières étincelles ont lieu à la frontière des Pyrénées. Des groupes de la C.N.T., de la F.A.I. et de la F.I.J.L. pénètrent en Espagne pour occuper les lieux stratégiques afin d'impulser le grand soulèvement. Les blessures de la guerre et de la répression sont encore béantes.

3) Par propre intuition ou sécurisé secrètement par voie diplomatique, le gouvernement franquiste pense peu à peu que les gouvernements démocratiques sont disposés à passer l'éponge sur les vieilles rancœurs. Dès ce moment, la répression redouble à nouveau à travers la péninsule. Franco congédie du gouvernement son beau-frère Serrano Suñer, le plus pro-nazi des phalangistes, et déclare son régime *Démocratie organique*. Les démocraties « inorganiques » ont l'air satisfaites et Franco s'empresse de remplir à nouveau les prisons. Les exécutions redoublent de plus belle, au nom d'une loi dite de Répression du banditisme. Les Conseils de guerre statuent sur les délits de réorganisation clandestine. Les membres de plusieurs comités nationaux de la C.N.T., tombés les uns après les autres, se retrouvent en prison. Le travail de réorganisation s'élabore à l'intérieur même des prisons. Une grève spontanée est considérée comme un acte criminel. Assumer une responsabilité syndicale coûte trente années de prison.

4) Le démantèlement de la résistance est inévitable. Toute tentative d'organisation étant persécutée de façon acharnée, ce sont des groupes d'action en provenance plus particulièrement de France qui interviennent. Ce qui existe de plus révolté au sein de la jeunesse anarchiste s'offre en holocauste. La liste des martyrs s'allonge interminablement. Certains, traqués comme des fauves par la police, meurent sur la voie publique les armes au poing. D'autres meurent exécutés après un conseil de guerre qui condamne implacablement, en présence d'observateurs des puissances démocratiques qui observent sans broncher.

5) Mais le régime se sent blessé par la crise économique. Les travailleurs ressemblent à des forçats et malgré une journée double survivent par miracle. Le désespoir pousse à de grandes grèves plus ou moins spontanées, plus particulièrement au Pays basque et en Catalogne. La police se contente de maîtriser le débordement et effectue son travail de répression en silence. L'agitation se répand dans les milieux universitaires. Les étudiants, soumis à des méthodes d'enseignement médiévales, souhaitent respirer l'air frais de la culture universelle. Ils se détachent du phalangisme, dans lequel ils étouffent. Mais dans ces moments si difficiles pour le régime, les Etats-Unis accourent à son secours. En échange de quelques bases militaires, ils aideront Franco à échapper à l'asphyxie économique.

6) L'Union soviétique attaque verbalement le régime, sans pour cela traiter Franco de criminel de guerre. Elle l'accuse d'avoir vendu l'Espagne aux Américains, mais elle vote en faveur de son entrée à l'O.N.U. Le Kremlin croit voir en Franco le meilleur agent du communisme en Espagne. Il l'attaque à travers ses radios mais sans oser le renverser. Le Komintern considère que les Espagnols doivent conclure que les ennemis de leur ennemi sont leurs amis. La Russie fait constamment de l'agitation en Espagne, mais n'attaque pas. Plus tard s'écroulera le franquisme, plus de possibilités s'offriront à elle pour faire sa propagande et au Parti communiste espagnol pour se refaire une virginité. Et pourtant les troupes de Franco luttèrent directement contre la Russie aux côtés

des nazis. Franco comble les desseins dialectiques de l'histoire en faveur du communisme.

7) La C.N.T. subit une scission en 1946 et tout le front antifranquiste entre en crise. Une de ses tendances rompt avec l'opportunisme politique de l'époque de la guerre ; quant à l'autre, elle persiste dans l'ambiguïté. La crise persistera pendant quinze ans. Les meilleures énergies seront dépensées dans des querelles ou neutralisées par cette dualité. L'organisation confédérale clandestine s'en ressent profondément. Pour cela, et pour d'autres raisons, le découragement gagne les guérilleros qui, traqués comme des loups, maintenaient leurs camps dans les montagnes. Les autorités frontalières françaises sont plus exigeantes que la Garde civile espagnole ; leurs services territoriaux rendent impossible le passage des résistants. Les bases sur le territoire français doivent être démantelées. Les résistants les plus connus sont poursuivis et enfermés dans des départements précis. Une réclamation diplomatique de Franco est presque un ordre pour les gouvernements voisins.

8) En 1960 a lieu l'unité de la C.N.T. autant en Espagne qu'en exil. Ce qui rendra possible l'unité C.N.T.-U.G.T., qui à son tour tissera un vaste front politico-syndical antifranquiste. Il faudra renoncer aux espoirs fondés sur la philanthropie des Etats démocratiques et ne compter que sur ses propres forces pour entreprendre la libération de l'Espagne. Mais bien des années se sont écoulées ! Les militants ont énormément vieilli. L'importance des organisations émigrées a diminué de plus de la moitié. Beaucoup sont morts. D'autres ont emprunté le chemin de la vieillesse. D'autres se sont intégrés au pays d'exil. D'autres sont allés mourir en Espagne. D'autres se sont exilés en Amérique. Ceux qui restent sur la brèche ont tout donné et sont disposés à tout entreprendre pour la libération de l'Espagne. Mais un important pourcentage d'entre eux ne peut plus donner grand chose. De toute l'histoire des émigrations politiques, cet exil a été le plus remarquable. Ils ont fait la guerre civile espagnole ; ils sont passés par les camps de concentration ; ils ont été dans les camps d'extermination de l'Allemagne nazie ; ils ont combattu dans les maquis contre les forces d'occupation allemande ; ils se sont battus dans les armées de libération d'Afrique, de France et d'Italie ; et enfin ils ont participé à la reconstruction économique en occupant les tâches les plus ingrates : dans les barrages, les mines, les forêts, dans l'agriculture et le bâtiment. Mais ils n'ont pas pu faire de leurs enfants leurs successeurs. Seule la lutte sociale peut faire des militants anarchistes. Et depuis un quart de siècle ils vivent dans un pays sans passion sociale, sans romantisme révolutionnaire, sans idéalisme profondément rénovateur. Ils ont fait de leurs fils d'honnêtes travailleurs, des professionnels, des techniciens, des enseignants, des intellectuels mais point d'anarchistes, point de combattants révolutionnaires. Cela ne se fabrique pas, c'est la lutte qui le produit spontanément. En Espagne, les militants anarcho-syndicalistes ont vieilli aussi. Peut-être avec plus de raisons. La nouvelle génération a grandi dans un climat de silence, de non-dit, d'ignorance ; dans la terreur, dans la paix des

cimetières. Son développement a été un perpétuel combat pour la survie, une lutte pour l'existence sans principes moraux.

Nous ne croyons pas aux miracles mais nous croyons au jeu des impondérables. L'expérience de la période allant de 1923 à 1930 nous montre qu'une incubation créatrice peut avoir lieu à l'ombre d'une dictature. Mais cette même expérience nous montre que ni la vie trop facile ni une vie trop difficile ne peuvent produire des consciences révoltées ; pas plus que la mollesse ou la tyrannie écrasante.

Une dictature brutale n'a pas pu donner naissance à une génération fasciste, mais n'a pas davantage créé des effets révolutionnaires populaires ; elle aura produit un vide entre deux générations : la génération clef, celle qui aurait été le pont entre hier, aujourd'hui et demain, celle qui était appelée à transmettre le feu sacré, la garantie la plus absolue de la tradition libertaire. Cette génération était indispensable pour gagner de vitesse au moment voulu le redoutable concurrent très agile, discipliné et appuyé par tous les moyens techniques et financiers de propagande. Nous faisons allusion au communisme et au phalangisme « communisable ».

La grande question est celle-ci : Est-ce que la C.N.T. des catacombes aura pu forger une génération jeune suffisamment importante pour prendre en charge la lourde tâche de secouer les grandes masses de travailleurs et les tirer de leur apathie, de leur engourdissement, de leur indifférence et de leur scepticisme ? Vu le triste panorama de l'anarcho-syndicalisme international, la réponse à cette question peut être cruciale.

XXVI

APPENDICE *

Le 1er avril 1939, après avoir occupé Barcelone et Madrid, le quartier général de Franco publia son dernier communiqué de guerre :

« Aujourd'hui même, après avoir capturé et désarmé l'armée rouge, les troupes nationales ont atteint leurs ultimes objectifs militaires. La guerre est finie. Généralissime Franco. »

Franco avait proclamé quelque temps plus tôt qu'il avait en sa possession un million de fiches de républicains passibles de condamnation. Et les évêques et les militaires répétaient en chœur : « Vous envierez les morts ! » C'était la voix de la caverne entonnant l'hymne à la victoire (« Œil pour œil, dent pour dent ! »)

Les tribunaux militaires se mirent à fonctionner, assistés par les espions et les délateurs. Les prisons et les couvents étaient pleins à craquer de prisonniers rouges et les murs des cimetières étaient tachés de la même couleur.

Environ 500 000 personnes (soldats, civils, vieillards, femmes et enfants) avaient réussi à s'échapper en France où ils furent internés dans les camps de concentration, les plages, les refuges, les hôpitaux... et les cimetières. Seuls les dirigeants politiques (ministres, hauts fonctionnaires, chefs syndicaux) pourvus de passeports diplomatiques réussirent à se déplacer librement. Le président Azaña démissionna sans transmettre ses pouvoirs. Le chef du gouvernement, Juan Negrín, qui avait fui l'Espagne à bride abattue avant que ne soit tiré le dernier coup de canon, atterrit à Toulouse avec l'état-major communiste. Les communistes ne firent que changer d'avion et décollèrent pour Moscou. Negrín, autorité absolue, accapara tous les fonds et toutes les valeurs déposés en France et à Londres, qui étaient la propriété de la République, après avoir répété sur tous les tons : « Résistez ! Résistez ! »

Dans le champ exigü de l'exil on vit proliférer les gouvernements, les cours de parasites, les factions, les comités. Celui d'« Aidez l'Espagne », présidé par Martínez Barrio, distribua aux partis et aux syndicats quelques millions de francs

* Cet appendice a été écrit par José Peirats pour la présente édition, en mai 1988.

dévalués et s'embarqua pour l'Amérique, fuyant le danger de guerre imminent.

La C.N.T., la F.A.I. et la F.I.J.L. s'organisèrent en mouvement libertaire, dont le Conseil général était présidé par Mariano R. Vázquez avec, comme vice-président, Germinal Esgleas. Les « légitimistes » et les pseudo-légitimistes ne manquèrent pas. Les postulants les plus insistants furent les anciens membres du Conseil de défense de Madrid qui avaient destitué Negrín, après la lâche démission d'Azafía. Juan Negrín, sans mandat et les mains libres, put disposer à sa guise des fonds officiels sans autre contrôle que celui des communistes.

À Paris, un groupe né spontanément se proclama représentant d'un soi-disant Mouvement anarchiste de langue espagnole en France. Ramón Liarte, pour sa part, prétendit représenter la 26e division, mais les responsables de cette division, qui étaient internés dans le camp de concentration de l'Ariège, le désavouèrent dans une lettre au Conseil général.

Mais les partis et les organisations s'inclinèrent les uns après les autres devant Negrín, qui avait réussi à s'emparer du trésor de la République, et qui commença à utiliser à sa guise ce pactole envié de tous.

La première chose qui lui passa par la tête fut de créer un Service d'évacuation des républicains espagnols (SERE) qui, dans le but de mettre à l'abri l'intelligentsia espagnole errante, commença à affréter des navires pour Mexico. Le président de ce pays, le général Lázaro Cárdenas, avait ouvert les ports à tous les combattants de la République espagnole, et pas seulement aux intellectuels.

Avant que la Seconde Guerre mondiale n'empêche les navires de quitter le port, le *Sinaia*, l'*Ipanema* et le *Mexique* prirent la mer, en direction de Veracruz. Ils furent suivis par le *Winnipeg* qui se dirigea vers le Chili. Et, beaucoup plus tard, le *La Salle* et le *Cuba* firent plusieurs voyages vers la République Dominicaine, alors que la guerre avait déjà éclaté. Malheureusement, ces premiers embarquements furent contrôlés par les communistes, que Negrín laissa faire. Negrín « n'oublia pas » la C.N.T. ni les socialistes de Largo Caballero, qui avaient agi contre lui, dans les derniers jours de Madrid, à partir du Conseil de défense. L'ambassadeur du Mexique à Paris, M. Bassols, et son représentant sur les lieux d'embarquement, M. Fernando Gamboa, furent de dociles exécutants des ordres du Kremlin. Le premier délivrait ou refusait les passeports et le second exerçait un filtrage sévère sur les ports d'embarquement. La même chose se passait pour l'embarquement vers le Chili. Là, c'est le poète panégyriste de Staline, Pablo Neruda, qui se chargeait de la censure. Les candidats à l'embarquement venant des camps de concentration étaient préalablement filtrés au camp spécial d'Agde où Gamboa effectuait un premier tri. Le deuxième tri, qui était définitif, était effectué par l'inquisiteur lui-même dans le port de Pauillac, près de Bordeaux, et ainsi à chaque fois.

(Je fus moi-même rejeté par l'ambassadeur Bassols, mais, en raison d'une erreur dans les démarches, je pus être envoyé à Pauillac, encadré par deux gendarmes. Après avoir passé quelques jours à bord du *Mexique*, je fus interrogé

par M. Gamboa, qui me fit débarquer avec 350 libertaires qui furent à nouveau internés dans les camps. Le poète Pablo Neruda m'empêcha lui aussi de m'embarquer pour le Chili à bord du *Winnipeg*. Je pus enfin traverser l'Atlantique sur le *La Salle*).

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, début septembre, la C.N.T. eut plus de facilités pour faire embarquer ses militants. Les sous-marins allemands avaient commencé leur action dévastatrice et les candidats à la traversée de l'Atlantique furent moins nombreux.

Ils furent également favorisés par le coup de main que fit Indalecio Prieto sur le trésor de Negrín, à bord du yacht *Vita* : avec ce butin, les embarquements sans filtre communiste furent plus nombreux. Cela permit à ceux qui avaient été repoussés par Bassols de quitter l'Europe avant qu'Hitler ne sépare ce continent de l'Amérique.

Avec la domination de l'Allemagne nazie sur l'Europe occidentale, le mouvement libertaire fut divisé par l'Atlantique. Les camarades de France allaient devoir rester recroquevillés, en attendant que les armées franco-britanniques puissent redresser la situation. Pour cela, l'entrée en guerre des Etats-Unis était nécessaire. Le Japon leur donna un prétexte en attaquant leur flotte à Pearl Harbour.

Lorsque les blindés hitlériens occupèrent la France, les réfugiés espagnols purent abandonner les camps de concentration, mais pour nombre d'entre eux ce fut pour entrer dans les camps d'extermination allemands. Le peuple qui s'était le plus sacrifié dans la lutte contre le fascisme allait être le dernier à pouvoir savourer le triomphe, bien plus tard que le peuple allemand et que le peuple italien qui avaient provoqué la catastrophe qui lui avait ravi la liberté.

Mexico fut pendant cinq ans la capitale de l'anarchisme ibérique. Dans le District fédéral, les camarades avaient organisé immédiatement la délégation générale de la C.N.T. et, au fur et à mesure qu'ils s'étaient éparpillés sur le Nouveau Continent, les sous-délégations poussèrent un peu partout, des Etats-Unis jusqu'à l'Uruguay, avec leurs journaux et leurs revues. Le premier des organes d'expression fut le vétéran *Solidaridad Obrera*. Il fut suivi, également au Mexique, par la revue *Estudios Sociales*, financée par la sous-délégation du Panama. Il y eut encore *Tierra y Libertad* (le journal et la revue du même nom) et, beaucoup plus tard, *Comunidad Ibérica*.

Tout semblait aller sur des roulettes lorsque surgit la division imparable et fatale.

Mais occupons-nous de choses plus agréables. En république Dominicaine, fief du dictateur Leónidas Trujillo, le noyau évacué de France était le second en importance après le noyau mexicain. Bon nombre de ses membres, fuyant la misère, avaient réussi à rejoindre le Panama, où l'on jouissait de conditions économiques exceptionnelles. Le petit noyau panaméen ne se contenta pas toutefois de profiter de ces avantages, mais, encore imprégné de la tradition libertaire, il créa un fonds de solidarité dans le but d'évacuer du purgatoire

dominicain vers la terre ferme les familles sans ressources qui y étaient clouées. Certaines familles partirent pour le Panama ; d'autres vers le Mexique et les autres « Dominicains » furent absorbés par le Venezuela, où s'était produite en douceur une transformation révolutionnaire. Ceux qui atterrirent au Panama, dès qu'ils pouvaient voler de leurs propres ailes, étaient invités à collaborer à l'œuvre de soutien mutuel. La contribution au soutien et à la diffusion de la presse se fit immédiatement. Cette aide permit la parution au Mexique de la revue *Estudios Sociales* et de mon livre *15 conferencias breves*, conférences prononcées sur une radio panaméenne.

Mais nous, Espagnols, avons toujours été capables de commencer de belles choses, sans parvenir à les terminer. Au Mexique, on fit beaucoup, et bien, jusqu'en 1942. C'est alors qu'une onde se répandit peu à peu et secoua tout le Mouvement continental. L'orientation politique funeste prise par la C.N.T., la F.A.I. et la F.I.J.L. en Espagne à l'automne 1936 se mit à germer. Depuis la fin tragique de notre guerre, absorbés par la tragédie immédiate, peu en perçurent les conséquences. Mais lorsqu'ils se virent revivre, les vieux démons eux aussi se mirent à renaître. Sur le haut plateau mexicain, les forces politiques, en se réorganisant, se remirent à prendre les chemins qu'elles avaient l'habitude de prendre. L'arrivée de Juan García Oliver à Mexico consolida la dissidence autour du *Rapport* qu'il avait lui-même rédigé.

En embarquant en France pour la Scandinavie, Oliver avait laissé un embryon du Parti ouvrier du travail (P.O.T.). Lorsqu'ils furent battus, à Mexico, par les partisans d'un retour aux normes confédérales de 1910, de 1919 et du congrès de 1936, les partisans du *Rapport* abandonnèrent la Délégation générale en place pour former leur comité national de la C.N.T. en exil, dont le premier secrétaire fut García Oliver lui-même. Celui-ci fut en même temps directeur de l'organe *C.N.T.* de Mexico. A part à Caracas (Venezuela), la scission n'eut pas de conséquences extrêmes. Les libertaires de Caracas se divisèrent approximativement en deux moitiés. Cela se produisit en 1946, de la même manière que ce qui s'était produit à Mexico trois ans auparavant et que ce qui venait de se produire à Paris. Je fus nommé secrétaire général par la ligne classique vénézuélienne. Je venais d'arriver du Panama, où j'avais occupé le même poste et où j'avais maintenu la même position, celle qui avait toujours été la mienne en Espagne.

En France, chaque tendance était restée à la place qu'elle occupait en 1940 lorsque les troupes hitlériennes brisèrent le front par l'est. La tournure des opérations militaires en Afrique du Nord et en Méditerranée centrale ne commença à changer qu'au printemps 1942. Les libertaires, tant en France qu'en Espagne, commencèrent à s'agiter. Sur le territoire français, le mouvement libertaire prit un rythme accéléré lorsque les alliés débarquèrent sur les plages de Normandie.

Le 1er mai 1945, dans Paris récemment libérée, débuta le premier congrès du M.L.-C.N.T. en France. A ce congrès, Juan M. Molina, « Juanel », dut céder son

poste de secrétaire général à Germinal Esgleas. Ce dernier représentait la tendance majoritaire qui s'était manifestée en France et au Mexique, ainsi que dans les autres pays d'exil. « Juanel », au contraire, s'inspirait du sentiment majoritaire qui dominait en Espagne depuis le moment où l'étoile de l'hitlérisme avait commencé à décliner, après la bataille de Stalingrad, et où le rouleau-compresseur russe et la tenaille alliée s'étaient mis en marche en Afrique du Nord, en Italie du Sud et face à la côte nord-ouest de la France.

En Espagne officielle, l'étoile du franquisme commença elle aussi à pâlir et le régime commença à marquer le pas. Les forces souterraines d'opposition commencèrent à montrer le bout du nez, les libertaires en tête, malgré la mentalité défaitiste de leur leaders. Les militants de base, qui avaient été les plus marqués par la guerre et la répression, ne pouvaient se manifester ; ce furent donc les leaders qui commencèrent à donner le ton, celui de la guerre 1936-39, avec des alliances et des collaborations à tous les niveaux, y compris avec les communistes.

Le renoncement aux postulats de l'anarchisme était bien ancré dans l'esprit des militants les plus persécutés par le régime, surtout si pendant les péripéties de la guerre ils avaient occupé des charges bureaucratiques, gouvernementales ou militaires. Avec la tournure que prenaient les événements, dans le sens d'une normalisation démocratique du monde occidental, l'immense majorité des activistes de l'intérieur étaient enclins à poursuivre la politique circonstancialisée gouvernementale qui avait imprégné la C.N.T. et l'anarchisme pendant la longue et difficile étape de la guerre civile. Le contraire s'était produit en France, où la majorité des camarades voyait les événements de façon plus optimiste. Là, la voix des militants de base avait beaucoup d'influence. Leur volonté n'était pas soumise à l'esprit conservateur des personnages protocolaires et ils voulaient revenir au point de départ, en entraînant avec eux ceux qui, dans la période fatale, avaient abandonné la vieille tranchée.

Le congrès de 1945, tel une vague, engloutit les théologiens du positivisme politique, qui portaient les charismatiques sur une civière, ces derniers montrant un timide symptôme de repentir. Ce fut le cas de l'ancienne ministre Federica Montseny et de quelques conseillers de la Généralité, comme Germinal Esgleas, Valerio Más et des ministrables comme José Xena, maintenant au Venezuela, qui n'eurent pas d'autre solution que de danser au rythme de la musique que jouaient ceux d'en-bas.

La scission qui eut lieu à Mexico en 1942 et celle que les nostalgiques de la collaboration gouvernementale suscitèrent après le congrès de Paris, encouragés par le phénix de Madrid, auraient pu être décisives pour le changement d'orientation historique de la C.N.T. Il se trouva, toutefois, que tant les nostalgiques de Mexico que ceux de France ne s'appuyaient pas sur la terre ferme mais sur un îlot factice comme ceux qui poussent dans la mer après un raz de marée. Le faux îlot ne tarda pas à être absorbé par les vagues, entraînant avec lui ceux qui s'étaient appuyés dessus.

Franco et ses phalangistes marchèrent sur des œufs jusqu'à ce que les démocraties victorieuses, d'un côté, et l'Union soviétique, de l'autre, ne surent que faire du petit homme du Pardo. Quand ils décidèrent que le fils d'Hitler et de Mussolini devait vivre tant qu'il serait utile et qu'on pourrait tirer de lui le plus d'avantages possibles, le phénix de Madrid s'écroula et ses aiglons péninsulaires retournèrent dans les prisons et les souterrains pour trente ans de plus.

Les exilés de France reprirent leur hégémonie sous la direction que l'on sait. Le semblant de gouvernement de Giral et la fraction nostalgique qui avait provoqué la scission du M.L.E. en France se ressentirent eux aussi de la double manœuvre russo-anglo-américaine. Mais les vainqueurs néo-charismatiques ne trouvèrent rien de mieux que d'allumer des feux de Bengale.

En 1947, les vainqueurs décidèrent de tenir une Conférence intercontinentale à Toulouse. Son principal objet était de créer un comité pour relier étroitement tous les libertaires organisés de France, de Grande-Bretagne, d'Afrique du Nord et d'Amérique. La convocation fut un échec. Seuls la France, la Grande-Bretagne, l'Afrique du Nord et le Venezuela furent présents physiquement. Quelques autres noyaux envoyèrent leurs rapports par correspondance. A la conférence, on rédigea des déclarations de principes, selon les anciens usages, et il y eut un meeting de clôture, présidé par Germinal Esgleas. Les intervenants furent Delso de Miguel, pour la Grande-Bretagne, Roque Santamaría, pour l'Afrique du Nord, moi-même, pour l'Amérique, Federica Montseny, pour la France. Felipe Aláiz tint la chronique du congrès dans *C.N.T.*, le journal qu'il dirigeait.

L'un des rapports qui furent approuvés disait : « La liberté individuelle et collective exprimée par l'autonomie et le fonctionnement fédéraliste est incompatible avec le mécanisme politique de l'Etat et avec le système politico-capitaliste ; l'action directe révolutionnaire est l'unique tactique efficace pour surmonter le capitalisme et l'Etat. La finalité de notre mouvement est l'implantation du socialisme libertaire sans étapes de transition ni tactiques qui soient en désaccord avec les principes. »

La Conférence fit peu de choses pour normaliser les mouvements d'Espagne et en exil. Mais, à partir de l'année suivante, survinrent des possibilités que la C.N.T. de France ne daigna pas exploiter. Les nostalgiques du camp qui avait fait scission comme les charismatiques du camp opposé n'osèrent pas faire passer la nécessité historique avant les blessures reçues au plus fort de la polémique. Aucun des participants de la Conférence intercontinentale n'essaya de déborder les limites des décisions imprimées dans son compte rendu.

La Conférence se contenta de créer une Commission intercontinentale et un Comité provisoire pour expédier les affaires courantes jusqu'à la constitution de la Commission effective. Le Comité provisoire ne prit contact avec l'Espagne qu'en juin 1947. Je fis clandestinement le voyage jusqu'à Madrid pour intervenir dans des réunions plénières de la C.N.T. et de la F.I.J.L. Je pris également contact, à cette occasion, avec le secteur nostalgique de l'intérieur, ce qui me

permet de pouvoir rentrer en France avec une impression générale de la situation de l'organisation de l'intérieur. L'année s'acheva par le IIe congrès du M.L.E.-C.N.T. en France. Ce congrès rectifia quelques décisions du congrès de 1945, en leur faisant porter la responsabilité de la scission. Il vota la proposition de publier l'histoire de la participation de la C.N.T. aux réalisations révolutionnaires pendant la guerre civile espagnole. Une forte délégation de militants d'Espagne participa aux travaux du congrès et je fus nommé secrétaire général du M.L.E.-C.N.T. en France.

Une fois le congrès terminé, j'accélérai les démarches pour mettre en marche la Commission intercontinentale effective, dont le secrétaire général fut Pedro Herrera, secondé par Roque Santamaría, Germinal Esglesas, Federica Montseny et l'un des camarades de l'intérieur qui avaient participé au congrès.

Le nouveau secrétariat étudia sérieusement le problème le plus brûlant, qui rendait difficile l'éventuelle réimplantation de la C.N.T. en Espagne dans le cas d'un effondrement phalangiste. Après cette étude, on convint d'étudier les réactions du camp adverse au moyen d'un questionnaire que les directeurs des deux principaux journaux, *C.N.T.* et *Solidaridad Obrera*, de Toulouse et de Paris, développeraient à leur guise. Une fois le plan mis en pratique, on se mit aux aguets, en attendant les résultats. Dans le plan, on avait affirmé comme immuables les principes et les tactiques traditionnels, étant donné que les nostalgiques avaient abandonné le gouvernement de M. Giral et qu'ils étaient sur le déclin. Par ailleurs, s'était produit chez les réfugiés un nouveau mouvement migratoire vers l'Amérique, encouragé par des agences comme l'I.R.O., impulsée par les leaders du dénommé *Mundo Libre*. Il fallait au contraire stimuler l'émigration vers l'Espagne, en dépit des réserves de ceux qui, s'étant établis dans les pays d'exil et y ayant créé des intérêts, avaient des enfants qui ne se sentaient plus espagnols mais tout à fait français ; il fallait faire tout notre possible pour faire lever en Espagne ne serait-ce que le germe des structures fondamentales de notre futur mouvement libertaire. Il ne s'agissait pas d'irriter le régime par des attaques violentes inopportunes. L'action violente menée à l'intérieur par des individus et des groupes, plus ou moins suicidaires, venus de l'exil, était, même à l'intérieur, mal appréciée quand elle n'était pas condamnée à cause des réactions sauvages qu'elle provoquait chez la police. Cette action violente incontrôlée était menée par des individus qui n'étaient pas capables de faire autre chose et qui demain seraient sûrement un poids pour le syndicalisme réimplanté. L'activisme violent, outre le fait qu'il alimentait la chronique noire de la presse à sensation du régime, entraînait, fournie après fournie, les camarades vers les prisons et les bagnes, où les organismes de solidarité de l'exil ne pouvaient pas les secourir efficacement. Et pourtant les caisses de secours en faveur de la « lutte » en Espagne étaient largement sollicitées lors des assemblées et des meetings par les conspirateurs et les activistes de salon. Y compris lorsque l'appareil répressif de Franco en eut presque terminé avec les derniers des Mohicans qui agissaient sur l'asphalte et dans les montagnes.

L'une des vieilles gloires de l'action empreinte d'esprit de sacrifice était Pedro Mateu. En 1921, Mateu, avec Ramón Casanellas et Luis Nicolau, avaient réalisé, en repréaille aux assassinats du terrorisme blanc, l'attentat qui, à Madrid, causa la mort du président du Conseil des ministres Eduardo Dato Iradier. Les auteurs de cet attentat ne furent pas exécutés et, en 1931, à la proclamation de la République, Mateu et Nicolau purent retrouver la liberté. Casanellas rentra de Russie, où il s'était réfugié. Il mourut peu après accidentellement. Il avait adhéré au Parti communiste d'Union soviétique.

Dans l'exil, Mateu resta le même qu'en Espagne : un mécanicien de talent, un militant affable, toujours souriant et se donnant corps et âme. Il fut, avec Esgleas-Montseny, le responsable de la lutte en Espagne. Il continua à occuper ce poste dans mon équipe.

Je me hâtai de mettre en pratique le plan de réunification du M.L.E., en application des décisions de la Conférence intercontinentale. Etant donné le climat de démoralisation qui avait été créé par le flirt des démocraties avec Franco et par la deuxième émigration vers l'Amérique, et l'abandon du gouvernement Giral par les nostalgiques de l'exil et d'Espagne, le plus raisonnable aurait été de faire ou de laisser faire ; d'aider à supprimer les obstacles au plan du nouveau secrétariat. C'est ce que ne firent pas les charismatiques du puissant cercle de Marseille.

Je me rendis en Espagne pour sonder l'ambiance de Barcelone, l'ancienne « Rose de feu » de l'anarchisme ibérique, où l'atmosphère était celle d'un cimetière. La réunion avec les militants barcelonais eut précisément lieu au cimetière de Berga, non loin de Montserrat, et le résultat en fut excellent.

De retour en France, ma mission fut durement attaquée par les charismatiques, qui allèrent jusqu'à m'accuser, au cours d'une réunion plénière, de collaboration avec les agents de Quintela, le super flic de Franco à Barcelone.

A la fin de 1948, eut lieu en France le III^e congrès du M.L.E.-C.N.T. Le travail accompli par le secrétariat y fut approuvé et je fus reconduit à mon poste pour un nouveau mandat, que je n'acceptai pas.

L'année suivante, en 1949, un autre secrétariat intercontinental de la C.N.T. en exil, qui avait remplacé le précédent Comité national, décida de mettre en marche la décision de 1947 de publier un livre sur le travail révolutionnaire et constructif de la C.N.T. pendant la guerre civile. On me proposa pour réaliser cette œuvre. J'acceptai. Quatre ans plus tard parut le troisième et dernier volume de *La C.N.T. en la revolución española*. Début 1951, je me vis obligé d'accepter le poste de secrétaire général de la C.N.T. car le budget pour le livre était épuisé. Je dus, en tant que secrétaire, réaliser les deux tâches : rédiger le livre et assumer le travail du secrétariat. A cette époque-là, je fus arrêté en même temps que Mateu et Pascual, qui faisaient également partie du secrétariat. Nous fûmes conduits tous les trois à Lyon sous mandat judiciaire, et dans cette ville Mateu et moi-même fûmes barbaquement maltraités sous une accusation absurde. Nous fûmes mis au secret dans la prison de Saint-Paul, celle qui, environ un siècle plus tôt,

avait hébergé, également en vertu de fausses accusations, le savant anarchiste Pierre Kropotkine. On nous accusait d'un grave délit contre la propriété, en tant que dirigeants de la C.N.T. Si ce délit avait été vérifié par le tribunal, il aurait entraîné une forte condamnation et la mise hors la loi de la C.N.T.

Toutefois, on ne put jamais prouver ces accusations. La défense fut assumée par la prestigieuse équipe juridique de M. Henry Torrez, de Paris, qui, au temps de la dictature de Primo de Rivera, avait défendu Durruti, Ascaso et Jover, ainsi que le nationaliste catalan Maciá. L'individu qui, malmené par la police, nous avait accusés se rétracta et dit la vérité. Quelques personnalités, comme le président des Basques, José Antonio Aguirre, et le brillant écrivain français Albert Camus, prirent part au débat en notre faveur. L'écrivain nord-américain David Wingeate Pike fait allusion à cet épisode dans son livre *Jours de gloire, jours de honte* :

« Peirats, écrit-il, fut accusé de recel d'un paquet volé qui contenait une somme de 6 millions de francs. Selon un rapport de police, Peirats aurait reconnu avoir eu ce paquet en sa possession, en prétendant qu'il en ignorait le contenu. En effet, Peirats, homme réservé et tranquille, fut sûrement victime d'une mystification. » De nombreuses personnes non anarchistes se joignirent à la défense, et en particulier Georges Brutelle, secrétaire adjoint du parti socialiste, qui, dans les colonnes de *Combat*, dénonça ces « représailles de la police », qui avaient peut-être été exécutées, ajoutait-il, sur la demande de Franco (*Combat*, Paris, 8 février 1951). Jordi Arquer, du P.O.U.M., écrivit pour sa part : « Peirats ne fut mêlé à cette affaire que par la volonté d'agents de la police appartenant au Parti communiste français qui, l'ayant arrêté, lui firent subir un sauvage passage à tabac dans les locaux de la préfecture de Lyon. »

Je fus remis en liberté après cinq mois de détention et, environ un an après, l'affaire fut classée. L'accusateur était revenu sur ses affirmations. L'assignation à résidence qui m'avait été appliquée lors de ma mise en liberté fut annulée avec le temps.

Fin 1951, parut à Toulouse le premier volume de *La C.N.T. en la revolución española* et, deux ans plus tard, les deux autres tomes. Il y eut une deuxième édition à Paris en 1971 et, en 1977, une autre édition à Milan, en italien.

La scission confédérale ne put être réglée qu'en 1960, lors d'un congrès qui eut lieu à Limoges. Federica Montseny commenta l'événement avec cette expression caustique : « On a arraché les testicules au taureau ! » Mais l'année suivante, en 1961, un autre congrès, également à Limoges, ratifia l'unité. Les charismatiques de la région de Provence, pour empêcher cette décision, s'étaient retirés en bloc de la salle du congrès...

Cette réunification, pourtant, se produisit avec beaucoup de retard. Les militants avaient bien vieilli ; d'autres étaient morts ou s'étaient retirés auprès de leurs petits enfants pour savourer leurs droits à la retraite. Leurs descendants ne ressentaient pas la nostalgie d'un pays étranger qui s'appelait l'Espagne et dont ils connaissaient mal la langue. A peu près la même chose se passait à l'intérieur de

l'Espagne. Mais les « petits vieux » continuaient à se battre pour leur « petite guerre » ; depuis les prisons et dans les asiles, tant que le leur permettraient les rhumatismes, ils jouaient la disqualification et l'expulsion.

Après la mort de Franco, combien, Guelfes ou Gibelins, sont revenus en Espagne ? Il y eut, après Franco, un sursaut, aussi éblouissant que trompeur, en trois actes : Le premier dans les arènes madrilénes de San Sebastián de los Reyes, bondées, et avec une pancarte sur la porte où l'on pouvait voir un dessin caustique disant : « Feu à volonté sur le leader ». Un peu plus tard, il y eut un autre rassemblement dans les arènes de Valence, avec le parterre et les gradins pleins à craquer. L'un des orateurs dit : « Ce qui m'effraie dans votre présence massive ici ce ne sont pas les "vivas" ou les "à mort", mais ce qui peut arriver après : les disputes, les bains de sang, la scission. »

Le troisième acte se joua à Barcelone, mais pas à la « plaza de toros » Monumental, où Federica avait prédit que lorsqu'on en appellerait aux morts, ils sortiraient de leurs tombeaux. Certains furent tentés d'applaudir le présage : 300 000 participants, dirent les optimistes. « Feu de paille ridicule », répondirent les pessimistes. « L'Espagne entre le spasme et l'aboulie ! », aurait dit Ganivet sans sortir de sa tombe. En Espagne, prise par un balancement entre le progrès et la décadence, il y eut un fil conducteur entre générations, de père en fils, d'individus en familles, de clans en dynasties, capable de faire oublier les traumatismes. Une ligne brisée, mais une ligne tout de même, surtout en entrant dans l'ouragan du XIXe siècle. L'« homo hispanicus » parut prêt à redresser son arbre généalogique. Mais il ne put le faire. Les races et les civilisations commencèrent à remuer dans le ventre national et à s'entrechoquer. L'anarchisme, l'une de ses expressions populaires, ne pouvait rester à l'écart. La corde à nœuds de la Fédération régionale espagnole, de 1870 à 1910 et de 1910 jusqu'en 1939, date de la fin tragique de la guerre civile, continua à avoir des soubresauts comme un cardiogramme. Franco passa, le franquisme aussi, et en décembre 1979 se tint à la Casa del Campo, à Madrid, l'épreuve du feu : le congrès national de la C.N.T. en vue du redémarrage.

Il mit longtemps avant d'avoir lieu. Quatre ans de travaux préparatoires et quarante-trois après celui de Saragosse et la guerre civile. Nous n'avions rien appris ! Ce fut une catastrophe : le congrès de la rupture ! Aurait-il pu en être autrement ? Peu avaient vécu l'étape de la rupture antérieure. La parenthèse de 1923 à 1930 n'avait duré que sept ans et avait paru un siècle. Pendant cette parenthèse, une génération avait pris naissance, la génération de la révolution et de la guerre civile. Mais ce ne fut pas par génération spontanée. Nous fûmes assistés par une pléiade de chefs de file : Salvador Seguí, Angel Pestaña, Eleuterio Quintanilla, Juan Peiró, Eusebio C. Carbó, Manuel Buenacasa... et par une myriade de militants intermédiaires qui faisaient fonctionner les syndicats, des comités d'usine jusqu'aux organes supérieurs ; qui organisaient et couvraient les activités de base et intermédiaires, formant une sorte de fourmilière. Nous étions des personnes anonymes, sans nom, sans fiche dans les registres de la

police. Des militants qui ne prenions pas la parole dans les meetings et qui le faisons très sobrement dans les assemblées, toujours sur des problèmes concrets, presque jamais sur des questions théoriques ou des abstractions philosophiques. Mais nous connaissions par cœur les aspects techniques de l'industrie dans laquelle nous étions implantés pour établir des revendications et discuter d'égal à égal avec l'entité patronale adverse ou avec les représentants du gouvernement si l'on allait jusqu'au conflit et si celui-ci dépassait l'aspect dialectique pour devenir un problème d'ordre public ou judiciaire ; pour consulter les hommes de loi ou leur apporter notre concours dans la défense et la solidarité envers ceux qui étaient pris dans le carcan carcéral.

Cet ensemble d'activités demandait une préparation et la mise sur pied d'organismes et d'hommes capables, experts et souvent téméraires pour la guerre sociale, étant donné l'étroite collaboration de l'entreprise avec les forces policières, lorsqu'il fallait mener la lutte hors de la table de négociation. Ou lorsqu'il était nécessaire de la porter du terrain du conflit public au terrain de l'action violente révolutionnaire. Ces activités avaient créé un acquis collectif, une petite civilisation traditionnelle à laquelle on pouvait mettre des bâtons dans les roues mais que l'on ne pouvait pas briser. La guerre civile la secoua violemment en déplaçant les populations d'une région à l'autre. Les envahisseurs factieux, avec l'arme de la misère, arrachèrent ses racines, déplacèrent et mélangèrent les gens, surtout dans les centres historiques de peuplement. La campagne vint à la ville. La race y gagna peut-être. L'Espagnol grandit physiquement en taille, mais son esprit déclina. De grandes villes comme Madrid, Barcelone et Valence perdirent leur signification historique. La réserve de l'exil ne put faire contrepoids au flux de dégénérescence de la vie moderne ni à celui de la Seconde Guerre mondiale comme il avait pu amortir celui de la Première. Et encore moins à la misère morale et spirituelle héritée du phalangisme dans les secteurs les plus sensibles : l'enfance, la jeunesse et la féminité. La réserve de l'exil aurait peut-être pu sauver la situation à partir de 1945, mais ce fut impossible à cause du pragmatisme vil et sordide de Washington et de Moscou et de la pauvreté mentale de l'exil lui-même. Tous ces facteurs et chacun d'eux empêchèrent la régénération. Le redémarrage, coûteux et même dramatique, ne put s'appuyer sur des tissus suffisamment solides et l'opération Casa del Campo produisit l'éclatement de tous les points de suture. Irrémédiablement ? Seul l'avenir le dira.

Vall de Uxó, mai 1988.

CHRONOLOGIE

- . 1869, création de la section espagnole de la Ire Internationale (Fédération régionale espagnole).
- . 1872, naissance du parti socialiste.
- . 11 décembre 1873, proclamation de la Ire République.
- . 1892, insurrection paysanne de Jerez de la Frontera.
- . Septembre 1896, cinq exécutions de Montjuich.
- . 1901, Francisco Ferrer ouvre la première Ecole moderne à Barcelone.
- . 1902-1931, règne d'Alphonse XIII.
- . 13 octobre 1909, exécution de Francisco Ferrer.
- . 30 octobre et 1er novembre 1910, congrès des Beaux-Arts (constitution de la C.N.T.).
- . Automne 1911, premier congrès de la C.N.T.
- . Octobre 1911, interdiction de la C.N.T.
- . 12 août 1917, grève générale C.N.T.-U.G.T.
- . Juillet 1918, création des Syndicats uniques.
- . 1919, répressions du gouverneur militaire de Catalogne, Martínez Anido.
- . Février-mars 1919, grève de *La Canadiense*.
- . Décembre 1919, congrès national de la C.N.T.
- . 1920, création du Parti communiste espagnol, après la scission des Jeunesses socialistes.
- . Juillet 1920, Moscou, 2e congrès de la IIIe Internationale.
- . 1921, mutinerie de marins anarchistes à Kronstadt, écrasée par les troupes de Trotski.
- . 1921, désastre d'Arnoual (Rif).
- . Avril 1921, plenum national clandestin de la C.N.T. à Barcelone.
- . Juin-juillet 1921, congrès à Moscou de l'Internationale syndicale rouge.
- . Juin 1922, conférence de Saragosse (C.N.T.).
- . 13 septembre 1923, coup d'Etat de Primo de Rivera.
- . 30 décembre 1923, plenum régional de la C.N.T. catalane : déclaration de principes anarchistes.
- . 24 juin 1926, complot de la « *Sanjuanada* ».
- . Juillet 1926, attentat manqué contre Alphonse XIII.
- . Juillet 1927, plenum national de la C.N.T. à Barcelone.

- . 24 et 25 juillet 1927, plenum de création de la F.A.I.
- . 1929, le roi renvoie Primo de Rivera.
- . 27 août 1930, pacte de San Sebastián.
- . 1931, manifeste des Trente.
- . 14 avril 1931, proclamation de la République.
- . 6 juin 1931, grève de la Compagnie téléphonique.
- . 11 juin 1931, congrès national de la C.N.T.
- . 9 décembre 1931, les *Cortes* approuvent la Constitution.
- . 1932, Pestaña fonde le parti syndicaliste.
- . 1932, premier congrès national des Jeunesses libertaires.
- . 10 août 1932, tentative de soulèvement de Sanjurjo.
- . Fin 1932, Statut d'autonomie de la Catalogne.
- . 8 janvier et 8 décembre 1933, insurrections anarchistes dans toute l'Espagne.
- . 19 novembre 1933, la droite gagne les élections.
- . 16 février 1936, la gauche gagne les élections.
- . Février 1936, naissance du P.O.U.M.
- . Mai 1936, congrès de la C.N.T. à Saragosse.
- . 17 juillet 1936, soulèvement de l'armée du Maroc.
- . 18 juillet 1936, soulèvement dans la péninsule.
- . 4 septembre 1936, Largo Caballero président du gouvernement.
- . 27 septembre 1936, formation du Conseil de la Généralité.
- . Octobre 1936, création du Conseil d'Aragon.
- . 2 octobre 1936, Statut d'autonomie du Pays basque.
- . 7 octobre 1936, décret du gouvernement contre les collectivités agraires.
- . 4 novembre 1936, entrée de ministres C.N.T. au gouvernement.
- . 6 novembre 1936, le gouvernement se déplace à Valence.
- . Décembre 1936, création de la *Junte* de défense de Madrid et du Conseil régional des Asturies.
- . 13 décembre 1936, première crise de gouvernement de la Généralité.
- . Mars 1937, bataille de Guadalajara.
- . 26 mars 1937, crise de gouvernement de la Généralité.
- . 2 au 7 mai 1937, journées sanglantes de Barcelone.
- . 15 mai 1937, crise du gouvernement de Madrid : Largo Caballero remplacé par Negrín ; exclusion de la C.N.T. et de l'U.G.T.
- . 19 juin 1937, perte de Bilbao.
- . Été 1937, assassinat d'Andrés Nin.
- . 11 août 1937, dissolution du Conseil d'Aragon et assaut de la colonne Líster.
- . Août 1937, plenum péninsulaire de la F.A.I. : adoption de la tactique circonstancialiste.
- . 15 août 1937, création du S.I.M.
- . 25 août 1937, chute de Santander.

- . 25 août 1937, offensive républicaine au sud de l'Ebre.
- . 20 octobre 1937, chute de Gijón et de la zone cantabrique.
- . 15 décembre 1937, offensive sur Teruel.
- . 9 mars 1938, contre-offensive nationaliste de l'Ebre.
- . 8 avril 1938, la C.N.T. revient au gouvernement.
- . Juillet à novembre 1938, bataille de l'Ebre.
- . 26 janvier 1939, chute de Barcelone.
- . 4 mars 1939, proclamation du Conseil national de défense.
- . 4 avril 1939, les fascistes atteignent Alicante.
- . 1942, scission du mouvement libertaire au Mexique.
- . 1er mai 1945, 1er congrès du M.L.-C.N.T. en France.
- . 1947, Toulouse, Ire Conférence intercontinentale.
- . 1979, Madrid, congrès de la C.N.T. « redémarrage » et scission.

BIBLIOGRAPHIE

- Abad de Santillán Diego, *Por qué perdimos la guerra*, Buenos Aires, 1940.
- Alagüe Ignacio, *L'Espagne au XXe siècle*, Paris, 1960.
- Alardo Prats, *Vanguardia y retaguardia de Aragón*, Barcelone, 1937.
- Altamira Rafael, *Manual de historia de España*, Buenos Aires, 1946.
- Araquistáin Luis, *El comunismo y la guerra de España*, Carmaux, 1939.
- Blasco Ibáñez Vicente, *Alphonse XIII démasqué*, Paris, 1925.
- Bolloten Burnett, *La révolution espagnole*, Ruedo Ibérico.
- Broué Pierre et Témime Emile, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Minuit, 1961.
- Buenacasa Manuel, *El movimiento obrero español, 1886-1926*, Barcelone, 1928.
- Cánovas Cervantes S., *Proceso histórico de la revolución española*, Barcelone, 1937.
- Casado Segismundo, *The last days of Madrid*, Londres, 1939.
- Castro Cristóbal de, *Al servicio de los campesinos*, Madrid, 1931.
- Comité national de la C.N.T., *Memoria del congreso de 1919*, Barcelone, 1932.
- Comité national, *Memoria del congreso extraordinario celebrado en Madrid los días 11 al 16 de junio de 1931*, Barcelone, 1931.
- Comité national, *Informe de la delegación de la C.N.T. al congreso extraordinario de la A.I.T. y resoluciones del mismo*, Barcelone, 1937.
- Comité national, *La C.N.T. parle au monde*, Valence-Paris, 1937.
- Comité national, *La C.N.T. et les événements sanglants de Barcelone pendant le journées des 3, 4 et 5 mai*, Paris, 1937.
- Comité régional, *Memoria de la conferencia regional de Sindicatos únicos de Cataluña*, Barcelone, 1936.
- Comité péninsulaire, *Memoria del Pleno peninsular de la F.A.I.*, Barcelone, 1936.
- Comité péninsulaire, *Memoria del Pleno peninsular de la F.A.I.*, Valence, 1937.
- Comité pro presos, *Ideas y tragedia*, Manresa, 1923.
- Conde de Romanones, *Espartero o el soldado del pueblo*, Madrid, 1954.

- Congreso de constitución de la Confederación nacional del trabajo*, Toulouse, 1959.
- Costa Joaquín, *El colectivismo agrario en España*, Buenos Aires, 1944.
- El congreso confederal de Zaragoza*, Toulouse, C.N.T., 1955.
- Foix Pedro, *Los archivos del terrorismo blanco*, Barcelone, 1931.
- García Pradas J., *La traición de Stalin. Cómo terminó la guerra de España*, New York, 1939.
- Gilabert Alejandro, *La C.N.T., la F.A.I. y la revolución española*, Barcelone, 1932.
- Goldman Emma, *Living my life*, New York, 1931.
- Gordón Ordás F., *Mi política en España*, Mexico, 1961, 1962, 1963, trois tomes.
- Guzmán Eduardo de, *Madrid rojo y negro*, Buenos Aires, 1937.
- Hernández Jesús, *Yo fui un ministro de Stalin*, Mexico, 1953.
- Krivitski Walter, *Agent de Staline*, Paris, 1940.
- La Revista Blanca, *La barbarie gubernamental*, Barcelone, 1933.
- Largo Caballero Francisco, *Mis recuerdos*, Mexico, 1954.
- Leval Gaston, *Espagne libertaire 1936-1939*, Cercle.
- Llopis Rodolfo, *Octubre del 34. Etapas de la revolución española*, Mexico-Paris, 1949.
- López Juan, *Seis meses en el ministerio de Comercio*, Valence, 1937.
- Lorenzo Anselmo, *El proletariado militante*, Barcelone, 1923.
- Madrid Francisco, *Las últimas 24 horas de Francisco Layret*, Buenos Aires, 1942.
- Martí Casimiro, *Orígenes del anarquismo en Barcelona*, Barcelone, 1959.
- Maura Miguel, *Cómo cayó Alfonso XIII*, Mexico, 1962.
- Memoria del congreso celebrado en Barcelona los días 28, 29 y 30 de junio y 1º de julio de 1918*, Toulouse, 1957.
- Mintz Frank, *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Paris, La Découverte, 1976.
- Nettlau Max, *Bakunín, la Internacional y la Alianza en España*, Buenos Aires, 1925.
- Orwell George, *Hommage à la Catalogne 1936-1937*, Paris, Lebovici, 1982.
- Ossorio y Gallardo Angel, *Mis memorias*, Buenos Aires.
- Peirats José, *La C.N.T. en la revolución española*, Toulouse, C.N.T., 1951, 1952, 1953, trois tomes.
- Peiró Juan, *De la fábrica de vidrio de Mataró al ministerio de Industria*, Valence, 1937.
- Pestaña Angel, *Memoria que al comité de la Confederación nacional del trabajo presenta de su gestión en el II congreso de la Tercera Internacional el delegado Angel Pestaña*, Barcelone, 1921.
- Pestaña Angel, *Sesenta días en Rusia*, Barcelone, 1924.
- Pou Bernardo et Magriñá J.M., *Un año de conspiración*, Barcelone, 1933.

- Protestation devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937* ; par un incontrôlé de la Colonne de Fer, Paris, Lebovici, 1979.
- Rama Carlos M., *Ideología, regiones y clases sociales en la España contemporánea*, Montevideo, 1958.
- Rama Carlos M., *La crisis española del siglo XX*, Mexico, 1962, 2e édition.
- Rocker Rodolfo, *Revolución y regresión*, Buenos Aires, 1952.
- Romero Solano, *Visperas de la guerra de España*, Mexico, 1947.
- Souchy Agustín, *Entre los campesinos de Aragón*, Barcelone, 1937.
- Torrès Henri, *Accusés hors série*, Paris, 1957.
- Toryho Jacinto, *La independencia de España*, Barcelone, 1938.
- Urales Federico (Juan Montseny), *Mi vida*, Barcelone, 1929-1930, trois tomes.
- Viadiu José, *Salvador Seguí, Noy del sucre*, Toulouse, 1950.
- Vilar Pierre, *Histoire de l'Espagne*, P.U.F., Que sais-je ?
- Villar Manuel, *El anarquismo en la revolución de Asturias*, Buenos Aires, 1936.

TABLE DES MATIÈRES

PROLOGUE	I
D'UNE ÉDITION À L'AUTRE	III
Des origines aux premières grandes luttes	5
La répression et ses victimes	19
Les conspirations contre la dictature	33
L'offensive antidynastique	43
La République et sa phtisie galopante	57
Le cycle des insurrections	69
L'Espagne en flammes	85
La marée révolutionnaire	95
La tragédie de l'Espagne rurale	105
La révolution à la campagne	115
De l'armée colonialiste à l'armée populaire	135
Les grandes étapes de l'apolitisme syndicaliste	145
La collaboration ministérielle de la C.N.T.	155
L'essor du Parti communiste espagnol	169
Le prologue du grand drame	179
Les événements de mai	191
La nouvelle inquisition ibérique	201
La Fédération anarchiste ibérique	211
Le conseil d'Aragon	221
La Fédération ibérique des jeunesses libertaires	233
Le pacte C.N.T. - U.G.T.	247
La crise du mouvement libertaire	259
Les communistes et les libertaires pendant la guerre	273
Le dernier bastion	287
Epilogue	307
Appendice	313
CHRONOLOGIE	325
BIBLIOGRAPHIE	329

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR
LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
S.A.C.C.O. 10, RUE GAZAGNE
31300 TOULOUSE
DÉPÔT LÉGAL - JUIN 1989

EDITIONS REPÈRES-SILENA
B.P. 2062
31018 TOULOUSE CÉDEX

Bien plus qu'un livre d'historien, "*Les anarchistes espagnols, révolution de 1936 et luttes de toujours*" est un témoignage sur une période clef de l'histoire du mouvement ouvrier espagnol, dans laquelle l'auteur a été partie prenante en tant que militant de la CNT (Confédération Nationale du Travail) et en tant que journaliste.

José Peirats remonte aux origines du mouvement libertaire en Espagne. Il rappelle les efforts d'organisation de la CNT, ses luttes contre l'oligarchie et contre le patronat, les mouvements insurrectionnels des années 30, les gouvernements républicains de 1931-33 et de 1936.

Abordant la période de 36-39, Peirats, sans négliger l'aspect événementiel, s'attache surtout à décrire : la mise en place des milices populaires, les occupations d'usine, l'éclosion des collectivités agraires... mais aussi, moins connue, l'hostilité de certains à l'autogestion des ouvriers.

Document complet sur l'anarchisme espagnol, et sur son rôle dans la période cruciale de 1936-39, il détruit les mythes accumulés sur l'Espagne et évoque une réalité qui, en 1989, à l'heure où les révolutions deviennent objet de commémoration, nous interpelle toujours.